RECUEIL des ACTES du DEPARTEMENT de l'INDRE

Numéro – 8 – Février

Auteur : Marc FLEURET, Président du Conseil départemental

Date de mise en ligne : **05 Mars 2025**

Durée minimum de publicité : deux mois à compter de la date de mise en ligne

TABLE des MATIERES

Février 2025

ARRÊTÉS

Page

Arrêté n° 2025 D 0136 du 5 février 2025 _ PORTANT organisation d'une enquête publique pour le déclassement de l'aire de repos de la R.D. n° 943 à VILLEDIEU-sur-INDRE. 10

Arrêté n° 2025 D 0147 du 11 février 2025 - PORTANT désignation des membres de la Commission Consultative de retrait ou de restriction d'agrément pour l'accueil familial de personnes âgées ou handicapées. 12

Arrêté n° 2025 D 0152 du 12 février 2025 - PORTANT designation des membres au Comité Social Territorial pour les Services du Département de l'Indre. 14

Arrêté n° 2025 D 0153 du 12 février 2025 - PORTANT designation des membres à la Formation Spécialisée du Comité Social Territorial pour les Services du Département de l'Indre. 16

Arrêté n° 2025 D 0154 du 12 février 2025 - ARRETE relatif au fonctionnement de la micro-crèche "Les Petits Ecureuils" située sur la Commune de CHATILLON-sur-INDRE. 18

Arrêté n° 2025 D 0160 du 14 février 2025 - PORTANT désignation des membres à la Commission Consultative Paritaire pour le personnel contractuel départemental. 27

Arrêté n° 2025 D 0183 du 14 février 2025 - PORTANT désignation du Délégué à la Protection des Données pour le Département de l'Indre. 29

Arrêté n° 2025 D 0221 du 28 février 2025 - PORTANT approbation du Plan départemental d'Actions pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées "PDALHPD" - Arrêté conjoint Département de l'Indre-Préfecture 31

ARRÊTÉS DE CIRCULATION

Page

Arrêté n° 2025 DR 100 du 03 Février 2025
Portant réglementation de la circulation sur la D36B du PR 4+600 au PR 5+150, le vendredi 07 février 2025, à l'occasion de travaux de sondages géotechniques, sur le territoire de la commune de BAZAIGES. 95

Arrêté n° 2025 DR 111 du 03 Février 2025
Portant réglementation de la circulation sur diverses routes départementales, du jeudi 13 février 2025 au vendredi 14 mars 2025, à l'occasion de travaux de remplacement de poteaux télécom, sur le territoire de la commune d'AZAY-LE-FERRON. 98

Arrêté n° 2025 DR 118 du 03 Février 2025
Portant réglementation de la circulation sur la D59B du PR 1+263 au PR 1+486, du mardi 11 février 2025 au vendredi 25 avril 2025, à l'occasion de travaux électrique - ENEDIS, sur le territoire de la commune de VIGOUX. 103

Arrêté n° 2025 DR 120 du 03 Février 2025
Portant réglementation de la circulation sur la D45 du PR 8+631 au PR 8+971 et la D72 du PR 44+438 au PR 44+870, du mercredi 12 février 2025 au mercredi 12 mars 2025, à l'occasion de travaux de réalisation de sondages géotechniques sous accotements, sur le territoire de la commune d'ÉGUZON-CHANTÔME. 106

Arrêté n° 2025 DR 125 du 03 Février 2025
Portant réglementation de la circulation sur la D30 du PR 43+820 au PR 44+475, du mercredi 12 février 2025 au mardi 13 mai 2025, à l'occasion de travaux électrique - ENEDIS - DA28/055469, sur le territoire de la commune de SAINT-PLANTAIRE. 109

Arrêté n° 2025 DR 132 du 03 Février 2025
Portant réglementation de la circulation sur la D36 du PR 54+642 au PR 54+1037 et la D990 du PR 44+414 au PR 45+199, du jeudi 06 février 2025 au vendredi 11 avril 2025, à l'occasion de travaux électrique - ENEDIS DA28/057442, sur le territoire de la commune d'AIGURANDE. 112

Arrêté n° 2025 DR 95 du 04 Février 2025
Portant prolongation de délai de l'arrêté n°AC_2024_DR_56 du 03 décembre 2024, concernant la réglementation de la circulation sur diverses routes départementales, du samedi 08 février 2025 au mardi 08 avril 2025, à l'occasion de travaux d'élagage pour le compte d'ENEDIS, sur le territoire des communes de BÉLÂBRE, LIGNAC et CHALAIS. 115

Arrêté n° 2025 DR 103 du 04 Février 2025 120
Portant prolongation de délai de l'arrêté n° AC_2024_DR_49 du 02 décembre 2024 concernant la réglementation de la circulation sur diverses routes départementales, du samedi 08 février au mardi 08 avril 2025, à l'occasion de travaux de d'élagage pour le compte d'ENEDIS, sur le territoire des communes de BÉLÂBRE, CONCREMIERS, MAUVIÈRES et SAINT-HILAIRE-SUR-BENAIZE.

Arrêté n° 2025 DR 104 du 04 Février 2025 125
Portant réglementation de la circulation sur la D7 du PR 7+800 au PR 22+200, du mercredi 05 février 2025 au samedi 05 avril 2025, à l'occasion de travaux de remplacement de poteaux, sur le territoire des communes de FRANCILLON, LEVROUX, VILLEGONGIS et VINEUIL.

Arrêté n° 2025 DR 112 du 04 Février 2025 129
Portant réglementation de la circulation sur la D45B du PR 2+640 au PR 5+386, du jeudi 20 février 2025 au jeudi 20 mars 2025, à l'occasion de travaux de pose de 12 appuis TELECOM, sur le territoire des communes de BOUESSE et MAILLET.

Arrêté n° 2025 DR 116 du 04 Février 2025 133
Portant réglementation de la circulation sur la D37 du PR 2+300 au PR 2+800, du lundi 10 février 2025 au vendredi 28 mars 2025, à l'occasion de travaux de génie civil pour le déploiement de la fibre optique, sur le territoire de la commune de VILLENTROIS-FAVEROLLES-EN-BERRY.

Arrêté n° 2025 DR 117 du 04 Février 2025 136
Portant réglementation de la circulation sur la D35 du PR 2+000 au PR 2+500, du vendredi 21 février 2025 au vendredi 14 mars 2025, à l'occasion de travaux de remplacement d'un poteau Orange, sur le territoire de la commune de CHABRIS.

Arrêté n° 2025 DR 123 du 04 Février 2025 139
Portant réglementation de la circulation sur la D14 du PR 28+800 au PR 29+100, du mercredi 12 février 2025 au vendredi 11 avril 2025, à l'occasion de travaux de terrassement pour enfouissement du réseau électrique ENEDIS, sur le territoire de la commune d'ARTHON.

Arrêté n° 2025 DR 126 du 04 Février 2025 142
Portant réglementation de la circulation sur la D920 du PR 30+450 au PR 30+600, du lundi 17 février 2025 au vendredi 11 avril 2025, à l'occasion de travaux de réparation d'une canalisation d'eaux usées, sur le territoire de la commune de DÉOLS.

Arrêté n° 2025 DR 128 du 04 Février 2025 146
Portant réglementation de la circulation sur la D12 du PR 40+500 au PR 41+200, du vendredi 21 février 2025 au vendredi 14 mars 2025, à l'occasion de travaux de remplacement d'un poteau Orange, sur le territoire de la commune de NEUVY-PAILLOUX.

Arrêté n° 2025 DR 130 du 04 Février 2025 149
Portant prolongation de délai de l'arrêté n° AC_2024_DR_112 du 13 décembre 2024 concernant la réglementation de la circulation sur la D116 du PR 0+000 au PR 3+820, la D116 du PR 3+820 au PR 7+000 et la D73 du PR 7+864 au PR 9+313, du mardi 18 février 2025 au jeudi 17 avril 2025, à l'occasion de travaux de génie civil pour le passage de la fibre optique, sur le territoire des communes d'AIGURANDE, CREVANT et CROZON-SUR-VAUVRE.

Arrêté n° 2025 DR 139 du 04 Février 2025 155
Portant réglementation de la circulation sur la D975 du PR 33+860 au PR 35+000, du mercredi 12 février 2025 au vendredi 11 avril 2025, à l'occasion de travaux d'élagage, sur le territoire de la commune de LUREUIL.

Arrêté n° 2025 DR 119 du 05 Février 2025 159
Portant réglementation de la circulation sur la D927 du PR 54+245 au PR 54+310, du mercredi 12 février 2025 au vendredi 28 février 2025, à l'occasion de travaux de maintenance téléphonique, sur le territoire de la commune de RIVARENNES.

Arrêté n° 2025 DR 131 du 05 Février 2025 163
Portant réglementation de la circulation sur la D30 du PR 15+146 au PR 15+685, du mercredi 26 février 2025 au mercredi 26 mars 2025, à l'occasion de travaux ENEDIS sur ligne aérienne sous tension, sur le territoire de la commune de TENDU.

Arrêté n° 2025 DR 136 du 05 Février 2025 167
Portant réglementation de la circulation sur la D943 du PR 19+900 au PR 20+500, du lundi 17 février 2025 au vendredi 21 mars 2025, à l'occasion de travaux de réparation d'une conduite Télécom, sur le territoire de la commune de NOHANT-VIC.

Arrêté n° 2025 DR 138 du 05 Février 2025 171
Portant réglementation de la circulation sur la D951 du PR 2+657 au PR 3+389, du lundi 10 février 2025 au vendredi 28 février 2025, à l'occasion de travaux de réfection de joints d'un Ouvrage d'Art, sur le territoire de la commune d'INGRANDES.

Arrêté n° 2025 DR 140 du 05 Février 2025 175
Portant réglementation de la circulation sur la D3 du PR 0+300 au PR 2+520, du mercredi 12 février 2025 au vendredi 11 avril 2025, à l'occasion de travaux d'élagage, sur le territoire de la commune de LURAIS.

Arrêté n° 2025 DR 32 du 06 Février 2025 179
Portant réglementation de la circulation sur la D11 du PR 51+650 au PR 53+240, du jeudi 13 février 2025 au dimanche 13 avril 2025, à l'occasion de travaux de Génie Civil pour le déploiement de la fibre optique, sur le territoire de la commune de NURET-LE-FERRON.

Arrêté n° 2025 DR 144 du 06 Février 2025 183
Portant réglementation de la circulation sur la D20 du PR 33+900 au PR 34+100, du jeudi 13 février 2025 au dimanche 13 avril 2025, à l'occasion de travaux de Génie Civil pour le déploiement de la fibre optique, sur le territoire de la commune de NURET-LE-FERRON.

Arrêté n° 2025 DR 145 du 06 Février 2025 186
Portant réglementation de la circulation sur la D58 du PR 25+800 au PR 26+072, du jeudi 13 février 2025 au dimanche 13 avril 2025, à l'occasion de travaux de Génie Civil pour le déploiement de la fibre optique, sur le territoire de la commune de NURET-LE-FERRON.

Arrêté n° 2025 DR 149 du 06 Février 2025 189
Portant réglementation de la circulation sur la D7 du PR 2+529 au PR 3+150, du lundi 10 février 2025 au lundi 03 mars 2025, à l'occasion de travaux d'élagage d'arbres, sur le territoire de la commune de FRÉDILLE.

Arrêté n° 2025 DR 150 du 06 Février 2025 192
Portant réglementation de la circulation sur la D61B du PR 1+240 au PR 1+636, du samedi 08 février 2025 au mardi 08 avril 2025, à l'occasion d'un chargement de bois, sur le territoire de la commune de POULIGNY-SAINT-PIERRE.

Arrêté n° 2025 DR 152 du 06 Février 2025 195
Portant réglementation de la circulation sur la D43 du PR 42+328 au PR 43+047, du lundi 17 février 2025 au vendredi 07 mars 2025, à l'occasion de travaux de terrassement pour branchement électrique, sur le territoire de la commune de MURS.

Arrêté n° 2025 DR 154 du 06 Février 2025 198
Portant réglementation de la circulation sur la D79A du PR 0+200 au PR 3+532, du lundi 10 février 2025 au vendredi 28 février 2025, à l'occasion de travaux d'élagage, sur le territoire de la commune de NÉONS-SUR-CREUSE.

Arrêté n° 2025 DR 148 du 07 Février 2025 201
Portant réglementation de la circulation sur la D43A du PR 0+100 au PR 3+500, du lundi 10 février 2025 au vendredi 28 février 2025, à l'occasion de travaux d'élagage, sur le territoire de la commune de SAUZELLES.

Arrêté n° 2025 DR 151 du 07 Février 2025 205
Portant réglementation de la circulation sur la D95B du PR 0+000 au PR 1+856, du lundi 10 février 2025 au vendredi 28 février 2025, à l'occasion de travaux d'élagage, sur le territoire de la commune de NÉONS-SUR-CREUSE.

Arrêté n° 2025 DR 153 du 07 Février 2025 208
Portant réglementation de la circulation sur la D95A du PR 1+152 au PR 2+817, du lundi 10 février 2025 au vendredi 28 février 2025, à l'occasion de travaux d'élagage, sur le territoire de la commune de NÉONS-SUR-CREUSE.

Arrêté n° 2025 DR 134 du 10 Février 2025 212
Portant réglementation de la circulation sur la D30 du PR 32+733 au PR 33+184, du jeudi 13 février 2025 au samedi 15 février 2025, à l'occasion de travaux de branchement AEP, sur le territoire de la commune de POMMIERS.

Arrêté n° 2025 DR 135 du 10 Février 2025 216
Portant réglementation de la circulation sur la D943 du PR 22+300 au PR 24+150, du lundi 17 février 2025 au jeudi 17 avril 2025, à l'occasion de travaux de génie civil dans le cadre du déploiement de la fibre optique, sur le territoire des communes de MONTIPOURET et NOHANT-VIC.

Arrêté n° 2025 DR 159 du 10 Février 2025 220
Portant réglementation de la circulation sur la D19 du PR 64+430 au PR 64+611 et sur la D6 du PR 22+866 au PR 23+196, du mercredi 12 février 2025 au vendredi 28 mars 2025, à l'occasion de travaux de terrassement pour remise à la cote de tampon d'eaux usées, sur le territoire des communes d'AIGURANDE et LOURDOUEIX-SAINT-PIERRE (23).

Arrêté n° 2025 DR 160 du 10 Février 2025 225
Portant réglementation de la circulation sur la D36 du PR 47+1000 au PR 54+1036, du mercredi 19 février 2025 au vendredi 18 avril 2025, à l'occasion de travaux de curage de fossés, sur le territoire des communes d'AIGURANDE, MEASNES et LOURDOUEIX-SAINT-MICHEL.

Arrêté n° 2025 DR 161 du 10 Février 2025 229
Portant réglementation de la circulation sur la D951B du PR 17+070 au PR 17+948, du lundi 24 février 2025 au jeudi 24 avril 2025, à l'occasion de travaux de raccordement HTA/BT DA28/057874, sur le territoire des communes de CHASSIGNOLLES et POULIGNY-SAINT-MARTIN.

Arrêté n° 2025 DR 114 du 11 Février 2025 233
Portant réglementation de la circulation sur la D55 du PR 1+364 au PR 2+251, du lundi 17 février 2025 au vendredi 14 mars 2025, à l'occasion de travaux de coupe d'emprise afin de mettre la route en sécurité, sur le territoire des communes de CHALAIS, LIGNAC et PRISSAC.

Arrêté n° 2025 DR 133 du 11 Février 2025 237
Portant réglementation de la circulation sur la D21 du PR 82+704 au PR 83+525, du lundi 31 mars 2025 au vendredi 02 mai 2025, à l'occasion de travaux de raccordement PV producteur, sur le territoire des communes de LOURDOUEIX-SAINT-MICHEL et ORSENNES.

Arrêté n° 2025 DR 146 du 11 Février 2025 240
Portant réglementation de la circulation sur la D951 du PR 8+937 au PR 9+518, du lundi 17 février 2025 au vendredi 25 juillet 2025, à l'occasion de travaux pour la création de 2 giratoires, sur le territoire de la commune de LE BLANC.

Arrêté n° 2025 DR 29 du 12 Février 2025 244
Portant réglementation de la circulation sur la D14 du PR 38+150 au PR 38+300, du lundi 24 février 2025 au vendredi 18 avril 2025, à l'occasion de travaux de terrassement pour un branchement électrique, sur le territoire de la commune de VELLES.

Arrêté n° 2025 DR 115 du 12 Février 2025 247
Portant réglementation de la circulation sur la D943 du PR 59+000 au PR 59+250, sur la D80 du PR 22+550 au PR 22+800 et sur la D943A du PR 4+400 au PR 4+550, du lundi 17 février 2025 au vendredi 28 mars 2025, à l'occasion de travaux pour le raccordement de la voie de la déviation de Villedieu-Sur-Indre au giratoire de "Surin", sur le territoire de la commune de NIHERNE.

Arrêté n° 2025 DR 141 du 12 Février 2025 251
Portant réglementation de la circulation sur la D37A du PR 3+850 au PR 3+950, du lundi 24 février 2025 au vendredi 21 mars 2025, à l'occasion de travaux de pose d'un poteau et d'une chambre télécom, sur le territoire des communes de BUXEUIL et POULAINES.

Arrêté n° 2025 DR 142 du 12 Février 2025 254
Portant réglementation de la circulation sur la D37A du PR 1+950 au PR 2+570, du lundi 17 février 2025 au vendredi 11 avril 2025, à l'occasion de travaux de raccordement des producteurs ENEDIS, sur le territoire des communes de BUXEUIL et ROUVRES-LES-BOIS.

Arrêté n° 2025 DR 143 du 12 Février 2025 257
Portant réglementation de la circulation sur la D13 du PR 48+300 au PR 49+540, du lundi 24 février 2025 au jeudi 24 avril 2025, à l'occasion de travaux de pose HTA et BT, sur le territoire de la commune de POULAINES.

Arrêté n° 2025 DR 156 du 12 Février 2025 260
Portant réglementation de la circulation sur la D15 du PR 30+056 au PR 30+969, du samedi 15 février 2025 au lundi 31 mars 2025, à l'occasion de travaux de broyage de bois énergie, sur le territoire de la commune de PELLEVOISIN.

Arrêté n° 2025 DR 164 du 12 Février 2025 263
Portant réglementation de la circulation sur la D25 du PR 14+568 au PR 14+640, du PR 15+196 au PR 15+230, du PR 16+555 au PR 16+587, du PR 18+122 au PR 18+540, du PR 18+194 au PR 18+243 et du PR 18+464 au PR 18+505, du mardi 04 mars 2025 au vendredi 02 mai 2025, à l'occasion de travaux de génie civil pour le déploiement de la fibre optique, sur le territoire des communes de MENETOU-SUR-NAHON et VAL-FOUZON.

Arrêté n° 2025 DR 31 du 13 Février 2025 267
Portant réglementation de la circulation sur la D920 du PR 44+100 au PR 45+500, du lundi 17 mars 2025 au vendredi 21 mars 2025, à l'occasion de formations sur la signalisation temporaire, sur le territoire de la commune de SAINT-MAUR.

Arrêté n° 2025 DR 86 du 13 Février 2025 271
Portant réglementation de la circulation sur la D922 du PR 10+744 au PR 10+1000, du lundi 03 mars 2025 au samedi 29 mars 2025, à l'occasion de travaux de déplacement d'ouvrage BT et HTA, sur le territoire de la commune de REBOURSIN.

Arrêté n° 2025 DR 113 du 13 Février 2025 274
Portant réglementation de la circulation sur la D2 du PR 0+180 au PR 5+450, du lundi 24 février 2025 au lundi 07 avril 2025, à l'occasion de travaux sur le réseau électrique ENEDIS, sur le territoire des communes de LEVROUX et BOUGES-LE-CHÂTEAU.

Arrêté n° 2025 DR 137 du 13 Février 2025 277
Portant réglementation de la circulation sur la D26D du PR 4+843 au PR 6+330, du lundi 31 mars 2025 au vendredi 30 mai 2025, à l'occasion de travaux de raccordement PV producteur DA28/057195, sur le territoire de la commune de POULIGNY-NOTRE-DAME.

Arrêté n° 2025 DR 162 du 13 Février 2025 283
Portant réglementation de la circulation sur la D107 du PR 4+112 au PR 8+690, du lundi 17 février 2025 aujeudi 17 avril 2025, à l'occasion de travaux de curage de fossés, sur le territoire des communes de LEBLANC, MAUVIÈRES et CONCREMIERS.

Arrêté n° 2025 DR 166 du 13 Février 2025 287
Portant réglementation de la circulation sur la D33D du PR 0+100 au PR 4+000, du lundi 17 février 2025 auvendredi 18 avril 2025, à l'occasion de travaux de réfection d'un aqueduc et de curage des fossés, sur leterritoire de la commune de HEUGNES.

Arrêté n° 2025 DR 167 du 13 Février 2025 291
Portant réglementation de la circulation sur la D50 du PR 21+000 au PR 21+500, du mardi 18 février 2025 au samedi 08 mars 2025, à l'occasion d'un sondage sur un mur de soutènement, sur le territoire de la commune de MÉRIGNY.

Arrêté n° 2025 DR 170 du 13 Février 2025 294
Portant réglementation de la circulation sur la D80 du PR 2+610 au PR 3+030, du lundi 17 février 2025 auvendredi 28 février 2025, à l'occasion de travaux de pose de glissières de sécurité, sur le territoire de lacommune de MONTIERCHAUME.

Arrêté n° 2025 DR 147 du 18 Février 2025 298
Portant réglementation de la circulation sur l'itinéraire de la course dénommée "Prix de Lingé", le samedi 15 mars 2025, de 13h00 à 19h00, sur le territoire de la commune de LINGÉ.

Arrêté n° 2025 DR 163 du 18 Février 2025 302
Portant réglementation de la circulation sur la D13 du PR 58+815 au PR 58+885 et du PR 59+179 au PR 59+226, et la D127 du PR 6+692 au PR 6+746, du jeudi 20 février 2025 au vendredi 18 avril 2025, à l'occasion de travaux de génie civil pour le déploiement de la fibre optique, sur le territoire de la commune de DUN-LE-POËLIER.

Arrêté n° 2025 DR 165 du 18 Février 2025 306
Portant réglementation de la circulation sur la D82 du PR 0+397 au PR 4+775, du PR 5+272 au PR 6+864 et du PR 7+520 au PR 9+481, du jeudi 20 février 2025 au vendredi 18 avril 2025, en vue de réaliser le curage de fossés, sur le territoire des communes d'ISSOUDUN, NEUVY-PAILLOUX et THIZAY.

Arrêté n° 2025 DR 171 du 18 Février 2025 312
Portant réglementation de la circulation sur la D54 du PR 36+565 au PR 37+276, du mardi 25 février 2025 au vendredi 04 avril 2025, à l'occasion de travaux d'extension de busage, sur le territoire des communes de CLUIS et MOUHERS.

Arrêté n° 2025 DR 172 du 18 Février 2025 315
Portant réglementation de la circulation sur la D38 du PR 1+819 au PR 3+590, du lundi 24 février 2025 au vendredi 18 avril 2025, à l'occasion de travaux de curage de fossés, sur le territoire de la commune de BARAIZE.

Arrêté n° 2025 DR 174 du 18 Février 2025 319
Portant réglementation de la circulation sur la D67 du PR 30+850 au Pr 31+150, du lundi 24 février 2025 au vendredi 28 mars 2025, à l'occasion de travaux de réhausse de tampon GEDF sur l'accotement, sur le territoire de la commune d'ETRECHET.

Arrêté n° 2025 DR 175 du 18 Février 2025 323
Portant réglementation de la circulation sur la D16 du PR 17+050 au PR 17+550, du lundi 24 février 2025 au vendredi 14 mars 2025, à l'occasion de travaux de génie civil pour le dépouillement

Arrêté n° 2025 DR 176 du 18 Février 2025 326
Portant réglementation de la circulation sur la D12 au PR 54+137, du lundi 3 mars 2025 au mercredi 30 avril 2025, à l'occasion de travaux de fouille GRT GAZ, sur le territoire de la commune de VATAN.

Arrêté n° 2025 DR 177 du 18 Février 2025 330
Portant réglementation de la circulation sur la D17 du PR 13+497 au PR 14+294, du lundi 24 février 2025 au vendredi 14 mars 2025, à l'occasion de travaux pour le passage de la fibre optique, sur le territoire de la commune de DOUADIC.

Arrêté n° 2025 DR 183 du 18 Février 2025 333
Portant prolongation du délai de 'arrêté n°AC_2024_DR_116 du 11/12/2024 concernant la réglementation de la circulation sur la D44 du PR 10+245 au PR 10+845, du samedi 8 mars 2025 au jeudi 8 mai 2025, à l'occasion de travaux d'élagage pour le compte d'ENEDIS, sur le territoire de la commune de ROSNAY.

Arrêté n° 2025 DR 7 du 19 Février 2025 336
Portant réglementation de la circulation sur la D80du PR 2+487 au PR 3+160, par limitation de vitesse à 70 km/h, dans les deux sens de circulation, suite à la création d'un passage supérieur pour le franchissement des voies ferrées (suppresion du PN 191 - ligne "Les aubrais à Montauban), hors agglomération, sur le territoire de la commune de MONTIERCHAUME.

Arrêté n° 2025 DR 178 du 19 Février 2025 338
Portant réglementation de la circulation sur la D32 du PR 16+500 au PR 17+300, du mardi 25 février 2025 au vendredi 25 avril 2025, à l'occasion d'élagage et d'abattage d'arbres, sur le territoire de la commune de ROSNAY.

Arrêté n° 2025 DR 179 du 19 Février 2025 341
Portant réglementation de la circulation sur la D9 du PR 18+000 au PPR 9+500 et la D34 du PR 41+400 au PR 42+300, du jeudi 27 février 2025 au vendredi 28 mars 2025, à l'occasion de travaux de terrassement pour le déploiement de la fibre optique, sur le territoire de la commune de MIGNY.

Arrêté n° 2025 DR 180 du 19 Février 2025 344
Portant prolongation de délai de l'arrêté n°AC_2024_84 du 18/12/2024 concernant la réglementation de la circulation sur la D68 du PR 0+253 au PR 9+984, du samedi 22 février 2025 au vendredi 28 février 2025, à l'occasion de travaux de curage de fossés, sur le territoire de la commune d'ISSOUDUN.

Arrêté n° 2025 DR 181 du 19 Février 2025 348
Portant réglementation de la circulation sur la D34 du PR 22+898 au PR 23+148, du lundi 3 mars 2025 au vendredi 2 mai 2025, à l'occasion de travaux de ligne BTA à déposer et ligne HTA à implanter, sur le territoire de la commune de GUILLY.

Arrêté n° 2025 DR 191 du 19 Février 2025 351
Portant réglementation de la circulation sur la D20A du PR 3+640 au PR 5+675, du lundi 24 février 2025 au mercredi 26 février 2025, à l'occasion d'une battue administrative, sur le territoire de la commune de LINGÉ.

Arrêté n° 2025 DR 194 du 19 Février 2025 354
Portant réglementation de la circulation sur la D69 du PR 10+165 au PR 13+794, du lundi 03 mars 2025 au samedi 03 mai 2025, à l'occasion de travaux de réfection de voirie, sur le territoire des communes de MONTIPOURET et NOHANT-VIC.

Arrêté n° 2025 DR 196 du 19 Février 2025 358
Portant réglementation de la circulation sur la D40 du PR 22+863 au PR 26+651, du lundi 24 février 2025 au jeudi 24 avril 2025, à l'occasion de travaux de réfection de chaussée, sur le territoire des communes de CHAVIN, LE PÊCHEREAU, MOSNAY et MALICORNAY.

Arrêté n° 2025 DR 197 du 19 Février 2025 362
Portant réglementation de la circulation sur les routes départementales suivantes :
- D943 du PR 89+923 au PR 90+623
- D18 du PR 6+086 au PR 6+500 et du PR 7+780 au PR 10+120
- D63 du PR 9+873 au PR 11+242
- D58B du PR 4+527 au PR 5+531
du lundi 24 février 2025 au lundi 24 mars 2025, à l'occasion de travaux de changement de poteaux télécom, sur le territoire de la commune de CLION-SUR-INDRE.

Arrêté n° 2025 DR 173 du 20 Février 2025 366
Portant réglementation de la circulation sur la D16B du PR 0+085 au PR 0+410, du lundi 17 mars 2025 au vendredi 21 mars 2025, à l'occasion de travaux de curage de fossés, sur le territoire de la commune de GIROUX.

Arrêté n° 2025 DR 184 du 20 Février 2025 371
Portant réglementation de la circulation sur la D109 du PR 18+600 au PR 18+950, du mardi 25 février 2025 au jeudi 24 avril 2025, à l'occasion de travaux de raccordement d'un producteur Enedi, sur le teritoire de la comuune de VICQ-SUR-NAHON.

Arrêté n° 2025 DR 185 du 20 Février 2025 374
Portant réglementation de la circulation sur la D13C du PR 0+400 au PR 1+500, du vendredi 28 février 2025 au vendredi 28 mars 2025, à l'occasion de travaux d'abattage d'arbres, sur le territoire de la commune de SAINT-CHRISTOPHE-EN-BAZELLE.

Arrêté n° 2025 DR 198 du 20 Février 2025 377
Portant réglementation de la circulation sur la D43C du PR 0+000 au PR 6+665, du lundi 03 mars 2025 au mercredi 30 avril 2025, à l'occasion de travaux de rechargement d'accotements, sur le territoire de la commune de PAULNAY.

Arrêté n° 2025 DR 202 du 20 Février 2025 383
Portant réglementation de la circulation sur la D64C du PR 0+500 au PR 0+700, du mardi 04 mars 2025 au vendredi 02 mai 2025, à l'occasion de travaux de terrassement pour le raccordement d'un producteur ENEDIS, sur le territoire de la commune de SAINT-MAUR.

Arrêté n° 2025 DR 215 du 21 Février 2025 386
Portant réglementation de la circulation sur la D951B du PR 1+144 au PR 2+050, du lundi 03 mars 2025 au samedi 03 mai 2025, à l'occasion de travaux de réfection de voirie, sur le territoire de la commune d'AIGURANDE.

Arrêté n° 2025 DR 221 du 21 Février 2025 390
Portant réglementation de la circulation sur la D59B du PR 1+263 au PR 3+000, du lundi 24 février 2025 au samedi 15 mars 2025, à l'occasion de travaux de chargement de bois, sur le territoire de la commune de VIGOUX.

Arrêté n° 2025 DR 186 du 24 Février 2025 394
Portant réglementation de la circulation sur la D917 du PR 11+200 au PR 13+300, du vendredi 02 mai 2025au mardi 02 juillet 2025, à l'occasion de travaux de réfection de chaussée, sur le territoire des communes dePÉRASSAY et SAINTE-SÉVÈRE-SUR-INDRE.

Arrêté n° 2025 DR 187 du 24 Février 2025 397
Portant réglementation de la circulation sur la D940 du PR 9+980 au PR 12+200, du vendredi 02 mai 2025au mercredi 02 juillet 2025, à l'occasion de travaux de réfection de chaussée, sur le territoire de la communede POULIGNY-SAINT-MARTIN.

Arrêté n° 2025 DR 188 du 24 Février 2025 401
Portant réglementation de la circulation sur la D917 du PR 16+700 au PR 20+130 et la D917 du PR 0+000 au PR 0+300, du vendredi 02 mai 2025 au mercredi 2 juillet 2025, à l'occasion de travaux de réfection de voirie, sur le territoire des communes de VIJON et BUSSIERE-SAINT-GEORGES (23).

Arrêté n° 2025 DR 190 du 24 Février 2025 405
Portant réglementation de la circulation sur la D36 du PR 32+850 au PR 35+744, du lundi 03 mars 2025 au vendredi 02 mai 2025, à l'occasion de travaux de réfection de voirie, sur le territoire de la commune d'ÉGUZON-CHANTÔME.

Arrêté n° 2025 DR 192 du 24 Février 2025 408
Portant réglementation de la circulation sur la D44 du PR 51+469 au PR 53+399, du lundi 03 mars 2025 au vendredi 02 mai 2025, à l'occasion de travaux de réfection de voirie, sur le territoire de la commune de BONNEUIL.

Arrêté n° 2025 DR 205 du 24 Février 2025 412
Portant réglementation de la circulation sur la D30 du PR 29+885 au PR 31+830, du lundi 03 mars 2025 au samedi 03 mai 2025, à l'occasion de travaux de réfection de voirie, sur le territoire de la commune de POMMIERS.

Arrêté n° 2025 DR 207 du 24 Février 2025 416
Portant réglementation de la circulation sur la D45 du PR 31+840 au PR 32+260, du vendredi 07 mars 2025 au mercredi 07 mai 2025, à l'occasion de travaux ENEDIS sur ligne aérienne, sur le territoire de la commune de BOUESSE.

Arrêté n° 2025 DR 208 du 24 Février 2025 419
Portant prolongation du délai de l'arrêté n° AC_2024_DR_122 du 17 décembre 2024 concernant la réglementation de circulation sur les routes départementales suivantes :
- D951 du PR 26+440 au PR 26+890
- D44 du PR 17+037 au PR 13+450
- D24 du PR 41+000 au PR 33+860
- D20 du PR 21+600 au PR 23+000 et du PR 25+168 au PR 29+580
- D46 du PR 14+645 au PR 21+520
du samedi 08 mars 2025 au jeudi 08 mai 2025, à l'occasion de travaux d'élagage pour le compte d'ENEDIS, sur le territoire des communes de CHITRAY, CIRON et MIGNÉ.

Arrêté n° 2025 DR 211 du 24 Février 2025 422
Portant réglementation de la circulation sur la D58 du PR 25+700 au PR 26+072, du jeudi 20 mars 2025 au mardi 20 mai 2025, à l'occasion de travaux ENEDIS sur ligne aérienne, sur le territoire de la commune de NURET-LE-FERRON.

Arrêté n° 2025 DR 212 du 24 Février 2025 425
Portant réglementation de la circulation sur l'itinéraire de l'épreuve sportive dénommée "Classic Coeur de Brenne", le samedi 08 mars 2025 de 12h00 à 18h00, sur le territoire des communes de MARTIZAY, AZAY-LE-FERRON, SAINT-MICHEL-EN-BRENNE, MÉZIÈRES-EN-BRENNE, SAULNAY, PAULNAY, VILLIERS, MURS, CLION-SUR-INDRE, LE TRANGER, PALLUAU-SUR-INDRE, VILLEGOUIN, HEUGNES, SELLES-SUR-NAHON, FRÉDILLE, PELLEVOISIN, ARGY, BUZANÇAIS, SAINTE-GEMME et VENDOEUVRES.

Arrêté n° 2025 DR 216 du 24 Février 2025 433
Portant réglementation de la circulation sur la D21 du PR 78+400 au PR 78+559, le mercredi 19 mars 2025, à l'occasion de travaux de démontage d'un pylône téléphonique à l'aide d'une grue mobile et de camions poids lourds semi-remorques, sur le territoire de la commune d'ORSENNES.

Arrêté n° 2025 DR 229 du 24 Février 2025 436
Portant réglementation de la circulation sur la D83B du PR 0+000 au PR 0+400 et la D83 du PR 5+100 au PR 5+800, du jeudi 06 mars 2025 au mardi 06 mai 2025, à l'occasion de travaux de Génie Civil dans le cadre du déploiement de la Fibre Optique, sur le territoire de la commune de BRIANTES.

Arrêté n° 2025 DR 102 du 25 Février 2025 439
Portant changement du régime de priorité de la D18 du PR 12+000 au PR 14+522 à ses intersections avec différentes Voies Communales, hors agglomération, sur le territoire de la commune de VILLIERS.

Arrêté n° 2025 DR 199 du 25 Février 2025 443
Portant réglementation de la circulation sur la D64 du PR 7+852 au PR 10+631, du lundi 03 mars 2025 au samedi 03 mai 2025, à l'occasion de travaux de réfection de la chaussée en enrobé, sur le territoire de la commune de SAINT-MAUR.

Arrêté n° 2025 DR 200 du 25 Février 2025 447
Portant réglementation de la circulation sur la D925 :
- au PR 30+616 (giratoire dit de Grangeroux),
- du PR 30+616 au PR 30+841,
- au PR 30+893 (giratoire dit de Bitray),
du lundi 10 mars 2025 au vendredi 21 mars 2025, à l'occasion de travaux de dépose de supports et de caméras de vidéosurveillance, sur le territoire de la commune de DÉOLS

Arrêté n° 2025 DR 201 du 25 Février 2025 450
Portant réglementation de la circulation sur :
- la D67 du PR 31+750 au PR 31+874,
- la D920 au PR 35+716 (giratoire dit des Menas),
- la D920 du PR 35+716 au PR 35+800,
du lundi 10 mars 2025 au vendredi 21 mars 2025, à l'occasion de travaux de dépose de supports et de caméras de vidéosurveillance, sur le territoire de la commune d'ÉTRECHET.

Arrêté n° 2025 DR 219 du 25 Février 2025 453
Portant réglementation de la circulation sur la D7B du PR 1+400 au PR 1+700, du jeudi 27 février 2025 au vendredi 27 juin 2025, à l'occasion de travaux de construction d'un parc solaire sur une parcelle limitrophe à la D7B, sur le territoire de la commune de VILLEGONGIS.

Arrêté n° 2025 DR 222 du 25 Février 2025 458
Portant réglementation de la circulation sur la D37A du PR 2+050 au PR 2+150, du mardi 04 mars 2025 au mercredi 30 avril 2025, à l'occasion de travaux de pose de câble HTA, sur le territoire de la commune de BUXEUIL.

Arrêté n° 2025 DR 169 du 26 Février 2025 461
Portant prolongation de délai de l'arrêté n° AC_2024_DR_14 du 02 décembre 2024, concernant la réglementation de la circulation sur la D76 du PR 1+387 au PR 2+496, du samedi 15 mars 2025 au jeudi 15 mai 2025, à l'occasion de travaux de création d'un giratoire, dans le cadre de la déviation de Villedieu-sur-Indre, sur le territoire de la commune de VILLEDIEU-SUR-INDRE.

Arrêté n° 2025 DR 189 du 26 Février 2025 465
Portant réglementation de la circulation sur la D36A du PR 0+000 au PR 1+390 et la D943 du PR 5+000 au PR 5+700, du mardi 04 mars 2025 au vendredi 02 mai 2025, à l'occasion de travaux de réfection de voirie, sur le territoire des communes de CHAMPILLET et LA MOTTE-FEUILLY.

Arrêté n° 2025 DR 209 du 26 Février 2025 469
Portant réglementation de la circulation sur diverses routes départementales, du lundi 03 mars 2025 au jeudi 03 avril 2025, à l'occasion de travaux de remplacement de poteaux télécom, sur le territoire des communes de CLÉRÉ-DU-BOIS et OBTERRE.

Arrêté n° 2025 DR 210 du 26 Février 2025 473
Portant prolongation de délai de l'arrêté n° AC_2025_DR_38 du 22/01/2025 concernant la réglementation de la circulation sur:
- la D8 du PR 40+800 au PR 41+500 et du PR 49+800 au PR 52+700,
- la D80C du PR 7+750 au PR 8+000 et du PR 17+450 au PR 17+700,
- la D12 du PR 41+800 au PR 42+200,
du samedi 01 mars 2025 au dimanche 30 mars 2025, à l'occasion de travaux de fouilles pour GRT GAZ, sur le territoire des communes de LA CHAMPENOISE, SAINT-AOUSTRILLE et NEUVY-PAILLOUX

Arrêté n° 2025 DR 217 du 26 Février 2025 475
Portant réglementation de la circulation sur l'itinéraire de l'épreuve sportive dénommée "Prix de la Quasimodo", le samedi 22 mars 2025 de 12h00 à 18h00, sur le territoire des communes de CLION-SUR-INDRE et ARPHEUILLES.

Arrêté n° 2025 DR 224 du 26 Février 2025 479
Portant réglementation de la circulation sur la D22 du PR 10+845 au PR 16+322, du lundi 03 mars 2025 au mercredi 30 avril 2025, à l'occasion de travaux de dérasement des accotements et de calage des rives de chaussée, sur le territoire des communes de LUÇAY-LE-MÂLE et VICQ-SUR-NAHON.

Arrêté n° 2025 DR 238 du 26 Février 2025 483
Portant prolongation de délai de l'arrêté n°AC_2025_DR_138 du 05/02/2025 concernant la réglementation de la circulation sur la D951 du PR 2+657 au PR 3+389, du samedi 1er mars 2025 au mercredi 30 avril 2025, à l'occasion de travaux de réfection de joints d'un Ouvrage d'Art, sur le territoire de la commune d'INGRANDES.

Arrêté n° 2025 DR 101 du 27 Février 2025 486
Portant réglementation de la circulation sur l'itinéraire de la course cycliste dénommée "Prix de la Scierie Robert", le samedi 15 mars 2025 de 13h00 à 18h00, sur le territoire des communes d'ARDENTES, JEU-LES-BOIS, MERS-SUR-INDRE et LYS-SAINT-GEORGES.

Arrêté n° 2025 DR 182 du 27 Février 2025 491
Portant réglementation de la circulation sur l'itinéraire de la course cyclosport dénommée "Prix de VOUILLON", le dimanche 13 avril 2025 de 13h00 à 19h00, sur le territoire des communes de VOUILLON et BRIVES.

Arrêté n° 2025 DR 206 du 27 Février 2025 496
Portant réglementation de la circulation sur la D42A du PR 0+000 au PR 0+018, la D42 du PR 3+084 au PR 3+414, la D42 du PR 4+899 au PR 5+229 et la D42 du PR 3+416 au PR 4+899, du lundi 03 mars 2025 au samedi 03 mai 2025, à l'occasion de travaux de réfection de voirie, sur le territoire de la commune de GOURNAY.

Arrêté n° 2025 DR 226 du 27 Février 2025 501
Portant réglementation de la circulation sur la D34 du PR 7+187 au PR 7+307, du lundi 10 mars 2025 au vendredi 02 mai 2025, à l'occasion de travaux de réfection de la couche de roulement, sur le territoire de la commune de LANGÉ.

Arrêté n° 2025 DR 228 du 27 Février 2025 506
Portant réglementation de la circulation sur la D109 du PR 12+658 au PR 15+946, du lundi 10 mars 2025 au mercredi 07 mai 2025, à l'occasion de travaux de calage des rives de chaussée, sur le territoire de la commune de VICQ-SUR-NAHON.

Arrêté n° 2025 DR 242 du 27 Février 2025 510
Portant prolongation de délai de l'arrêté n° AC_2024_DR_175 du 3 janvier 2025 concernant la réglementation de la circulation sur la D5 du PR 4+334 au PR 4+994, du samedi 01 mars 2025 au samedi 15 mars 2025, à l'occasion de travaux de terrassement de réseau PBA et éclairage public, sur le territoire de la commune de BAZAIGES.

Arrêté n° 2025 DR 247 du 27 Février 2025 513
Portant réglementation de la circulation sur la D36A du PR 0+000 au PR 1+390 et la D943 du PR 5+000 au PR 5+700, le lundi 03 mars 2025, à l'occasion de travaux de réfection de voirie, sur le territoire des communes de CHAMPILLET et LA MOTTE-FEUILLY.

Arrêté n° 2025 DR 251 du 27 Février 2025 517
Portant réglementation de la circulation sur la D24 du PR 6+200 au PR 10+400, du mardi 04 mars 2025 au dimanche 04 mai 2025, à l'occasion d'un chargement de bois par des grumiers sur une parcelle privée, sur le territoire des communes d'ARPHEUILLES et SAINTE-GEMME.

Arrêté n° 2025 DR 129 du 28 Février 2025 520
Portant réglementation de la circulation sur l'itinéraire de la course cycliste dénommée "Prix de Mâron", le dimanche 23 mars 2025 de 13h00 à 18h00, sur le territoire des communes de MÂRON, VOUILLON et SASSIERGES-SAINT-GERMAIN.

Arrêté n° 2025 DR 157 du 28 Février 2025 526
Portant réglementation de la circulation sur l'itinéraire de la course pédestre dénommée "La Tournée de Vineuil", le samedi 26 avril 2025 de 15h00 à 19h30, sur le territoire de la commune de VINEUIL.

Arrêté n° 2025 DR 233 du 28 Février 2025 532
Portant prolongation de délai de l'arrêté n° AC_2025_DR_115 du 12/02/2025 concernant la réglementation de la circulation sur la D943 du PR 59+000 au PR 59+250, la D80 du PR 22+550 au PR 22+800 et la D943A du PR 4+400 au PR 4+550, du samedi 29 mars 2025 au mercredi 28 mai 2025, à l'occasion de travaux pour le raccordement de la voie de la déviation de Villedieu-Sur-Indre au giratoire de "Surin", sur le territoire de la commune de NIHERNE.

AUTRES ACTES

Page

CPOM 2025-2029-EHPAD CHATEAUROUX-LE BLANC 535

CPOM-2025-2029-EHPAD Le CASTEL-SAINT-SEVERE 625

INDRE
LE DÉPARTEMENT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ARRÊTÉ N° 2025_D_0136 du 05 FEV. 2025

portant organisation d'une enquête publique pour le déclassement de l'aire de repos de la R.D n° 943 à VILLEDIEU-sur-INDRE

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code des Relations entre le Public et l'Administration,

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment ses articles R 131-3 à R 131-8,

Vu la liste d'aptitude aux fonctions de commissaire–enquêteur pour l'année 2025 dressée le 27 novembre 2024 par Monsieur Didier ARTUS, Président du Tribunal Administratif de LIMOGES,

Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental de l'Indre en date du 3 février 2024,

Vu le dossier constitué conformément aux textes visés ci-dessus pour être soumis à enquête publique,

ARRETE :

Article 1 –
Il sera procédé à une enquête publique pour le projet de déclassement du domaine public départemental de l'aire de repos de la R.D n° 943 sur la commune de VILLEDIEU-sur-INDRE.

Article 2 –
Est désignée en qualité de commissaire-enquêteur Madame Claudine MOREAU. Le siège de l'enquête sera situé à la Mairie de VILLEDIEU-sur-INDRE où toutes les observations pourront y être adressées par écrit.

Article 3 –
Les pièces du dossier de l'enquête, ainsi qu'un registre d'enquête coté et paraphé par le commissaire-enquêteur, seront déposés à la Mairie de VILLEDIEU-sur-INDRE pendant 15 jours consécutifs, du 10 au 24 mars 2025 inclus, afin que chacun puisse en prendre connaissance aux jours et heures d'ouverture de la Mairie (lundi de 13h30 à 18h00, mardi, jeudi, vendredi de 8h30 à 12h00 et 13h30 à 18h00, mercredi de 8h30 à 12h00 et samedi de 9h00 à 12h00).
Chacun pourra consigner ses observations sur ce registre d'enquête ou les adresser par écrit au commissaire-enquêteur, au siège de l'enquête en Mairie de VILLEDIEU-sur-INDRE.

Le commissaire-enquêteur recevra en personne en Mairie de VILLEDIEU-sur-INDRE le lundi 24 mars 2025, de 14 h 00 à 17 h 00, les observations du public.

Article 4 –
A l'expiration du délai fixé ci-dessus, le registre d'enquête sera clos, signé par le commissaire-enquêteur, qui devra transmettre, dans le délai d'un mois, au Président du Conseil départemental de l'Indre, le dossier et le registre accompagnés de ses conclusions motivées.

Article 5 –
L'enquête prescrite par le présent arrêté fera l'objet d'un avis au public par tous procédés en usage dans la commune de VILLEDIEU-sur-INDRE et notamment par voie d'affiches.
Cet affichage interviendra quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

Parallèlement, l'arrêté sera inséré, en caractères apparents, dans deux journaux locaux diffusés dans le Département. Cette insertion interviendra huit jours au moins avant l'ouverture de l'enquête.

Article 6 –
Le Président du Conseil départemental de l'Indre, le Maire de VILLEDIEU-sur-INDRE, le Commissaire-Enquêteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

DATE de TRANSMISSION
au CONTRÔLE de LÉGALITÉ

05 FEV. 2025

AFFICHE le

05 FEV. 2025

Marc FLEURET
Président du Conseil départemental.

Délai et voies de recours Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, devant le tribunal administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ARRÊTÉ N° 2025_D_0147 du 11 FEV. 2025

PORTANT désignation des membres de la commission consultative de retrait ou de restriction d'agrément pour l'accueil familial de personnes âgées ou handicapées

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment son article L. 441-2 concernant la commission consultative de retrait,

Conformément à la Loi de Modernisation Sociale n°2002-73 du 17 janvier 2002, et notamment son article 51, modifiant le code de l'Action Sociale et des Familles relatif à l'accueil par des particuliers, à leur domicile, à titre onéreux, des personnes âgées ou handicapées,

Vu le décret n°2004-1538 du 30 décembre 2004 relatif aux particuliers accueillant à titre onéreux des personnes âgées ou handicapées et modifiant le code de l'Action Sociale et des Familles (partie réglementaire),

Vu le décret n°2011-716 du 22 juin 2011 modifiant la composition de la commission consultative de retrait d'agrément des particuliers accueillant à titre onéreux des personnes âgées ou handicapées,

Vu la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

Vu l'élection du Président du Conseil Départemental en date du 01 juillet 2021,

Sur proposition du Directeur de la Prévention et du Développement Social,

ARRETE

ARTICLE 1er : La Commission Consultative de retrait d'agrément prévue à l'article R. 441-13 du Code de l'Action Sociale et des Familles est présidée par le Président du Conseil Départemental ou son représentant, Madame Michèle SELLERON, Présidente de la Commission de l'action sociale et des solidarités humaines.

ARTICLE 2 : Conformément aux articles R. 441-12 à 441-15 du Code de l'Action Sociale et des Familles, la Commission Consultative de retrait d'Agrément, outre son Président, est composée de six membres, désignés comme suit :

Au titre des représentants du Département :

Membres titulaires :

- Madame LACOU Lydie, Conseillère Départementale
- Madame Le MONNIER De GOUVILLE, Directeur de la D.P.D.S

Membres suppléants :

- Monsieur BRE Laurent, Conseiller Départemental
- Madame BERNARD Cécile, Responsable du Service Tarification Programmation (D.P.D.S.)

.../...

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la Victoire et des Alliés - CS 20639 - 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 - Fax : 02 54 27 60 69 - Email : contact@indre.fr - Site Internet : www.indre.fr

Au titre des personnes qualifiées dans le domaine de la prise en charge sanitaire et sociales des personnes âgées et des personnes handicapées :

Membres titulaires :

- Madame LAVOGIEZ Christine, adjointe au directeur départemental de l'Agence Régionale de Santé (A.R.S.)
- Monsieur TAILLON Cédric, directeur adjoint de la Maison Départementale des Personnes Handicapées (M.D.P.H.)

Membres suppléants :

- Le ou la référent(e) territorial(e) des personnes âgées ou handicapées de l'Agence Régionale de Santé (A.R.S.)
- Le médecin coordonnateur à la Maison Départementale des Personnes Handicapées (M.D.P.H.)

Au titre des représentants des associations et organisations représentant les personnes âgées et des associations représentant les personnes handicapées et leurs familles :

Membres titulaires :

- Madame BRIALIX Claudette Association « BVE 36 »
- Madame JACQUET Delphine, directrice de l'Association Atout Brenne

Membres suppléants :

- Madame PEREIRA Marie-Line, Fédération Départementale de Familles Rurales
- Monsieur BIAUNIER Pascal, directeur général de l'Union Départementale des Associations Familiales (U.D.A.F.)

ARTICLE 3 : Le mandat des membres de la Commission Consultative de retrait d'agrément est fixé à 3 ans renouvelables.

ARTICLE 4 : Les membres de la Commission Consultative sont tenus au secret professionnel dans le cadre des règles instituées par le code pénal.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa notification par les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication, par les autres personnes, auprès du Tribunal Administratif de Limoges, 1 cours Verginaud – 87000 LIMOGES.

ARTICLE 6 : Le Directeur Général des Services et le Directeur de la Prévention et du Développement Social sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

DATE de TRANSMISSION
au CONTRÔLE de LÉGALITÉ

11 FEV. 2025

AFFICHE le

11 FEV. 2025

Marc FLEURET

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRÊTÉ N° 2025_D_0152 du 12 FEV. 2025

Direction
des Relations Humaines

PORTANT désignation des membres au Comité Social Territorial pour les Services du Département de l'Indre.

*
* *

Le PRESIDENT
du CONSEIL DEPARTEMENTAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Fonction Publique,

VU le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics

VU l'arrêté ministériel du 9 mars 2022 fixant au 8 décembre 2022 la date des élections professionnelles dans la Fonction Publique Territoriale,

VU l'arrêté n° 2024 D 2537 du 1er octobre 2024 portant désignation des membres au Comité Social Territorial pour les services du Département de l'Indre,

VU le procès-verbal de l'élection des représentants du personnel au Comité Social Territorial établi le 8 décembre 2022,

VU le courrier de Mme Nathalie FOURMONT en date du 29 janvier 2025 présentant sa démission en qualité de membre titulaire, représentante du personnel au titre du syndicat C.G.T., au sein du Comité Social Territorial du Département de l'Indre,

SUR proposition du Directeur Général des Services du Département,

A R R E T E :

Article 1er.- Les représentants de l'Administration départementale au sein du Comité Social Territorial sont les suivants :

Membres titulaires :

- ◊ M. le Président du Conseil départemental,
- ◊ M. le Directeur Général des Services du Département,
- ◊ Mme le Directeur Général Adjoint, Directeur de la Prévention et du Développement Social,
- ◊ Mme le Directeur des Relations Humaines,
- ◊ M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education,
- ◊ M. le Directeur Général Adjoint, responsable du Service Juridique.

Membres suppléants :

- ◊ Mme Frédérique MERIAUDEAU, Première Vice-Présidente du Conseil départemental,
- ◊ Mme Chantal MONJOINT, Conseillère départementale,
- ◊ M. le Directeur des Bâtiments,
- ◊ Mme le Directeur Adjoint des Relations Humaines,
- ◊ Mme le Directeur Adjoint de la Direction de la Prévention et du Développement Social,
- ◊ Mme l'Adjointe au responsable du Service Juridique.

.../...

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la Victoire et des Alliés - CS 20639 - 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 - Fax : 02 54 27 60 69 - Email : contact@indre.fr - Site Internet : www.indre.fr

Article 2.- Les représentants du personnel sont les suivants :

Membres titulaires :

- ◊ Mme Céline SAUZET, C.F.D.T.
- ◊ Mme Véronique MEROT, C.F.D.T.
- ◊ M. David MONNIN, C.G.T.
- ◊ Mme Amandine CHALUMEAU, C.G.T.
- ◊ M. Sébastien CANO-MENENDEZ, C.G.T.
- ◊ M. Julien DUTRAIT, C.G.T.
- ◊ Mme Mylène TOUCHET, F.O.
- ◊ M. Nicolas LORIDE, F.O.

Membres suppléants :

- ◊ M. Nordine BOUMELID, C.G.T.
- ◊ M. Bruno POQUEREAU, C.G.T.
- ◊ Mme Murielle FAUGUET, C.G.T.
- ◊ M. Mikaël GARNIER, C.G.T.
- ◊ Mme Christine DUVAL, F.O.
- ◊ M. Cédric ZASKURSKI, F.O.

Article 3.- L'arrêté n° 2024 D 2537 du 1er octobre 2024 portant désignation des membres au Comité Social Territorial pour les services du Département de l'Indre est abrogé.

Article 4.- Le Comité Social Territorial peut associer à ses délibérations d'autres membres en qualité d'experts.

Article 5.- Le Directeur Général des Services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché, publié au Recueil des Actes du Département de l'Indre et notifié à chaque représentant.

Marc FLEURET

DATE de TRANSMISSION
au CONTRÔLE de LÉGALITÉ

12 FEV. 2025

AFFICHE le

12 FEV. 2025

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de LIMOGES dans un délai de deux mois à compter de sa publication sous forme électronique au recueil des actes du Département de l'Indre.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ARRÊTÉ N° 2025_D_0153 du 12 FEV. 2025

INDRE
LE DÉPARTEMENT

Direction
des Relations Humaines

PORTANT désignation des membres à la Formation Spécialisée du Comité Social Territorial pour les Services du Département de l'Indre.

*
* *

Le PRESIDENT
du CONSEIL DEPARTEMENTAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Fonction Publique,

VU le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale, pour la désignation des représentants de la collectivité au Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail,

VU le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

VU l'arrêté ministériel du 9 mars 2022 fixant au 8 décembre 2022 la date des élections professionnelles dans la Fonction Publique Territoriale,

VU l'arrêté n° 2023 D 2836 du 27 novembre 2023 portant désignation des membres à la Formation Spécialisée du Comité Social Territorial pour les Services du Département de l'Indre,

VU le procès-verbal de l'élection des représentants du personnel au Comité Social Territorial établi le 8 décembre 2022,

VU le courier de Mme Nathalie FOURMONT en date du 29 janvier 2025 présentant sa démission en qualité de membre titulaire, représentante du personnel au titre du syndicat C.G.T., au sein de la Formation Spécialisée du Comité Social Territorial pour les Services du Département de l'Indre,

SUR proposition du Directeur Général des Services du Département,

ARRETE :

Article 1er.- Les représentants de l'Administration départementale au sein de la Formation Spécialisée du Comité Social Territorial sont les suivants :

Membres titulaires :

- ◊ M. le Président du Conseil départemental,
- ◊ M. le Directeur Général des Services du Département,
- ◊ Mme le Directeur Général Adjoint, Directeur de la Prévention et du Développement Social,
- ◊ Mme le Directeur des Relations Humaines,
- ◊ M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education,
- ◊ M. le Directeur Général Adjoint, responsable du Service Juridique.

Membres suppléants :

- ◊ Mme Frédérique MERIAUDEAU, Première Vice-Présidente du Conseil départemental,
- ◊ Mme Chantal MONJOINT, Conseillère départementale,
- ◊ M. le Directeur des Routes,
- ◊ Mme le Directeur Adjoint des Relations Humaines,
- ◊ Mme le Directeur Adjoint de la Direction de la Prévention et du Développement Social,
- ◊ Mme l'Adjointe au responsable du Service Juridique.

.../...

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la Victoire et des Alliés - CS 20639 - 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 - Fax : 02 54 27 60 69 - Email : contact@indre.fr - Site Internet : www.indre.fr

Article 2.- Les représentants du personnel sont les suivants :

Membres titulaires :

- ◊ Mme Céline SAUZET, C.F.D.T.
- ◊ Mme Véronique MEROT, C.F.D.T.
- ◊ M. David MONNIN, C.G.T.
- ◊ Mme Amandine CHALUMEAU, C.G.T.
- ◊ M. Sébastien CANO-MENENDEZ, C.G.T.
- ◊ M. Julien DUTRAIT, C.G.T.
- ◊ Mme Mylène TOUCHET, F.O.
- ◊ M. Nicolas LORIDE, F.O.

Membres suppléants :

- ◊ Mme Delphine DEJOLLAT-GREGNANIN, C.F.D.T..
- ◊ M. Nordine BOUMELID, C.G.T.
- ◊ Mme Murielle FAUGUET, C.G.T.
- ◊ M. Bruno POQUEREAU, C.G.T.
- ◊ M. Mathieu ZASKURSKI, C.G.T.
- ◊ Mme Christine DUVAL, F.O.
- ◊ M. Cédric ZASKURSKI, F.O.

Article 3.- Le médecin de prévention et le conseiller de prévention sont membres de droit de la Formation Spécialisée du Comité Social Territorial.

Article 4.- L'arrêté n° 2023 D 2836 du 27 novembre 2023 portant désignation des membres à la Formation Spécialisée du Comité Social Territorial pour les Services du Département de l'Indre est abrogé.

Article 5.- Le Directeur Général des Services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché, publié au Recueil des Actes du Département de l'Indre et notifié à chaque représentant.

Marc FLEURET

DATE de TRANSMISSION
au CONTRÔLE de LÉGALITÉ

12 FEV. 2025

AFFICHE le

12 FEV. 2025

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de LIMOGES dans un délai de deux mois à compter de sa publication sous forme électronique au recueil des actes du Département de l'Indre.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ARRÊTÉ N° 2025_D_0154 du 12 FEV. 2025

ARRÊTÉ relatif au fonctionnement De la micro-crèche « Les Petits Écureuils » située sur la commune de CHÂTILLON sur INDRE

LE PRÉSIDENT du CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Vu le Code de la santé publique et notamment ses articles L. 2111-1, L. 2324-1, L 2324-2, R. 2324-16 à R-2324-46-5 relatifs aux établissements d'accueil d'enfants de moins de 6 ans,

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment ses articles L. 214-2, L.214-7 et D. 214-7 et suivants, .

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le décret n° 2021-1131 du 30 août 2021 relatif aux assistants maternels et aux établissements d'accueil de jeunes enfants,

Vu l'arrêté du 31 août 2021 créant un référentiel national relatif aux exigences applicables aux établissements d'accueil du jeune enfant en matière de locaux, d'aménagement et d'affichage,

Vu le dossier complet de demande d'autorisation de diminution de la capacité d'accueil reçu par le Département le 12 avril 2024 présenté par l'Association Familles Rurales de CHÂTILLON sur INDRE pour crèche « Les Petits Écureuils » située 1 rue Édouard Branly – **36700 CHÂTILLON SUR INDRE**,

Vu les statuts de l'association Familles Rurales de Châtillon sur Indre,

Vu l'autorisation d'ouverture de la structure multi-accueil « Les Petits Écureuils » du 17 janvier 2008,

Vu l'avis de la Commission de Sécurité du 03 juin 2005,

Vu la déclaration déposée auprès des services vétérinaires le 30 janvier 2008,

Vu le compte-rendu de la visite du Service de Protection Maternelle et Infantile du 21 janvier 2022,

Vu l'arrêté n° 2024-D-1976 du 18 juillet 2024 portant autorisation provisoire du fonctionnement en micro-crèche de la structure « Les Petits Écureuils » jusqu'au 12 octobre 2024,

Vu l'arrêté n° 2024-D-2745 du 05 novembre 2024 portant autorisation provisoire du fonctionnement en micro-crèche de la structure « Les Petits Écureuils » jusqu'au 12 janvier 2025,

Vu le projet d'établissement reçu le 06 décembre 2024,

Vu le règlement intérieur reçu le 06 décembre 2024,

Département de l'Indre
19 Hôtel du Département
Place de la Victoire et des Alliés - CS 20639 - 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 - Fax : 02 54 27 60 69 - Email : contact@indre.fr - Site Internet : www.indre.fr

ARRETE

Article 1er – Le Président du Conseil départemental émet un avis favorable au fonctionnement de la micro-crèche « Les Petits Écureuils » située 1 rue Édouard Branly – **36700 CHATILLON SUR INDRE,**

Cette autorisation est effective pour une durée de 15 ans soit jusqu'au 12 janvier 2040, dans les conditions précisées ci après :

Article 2 – Gestionnaire de l'établissement
La micro-crèche est gérée par l'association Familles Rurales de Châtillon sur Indre, représentée par Mme Nelly BREMONT.

Article 3 – Caractéristiques de l'établissement et capacité d'accueil
L'établissement est une crèche collective et relève de la catégorie des micro-crèches, avec une capacité d'accueil de 12 places.

Article 4 – Modalités d'accueil des enfants
La micro-crèche est ouverte du lundi au vendredi de 7h15 à 18h30. Elle peut associer l'accueil régulier et l'accueil occasionnel.

La capacité d'accueil est de 12 enfants, âgés de 2 mois à 3 ans. Elle est modulée dans la journée de la façon suivante :

- de 7h15 à 8h30 : capacité de 8 places
- de 8h30 à 17h00 : capacité de 12 places
- de 17h00 à 18h30 : capacité de 8 places

Article 5 – Modalités d'accueil des enfants en surnombre

La micro-crèche peut accueillir des enfants en surnombre sous réserve :

- de ne pas accueillir plus de :
  - 9 enfants sur une capacité de 8 places,
  - 14 enfants sur une capacité de 12 places,
- de respecter les règles d'encadrement à tout instant au regard du nombre total d'enfants effectivement accueillis,
- de ne pas excéder un taux d'occupation hebdomadaire fixé à 620 heures correspondant au nombre d'heures de présence totale des enfants effectivement accueillis.

Le calcul du taux d'occupation hebdomadaire est consigné dans un tableau de bord qui justifie le respect des dispositions liées à l'accueil en surnombre au cours des deux mois précédents. Ce tableau de bord est communiqué au service de PMI comme un des éléments d'informations relatives aux caractéristiques de l'accueil. Il peut également être demandé dans le cadre d'une visite de contrôle.

Cet accueil en surnombre ne nécessite pas de surfaces supplémentaires.

Article 6 – Direction de l'établissement : le référent technique

Les micro-crèches étant dispensées de l'obligation de désigner un directeur, le gestionnaire a désigné un référent technique, qui intervient, conformément à l'article R 2324-46-1 du Code de la santé publique, à minima à hauteur de 0,2 ETP.
Mme Marina CRÉPIN, titulaire du diplôme d'État d'éducateur de jeunes enfants, est la référente technique de la micro-crèche « Les Petits Écureuils ».

Le référent technique a pour missions de :
- Assurer le suivi technique de l'établissement,
- Élaborer et suivre la mise en œuvre du projet d'établissement,
- Accompagner et coordonner l'activité des personnes chargées de l'encadrement des enfants.

Le gestionnaire précise par écrit les compétences et les missions confiées par délégation au référent technique. Le document précise la nature et l'étendue des délégations notamment en matière de :
- Conduite de la définition et de la mise en œuvre du projet d'établissement ;
- Animation et gestion des ressources humaines ;
- Gestion budgétaire, financière et comptable ;
- Coordination avec les institutions et les intervenants extérieurs.

Une copie de ce document est adressée au Président du Conseil départemental.

Le gestionnaire a déclaré que Mme Marina CRÉPIN n'est pas référent technique dans un autre établissement.

Article 7 – Encadrement des enfants

En dehors du taux d'encadrement minimum, la micro-crèche a opté pour un taux d'encadrement d'un professionnel pour six enfants accueillis.
Tout contrôle s'effectue au regard de ce choix.

Pour des raisons de sécurité, l'effectif du personnel de l'établissement présent auprès des enfants effectivement accueillis ne peut pas être inférieur à deux à partir de 4 enfants accueillis simultanément.

Pendant les sorties hors de l'établissement et, le cas échéant, hors de son espace extérieur privatif, l'effectif du personnel placé auprès du groupe d'enfants participant à la sortie ne peut pas être inférieur à deux à partir de 4 enfants accueillis simultanément et à trois à partir du 11ème enfant, conformément à l'article R 2324-43-2 du Code de la santé publique.

Le personnel chargé de l'encadrement des enfants est composé :
1° - D'auxiliaires de puériculture diplômés, d'éducateurs de jeunes enfants diplômés d'État, d'infirmiers diplômés d'État, de psychomotriciens diplômés d'État et de puériculteurs diplômés d'État ;
2° - De personnes ayant une qualification ou une expérience définie par l'arrêté du 29/07/2022 relatif aux professionnels autorisés à exercer dans les modes d'accueil du jeune enfant.
Dans une micro-crèche, les professionnels du 1° peuvent être remplacés par des personnes qui justifient d'une certification au moins de niveau 3, attestant de compétences dans le champ de l'accueil des jeunes enfants et de 2 années d'expérience professionnelle, ou d'une expérience de 3 ans en qualité d'assistante maternelle agréée.

Pour chaque mois civil, le nombre de professionnels mentionnés au 1°, calculé en moyenne sur le mois, doit représenter au moins 40 % de l'effectif mensuel de référence de l'établissement, tel que défini au 2ème alinéa du I de l'article R. 2324-43, calculé sur le même mois.

A titre exceptionnel, dans un contexte local de pénurie de professionnels des dérogations aux conditions de diplômes ou d'expériences peuvent être accordées dans les conditions fixées par l'arrêté du 29 juillet 2022 relatif aux professionnels autorisés à exercer dans les modes d'accueil du jeune enfant.

Article 8 – Équipe pluridisciplinaire

La micro-crèche veille à s'assurer, compte tenu du nombre, de l'âge et des besoins des enfants accueillis et de son projet éducatif et social, le concours d'une équipe pluridisciplinaire composée de professionnels qualifiés, notamment dans les domaines psychologique, psychomoteur, social, sanitaire, éducatif et culturel.

Article 9 – Référent « santé et accueil inclusif »

La micro-crèche a désigné un référent " Santé et Accueil inclusif " qui intervient dans la crèche pour la quotité requise au minimum 10 heures par an, dont 2 heures par trimestre et qui est détenteur d'une des qualifications suivantes conformément à la réglementation :

- Médecin possédant une spécialisation, une qualification ou une expérience en matière de santé du jeune enfant ;
- Puéricultrice diplômée d'État;
- Infirmier diplômé d'État et disposant d'un diplôme universitaire en matière de santé du jeune enfant ;
- Infirmier diplômé d'État et avec une expérience minimale définie par l'arrêté du 29 juillet 2022 relatif aux professionnels autorisés à exercer dans les modes d'accueil du jeune enfant.

La structure devra informer le Département de tout changement de personne assurant cette fonction.

Lorsque les fonctions de référent " Santé et Accueil inclusif " sont assurées par un membre du personnel de l'établissement ou du service, le temps de travail dédié à cette fonction ne peut être confondu avec du temps d'encadrement des enfants ou du temps de direction.

Le référent " Santé et Accueil inclusif " travaille en collaboration avec l'équipe pluridisciplinaire, les professionnels du service départemental de la protection maternelle et infantile et autres acteurs locaux en matière de santé, de prévention et de handicap. Il peut, avec l'accord des titulaires de l'autorité parentale ou représentants légaux de l'enfant, consulter le médecin traitant de celui-ci.

Le référent " Santé et Accueil inclusif " a pour missions de :

- Informer, sensibiliser et conseiller la direction et l'équipe de la crèche en matière de santé du jeune enfant et d'accueil inclusif des enfants en situation de handicap ou atteints de maladie chronique ;
- Contribuer, en concertation avec le référent technique de la micro-crèche, à l'établissement des 5 protocoles annexés au règlement de fonctionnement, et veiller à leur bonne compréhension par l'équipe, en les présentant et les expliquant ;
- Apporter son concours pour la mise en œuvre des mesures nécessaires à la bonne adaptation, au bien-être, au bon développement des enfants et au respect de leurs besoins dans l'établissement ou le service ;

- Veiller à la mise en place de toutes mesures nécessaires à l'accueil inclusif des enfants en situation de handicap, vivant avec une affection chronique, ou présentant tout problème de santé nécessitant un traitement ou une attention particulière ;
- Pour un enfant dont l'état de santé le nécessite, aider et accompagner l'équipe de l'établissement ou du service dans la compréhension et la mise en œuvre d'un projet d'accueil individualisé élaboré par le médecin traitant de l'enfant en accord avec sa famille ;
- Assurer des actions d'éducation et de promotion de la santé auprès des professionnels, notamment en matière de recommandations nutritionnelles, d'activités physiques, de sommeil, d'exposition aux écrans et de santé environnementale et veiller à ce que les titulaires de l'autorité parentale ou représentants légaux puissent être associés à ces actions ;
- Contribuer, dans le cadre du dispositif départemental de traitement des informations préoccupantes, en coordination avec le référent technique de la micro-crèche, au repérage des enfants en danger ou en risque de l'être et à l'information de la direction et des professionnels sur les conduites à tenir dans ces situations ;
- Procéder, lorsqu'il l'estime nécessaire pour l'exercice de ses missions et avec l'accord des titulaires de l'autorité parentale ou représentants légaux, à son initiative ou à la demande du référent technique de la micro-crèche, à un examen de l'enfant afin d'envisager si nécessaire une orientation médicale ;
- Délivrer, lorsqu'il est médecin, le certificat médical attestant de l'absence pour l'enfant de toute contre-indication à l'accueil en collectivité.

Article 10 : Fonctionnement de la structure

La micro-crèche dispose d'un projet d'établissement et d'un règlement de fonctionnement.

Le **projet d'établissement** met en œuvre la charte nationale de l'accueil du jeune enfant.
Il comprend les éléments suivants :

- **Un projet d'accueil**. Ce projet présente les prestations d'accueil proposées, précisant les durées et les rythmes d'accueil. Il détaille les dispositions prises pour l'accueil d'enfants présentant un handicap ou atteints d'une maladie chronique. Il intègre une description des compétences professionnelles mobilisées dans l'équipe pluridisciplinaire, ainsi que des actions menées en matière d'analyse des pratiques professionnelles et de formation, y compris, le cas échéant, par l'apprentissage ;
- **Un projet éducatif.** Ce projet précise les dispositions prises pour assurer l'accueil, le soin, le développement, le bien-être et l'éveil des enfants, notamment en matière artistique et culturelle, et pour favoriser l'égalité entre les filles et les garçons ;
- **Un projet social et de développement durable.** Ce projet précise les modalités d'intégration de la crèche dans son environnement social et vis-à-vis de ses partenaires extérieurs. Il intègre les modalités de participation des familles à la vie de la crèche et les actions de soutien à la parentalité proposées. Il détaille les dispositions prises pour faciliter l'accès aux enfants de familles rencontrant des difficultés du fait de leurs conditions de vie ou de travail ou en raison de la faiblesse de leurs ressources et pour garantir des places pour l'accueil d'enfants non scolarisés âgés de moins de six ans à la charge de personnes engagées dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle pour leur permettre de prendre un emploi, de créer une activité ou de participer aux actions d'accompagnement professionnel qui leur sont proposées. Il décrit comment l'établissement inscrit son activité dans une démarche en faveur du développement durable.

Le **règlement de fonctionnement** précise les modalités d'organisation et de fonctionnement de la micro crèche, et notamment :

- Les fonctions du référent technique
- Les modalités d'inscription et les conditions d'admission des enfants
- Les horaires et les conditions d'arrivée et de départ des enfants
- Le mode de calcul des tarifs et les éléments du contrat d'accueil
- Les modalités du concours du référent " Santé et Accueil inclusif", de l'équipe pluridisciplinaire
- Les modalités de mise en œuvre et d'organisation de l'accueil en surnombre et son articulation avec les projets éducatif et social du projet d'établissement
- la règle d'encadrement retenue

Les dispositions du règlement de fonctionnement prennent en compte l'objectif d'accessibilité des enfants de familles rencontrant des difficultés du fait de leurs conditions de vie ou de travail ou en raison de la faiblesse de leurs ressources ou des familles engagées dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle pour leur permettre de prendre un emploi, de créer une activité ou de participer aux actions d'accompagnement professionnel qui leur sont proposées.

Sont annexés au règlement de fonctionnement et transmis pour information au Président du Conseil départemental :

- Un protocole détaillant les mesures à prendre dans les situations d'urgence et précisant les conditions et modalités du recours aux services d'aide médicale d'urgence ;
- Un protocole détaillant les mesures préventives d'hygiène générale et les mesures d'hygiène renforcées à prendre en cas de maladie contagieuse ou d'épidémie, ou toute autre situation dangereuse pour la santé ;
- Un protocole détaillant les modalités de délivrance de soins spécifiques, occasionnels ou réguliers, le cas échéant avec le concours de professionnels médicaux ou paramédicaux extérieurs à la structure ;
- Un protocole détaillant les conduites à tenir et les mesures à prendre en cas de suspicion de maltraitance ou de situation présentant un danger pour l'enfant ;
- Un protocole détaillant les mesures de sécurité à suivre lors des sorties hors de l'établissement ou de son espace extérieur privatif.

Le responsable de l'établissement établit un protocole de mise en sûreté détaillant les actions à prendre face au risque d'attentat. Il transmet ce document pour information au maire de la commune de Châtillon sur Indre et au Préfet.

Le projet d'établissement et le règlement de fonctionnement sont transmis au Président du Conseil départemental après leur adoption définitive et après toute modification.

Le projet d'établissement ainsi que le règlement de fonctionnement et ses annexes, à l'exception du protocole face au risque d'attentat, sont affichés dans un endroit accessible aux titulaires de l'autorité parentale ou représentants légaux des enfants accueillis. Un exemplaire est tenu à leur disposition.

Un exemplaire du projet d'établissement et du règlement de fonctionnement et ses annexes, à l'exception du protocole face au risque d'attentat, est communiqué, sur sa demande, à toute famille dont un enfant est inscrit ou a fait l'objet d'une demande d'admission dans l'établissement. Cet exemplaire peut être transmis sous format numérique.

Le projet d'établissement et le règlement de fonctionnement sont datés et actualisés aussi souvent que nécessaire et au moins une fois tous les cinq ans, avec la participation du personnel.

Article 11 – Administration des soins et des traitements médicaux aux enfants

Pour chaque enfant admis, le référent technique s'assure que les titulaires de l'autorité parentale ou représentants légaux remettent :

- un certificat médical daté de moins de deux mois attestant de l'absence de toute contre-indication à l'accueil en collectivité. Ce certificat est remis au moment de l'admission et au plus tard dans les quinze jours suivant l'admission,
- une copie des documents attestant du respect des obligations vaccinales.

La crèche conserve ces documents jusqu'au terme du contrat d'accueil de l'enfant.

Lors de l'admission, le référent technique en lien avec le référent "Santé et Accueil inclusif", informe les titulaires de l'autorité parentale ou représentants légaux de l'enfant des conditions dans lesquelles des soins et traitements médicaux mentionnés à l'article R 2111-1 du Code de la santé publique peuvent être le cas échéant administrés à leur enfant.

Article 12 – Locaux

Les locaux et leur aménagement permettent la mise en œuvre du projet d'établissement.

Les personnels de la crèche y accomplissent leurs tâches dans des conditions satisfaisantes de sécurité, d'hygiène et de confort, en portant aux enfants une attention constante et en organisant de manière adaptée à leurs besoins les repas, le sommeil, le repos, les soins corporels et les activités de jeu et d'éveil.

L'aménagement intérieur et extérieur de la crèche permet de mettre en œuvre l'accueil inclusif des enfants présentant un handicap ou atteints d'une maladie chronique.

L'aménagement intérieur de la crèche favorise en outre l'accueil des titulaires de l'autorité parentale ou représentants légaux et l'organisation de réunions pour le personnel. La micro-crèche dispose d'un espace aménagé qui permet d'offrir de façon autonome aux enfants qui y sont accueillis l'ensemble des prestations et des activités prévues par le projet d'établissement.

L'établissement propose un accueil en plein-air permettant l'accueil des enfants dans un espace extérieur. Les modalités d'usage de l'espace extérieur sont détaillées dans le projet éducatif.

Les seules exigences applicables aux locaux et à l'aménagement intérieur de l'établissement sont celles figurant dans le référentiel national fixé par arrêté du 31 août 2021. Celles-ci portent sur les éléments suivants :

- L'accès et la sécurité de l'établissement ;
- L'espace intérieur ;
- Les espaces spécifiques ;
- Le matériel et l'équipement.

Article 13 – Obligations de l'employeur

Le gestionnaire s'assure, par la demande du bulletin n° 2 du casier judiciaire, dans les conditions prévues à l'article 776 du Code de procédure pénale, que les personnes qu'elles recrutent pour exercer des fonctions, à quelque titre que ce soit, satisfont aux dispositions de l'article L. 133-6 du Code de l'action sociale et des familles. Cette obligation s'applique également pour le recrutement des stagiaires, apprentis et intervenants extérieurs, rémunérés ou bénévoles, participant à l'accueil des enfants.

Le gestionnaire garantit contre les conséquences de leur responsabilité civile à l'occasion des dommages qu'ils peuvent causer aux enfants ou que ces derniers peuvent causer à autrui :

- Les personnes qu'ils emploient,
- Les bénévoles et intervenants extérieurs non-salariés, qui participent à l'accueil des enfants, qui sont présents dans l'établissement, ou participent avec les enfants à des activités qu'il organise.

Pour les professions autres que celles de médecin, d'infirmier et d'assistant de service social, l'employeur peut procéder, dans le respect de la libre circulation des travailleurs et, le cas échéant, des dispositions statutaires ou conventionnelles applicables à l'emploi considéré, au recrutement de toute personne justifiant d'un diplôme de l'Union européenne permettant d'occuper un emploi équivalent dans son pays d'obtention.

Le gestionnaire organise des temps d'analyse de pratiques professionnelles pour les membres de l'équipe chargés de l'encadrement des enfants dans les conditions suivantes :

- Chaque professionnel bénéficie d'un minimum de six heures annuelles dont deux heures par quadrimestre ;
- Les séances d'analyse de pratiques professionnelles se déroulent en-dehors de la présence des enfants ;
- Les séances d'analyse de pratiques professionnelles sont animées par un professionnel ayant une qualification définie par arrêté du ministre chargé de la famille ;
- La personne qui anime les séances d'analyse des pratiques professionnelles n'appartient pas à l'équipe d'encadrement des enfants de l'établissement et n'a pas de lien hiérarchique avec ses membres. Elle peut être salariée du gestionnaire ou intervenant extérieur ;
- Les participants et l'animateur s'engagent à respecter la confidentialité des échanges.

Article 14 – Obligations vis à vis des autorités administratives

Le gestionnaire transmet chaque année au service départemental de protection maternelle et infantile des informations relatives aux enfants accueillis ainsi qu'aux caractéristiques de l'accueil.

Le gestionnaire informe sans délai le Président du Conseil départemental de :

- Tout accident survenu pendant l'accueil d'un enfant qui lui était confié ayant entraîné l'hospitalisation de ce dernier ou sa prise en charge par des équipes de secours extérieures à l'établissement,
- Tout décès d'un enfant qui lui était confié.

Il informe également sans délai le Président du Conseil départemental de tout changement des coordonnées mail et téléphoniques, permettant de joindre l'établissement en cas d'urgence.

Au titre de l'accueil d'enfants de parents ou représentants légaux en insertion sociale ou professionnelle, le gestionnaire :

- Transmet au Président du Comité départemental des services aux familles, une fois par an, un document actualisé présentant les modalités selon lesquelles la crèche garantit des places pour l'accueil d'enfants non scolarisés âgés de moins de six ans à la charge de personnes engagées dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle, ainsi que les résultats obtenus ;
- Informe le maire de la commune de Châtillon sur Indre et le président de la communauté de communes du Châtillonnais en Berry, des actions mises en place au titre de cette obligation.

Le Gestionnaire communique par voie électronique ses disponibilités d'accueil à la CNAF.

Article 14 – Modifications

Le gestionnaire porte sans délai à la connaissance du Président du Conseil départemental tout projet de modification portant sur un des éléments du dossier de demande d'autorisation ou sur l'une des mentions du présent arrêté.

Dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande de modification, le Président du conseil départemental peut refuser la modification. L'absence de réponse dans ce délai vaut autorisation.

Châteauroux, le 12 FEV. 2025

Fait en 2 exemplaires.

DATE de TRANSMISSION
au CONTRÔLE de LÉGALITÉ

12 FEV. 2025

AFFICHE le

12 FEV. 2025

Pour le Président du Conseil départemental
Le Vice-Président délégué,

Gérard MAYAUD

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRÊTÉ N° 2025_D_160 du 14 FEV. 2025

Direction
des Relations Humaines

PORTANT désignation des membres à la Commission Consultative Paritaire pour le personnel contractuel départemental.

*
* *

Le PRESIDENT
du CONSEIL DEPARTEMENTAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Fonction Publique,

VU le décret n° 2016-1858 du 23 décembre 2016 relatif aux commissions consultatives paritaires et aux conseils de discipline de recours des agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale,

VU l'arrêté ministériel du 9 mars 2022 fixant au 8 décembre 2022 la date des élections professionnelles dans la Fonction Publique Territoriale,

VU l'arrêté n ° 2023 D 425 du 18 janvier 2023 portant désignation des membres à la Commission Consultative Paritaire pour le personnel contractuel départemental,

CONSIDERANT la démission de Mme Nathalie FOURMONT,

SUR proposition du Directeur Général des Services du Département,

ARRETE :

Article 1er.- Sont désignés en qualité de représentants du Département de l'Indre à la Commission Consultative Paritaire compétente à l'égard du personnel contractuel départemental :

Titulaires :

◊ M. le Président du Conseil départemental
◊ Mme Mireille DUVOUX
◊ M. Jean-Yves HUGON
◊ Mme Florence PETIPEZ
◊ Mme Chantal MONJOINT

Suppléants :

◊ Mme Frédérique MERIAUDEAU
◊ M. Gilles CARANTON
◊ M. Philippe METIVIER
◊ M. Claude DOUCET
◊ Mme Lydie LACOU

Article 2.- Sont désignés en qualité de représentants du personnel à la Commissions Consultative Paritaire compétente à l'égard du personnel contractuel départemental :

Titulaires :

◊ Mme Christine PAILLET, C.G.T.
◊ Mme Magali DOLOU, C.G.T.
◊ Mme Céline RAVEAU, C.G.T.
◊ Mme Sylvie LALUC, C.G.T.
◊ Mme Fabienne VAILLANT, F.O.

.../...

Suppléants :

- ◊ M. Thomas ENIQUE, C.G.T.
- ◊ Mme Christelle BALLEREAU, C.G.T.
- ◊ Mme Patricia CHOUK, C.G.T.
- ◊ Mme Christine DELORME, C.G.T.
- ◊ Mme Christèle TRIPAULT, F.O.

Article 3.- L'arrêté n° 2023 D 425 du 18 janvier 2023 portant désignation des membres à la Commission Consultative Paritaire pour le personnel contractuel départemental est abrogé.

Article 4.- Le Directeur Général des Services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et notifié à chaque représentant.



Marc FLEURET

DATE de TRANSMISSION au CONTRÔLE de LÉGALITÉ

14 FEV. 2025

AFFICHE le

14 FEV. 2025

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de LIMOGES dans un délai de deux mois à compter de son affichage ou de sa publication.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRÊTÉ N° 2025-D_0183 du 14 FEV. 2025

Direction
des Relations Humaines

PORTANT désignation du Délégué à la Protection des Données pour le Département de l'Indre.

*
* *

Le PRESIDENT
du CONSEIL DEPARTEMENTAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Fonction Publique,

VU le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la Protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE, et notamment ses articles 37 à 39,

VU la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,

VU la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles,

VU l'arrêté n° 2022 D 1505 du 19 avril 2022 portant organisation des Services du Département de l'Indre,

SUR proposition du Directeur Général des Services du Département,

ARRETE :

Article 1er.- Mme Myriam MOUYASS, agent du Département de l'Indre, est désignée en qualité de Délégué à la Protection des Données pour la Collectivité.

Article 2.- A ce titre, Madame Myriam MOUYASS exercera les missions suivantes :

- Information et conseil au Département, et à l'ensemble de ses agents, sur les obligations qui leur incombent en vertu du Règlement européen relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD) et des textes qui en découlent relatifs à la protection des données personnelles ;
- Contrôle du respect du RGPD, des textes qui en découlent et des règles internes à la collectivité en matière de protection des données à caractère personnel, y compris en ce qui concerne la répartition des responsabilités, la sensibilisation et la formation du personnel participant aux opérations de traitement et les audits s'y rapportant ;
- Dispense de conseils en ce qui concerne l'analyse de l'impact relative à la protection des données et vérification de l'exécution de celle-ci ;
- Coopération avec la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) ;
- Position d'interlocuteur de la CNIL sur les questions relatives au traitement et mise en œuvre de consultations auprès de celle-ci ;
- Mise en œuvre de mesures appropriées afin de permettre au Département de démontrer que ses traitements sont effectués conformément au RGPD, et le cas échéant, réexamen et actualisation de ces mesures ;

.../...

- Contrôle et mise en œuvre de la bonne gestion des demandes d'exercice de droits, de réclamations et de requêtes formulées par des personnes concernées par les traitements effectués par le Département et conseils aux services dans la réponse à apporter à de telles demandes ;
- Tenue de l'inventaire et documentation des traitements de données à caractère personnel en tenant compte du risque associé à chacun d'eux.

Article 3.- Le Délégué à la Protection des Données tient compte, dans l'accomplissement de ses missions, du risque associé aux opérations de traitement compte tenu de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement.

Article 4.- Le Département met à disposition du Délégué à la Protection des Données les moyens nécessaires afin de pouvoir exercer ses missions en lui permettant notamment d'accéder aux données détenues et aux traitements mis en œuvre par la collectivité.

Article 5.- Les coordonnées du Délégué à la Protection des Données sont les suivantes : RGPD@indre.fr – 02 54 08 36 76.

Article 6.- Le Directeur Général des Services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prendra effet au 10 mars 2025, sera notifié à Mme MOUYASS et publié au Recueil des Actes du Département de l'Indre.

Marc FLEURET

DATE de TRANSMISSION
au CONTRÔLE de LÉGALITÉ

14 FEV. 2025

AFFICHE le

14 FEV. 2025

PRÉFET
DE L'INDRE
Liberté
Égalité
Fraternité

INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRÊTÉ CONJOINT

de l'État n° 36-2025-02-26-00002 du 26 février 2025,
et du Département n° 2025_D_0221 du 28 février 2025

portant approbation du Plan départemental d'actions pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD)

LE PRÉFET DE L'INDRE,
LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Vu le code de la construction et de l'habitation ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu de code de la sécurité sociale ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code de la famille et de l'aide sociale ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 2017-1565 du 14 novembre 2017 relatif aux plans départementaux d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées ;

Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 4 novembre 2024 approuvant le Plan départemental d'actions pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées.

Vu l'avis favorable du comité responsable du PDALHPD en date du 8 juillet 2024 ;

Vu l'avis favorable du comité régional de l'habitat et de l'hébergement en date du 8 octobre 2024 ;

Sur proposition du Préfet et du Président du Conseil Départemental de l'Indre;

ARRÊTE

Article 1er : Le Plan départemental d'actions pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD) de l'Indre pour la période 2024-2029, annexé au présent arrêté, est approuvé.

Article 2 : La Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Indre, la directrice départementale du travail, de l'emploi, des solidarités et de la protection des populations, le Directeur de la prévention et du développement social du Conseil départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Indre et au recueil des actes administratifs du Département.

Le Préfet

Thibault LANXADE

Le Président du Conseil Départemental

Marc FLEURET

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux adressé au préfet de l'Indre, envoyé dans un délai de deux mois à compter de sa notification, le cachet de La Poste faisant foi.
Elle peut également faire l'objet d'un recours hiérarchique, adressé au ministre en charge du logement, envoyé dans le même délai.
Enfin, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Limoges, sis 2 cours Bugeaud 87 000 Limoges, envoyé dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification. Ce recours peut être effectué au moyen de l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

AFFICHE le

28 FEV. 2025

PRÉFET
DE L'INDRE
Liberté
Égalité
Fraternité

LE DÉPARTEMENT
INDRE
EN BERRY

Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées de l'Indre

2024 - 2029

SOMMAIRE

Éditorial 3
Le cadre du PDALHPD de l'Indre 4
I. Contexte et méthodologie 4
II. Références normatives 5
III. Méthodologie d'élaboration 5
IV. Cohérence avec l'ensemble des politiques locales 6
V. Inscription du territoire dans les orientations nationales : Plan logement d'abord et Prévention de lutte contre la pauvreté 8
VI. Publics prioritaires ..... **Erreur ! Signet non défini.**
VII. Gouvernance et instances opérationnelles 9
VIII. Quelques données clés 11
I - Accès à l'hébergement et au logement 12
Fiche action n° 1. Optimiser le fonctionnement du SIAO et adapter son utilisation pour un positionnement central 13
Fiche action n° 2. Mieux prendre en compte les besoins spécifiques des publics souffrant de troubles psychiques . 15
Fiche action n° 3. Mieux prendre en compte les besoins spécifiques des publics migrants 18
Fiche action n° 4. Mieux prendre en compte les besoins spécifiques des citoyens français itinérants en matière de logement 20
Fiche action n° 5. Mieux prendre en compte les besoins spécifique de femmes victimes de violences 22
Fiche action n° 6. Mieux prendre en compte les besoins spécifiques des publics jeunes en matière d'HU et d'accès au logement 24
Fiche action n° 7. Fluidifier les parcours : favoriser la transition de l'HU vers le logement et les structures d'insertion 27
II- Maintien dans le logement 29
Fiche action n° 8. Organiser une articulation efficace entre les acteurs, les dispositifs et les outils de la Lutte contre l'habitat indigne 30
Fiche action n° 9. Faire connaître et articuler efficacement les acteurs, les dispositifs et les outils de la lutte contre la précarité énergétique 32
Fiche action n° 10. ..... Mieux prendre en compte les besoins spécifiques des seniors et des personnes en perte d'autonomie 34
Fiche action n° 11. .....Ré-écrire la Charte de prévention des expulsions locatives, organiser et articuler les outils de prévention des expulsions locatives (DSF, CCAPEX) avec l'ensemble des acteurs concernés 37
III- Coordination et communication 40
Fiche action n° 12. Améliorer la coordination pour optimiser l'articulation des dispositifs 41
Fiche action n° 13. Développer la communication sur les offres et les dispositifs 43
ANNEXES 45
I. Bilan et constats à l'issue du précèdent PDALHPD 45
II. Décret n° 2017-1565 du 14 novembre 2017 relatif aux PDALHPD 45
III. Glossaire 45
IV. Calendrier de mise en oeuvre 45
V. Suivi des réalisations 45

Éditorial

Le logement est une condition d'existence essentielle pour chaque individu. Il est la clé pour construire sa vie sociale, familiale, et professionnelle. Il n'y a pas de bien-être et d'épanouissement possible sans logement digne.

Pourtant, pour certains Indriens, ce parcours reste encore jalonné de difficultés et certains n'y ont pas accès. Depuis plusieurs années, l'État et le Département, placent le droit au logement au cœur des politiques sociales. L'investissement de tous les acteurs du territoire (services de l'État, collectivités, associations, bailleurs) a permis de réelles avancées, mais il doit se poursuivre pour garantir à tous les Indriens d'avoir un logement décent et pérenne.

Le PDALHPD 2024/2029 s'inscrit dans la poursuite de la dynamique engagée depuis 2017 à savoir : des actions concertées, une mobilisation de tous, pour accompagner les publics du plan, dans l'accès et le maintien dans un logement.

Il a pour ambition également de répondre encore plus rapidement aux besoins des publics en situation de précarité, en mettant en oeuvre les principes du logement d'abord, en renforçant les partenariats avec les acteurs de la santé, du médico-social et de l'insertion professionnelle et en réaffirmant le positionnement du Fonds de Solidarité Logement (FSL) en tant qu'outil financier du plan.

Ce plan est le résultat d'une large concertation qui a duré plus d'une année comprenant des réunions pour établir le bilan du plan précédent et une vingtaine de groupes de travail pour élaborer ce nouveau plan qui s'articule autour de 3 orientations stratégiques, déclinées dans 13 fiches actions.

Il appartient désormais à chacun d'entre nous de se l'approprier et de s'assurer de sa mise en oeuvre.

Le Préfet

Thibault LANXADE

Le Président du Conseil Départemental

Marc FLEURET

Le cadre du PDALHPD de l'Indre

Garantir le droit au logement constitue un devoir de solidarité pour l'ensemble de la nation.

Disposer de conditions décentes du logement fait partie des droits fondamentaux érigés par la loi : avoir un toit est une condition incontournable pour s'engager dans des projets privés, familiaux, professionnels et construire son intégration sociale.

QU'EST-CE QUE LE PDALHPD ?

Sa vocation : Assurer la mise en œuvre locale du droit au logement

I. Contexte et méthodologie

Le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) relève de la loi du 31 mai 1990 (loi Besson) visant à la mise en œuvre du droit au logement dans chaque département.

Son contenu a été renforcé au fil des années avec la parution de lois successives. En 2014, la loi pour l'Accès au logement et un urbanisme rénové (Alur) réunit les problématiques liées à l'hébergement et au logement dans un document directeur unique, le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD).

En 2018, la loi portant Évolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique (Élan) porte notamment une réforme importante de l'organisation du secteur du logement social, renforce les outils à disposition pour lutter contre l'habitat insalubre et les marchands de sommeil et veille à une meilleure coordination des procédures de prévention des expulsions locatives avec celle de surendettement.

En 2023, la loi visant à protéger les logements contre l'occupation illicite, dite « loi Kasbarian » intervient sur deux champs différents, la répression plus sévère des squats (*local squatté = désormais tout local d'habitation + local à usage agricole, commercial ou professionnel ; adaptation du traitement administratif avec élargissement du recours à la procédure de l'article 38 de la loi DALO permettant une procédure d'expulsion accélérée des squatteurs ; Triplement des sanctions pénales jusqu'à 45 000€ d'amende et 3 ans d'emprisonnement*) et la sécurisation des bailleurs en cas d'impayés de loyers (*généralisation de la clause résolutoire dans les baux d'habitation ; uniformisation du seuil de transmission des commandements à payer à la CCAPEX, raccourcissement des délais de procédure de 2 mois à 6 semaines pour les nouveaux baux ou baux renouvelés*).

Co-piloté par l'État et le Département, le PDALHPD décrit pour une période de six ans la politique départementale en faveur de l'hébergement et du logement des publics défavorisés et associe l'ensemble des acteurs concernés.
Son objectif principal est d'améliorer le parcours résidentiel des publics les plus vulnérables, en facilitant notamment le passage de l'hébergement au logement. Il s'agit d'accompagner les publics les plus fragiles dans l'accès ou le maintien dans le logement et de construire les réponses les plus adaptées en termes d'habitat.

Ce document stratégique coordonne l'ensemble des actions mises en place pour répondre aux besoins des personnes précaires sans logement, vivant dans des conditions dégradées d'habitat ou risquant de perdre leur logement et qui ne parviennent pas, par leurs propres moyens, à trouver des solutions à leurs difficultés de logement.

Il couvre un nombre important de thématiques et de dispositifs, de la veille sociale et l'hébergement à la prévention des impayés locatifs et à la lutte contre l'habitat dégradé et contre la précarité énergétique.

II. Références normatives

Son contenu a été renforcé au cours des années avec la parution de lois successives :

- loi du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions,
- loi du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement,
- loi du 5 mars 2007 rendant opposable ce droit au logement,
- loi du 25 mars 2009 créant le plan départemental d'accueil, d'hébergement et d'insertion (PDAHI)
- loi du 9 juillet 2010 prévoyant, dans son article 19, la prise en compte dans les PDALPD, des besoins des personnes victimes de violences au sein du couple.
- loi du 24 mars 2014 pour l'Accès au logement et un urbanisme rénové (Alur) créant le PDALHPD en fusionnant PDAHI et PDALPD
- Le décret n° 2016-393 du 31 mars 2016 relatif à la charte pour la prévention de l'expulsion
- La loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 (article 152) relative à l'égalité et à la citoyenneté
- L'instruction du 22 mars 2017 relative à la mise en œuvre du plan interministériel pour la prévention des expulsions locatives
- le décret n°2017-1565 du 14 novembre 2017 relatif aux plans départementaux d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées
- loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (Élan)
- La loi n° 2023-668 du 27 juillet 2023 visant à protéger les logements contre l'occupation illicite

III. Méthodologie d'élaboration

Le présent PDALHPD, d'une durée de 6 ans, est arrêté par le Préfet et le Président du Conseil Départemental, après avis du Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement conformément au décret du 14 novembre 2017 et délibération de l'Assemblée départementale (voir décret en annexe).

Il se substitue au précédent PDALPD.

Ce plan a fait l'objet d'un travail partenarial.

Après la réalisation d'un état des lieux du précédent programme, confié à l'ADIL, des réunions, co-pilotées par l'État et le Département, associant largement les acteurs locaux ont fait émerger les axes et les grandes thématiques.

Puis, pour chaque thématique, les partenaires intéressés ont été invités à travailler sur des éléments permettant d'élaborer des fiches actions. Pour ce faire, ce sont 13 réunions qui se sont déroulées sur le 2ème trimestre 2023.

A partir de ces travaux, les copilotes ont ensuite élaboré, finalisé des fiches actions qui ont été présentées aux acteurs locaux le 17 octobre 2023.

Après recueil des remarques et précisions, le comité régional de l'habitat et de l'hébergement, mentionnés à l'article L. 364-1 du code de la construction et de l'habitation, a émis un avis favorable le 8 octobre 2024.

Le plan est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et selon les dispositions de l'article 31 du décret du 30 décembre 2005 susvisé.

IV. Cohérence avec l'ensemble des politiques locales

Son ambition : Décliner localement des actions coordonnées et opérationnelles

Par ses orientations stratégiques, sa gouvernance et son animation partenariale, le PDALHPD permet de formaliser, puis d'organiser l'action publique.

Face à l'étendue de l'action publique couverte, le PDALHPD est le garant d'une mise en cohérence des dispositifs et actions portés par des acteurs publics, privés et associatifs : il assure la coordination des dispositifs d'hébergement, de logement accompagné et de logement ordinaire ; il favorise l'articulation entre les instances et dispositifs réglementaires opérationnels (commission de coordination des actions pour la prévention des expulsions locatives, commission de médiation DALO/DAHO, SIAO , pôle départemental de lutte contre l'habitat indigne, fonds de solidarité logement) et la complémentarité des dispositifs d'accompagnement (FSL, AVDL, intermédiation locative…).

Le PDALHPD exprime l'ambition que se donnent les acteurs locaux pour répondre aux besoins constatés sur leurs territoires d'intervention, à partir d'un diagnostic partagé.

Le PDALHPD fait partie des documents stratégiques et opérationnels porteurs des politiques sociales, des politiques de l'habitat et du logement, avec lesquelles il doit s'articuler, afin de s'assurer d'une cohérence globale entre les politiques de l'offre, les dispositifs d'accompagnement des publics vulnérables, et les politiques sociales du logement aux différentes échelles territoriales.


Charte de prévention des expulsions locatives
Programme local de l'habitat
Schéma de la domiciliation
PDALHPD
Contrats de ville
Schéma Départemental d'Accueil des Gens du Voyage
Protocole départemental de lutte contre l'habitat indigne

V. Inscription du territoire dans les orientations nationales : Plan logement d'abord et prévention de lutte contre la pauvreté

La philosophie du Logement d'abord, qui se déploie en France depuis une douzaine d'années, rappelle ce droit fondamental qu'est le droit au logement, en promouvant une transformation des pratiques des acteurs afin de réduire le nombre de personnes sans domicile, de favoriser des accès plus rapides vers une solution de logement pérenne et de prévenir les ruptures dans les parcours logement.

Le PDALHPD 2024 – 2029 s'inscrit donc, à l'instar de la logique déjà poursuivie dans le plan précédent, dans la stratégie Logement d'abord, à laquelle adhère l'ensemble des acteurs indriens engagés dans la mise en œuvre du droit au logement.

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté annoncée le 13 septembre 2018 par le Président de la République entend s'attaquer tout particulièrement à la reproduction de la pauvreté dès les premières années de la vie, garantir au quotidien les droits fondamentaux des enfants, assurer à tous les jeunes un parcours de formation leur permettant d'acquérir des compétences et de prendre leur indépendance, rendre les droits sociaux plus accessibles, plus équitables et plus incitatifs à l'activité et investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi.

La lutte contre la pauvreté et les exclusions est en effet, aux termes de la loi, un « impératif national » fondé sur « l'égale dignité de tous des êtres humains ». Elle est à ce titre « une priorité de l'ensemble des politiques publiques de la nation » Loin de se réduire à une logique de soutien aux revenus, notamment par le moyen des prestations sociales, la lutte contre la pauvreté vise à « garantir sur l'ensemble du territoire l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux dans les domaines de l'emploi, du logement, de la protection de la santé, de la justice, de l'éducation, de la formation, de la culture, de la protection de la famille et de l'enfance ».

(*) en annexe

Pour atteindre ces objectifs, la mobilisation des acteurs de terrain est indispensable, car eux seuls disposent de la connaissance des réalités locales, auxquelles les mesures et ambitions nationales doivent être ajustées. Au premier rang de ces acteurs figurent les départements, auxquels leur compétence en matière d'aide sociale confère une légitimité et une expertise particulières. Le succès de la stratégie nationale repose sur un pilotage conduit à partir des territoires. L'ensemble des politiques publiques portées par les départements, l'État et leurs partenaires doivent ainsi s'articuler pleinement et concourir à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion : hébergement d'urgence, emploi, formation, éducation, accès aux soins.

Dans l'Indre, une attention particulière est portée à certains publics : Ces publics ont été identifiés dans le diagnostic et à travers les nombreux échanges partenariaux ayant conduit à la production de ce plan d'actions sexennal.

VI. Publics prioritaires

Le public du PDALHPD est celui défini à l'article 1 de la loi du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement :
« Toute personne ou famille éprouvant des difficultés particulières, en raison notamment de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'existence, a droit à une aide de la collectivité, dans les conditions fixées par la présente loi, pour accéder à un logement décent et indépendant ou s'y maintenir et pour y disposer de la fourniture d'eau, d'énergie et de services téléphoniques ».

En 2017, la loi relative à l'égalité et à la citoyenneté (LEC) a précisé la définition des publics prioritaires au logement social, qui vaut désormais définition pour les publics du PDALHPD. Elle décline les 13 catégories de publics suivants :

a) Personnes en situation de handicap, au sens de l'article L.114 du Code de l'Action Sociale et des Familles, ou familles ayant à leur charge une personne en situation de handicap ;
b) Personnes sortant d'un appartement de coordination thérapeutique mentionné au 9° de l'article L. 312-1 du même code ;
c) Personnes mal logées ou défavorisées et personnes rencontrant des difficultés particulières de logement pour des raisons d'ordre financier ou tenant à leurs conditions d'existence ou confrontées à un cumul de difficultés financières et de difficultés d'insertion sociale ;
d) Personnes hébergées ou logées temporairement dans un établissement ou un logement de transition ;
e) Personnes reprenant une activité après une période de chômage de longue durée ;
f) Personnes exposées à des situations d'habitat indigne ;
g) Personnes mariées, vivant maritalement ou liées par un pacte civil de solidarité justifiant de violences au sein du couple ou entre les partenaires, sans que la circonstance que le conjoint ou le partenaire lié par un pacte civil de solidarité bénéficie d'un contrat de location au titre du logement occupé par le couple puisse y faire obstacle, et personnes menacées de mariage forcé. Ces situations sont attestées par une décision du juge prise en application de l'article 257 du code civil ou par une ordonnance de protection délivrée par le juge aux affaires familiales en application du titre XIV du livre Ier du même code ;
h) Personnes engagées dans le parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle prévu à l'article L.121-9 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;
i) Personnes victimes de l'une des infractions de traite des êtres humains ou de proxénétisme prévues aux articles 225-4-1 à 225- 4-6 et 225-5 à 225-10 du code pénal ;
j) Personnes ayant à leur charge un enfant mineur et logées dans des locaux manifestement sur-occupés ou ne présentant pas le caractère d'un logement décent ;
k) Personnes dépourvues de logement, y compris celles qui sont hébergées par des tiers ;
l) Personnes menacées d'expulsion sans relogement.

Les logements sont attribués prioritairement aux personnes bénéficiant d'une décision favorable au titre du DALO.

Dans l'Indre, les partenaires ont souhaité porter une attention particulière aux publics identifiés dans le diagnostic, à travers les bilans du SIAO et les témoignages d'acteurs.

Dans l'Indre, les acteurs ont souhaité porter une attention particulière aux publics suivants :

- Les publics souffrant de troubles psychiques
- Les publics migrants
- Les citoyens français itinérants
- Les femmes victimes de violences
- Les publics jeunes
- Les seniors et les personnes en perte d'autonomie

VII. Gouvernance et instances opérationnelles

Le CORESP Comité responsable du Plan

Il est co-présidé par le Préfet / la Préfète et le Président / la Présidente du Conseil Départemental de l'Indre, ou leurs représentants. C'est l'instance de pilotage politique du plan. Il est chargé de son élaboration, de sa mise en œuvre et de son suivi. Il pilote l'ensemble des dispositifs mis en place en faveur des personnes défavorisées.

Ses missions sont les suivantes :

- **mobiliser et coordonner l'ensemble des acteurs pour définir les publics et les actions prioritaires et ainsi que les objectifs affectés à ces actions**
- **suivre en continu la mise en œuvre de ces actions et leur coordination**
- **articuler les niveaux stratégique et opérationnel**
- **établir un bilan annuel d'exécution et contribuer à l'évaluation du plan qui peut déboucher le cas échéant sur des modifications ou des révisions**
- **répartir les missions opérationnelles entre les diverses instances**

Sa composition est fixée par arrêté en application de l'article 10 du décret sus visé (conformément au décret du 14 novembre 2017) *(en annexe)*

Le Comité responsable du Plan se réunit au moins deux fois par an. Il est responsable de la mise en œuvre des actions fixées au plan.

Chaque année, il appartient au CORESP d'examiner l'effectivité du programme d'actions et de mesurer ses résultats.

Le service pilote des actions

Le service pilote est le référent de l'action vis-à-vis des partenaires qu'il associe et vis-à-vis du comité responsable.

Il assure l'animation du groupe de travail et de la mise en place d'outils de gestion adaptés. La responsabilité qui lui est confiée n'implique pas qu'il assume l'ensemble des tâches nécessaires à la mise en œuvre de l'action.

Ce pilote travaille avec des partenaires contributeurs ayant chacun leur part de responsabilité dans l'avancement du projet.

Le pilote d'une action a un rôle important à jouer lorsque la réalisation de l'action connaît des difficultés de mise en œuvre.

Il a en charge de rendre compte au comité responsable de l'avancée et des conditions de réalisation de l'action.

Les groupes de travail

Des groupes de travail ou groupes projet sont mis en place pour mener à bien une action ou une réflexion, en fonction de l'actualité et des projets ou dispositifs à développer.

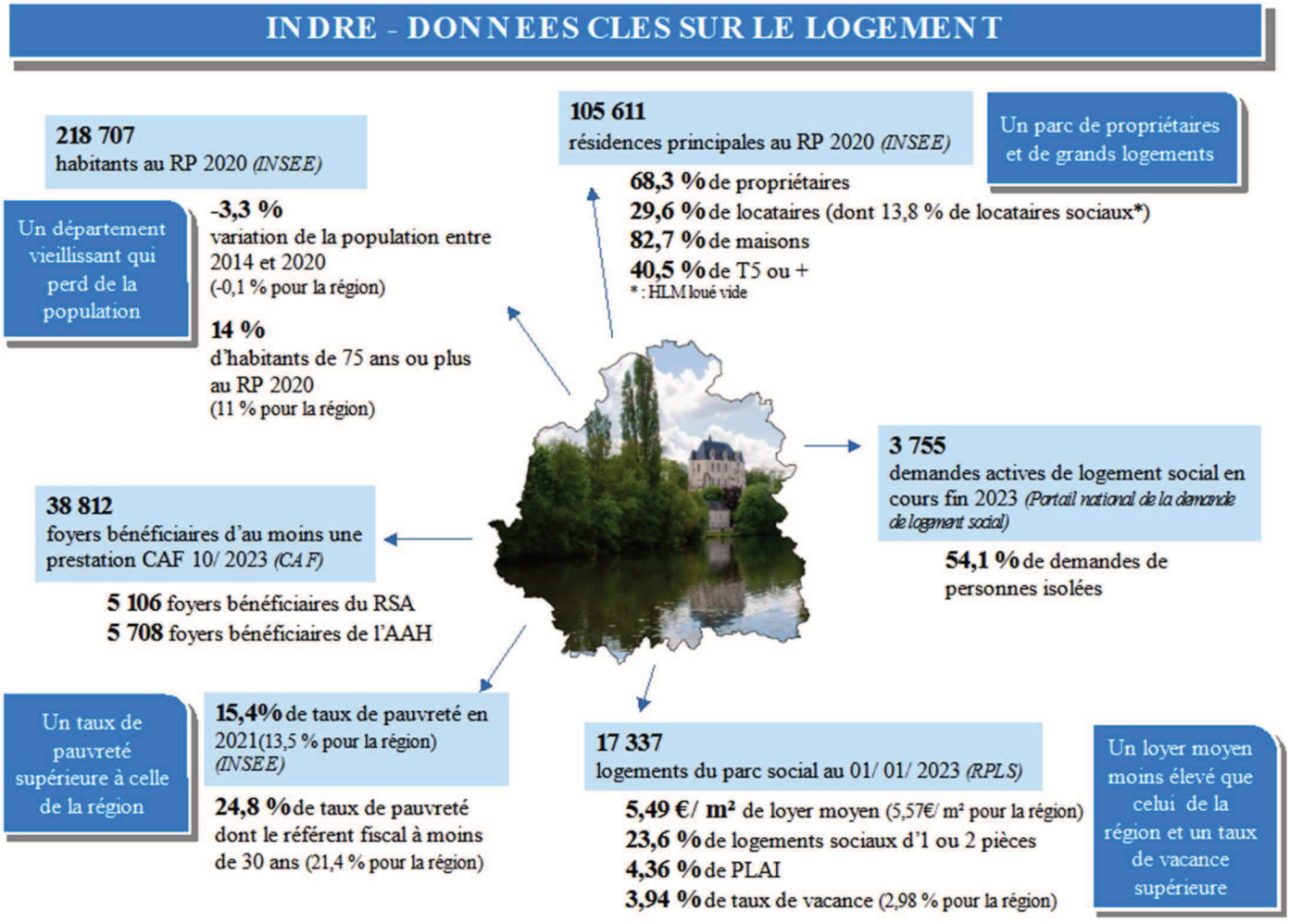
Un document qui repose sur un diagnostic partagé et une élaboration concertée des fiches actions

L'efficacité d'un plan départemental repose sur l'engagement de l'ensemble des acteurs, leur partage des objectifs et leur coordination dans l'action.

Le fonctionnement du PDALHPD de l'Indre, à travers des comités de suivi partenariaux et des groupes de travail, repose de longue date sur cet engagement partenarial. Dans cet esprit, l'ensemble des acteurs du logement et de l'habitat a contribué à l'élaboration du plan 2024 - 2029 : par des entretiens individuels en phase d'évaluation du plan précédent, puis par leur participation à des ateliers thématiques pour l'élaboration du nouveau Plan.

Un résumé du bilan du PDALHPD est fourni en annexe.

VIII. Quelques données clés



I - Accès à l'hébergement et au logement

Fiche action n° 1. Optimiser le fonctionnement du SIAO et adapter son utilisation pour un positionnement central

Contexte et enjeux

Durant le précédent PDALHPD, le dispositif SIAO n'a pas pu jouer pleinement son rôle sur le territoire de l'Indre.
Cependant, les acteurs se sont emparés de la démarche proposée dans le cadre de la réforme du SIAO.
Du diagnostic mené avec l'ensemble des acteurs concernés, il ressort que la non-sollicitation du SIAO repose :

- Pour partie sur une absence d'information / formation adaptée aux profils des personnes intervenantes,
- Pour partie en raison de la rotation des professionnels du SIAO
- et pour une autre partie sur l'inadéquation de places en dehors du territoire Castelroussin au regard des problématiques de mobilité.

Objectifs

Définir une gouvernance et un fonctionnement adaptés : des commissions revisitées
Mettre en place un observatoire social et positionner le SIAO comme le chef de file de la mission
Observatoire : rendre compte du fonctionnement du SIAO, de son activité, et des besoins du territoire
Organiser des rencontres régulières entre hébergeurs et prescripteurs
De l'évaluation à l'orientation : proposer l'orientation la plus adaptée à chaque ménage
Harmoniser la connaissance du SIAO par des actions de formation ciblées
Favoriser le parcours sans couture en plaçant l'usager au centre de la démarche d'insertion « vers et dans le logement »

Pilote(s) / Acteurs

Pilote (s) : SIAO - DDETSPP

Acteurs : : les bailleurs sociaux, le SIAO, les associations d'accompagnement social, les EPCI, le service social départemental, CCAS.

Mise en œuvre

1. Mettre en œuvre l'instruction du 22/03/2022 dans les instances et outils de gouvernance : des ateliers de type Co-design
2. Renforcer le lien avec les collectivités locales de proximité
3. Déployer des actions de formation au SI-SIAO auprès des prescripteurs
4. Déployer auprès de l'ensemble des acteurs, l'outil SI-SIAO afin de proposer des solutions adaptées aux besoins des bénéficiaires
5. Privilégier l'accès au logement

Points de vigilance

Observatoire : Assurer la fiabilité des données dans l'outil SIAO
(Refonte nationale de la base dédiée au pilotage annoncée en 2025)

Moyens humains et financiers mobilisables

Moyens humains des services dédiés de l'Etat

Territoire : INDRE

Indicateurs :

Nombre d'orientations / nombre de ménages enregistrés (SI-SIAO°)

Nombre de commissions organisées

Nombre d'orientations (examinées en commission)

Nombre de formations réalisées auprès des prescripteurs

Liens avec d'autres dispositifs :

Fiche action n° 2. Mieux prendre en compte les besoins spécifiques des publics souffrant de troubles psychiques pour l'hébergement et l'accès au logement

Contexte et enjeux

Il est observé par les acteurs de terrain un lien étroit entre problématiques de souffrance psychique, de maladies mentales, d'addictions souvent corrélées avec des situations de mal logement, de difficultés d'accès et de maintien dans un logement, adapté ou non, d'errance ou de sans-abrisme.

La situation des personnes en souffrance psychique représente, pour tous les acteurs du PDALHPD, une interrogation sur les limites de leur action. Ce sont souvent des personnes en grande difficulté auxquels les dispositifs n'arrivent pas à répondre pleinement et dont la situation devrait être travaillée de manière complémentaire entre les champs du logement et du soin.

Deux typologies de publics ont été identifiées avec des problématiques similaires.

- ➔ Le public : Les locataires en logements autonomes, qu'ils soient chez les bailleurs sociaux ou privés
  La problématique : leurs comportements liés à leurs troubles psychiques lorsqu'ils en arrivent à constituer une gêne pour le voisinage ou à créer des dégradations dans le logement. Ou lorsqu'ils constituent un danger pour eux-mêmes ou les autres.
  Il s'agit d'un public identifié par leur bailleur du fait des troubles qu'ils causent mais difficilement accessibles parce que non suivis par le soin ou le social.

- ➔ Le public : résidents en crise liée à un trouble psychique, dans un logement ou hébergement à caractère social
  La problématique : Leurs comportements génèrent un risque pour eux-mêmes, pour les autres résidents ou le personnel encadrant.

⇨ La difficulté est donc la survenance de la crise due à un trouble psychique et les dommages qu'elle engendre.

Face à ce constat partagé, l'enjeu est de préserver la vocation et les missions des différents dispositifs et acteurs du PDALHPD tout en construisant les coopérations nécessaires pour répondre aux besoins des personnes et leur garantir les conditions sereines d'un accès et/ou du maintien dans un logement comme posé par les principes du Logement d'Abord.

Objectifs

Renforcer la prise en charge des personnes souffrant de troubles psychiques en améliorant la coordination entre les dispositifs et acteurs sociaux, médico-sociaux et sanitaires

Disposer d'une offre d'hébergements adaptés et de logements accompagnés pour les personnes en souffrance psychique

Mieux coordonner les parcours afin de travailler dans une logique interdisciplinaire et formaliser une méthodologie de travail commune

S'associer aux travaux du PTSM sur les points suivants :

- Création d'un guide en santé mentale
- Développement de formations
- Développement des GEM ; Présentation du dispositif GEM au groupe PTSM

Pilote(s) / Acteurs

Pilote (s) : Etat / CD / ARS

Acteurs : Les acteurs du social et du soin interviennent pour réaliser une prise en charge globale et permettre un parcours et une prise en charge les plus adaptés possibles :

Le service de Psychiatrie - L'EMPP – le 15 – le service social départemental – les mandataires judiciaires – les bailleurs – les structures d'hébergement à caractère social. Les forces de l'ordre aussi peuvent être mises à contribution, notamment par les bailleurs sociaux qui les sollicitent le cas échéant pour débloquer des situations critiques.

La question se pose de savoir quelle est leur sensibilisation sur les situations de troubles psychiques et de précarité.

Mise en œuvre

- ➔ Développer une offre d'hébergements ou de logements adaptée aux besoins des personnes en souffrance psychique (type ACT psy, hébergement et logement de type « bas seuil » …)
- ➔ Améliorer la connaissance des dispositifs spécifiques existants
- ➔ Mobiliser des financements (appels à projets, nationaux, européens …) pour porter les ambitions et initiatives locales …
  A titre d'illustration les partenaires ont évoqué le développement des ACT Hors les murs, établissement de répits, pension de famille dédiées, équipe hybride (sociale et sanitaire) …
- ➔ Travailler sur l'organisationnel avec les ressources dont nous disposons, ce qui signifie développer l'interconnaissance des acteurs sociaux médico-sociaux et sanitaires pour :
  - Fluidifier les parcours et pallier le manque de communication ;
  - Structurer des réponses multi partenariales ;
  - Mesurer les interstices et nos capacités à les réduire ;
  - Capitaliser les expérimentations

Points de vigilance

⇨ Absence de dispositifs et de professionnels adaptés à la survenance aigüe de la crise

Moyens humains et financiers mobilisables

Les acteurs du PTSM (voir fiche action « L'alerte en santé mentale / Prise en charge graduée de la souffrance psychique »)

Territoire : Indre

Indicateurs :

Nombre de places de pension de famille créées

Nombre de dispositifs spécifiques déployés

Nombre de formations développées entre acteurs

Nombre de situations ayant fait l'objet de concertation

Liens avec d'autres dispositifs :

PTSM

Fiche action n° 3. Mieux prendre en compte les besoins spécifiques des publics migrants

Contexte et enjeux

- 3 publics ciblés : les déboutés du droits d'asile, les Bénéficiaires d'une Protection Internationale (BPI) et les régularisés au titre de l'ascendance.
- Chaque public a des particularités / droit applicable et dispositifs mobilisables, mais globalement ce qui pose problème est le passage d'une situation à une autre et les « ruptures de parcours » qui freinent ou empêchent l'accès au logement et peuvent conduire à faire entrer les personnes dans les demandeurs d'hébergement d'urgence.

Objectifs

Créer un observatoire des parcours des migrants à la sortie des CADA/HUDA

Permettre la continuité de la scolarité et des parcours de soins suite à la sortie du CADA/HUDA

Pour les déboutés : fluidifier le lien OFII/OFPRA et préfecture pour coordonner les démarches

Pour les BPI :

Accompagner la mise en place de la plateforme AGIR.

Mieux orienter les familles et augmenter le nombre de places pour l'INDRE en CPH, pour les familles non autonomes dans leur logement.

Améliorer les délais CIR par OFII pour permettre les cours de FLE plus rapidement et adapter les horaires pour les publics qui travaillent.

Pour les futurs régularisés au titre de l'ascendance : Situations complexes, travailler avec la préfecture pour que le récépissé ouvre des droits aux parents car seules solutions aujourd'hui : hébergement d'urgence.

Pilote(s) / Acteurs

Pilote (s) : État, CADA/HUDA/CPH, SIAO

Acteurs : Tous les partenaires (OFII, AGIR(réfugiés), Département, Bailleurs sociaux, associations ...)

Mise en œuvre

Intégrer les régularisés au titre de l'ascendance dans les cas complexes étudiés en préfecture

Création d'un observatoire des parcours de migrants à la sortie des CADAS HUDAS,

Mise en place de conventions, chartes pour articuler les différentes missions de chacun et permettre une complémentarité dynamique sous la coordination d'AGIR

Favoriser les échanges entre les acteurs pour le partage de connaissance sur les dispositifs et l'actualisation de celles-ci

Points de vigilance

Absence de maîtrise des flux migratoires

Organisation relevant du niveau régional alors que les modalités opérationnelles sont locales et de proximité

Moyens humains et financiers mobilisables

Moyens dédiés par l'État

Territoire : INDRE

Indicateurs :

Nombre de situations examinées en SIAO

Alimentation de l'observatoire

Nombre de BPI ayant intégré un logement avec le délai moyen

Nombre de formations/informations mises en place

Liens avec d'autres dispositifs :

Fiche action n° 4. Mieux prendre en compte les besoins spécifiques des citoyens français itinérants en matière de logement

Contexte et enjeux

- Tous les partenaires ont souligné la nécessité de diversifier la production de solutions adaptées de logement aux besoins spécifiques d'habitat des citoyens français itinérants, de maîtriser les coûts de production des logements adaptés, de sécuriser la sédentarisation sur le long terme et d'associer un accompagnement social à la sédentarisation.
- L'enjeu majeur est d'offrir des conditions d'intégration optimales dans l'habitat et l'environnement socio-économique du territoire et de l'environnement (sens large). L'articulation de l'ensemble des acteurs est nécessaire ainsi que leur implication pour favoriser l'inclusion des citoyens français itinérants.

Objectifs

Bien identifier les besoins spécifiques

Répondre aux besoins de sédentarisation

Favoriser l'inclusion sociale des citoyens français itinérants

Coordonner l'action des partenaires en lien avec le SDAHGDV et la convention relogement RHI

Pilote(s) / Acteurs

Pilote (s) : État et Conseil départemental

Acteurs : Les bailleurs sociaux, les collectivités locales, les partenaires sociaux, l'ARS, les associations intervenant dans l'accompagnement et l'insertion

Mise en œuvre

Production de logements adaptés

Interconnaissance des acteurs sur les questions spécifiques (logement, mode de vie, éducation) des citoyens français itinérants

Articulation des différents acteurs pour éviter les ruptures de parcours

Développement et mobilisation de l'offre d'accompagnement social pour permettre la sédentarisation

Développement du « aller-vers » à travers les dispositifs d'accompagnement de droit commun

Points de vigilance

Acceptation de la sédentarisation par et pour tous

Veiller à la pérennisation de la sédentarisation

Veiller à l'objectif d'insertion et d'inclusion dans la société en favorisant la mobilisation des outils de droits communs

Une bonne coordination avec les autres dispositifs liés aux politiques publiques des citoyens français itinérants, et à celle de l'insertion socio-professionnelle

Moyens humains et financiers mobilisables

Financement et moyens humains des politiques publiques du logement et de l'hébergement, de l'insertion et de l'accompagnement social, des citoyens français itinérants

Territoire : Indre

Indicateurs :

Nombre de familles issues de la communauté des citoyens français itinérants intégrées dans un parcours de sédentarisation

Nombre de création de logements adaptés

Nombre de mesures d'accompagnement social mobilisées pour les des citoyens français itinérants dans un parcours de sédentarisation

Liens avec d'autres dispositifs :

SDAHGDV, MOUS, RHI, convention relogement, mesures d'accompagnement logement

Fiche action n° 5. Public spécifique : Femmes victimes de violences

Contexte et enjeux

- une offre existante et diversifiée mais manque de lisibilité et d'efficacité de la communication sur les différentes possibilités et dispositifs
- un besoin de formations des différents acteurs et intervenants sur le cadre juridique
- un manque de visibilité du parcours individuel (après les nuitées d'hôtel, combien de retours au domicile, de relogements ? Qui effectue l'évaluation sociale ?...)
- un manque de connaissance des acteurs sur les modalités de mobilisation des différents outils et dispositifs publics
- un manque de solution en terme de logement pour l'éviction des auteurs

Objectifs

Diversifier et répertorier les offres de logement/hébergement

Améliorer l'accompagnement et la coordination globale autour de l'usager

Obtenir des interlocuteurs identifiés et formés dans les administrations d'État pour faciliter les démarches administratives (Impôts, CAF...)

Former les acteurs de 1re ligne

Pilote(s) / Acteurs

Pilote (s) : État et Conseil Départemental

Acteurs : Tous les partenaires (CCAS, Solidarité accueil, SIAO, opérateur de l'hébergement spécifique à ce public, Bailleurs sociaux, Action logement, EMPP, Addiction France, collectivités...), AIDAPHI, Forces de l'ordre, justice, CAF

Mise en œuvre

Recensement des logements temporaires pouvant être mis à disposition et non cofinancés par l'État (mobilisation des gites communaux…)

Mobilisation des maires et des bailleurs sociaux pour accompagner le relogement en urgence

Revue des outils/supports d'information sur les différents dispositifs existants

Mise en place de conventions, chartes pour articuler les différentes missions de chacun et permettre une complémentarité dynamique

Étude partenariale de situations complexes pour adapter les accompagnements à la diversité des publics et organiser les accompagnements dans la durée

Points de vigilance

Risque de rupture dans l'accompagnement,

L'usager doit répéter son histoire à toutes les étapes de son parcours

Ne pas limiter l'urgence aux nuitées d'hôtel

Accompagnement vers l'autonomie

Articulation logement, travail, place en crèche, mobilité

Égalité territoriale dans la répartition des logements/hébergements d'urgence

Moyens humains et financiers mobilisables

Moyens actuellement par l'État, le Conseil départemental et les partenaires

État : BOP 177

Département : les dispositifs et les travailleurs sociaux pour l'accompagnement

Territoire : **INDRE**

Indicateurs :

Nombre d'outils/supports revus

Nombre de nouvelles places attribuées

Nombre de formations mises en place

Liens avec d'autres dispositifs :

Protocole départemental de prévention et de lutte contre les violences faites aux femmes

COVIF

Cas complexes

Fiche action n° 6. Mieux prendre en compte les besoins spécifiques des publics jeunes en matière d'HU et d'accès au logement

Contexte et enjeux

D'importants freins à l'accès au logement des publics jeunes âgés de 18 à 25 ans sont identifiés : absence de ressources pérennes, difficultés d'adhésion aux dispositifs d'accompagnement et d'hébergement classiques, absence de soutien familial, manque d'information sur les aides existantes ...

Cette population des 18-25 ans présente différents profils :

- Avec la crise sanitaire et sociale, de plus en plus de jeunes basculent vers la grande précarité et sont en voie de marginalisation. En outre on observe l'émergence de problématiques « psy » chez les jeunes sans solution de logement ou d'hébergement et sans aucun dispositif correspondant à leurs besoins
- Une part du public jeune n'a pas les « codes » du logement : défaut d'entretien, troubles de voisinage, non priorisation des dépenses, surendettement, perdus dans les démarches administratives ...
- Jeunes actifs avec des ressources modestes et peu de soutien financier.

Les caractéristiques des logements tant en zone rurale que sur Châteauroux métropole ne permet pas de répondre aux besoins de cette population (faible taux de T1 / T2).

L'enjeu pour le PDALHPD est donc de construire des réponses adaptées à l'évolution du parcours de chaque jeune.

Objectifs

- Renforcer les liens entre partenaires accompagnant les jeunes
- Mieux prendre en compte les besoins spécifiques des publics jeunes en matière, d'une part, d'hébergement d'urgence et, d'autre part, d'accès au logement avec l'augmentation du nombre de places en FJT (plan logement d'abord 2)
- Permettre aux jeunes, via leur parcours d'insertion professionnelle, d'accéder et de se maintenir dans le logement de manière pérenne
- Se saisir des solutions mobilisables (identifier des petits logements vacants, dans le secteur privé ou social, pouvant être proposés meublés), pour répondre aux besoins de logements, notamment temporaires, en zone rurale (apprentissage …)
- Optimiser l'articulation des dispositifs existants au regard des situations (jeunes en rupture, problèmes psychiques, sortants de détention, accompagnés d'animaux …) et des étapes (niveaux de revenus, …)

Pilote(s) / Acteurs

Pilote (s) : DDETSPP et Département

Acteurs :

Tous les acteurs du logement et de l'hébergement. (ADIL Action logt, relais logt, SOLIHA AIS, FJT, Services Logement Jeunes, etc)

Tous les acteurs accompagnant les jeunes (ML, MDA, CCAS, CAS, CAF etc)

Le SIAO, clé de voûte du logement et de l'hébergement

Mise en œuvre

Faciliter l'interconnaissance entre les professionnels.

Associer systématiquement la dimension logement dans l'ensemble des accompagnements et manifestations liés à l'emploi.

Renforcer l'accompagnement à travers les mesures et les dispositifs existants

Mobiliser les dispositifs existants concernant l'accès et le maintien dans le logement (ex : ECOPAC (appartement pédagogique), relais-logement, le bail mobilité, garantie Visale … etc).

Points de vigilance ou les défis à relever

Envisager un réseau-ressources à disposition du réseau de partenaires (obj : améliorer la connaissance de l'existant, centraliser, « expertiser ») permettant également de communiquer en direction du public sur les outils existants.

Capter des logements adaptés (intérêt du propriétaire bailleur).

Répondre à la notion d'urgence.

Moyens humains et financiers mobilisables

Tous les acteurs du logement et de l'hébergement. (ADIL, Action logement, etc.)
Tous les acteurs accompagnant les jeunes (ML, MDA, CCAS, CAS, CAF etc)
Le SIAO, clé de voûte du logement et de l'hébergement.

Territoire : Indre

Indicateurs :

Nombre d'évènements visant l'interconnaissance

Nombre de mesures d'accompagnement mises en œuvre pour les jeunes

Nombre de logements sociaux attribués aux jeunes hors études

Liens avec d'autres dispositifs :

Pacte des solidarités

Référent au sein SIAO (Convention Etat / SIAO signée le 6/09/2023)

Fiche action n° 7. Fluidité : Favoriser la transition de l'HU vers le logement et les structures d'insertion

Contexte et enjeux

Un enjeu majeur de coordination des acteurs :

Le plan "Logement d'abord II" (2023-2027) poursuit l'objectif de l'accès direct au logement une priorité pour la réinsertion des personnes sans domicile.

Il répond aux constats d'un sans-abrisme persistant en France et d'une saturation toujours croissante des dispositifs d'hébergement d'urgence dans les territoires. Il s'agit de passer d'une réponse construite dans l'urgence s'appuyant majoritairement sur des places d'hébergement avec des parcours souvent longs et coûteux, à un accès direct au logement avec un accompagnement social adapté aux besoins des personnes.

Un enjeu majeur de connaissance des publics

Constats :

Une offre d'hébergements peu ou mal mobilisée

Une offre de logements numériquement suffisante mais inadaptée aux caractéristiques du public prioritaire

Un défaut d'adhésion des personnes en difficulté d'insertion

Survenance tardive de la prévention des expulsions

Objectifs

1. Faire évoluer l'offre d'hébergement et de logement pour une réponse plus adaptée aux besoins
2. Prévenir les ruptures dans la logique de parcours : étayer l'accès et le maintien dans le logement au travers des dispositifs d'accompagnement
3. Connaissances réciproques des mesures

Pilote(s) / Acteurs

Pilote (s) : DDETSPP – DDT - BAILLEURS SOCIAUX

Acteurs : service social départemental, les bailleurs sociaux, le SIAO, l'ADIL, les associations d'accompagnement social, CAF, MSA, EPCI

Mise en œuvre

1 Faire évoluer l'offre d'hébergement et de logement pour une réponse plus adaptée aux besoins

Axe 1 : Accompagner la réflexion sur le dispositif adapté à la prise en charge spécifiques des personnes sans-abris sur Châteauroux métropole en coordination avec les élus et les forces de l'ordre

Axe 2 : Développer une offre de résidences sociales adaptée aux besoins spécifiques (couples, TSA, housing first …) sur CHATEAUROUX Métropole.

Axe 3 : Favoriser la construction de logements de petite typologie avec un loyer modéré, adaptés aux besoins de certains publics (grands marginaux, jeunes, citoyens français itinérants, etc)

2 Prévenir les ruptures dans la logique de parcours : étayer l'accès et le maintien dans le logement au travers des dispositifs d'accompagnement

Axe 1 : Développer les modes d'accompagnement avec bail glissant dans le secteur privé

Axe 2 : Maintenir une offre d'accompagnement social incluant une dimension d'aller vers et de « référent » pouvant intervenir ou ré intervenir à l'émergence de difficultés (Maraudes, CCAS, Service social du CD …).

Axe 3 : Déployer CHRS et ACT hors les murs pour des publics fragiles

Axe 4 : Favoriser l'ouverture d'une pension de famille (résidence sociale ou résidence accueil ?) pour les personnes en souffrance psychique ou souffrant d'addiction en proximité des services de soins.

Axe 5 : Se saisir des commissions nouvelles du SIAO pour prévenir les sorties de parcours

3 Connaissance des publics et des dispositifs

Cartographier les dispositifs

Un SIAO pivot : suivi des publics et des mesures disponibles avec un pilotage partenarial stratégique

Points de vigilance

Problème de l'adhésion des publics, risque de rupture

Pénurie de petits logements, parc vieillissant / DPE

Evolution réglementaire ; adaptation nécessaire (Loi Kasbarian)

Moyens humains et financiers mobilisables

BOP 177

Territoire : Indre

Indicateurs :

Suivi du taux d'occupation HU

Nombre de logements sociaux T1-T2 livrés

Taux de mobilisation des mesures « logement adapté »

Durée moyenne de séjour en HU

Durée moyenne d'attente de solution (durée d'errance)

Nombre de sorties positives

Liens avec d'autres dispositifs : SI-SIAO

II- Maintien dans le logement

Fiche action n° 8. Organiser une articulation efficace entre les acteurs, les dispositifs et les outils de la Lutte contre l'habitat indigne

Contexte et enjeux

- Une organisation opérationnelle mal connue
- Une mobilisation du dispositif à relancer au regard des besoins potentiels
- Des difficultés pour finaliser les opérations

Objectifs

Améliorer le dispositif existant

Fluidifier la prise en charge globale (sociale, volet coercitif, travaux …) et la résorption des situations de logements indignes

Sensibiliser les partenaires pour améliorer le repérage

Pilote(s) / Acteurs

Pilote (s) : État

Acteurs : L'ensemble des partenaires du logement, de l'insertion, de l'accompagnement social, l'ARS)
Les Maires et les Présidents des EPCI, au titre de leurs pouvoirs de police

Mise en œuvre

Mettre en place des formations auprès des partenaires pour le repérage des situations

Renforcer l'identification des logements insalubres ou non-décents

Pérenniser les financements pour les actions de travaux ou de relogement

Fluidifier l'outil informatique de gestion « Démarches Simplifiées – Fiches de repérage de l'état d'un logement »

Rechercher des nouveaux financements pour les actions de travaux ou de relogement

Communiquer auprès du public, des partenaires et des élus sur le dispositif opérationnel et ses procédures

Favoriser l'accompagnement global des situations repérées

Points de vigilance

Articuler les divers dispositifs relevant de l'amélioration de l'habitat (rénovation thermique, adaptation à la perte d'autonomie, logement indigne)

Veiller à la continuité du suivi des dossiers et à la transmission des informations entre le repérage, la prise en compte du dossier, la mise en œuvre de l'opération et l'accompagnement sanitaire et social.

Veiller au partage des informations entre les acteurs du dispositif spécialisé LHI et les autres acteurs du logement et les acteurs de l'accompagnement social et de l'insertion.

Moyens humains et financiers mobilisables

Crédits spécifiques de la DDT et ceux de droits communs

Les services de l'État (DDT)

Opérateurs désignés par l'État pour assurer les missions (ADIL, pacte territorial à partir de 2025)

Territoire : Indre

Indicateurs :

Délai de traitement des demandes

Nombre de dossiers traités en commission

Nombre d'opérations finalisées

Liens avec d'autres dispositifs :

CCAPEX, PRS, FSL, pacte territorial, ADIL, SDAHGDV, Permis de louer à Châteauroux et Argenton sur Creuse

Fiche action n° 9. Faire connaître et articuler efficacement les acteurs, les dispositifs et les outils de la lutte contre la précarité énergétique

Contexte et enjeux

« Est en situation de précarité énergétique une personne qui éprouve dans son logement des difficultés particulières à disposer de la fourniture d'énergie nécessaire à la satisfaction de ses besoins élémentaires en raison de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'habitat. » (loi du 12 juillet 2010)

- Augmentation des demandes au titre du FSL (multipliée par 4) et auprès du CCAS de Châteauroux
- 269 logements de Propriétaires occupants et 19 de propriétaires bailleurs rénovés dans le cadre de la précarité NRJ

Des dispositifs nationaux et locaux méconnus existent pour aider les ménages à payer leurs factures d'énergie ou à financer les travaux visant à réduire les dépenses énergétiques.

Objectifs

- Rendre visible et accessible à tous les ménages éligibles les programmes de rénovation et d'aides
- Soutenir les initiatives visant la sobriété énergétique des ménages
- Meilleure coordination des acteurs
- Opérer une veille

Pilote(s) / Acteurs

Pilote (s) : DDT - ADIL

Acteurs : Fournisseurs de fluides d'énergies - Association d'information énergie : ADIL - les CCAS - Bailleurs sociaux - EPCI

Mise en œuvre

1 - Opérer une veille

Modéliser un tableau d'indicateurs pour le suivi de la précarité énergétique

2 - Rendre visible et accessible à tous les ménages éligibles les programmes de rénovation énergétique

- Favoriser le « Guichet unique » (One Stop Shop) : Renforcer l'articulation Espaces France services / Espaces conseils France rénov', multiplier les actions d'information des acteurs concernés (ADIL, ANAH…) pour faire connaître les programmes de rénovation énergétique, les prêts à l'accession qui aident à financer les travaux lors de l'achat (PTZ) ….
- protéger les usagers contre le démarchage abusif
- poursuivre les campagnes de thermographies afin d'informer les ménages
- Poursuivre la rénovation du parc privé et public
- aider les propriétaires bailleurs

3 - Améliorer l'interconnaissance entre professionnels ; faciliter les échanges pour mieux coordonner les actions
- Accroître les démarches d'« l'aller vers » pour informer et fédérer plus d'acteurs pour les pactes territoriaux à partir de 2025
- développer les outils d'information d'interconnaissance entre partenaires
- poursuivre la mise à jour d'une cartographie/guide des dispositifs en direction des professionnels
- poursuivre la formation des « France Services » sur les aides à la rénovation
- renforcer la formation des acteurs pour une prise en charge de la précarité énergétique ou décence
- favoriser une vision globale de la problématique logement et accentuer le repérage

4 - Soutenir les initiatives visant la sobriété énergétique des ménages
- Accompagner les ménages sur l'utilisation des équipements visant à maintenir le logement décent
- poursuivre l'accompagnement des usagers après travaux
- Développer concomitamment aux instructions d'aides financières : - des ateliers collectifs et des informations sur la maîtrise des charges locatives via les associations
- Développer concomitamment aux instructions d'aides financières : un accompagnement pour l'accès/le retour à l'emploi

Points de vigilance

La réduction des factures d'énergie et de fluide, la gestion de l'eau notamment, en périodes estivales ou hivernales sera à prendre en compte au regard du changement climatique en cours.

Moyens humains et financiers mobilisables

Accompagnement financier pour réduire la facture énergétique sur le bâti ou équipement (MPR, MPR Sérénité, ANAH…) ; Aide financière pour personnes en précarité (FSL, chèque énergie), partenariat Voltalis sur Châteauroux Métropole, ECOPAC comme support aux sensibilisations

Territoire : Indre

Liens avec d'autres dispositifs :

Indicateurs :

- Montant et évolution des aides attribuées par le FSL et autres collectivités,
- Nombre de ménages ayant reçu une information collective, / Nombre d'évènements organisés pour sensibiliser les ménages aux économies d'énergie
- Nombre de ménages bénéficiaires des aides ANAH et des aides des EPCI à la rénovation énergétique et montant des travaux réalisés dans ces dispositifs.
- Nombre de ménages bénéficiaires du chèque-énergie / taux d'utilisation (DGFIP)

Fiche action n° 10. Mieux prendre en compte les besoins spécifiques des seniors et des personnes en perte d'autonomie

Contexte et enjeux

Dans un Département comme l'Indre fortement marqué par le vieillissement, avec des niveaux de ressources faibles et un habitat souvent individuel, rural et ancien, la problématique de l'adaptation de l'habitat à la perte d'autonomie est un enjeu ancien, mais majeur.
37 % de la population à plus de 60ans, soit 10 points de plus que la moyenne nationale.
14% des demandeurs HLM ont plus de 65 ans en 2022, contre 10% en 2015.
Pour compléter, les données INSEE mettent en avant un Indice de vieillissement (nombre de seniors / 100 jeunes) en 2020. Dans l'Indre : 146, en 2014 – 120 Cher – 127, Loir et Cher – 114, Indre et Loire – 95, Eure et Loir – 87, Loiret – 81 ≈ 108,33

Depuis une expérimentation lancée en 2005, le PIG « adaptation de l'habitat à la perte d'autonomie » regroupe les principaux acteurs concernés par la thématique de la perte d'autonomie et est de plus en plus sollicité : 100 dossiers traités en 2009, 203 en 2013, 446 dossiers en 2021.

Du coté des bailleurs sociaux :
SCALIS : 13% du parc de logements est adapté, ce qui correspond à 1410 logements (taux stable ; environ 150 logements/an).
OPAC 302 logements labellisés HSS (33 individuels + 269 collectifs) + 10 HRPA à Lureuil + 12 à Pouligny-St-Pierre
177 demandes d'adaptation en 2021 avec taux d'acceptation de 86%.

Parallèlement de nombreuses offres d'habitat destinées aux personnes en perte d'autonomie ont été développées ces dernières années pour permettre de répondre à la diversité des besoins et des situations, offres qui s'inscrivent dans des réglementations spécifiques adaptées à leurs particularités.

Objectifs

Poursuivre et améliorer le fonctionnement du dispositif dans le cadre de la convention « pacte territorial » à partir de 2025
Poursuivre l'adaptation du parc social
Faire connaître au grand public mais aussi aux acteurs, les différents types d'offre d'hébergement et de logement pour les personnes en perte d'autonomie afin de favoriser une bonne orientation des publics selon les besoins évalués.

Pilote(s) / Acteurs

Pilote (s) : Département, bailleurs sociaux
Acteurs : Tous les acteurs du logement et de l'accompagnement social

Mise en œuvre

- Mise en œuvre de la fiche action dans le cadre la convention « pacte territorial » à partir de 2025

Mieux faire connaître les possibilités d'exonération ou de crédit d'impôts (25 % du reste à charge) :
Améliorer l'articulation entre les intervenants pour les publics entrant dans le périmètre du pacte territorial, améliorer l'outil ANAH (nécessité d'un back office opérateur)
Exercer une vigilance sur le recours aux aides / fracture numérique
Faire le lien avec d'autres thématiques (LHI, énergie …)

- Adaptation du parc social

Poursuivre les efforts quant à l'adaptation des logements (ex : Opac : 30% de logements labélisés)
Elargir le type d'adaptation aux différents types de handicap (notamment sensoriels)
Améliorer la communication sur l'existence des référents seniors
Améliorer l'évaluation de l'adaptation / mutation
Mieux coordonner ce qui relève de l'adaptation du logement (à charge du bailleur) et des aides techniques via des aides individuelles (APA, PCH)

- Communication et information sur la différenciation des types d'offres d'hébergement et de logement pour les personnes en perte d'autonomie

Clarifier, présenter régulièrement les différents dispositifs pour le logement des personnes en perte d'autonomie à travers tous les outils spécialisés ou non, de communication : le guide pratique et Seniors 36 pour les personnes âgées, MDPH 36.fr pour les personnes handicapées, le Soliguide, les sites de l'Adil, des caisses de retraites, de l'État…
Sensibiliser les relais d'informations, les réseaux et notamment le corps médical

Dans le cadre de cette communication, veiller à rappeler le cadre juridique auquel se réfère l'offre : logement individuel, logement ou hébergement accompagné, établissement médico-social, la réglementation applicable, les possibilités de prise en charge, le type et le niveau d'accompagnement à la perte d'autonomie, etc.

Points de vigilance

Organiser une veille et des circuits d'information des acteurs et du public pour intégrer dans la communication l'évolution de l'offre

Veiller à un bon équilibre territorial des différents types d'offre

Moyens humains et financiers mobilisables

Moyens humains et financiers des services dédiés de l'Etat et du Département

CARSAT

Bailleurs sociaux

Territoire : INDRE

Indicateurs :

Nombre de dossiers du du pacte territorial

Taux de logement adaptés dans le parc social

Nombre de places ou de logements pour chaque type d'offre

Tenir à jour les outils de communication

Liens avec d'autres dispositifs : autres dispositifs de l'ANAH, offre médico-sociale, politique publique de l'autonomie

Fiche action n° 11. Ré-écrire la Charte de prévention des expulsions locatives, organiser et articuler les outils de préventions des expulsions locatives (DSF, CCAPEX) avec l'ensemble des acteurs concernés

Contexte et enjeux

L'État, le Département, les acteurs du secteur social, les associations et les bailleurs sociaux se mobilisent pour la prévention des expulsions locatives.

Malgré cette mobilisation, **le nombre d'assignations augmente**. Plusieurs facteurs expliquent ce phénomène :

- L'augmentation des **coûts de l'énergie** ;
- La **difficulté de mobiliser les ménages** pour les faire adhérer à l'accompagnement social nécessaire à la prévention de l'expulsion ;
- Une **connaissance améliorée de la Ccapex** par le grand public, par les bailleurs privés et les bailleurs municipaux suite aux campagnes d'informations et de formations, notamment par l'Adil ;
- Le manque de moyens pour la prise en charge des **personnes souffrant de troubles psychiques**, de troubles de comportements et des grands marginaux qui peinent à s'inscrire dans une démarche vers et dans le logement de façon pérenne et stable ;
- Une **méconnaissance** pour certains locataires **des obligations réciproques**, dont le paiement d'un loyer et des charges afférentes.

La coordination renforcée des acteurs de la prévention demeure l'enjeu principal ; la stratégie partenariale fera l'objet d'une formalisation dans la future *Charte de prévention des expulsions locatives*.

L'actuelle refonte de la politique de la prévention des expulsions locatives issue de la loi n° 2023-668 du 27 juillet 2023 dite « anti-squat » constitue le nouveau cadre légal.

Objectifs

1. Définir les modalités de la coordination à chaque stade de la procédure
2. Réviser l'arrêté de composition de la Ccapex ; réviser l'arrêté fixant les seuils relatifs à l'ancienneté et au montant de la dette aux fins de saisine de la Ccapex ; réviser le règlement intérieur de la commission aux fins de modifier les procédures d'instruction et de fonctionnement.
3. La révision de ces trois documents vise :
    i. la constitution de dossiers complets avec transmission en amont de la commission pour une **instruction optimisée, éclairée et collégiale** ;
    ii. le déploiement de la **démarche « d'aller vers »**
    iii. la **mobilisation du dispositif pertinent** pour éviter l'expulsion

Pilote(s) / Acteurs

Pilote (s) : Etat - CD

Acteurs : les bailleurs sociaux, le SIAO, l'ADIL, les associations d'accompagnement social, CAF, MSA, EPCI, Action logement, CCAS,
les acteurs, membres de la CCAPEX

Mise en œuvre

Les propositions suivantes sont soumises à la sortie des décrets d'application de la loi « anti-squat » et ne pourront être mise en œuvre qu'à partir de cette échéance :

1. Définir les modalités de **coordination** à l'ensemble des stades de la procédure ;
2. Structurer et coordonner une **politique départementale** de prévention des expulsions selon les principes de responsabilisation des usagers, pour favoriser l'adhésion à l'accompagnement ;
3. Veiller à la **cohérence** des accompagnements en limitant le nombre d'intervenants : la structure qui suit le ménage au moment de l'apparition des impayés de loyers réalise le DSF.
   Pour le reste de la problématique des DSF, l'écriture de la Charte permettra d'apporter les précisions nécessaires.
4. Travailler la notion de **référent de parcours** ;
5. Réviser les arrêtés de **composition** et d'**organisation** de la Ccapex ;
6. Ré-écrire le règlement intérieur de la CCAPEX ;
7. Réaffirmer le rôle de la CCAPEX dans la préconisation des mesures d'accompagnement et de dispositifs en faveur des usagers ;
8. Renforcer le **secrétariat** par des moyens humains ;

La mise en œuvre vise à :

1. Présenter des dossiers complets pour une instruction optimisée, éclairée et collégiale ;
2. Sécuriser la transmission (en limitant l'accès selon les profils des partenaires) des informations entre les partenaires et le secrétariat de la CCAPEX (conformité RGPD ; avec accès à géométrie variable ; …) ;
3. Mettre en œuvre la démarche « d'aller vers », sur préconisation de la commission, pour un traitement équitable des situations ;
4. Renforcer les accompagnements et la mobilisation des ménages de bonne foi en développant les démarches d'aller-vers et territorialiser les prises de contacts pour traiter des situations individuelles ;
5. Favoriser le recours aux dispositifs et outils évitant l'expulsion ;
6. Agir en faveur des ménages endettés, en complément des accompagnements de droit commun, en les orientant vers les points conseil budget, les antennes de prévention de l'ADIL, etc. ;
7. Développer les IML dans le parc privé ou mettre en œuvre l'IML pour les locataires du parc privé pour favoriser le maintien dans le logement ;
8. Se saisir des solutions sur l'ensemble de l'offre hébergement / logement accompagné sur tout le territoire
9. Travailler l'ensemble du parcours y compris l'insertion professionnelles (dont la prescription vers les SIAE) ;
10. Pérenniser des outils comme l'AVDL ;
11. Améliorer l'articulation entre les mesures d'accompagnement en matière de prise en charge des ménages menacés d'expulsions avant et après audience ;
12. Favoriser la mise en adéquation du logement au regard de l'évolution de la composition familiale et des ressources ; favoriser les mutations dans le parc social ;
13. Créer, développer des initiatives locales visant à la prise en charge des personnes menacées d'expulsion dès les premiers impayés et dès le premier stade de la procédure d'expulsion (commandement de payer) ;
14. Rendre lisible à tous les outils de lutte contre les impayés de loyers et les expulsions ;
15. Rendre lisible le rôle de la CCAPEX auprès des usagers ;
16. Réaliser la plaquette destinée aux usagers concernant la CCAPEX et explicitant les différentes phases de la procédure d'expulsion, avec les dispositifs ou structures mobilisables.

Points de vigilance

Déployer la réforme rapidement, de manière opérationnelle et concertée

Moyens humains et financiers mobilisables

Pérennisation de la mission PEX portée par l'ADIL
Mobilisation des dispositifs Action Logement

Territoire : Indre

Indicateurs : Nombre de décisions judiciaires prononçant le commandement à quitter les lieux

Nombre de maintien dans le logement privé avec prescription de mesures IML

Liens avec d'autres dispositifs :

CCAPEX et Pacte des solidarités

III- Coordination et communication

Fiche action n° 12. Améliorer la coordination pour optimiser l'articulation des dispositifs

Contexte et enjeux

- Face aux cumuls des difficultés, et en dépit de l'existence de très nombreux dispositifs d'aides et d'accompagnement, les partenaires peinent à mettre en place un accompagnement suivi, efficace et durable. La multiplicité des dispositifs est perçue comme un mille-feuilles pour les partenaires et les ménages. Enfin, l'action curative prend le dessus sur l'action préventive.
- Poursuivre la sensibilisation des partenaires sur les contours et l'articulation des différents dispositifs. Consolider le travail en réseau en renforçant les liens entre le médical, le social, l'hébergement et le logement. Intégrer de nouveaux partenaires dans les instances existantes.

Objectifs

Améliorer la circulation de l'information pour optimiser l'efficacité des politiques publiques

Simplifier l'orientation des demandeurs

Avoir une **connaissance fine des dispositifs et des missions** de chacun des partenaires

Pilote(s) / Acteurs

Pilote (s) : État et Conseil départemental

Acteurs : Tous les partenaires du PDALHPD

Mise en œuvre

Développer une instance d'échange et de travail avec les acteurs de terrain, pour faire le point annuellement sur les dispositifs, leur activité, leurs évolutions.

Mettre à jour régulièrement les procédures de mobilisation et de fonctionnement des différents dispositifs et organiser la diffusion des informations à tous.

Points de vigilance

Multiplication des réunions

Faire redescendre les informations et la communication aux professionnels de terrain

Moyens humains et financiers mobilisables

Droit commun et politiques publiques de lutte contre la Pauvreté

Territoire : Indre

Indicateurs :

- Nombre de réunions de l'instance du réseau
- Nombre de formations/informations proposées
- Nombre d'actualisation des données transmises aux membre du réseau

Liens avec d'autres dispositifs :

CCAPEX, SDAHGDV, PRS, LHI, FSL, SIAO.

Fiche action n° 13. Développer la communication sur les offres et les dispositifs

Contexte et enjeux

Le renforcement des actions de communication apparaît une nouvelle fois indispensable pour une optimisation de la mise en œuvre des axes et actions définis dans le cadre des travaux du PDALHPD 2024-2029 :

- Des plaquettes prévues dans le précèdent programme non réalisées
- Un besoin affiché d'améliorer la connaissance réciproque des dispositifs
- Un besoin d'interconnaissance entre professionnels

Objectifs

Améliorer la communication interne entre partenaires du PDALHPD (guide, répertoire)
Développer la communication externe, vers les publics
Formaliser un plan de communication en y associant les autres plans (PTSM, PDLHI, SDAGDV …)

Pilote(s) / Acteurs

Pilote (s) : Etat –CD

Acteurs : L'ensemble des partenaires

Mise en œuvre

Communication interne aux partenaires du PDALHPD

Organiser un forum pour les professionnels pour présenter les fiches actions du PDALHPD 2024-2029 et les dispositifs ; proposer un cycle de formation partenariale associant des visites de sites.

Mettre à jour régulièrement (tous les 6 mois) et former les professionnels, sécuriser l'information dans soliguide

Communiquer la liste des dispositifs accompagnée d'une fiche de synthèse des typologies d'hébergement-logement

Communiquer les organigrammes (répertoire, …)

Informer par le biais de newsletter des « nouveautés », évènements …

Communication externe, vers les publics

Identifier des actions de partenaires hors hébergement / logement pouvant être support de communication destiné au grand public

Points de vigilance

La communication engage tous les partenaires et nécessite un investissement à effectif constant.

Rigueur des partenaires dans la mise à jour des documents

Moyens humains et financiers mobilisables

Pas de financement dédié à la communication

Travail à effectif constant

Territoire : Indre

Indicateurs :

Nombre d'informations auprès des professionnels

Nombre d'outils d'information réalisés

Liens avec d'autres dispositifs :

ANNEXES

I. Bilan et constats à l'issue du précèdent PDALHPD

II. Décret n° 2017-1565 du 14 novembre 2017 relatif aux plans départementaux d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées

III. Glossaire

IV. Calendrier de mise en œuvre

V. Suivi des réalisations

Annexe 1 - Bilan et constats à l'issue du précèdent PDALHPD

1-1 Public souffrant de troubles psychiques, addictologie et autres pathologies

Une problématique déjà croissante en 2015 et toujours prégnante selon tous les acteurs qui se traduit par une saturation des structures d'hébergement malgré une augmentation notable des places dédiées (LHSS, ACT, Maison relais, résidence d'accueil, intermédiation locative) et qui, par ailleurs, ne répondent pas à tous les besoins.
Il est aussi mis en exergue l'insuffisance du nombre de places en établissement médico-social, le manque de psychologues / psychiatres et de généralistes (désert médical), l'inadaptation des structures collectives médico-sociales au public avec troubles psy (l'accès au soin est plus compliqué qu'en 2015, les demandes d'entrée en pension de famille concernent plus souvent des personnes d'âge moyen ou même des jeunes.
Aussi, les bailleurs sont très démunis face à des locataires souffrant de troubles multiples, par manque d'accompagnement spécifique pour le public non stabilisé.

1-2 Public en lien avec la demande d'asile / déboutés

L'accroissement considérable de la demande d'asile en 2015 a des répercussions sur l'hébergement de droit commun et entraîne le glissement vers les personnes déboutées du droit d'asile.
Si l'orientation du public depuis 2014 (en CHRS et SHT) s'est améliorée, les structures d'hébergement dédiées à ces publics sont saturées. Même si le nombre de places a progressé en CADA et HUDA, les besoins débordent sur l'urgence et sur le territoire hors agglomération : HU et nuitées hôtelières sont embolisés non plus par les demandeurs d'asile mais par les personnes déboutées.
Il est rappelé la vigilance à renforcer quant à l'anticipation des parcours liés à la demande d'asile et à celle de la poursuite du rôle de coordination du SIAO (la préfecture n'est plus guichet unique (GUDA) : gestion au niveau régional)

1-3 Sédentarisation des des citoyens français itinérants

Si l'intégralité du territoire est concernée par cette problématique, les difficultés restent concentrées sur l'agglomération castelroussine.
La MOUS portée le CCAS de Châteauroux Métropole a été renouvelée en charge, depuis 2018, de l'opération de Résorption de l'Habitat Insalubre (RHI bidonville Croix Blanche).
La production de solutions adaptées aux besoins spécifiques des GDV doit être diversifiée en tenant compte des freins à la sédentarisation :

- en accession au regard de la situation des propriétaires de terrains non constructibles et de la frilosité des établissements préteurs, d'autant .
- en locatif selon la contrainte des coûts de production et de l'accompagnement social toujours d'actualité pour éviter les risques d'impayés de loyers et de charges sur les grands logements suite à la perte des APL lorsque les enfants grandissent (« travailler » à une mutation vers un logement plus adapté).

La réforme des terrains familiaux (2 sanitaires + normes de confort accrues) entraîne un surcoût préjudiciable à ce type d'habitat.

1-4 Victimes de violences intra-familiales

Ce public a accru sa visibilité et est, de fait mieux pris en charge depuis 2015.
Un meilleur repérage et prise en charge grâce à l'affectation de travailleurs sociaux au sein des services de police / gendarmerie et un travail partenarial permettent de faire remonter les situations non judiciarisées (Commission VIF chaque trimestre).
Parallèlement, une offre fléchée « victimes de violences » s'est développée.

1-5 Public jeune

Avec la crise sanitaire et sociale, de plus en plus de jeunes basculent vers la grande précarité et sont en voie de marginalisation (ressources non pérennes, ruptures du parcours logement, des liens familiaux…)
Certains n'ont pas les « codes » nécessaire à la gestion d'un logement ; d'autres n'ont aucune ressource financière. Par ailleurs, on note aussi une augmentation de jeunes avec des troubles psychiques.
Il est noté un manque de logements temporaires en zone rurale mais également sur Châteauroux ainsi qu'un manque de places immédiatement disponibles en CHRS insertion regroupé (11 places).

1-6 Adapter l'offre en hébergement et en logement aux besoins spécifiques des ménages fragilisés

- **Ajuster l'offre d'hébergement d'urgence et d'insertion**

Déséquilibre urbain / rural
Besoins polarisés sur Châteauroux mais saturation de l'offre ; une offre peu adaptée aux femmes et encore moins aux femmes avec enfants

- **Adapter l'offre de logements aux ressources et au profil des ménages**

Les démolitions/ reconstructions dans la cadre des vagues de PRU ont fait évoluer l'offre de logements : plus petits mais en moins grand nombre : la tension s'accroît notamment à Châteauroux

Il est aussi à noter le besoin existe toujours de solutions intermédiaires pour des personnes ne relevant pas de l'hébergement mais incapables d'avoir un logement autonome malgré un net développement (mesures d'intermédiation locative passé de 12 à 101, places en maison relais de 55 à 110, en résidences d'accueil de 12 à 38).

2-1 Lutte contre l'habitat indigne, l'indécence et la précarité énergétique

Cette problématique, importante dans l'Indre en 2009, tend à s'améliorer légèrement ; le recours aux aides augmente grâce à une bonne couverture en dispositifs opérationnels et à la mise en place d'un guichet unique.

Les résultats de la lutte contre l'habitat indigne sont plus nuancés, surtout en ce qui concerne le parc locatif privé (paupérisation, parc social de fait) ; le recours aux aides est stable):

2-2 Adaptation du parc à la perte d'autonomie

Le territoire est fortement marqué par le vieillissement de la population (30% des ménages sont âgés de 60 ans et plus en 2009) qui s'est accéléré depuis (35% en 2019)
Le 5ème PIG (2019-2024) pour l'adaptation des logements atteste d'une demande toujours aussi importante ; il enregistre un niveau record avec 380 demandes déposées en 2019 ; 364 en 2020 ; 446 en 2021 (2867 opérations réalisées depuis 2005) alors que l'anticipation des besoins reste très limitée (demande tardive : en moyenne 79 ans) et souvent en urgence se heurtant aux délais d'instruction (moins d'1 mois pour la visite à domicile après dépôt du dossier) et de réalisation des travaux (= au total environ 10 mois).
Dans le parc locatif, si le nombre de logements adaptée a cru, les demandes restent supérieures à l'offre.

2-3 Prévention des impayés et des expulsions locatives

Le contexte sanitaire et social a pesé sur le volet préventif des actions. Toutefois le nombre de dossiers annuels instruits en CCAPEX n'augmente pas (314 en 2014 ; 294 en 2021).
La réforme du Diagnostic Social et Financier (DSF) devrait favoriser la prévention en CCAPEX. Les travailleurs sociaux seront saisis plus tôt (moins de dette, moins de travail dans l'urgence).
La convocation des locataires lors des CCAPEX est intéressante pour une prise en charge des personnes concernées ; par souci d'égalité de traitement, elle doit être étendue à l'ensemble du département dans le parc locatif.

3-1 Améliorer la coordination pour optimiser l'articulation des dispositifs

La multitude et le cloisonnement des dispositifs peuvent aboutir à une sous-utilisation préjudiciable au maintien dans le logement : dans le contexte de crise, ce fonctionnement en silo nuit encore plus à l'efficacité de l'action publique.
L'amélioration de la coordination doit éviter la récurrence de certaines situations et rendre lisible aux « grands publics » la multiplicité des acteurs et des dispositifs

3-2 Développer la communication sur l'offre et les dispositifs

La bonne circulation de l'information constitue un enjeu à prioriser pour optimiser l'efficacité des politiques publiques
Les habitudes de travail limitent parfois la circulation de l'information et conduit à un non recours aux dispositifs existants.
La complexité des démarches pour l'usager et une méconnaissance des aides peuvent conduire au renoncement de la part d'un public touché par de multiples difficultés.

Annexe 2 Décret n° 2017-1565 du 14 novembre 2017 relatif aux plans départementaux d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées

Le Premier ministre,
Sur le rapport du ministre de la cohésion des territoires,
Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L. 301-5-1, L. 313-19, L. 364-1, L. 365-2, L. 365-3, L. 365-4, L. 366-1, L. 441-1, L. 441-1-5, L. 441-1-6, L. 441-2-3, L. 481-1 et R. 331-1 ;
Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 5219-2 et L. 7223-5 ;
Vu la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, notamment son article 24 ;
Vu la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement ;
Vu le décret n° 2005-1755 du 30 décembre 2005 relatif à la liberté d'accès aux documents administratifs et à la réutilisation des informations publiques, pris pour l'application de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978, notamment son article 31 ;
Vu le décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public, notamment son article 1er ;
Vu l'avis du Conseil national de l'habitat en date du 26 juin 2017 ;
Vu l'avis du Conseil national d'évaluation des normes en date du 6 juillet 2017 ;
Le Conseil d'État (section des travaux publics) entendu,
Décrète :

Chapitre Ier : Élaboration du plan (Articles 1 à 6)

Article 1

Les membres du comité responsable du plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées mentionné à l'article 2 de la loi du 31 mai 1990 susvisée sont nommés par un arrêté conjoint du préfet et du président du conseil départemental, qui fait l'objet des mesures de publicité prévues à l'article 4.

Le comité responsable du plan comprend au moins :
- un représentant de chaque établissement public de coopération intercommunale ayant conclu, en application de l'article L. 301-5-1 du code de la construction et de l'habitation, une convention avec l'Etat par laquelle celui-ci lui délègue les compétences en matière de logement mentionnées au IV et au V de cet article, ou étant tenu de se doter d'une convention intercommunale d'attribution en application de l'article L. 441-1-5 du code de la construction et de l'habitation ;
- un représentant de la métropole du Grand Paris, dans chacun des départements d'Ile-de-France comportant au moins une commune membre de cette dernière ;
- un maire ;
- un représentant des associations dont l'un des objets est la lutte contre les exclusions, pour l'insertion ou le logement des personnes défavorisées ou dont l'objet est la défense des personnes en situation d'exclusion par le logement ;
- un représentant des organismes disposant des agréments définis aux articles L. 365-2 à L. 365-4 du code de la construction et de l'habitation, qui exercent des activités de maîtrise d'ouvrage, des activités d'ingénierie sociale, financière et technique et des activités d'intermédiation locative et de gestion locative sociale ;
- un représentant des organismes d'habitations à loyer modéré ou des sociétés d'économie mixte agréées en application de l'article L. 481-1 du code de la construction et de l'habitation ;
- un représentant des bailleurs privés ;
- un représentant de chacun des organismes payeurs des aides personnelles au logement ;
- un représentant de la société mentionnée à l'article L. 313-19 du code de la construction et de l'habitation ;
- un représentant des organismes œuvrant dans le domaine de l'accueil, l'hébergement et l'accompagnement vers l'insertion et le logement des personnes sans domicile ;
- un représentant des personnes mentionnées au premier alinéa de l'article 2 de la loi du 31 mai 1990 susvisée ;

- un représentant, sur leur demande, de chacune des associations d'information sur le logement mentionnées au troisième alinéa de l'article L. 366-1 du code de la construction et de l'habitation, compétentes sur le périmètre du plan.

Article 2
Six mois au moins avant le terme du plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées en cours, le préfet et le président du conseil départemental font connaître, par une information sur le site internet de la préfecture et du département, leur décision d'élaborer un nouveau plan. Ils en informent par courrier les communes concernées et les établissements publics de coopération intercommunale mentionnés à l'article 1er du présent décret, ainsi que les autres personnes morales concernées mentionnées à l'article 3 de la loi du 31 mai 1990 susvisée qui avaient été associées à l'élaboration du plan en cours.
Le comité responsable du plan associe à l'élaboration du nouveau plan ces collectivités et établissements, ainsi que les autres personnes morales concernées mentionnées à l'article 3 de la loi du 31 mai 1990 qui en auront fait la demande trois mois au moins avant le terme du plan en cours, les personnes que le préfet et le président du conseil départemental auront désignées et des représentants des personnes mentionnées au premier alinéa de l'article 2 de la loi du 31 mai 1990.
Le préfet et le président du conseil départemental fixent par arrêté conjoint la liste des personnes morales associées à l'élaboration du plan. Les modalités de cette association font l'objet d'une information sur le site internet de la préfecture et du département.

Article 3
Le préfet et le président du conseil départemental procèdent à l'évaluation du plan en cours et à l'évaluation territorialisée des besoins mentionnés au II de l'article 4 de la loi du 31 mai 1990 susvisée, préalablement à l'élaboration du nouveau plan.
L'évaluation du plan consiste en une analyse des effets du plan sur l'évolution du nombre et de la situation des personnes et familles mentionnées à l'article 1er de la loi du 31 mai 1990, et en une appréciation de l'adéquation du plan au regard de ses objectifs.
Pour l'évaluation des besoins, le comité responsable du plan s'appuie notamment sur la réalisation, à l'initiative du préfet, d'un diagnostic partagé entre les acteurs. Le diagnostic porte sur l'ensemble des difficultés de logement et d'hébergement des personnes défavorisées. Il établit une analyse quantitative et qualitative des besoins à partir des caractéristiques du territoire, de l'adéquation entre l'offre et les besoins existants et à venir, des parcours individuels, des besoins d'accompagnement social, sanitaire et médicosocial et de la coordination des acteurs et des dispositifs. Ce diagnostic est réalisé et transmis au comité responsable du plan à l'occasion de l'élaboration et de chaque renouvellement de celui-ci. Il est également actualisé en tout ou partie en cas de révision du plan et pour l'évaluation à mi-parcours mentionnée à l'article 2 de la loi du 31 mai 1990.

Article 4
Le nouveau plan est adopté dans les conditions prévues à l'article 4-1 de la loi du 31 mai 1990 susvisée, après avis du comité régional de l'habitat et de l'hébergement ou, dans les départements d'outre-mer, du conseil départemental de l'habitat et de l'hébergement, mentionnés à l'article L. 364-1 du code de la construction et de l'habitation.
L'avis de ce comité ou de ce conseil est rendu dans le délai de trois mois. A défaut, l'avis est réputé avoir été rendu.
Le plan est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et selon les dispositions de l'article 31 du décret du 30 décembre 2005 susvisé.

Article 5
Le nouveau plan est arrêté au plus tard au terme du plan en cours. A défaut, le plan en cours est prorogé jusqu'à ce que soit arrêté le nouveau plan, et au plus pour une durée de douze mois. La décision de prorogation, prise après avis de l'instance mentionnée à l'article 4, fait l'objet des mesures de publicité prévues au même article.

Article 6

A l'initiative du préfet et du président du conseil départemental, le plan en cours peut être révisé, sans que toutefois cette révision puisse avoir pour effet de porter à plus de six ans la durée du plan.

Chapitre II : Mise en œuvre du plan (Articles 7 à 10)

Article 7

Le comité responsable peut déléguer tout ou partie de ses compétences prévues à l'article 8 à un comité technique permanent qui lui rend compte.
Le comité technique est composé des représentants du comité responsable du plan. Il peut prendre la forme d'un groupement d'intérêt public constitué en application du décret du 26 janvier 2012 susvisé, ayant pour objet la mise en œuvre de tout ou partie des compétences du chapitre Ier de la loi du 31 mai 1990 susvisée. En ce cas, les dispositions prévues au II de l'article 1er de ce décret s'appliquent.
Le comité responsable du plan se réunit au moins deux fois par an.
Son secrétariat est assuré par l'Etat et le département ou le cas échéant par le groupement d'intérêt public prévu par cet article.

Article 8

Le comité responsable du plan veille à la mise en œuvre effective des actions prévues et à leur cohérence. Il coordonne les instances locales, établit chaque année un bilan consolidé et contribue à l'évaluation du plan. Il propose, le cas échéant, la révision du plan selon les dispositions de l'article 6.
Il tient à jour la liste des dispositifs d'accompagnement social et de diagnostics sociaux mis en œuvre dans le département dans le cadre défini par le plan conformément au 9° du IV de l'article 4 de la loi du 31 mai 1990 susvisée.
Il vérifie que le fonds de solidarité pour le logement et, le cas échéant, les fonds locaux concourent aux objectifs du plan et font des propositions en la matière. En lien avec la commission de coordination des actions de prévention des expulsions locatives (CCAPEX) mentionnée à l'article 7-2 de la loi du 31 mai 1990, il s'assure du concours du fonds de solidarité pour le logement et, le cas échéant, des fonds locaux, en vue du maintien dans le logement et du relogement des personnes menacées d'expulsion.
Le bilan annuel est territorialisé et tient compte des domaines de compétences des acteurs et des périmètres de leur territoire de compétence. Après son adoption par le comité responsable du plan, il est transmis à l'instance mentionnée à l'article 4 et il fait l'objet d'une publication sur le site internet de la préfecture et du département.

Article 9

La composition des instances locales prévues à l'article 3 de la loi du 31 mai 1990 susvisée, et désignées par le plan, est fixée par arrêté conjoint du préfet et du président du conseil départemental.
Elles sont présidées par un représentant de l'Etat ou par un représentant du département ou par un représentant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'habitat lorsque le périmètre de l'instance locale est celui de l'établissement public et qu'il a conclu une convention de délégation selon les modalités prévues à l'article L. 301-5-1 du code de la construction et de l'habitation.

Outre un représentant de l'Etat et un représentant du département, elles comprennent les représentants des organismes compétents dans le périmètre de l'instance et notamment :
- le cas échéant, le représentant de l'établissement public de coopération intercommunale ayant conclu, en application de l'article L. 301-5-1 du code de la construction et de l'habitation, une convention avec l'Etat, ou le représentant de l'établissement public de coopération intercommunale ayant conclu la convention intercommunale d'attribution mentionnée à l'article L. 441-1-6 du code de la construction et de l'habitation ;
- un maire ;
- un représentant de chacun des organismes payeurs des aides personnelles au logement ;
- un représentant des associations dont l'un des objets est la lutte contre l'exclusion, l'insertion ou le logement des personnes défavorisées ou la défense des personnes en situation d'exclusion par le logement ;

- un représentant des organismes d'habitations à loyer modéré ou des sociétés d'économie mixte agréées en application de l'article L. 481-1 du code de la construction et de l'habitation ;
- un représentant de la société mentionnée à l'article L. 313-19 du code de la construction et de l'habitation ;
- un représentant des personnes mentionnées au premier alinéa de l'article 2 de la loi du 31 mai 1990.

L'instance peut également comprendre le maire, ou son représentant, de la commune sur le territoire de laquelle se trouve le logement des ménages concernés.
Les instances locales peuvent se voir confier notamment :

a) Par le préfet ou son délégataire, ou par les autres réservataires, un rôle de proposition des demandeurs de logement, dans le cadre de l'exercice de leurs droits de réservation des logements dans le département au profit des demandeurs reconnus prioritaires et à loger en urgence, en application de l'article L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation, et au profit des personnes prioritaires mentionnées à l'article L. 441-1 du même code, ainsi qu'un rôle de proposition d'un logement adapté au profit de ces demandeurs ;
b) b) Par le comité responsable du plan :

- la mise en œuvre de tout ou partie des actions du plan, y compris, si les règlements intérieurs du fonds de solidarité pour le logement ou, le cas échéant, des fonds locaux le prévoient, la mise en œuvre des actions prévues par le fonds de solidarité ou par les fonds locaux ;
- un rôle de proposition auprès des organismes bailleurs dans l'attribution des logements très sociaux mentionnés au II de l'article R. 331-1 du code de la construction et de l'habitation ;
- l'élaboration de solutions adaptées aux cas des ménages en difficulté ;
- la mise en place des mesures d'accompagnement ;

c) Par le président du conseil départemental ou le responsable d'un fonds local, l'octroi des aides prévues par le fonds de solidarité pour le logement ou le fonds local ;
d) d) La mise en œuvre d'actions complémentaires décidées sur le territoire concerné.

Article 10
Les membres du comité responsable du plan, du comité technique et des instances locales du plan, ainsi que toute personne appelée à assister aux réunions de ces comités et instances et les agents chargés de recueillir et exploiter les données nominatives relatives aux personnes et familles dont les situations sont examinées par ces instances, sont tenus à une obligation de confidentialité.

Chapitre III : Dispositions d'adaptation à l'outre-mer (Article 11)

Article 11
Pour l'application du présent décret en Guyane et en Martinique :
1° Les attributions dévolues au conseil départemental ou à son président sont exercées par l'assemblée de Guyane ou par son président et par l'assemblée de Martinique ou par le président du conseil exécutif de Martinique ou, dans le cas prévu à l'article L. 7223-5 du code général des collectivités territoriales, par le président de l'assemblée de Martinique ;
2° Les références faites au département ou au conseil départemental sont remplacées par les références à la Guyane et à la Martinique.

Chapitre IV : Dispositions finales (Articles 12 à 14)

Article 12
Les comités responsables d'un plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées peuvent continuer d'exercer leurs compétences jusqu'à la nomination des nouveaux membres du comité et au plus tard trois mois à compter de l'entrée en vigueur du présent décret.
Les plans en cours à la date de publication du présent décret sont, s'il y a lieu, révisés pour être mis en conformité avec les dispositions de ce décret, en ce qui concerne notamment l'offre de services d'accompagnement social vers et dans le logement et de diagnostic social.

Article 13

A modifié les dispositions suivantes

- Abroge Décret n°2007-1688 du 29 novembre 2007 (Ab)
- Abroge Décret n°2007-1688 du 29 novembre 2007 - Chapitre II : Contenu du plan (Ab)
- Abroge Décret n°2007-1688 du 29 novembre 2007 - Chapitre III : Mise en oeuvre du plan (Ab)
- Abroge Décret n°2007-1688 du 29 novembre 2007 - Chapitre IV : Dispositions finales (Ab)
- Abroge Décret n°2007-1688 du 29 novembre 2007 - Chapitre Ier : Procédure d'élaboration du plan (Ab)
- Abroge Décret n°2007-1688 du 29 novembre 2007 - art. 1 (Ab)
- Abroge Décret n°2007-1688 du 29 novembre 2007 - art. 10 (Ab)
- Abroge Décret n°2007-1688 du 29 novembre 2007 - art. 11 (Ab)
- Abroge Décret n°2007-1688 du 29 novembre 2007 - art. 12 (Ab)
- Abroge Décret n°2007-1688 du 29 novembre 2007 - art. 13 (Ab)
- Abroge Décret n°2007-1688 du 29 novembre 2007 - art. 14 (Ab)
- Abroge Décret n°2007-1688 du 29 novembre 2007 - art. 15 (Ab)
- Abroge Décret n°2007-1688 du 29 novembre 2007 - art. 16 (Ab)
- Abroge Décret n°2007-1688 du 29 novembre 2007 - art. 17 (Ab)
- Abroge Décret n°2007-1688 du 29 novembre 2007 - art. 2 (Ab)
- Abroge Décret n°2007-1688 du 29 novembre 2007 - art. 3 (Ab)
- Abroge Décret n°2007-1688 du 29 novembre 2007 - art. 4 (Ab)
- Abroge Décret n°2007-1688 du 29 novembre 2007 - art. 5 (Ab)
- Abroge Décret n°2007-1688 du 29 novembre 2007 - art. 6 (Ab)
- Abroge Décret n°2007-1688 du 29 novembre 2007 - art. 7 (Ab)
- Abroge Décret n°2007-1688 du 29 novembre 2007 - art. 8 (Ab)
- Abroge Décret n°2007-1688 du 29 novembre 2007 - art. 9 (Ab)

Article 14

Le ministre de la cohésion des territoires et la ministre des solidarités et de la santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 14 novembre 2017.

Edouard Philippe
Par le Premier ministre :

Le ministre de la cohésion des territoires,
Jacques Mézard

La ministre des solidarités et de la santé,
Agnès Buzyn

Annexe 3 - Glossaire

AAH Allocation Adulte Handicapé

ACEP Association Clubs Equipes de Prévention

ADEME Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie

ADIL Agence Départementale d'Information sur le Logement

AEB Aide Éducative Budgétaire

AHI Accueil Hébergement et Insertion

AIVS Agence Immobilière à Vocation Sociale

ALEC Agence Locale de l'Énergie et du Climat

ALT Allocation Logement Temporaire

APA Allocation Personnalisée d'Autonomie

APL Aide Personnalisée au Logement

ANAH Agence Nationale de l'Habitat

ARS Agence Régionale de Santé

ASLL Accompagnement Social Lié au Logement

ASS Allocation Solidarité Spécifique

AVDL Accompagnement Vers et dans le Logement

BDF Banque de France

CADA Centre d'Accueil des Demandeurs d'Asile

CAF Caisse d'Allocations Familiales

CCAPEX Commission départementale de Coordination des Actions de Prévention des Expulsions locatives Glossaire

CCAS Centre Communal d'Action Sociale

CDAD Conseil Départemental de l'Accès au Droit

CESF Conseillère en Économie Sociale et Familiale

CD Conseil départemental

CHRS Centre d'Hébergement et de Réinsertion sociale

CIL Conférence Intercommunale du logement

CIAS Centre Intercommunal d'Action Sociale

CLE Contrat Local d'Engagement

CLS Contrat Local de Santé

CMP Centre Médico Psychologique

CMUC Couverture Maladie Universelle Complémentaire

CODHAJ Comité Départemental pour l'Habitat des Jeunes

CPH Centre Provisoire d'Hébergement

CUCS Contrat Urbain de Cohésion Sociale

CUS Convention d'Utilité Sociale

DALO Droit au Logement Opposable

DDETSPP Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations

DDT Direction Départementale des Territoires

DPE Diagnostic de Performance Énergétique

EDF Électricité de France

EPCI Établissement Public de Coopération Intercommunale

FJT Foyer de Jeunes Travailleurs

FSL Fonds de Solidarité pour le Logement

GDF SUEZ Gaz de France

GRL Garantie des Risques Locatifs

HU Hébergement d'Urgence

HUDA Hébergement d'Urgence des Demandeurs d'Asile

MAESF Mesure d'Accompagnement en Économie Sociale et Familiale

MAJ Mesure d'Accompagnement Judiciaire

MASP Mesure d'Accompagnement Social Personnalisé

MDPH Maison Départementale pour les Personnes Handicapées

MJAGBF Mesure Judiciaire d'Aide à la Gestion du Budget Familial

MOUS Maîtrise d'Œuvre Urbaine et Sociale

MSA Mutualité Sociale Agricole

OPAH Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat

OPAH RU Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de renouvellement urbain

ORTHI Outil de Repérage et de Traitement de l'Habitat Indigne

PDLHI Pôle départemental de Lutte contre l'Habitat Indigne et non décent

PETR Pôle d'équilibre Territorial et Rural

PIG Programme d'Intérêt Général Glossaire

PLAI Logement financé avec un Prêt Locatif Aidé d'Intégration

PLH Programme Local de l'Habitat

PLUS Logement financé avec un Prêt Locatif à Usage Social

PMR Personnes à Mobilité Réduite

PPPI Parc Privé Potentiellement Indigne

PRAHDA Programme d'Accueil et d'Hébergement des Demandeurs d'Asile

PREH Plan de Rénovation Énergétique de l'Habitat Prime

ASE Prime Aide de Solidarité Écologique

PRU Plan de Renouvellement Urbain

PTRE Plateforme Territoriale de la Rénovation Énergétique

RGPD Règlement Général sur la Protection des Données

RSA Revenu de Solidarité Active

RSD Règlement Sanitaire Départemental

SCOT Schéma de Cohérence Territoriale

SIAO Service Intégré d'Accueil et d'Orientation

SRU Solidarité et Renouvellement Urbain

SOLIHA Solidaires pour l'Habitat

TPN Tarif Première Nécessité Glossaire

TSS Tarif Spécial de Solidarité

USH Union Sociale de l'Habitat

Annexe 4 - Calendrier de la mise en œuvre des actions

		2024	2025	2026	2027	2028	2029
Accès à l'hébergement et au logement	1-1 **Optimiser le fonctionnement SIAO et adapter son utilisation pour un positionnement central**						
	1-2 **Mieux prendre en compte les besoins spécifiques des publics souffrant de troubles psychiques pour l'hébergement et l'accès au logement**						
	1-3 **Mieux prendre en compte les besoins spécifiques des publics migrants**						
	1-4 **Mieux prendre en compte les besoins spécifiques des citoyens français itinérants en matière de logement**						
	1-5 **Femmes victimes de violences**						
	1-6 **Mieux prendre en compte les besoins spécifiques des publics jeunes en matière d'HU et d'accès au logement**						
	1-7 **Fluidité : Favoriser la transition de l'HU vers le logement et les structures d'insertion**						
Maintien dans le logement	2-1 **Organiser une articulation efficace entre les acteurs, les dispositifs et les outils de la Lutte contre l'habitat indigne**						

	2-2 **Faire connaitre et articuler efficacement les acteurs, les dispositifs et les outils de la lutte contre la précarité énergétique**						
	2-3 **Mieux prendre en compte les besoins spécifiques des séniors et des personnes en perte d'autonomie**						
	2-4 **Ré écriture de la Charte de prévention des expulsions et organisation, articulation des outils de la lutte contre les expulsions (DSF, CCAPEX) ; organisation des dispositifs avec l'ensemble des acteurs concernés**						
Coordination et communication	3-1 **Améliorer la coordination pour optimiser l'articulation des dispositifs**						
	3-2 **Développer la communication sur l'offre et les dispositifs**						

Annexe 5 - Suivi des réalisations

AXES	FICHE ACTION	INDICATEURS PREVUS	SOURCES	DISPONIBILITE	T0	VALEURS T0
Accès à l'hébergement et au logement	1-1 **Optimiser le fonctionnement SIAO et adapter son utilisation pour un positionnement central**	Nombre d'orientations / nombre de ménages enregistrés (SI-SIAO°)				
		Nombre de commissions organisées				
		Nombre d'orientations (examinées en commission)				
		Nombre de formations réalisées auprès des prescripteurs				
	1-2 **Mieux prendre en compte les besoins spécifiques des publics souffrant de troubles psychiques pour l'hébergement et l'accès au logement**	Nombre de places de pension de famille créées				
		Nombre de dispositifs spécifiques déployés				
		Nombre de formations développées entre acteurs				
		Nombre de situations ayant fait l'objet de concertation				
	1-3 **Mieux prendre en compte les besoins spécifiques des publics migrants**	Nombre de situations examinées en SIAO				
		Alimentation de l'observatoire				
		Nombre de BPI ayant intégré un logement avec le délai moyen				
		Nombre de formations/informations mises en place				

	1-4 **Mieux prendre en compte les besoins spécifiques des citoyens français itinérants en matière de logement**	Nombre de familles issues de la communauté des citoyens français itinérants intégrées dans un parcours de sédentarisation				
		Nombre de création de logements adaptés				
		Nombre de mesures d'accompagnement social mobilisées pour les citoyens français itinérants dans un parcours de sédentarisation				
	1-5 **Femmes victimes de violences**	Nombre d'outils/supports revus				
		Nombre de nouvelles places attribuées				
		Nombre de formations mises en place				
	1-6 **Mieux prendre en compte les besoins spécifiques des publics jeunes en matière d'HU et d'accès au logement**	Nombre d'évènements visant l'interconnaissance				
		Nombre de mesures d'accompagnement mises en œuvre pour les jeunes				
		Nombre de logements sociaux attribués aux jeunes hors études				
	1-7 **Fluidité : Favoriser la transition de l'HU vers le logement et les structures d'insertion**	Suivi du taux d'occupation HU				
		Nombre de logements sociaux T1-T2 livrés				
		Taux de mobilisation des mesures « logement adapté »				
		Durée moyenne de séjour en HU				
		Durée moyenne d'attente de solution (durée d'errance)				

		Nombre de sorties positives				
Maintien dans le logement	2-1 **Organiser une articulation efficace entre les acteurs, les dispositifs et les outils de la Lutte contre l'habitat indigne**	Délai de traitement des demandes				
		Nombre de dossiers traités en commission				
		Nombre d'opérations finalisées				
	2-2 **Faire connaitre et articuler efficacement les acteurs, les dispositifs et les outils de la lutte contre la précarité énergétique**	Montant et évolution des aides attribuées par le FSL et autres collectivités,				
		Nombre de ménages ayant reçu une information collective, / Nombre d'évènements organisés pour sensibiliser les ménages aux économies d'énergie				
		Nombre de ménages bénéficiaires des aides ANAH et des aides des EPCI à la rénovation énergétique et montant des travaux réalisés dans ces dispositifs.				
		Nombre de ménages bénéficiaires du chèque-énergie / taux d'utilisation (DGFIP)				
	2-3 **Mieux prendre en compte les besoins spécifiques des séniors et des personnes en perte d'autonomie**	Nombre de dossiers du PIG autonomie				
		Taux de logement adaptés dans le parc social				
		Nombre de places ou de logements pour chaque type d'offre				
		Tenir à jour les outils de communication				

	2-4 **Ré écriture de la Charte de prévention des expulsions et organisation, articulation des outils de la lutte contre les expulsions (DSF, CCAPEX) ; organisation des dispositifs avec l'ensemble des acteurs concernés**	Nombre de décisions judiciaires prononçant le commandement à quitter les lieux				
		Nombre de maintien dans le logement privé avec prescription de mesures IML				
Coordination et communication	3-1 **Améliorer la coordination pour optimiser l'articulation des dispositifs**	Nombre de réunions de l'instance du réseau				
		Nombre de formations/informations proposées				
		Nombre d'actualisation des données transmises aux membre du réseau				
	3-2 **Développer la communication sur l'offre et les dispositifs**	Nombre d'informations auprès des professionnels				
		Nombre d'outils d'information réalisés				

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_100

Portant réglementation de la circulation sur la D36B du PR 4+600 au PR 5+150, le vendredi 07 février 2025, à l'occasion de travaux de sondages géotechniques, sur le territoire de la commune de BAZAIGES.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis réputé favorable de M./Mme le Maire de Bazaiges,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (La Châtre),

Vu la demande présentée le 23/01/2025 par la SOCIETE LAONNOISE DE TRAVAUX PUBLICS demeurant 13 RUE DE LA RIVIERE 02000 ETOUVELLES,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D36B du PR 4+600 au PR 5+150**,** le vendredi 07 février 2025**,** à l'occasion de travaux de sondages géotechniques,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LA CHÂTRE,

ARRÊTE

Article 1 :
Le vendredi 07 février 2025, sur la D36B du PR 4+600 au PR 5+150, hors agglomération, sur le territoire de la commune de **BAZAIGES**, à l'occasion de travaux de sondages géotechniques, réalisés par la SOCIETE LAONNOISE DE TRAVAUX PUBLICS et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par un alternat par sens prioritaire par panneaux B15 et C18.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 30 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par la **SOCIETE LAONNOISE DE TRAVAUX PUBLICS** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
La SOCIETE LAONNOISE DE TRAVAUX PUBLICS,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
Au maire de la commune de BAZAIGES,
Unité Territoriale de LA CHATRE,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Nicolas MOREAU
UT La Châtre
3 févr. 2025

Renseignements
Unité Territoriale de LA CHATRE
2 rue Joseph Ageorges, 36400 LA CHATRE - Tél. 02.54.62.12.20
DGARTPE-UTLACHATRE@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_111

Portant réglementation de la circulation sur diverses routes départementales, du jeudi 13 février 2025 au vendredi 14 mars 2025, à l'occasion de travaux de remplacement de poteaux télécom, sur le territoire de la commune d'AZAY-LE-FERRON.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Le maire d'AZAY-LE-FERRON,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2024-10-10-00005 du 10 octobre 2024 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),

Vu la demande présentée le 24/01/2025 par l'entreprise CONSTRUCTEL CONSTRUCTIONS TÉLÉCOMMUNICATION demeurant 1 Rue Jean-Baptiste Corot, 26800 PORTES-LES-VALENCE,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur diverses routes départementales, du jeudi 13 février 2025 au vendredi 14 mars 2025, à l'occasion de travaux de remplacement de poteaux télécom,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LE BLANC,

ARRÊTENT

Article 1 :
Du jeudi 13 février 2025 au vendredi 14 mars 2025, en et hors agglomération, sur le territoire de la commune d'**AZAY-LE-FERRON**, à l'occasion de travaux de remplacement de poteaux télécom, réalisés par l'entreprise CONSTRUCTEL CONSTRUCTIONS TELECOMMUNICATION et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée de la façon suivante :

- **par un alternat par sens prioritaire par panneaux B15 et C18** sur les routes départementales :
- D111 du PR 0+000 au PR 1+800
- D14 du PR 79+200 au PR 84+500
- D14C du PR 0+000 au PR 0+700
- D14D du PR 2+000 au PR 2+700
- D18 du PR 22+200 au PR 25+700
- D925 du PR 86+000 au PR 86+700

- **par un alternat par feux tricolores KR11 ou par un alternat manuel par piquets K10** sur la route départementale D975 du PR 18+400 au PR 25+600.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur les RD concernées par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur ces RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 30 km/h en agglomération et à 50 km/h hors agglomération.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **CONSTRUCTEL CONSTRUCTIONS TELECOMMUNICATION** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée de l'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

L'alternat et la signalisation correspondante ne gêneront pas la circulation des transports exceptionnels. Tout déplacement de la signalisation pour permettre le passage d'un transport exceptionnel sera à la charge de l'entreprise.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
Madame GILBEAU Karine, CONSTRUCTEL CONSTRUCTIONS TELECOMMUNICATION,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),
Au maire de la commune d'AZAY-LE-FERRON,
Unité Territoriale de LE BLANC,
La DDT/SPREN - Cité administrative - 36000 CHÂTEAUROUX,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc,



Loïc LIGNELET

03 FEV. 2025

Le maire d'AZAY-LE-FERRON

Nom, Prénom, Qualité
JUBERT christophe

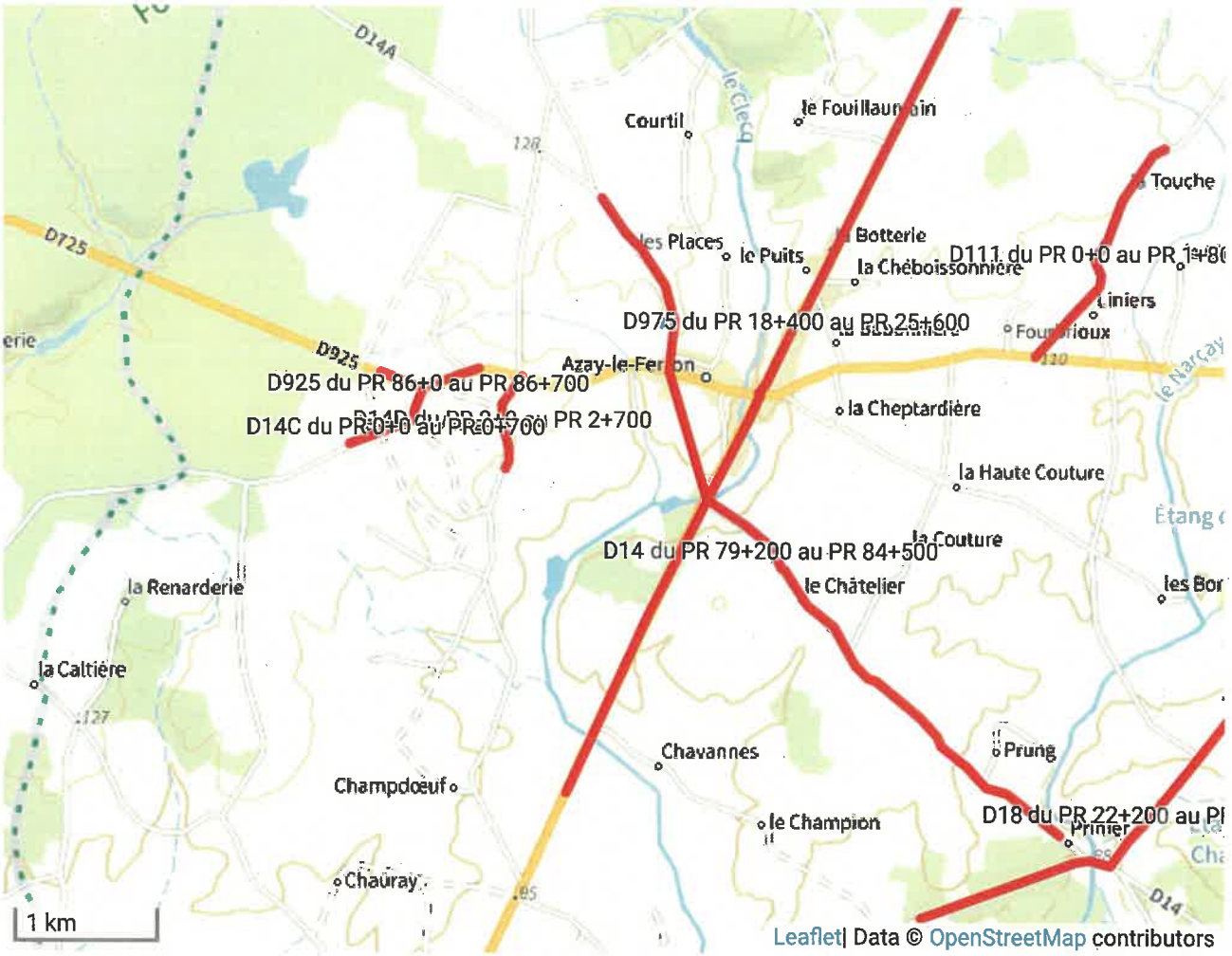


Renseignements
Unité Territoriale de LE BLANC
2 ter route de la Grand' Borne, 36300 LE BLANC - Tél. 02.54.48.99.90
DGARTPE-UTLEBLANC@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_118

Portant réglementation de la circulation sur la D59B du PR 1+263 au PR 1+486, du mardi 11 février 2025 au vendredi 25 avril 2025, à l'occasion de travaux électrique - ENEDIS, sur le territoire de la commune de VIGOUX.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de Chazelet en date du 31/01/2025,

Vu l'avis réputé favorable de M./Mme le Maire de Vigoux,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (La Châtre),

Vu la demande présentée le 27/01/2025 par l'entreprise SPIE CITYNETWORKS demeurant 16 ALL DU COMMERCE, 36250 SAINT-MAUR,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D59B du PR 1+263 au PR 1+486**,** du mardi 11 février 2025 au vendredi 25 avril 2025**,** à l'occasion de travaux électrique - ENEDIS,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LA CHÂTRE,

ARRÊTE

Article 1 :
Du mardi 11 février 2025 au vendredi 25 avril 2025, sur la D59B du PR 1+263 au PR 1+486, hors agglomération, sur le territoire de la commune de **VIGOUX**, à l'occasion de travaux électrique - ENEDIS, réalisés par l'entreprise SPIE CITYNETWORKS et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par une interdiction à tous les véhicules (sauf aux transports scolaires, aux riverains et aux véhicules de service public).

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée suivant l'annexe localisation.

Article 3 :
Les signalisations de chantier et de déviation nécessaires à l'application du présent arrêté seront mises en place, entretenues et déposées par l'entreprise **SPIE CITYNETWORKS** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
L'entreprise SPIE CITYNETWORKS,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
Au maire de la commune de VIGOUX,
Au maire de la commune de CHAZELET,
Unité Territoriale de LA CHÂTRE,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Nicolas MOREAU
UT La Châtre
3 févr. 2025

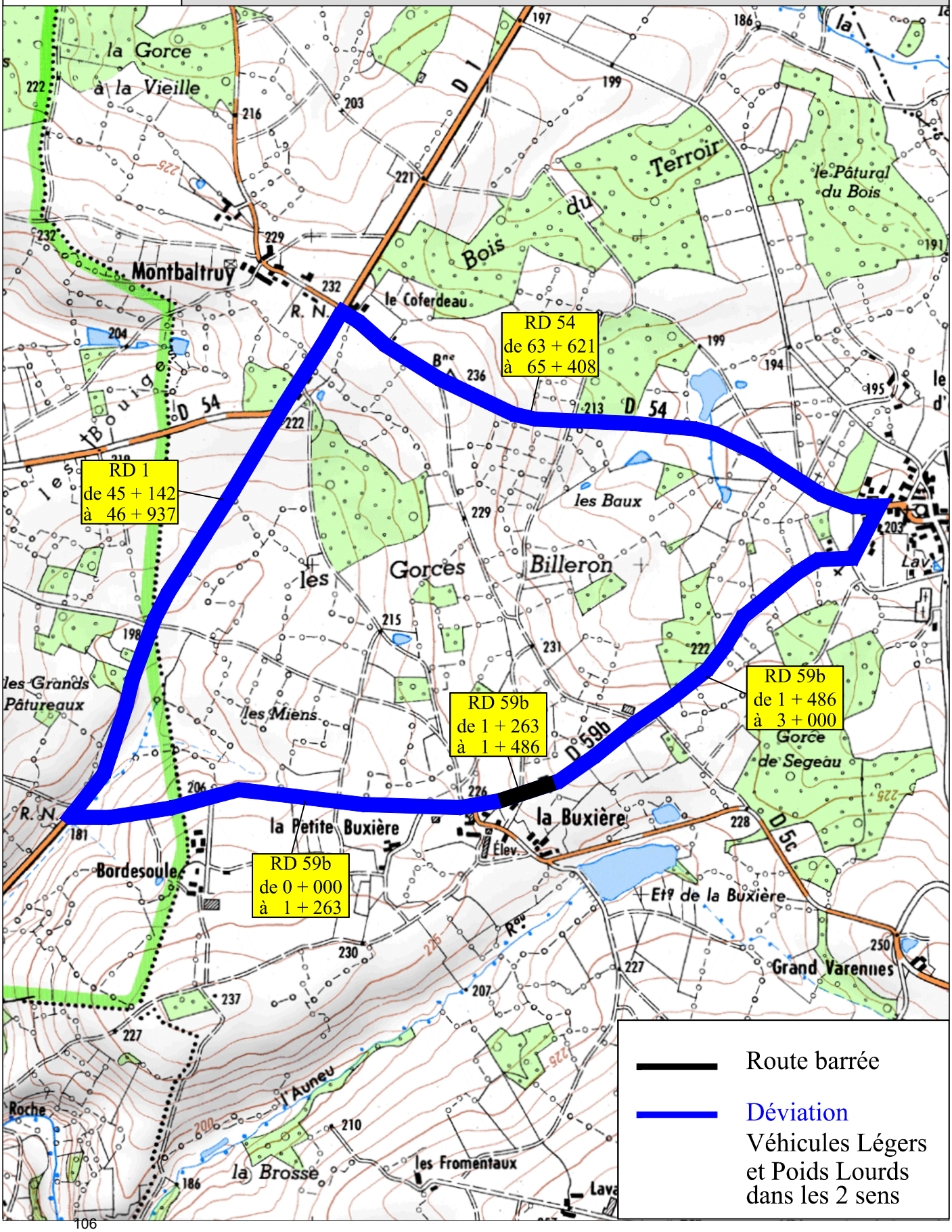
Renseignements
Unité Territoriale de LA CHATRE
2 rue Joseph Ageorges, 36400 LA CHATRE - Tél. 02.54.62.12.20
DGARTPE-UTLACHATRE@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

INDRE
LE DÉPARTEMENT

PLAN DE DEVIATION
Communes de VIGOUX ET CHAZELET
RD 59b - Travaux ENEDIS



ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_120

Portant réglementation de la circulation sur la D45 du PR 8+631 au PR 8+971 et la D72 du PR 44+438 au PR 44+870, du mercredi 12 février 2025 au mercredi 12 mars 2025, à l'occasion de travaux de réalisation de sondages géotechniques sous accotements, sur le territoire de la commune d'ÉGUZON-CHANTÔME.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de Éguzon-Chantôme en date du 31/01/2025,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (La Châtre),

Vu la demande présentée le 28/01/2025 par la SOCIETE LAONNOISE DE TRAVAUX PUBLICS demeurant 13 RUE DE LA RIVIERE, 02000 ETOUVELLES,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D45 du PR 8+631 au PR 8+971 et la D72 du PR 44+438 au PR 44+870**,** du mercredi 12 février 2025 au mercredi 12 mars 2025**,** à l'occasion de travaux de réalisation de sondages géotechniques sous accotements,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LA CHÂTRE,

ARRÊTE

Article 1 :
Du mercredi 12 février 2025 au mercredi 12 mars 2025, sur la D45 du PR 8+631 au PR 8+971, la circulation sera réglementée par un alternat par feux tricolores KR11 et sur la D72 du PR 44+438 au PR 44+870, la circulation sera réglementée par un alternat par sens prioritaire par panneaux B15 et C18, à l'occasion de travaux de sondages géotechniques sous accotements, réalisés par la SOCIETE LAONNOISE DE TRAVAUX PUBLICS, hors agglomération, sur le territoire de la commune d'**ÉGUZON-CHANTÔME**

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur les RD concernées par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur ces RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par la **SOCIETE LAONNOISE DE TRAVAUX PUBLICS** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée de l'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
La SOCIETE LAONNOISE DE TRAVAUX PUBLICS,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
Au maire de la commune de ÉGUZON-CHANTÔME,
Unité Territoriale de LA CHÂTRE,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Nicolas MOREAU
UT La Châtre
3 févr. 2025

Renseignements
Unité Territoriale de LA CHATRE
2 rue Joseph Ageorges, 36400 LA CHATRE - Tél. 02.54.62.12.20
DGARTPE-UTLACHATRE@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_125

Portant réglementation de la circulation sur la D30 du PR 43+820 au PR 44+475, du mercredi 12 février 2025 au mardi 13 mai 2025, à l'occasion de travaux électrique - ENEDIS - DA28/055469, sur le territoire de la commune de SAINT-PLANTAIRE.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de Saint-Plantaire en date du 30/01/2025,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (La Châtre),

Vu la demande présentée le 28/01/2025 par l'entreprise SEGEC demeurant 70 avenue Aristide Briand, 36400 LA CHATRE,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D30 du PR 43+820 au PR 44+475**,** du mercredi 12 février 2025 au mardi 13 mai 2025**,** à l'occasion de travaux de électrique - ENEDIS - DA28/055469,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LA CHÂTRE,

ARRÊTE

Article 1 :
Du mercredi 12 février 2025 au mardi 13 mai 2025, sur la D30 du PR 43+820 au PR 44+475, hors agglomération, sur le territoire de la commune de **SAINT-PLANTAIRE**, à l'occasion de travaux électrique - ENEDIS - DA28/055469, réalisés par l'entreprise SEGEC et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par un alternat par feux tricolores KR11.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **SEGEC** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée de l'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
L'entreprise SEGEC,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
Au maire de la commune de SAINT-PLANTAIRE,
Unité Territoriale de LA CHÂTRE,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

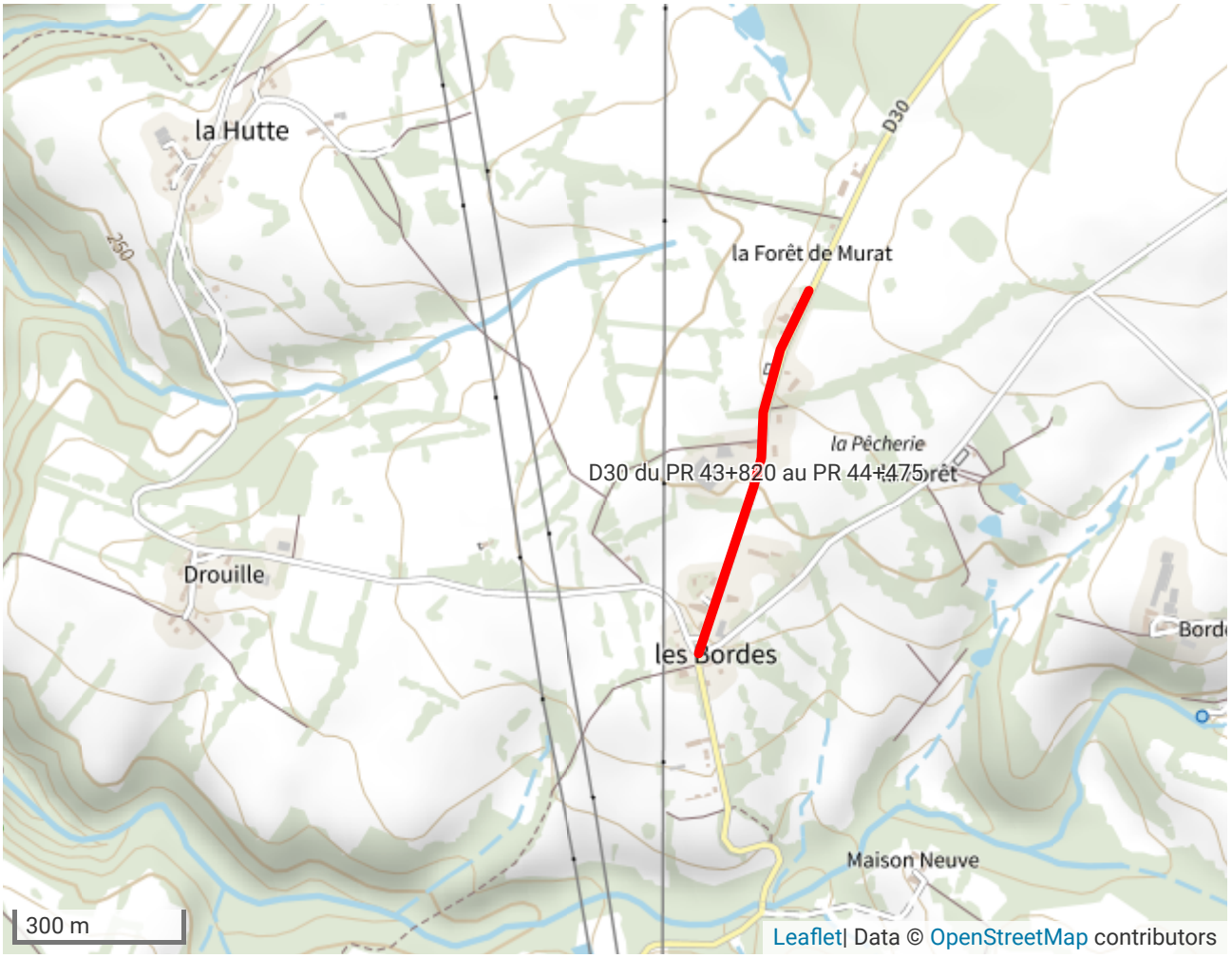
Nicolas MOREAU
UT La Châtre
3 févr. 2025

Renseignements
Unité Territoriale de LA CHATRE
2 rue Joseph Ageorges, 36400 LA CHATRE - Tél. 02.54.62.12.20
DGARTPE-UTLACHATRE@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_132

Portant réglementation de la circulation sur la D36 du PR 54+642 au PR 54+1037 et la D990 du PR 44+414 au PR 45+199, du jeudi 06 février 2025 au vendredi 11 avril 2025, à l'occasion de travaux électrique - ENEDIS DA28/057442, sur le territoire de la commune d'AIGURANDE.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis réputé favorable de M./Mme le Maire de Aigurande,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (La Châtre),

Vu la demande présentée le 28/01/2025 par l'entreprise SEGEC demeurant 70 avenue Aristide Briand, 36400 LA CHATRE,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D36 du PR 54+642 au PR 54+1037 et la D990 du PR 44+414 au PR 45+199**,** du jeudi 06 février 2025 au vendredi 11 avril 2025**,** à l'occasion de travaux électrique - ENEDIS DA28/057442,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LA CHÂTRE,

ARRÊTE

Article 1 :
Du jeudi 06 février 2025 au vendredi 11 avril 2025, sur la D36 du PR 54+642 au PR 54+1037 et la D990 du PR 44+414 au PR 45+199, hors agglomération, sur le territoire de la commune d'**AIGURANDE**, à l'occasion de travaux électrique - ENEDIS DA28/057442, réalisés par l'entreprise SEGEC et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par un alternat manuel par piquets K10.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur les RD concernées par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur ces RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **SEGEC** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

L'alternat et la signalisation correspondante ne gêneront pas la circulation des transports exceptionnels. Tout déplacement de la signalisation pour permettre le passage d'un transport exceptionnel sera à la charge de l'entreprise.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
L'entreprise SEGEC,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
Au maire de la commune d'AIGURANDE,
Unité Territoriale de LA CHÂTRE,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

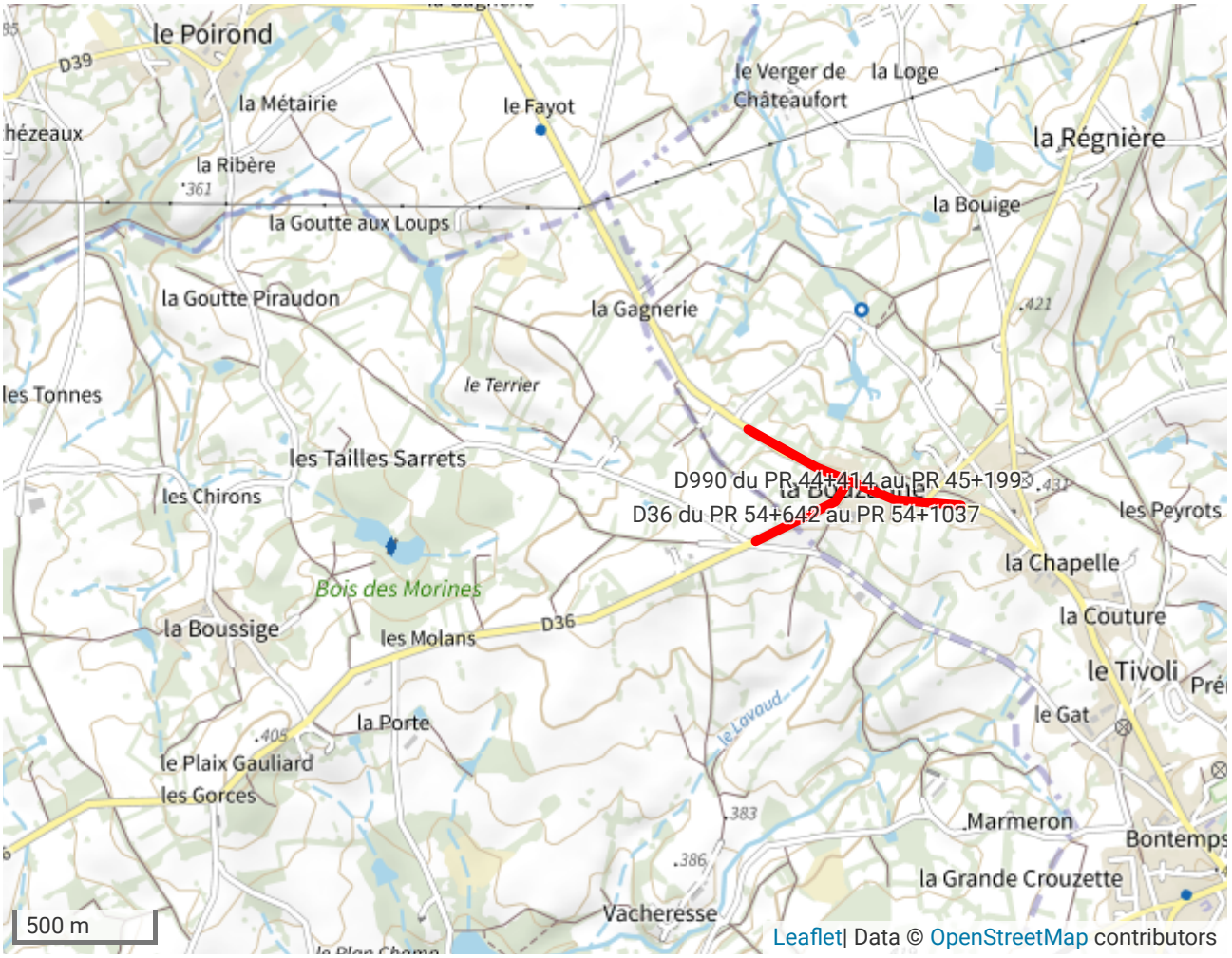
Nicolas MOREAU
UT La Châtre
3 févr. 2025

Renseignements
Unité Territoriale de LA CHATRE
2 rue Joseph Ageorges, 36400 LA CHATRE - Tél. 02.54.62.12.20
DGARTPE-UTLACHATRE@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_95

Portant prolongation de délai de l'arrêté n°AC_2024_DR_56 du 03 décembre 2024, concernant la réglementation de la circulation sur diverses routes départementales, du samedi 08 février 2025 au mardi 08 avril 2025, à l'occasion de travaux d'élagage pour le compte d'ENEDIS, sur le territoire des communes de BÉLÂBRE, LIGNAC et CHALAIS.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Le maire de BÉLÂBRE,

Le maire de CHALAIS,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et de autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),

Vu la demande présentée le 20/01/2025 par la société BURGUN demeurant 77 rue de Beaufort 87400 SAINT-LEONARD-DE-NOBLAT,

Considérant que les travaux d'élagage pour le compte d'ENEDIS n'ont pas pu se réaliser dans les délais prévus, il est nécessaire de prolonger le délai de l'arrêté n° AC_2024_DR_56 du 03 décembre 2024, du samedi 08 février 2025 au mardi 08 avril 2025,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LE BLANC,

ARRÊTENT

Article 1 :
L'arrêté n° AC_2024_DR_56 du 03 décembre 2024 est prolongé du samedi 08 février 2025 au mardi 08 avril 2025.

Article 2 :
Les autres articles de l'arrêté n° AC_2024_DR_56 du 03 décembre 2024 restent inchangés.

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Article 3 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
Monsieur POISSON Emmanuel, BURGUN ENTREPRISE,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),
Au maire de la commune de BÉLÂBRE,
Au maire de la commune de CHALAIS,
Au maire de la commune de LIGNAC,
Unité Territoriale de LE BLANC,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Le - 4 FEV. 2025

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc,



Loïc LIGNELET

Le maire de BÉLÂBRE,
Nom, Prénom, Qualité

Laurent LAROCHE, Maire



Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Le maire de CHALAIS,
Nom, Prénom, Qualité



Renseignements
Unité Territoriale de LE BLANC
2 ter route de la Grand' Borne, 36300 LE BLANC - Tél. 02.54.48.99.90
DGARTPE-UTLEBLANC@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_103

Portant prolongation de délai de l'arrêté n° AC_2024_DR_49 du 02 décembre 2024 concernant la réglementation de la circulation sur diverses routes départementales, du samedi 08 février au mardi 08 avril 2025, à l'occasion de travaux de d'élagage pour le compte d'ENEDIS, sur le territoire des communes de BÉLÂBRE, CONCREMIERS, MAUVIÈRES et SAINT-HILAIRE-SUR-BENAIZE.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Le maire de MAUVIÈRES,

Le maire de BÉLÂBRE,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et de autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2024-10-10-00005 du 10 octobre 2024 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de Concremiers en date du 28/01/2025,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),

Vu la demande présentée le 20/01/2025 par la société BURGUN demeurant 77 rue de Beaufort, 87400 SAINT-LEONARD-DE-NOBLAT,

Considérant que les travaux d'élagage pour le compte d'ENEDIS n'ont pu se réaliser dans les délais prévus, il est nécessaire de prolonge le délai de l'arrêté n° AC_2024_DR_49 du 02 décembre 2024, du samedi 08 février 2025 au mardi 08 avril 2025,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LE BLANC,

ARRÊTENT

Article 1 :
L'arrêté n° AC_2024_DR_49 du 02 décembre 2024 est prolongé du samedi 08 février 2025 au mardi 08 avril 2025.

Article 2 :
Les autres articles de l'arrêté n°AC_2024_DR_49 du 02 décembre 2024 restent inchangés.

Article 3 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées ,
Monsieur POISSON Emmanuel, BURGUN ENTREPRISE,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),
Au maire de la commune de BÉLÂBRE,
Au maire de la commune de CONCRÉMIERS,
Au maire de la commune de MAUVIÈRES,
Au maire de la commune de SAINT-HILAIRE-SUR-BENAIZE,
Unité Territoriale de LE BLANC,
La DDT/SPREN - Cité administrative - 36000 CHÂTEAUROUX,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Le - 4 FEV. 2025

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc,

Loïc LIGNELET

Le maire de MAUVIÈRES

Nom, Prénom, Qualité

Madame le Maire de Mauvières,
Mme RAOUI Christelle

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Le maire de BÉLÂBRE

Nom, Prénom, Qualité

LAROCHE Laurent Marie



Renseignements
Unité Territoriale de LE BLANC
2 ter route de la Grand' Borne, 36300 LE BLANC - Tél. 02.54.48.99.90
DGARTPE-UTLEBLANC@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges

ANNEXE - LOCALISATION



ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_104

Portant réglementation de la circulation sur la D7 du PR 7+800 au PR 22+200, du mercredi 05 février 2025 au samedi 05 avril 2025, à l'occasion de travaux de remplacement de poteaux, sur le territoire des communes de FRANCILLON, LEVROUX, VILLEGONGIS et VINEUIL.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Le maire de VILLEGONGIS,

Le maire de VINEUIL,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun) en date du 27/01/2025,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de Levroux en date du 28/01/2025,

Vu l'avis réputé favorable de M./Mme le Maire de Francillon,

Vu la demande présentée le 21/01/2025 par la société CONSTRUCTEL CONSTRUCTIONS TELECOMMUNICA. demeurant 1 RUE JEAN BAPTISTE COROT, 26800 PORTES-LES-VALENCE,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D7 du PR 7+800 au PR 22+200, du mercredi 05 février 2025 au samedi 05 avril 2025, à l'occasion de travaux de remplacement de poteaux,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de VATAN,

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRÊTENT

Article 1 :
Du mercredi 05 février 2025 au samedi 05 avril 2025, sur la D7 du PR 7+800 au PR 22+200, en et hors agglomération, sur le territoire des communes de **LEVROUX**, **FRANCILLON**, **VILLEGONGIS** et **VINEUIL**, à l'occasion de travaux de remplacement de poteaux, réalisés par l'entreprise CONSTRUCTEL CONSTRUCTIONS TELECOMMUNICA. et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par un alternat par feux tricolores KR11 ou par un alternat manuel par piquets K10.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h, voire 30 km/h sur section limitée à 50 km/h.

Les travaux ne devront pas interférer avec ceux de l'entreprise SOBECA Châteauroux pour laquelle l'Arrêté Municipal N° 21 du 19/11/2024 a été délivré par la commune de VINEUIL jusqu'au 21/02/2025.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **CONSTRUCTEL CONSTRUCTIONS TELECOMMUNICA.** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée de l'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
Madame Tabti IMEN, CONSTRUCTEL CONSTRUCTIONS TELECOMMUNICA.,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun),
Au maire de la commune de LEVROUX,
Au maire de la commune de FRANCILLON,
Au maire de la commune de VILLEGONGIS,
Au maire de la commune de VINEUIL,
Unité Territoriale de VATAN,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,

le 04.02.25

Laurent LÉGER

Le maire de VILLEGONGIS

Nom, Prénom, Qualité

Jean Marc SEVIN, Maire

MAIRIE de VILLEGONGIS (Indre)

Le maire de VINEUIL,

le 30/01/2025

Nom, Prénom, Qualité

B. BACHELERIE, Maire

MAIRIE DE VINEUIL 36 (Indre)

Renseignements

Unité Territoriale de VATAN
11 avenue de la Sentinelle, 36150 VATAN - Tél. 02.54.03.47.00
DGARTPE-UTVATAN@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_112

Portant réglementation de la circulation sur la D45B du PR 2+640 au PR 5+386, du jeudi 20 février 2025 au jeudi 20 mars 2025, à l'occasion de travaux de pose de 12 appuis TELECOM, sur le territoire des communes de BOUESSE et MAILLET.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Le maire de BOUESSE,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2024-10-10-00005 du 10 octobre 2024 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de Maillet en date du 28/01/2025,

Vu l'avis favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (La Châtre) en date du 30/01/2025,

Vu l'avis favorable de UT LE BLANC en date du 28/01/2025,

Vu la demande présentée le 27/01/2025 par l'entreprise CIRCET demeurant 22 RUE DU COLOMBIER, 37700 SAINT-PIERRE-DES-CORPS,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D45B du PR 2+640 au PR 5+386, du jeudi 20 février 2025 au jeudi 20 mars 2025, à l'occasion de travaux de pose de 12 appuis TELECOM,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LA CHÂTRE,

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRÊTENT

Article 1 :
Du jeudi 20 février 2025 au jeudi 20 mars 2025, sur la D45B du PR 2+640 au PR 5+386, hors et en agglomération, sur le territoire des communes de **BOUESSE** et **MAILLET**, à l'occasion de travaux de pose de 12 appuis TELECOM, réalisés par l'entreprise CIRCET et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par une interdiction à tous les véhicules (sauf aux transports scolaires, aux riverains et aux véhicules de service public).

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée suivant l'annexe localisation.

Article 3 :
Les signalisations de chantier et de déviation nécessaires à l'application du présent arrêté seront mises en place, entretenues et déposées par l'entreprise **CIRCET** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
L'entreprise CIRCET,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
Au maire de la commune de BOUESSE,
Au maire de la commune de MAILLET,
Unité Territoriale de LA CHÂTRE,
Unité Territoriale de LE BLANC,
La DDT/SPREN - Cité administrative - 36000 CHÂTEAUROUX,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de La Châtre,

- 4 FEV. 2025

Nicolas MOREAU

BALLGREAU Claudette

Le maire de BOUESSE

Nous, Prénom, Qualité

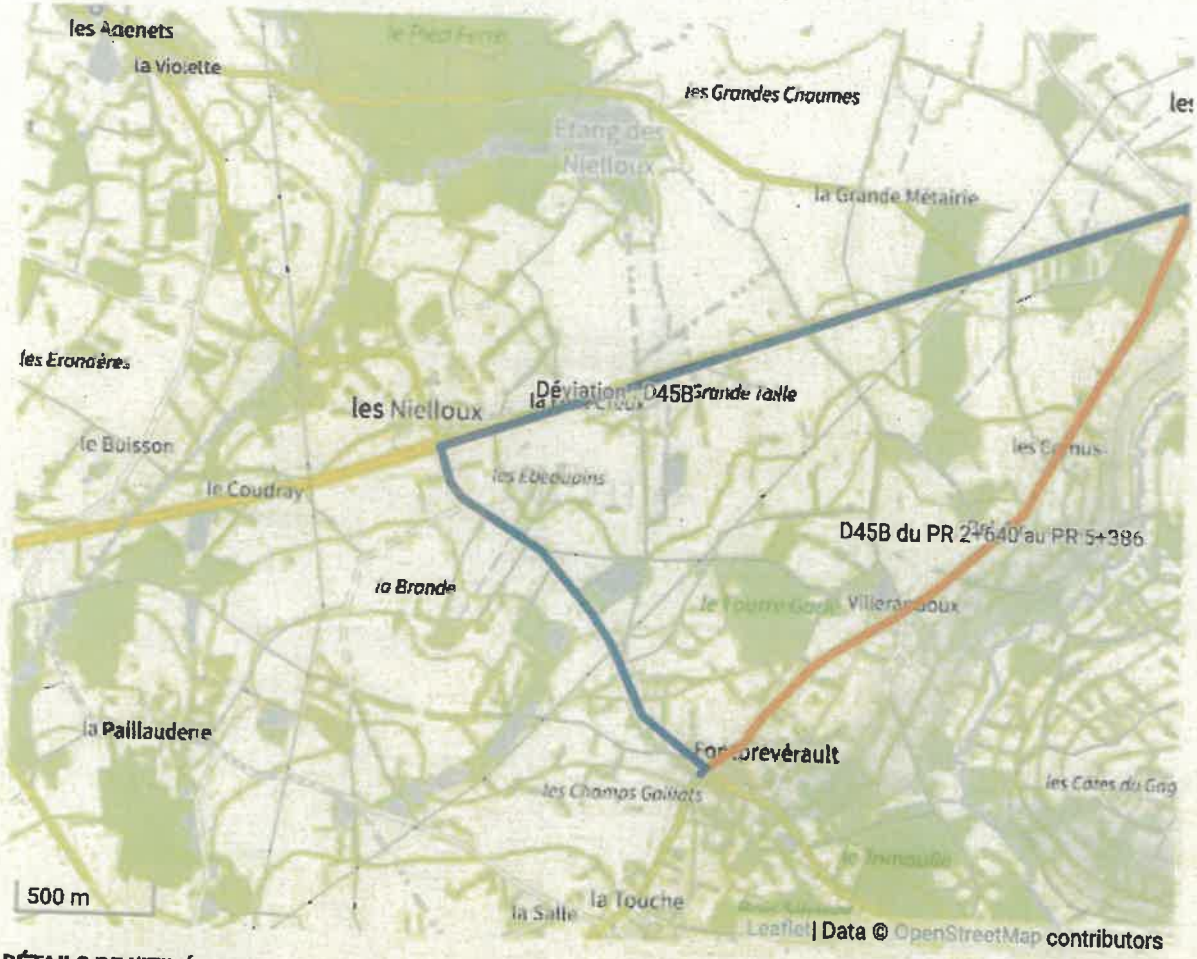
Renseignements
Unité Territoriale de LA CHATRE
2 rue Joseph Agorges, 36400 LA CHATRE - Tél. 02.54.62.12.20
DGAXIPE-UTLACHATRE@indre.fr

Délai et voies de recours
La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental et d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges

Direction des Routes
Pôle [illegible]
Place de la Victoire et des Alliés - CS 20529 - 36020 Châteauroux cedex
Tél. 02 54 27 54 36 - Fax 02 54 27 60 60 - Email [illegible]

3/4

ANNEXE - LOCALISATION



DÉTAILS DE L'ITINÉRAIRE

Déviation D45B
Via: Route d'Argenton, D 927, D 21b, D 45b
4.4 km, 5 min
Se diriger vers le nord-est sur D 45b - 15 m
Tourner franchement à gauche sur la route d'Argenton (D 927) - 3 km
Tourner à gauche sur D 21b - 8 m
Vous êtes arrivé à votre première destination - 0 m
Se diriger vers le sud sur D 21b - 1.5 km
Tourner à droite sur D 45b - 25 m
Vous êtes arrivé à votre destination, sur la gauche - 0 m

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_116

Portant réglementation de la circulation sur la D37 du PR 2+300 au PR 2+800, du lundi 10 février 2025 au vendredi 28 mars 2025, à l'occasion de travaux de génie civil pour le déploiement de la fibre optique, sur le territoire de la commune de VILLENTROIS-FAVEROLLES-EN-BERRY.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de VILLENTROIS-FAVEROLLES-EN-BERRY en date du 31/01/2025,

Vu l'avis favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun) en date du 29/01/2025,

Vu la demande présentée le 24/01/2025 par la société AXIONE demeurant 8 ALLÉE DES GOUTAIS, 36250 SAINT-MAUR,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D37 du PR 2+300 au PR 2+800**,** du lundi 10 février 2025 au vendredi 28 mars 2025**,** à l'occasion de travaux de génie civil pour le déploiement de la fibre optique,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de VATAN,

ARRÊTE

Article 1 :
Du lundi 10 février 2025 au vendredi 28 mars 2025, sur la D37 du PR 2+300 au PR 2+800, hors agglomération, sur le territoire de la commune de **VILLENTROIS-FAVEROLLES-EN-BERRY**, à l'occasion de travaux de génie civil pour le déploiement de la fibre optique, réalisés par l'entreprise AXIONE et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par un alternat par feux tricolores KR11.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **AXIONE** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée de l'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
Monsieur BOUCHARD PIERRE, AXIONE,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun),
Au maire de la commune de VILLENTROIS-FAVEROLLES-EN-BERRY,
Unité Territoriale de VATAN,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

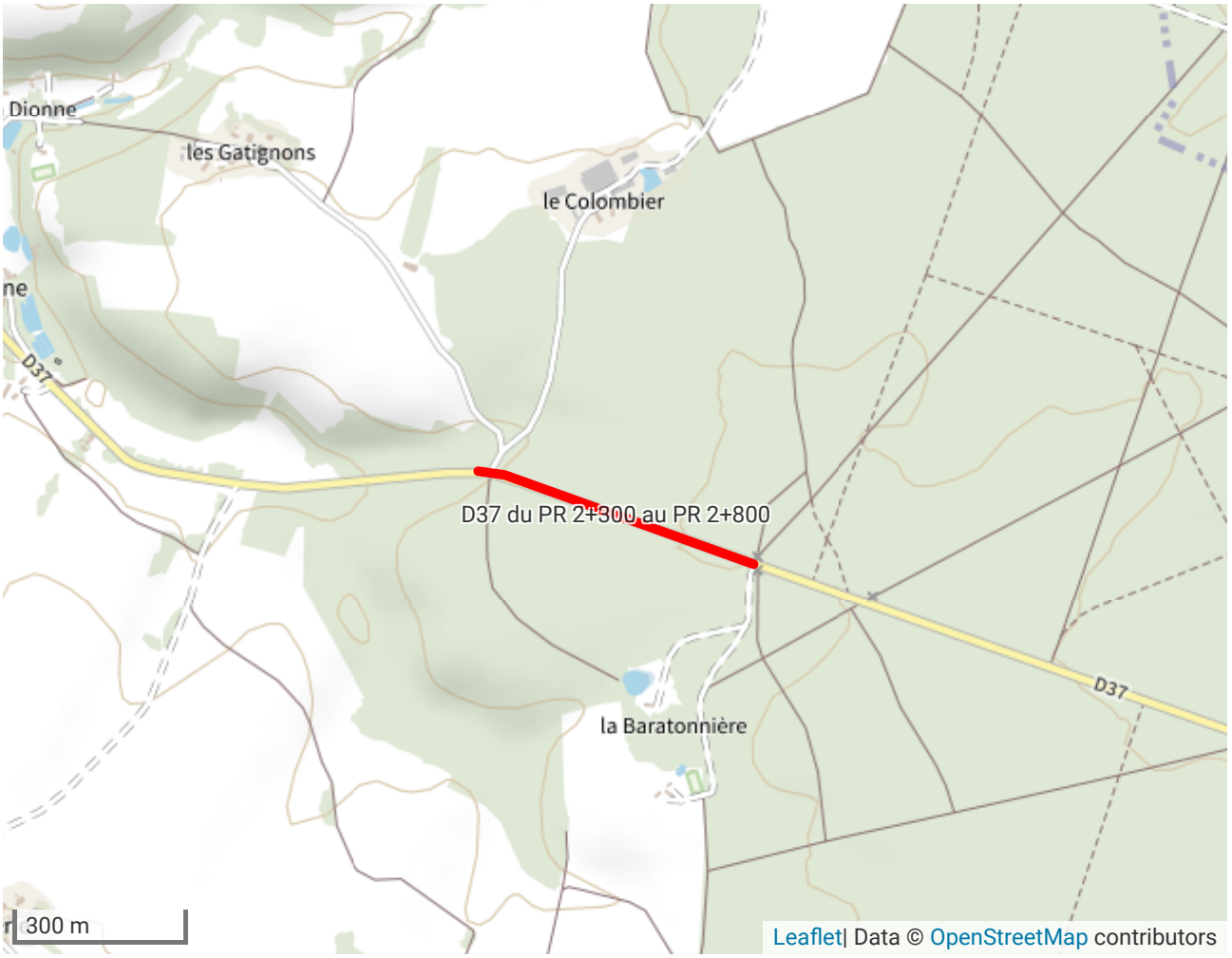
Laurent LEGER
UT Vatan
4 févr. 2025

Renseignements
Unité Territoriale de VATAN
11 avenue de la Sentinelle, 36150 VATAN - Tél. 02.54.03.47.00
DGARTPE-UTVATAN@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_117

Portant réglementation de la circulation sur la D35 du PR 2+000 au PR 2+500, du vendredi 21 février 2025 au vendredi 14 mars 2025, à l'occasion de travaux de remplacement d'un poteau Orange, sur le territoire de la commune de CHABRIS.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis réputé favorable de M./Mme le Maire de CHABRIS en date du 04/02/2025,

Vu l'avis favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun) en date du 29/01/2025,

Vu la demande présentée le 28/01/2025 par la société CIRCET demeurant 22 RUE DU COLOMBIER, 37700 SAINT-PIERRE-DES-CORPS,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D35 du PR 2+000 au PR 2+500**,** du vendredi 21 février 2025 au vendredi 14 mars 2025**,** à l'occasion de travaux de remplacement d'un poteau Orange,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de VATAN,

ARRÊTE

Article 1 :
Du vendredi 21 février 2025 au vendredi 14 mars 2025, sur la D35 du PR 2+000 au PR 2+500, hors agglomération, sur le territoire de la commune de **CHABRIS**, à l'occasion de travaux de remplacement d'un poteau Orange, réalisés par l'entreprise CIRCET et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par un alternat par sens prioritaire par panneaux B15 et C18.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **CIRCET** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
L'entreprise CIRCET,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun),
Au maire de la commune de CHABRIS,
Unité Territoriale de VATAN,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

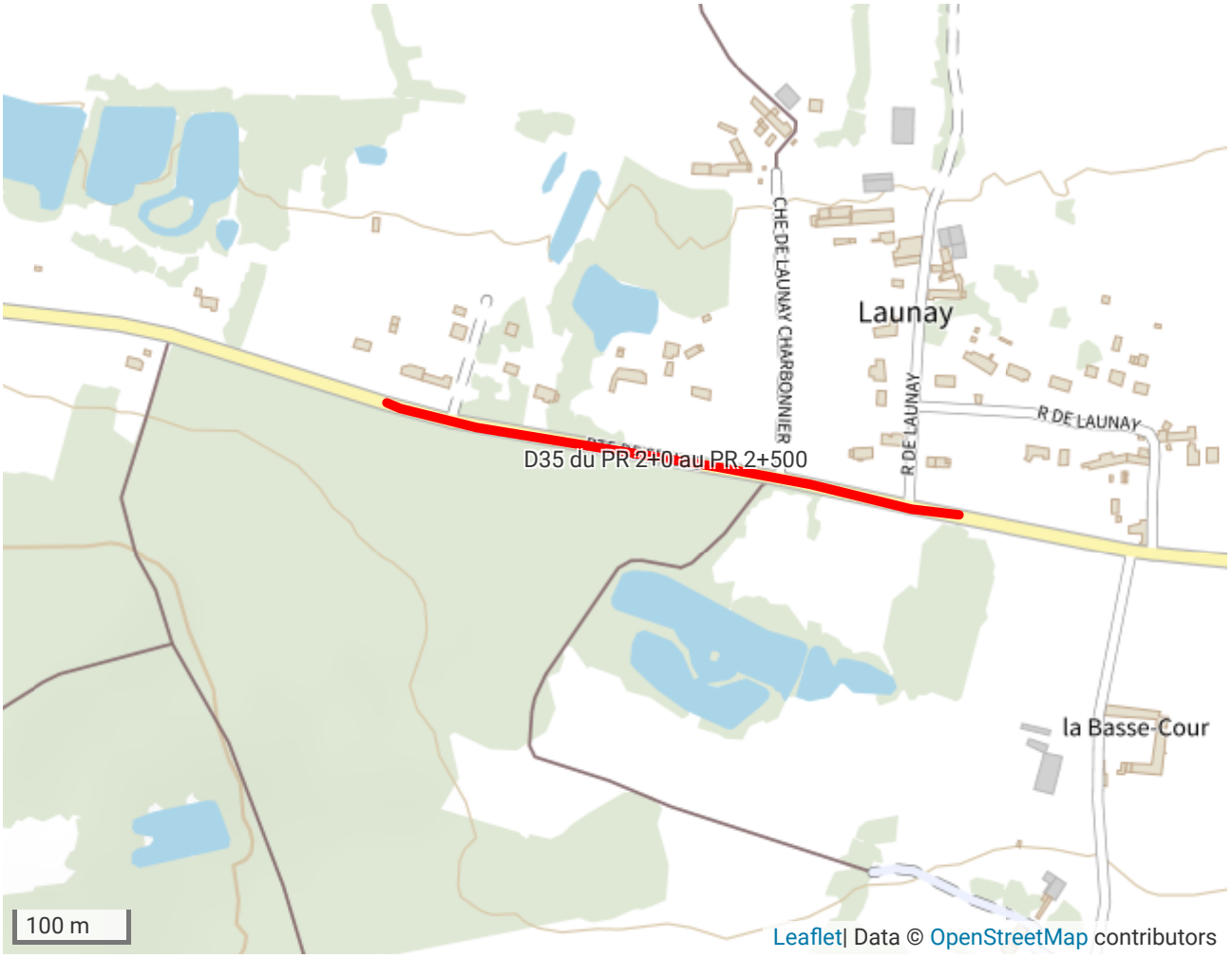
Laurent LEGER
UT Vatan
4 févr. 2025

Renseignements
Unité Territoriale de VATAN
11 avenue de la Sentinelle, 36150 VATAN - Tél. 02.54.03.47.00
DGARTPE-UTVATAN@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_123

Portant réglementation de la circulation sur la D14 du PR 28+800 au PR 29+100, du mercredi 12 février 2025 au vendredi 11 avril 2025, à l'occasion de travaux de terrassement pour enfouissement du réseau électrique ENEDIS, sur le territoire de la commune d'ARTHON.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire d'ARTHON en date du 30/01/2025,

Vu l'avis favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (La Châtre) en date du 30/01/2025,

Vu la demande présentée le 28/01/2025 par la société INEO RESEAUX CENTRE ATLANTIQUE demeurant RUE BOSSUET, 18390 SAINT-GERMAIN-DU-PUY,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D14 du PR 28+800 au PR 29+100**,** du mercredi 12 février 2025 au vendredi 11 avril 2025**,** à l'occasion de travaux de terrassement pour enfouissement du réseau électrique ENEDIS,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de VATAN,

ARRÊTE

Article 1 :
Du mercredi 12 février 2025 au vendredi 11 avril 2025, sur la D14 du PR 28+800 au PR 29+100, hors agglomération, sur le territoire de la commune d'**ARTHON**, à l'occasion de travaux de terrassement pour enfouissement du réseau électrique ENEDIS, réalisés par l'entreprise INEO RESEAUX CENTRE ATLANTIQUE et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par un alternat par feux tricolores KR11 ou par un alternat manuel par piquets K10.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

La durée d'intervention est estimée à 15 jours sur la période.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **INEO RESEAUX CENTRE ATLANTIQUE** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée de l'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
Madame ROLLAND PIGELET Lucie, INEO RESEAUX CENTRE ATLANTIQUE,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (La Châtre),
Au maire de la commune d'ARTHON,
Unité Territoriale de VATAN,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,
Kéolis - 22 boulevard d'Anvaux - 36000 CHÂTEAUROUX,
Châteauroux Métropole - Hôtel de Ville - CS 80509-36012 CHÂTEAUROUX cedex,

Laurent LEGER
UT Vatan
4 févr. 2025

Renseignements
Unité Territoriale de VATAN
11 avenue de la Sentinelle, 36150 VATAN - Tél. 02.54.03.47.00
DGARTPE-UTVATAN@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_126

Portant réglementation de la circulation sur la D920 du PR 30+450 au PR 30+600, du lundi 17 février 2025 au vendredi 11 avril 2025, à l'occasion de travaux de réparation d'une canalisation d'eaux usées, sur le territoire de la commune de DÉOLS.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2024-10-10-00005 du 10 octobre 2024 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de DÉOLS en date du 30/01/2025,

Vu l'avis réputé favorable de M. le directeur de la Police en date du 04/02/2025,

Vu la demande présentée le 28/01/2025 par la SARL ENTREPRISE JEANDROT demeurant CHEMIN DE MARBAN, 36130 DEOLS,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D920 du PR 30+450 au PR 30+600**,** du lundi 17 février 2025 au vendredi 11 avril 2025**,** à l'occasion de travaux de réparation d'une canalisation d'eaux usées,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de VATAN,

ARRÊTE

Article 1 :
Du lundi 17 février 2025 au vendredi 11 avril 2025, sur la D920 du PR 30+450 au PR 30+600, hors agglomération, sur le territoire de la commune de **DÉOLS**, à l'occasion de travaux de réparation d'une canalisation d'eaux usées, réalisés par la SARL ENTREPRISE JEANDROT et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par un alternat par sens prioritaire par panneaux B15 et C18.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

La durée d'intervention est estimée à 3 semaines sur la période.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par la **SARL ENTREPRISE JEANDROT** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

L'alternat et la signalisation correspondante ne gêneront pas la circulation des transports exceptionnels. Tout déplacement de la signalisation pour permettre le passage d'un transport exceptionnel sera à la charge de l'entreprise.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
La SARL ENTREPRISE JEANDROT,
M. le directeur de la Police,
Au maire de la commune de DÉOLS,
Unité Territoriale de VATAN,
La DDT/SPREN - Cité administrative - 36000 CHÂTEAUROUX,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,
Kéolis - 22 boulevard d'Anvaux - 36000 CHÂTEAUROUX,
Châteauroux Métropole - Hôtel de Ville - CS 80509-36012 CHÂTEAUROUX cedex,

Laurent LEGER
UT Vatan
4 févr. 2025

Renseignements
Unité Territoriale de VATAN
11 avenue de la Sentinelle, 36150 VATAN - Tél. 02.54.03.47.00
DGARTPE-UTVATAN@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_128

Portant réglementation de la circulation sur la D12 du PR 40+500 au PR 41+200, du vendredi 21 février 2025 au vendredi 14 mars 2025, à l'occasion de travaux de remplacement d'un poteau Orange, sur le territoire de la commune de NEUVY-PAILLOUX.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de NEUVY-PAILLOUX en date du 30/01/2025,

Vu l'avis favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun) en date du 31/01/2025,

Vu la demande présentée le 28/01/2025 par la société CIRCET demeurant 22 RUE DU COLOMBIER, 37700 SAINT-PIERRE-DES-CORPS,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D12 du PR 40+500 au PR 41+200**,** du vendredi 21 février 2025 au vendredi 14 mars 2025**,** à l'occasion de travaux de remplacement d'un poteau Orange,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de VATAN,

ARRÊTE

Article 1 :
Du vendredi 21 février 2025 au vendredi 14 mars 2025, sur la D12 du PR 40+500 au PR 41+200, hors agglomération, sur le territoire de la commune de **NEUVY-PAILLOUX**, à l'occasion de travaux de remplacement d'un poteau Orange, réalisés par l'entreprise CIRCET et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par un alternat par sens prioritaire par panneaux B15 et C18.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **CIRCET** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
L'entreprise CIRCET,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun),
Au maire de la commune de NEUVY-PAILLOUX,
Unité Territoriale de VATAN,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

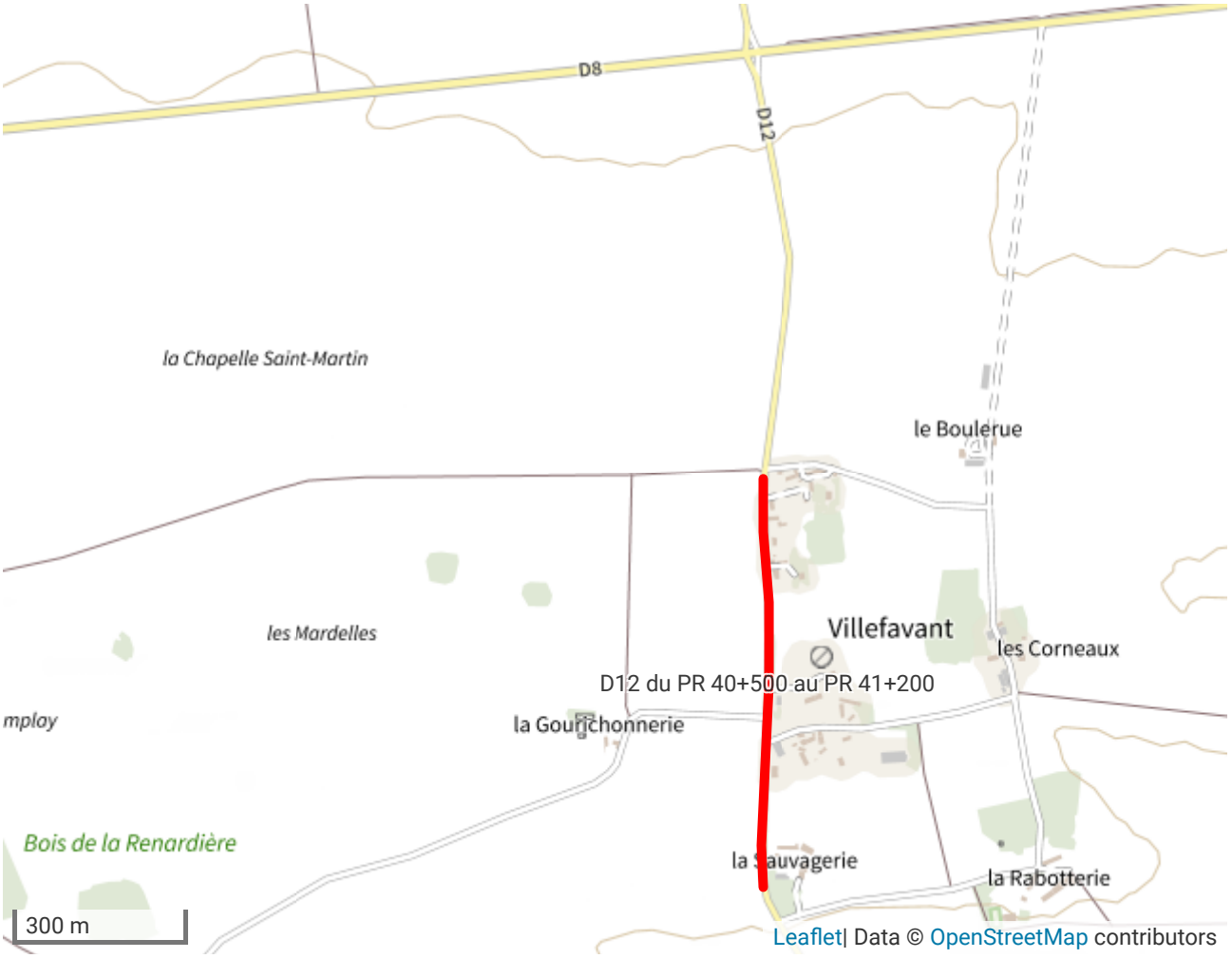
Laurent LEGER
UT Vatan
4 févr. 2025

Renseignements
Unité Territoriale de VATAN
11 avenue de la Sentinelle, 36150 VATAN - Tél. 02.54.03.47.00
DGARTPE-UTVATAN@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_130

Portant prolongation de délai de l'arrêté n° AC_2024_DR_112 du 13 décembre 2024 concernant la réglementation de la circulation sur la D116 du PR 0+000 au PR 3+820, la D116 du PR 3+820 au PR 7+000 et la D73 du PR 7+864 au PR 9+313, du mardi 18 février 2025 au jeudi 17 avril 2025, à l'occasion de travaux de génie civil pour le passage de la fibre optique, sur le territoire des communes d'AIGURANDE, CREVANT et CROZON-SUR-VAUVRE.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Le maire de CROZON-SUR-VAUVRE,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de Crevant en date du 30/01/2025,

Vu l'avis réputé favorable de M./Mme le Maire de Aigurande,

Vu l'avis favorable de Mairie LA FORET DU TEMPLE en date du 31/01/2025,

Vu l'avis favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (La Châtre) en date du 30/01/2025,

Vu l'avis réputé favorable de Le Département de la CREUSE,

Vu la demande présentée le 29/01/2025 par l'entreprise AXIONE demeurant 39 AVENUE JEAN JAURES, 18100 VIERZON,

Considérant que les travaux de génie civil pour le passage de la fibre optique n'ont pu se réaliser dans les délais prévus, il est nécessaire de prolonger le délai de l'arrêté n° AC_2024_DR_112 du 13 décembre 2024, du mardi 18 février 2025 au jeudi 17 avril 2025.

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LA CHATRE,

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRÊTENT

Article 1 :
L'arrêté n° AC_2024_DR_112 du 13 décembre 2024 est prolongé du mardi 18 février 2025 au jeudi 17 avril 2025.

Article 2 :
Les autres articles de l'arrêté n° AC_2024_DR_112 du 13 décembre 2024 restent inchangés.

Article 3 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 4 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
Le Département de la CREUSE,
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
L'entreprise AXIONE,
Le RIP 36
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
Au maire de la commune d'AIGURANDE,
Au maire de la commune de LA FORET-DU-TEMPLE,,
Au maire de la commune de CREVANT,
Au maire de la commune de CROZON-SUR-VAUVRE,
Unité Territoriale de LA CHATRE,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de La Châtre,

- 4 FEV. 2025

Nicolas MOREAU

Le maire de CROZON-SUR-VAUVRE

Le 03/02/2025

Nom, Prénom, Qualité

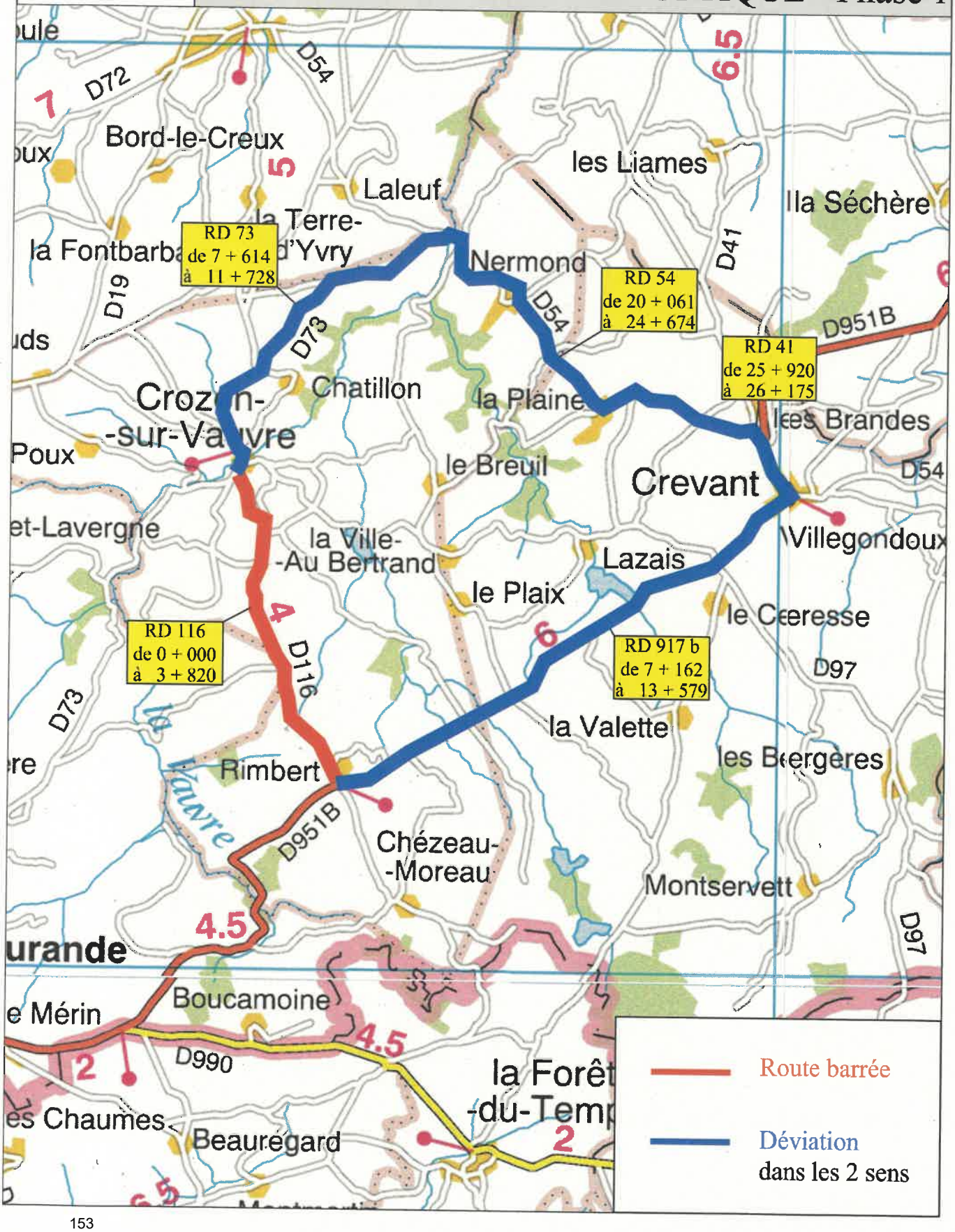
Mickaël Bonnard
Maire

Renseignements
Unité Territoriale de LA CHATRE
2 rue Joseph Ageorges, 36400 LA CHATRE - Tél. 02.54.62.12.20
DGARTPE-UTLACHATRE@indre.fr

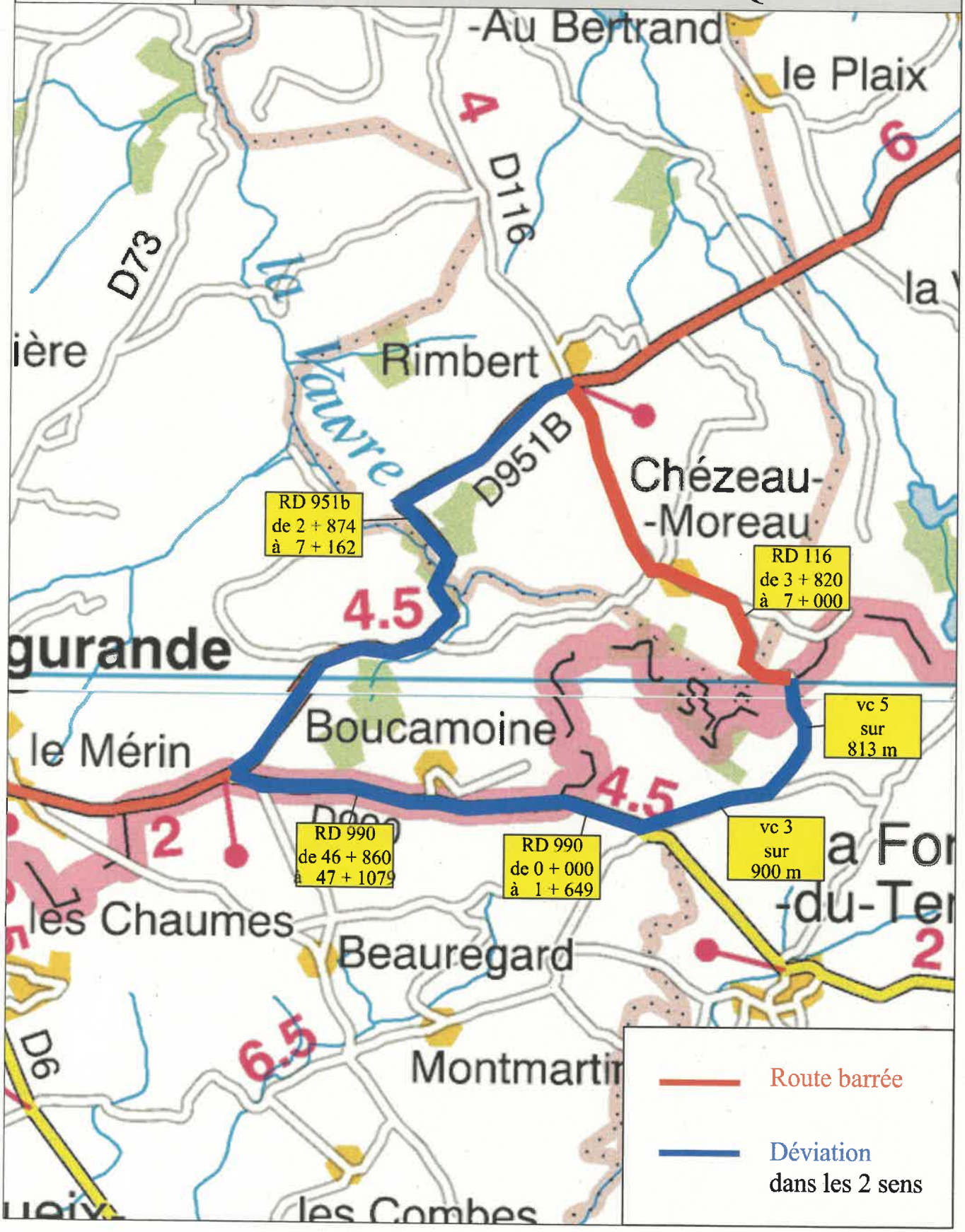
Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

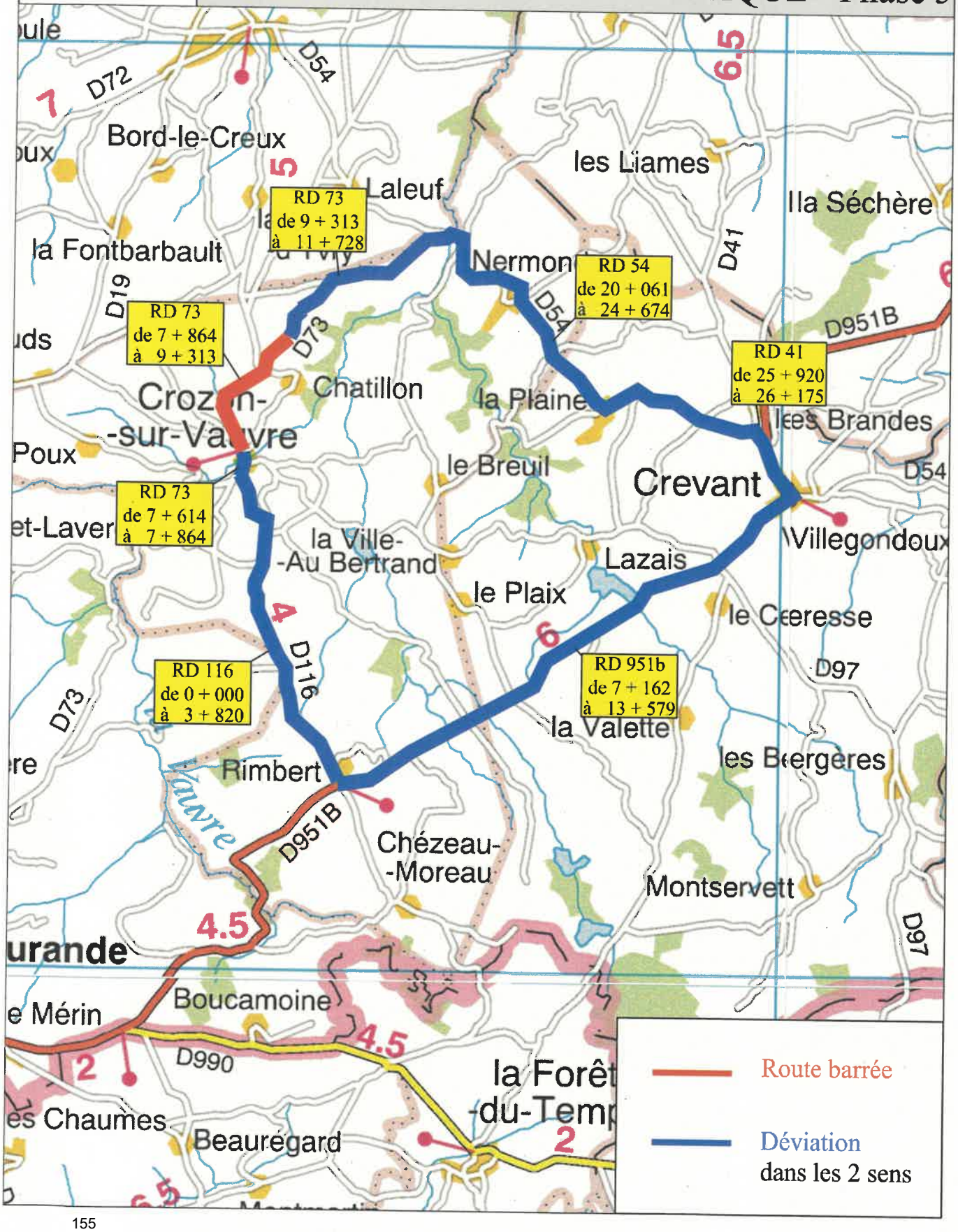
PLAN DE DEVIATION
COMMUNE CROZON SUR VAUVRE
RD 116 - TRAVAUX FIBRE OPTIQUE - Phase 1



PLAN DE DEVIATION
COMMUNE CROZON SUR VAUVRE
RD 116 - TRAVAUX FIBRE OPTIQUE - Phase 2



PLAN DE DEVIATION
COMMUNE CROZON SUR VAUVRE
RD 116 - TRAVAUX FIBRE OPTIQUE - Phase 3



ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_139

Portant réglementation de la circulation sur la D975 du PR 33+860 au PR 35+000, du mercredi 12 février 2025 au vendredi 11 avril 2025, à l'occasion de travaux d'élagage, sur le territoire de la commune de LUREUIL.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2024-10-10-00005 du 10 octobre 2024 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de LUREUIL en date du 03/02/2025,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),

Vu la demande présentée le 28/01/2025 par la société BURGUN demeurant 77 rue de Beaufort, 87400 SAINT-LEONARD-DE-NOBLAT,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D975 du PR 33+860 au PR 35+000**,** du mercredi 12 février 2025 au vendredi 11 avril 2025**,** à l'occasion de travaux d'élagage,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LE BLANC,

ARRÊTE

Article 1 :
Du mercredi 12 février 2025 au vendredi 11 avril 2025, sur la D975 du PR 33+860 au PR 35+000, hors agglomération, sur le territoire de la commune de **LUREUIL**, à l'occasion de travaux de d'élagage, réalisés par l'entreprise BURGUN et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par un alternat par feux tricolores KR11.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **BURGUN** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée de l'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

L'alternat et la signalisation correspondante ne gêneront pas la circulation des transports excecptionnels. Tout déplacement de la signalisation pour permette le passage d'un transport exceptionnel sera à la charge de l'entreprise.

Article 3 :
L'entreprise devra remettre en état le domaine public à la fin de son intervention journalière.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
Monsieur POISSON Emmanuel, BURGUN ENTREPRISE,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),
Au maire de la commune de LUREUIL,
Unité Territoriale de LE BLANC,
La DDT/SPREN - Cité administrative - 36000 CHÂTEAUROUX,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

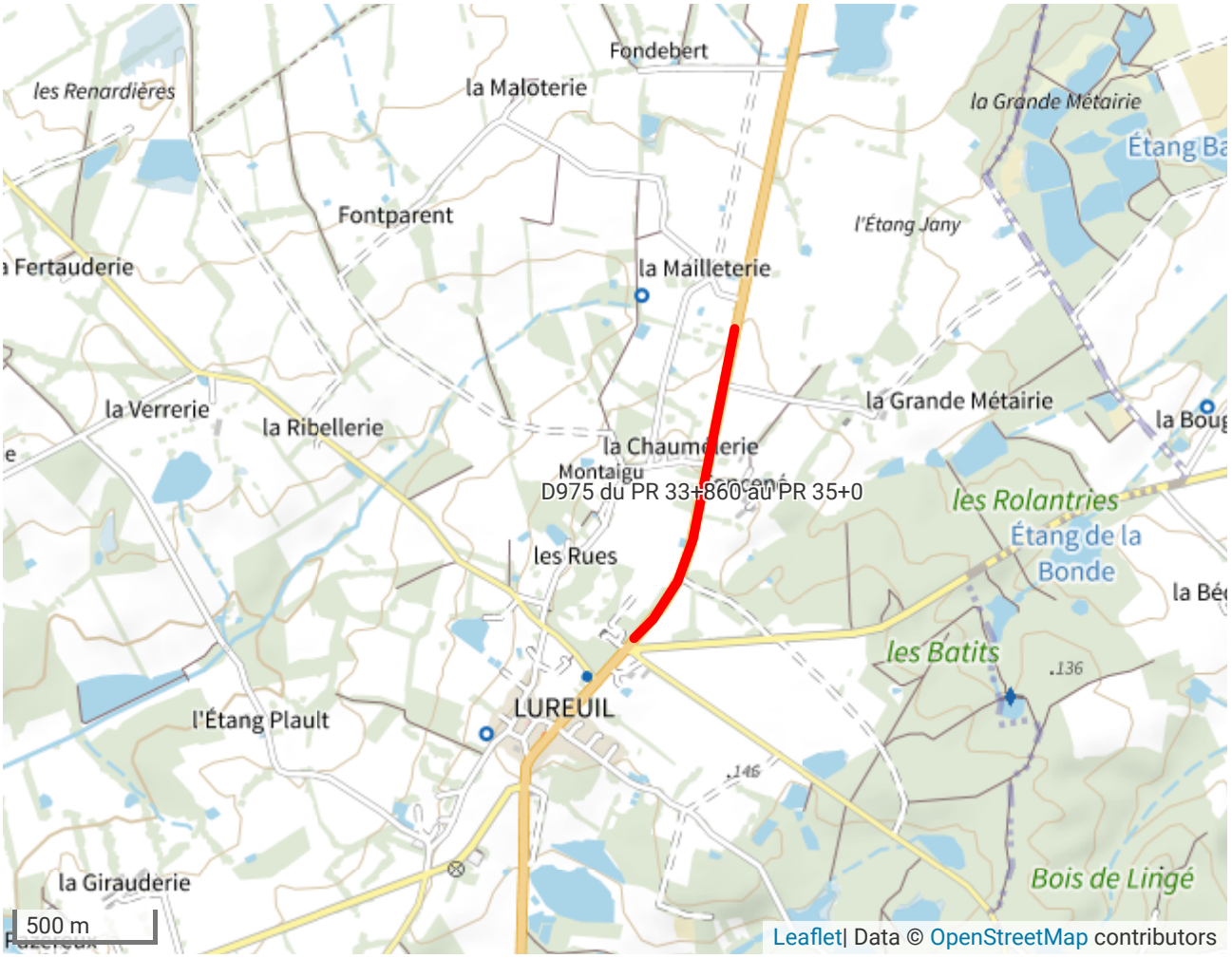
Loïc LIGNELET
UT Le Blanc
4 févr. 2025

Renseignements
Unité Territoriale de LE BLANC
2 ter route de la Grand' Borne, 36300 LE BLANC - Tél. 02.54.48.99.90
DGARTPE-UTLEBLANC@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_119

Portant réglementation de la circulation sur la D927 du PR 54+245 au PR 54+310, du mercredi 12 février 2025 au vendredi 28 février 2025, à l'occasion de travaux de maintenance téléphonique, sur le territoire de la commune de RIVARENNES.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2024-10-10-00005 du 10 octobre 2024 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Maire d'OULCHES,

Vu l'avis favorable de M. le Maire de CIRON en date du 29/01/2025,

Vu l'avis favorable de Mme le Maire de CHITRAY en date du 29/01/2025,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Maire de RIVARENNES,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),

Vu la demande présentée le 28/01/2025 par l'entreprise RESASTAT SERVICES demeurant 1 Rue des Artisans, 37300 JOUÉ-LES-TOURS,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D927 du PR 54+245 au PR 54+310**,** du mercredi 12 février 2025 au vendredi 28 février 2025**,** à l'occasion de travaux de maintenance téléphonique,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LE BLANC,

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRÊTE

Article 1 :
Du mercredi 12 février 2025 au vendredi 28 février 2025, sur la D927 du PR 54+245 au PR 54+310, hors agglomération, sur le territoire de la commune de **RIVARENNES**, à l'occasion de travaux de maintenance téléphonique, réalisés par l'entreprise RESASTAT SERVICES et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par une interdiction à tous les véhicules.

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée suivant l'annexe localisation.

Article 3 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **RESASTAT SERVICES** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

La signalisation de déviation sera mise en place, entretenue et déposée par **les services du Département**.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
Monsieur FERRAOUN Halim, RESASTAT SERVICES,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),
Au maire de la commune de RIVARENNES,
Au maire de la commune d'OULCHES,
Au maire de la commune de CIRON,
Au maire de la commune de CHITRAY,
Unité Territoriale de LE BLANC,
La DDT/SPREN - Cité administrative - 36000 CHÂTEAUROUX,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Loïc LIGNELET
UT Le Blanc
5 févr. 2025

Renseignements

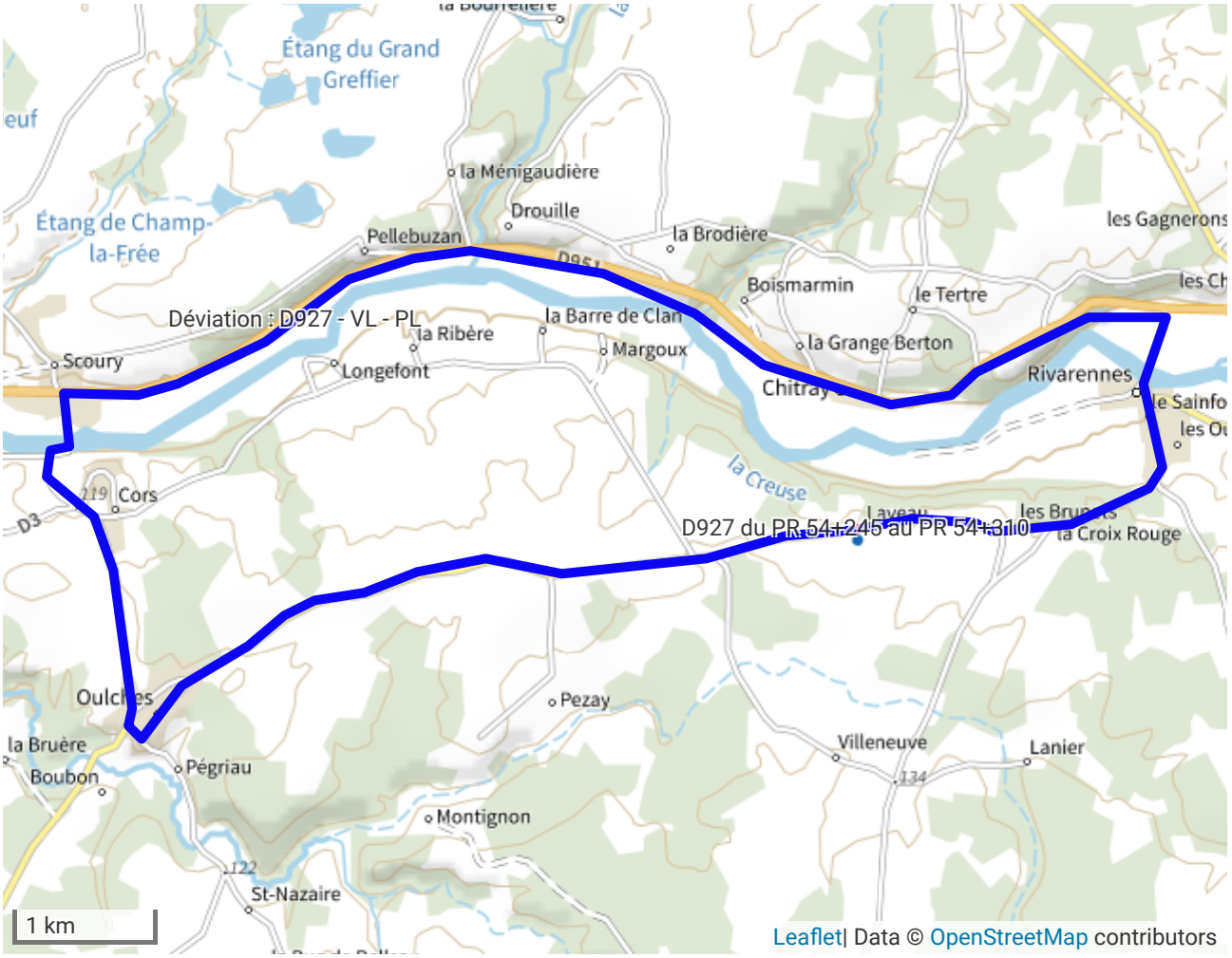
Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Unité Territoriale de LE BLANC
2 ter route de la Grand' Borne, 36300 LE BLANC - Tél. 02.54.48.99.90
DGARTPE-UTLEBLANC@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



DÉTAILS DE L'ITINÉRAIRE

Déviation D927 - VL - PL
Via: D 927, Route de Rivarennes, D 3, D 32, Route de Châteauroux, D 951, Rue de la Côte des Buissons, D 927
19.8 km, 21 min
Se diriger vers l'ouest sur D 927 - 5.5 km
Tourner à droite sur la route de Bélâbre (D 3) - 150 m
Tourner à droite sur la rue de la Poste (D 3) - 4 m
Vous êtes arrivé à votre première destination - 0 m
Se diriger vers le nord sur la rue de la Poste (D 3) - 2.5 km
Vous êtes arrivé à votre seconde destination, sur la gauche - 0 m
Se diriger vers le nord sur la route de la Creuse (D 32) - 45 m
Tourner à droite sur la route de Châteauroux (D 951) - 8 km
Tourner à droite sur D 46 - 15 m
Vous êtes arrivé à votre troisième destination, sur la gauche - 0 m
Se diriger vers le sud sur D 46 - 600 m
Continuer tout droit sur la rue de la Côte des Buissons (D 927) - 3 km
Vous êtes arrivé à votre destination - 0 m

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_131

Portant réglementation de la circulation sur la D30 du PR 15+146 au PR 15+685, du mercredi 26 février 2025 au mercredi 26 mars 2025, à l'occasion de travaux ENEDIS sur ligne aérienne sous tension, sur le territoire de la commune de TENDU.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2024-10-10-00005 du 10 octobre 2024 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu l'avis favorable de M. le Maire de Tendu en date du 04/02/2025,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Maire de Saint-Marcel,

Vu l'avis favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (La Châtre) en date du 03/02/2025,

Vu la demande présentée le 29/01/2025 par l'entreprise ENEDIS demeurant 2 avenue Pierre de Coubertin, 36000 CHATEAUROUX,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D30 du PR 15+146 au PR 15+685**,** du mercredi 26 février 2025 au mercredi 26 mars 2025**,** à l'occasion de travaux ENEDIS sur ligne aérienne sous tension,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LE BLANC,

ARRÊTE

Article 1 :
Du mercredi 26 février 2025 au mercredi 26 mars 2025, sur la D30 du PR 15+146 au PR 15+685, hors agglomération, sur le territoire de la commune de **TENDU**, à l'occasion de travaux ENEDIS sur ligne aérienne sous tension, réalisés par l'entreprise ENEDIS et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par une interdiction à tous les véhicules.

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée suivant l'annexe localisation.

Article 3 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **ENEDIS** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

La signalisation de déviation sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **ENEDIS**.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
Monsieur BACHELIER Adam, ENEDIS,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (La Châtre),
Au maire de la commune de TENDU,
Au maire de la commune de SAINT-MARCEL,
Au maire de la commune de LE PÊCHEREAU,
Unité Territoriale de LE BLANC,
La DDT/SPREN - Cité administrative - 36000 CHÂTEAUROUX,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

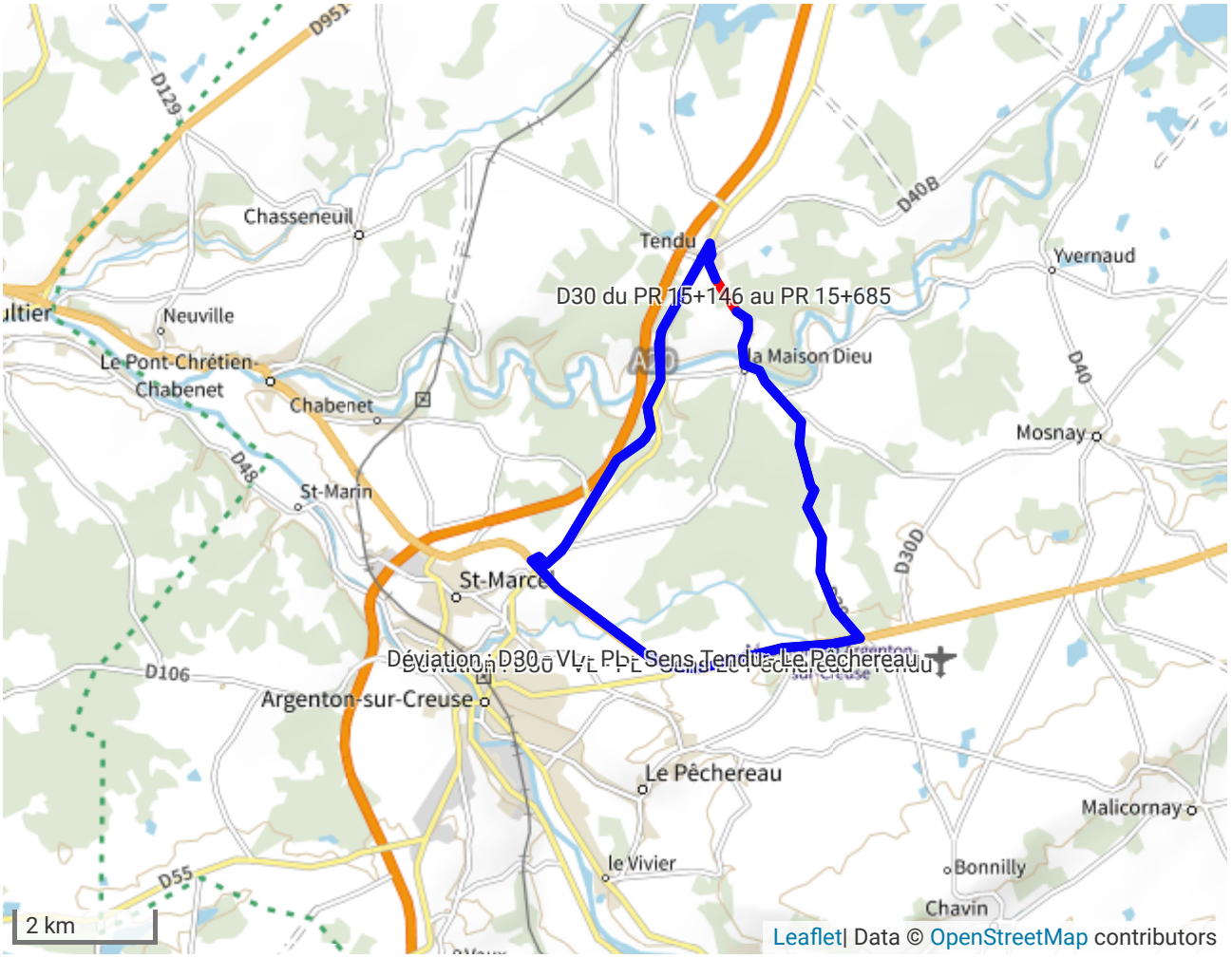
Loïc LIGNELET
UT Le Blanc
5 févr. 2025

Renseignements
Unité Territoriale de LE BLANC
2 ter route de la Grand' Borne, 36300 LE BLANC - Tél. 02.54.48.99.90
DGARTPE-UTLEBLANC@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



DÉTAILS DE L'ITINÉRAIRE

Déviation D30 - VL - PL - Sens Tendu - Le Pêchereau
Via: Route de Prunget, Rue des Écoles, Route de Limoges, D 920, D 927, D 30
16.4 km, 21 min
Se diriger vers le nord sur la route de Prunget (D 30) - 250 m
Tourner à droite sur la rue de la Mairie (D 30) - 150 m
Tourner légèrement à gauche sur la rue des Écoles (D 30) - 150 m
Tourner franchement à gauche sur la route de Paris (D 920) - 5.5 m
Vous êtes arrivé à votre première destination - 0 m
Se diriger vers le sud-ouest sur la route de Paris (D 920) - 250 m
Continuer tout droit sur la route de Limoges (D 920) - 5.5 km
Tourner à gauche - 5 m
Vous êtes arrivé à votre seconde destination - 0 m
Se diriger vers le sud-est - 400 m
Aller tout droit sur D 927 - 4.5 km
Tourner à gauche sur D 30 - 60 m
Vous êtes arrivé à votre troisième destination, sur la gauche - 0 m
Se diriger vers le nord-ouest sur D 30 - 5.5 km
Vous êtes arrivé à votre destination, sur la gauche - 0 m
Déviation D30 - VL - PL - Sens Le Pêchereau - Tendu
Via: D 30, D 927, , D 920, Route de Limoges, Place Saint-Étienne, Route de Prunget
16.0 km, 20 min
Se diriger vers le sud-est sur D 30 - 5.5 km
Vous êtes arrivé à votre première destination - 0 m
Se diriger vers le sud-est sur D 30 - 1.5 m

Tourner à droite sur D 927 - 5 km
Tourner légèrement à droite - 70 m
Vous êtes arrivé à votre seconde destination - 0 m
Se diriger vers le nord - 300 m
Vous êtes arrivé à votre troisième destination, droit devant - 0 m
Se diriger vers le nord-est sur D 920 - 3 km
Vous êtes arrivé à votre quatrième destination - 0 m
Se diriger vers le nord-est sur D 920 - 2 km
Tourner à droite sur la place Saint-Étienne (D 30) - 20 m
Vous êtes arrivé à votre cinquième destination, sur la droite - 0 m
Se diriger vers le sud-est sur la place Saint-Étienne (D 30) - 80 m
Tourner à droite sur la route de Prunget (D 30) - 20 m
Tourner à gauche pour rester sur la route de Prunget (D 30) - 250 m
Vous êtes arrivé à votre destination - 0 m

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_136

Portant réglementation de la circulation sur la D943 du PR 19+900 au PR 20+500, du lundi 17 février 2025 au vendredi 21 mars 2025, à l'occasion de travaux de réparation d'une conduite Télécom, sur le territoire de la commune de NOHANT-VIC.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2024-10-10-00005 du 10 octobre 2024 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de NOHANT-VIC en date du 03/02/2025,

Vu l'avis favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (La Châtre) en date du 04/02/2025,

Vu la demande présentée le 30/01/2025 par l'entreprise CIRCET demeurant 22 RUE DU COLOMBIER, 37700 SAINT-PIERRE-DES-CORPS,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D943 du PR 19+900 au PR 20+500**,** du lundi 17 février 2025 au vendredi 21 mars 2025**,** à l'occasion de travaux de réparation d'une conduite Télécom,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LA CHÂTRE,

ARRÊTE

Article 1 :
Du lundi 17 février 2025 au vendredi 21 mars 2025, sur la D943 du PR 19+900 au PR 20+500, hors agglomération, sur le territoire de la commune de **NOHANT-VIC**, à l'occasion de travaux de réparation d'une conduite Télécom, réalisés par l'entreprise CIRCET et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par un alternat par feux tricolores KR11.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **CIRCET** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée de l'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

L'alternat et la signalisation correspondante ne gêneront pas la circulation des transports exceptionnels. Tout déplacement de la signalisation pour permettre le passage d'un transport exceptionnel sera à la charge de l'entreprise.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
L'entreprise CIRCET,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
Au maire de la commune de NOHANT-VIC,
Unité Territoriale de LA CHÂTRE,
La DDT/SPREN - Cité administrative - 36000 CHÂTEAUROUX,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Yann MICHON
Direction des Routes
5 févr. 2025

Renseignements

Unité Territoriale de LA CHATRE

2 rue Joseph Ageorges, 36400 LA CHATRE - Tél. 02.54.62.12.20

DGARTPE-UTLACHATRE@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_138

Portant réglementation de la circulation sur la D951 du PR 2+657 au PR 3+389, du lundi 10 février 2025 au vendredi 28 février 2025, à l'occasion de travaux de réfection de joints d'un Ouvrage d'Art, sur le territoire de la commune d'INGRANDES.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2024-10-10-00005 du 10 octobre 2024 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire d'Ingrandes en date du 03/02/2025,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),

Vu la demande présentée le 24/01/2025 par la société BAUDIN CHATEAUNEUF demeurant 60 rue de la Brosse, 45110 CHATEAUNEUF-SUR-LOIRE,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D951 du PR 2+657 au PR 3+389**,** du lundi 10 février 2025 au vendredi 28 février 2025**,** à l'occasion de travaux de réfection de joints d'un Ouvrage d'Art,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LE BLANC,

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRÊTE

Article 1 :
Du lundi 10 février 2025 au vendredi 28 février 2025, sur la D951 du PR 2+657 au PR 3+389, hors agglomération, sur le territoire de la commune d'**INGRANDES**, à l'occasion de travaux de réfection de joints d'un Ouvrage d'Art, réalisés par l'entreprise BAUDIN CHATEAUNEUF et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par un alternat par feux tricolores KR11 ou par un alternat manuel par piquets K10.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **BAUDIN CHATEAUNEUF** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée de l'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

L'alternat et la signalisation correspondante ne gêneront pas la circulation des transports excecptionnels. Tout déplacement de la signalisation pour permette le passage d'un transport exceptionnel sera à la charge de l'entreprise.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
Monsieur LAFON Thibault, BAUDIN CHATEAUNEUF,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),
Au maire de la commune d'INGRANDES,
Unité Territoriale de LE BLANC,
La DDT/SPREN - Cité administrative - 36000 CHÂTEAUROUX,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Yann MICHON
Direction des Routes
5 févr. 2025

Renseignements

Unité Territoriale de LE BLANC

2 ter route de la Grand' Borne, 36300 LE BLANC - Tél. 02.54.48.99.90

DGARTPE-UTLEBLANC@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_140

Portant réglementation de la circulation sur la D3 du PR 0+300 au PR 2+520, du mercredi 12 février 2025 au vendredi 11 avril 2025, à l'occasion de travaux d'élagage, sur le territoire de la commune de LURAIS.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Le maire de LURAIS,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de Lurais en date du 03/02/2025,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),

Vu la demande présentée le 28/01/2025 par la société BURGUN ENTREPRISE demeurant 77 rue de Beaufort, 87400 SAINT-LEONARD-DE-NOBLAT,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D3 du PR 0+300 au PR 2+520, du mercredi 12 février 2025 au vendredi 11 avril 2025, à l'occasion de travaux d'élagage,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LE BLANC,

ARRÊTENT

Article 1 :
Du mercredi 12 février 2025 au vendredi 11 avril 2025, sur la D3 du PR 0+300 au PR 2+520, en et hors agglomération, sur le territoire de la commune de **LURAIS**, à l'occasion de travaux d'élagage, réalisés par l'entreprise BURGUN et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par un alternat par feux tricolores KR11.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 30 km/h (en agglomération) et à 50 km/h (hors agglomération).

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **BURGUN** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée de l'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

Article 3 :
L'entreprise devra remettre en état le domaine public à la fin de son intervention journalière.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
Monsieur POISSON Emmanuel, BURGUN ENTREPRISE,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),
Au maire de la commune de LURAIS,
Unité Territoriale de LE BLANC,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Le - 5 FEV. 2025

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc,

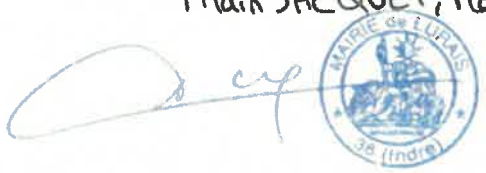
Loïc LIGNELET

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Le maire de LURAIS

Nom, Prénom, Qualité

Alain JACQUET, Maire



Renseignements

Unité Territoriale de LE BLANC

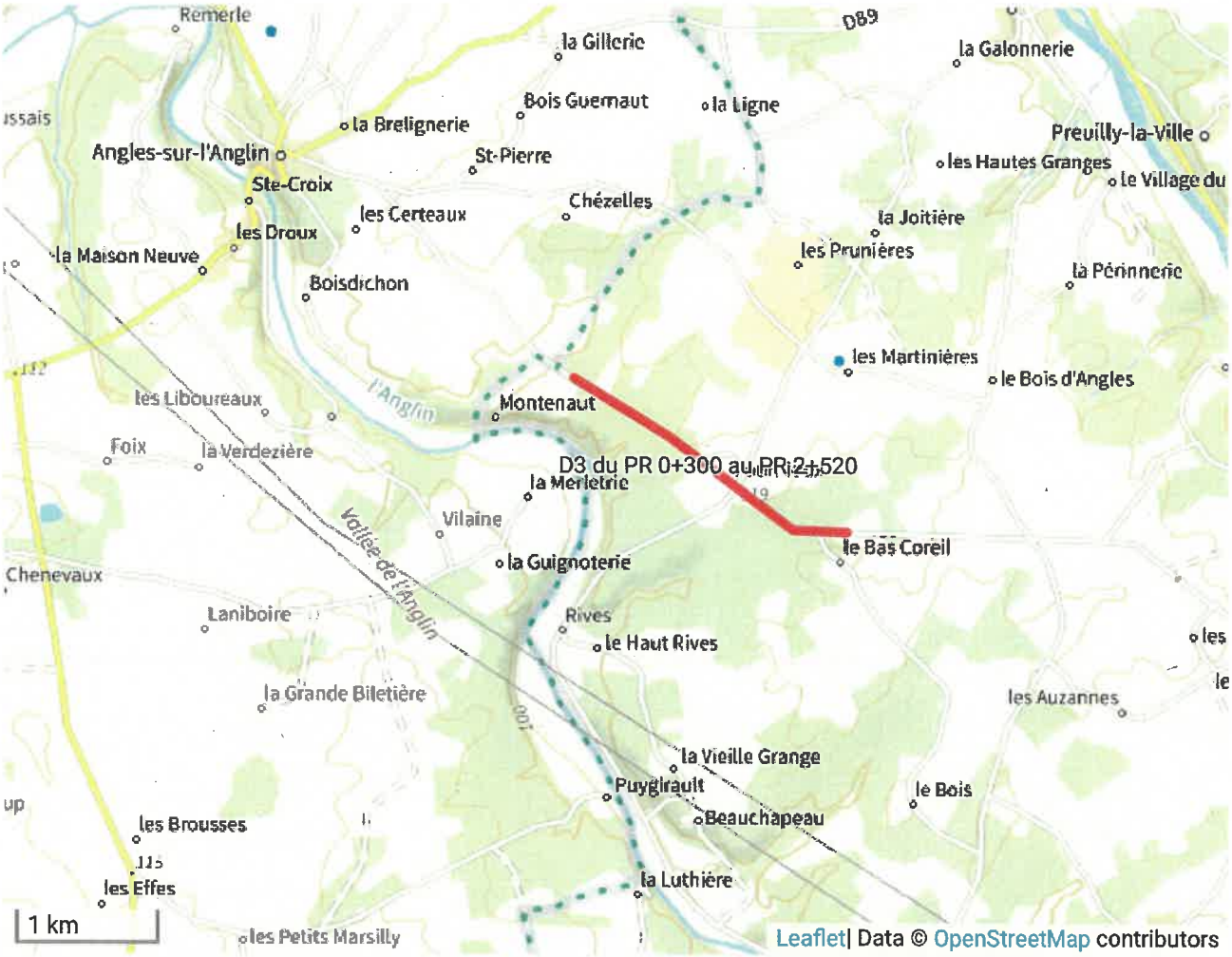
2 ter route de la Grand' Borne, 36300 LE BLANC - Tél. 02.54.48.99.90

DGARTPE-UTLEBLANC@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



INDRE
LE DÉPARTEMENT

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_32

Portant réglementation de la circulation sur la D11 du PR 51+650 au PR 53+240, du jeudi 13 février 2025 au dimanche 13 avril 2025, à l'occasion de travaux de Génie Civil pour le déploiement de la fibre optique, sur le territoire de la commune de NURET-LE-FERRON.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Le maire de NURET LE FERRON,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),

Vu la demande présentée le 29/01/2025 par l'entreprise AXIONE domiciliée 39 avenue Jean Jaurès, 18100 VIERZON, pour le compte de BERRY THD domicilié 39/41 avenue Jean Jaurès, 18100 VIERZON,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D11 du PR 51+650 au PR 53+240, du jeudi 13 février 2025 au dimanche 13 avril 2025, à l'occasion de travaux de Génie Civil pour le déploiement de la fibre optique,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LE BLANC,

ARRÊTENT

Article 1 :
Du jeudi 13 février 2025 au dimanche 13 avril 2025, sur la D11 du PR 51+650 au PR 53+240, en et hors agglomération, sur le territoire de la commune de **NURET-LE-FERRON**, à l'occasion de travaux de Génie Civil pour le déploiement de la fibre optique, réalisés par l'entreprise AXIONE et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par un alternat par sens prioritaire par panneaux B15 et C18.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 30 km/h en agglomération et à 50 km/h hors agglomération.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **AXIONE** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
Monsieur Yebas BERENGER, AXIONE,
BERRY THD,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),
Au maire de la commune de NURET-LE-FERRON,
Unité Territoriale de LE BLANC,
RIP 36,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc,

Loïc LIGNELET

06 FEV. 2025

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Le maire de NURET LE FERRON

Nom, Prénom, Qualité

JEUNESSE Hervé, Maire

Mairie de NURET-LE-FERRON 36 (Indre)

Renseignements

Unité Territoriale de LE BLANC

2 ter route de la Grand' Borne, 36300 LE BLANC - Tél. 02.54.48.99.90

DGARTPE-UTLEBLANC@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_144

Portant réglementation de la circulation sur la D20 du PR 33+900 au PR 34+100, du jeudi 13 février 2025 au dimanche 13 avril 2025, à l'occasion de travaux de Génie Civil pour le déploiement de la fibre optique, sur le territoire de la commune de NURET-LE-FERRON.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),

Vu la demande présentée le 29/01/2025 par l'entreprise AXIONE demeurant 39 Avenue Jean Jaurès, 18100 VIERZON,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D20 du PR 33+900 au PR 34+100**,** du jeudi 13 février 2025 au dimanche 13 avril 2025**,** à l'occasion de travaux de Génie Civil pour le déploiement de la fibre optique,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LE BLANC,

ARRÊTE

Article 1 :
Du jeudi 13 février 2025 au dimanche 13 avril 2025, sur la D20 du PR 33+900 au PR 34+100, hors agglomération, sur le territoire de la commune de **NURET-LE-FERRON**, à l'occasion de travaux de Génie Civil pour le déploiement de la fibre optique, réalisés par l'entreprise AXIONE et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par un alternat par sens prioritaire par panneaux B15 et C18.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **AXIONE** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
Monsieur Yebas BERENGER, AXIONE,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),
Au maire de la commune de NURET-LE-FERRON,
Unité Territoriale de LE BLANC,
RIP 36,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

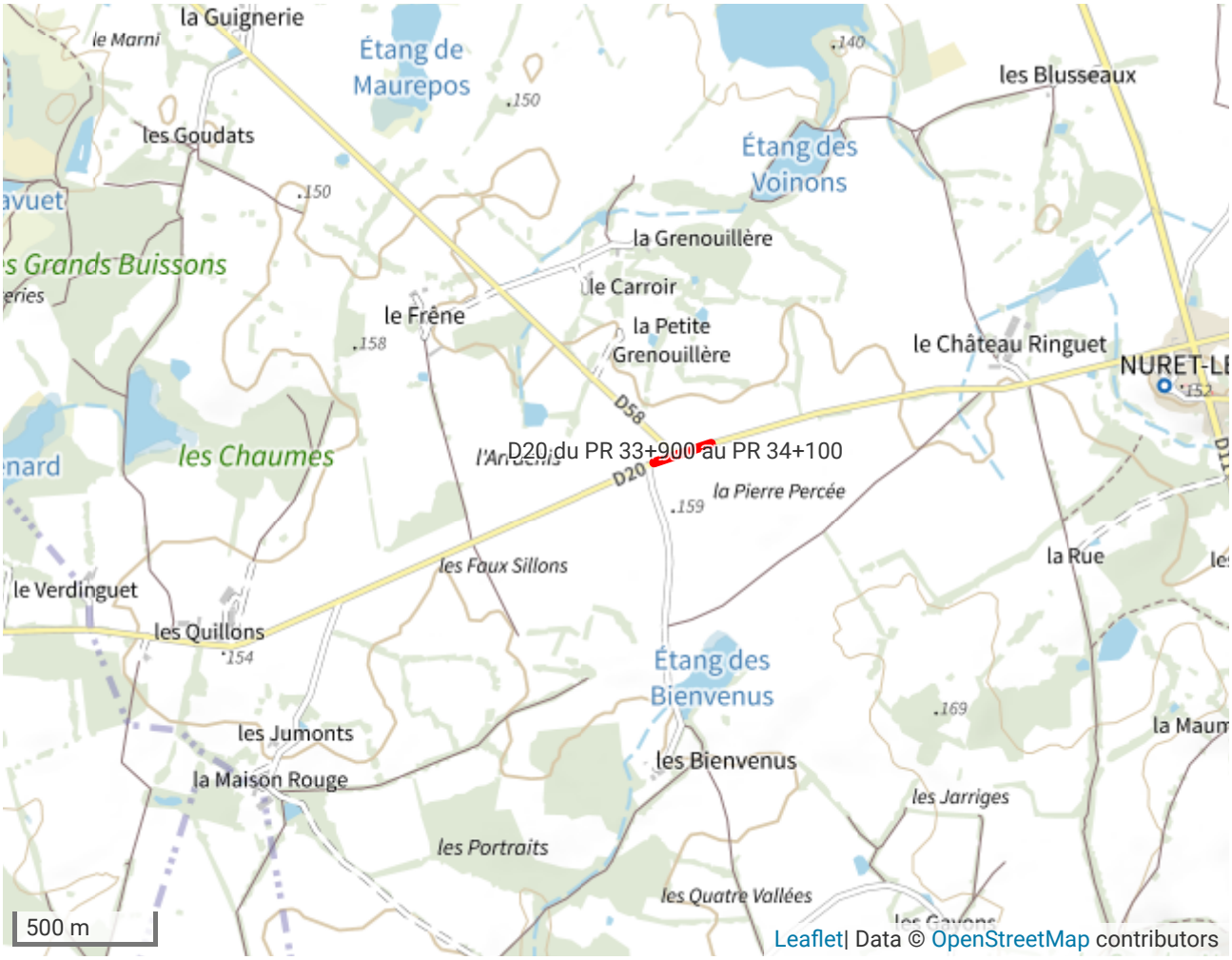
Loïc LIGNELET
UT Le Blanc
6 févr. 2025

Renseignements
Unité Territoriale de LE BLANC
2 ter route de la Grand' Borne, 36300 LE BLANC - Tél. 02.54.48.99.90
DGARTPE-UTLEBLANC@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_145

Portant réglementation de la circulation sur la D58 du PR 25+800 au PR 26+072, du jeudi 13 février 2025 au dimanche 13 avril 2025, à l'occasion de travaux de Génie Civil pour le déploiement de la fibre optique, sur le territoire de la commune de NURET-LE-FERRON.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),

Vu la demande présentée le 29/01/2025 par l'entreprise AXIONE demeurant 39 Avenue Jean Jaurès, 18100 VIERZON,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D58 du PR 25+800 au PR 26+072**,** du jeudi 13 février 2025 au dimanche 13 avril 2025**,** à l'occasion de travaux de Génie Civil pour le déploiement de la fibre optique,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LE BLANC,

ARRÊTE

Article 1 :
Du jeudi 13 février 2025 au dimanche 13 avril 2025, sur la D58 du PR 25+800 au PR 26+072, hors agglomération, sur le territoire de la commune de **NURET-LE-FERRON**, à l'occasion de travaux de Génie Civil pour le déploiement de la fibre optique, réalisés par l'entreprise AXIONE et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par un alternat par sens prioritaire par panneaux B15 et C18.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **AXIONE** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
Monsieur Yebas BERENGER, AXIONE,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),
Au maire de la commune de NURET-LE-FERRON,
Unité Territoriale de LE BLANC,
RIP 36,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

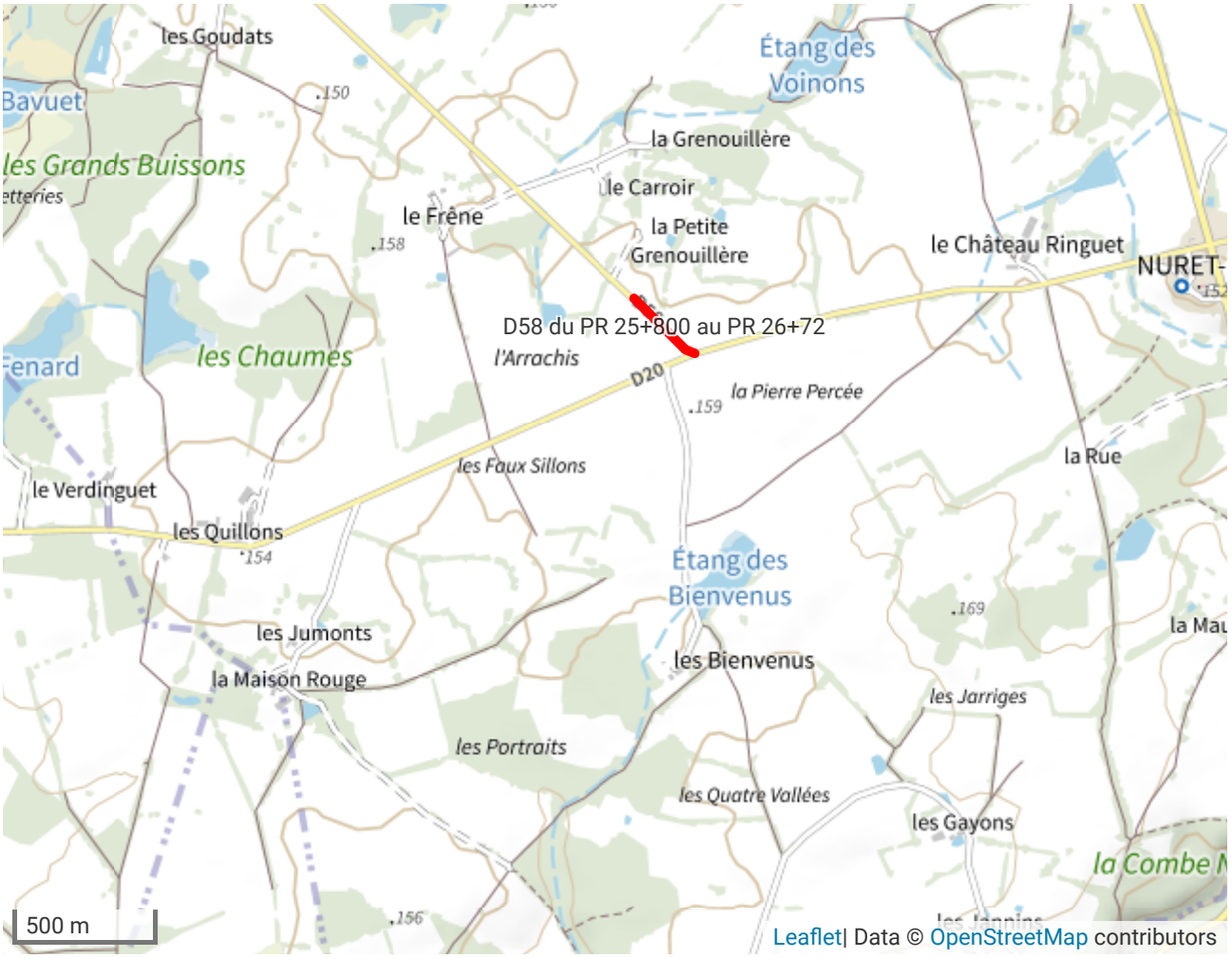
Loïc LIGNELET
UT Le Blanc
6 févr. 2025

Renseignements
Unité Territoriale de LE BLANC
2 ter route de la Grand' Borne, 36300 LE BLANC - Tél. 02.54.48.99.90
DGARTPE-UTLEBLANC@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_149

Portant réglementation de la circulation sur la D7 du PR 2+529 au PR 3+150, du lundi 10 février 2025 au lundi 03 mars 2025, à l'occasion de travaux d'élagage d'arbres, sur le territoire de la commune de FRÉDILLE.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de Frédille en date du 04/02/2025,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),

Vu la demande présentée le 24/01/2025 par la COMMUNE DE FREDILLE demeurant 3 ROUTE DE PELLEVOISIN - 36180 FREDILLE, pour le compte de Monsieur DARNAULT domiciliée LE FRAND DEFRICHE - 36180 FREDILLE,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D7 du PR 2+529 au PR 3+150**,** du lundi 10 février 2025 au lundi 03 mars 2025**,** à l'occasion de travaux d'élagage d'arbres,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de VATAN,

ARRÊTE

Article 1 :
Du lundi 10 février 2025 au lundi 03 mars 2025, sur la D7 du PR 2+529 au PR 3+150, hors agglomération, sur le territoire de la commune de **FRÉDILLE**, à l'occasion de travaux d'élagage d'arbres, réalisés par Monsieur DARNAULT, la circulation sera réglementée par un alternat manuel par piquets K10.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Le temps de l'abattage de certains arbres, la circulation pourra être momentanément interrompue par les signaleurs en charge de l'alternat.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par Monsieur DARNAULT, chargés des travaux.

L'alternat manuel par piquets K10 sera géré par Monsieur DARNAULT, chargé des travaux.

Article 3 :
Monsieur DARNAULT devra remettre en état le domaine public à la fin de son intervention journalière.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
La Commune de FREDILLE,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),
Unité Territoriale de VATAN,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Laurent LEGER
UT Vatan
6 févr. 2025

Renseignements
Unité Territoriale de VATAN
11 avenue de la Sentinelle, 36150 VATAN - Tél. 02.54.03.47.00
DGARTPE-UTVATAN@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_150

Portant réglementation de la circulation sur la D61B du PR 1+240 au PR 1+636, du samedi 08 février 2025 au mardi 08 avril 2025, à l'occasion d'un chargement de bois, sur le territoire de la commune de POULIGNY-SAINT-PIERRE.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),

Vu la demande présentée le 04/02/2025 par la société Comptoir des Bois de Brive demeurant 620 rue Georges Clémenceau - 36130 DÉOLS,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D61B du PR 1+240 au PR 1+636**,** du samedi 08 février 2025 au mardi 08 avril 2025**,** à l'occasion d'un chargement de bois,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LE BLANC,

ARRÊTE

Article 1 :
Du samedi 08 février 2025 au mardi 08 avril 2025, sur la D61B du PR 1+240 au PR 1+636, hors agglomération, sur le territoire de la commune de **POULIGNY-SAINT-PIERRE**, à l'occasion d'un chargement de bois, réalisés par l'entreprise Comptoir des Bois de Brive et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par un alternat par feux tricolores KR11 ou par un alternat manuel par piquets K10.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **Comptoir des Bois de Brive** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée de l'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

Article 3 :
L'entreprise devra remettre en état le domaine public à la fin de son intervention journalière.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
Madame Hochereau CLÉMENTINE, Comptoir des Bois de Brive,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),
Au maire de la commune de POULIGNY-SAINT-PIERRE,
Unité Territoriale de LE BLANC,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Loïc LIGNELET
UT Le Blanc
6 févr. 2025

Renseignements
Unité Territoriale de LE BLANC
2 ter route de la Grand' Borne, 36300 LE BLANC - Tél. 02.54.48.99.90
DGARTPE-UTLEBLANC@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoge

ANNEXE - LOCALISATION



ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_152

Portant réglementation de la circulation sur la D43 du PR 42+328 au PR 43+047, du lundi 17 février 2025 au vendredi 07 mars 2025, à l'occasion de travaux de terrassement pour branchement électrique, sur le territoire de la commune de MURS.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),

Vu la demande présentée le 20/01/2025 par l'entreprise TP RESEAUX CENTRE demeurant Allée du Commerce, 36250 SAINT-MAUR,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D43 du PR 42+328 au PR 43+047**,** du lundi 17 février 2025 au vendredi 07 mars 2025**,** à l'occasion de travaux de terrassement pour branchement électrique,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LE BLANC,

ARRÊTE

Article 1 :
Du lundi 17 février 2025 au vendredi 07 mars 2025, sur la D43 du PR 42+328 au PR 43+047, hors agglomération, sur le territoire de la commune de **MURS**, à l'occasion de travaux de terrassement pour branchement électrique, réalisés par l'entreprise TP RESEAUX CENTRE et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par un alternat par feux tricolores KR11.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **TP RESEAUX CENTRE** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée de l'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
Madame CHARBONNIER Elise, TP RESEAUX CENTRE,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),
Au maire de la commune de MURS,
Unité Territoriale de LE BLANC,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Loïc LIGNELET
UT Le Blanc
6 févr. 2025

Renseignements
Unité Territoriale de LE BLANC
2 ter route de la Grand' Borne, 36300 LE BLANC - Tél. 02.54.48.99.90
DGARTPE-UTLEBLANC@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_154

Portant réglementation de la circulation sur la D79A du PR 0+200 au PR 3+532, du lundi 10 février 2025 au vendredi 28 février 2025, à l'occasion de travaux d'élagage, sur le territoire de la commune de NÉONS-SUR-CREUSE.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),

Vu l'avis favorable du Département de la VIENNE,

Vu la demande présentée le 04/02/2025 par les Services du Département,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D79A du PR 0+200 au PR 3+532**,** du lundi 10 février 2025 au vendredi 28 février 2025**,** à l'occasion de travaux d'élagage,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LE BLANC,

ARRÊTE

Article 1 :
Du lundi 10 février 2025 au vendredi 28 février 2025, sur la D79A du PR 0+200 au PR 3+532, hors agglomération, sur le territoire de la commune de **NÉONS-SUR-CREUSE**, à l'occasion de travaux d'élagage, réalisés par les Services du Département, la circulation sera réglementée par une interdiction à tous les véhicules (sauf aux transports scolaires, aux riverains et aux véhicules de service public).

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée suivant l'annexe localisation.

Article 3 :
Les signalisations de chantier et de déviation nécessaires à l'application du présent arrêté seront mises en place, entretenues et déposées par les Services du Département, chargés des travaux.

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 : Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),
Au maire de la commune de NÉONS-SUR-CREUSE,
Au maire de la commune de VICQ-SUR-GARTEMPE (département 86),
Le Département de la VIENNE,
Unité Territoriale de LE BLANC,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

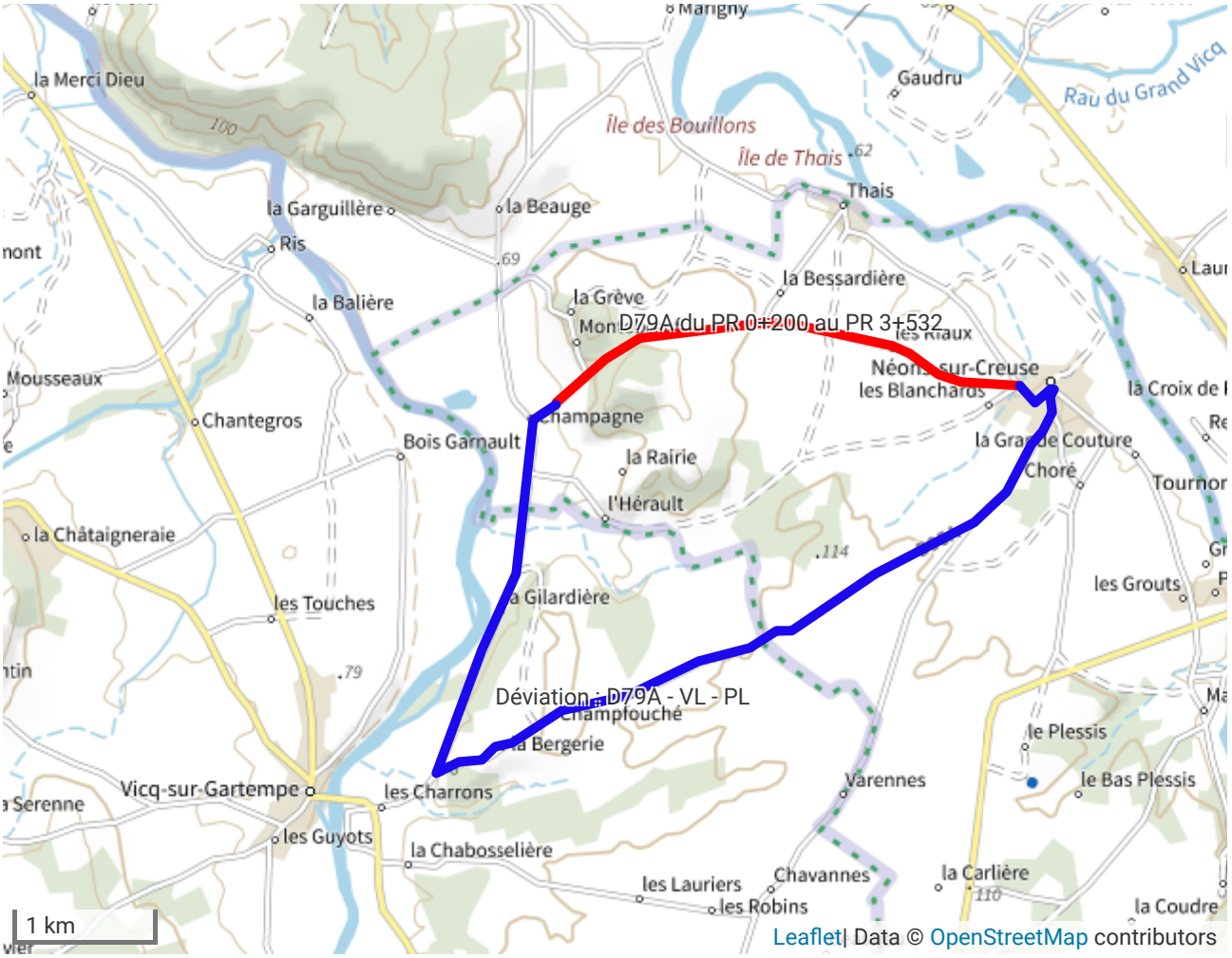
Loïc LIGNELET
UT Le Blanc
6 févr. 2025

Renseignements
Unité Territoriale de LE BLANC
2 ter route de la Grand' Borne, 36300 LE BLANC - Tél. 02.54.48.99.90
DGARTPE-UTLEBLANC@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



DÉTAILS DE L'ITINÉRAIRE

Déviation D79A - VL - PL
Via: D 79a, D 79, D 11, D 11h, D 95a, Rue de la Vieille Croix, Rue de la Lochetterie, D 95
8.4 km, 13 min
Se diriger vers le sud-ouest sur D 79a - 200 m
Tourner à gauche pour rester sur D 79 - 20 m
Vous êtes arrivé à votre première destination, sur la gauche - 0 m
Se diriger vers le sud sur D 79 - 600 m
Continuer tout droit sur D 11 - 2 km
Tourner à gauche sur D 11h - 7 m
Vous êtes arrivé à votre seconde destination, sur la droite - 0 m
Se diriger vers l'est sur D 11h - 2.5 km
Continuer tout droit sur D 95a - 1.5 km
Vous êtes arrivé à votre troisième destination - 0 m
Se diriger vers le nord-est sur D 95a - 1 km
Tourner à gauche sur la rue de la Vieille Croix (D 95) - 1.5 m
Vous êtes arrivé à votre quatrième destination - 0 m
Se diriger vers le nord-ouest sur la rue de la Vieille Croix (D 95) - 20 m
Tourner à gauche sur la rue de la Lochetterie (D 95) - 300 m
Vous êtes arrivé à votre destination, sur la droite - 0 m

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_148

Portant réglementation de la circulation sur la D43A du PR 0+100 au PR 3+500, du lundi 10 février 2025 au vendredi 28 février 2025, à l'occasion de travaux d'élagage, sur le territoire de la commune de SAUZELLES.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),

Vu la demande présentée le 04/02/2025 par les Services du Département,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D43A du PR 0+100 au PR 3+500**,** du lundi 10 février 2025 au vendredi 28 février 2025**,** à l'occasion de travaux d'élagage,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LE BLANC,

ARRÊTE

Article 1 :
Du lundi 10 février 2025 au vendredi 28 février 2025, sur la D43A du PR 0+100 au PR 3+500, hors agglomération, sur le territoire de la commune de **SAUZELLES**, à l'occasion de travaux d'élagage, réalisés par les Services du Département, la circulation sera réglementée par une interdiction à tous les véhicules (sauf aux transports scolaires, aux riverains et aux véhicules de service public).

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée suivant l'annexe localisation.

Article 3 :
Les signalisations de chantier et de déviation nécessaires à l'application du présent arrêté seront mises en place, entretenues et déposées par **les Services du Département**, chargés des travaux.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),
Au maire de la commune de SAUZELLES,
Unité Territoriale de LE BLANC,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

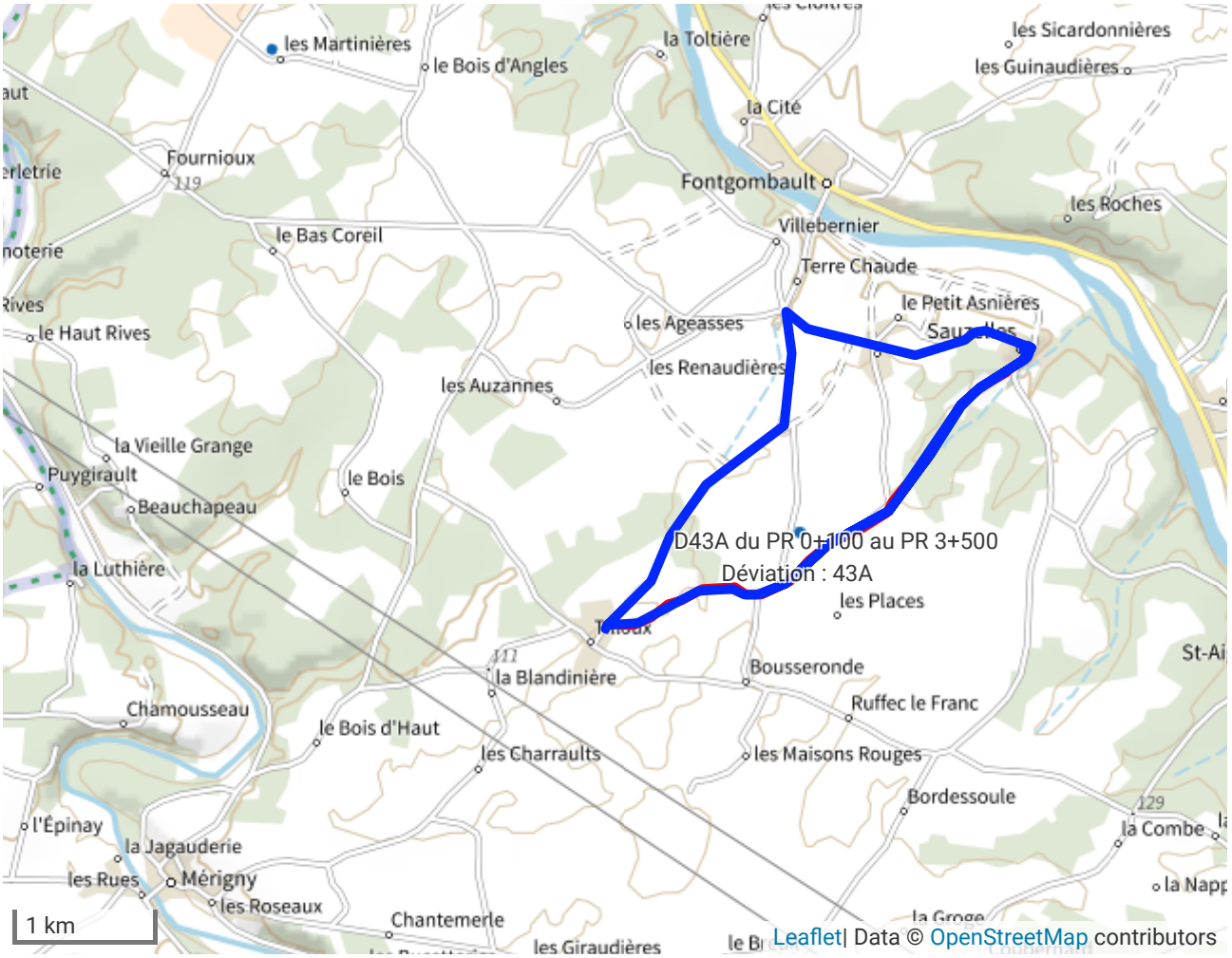
Yann MICHON
Direction des Routes
7 févr. 2025

Renseignements
Unité Territoriale de LE BLANC
2 ter route de la Grand' Borne, 36300 LE BLANC - Tél. 02.54.48.99.90
DGARTPE-UTLEBLANC@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



DÉTAILS DE L'ITINÉRAIRE

Déviation 43A
Via: D 43, Rue de l'Étrier Blanc, D 43, D 3, Route d'Angles, Route de Le Blanc, D 43a, Chemin Vicinal Ordinaire de Bousseronde aux Renauderies, D 43a, Impasse des Acacias, D 43a, Rue de Fontgombault
13.6 km, 21 min
Se diriger vers l'est sur la rue des Noyers - 4.5 m
Tourner à gauche sur la rue de Fontgombault (D 43) - 2.5 km
Vous êtes arrivé à votre première destination - 0 m
Se diriger vers le nord sur D 43 - 0 m
Vous êtes arrivé à votre seconde destination - 0 m
Se diriger vers le nord sur D 43 - 4 m
Tourner à droite sur D 3 - 2 km
Tourner à droite sur la route de Le Blanc (D 3) - 100 m
Vous êtes arrivé à votre troisième destination - 0 m
Se diriger vers le sud-ouest sur la route de Le Blanc (D 3) - 55 m
Tourner à droite sur D 43a - 1.5 km
Vous êtes arrivé à votre quatrième destination - 0 m
Se diriger vers le sud sur D 43a - 1 km
Tourner à droite sur le chemin Vicinal Ordinaire de Bousseronde aux Renauderies (C 10) - 30 m
Tourner à droite sur D 43a - 2.5 km
Vous êtes arrivé à votre cinquième destination - 0 m
Se diriger vers le nord-est sur D 43a - 80 m
Vous êtes arrivé à votre sixième destination - 0 m
Se diriger vers le sud-est sur D 43a - 3.5 m
Tourner à gauche sur la route de Le Blanc (D 3) - 200 m
Tourner à gauche sur l'impasse des Acacias - 30 m

Faire demi-tour et continuer sur l'impasse des Acacias - 30 m
Tourner à droite sur la rue des Ralliés (D 3) - 35 m
Tourner à droite sur la route de Le Blanc (D 3) - 150 m
Tourner à droite sur D 43a - 3.5 km
Vous êtes arrivé à votre septième destination, sur la gauche - 0 m
Se diriger vers l'ouest sur D 43a - 70 m
Tourner à gauche sur la rue de Fontgombault (D 43) - 45 m
Vous êtes arrivé à votre destination, sur la gauche - 0 m

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_151

Portant réglementation de la circulation sur la D95B du PR 0+000 au PR 1+856, du lundi 10 février 2025 au vendredi 28 février 2025, à l'occasion de travaux d'élagage, sur le territoire de la commune de NÉONS-SUR-CREUSE.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),

Vu l'avis favorable du Département de la VIENNE,

Vu la demande présentée le 04/02/2025 par les Services du Département,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D95B du PR 0+000 au PR 1+856**,** du lundi 10 février 2025 au vendredi 28 février 2025**,** à l'occasion de travaux d'élagage,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LE BLANC,

ARRÊTE

Article 1 :
Du lundi 10 février 2025 au vendredi 28 février 2025, sur la D95B du PR 0+000 au PR 1+856, hors agglomération, sur le territoire de la commune de **NÉONS-SUR-CREUSE**, à l'occasion de travaux d'élagage, réalisés par les Services du Département, la circulation sera réglementée par une interdiction à tous les véhicules.

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée suivant l'annexe localisation.

Article 3 :
Les signalisations de chantier et de déviation nécessaires à l'application du présent arrêté seront mises en place, entretenues et déposées par **les Services du Département**, chargés des travaux.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),
Au maire de la commune de NÉONS-SUR-CREUSE,
Au maire de la commune d'ANGLES-SUR-L'ANGLIN (département 86),
Unité Territoriale de LE BLANC,
Le Département de la VIENNE,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

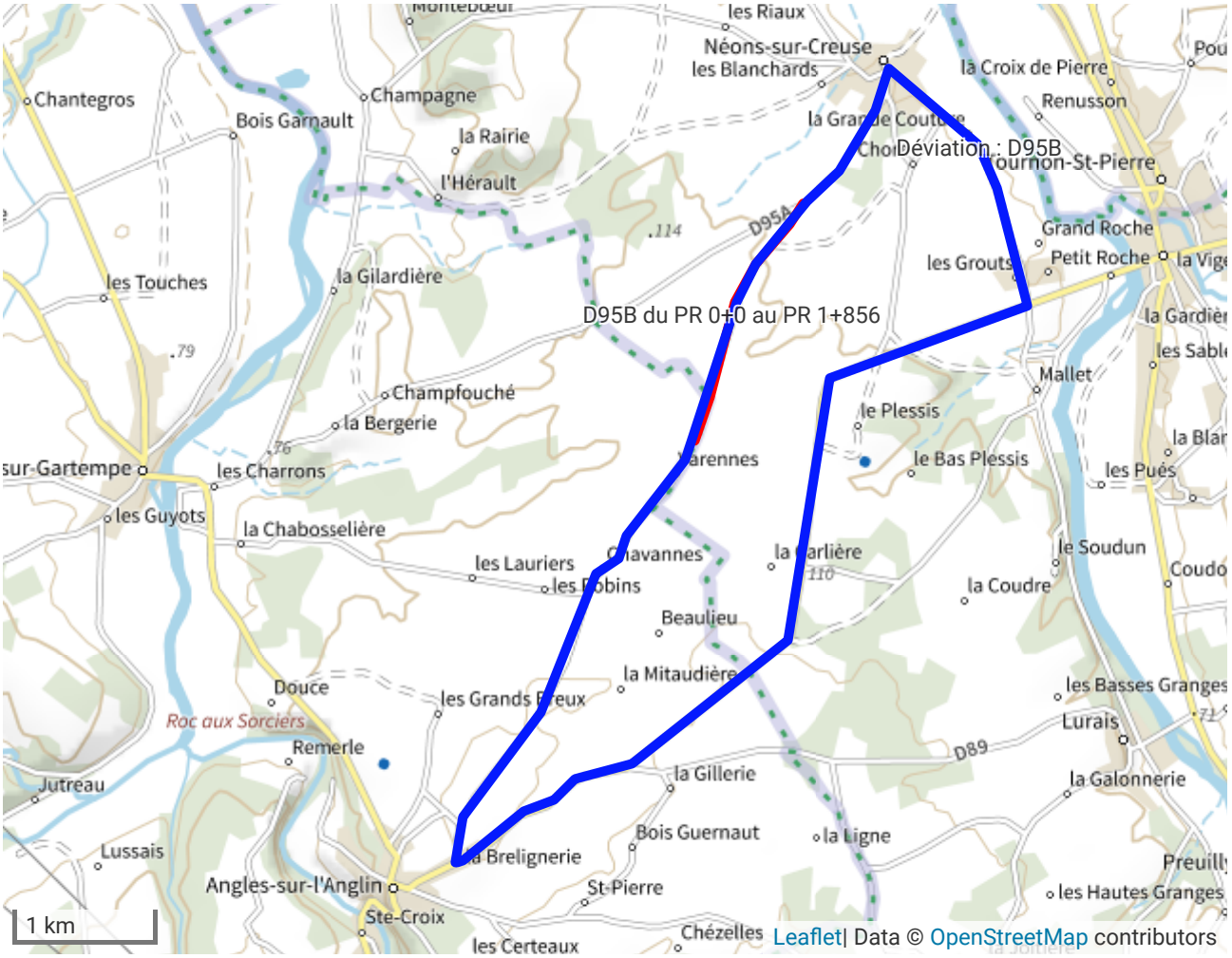
Loïc LIGNELET
UT Le Blanc
6 févr. 2025

Renseignements
Unité Territoriale de LE BLANC
2 ter route de la Grand' Borne, 36300 LE BLANC - Tél. 02.54.48.99.90
DGARTPE-UTLEBLANC@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



DÉTAILS DE L'ITINÉRAIRE

Déviation D95B
Via: Rue de Tournon, D 2, D 6, Rue de la Vieille Croix, D 95a, D 95b, D 2c
14.5 km, 20 min
Se diriger vers le nord-est sur la rue de Tournon (D 2) - 35 m
Vous êtes arrivé à votre première destination, sur la droite - 0 m
Se diriger vers le nord-est sur la rue de Tournon (D 2) - 2.5 km
Continuer tout droit sur D 6 - 3.5 km
Tourner à gauche sur D 95 - 2 km
Vous êtes arrivé à votre seconde destination, sur la gauche - 0 m
Se diriger vers le nord-ouest sur la rue de l'École (D 95) - 60 m
Tourner à gauche sur la rue de la Vieille Croix (D 95a) - 1 km
Vous êtes arrivé à votre troisième destination, sur la gauche - 0 m
Se diriger vers le sud-ouest sur D 95a - 15 m
Tenir la gauche sur D 95b - 1.5 km
Continuer tout droit sur D 2c - 3.5 km
Vous êtes arrivé à votre destination - 0 m

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_153

Portant réglementation de la circulation sur la D95A du PR 1+152 au PR 2+817, du lundi 10 février 2025 au vendredi 28 février 2025, à l'occasion de travaux d'élagage, sur le territoire de la commune de NÉONS-SUR-CREUSE.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),

Vu l'avis favorable du Département de la VIENNE,

Vu la demande présentée le 04/02/2025 par les Services du Département,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D95A du PR 1+152 au PR 2+817**,** du lundi 10 février 2025 au vendredi 28 février 2025**,** à l'occasion de travaux d'élagage,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LE BLANC,

ARRÊTE

Article 1 :
Du lundi 10 février 2025 au vendredi 28 février 2025, sur la D95A du PR 1+152 au PR 2+817, hors agglomération, sur le territoire de la commune de **NÉONS-SUR-CREUSE**, à l'occasion de travaux d'élagage, réalisés par les Services du Département, la circulation sera réglementée par une interdiction à tous les véhicules (sauf aux transports scolaires, aux riverains et aux véhicules de service public).

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée suivant l'annexe localisation.

Article 3 :
Les signalisations de chantier et de déviation nécessaires à l'application du présent arrêté seront mises en place, entretenues et déposées par les Services du Département, chargés des travaux.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 : Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),
Au maire de la commune de NÉONS-SUR-CREUSE,
Au maire de la commune de VICQ-SUR-GARTEMPE (département 86),
Unité Territoriale de LE BLANC,
Le Département de la VIENNE,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

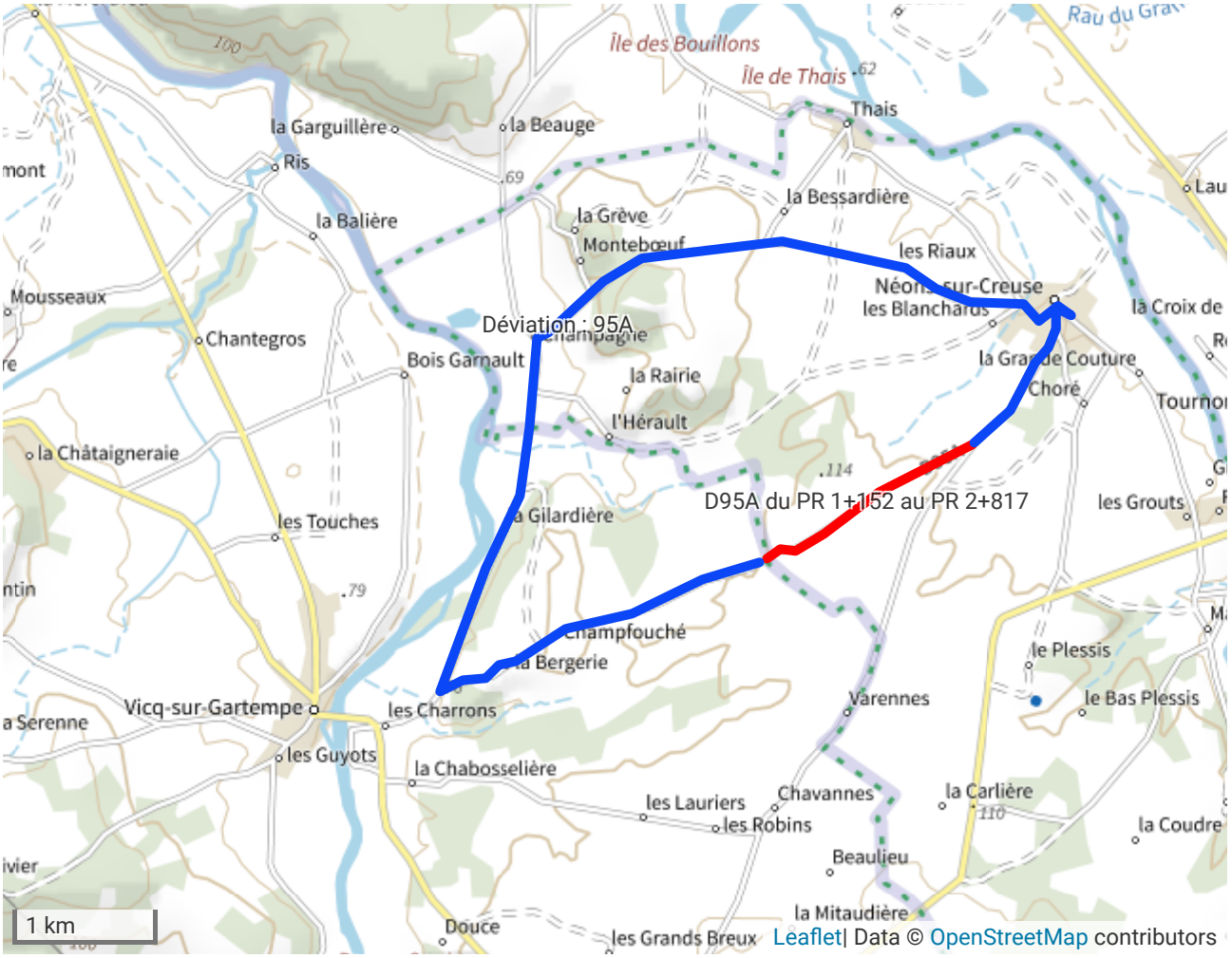
Loïc LIGNELET
UT Le Blanc
6 févr. 2025

Renseignements
Unité Territoriale de LE BLANC
2 ter route de la Grand' Borne, 36300 LE BLANC - Tél. 02.54.48.99.90
DGARTPE-UTLEBLANC@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



DÉTAILS DE L'ITINÉRAIRE

Déviation 95A

Via: D 95a, Rue de la Vieille Croix, Impasse du Charron, Rue de la Lochetterie, D 95, D 79a, D 79, D 11, D 11h
10.4 km, 17 min
Se diriger vers le nord-est sur D 95a - 1 km
Tourner à gauche sur la rue de la Vieille Croix (D 95) - 15 m
Tourner franchement à droite sur l'impasse du Charron - 25 m
Vous êtes arrivé à votre première destination - 0 m
Se diriger vers le sud-est sur l'impasse du Charron - 0 m
Vous êtes arrivé à votre seconde destination - 0 m
Se diriger vers le sud-est sur l'impasse du Charron - 90 m
Faire demi-tour et continuer sur l'impasse du Charron - 100 m
Tourner légèrement à droite sur la rue de la Lochetterie (D 95) - 300 m
Vous êtes arrivé à votre troisième destination, sur la droite - 0 m
Se diriger vers le nord-ouest sur D 95 - 0 m
Vous êtes arrivé à votre quatrième destination, droit devant - 0 m
Se diriger vers le nord-ouest sur D 95 - 8 m
Tourner à gauche sur D 79a - 3.5 km
Vous êtes arrivé à votre cinquième destination - 0 m
Se diriger vers le sud-ouest sur D 79a - 0 m
Vous êtes arrivé à votre sixième destination - 0 m
Se diriger vers le sud-ouest sur D 79a - 2 m
Tourner à gauche pour rester sur D 79 - 600 m
Vous êtes arrivé à votre septième destination - 0 m
Se diriger vers le sud sur D 79 - 10 m

Continuer tout droit sur D 11 - 2 km
Tourner à gauche sur D 11h - 10 m
Vous êtes arrivé à votre huitième destination, sur la droite - 0 m
Se diriger vers le nord-est sur D 11h - 2.5 km
Vous êtes arrivé à votre destination, sur la droite - 0 m

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_134

Portant réglementation de la circulation sur la D30 du PR 32+733 au PR 33+184, du jeudi 13 février 2025 au samedi 15 février 2025, à l'occasion de travaux de branchement AEP, sur le territoire de la commune de POMMIERS.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Le maire de POMMIERS,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (La Châtre),

Vu la demande présentée le 29/01/2025 par le SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX MAILLET demeurant 1 Place de l'Eglise, 36340 MAILLET,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D30 du PR 32+733 au PR 33+184, du jeudi 13 février 2025 au samedi 15 février 2025, à l'occasion de travaux de branchement AEP,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LA CHATRE,

ARRÊTENT

Article 1 :
Du jeudi 13 février 2025 au samedi 15 février 2025, sur la D30 du PR 32+733 au PR 33+184, en et hors agglomération, sur le territoire de la commune de **POMMIERS**, à l'occasion de travaux de branchement AEP, réalisés par le SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX MAILLET et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par un alternat par feux tricolores KR11.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h (hors agglomération) et à 30 km/h (en agglomération).

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par le **SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX MAILLET** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée de l'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Le SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX MAILLET,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
Au maire de la commune de POMMIERS,
Unité Territoriale de LA CHATRE,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de La Châtre,

10 FEV. 2025

Nicolas MOREAU

Le maire de POMMIERS

Nom, Prénom, Qualité

Le Maire,

Alain GOURINAT

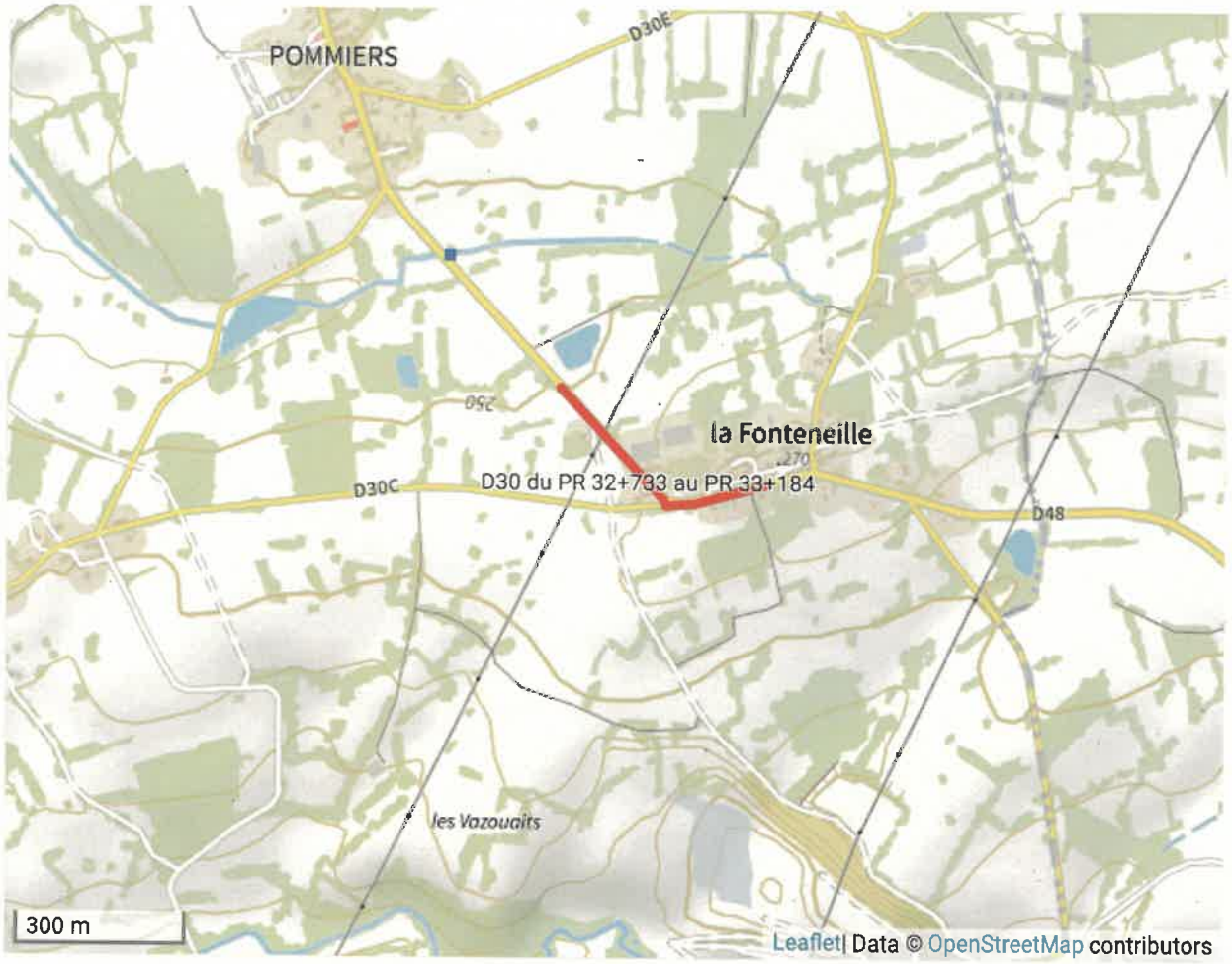
MAIRIE DE POMMIERS 36190

Renseignements
Unité Territoriale de LA CHATRE
2 rue Joseph Ageorges, 36400 LA CHATRE - Tél. 02.54.62.12.20
DGARTPE-UTLACHATRE@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_135

Portant réglementation de la circulation sur la D943 du PR 22+300 au PR 24+150, du lundi 17 février 2025 au jeudi 17 avril 2025, à l'occasion de travaux de génie civil dans le cadre du déploiement de la fibre optique, sur le territoire des communes de MONTIPOURET et NOHANT-VIC.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2024-10-10-00005 du 10 octobre 2024 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de Montipouret en date du 06/02/2025,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de Nohant-Vic en date du 03/02/2025,

Vu l'avis favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (La Châtre) en date du 03/02/2025,

Vu la demande présentée le 29/01/2025 par l'entreprise AXIONE demeurant 39 AVENUE JEAN JAURES - 18100 VIERZON,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D943 du PR 22+300 au PR 24+150**,** du lundi 17 février 2025 au jeudi 17 avril 2025**,** à l'occasion de travaux de génie civil dans le cadre du déploiement de la fibre optique,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LA CHÂTRE,

ARRÊTE

Article 1 :
Du lundi 17 février 2025 au jeudi 17 avril 2025, sur la D943 du PR 22+300 au PR 24+150, hors agglomération, sur le territoire des communes de **MONTIPOURET** et **NOHANT-VIC**, à l'occasion de travaux de génie civil dans le cadre du déploiement de la fibre optique, réalisés par l'entreprise AXIONE et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par un alternat par feux tricolores KR11.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **AXIONE** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée de l'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

L'alternat et la signalisation correspondante ne gêneront pas la circulation des transports exceptionnels. Tout déplacement de la signalisation pour permettre le passage d'un transport exceptionnel sera à la charge de l'entreprise.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
L'entreprise AXIONE,
Le RIP 36,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
Au maire de la commune de MONTIPOURET,
Au maire de la commune de NOHANT-VIC,
Unité Territoriale de LA CHÂTRE,
La DDT/SPREN - Cité administrative - 36000 CHÂTEAUROUX,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Yann MICHON
Direction des Routes
10 févr. 2025

Renseignements

Unité Territoriale de LA CHATRE

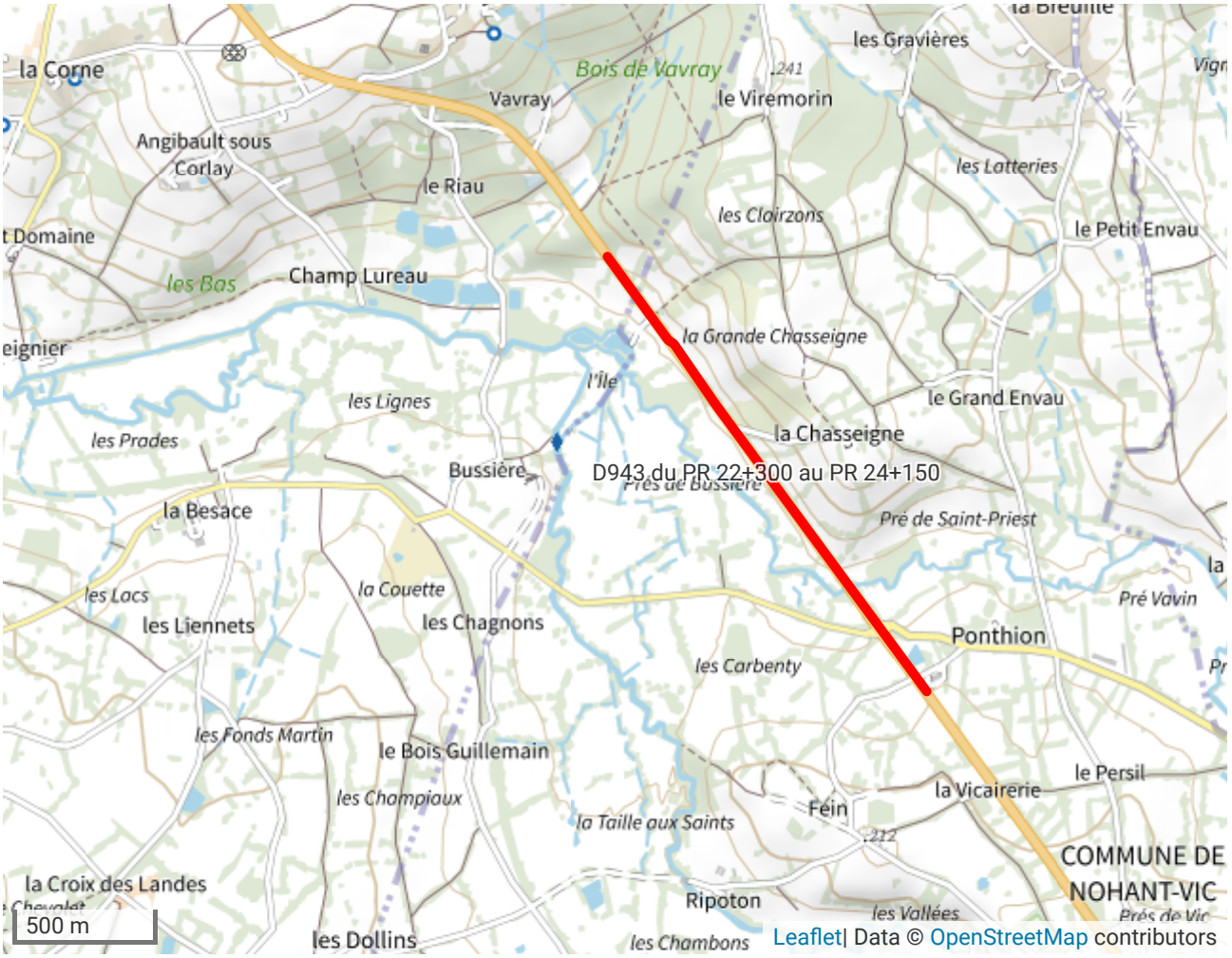
2 rue Joseph Ageorges, 36400 LA CHATRE - Tél. 02.54.62.12.20

DGARTPE-UTLACHATRE@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_159

Portant réglementation de la circulation sur la D19 du PR 64+430 au PR 64+611 et sur la D6 du PR 22+866 au PR 23+196, du mercredi 12 février 2025 au vendredi 28 mars 2025, à l'occasion de travaux de terrassement pour remise à la cote de tampon d'eaux usées, sur le territoire des communes d'AIGURANDE et LOURDOUEIX-SAINT-PIERRE (23).

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

La Présidente du Conseil départemental de la Creuse Chevalier de la Légion d'Honneur,

Le maire de AIGURANDE,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté de Madame la Présidente du Conseil Départementale de la Creuse AR 2024-162 du 9 janvier 2025 et son annexe, portant délégation de signature à Monsieur Anthony ZOLLINO, Directeur Général Adjoint des Services en charge du Pôle Cohésion des Territoires,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (La Châtre),

Vu la demande présentée le 28/01/2025 par l'entreprise SARL COLLAS PIERRE demeurant LD LA FAT, 36140 MONTCHEVRIER, pour le compte de la société SAUR domiciliée 11 CHEMIN DE BRETAGNE, 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D19 du PR 64+430 au PR 64+611 et sur la D6 du PR 22+866 au PR 23+196, du mercredi 12 février 2025 au vendredi 28 mars 2025, à l'occasion de travaux de terrassement pour remise à la cote de tampon d'eaux usées,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LA CHATRE,

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRÊTENT

Article 1 :
Du mercredi 12 février 2025 au vendredi 28 mars 2025, à l'occasion de travaux de terrassement pour remise à la cote de tampon d'eaux usées, réalisés par l'entreprise SARL COLLAS PIERRE et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée de la façon suivante :
- sur la D19 du PR 64+430 au PR 64+611, en et hors agglomération la circulation sera réglementée par une interdiction à tous les véhicules (sauf aux transports scolaires et aux véhicules de service public), sur le territoire de la commune d'AIGURANDE,

- sur la D6 du PR 22+866 au PR 23+196, hors agglomération, par une limitation de vitesse à 50 km/h, sur le territoire de la commune de LOURDOUEIX-SAINT-PIERRE (23).

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée suivant l'annexe localisation.

Article 3 :
Les signalisations de chantier et de déviation nécessaires à l'application du présent arrêté seront mises en place, entretenues et déposées par l'entreprise **SARL COLLAS PIERRE** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Le Département de la CREUSE,
Secrétariat des assemblées ,
L'entreprise SARL COLLAS PIERRE,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
Au maire de la commune de AIGURANDE,
Au maire de la commune de LOURDOUEIX-SAINT-PIERRE,
Unité Territoriale de LA CHATRE,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de La Châtre,

10 FEV. 2025

Nicolas MOREAU

Le maire de AIGURANDE

Nom, Prénom, Qualité

MAIRIE D'AIGURANDE 36140

Virginie ELION

Maire

Pour la Présidente du Conseil départemental de la Creuse
et par délégation,
Nom, Prénom, Qualité
le 10/02/2025
Pour la Présidente du Conseil Départemental
et par délégation,
Le Responsable de l'Unité Territoriale
Technique de BOUSSAC,

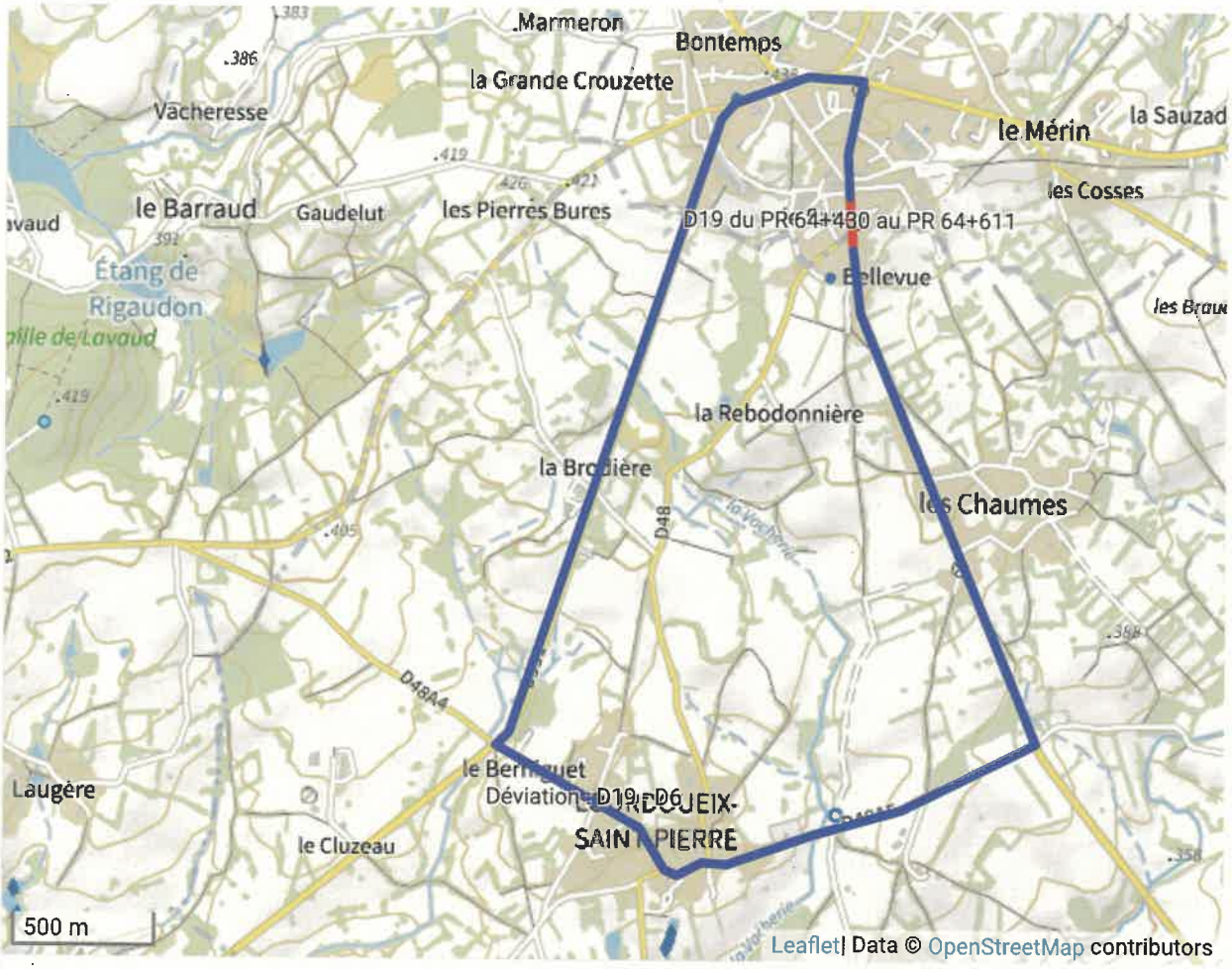
Sébastien JANOT

Renseignements
Unité Territoriale de LA CHATRE
2 rue Joseph Ageorges, 36400 LA CHATRE - Tél. 02.54.62.12.20
DGARTPE-UTLACHATRE@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



DÉTAILS DE L'ITINÉRAIRE

Déviation D19 - D6
Via: Route de Bonnat, Avenue de Verdun, Avenue de la République, Avenue Rollinat, D 951, D 48a4, Rue du Berniguet, D 48a5, D 6
7.2 km, 9 min
Se diriger vers le nord sur la route de Bonnat (D 19) - 15 m
Continuer tout droit sur l'avenue de Verdun (D 19) - 400 m
Vous êtes arrivé à votre première destination - 0 m
Se diriger vers le nord sur l'avenue de Verdun (D 19) - 5 m
Tourner à gauche sur la place de la Promenade (D 951b) - 100 m
Aller tout droit sur l'avenue de la République (D 951b) - 200 m
Aller tout droit sur l'avenue Rollinat (D 951b) - 250 m
Vous êtes arrivé à votre seconde destination - 0 m
Se diriger vers le sud-ouest sur l'avenue Rollinat (D 951b) - 700 m
Vous êtes arrivé à votre troisième destination - 0 m
Se diriger vers le sud sur D 951 - 1.5 km
Vous êtes arrivé à votre quatrième destination, sur la gauche - 0 m
Se diriger vers le sud-ouest sur D 951 - 70 m
Tourner à gauche sur D 48a4 - 1.5 km
Vous êtes arrivé à votre cinquième destination, sur la droite - 0 m
Se diriger vers l'est sur D 48a5 - 800 m
Tourner à gauche sur D 6 - 2 km
Vous êtes arrivé à votre destination, sur la droite - 0 m

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_160

Portant réglementation de la circulation sur la D36 du PR 47+1000 au PR 54+1036, du mercredi 19 février 2025 au vendredi 18 avril 2025, à l'occasion de travaux de curage de fossés, sur le territoire des communes d'AIGURANDE, MEASNES et LOURDOUEIX-SAINT-MICHEL.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis réputé favorable de M./Mme le Maire d'Aigurande,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de Measnes en date du 06/02/2025,

Vu l'avis réputé favorable de M./Mme le Maire de Lourdoueix-Saint-Michel,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (La Châtre),

Vu la demande présentée le 04/02/2025 par le SMT demeurant PL DE LA VICTOIRE ET DES ALLIES - 36000 CHÂTEAUROUX,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D36 du PR 47+1000 au PR 54+1036**,** du mercredi 19 février 2025 au vendredi 18 avril 2025**,** à l'occasion de travaux de curage de fossés,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LA CHÂTRE,

ARRÊTE

Article 1 :
Du mercredi 19 février 2025 au vendredi 18 avril 2025, sur la D36 du PR 47+1000 au PR 54+1036, hors agglomération, sur le territoire des communes d'**AIGURANDE, MEASNES** et **LOURDOUEIX-SAINT-MICHEL**, à l'occasion de travaux de curage de fossés, réalisés par le SMT, la circulation sera réglementée par un alternat par feux tricolores KR11 ou par un alternat manuel par piquets K10 ou par un alternat par sens prioritaire par panneaux B15 et C18.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par les services du Département, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée de l'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

L'alternat et la signalisation correspondante ne gêneront pas la circulation des transports exceptionnels. Tout déplacement de la signalisation pour permettre le passage d'un transport exceptionnel sera à la charge de l'entreprise.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées ,
Le SMT,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
Au maire de la commune de AIGURANDE,
Au maire de la commune de MEASNES (23),
Au maire de la commune de LOURDOUEIX-SAINT-MICHEL,
Unité Territoriale de LA CHÂTRE,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Loïc LIGNELET
UT Le Blanc
10 févr. 2025
En l'absence de UT La Châtre

Renseignements
Unité Territoriale de LA CHATRE
2 rue Joseph Ageorges, 36400 LA CHATRE - Tél. 02.54.62.12.20

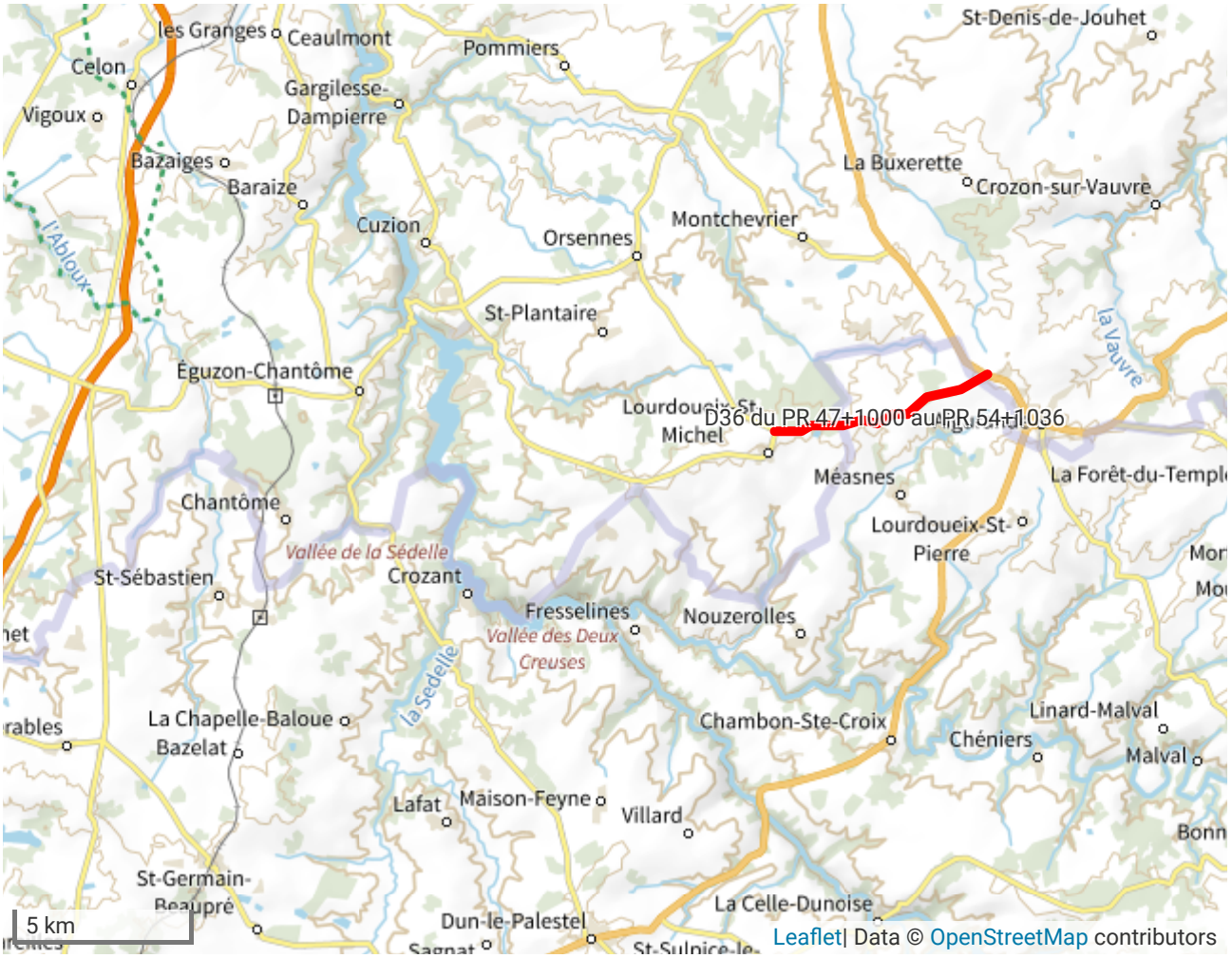
DGARTPE-UTLACHATRE@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ANNEXE - LOCALISATION



ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_161

Portant réglementation de la circulation sur la D951B du PR 17+070 au PR 17+948, du lundi 24 février 2025 au jeudi 24 avril 2025, à l'occasion de travaux de raccordement HTA/BT DA28/057874, sur le territoire des communes de CHASSIGNOLLES et POULIGNY-SAINT-MARTIN.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis réputé favorable de M./Mme le Maire de Chassignolles,

Vu l'avis réputé favorable de M./Mme le Maire de Pouligny-Saint-Martin,

Vu l'avis favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (La Châtre) en date du 06/02/2025,

Vu la demande présentée le 03/02/2025 par l'entreprise SPIE CITYNETWORKS demeurant 16 ALL DU COMMERCE - 36250 SAINT-MAUR,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D951B du PR 17+070 au PR 17+948**,** du lundi 24 février 2025 au jeudi 24 avril 2025**,** à l'occasion de travaux de raccordement HTA/BT DA28/057874,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LA CHÂTRE,

ARRÊTE

Article 1 :
Du lundi 24 février 2025 au jeudi 24 avril 2025, sur la D951B du PR 17+070 au PR 17+948, hors agglomération, sur le territoire des communes de **CHASSIGNOLLES** et **POULIGNY-SAINT-MARTIN**, à l'occasion de travaux de raccordement HTA/BT DA28/057874, réalisés par l'entreprise SPIE CITYNETWORKS et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par un alternat par feux tricolores KR11 ou par un alternat manuel par piquets K10.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **SPIE CITYNETWORKS** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée de l'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

L'alternat et la signalisation correspondante ne gêneront pas la circulation des transports exceptionnels. Tout déplacement de la signalisation pour permettre le passage d'un transport exceptionnel sera à la charge de l'entreprise.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées ,
L'entreprise SPIE CITYNETWORKS,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
Au maire de la commune de CHASSIGNOLLES,
Au maire de la commune de POULIGNY-SAINT-MARTIN,
Unité Territoriale de LA CHÂTRE,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

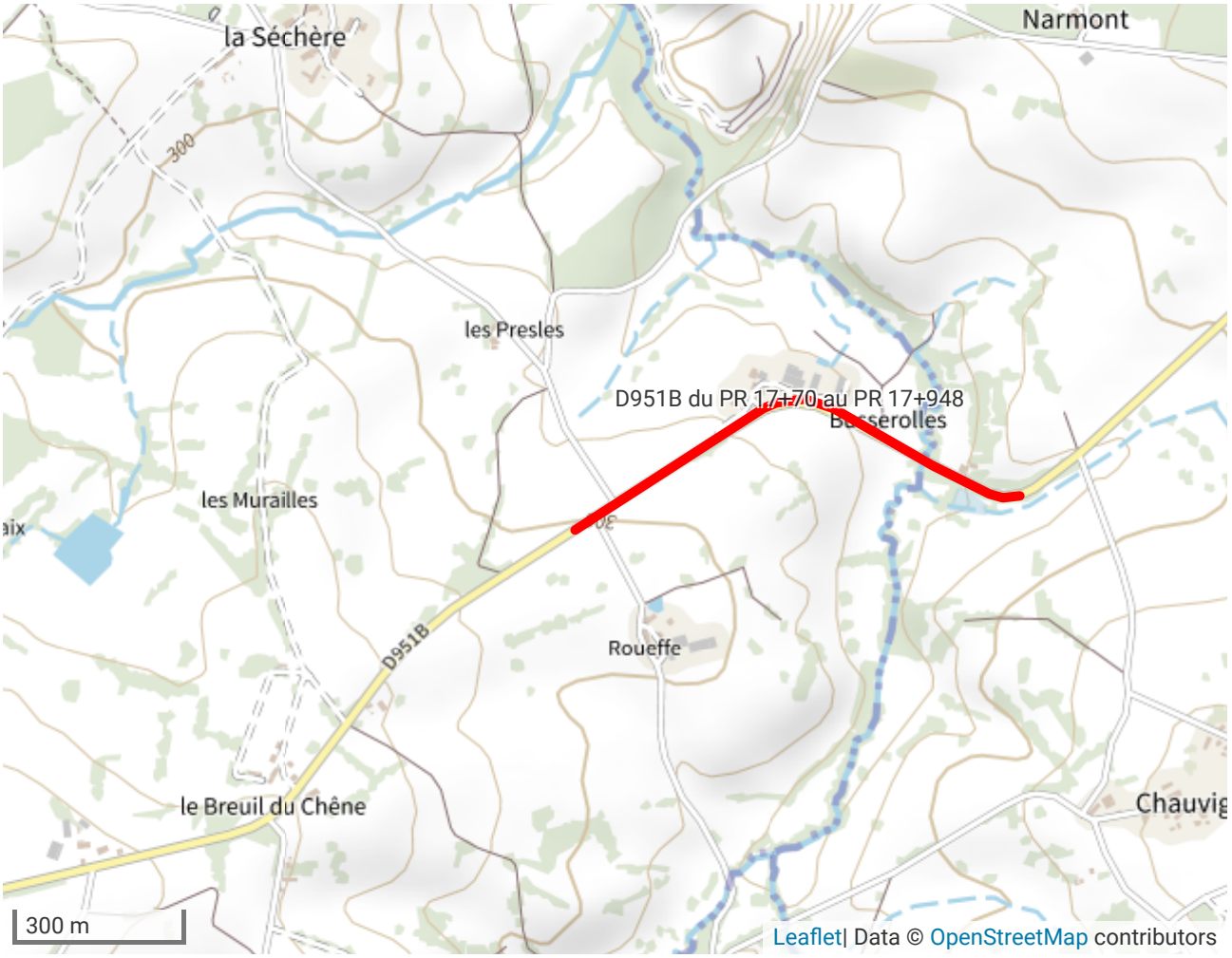
Loïc LIGNELET
UT Le Blanc
10 févr. 2025
En l'absence de UT La Châtre

Renseignements
Unité Territoriale de LA CHATRE
2 rue Joseph Ageorges, 36400 LA CHATRE - Tél. 02.54.62.12.20
DGARTPE-UTLACHATRE@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_114

Portant réglementation de la circulation sur la D55 du PR 1+364 au PR 2+251, du lundi 17 février 2025 au vendredi 14 mars 2025, à l'occasion de travaux de coupe d'emprise afin de mettre la route en sécurité, sur le territoire des communes de CHALAIS, LIGNAC et PRISSAC.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),

Vu la demande présentée le 16/01/2025 par la société UNISYLVA demeurant 31avenue Baudin, 87000 LIMOGES,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D55 du PR 1+364 au PR 2+251**,** du lundi 17 février 2025 au vendredi 14 mars 2025**,** à l'occasion de travaux de coupe d'emprise afin de mettre la route en sécurité,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LE BLANC,

ARRÊTE

Article 1 :
Du lundi 17 février 2025 au vendredi 14 mars 2025, sur la D55 du PR 1+364 au PR 2+251, hors agglomération, sur le territoire des communes de **CHALAIS**, **LIGNAC** et **PRISSAC**, à l'occasion de travaux de coupe d'emprise afin de mettre la route en sécurité, réalisés par l'entreprise UNISYLVA et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par une interdiction à tous les véhicules (sauf aux transports scolaires, aux riverains et aux véhicules de service public).

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée suivant l'annexe localisation.

Article 3 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **UNISYLVA** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

La signalisation de déviation sera mise en place, entretenue et déposée par **UNISYLVA**.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées ,
Monsieur LAFARCINADE YOHAN, UNISYLVA,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),
Au maire de la commune de CHALAIS,
Au maire de la commune de LIGNAC,
Au maire de la commune de PRISSAC,
Unité Territoriale de LE BLANC,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

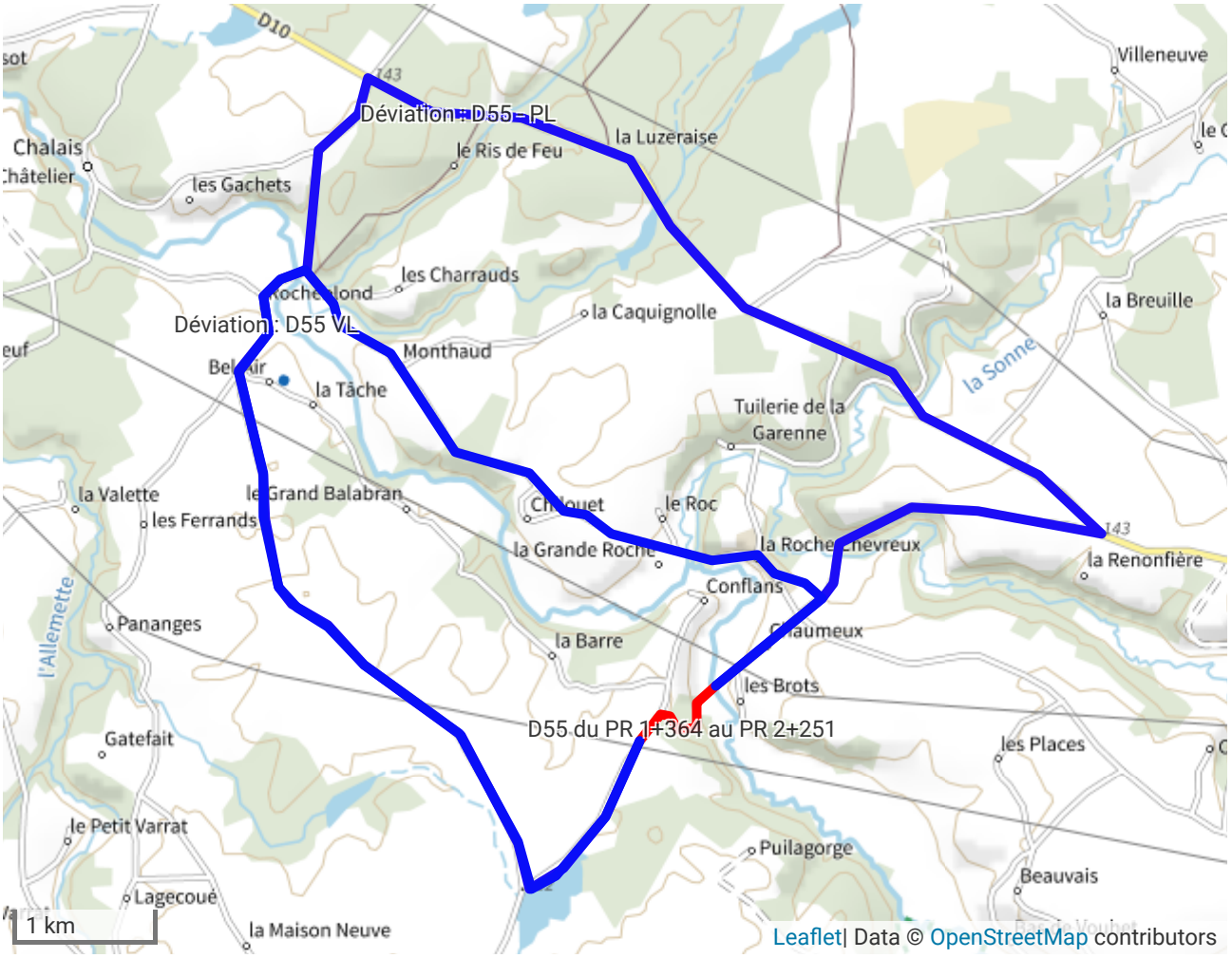
Loïc LIGNELET
UT Le Blanc
11 févr. 2025

Renseignements
Unité Territoriale de LE BLANC
2 ter route de la Grand' Borne, 36300 LE BLANC - Tél. 02.54.48.99.90
DGARTPE-UTLEBLANC@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



DÉTAILS DE L'ITINÉRAIRE

Déviation D55 VL
Via: D 55, , Chemin d'Exploitation, D 94, D 44, Route de Saint-Michel, D 55
12.2 km, 22 min
Se diriger vers le nord-est sur D 55 - 800 m
Vous êtes arrivé à votre première destination - 0 m
Se diriger vers le nord-est sur D 55 - 0 m
Vous êtes arrivé à votre seconde destination - 0 m
Se diriger vers le nord-est sur D 55 - 200 m
Tourner à gauche sur le chemin d'Exploitation (CE 12) - 400 m
Tourner à droite sur D 94 - 2 km
Tourner légèrement à droite sur D 94 - 2.5 km
Tourner à gauche sur D 44 - 2 m
Vous êtes arrivé à votre troisième destination - 0 m
Se diriger vers le sud-ouest sur D 44 - 5.5 km
Tourner à gauche sur D 55 - 9 m
Tourner à droite - 7 m
Vous êtes arrivé à votre quatrième destination - 0 m
Se diriger vers le sud-est - 250 m
Tourner à droite sur D 55 - 1 km
Vous êtes arrivé à votre destination - 0 m

Déviation D55 - PL
Via: D 55, D 10, D 44, Route de Saint-Michel, D 55
17.6 km, 25 min
Se diriger vers le nord-est sur D 55 - 3.5 km
Vous êtes arrivé à votre première destination - 0 m

Se diriger vers le nord-est sur D 55 - 4.5 m
Tourner à gauche sur D 10 - 6 km
Vous êtes arrivé à votre seconde destination - 0 m
Se diriger vers le nord-ouest sur D 10 - 0 m
Vous êtes arrivé à votre troisième destination - 0 m
Se diriger vers le sud-ouest sur D 44 - 1.5 km
Tourner légèrement à droite sur D 44 - 5.5 km
Vous êtes arrivé à votre quatrième destination - 0.5 m
Se diriger vers le nord-est sur D 55 - 1.5 km
Vous êtes arrivé à votre destination - 0 m

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_133

Portant réglementation de la circulation sur la D21 du PR 82+704 au PR 83+525, du lundi 31 mars 2025 au vendredi 02 mai 2025, à l'occasion de travaux de raccordement PV producteur, sur le territoire des communes de LOURDOUEIX-SAINT-MICHEL et ORSENNES.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis réputé favorable de M./Mme le Maire de Lourdoueix-Saint-Michel,

Vu l'avis réputé favorable de M./Mme le Maire de Orsennes,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (La Châtre),

Vu la demande présentée le 28/01/2025 par l'entreprise TP RESEAUX CENTRE demeurant ALL DU COMMERCE, 36250 SAINT-MAUR,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D21 du PR 82+704 au PR 83+525**,** du lundi 31 mars 2025 au vendredi 02 mai 2025**,** à l'occasion de travaux de raccordement PV producteur,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LA CHATRE,

ARRÊTE

Article 1 :
Du lundi 31 mars 2025 au vendredi 02 mai 2025, sur la D21 du PR 82+704 au PR 83+525, hors agglomération, sur le territoire des communes de **LOURDOUEIX-SAINT-MICHEL** et **ORSENNES**, à l'occasion de travaux de raccordement PV producteur, réalisés par l'entreprise TP RESEAUX CENTRE et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par un alternat par sens prioritaire par panneaux B15 et C18.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront

momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **TP RESEAUX CENTRE** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
L'entreprise TP RESEAUX CENTRE,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
Au maire de la commune de LOURDOUEIX-SAINT-MICHEL,
Au maire de la commune de ORSENNES,
Unité Territoriale de LA CHATRE,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Loïc LIGNELET
UT Le Blanc
11 févr. 2025
En l'absence de UT La Châtre

Renseignements
Unité Territoriale de LA CHATRE
2 rue Joseph Ageorges, 36400 LA CHATRE - Tél. 02.54.62.12.20
DGARTPE-UTLACHATRE@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_146

Portant réglementation de la circulation sur la D951 du PR 8+937 au PR 9+518, du lundi 17 février 2025 au vendredi 25 juillet 2025, à l'occasion de travaux pour la création de 2 giratoires, sur le territoire de la commune de LE BLANC.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2024-10-10-00005 du 10 octobre 2024 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),

Vu la demande présentée le 27/01/2025 par la société COLAS demeurant Les Orangeons, 36330 LE POINCONNET,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D951 du PR 8+937 au PR 9+518**,** du lundi 17 février 2025 au vendredi 25 juillet 2025**,** à l'occasion de travaux pour la création de 2 giratoires,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LE BLANC,

ARRÊTE

Article 1 :
Du lundi 17 février 2025 au vendredi 25 juillet 2025, sur la D951 du PR 8+937 au PR 9+518, hors agglomération, sur le territoire de la commune de **LE BLANC**, à l'occasion de travaux pour la création de 2 giratoires, réalisés par l'entreprise COLAS et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par un alternat par feux tricolores KR11 ou par un alternat manuel par piquets K10.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **COLAS** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée de l'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

L'alternat et la signalisation correspondante ne gêneront pas la circulation des transports exceptionnels. Tout déplacement de la signalisation pour permettre le passage d'un transport exceptionnel sera à la charge de l'entreprise.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées ,
Monsieur SOULARD Paul, Entreprise COLAS,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),
Au maire de la commune de LE BLANC,
Unité Territoriale de LE BLANC,
La DDT/SPREN - Cité administrative - 36000 CHÂTEAUROUX,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

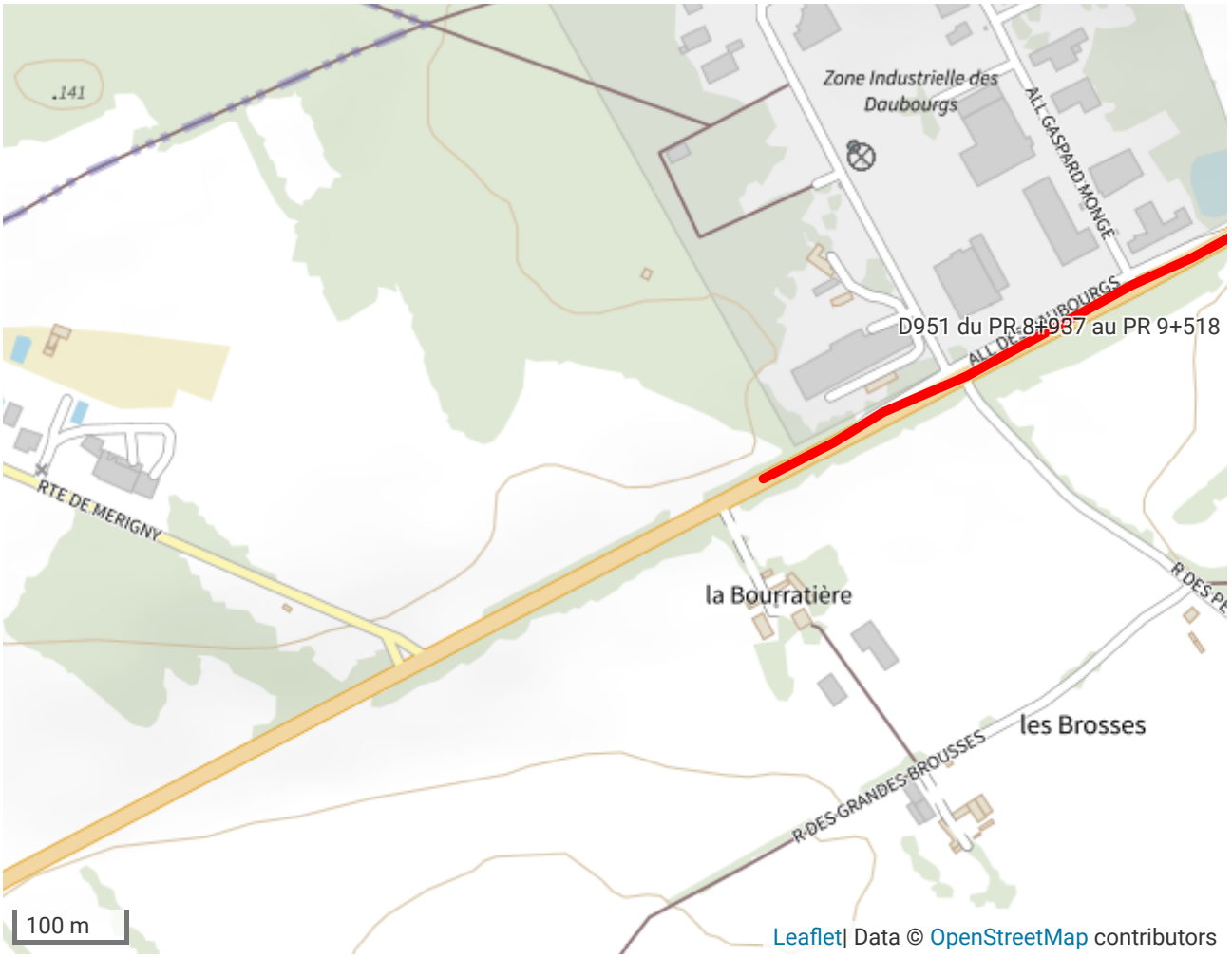
Yann MICHON
Direction des Routes
11 févr. 2025

Renseignements
Unité Territoriale de LE BLANC
2 ter route de la Grand' Borne, 36300 LE BLANC - Tél. 02.54.48.99.90
DGARTPE-UTLEBLANC@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_29

Portant réglementation de la circulation sur la D14 du PR 38+150 au PR 38+300, du lundi 24 février 2025 au vendredi 18 avril 2025, à l'occasion de travaux de terrassement pour un branchement électrique, sur le territoire de la commune de VELLES.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis réputé favorable de M./Mme le Maire de Velles,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (La Châtre),

Vu la demande présentée le 23/01/2025 par la société TP RESEAUX CENTRE demeurant ALL DU COMMERCE, 36250 SAINT-MAUR,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D14 du PR 38+150 au PR 38+300**,** du lundi 24 février 2025 au vendredi 18 avril 2025**,** à l'occasion de travaux de terrassement pour un branchement électrique,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de VATAN,

ARRÊTE

Article 1 :
Du lundi 24 février 2025 au vendredi 18 avril 2025, sur la D14 du PR 38+150 au PR 38+300, hors agglomération, sur le territoire de la commune de **VELLES**, à l'occasion de travaux de terrassement pour un branchement électrique, réalisés par l'entreprise TP RESEAUX CENTRE et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par un alternat par sens prioritaire par panneaux B15 et C18.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

La durée d'intervention est estimée à 15 jours sur la période.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **TP RESEAUX CENTRE** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
Madame CHARBONNIER Elise, TP RESEAUX CENTRE,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (La Châtre),
Au maire de la commune de VELLES,
Unité Territoriale de VATAN,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

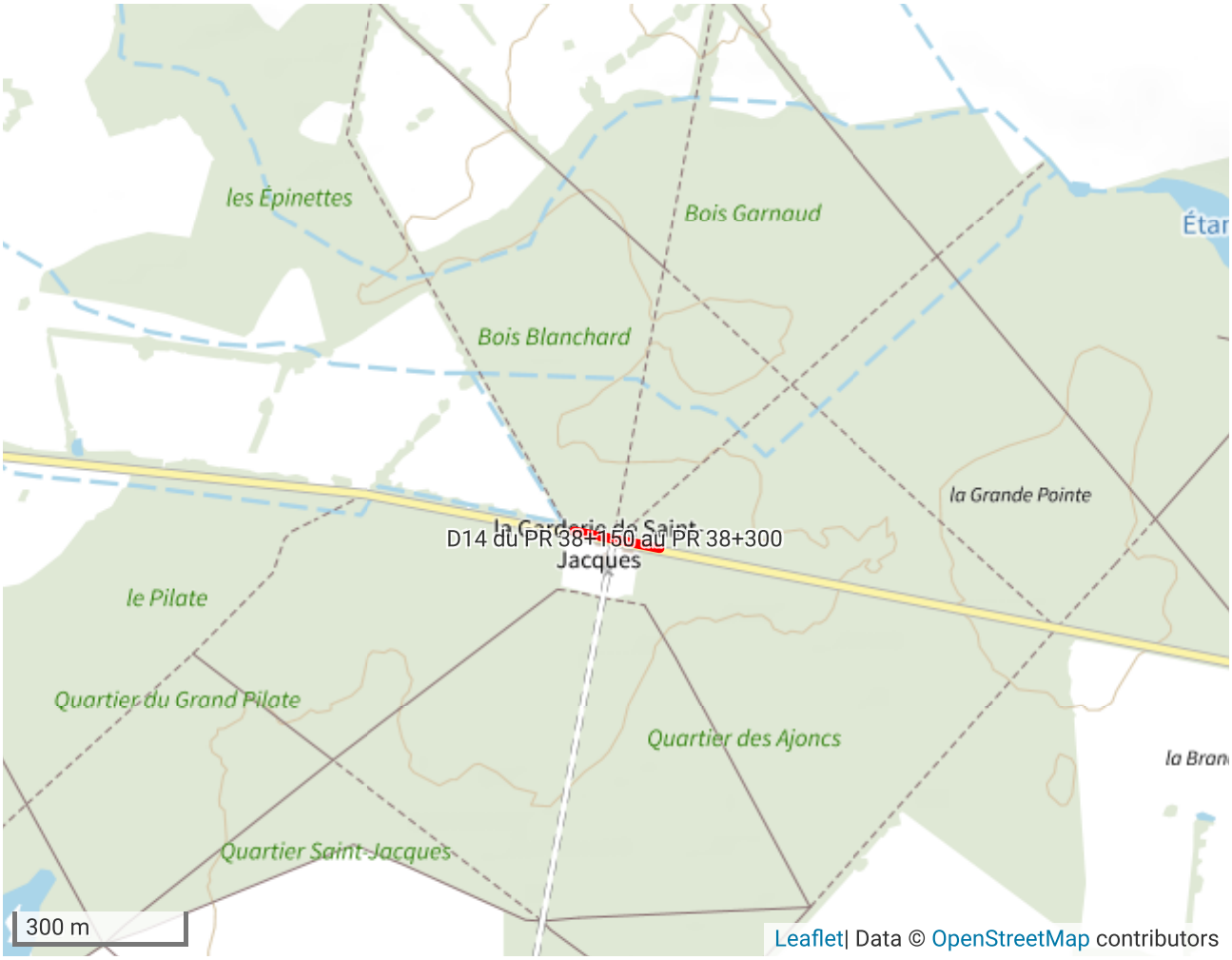
Loïc LIGNELET
UT Le Blanc
12 févr. 2025
En l'absence de UT Vatan

Renseignements
Unité Territoriale de VATAN
11 avenue de la Sentinelle, 36150 VATAN - Tél. 02.54.03.47.00
DGARTPE-UTVATAN@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_115

Portant réglementation de la circulation sur la D943 du PR 59+000 au PR 59+250, sur la D80 du PR 22+550 au PR 22+800 et sur la D943A du PR 4+400 au PR 4+550, du lundi 17 février 2025 au vendredi 28 mars 2025, à l'occasion de travaux pour le raccordement de la voie de la déviation de Villedieu-Sur-Indre au giratoire de "Surin", sur le territoire de la commune de NIHERNE.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2024-10-10-00005 du 10 octobre 2024 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),

Vu l'avis favorable de l'Unité de Vatan en date du 10/02/2025,

Vu la demande présentée le 21/01/2025 par la société TERELIAN demeurant 2 RUE YVES CONSTANTIN - 49330 LES HAUTS-D'ANJOU,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D943 du PR 59+000 au PR 59+250, sur la D80 du PR 22+550 au PR 22+800 et sur la D943A du PR 4+400 au PR 4+550**,** du lundi 17 février 2025 au vendredi 28 mars 2025, à l'occasion de travaux pour le raccordement de la voie de la déviation de Villedieu-Sur-Indre au giratoire de "Surin",

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LE BLANC,

ARRÊTE

Article 1 :
Du lundi 17 février 2025 au vendredi 28 mars 2025, sur le territoire de la commune de **NIHERNE** (hors agglomération), à l'occasion de travaux pour le raccordement de la voie de la déviation de Villedieu-Sur-Indre au giratoire de "Surin", réalisés par l'entreprise TERELIAN et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée de la façon suivante, selon les besoins du chantier :

Par limitation de vitesse à 50 km/h :
- sur la D943 du PR 59+000 au PR 59+250
- sur la D943A du PR 4+400 au PR 4+550
- sur la D80 du PR 22+550 au PR 22+800

Par neutralisation de voie de droite du giratoire, le long de la D943 (au PR 59+123) entre la bretelle d'accès et la bretelle de sortie, dans le sens Châteauroux/Villedieu-sur-Indre.
Toues les voies d'accès et de sorties seront maintenues.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **TERELIAN** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

La neutralisation de la voie de droite du giratoire de la D943 et le signalisation correspondante ne gêneront pas la circulation des transports exceptionnels. Tout déplacement de la signalisation pour permettre le passage d'un transport exceptionnel sera à la charge de l'entreprise.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
Monsieur Deschamps AXEL - TERELIAN,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),
Au maire de la commune de NIHERNE,
La Base Routière de BUZANÇAIS,
Unité Territoriale de VATAN,
La DDT/SPREN - Cité administrative - 36000 CHÂTEAUROUX,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Yann MICHON
Direction des Routes
12 févr. 2025

Renseignements

Unité Territoriale de LE BLANC

2 ter route de la Grand' Borne, 36300 LE BLANC - Tél. 02.54.48.99.90

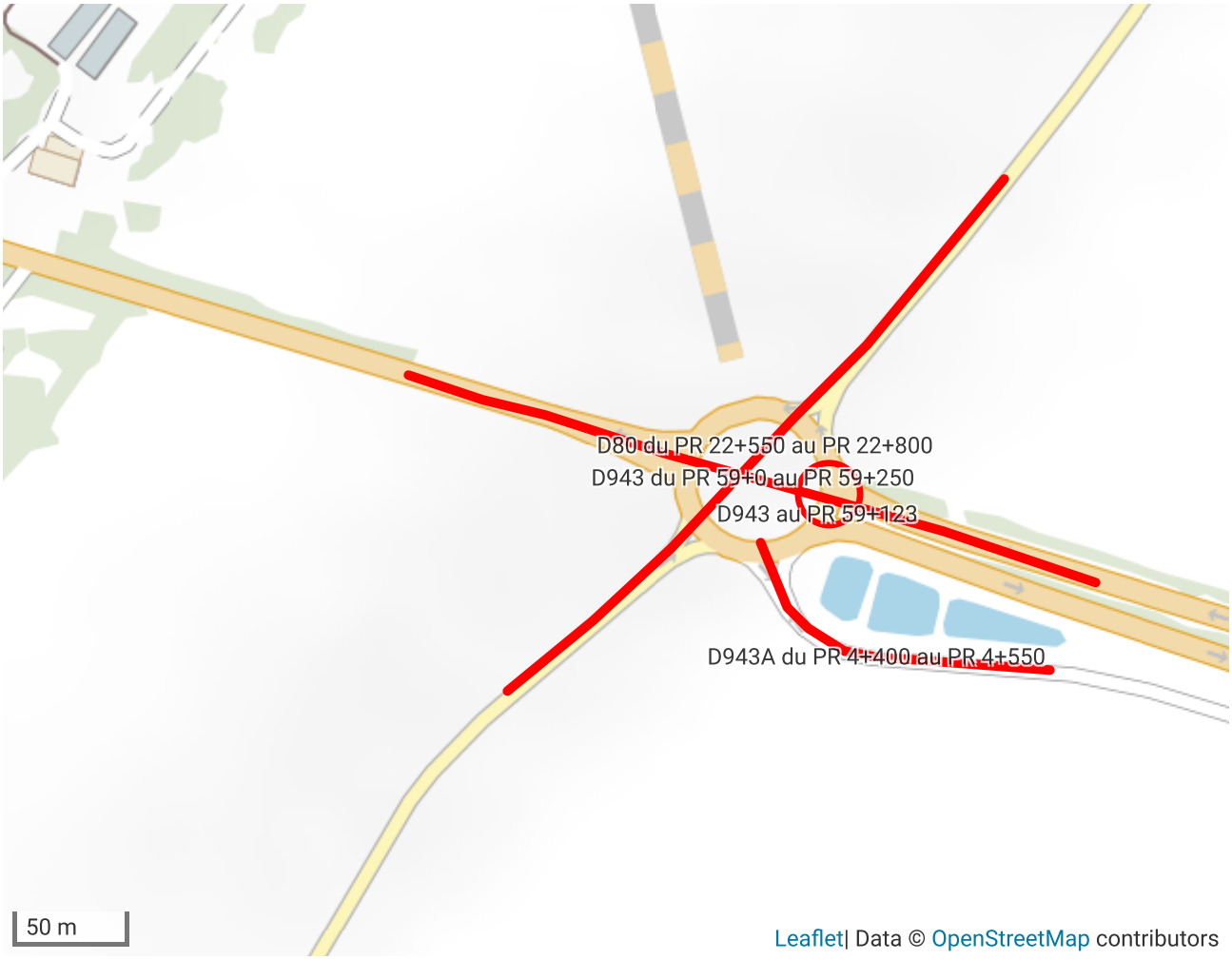
DGARTPE-UTLEBLANC@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ANNEXE - LOCALISATION



ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_141

Portant réglementation de la circulation sur la D37A du PR 3+850 au PR 3+950, du lundi 24 février 2025 au vendredi 21 mars 2025, à l'occasion de travaux de pose d'un poteau et d'une chambre télécom, sur le territoire des communes de BUXEUIL et POULAINES.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de Buxeuil en date du 04/02/2025,

Vu l'avis réputé favorable de M./Mme le Maire de Poulaines,

Vu l'avis favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun) en date du 03/02/2025,

Vu la demande présentée le 30/01/2025 par la société CIRCET demeurant 22 RUE DU COLOMBIER, 37700 SAINT-PIERRE-DES-CORPS,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D37A du PR 3+850 au PR 3+950**,** du lundi 24 février 2025 au vendredi 21 mars 2025**,** à l'occasion de travaux de pose d'un poteau et d'une chambre télécom,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de VATAN,

ARRÊTE

Article 1 :
Du lundi 24 février 2025 au vendredi 21 mars 2025, sur la D37A du PR 3+850 au PR 3+950, hors agglomération, sur le territoire des communes de **BUXEUIL** et **POULAINES**, à l'occasion de travaux de pose d'un poteau et d'une chambre télécom, réalisés par l'entreprise CIRCET et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par un alternat par sens prioritaire par panneaux B15 et C18.

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **CIRCET** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
L'entreprise CIRCET,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun),
Au maire de la commune de BUXEUIL,
Au maire de la commune de POULAINES,
Unité Territoriale de VATAN,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Loïc LIGNELET
UT Le Blanc
12 févr. 2025
En l'absence de UT Vatan

Renseignements
Unité Territoriale de VATAN
11 avenue de la Sentinelle, 36150 VATAN - Tél. 02.54.03.47.00
DGARTPE-UTVATAN@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_142

Portant réglementation de la circulation sur la D37A du PR 1+950 au PR 2+570, du lundi 17 février 2025 au vendredi 11 avril 2025, à l'occasion de travaux de raccordement des producteurs ENEDIS, sur le territoire des communes de BUXEUIL et ROUVRES-LES-BOIS.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis réputé favorable de M./Mme le Maire de Buxeuil,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de Rouvres-les-Bois en date du 03/02/2025,

Vu l'avis favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun) en date du 03/02/2025,

Vu la demande présentée le 29/01/2025 par la société INEO RESEAUX CENTRE ATLANTIQUE demeurant RUE BOSSUET, 18390 SAINT-GERMAIN-DU-PUY,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D37A du PR 1+950 au PR 2+570**,** du lundi 17 février 2025 au vendredi 11 avril 2025**,** à l'occasion de travaux de raccordement des producteurs ENEDIS,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de VATAN,

ARRÊTE

Article 1 :
Du lundi 17 février 2025 au vendredi 11 avril 2025, sur la D37A du PR 1+950 au PR 2+570, hors agglomération, sur le territoire des communes de **BUXEUIL** et **ROUVRES-LES-BOIS**, à l'occasion de travaux de raccordement des producteurs ENEDIS, réalisés par l'entreprise INEO RESEAUX CENTRE ATLANTIQUE et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par un alternat par feux tricolores KR11.

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **INEO RESEAUX CENTRE ATLANTIQUE** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée de l'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
L'entreprise INEO RESEAUX CENTRE ATLANTIQUE,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun),
Au maire de la commune de BUXEUIL,
Au maire de la commune de ROUVRES-LES-BOIS,
Unité Territoriale de VATAN,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Loïc LIGNELET
UT Le Blanc
12 févr. 2025
En l'absence de UT Vatan

Renseignements
Unité Territoriale de VATAN
11 avenue de la Sentinelle, 36150 VATAN - Tél. 02.54.03.47.00
DGARTPE-UTVATAN@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_143

Portant réglementation de la circulation sur la D13 du PR 48+300 au PR 49+540, du lundi 24 février 2025 au jeudi 24 avril 2025, à l'occasion de travaux de pose HTA et BT, sur le territoire de la commune de POULAINES.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis réputé favorable de M./Mme le Maire de Poulaines,

Vu l'avis favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun) en date du 04/02/2025,

Vu la demande présentée le 13/01/2025 par la société TP RESEAUX CENTRE demeurant ALLÉE DU COMMERCE, 36250 SAINT-MAUR,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D13 du PR 48+300 au PR 49+540**,** du lundi 24 février 2025 au jeudi 24 avril 2025**,** à l'occasion de travaux de pose HTA et BT,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de VATAN,

ARRÊTE

Article 1 :
Du lundi 24 février 2025 au jeudi 24 avril 2025, sur la D13 du PR 48+300 au PR 49+540, hors agglomération, sur le territoire de la commune de **POULAINES**, à l'occasion de travaux de pose HTA et BT, réalisés par l'entreprise TP RESEAUX CENTRE et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par un alternat par feux tricolores KR11.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **TP RESEAUX CENTRE** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée de l'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
L'entreprise TP RESEAUX CENTRE,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun),
Au maire de la commune de POULAINES,
Unité Territoriale de VATAN,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

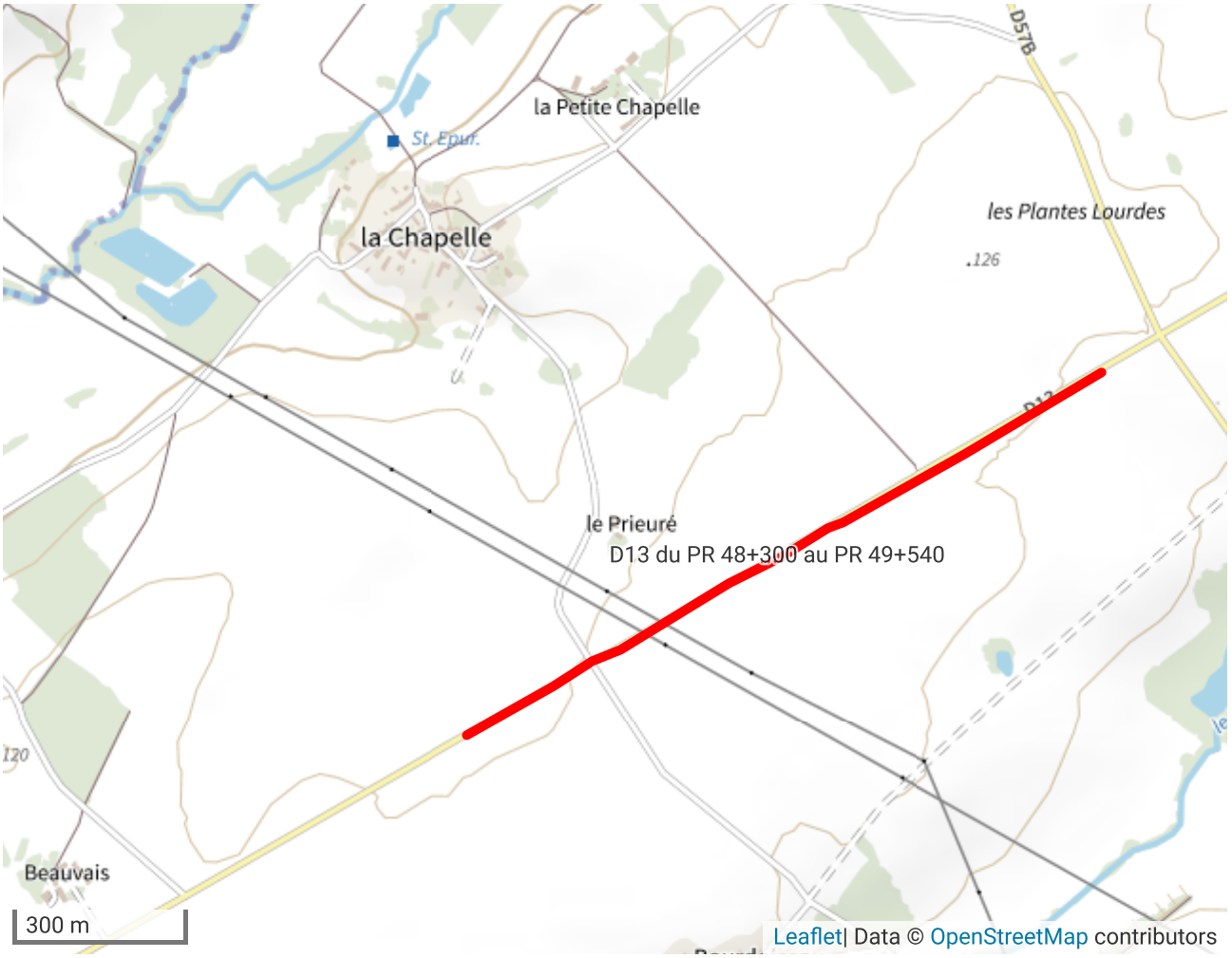
Loïc LIGNELET
UT Le Blanc
12 févr. 2025
En l'absence de UT Vatan

Renseignements
Unité Territoriale de VATAN
11 avenue de la Sentinelle, 36150 VATAN - Tél. 02.54.03.47.00
DGARTPE-UTVATAN@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_156

Portant réglementation de la circulation sur la D15 du PR 30+056 au PR 30+969, du samedi 15 février 2025 au lundi 31 mars 2025, à l'occasion de travaux de broyage de bois énergie, sur le territoire de la commune de PELLEVOISIN.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de Pellevoisin en date du 06/02/2025,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),

Vu la demande présentée le 30/01/2025 par la société UNISYLVA demeurant 31 AVENUE BAUDIN, 87000 LIMOGES,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D15 du PR 30+056 au PR 30+969**,** du samedi 15 février 2025 au lundi 31 mars 2025**,** à l'occasion de travaux de broyage de bois énergie,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de VATAN,

ARRÊTE

Article 1 :
Du samedi 15 février 2025 au lundi 31 mars 2025, sur la D15 du PR 30+56 au PR 30+969, hors agglomération, sur le territoire de la commune de **PELLEVOISIN**, à l'occasion de travaux de broyage de bois énergie, réalisés par l'entreprise UNISYLVA et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par un alternat par feux tricolores KR11 ou par un alternat manuel par piquets K10.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

La durée d'intervention est estimée à 2 jours sur la période.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **UNISYLVA** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée de l'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

Article 3 :
L'entreprise devra remettre en état le domaine public à la fin de son intervention journalière.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
Monsieur LAFARCINADE Yohan, UNISYLVA,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),
Au maire de la commune de PELLEVOISIN,
Unité Territoriale de VATAN,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

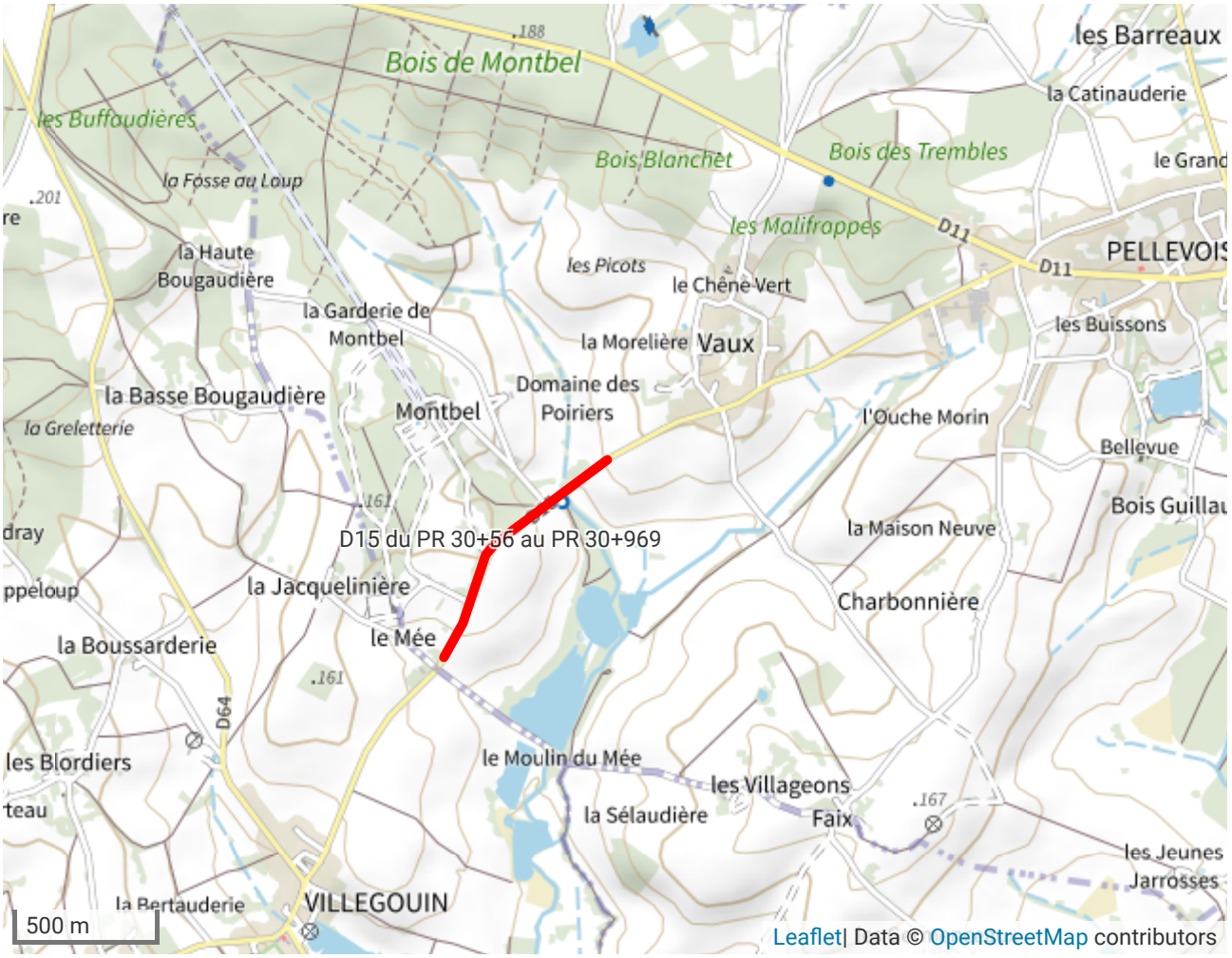
Loïc LIGNELET
UT Le Blanc
12 févr. 2025
En l'absence de UT Vatan

Renseignements
Unité Territoriale de VATAN
11 avenue de la Sentinelle, 36150 VATAN - Tél. 02.54.03.47.00
DGARTPE-UTVATAN@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_164

Portant réglementation de la circulation sur la D25
- du PR 14+568 au PR 14+640,
- du PR 15+196 au PR 15+230,
- du PR 16+555 au PR 16+587,
- du PR 18+122 au PR 18+540,
- du PR 18+194 au PR 18+243,
- et du PR 18+464 au PR 18+505,
du mardi 04 mars 2025 au vendredi 02 mai 2025, à l'occasion de travaux de génie civil pour le déploiement de la fibre optique, sur le territoire des communes de MENETOU-SUR-NAHON et VAL-FOUZON.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de Menetou-sur-Nahon en date du 11/02/2025,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de Val-Fouzon en date du 11/02/2025,

Vu l'avis favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun) en date du 11/02/2025,

Vu la demande présentée le 04/02/2025 par la société AXIONE demeurant 39 AVENUE JEAN JAURES, 18100 VIERZON,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D25 du PR 14+568 au PR 14+640, du PR 15+196 au PR 15+230, du PR 16+555 au PR 16+587, du PR 18+122 au PR 18+540, du PR 18+194 au PR 18+243 et du PR 18+464 au PR 18+505**,** du mardi 04 mars 2025 au vendredi 02 mai 2025**,** à l'occasion de travaux de génie civil pour le déploiement de la fibre optique,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de VATAN,

ARRÊTE

Article 1 :
Du mardi 04 mars 2025 au vendredi 02 mai 2025, sur la D25 du PR 14+568 au PR 14+640, du PR 15+196 au PR 15+230, du PR 16+555 au PR 16+587, du PR 18+122 au PR 18+540, du PR 18+194 au PR 18+243 et du PR 18+464 au PR 18+505, hors agglomération, sur le territoire des communes de **MENETOU-SUR-NAHON** et **VAL-FOUZON**, à l'occasion de travaux de génie civil pour le déploiement de la fibre optique, réalisés par l'entreprise AXIONE et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par un alternat par feux tricolores KR11.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **AXIONE** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée de l'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

L'alternat et la signalisation correspondante ne gêneront pas la circulation des transports exceptionnels. Tout déplacement de la signalisation pour permettre le passage d'un transport exceptionnel sera à la charge de l'entreprise.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
L'entreprise AXIONE,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun),
Au maire de la commune de MENETOU-SUR-NAHON,
Au maire de la commune de VAL-FOUZON,
Unité Territoriale de VATAN,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Loïc LIGNELET
UT Le Blanc
12 févr. 2025
En l'absence de UT Vatan

Renseignements

Unité Territoriale de VATAN

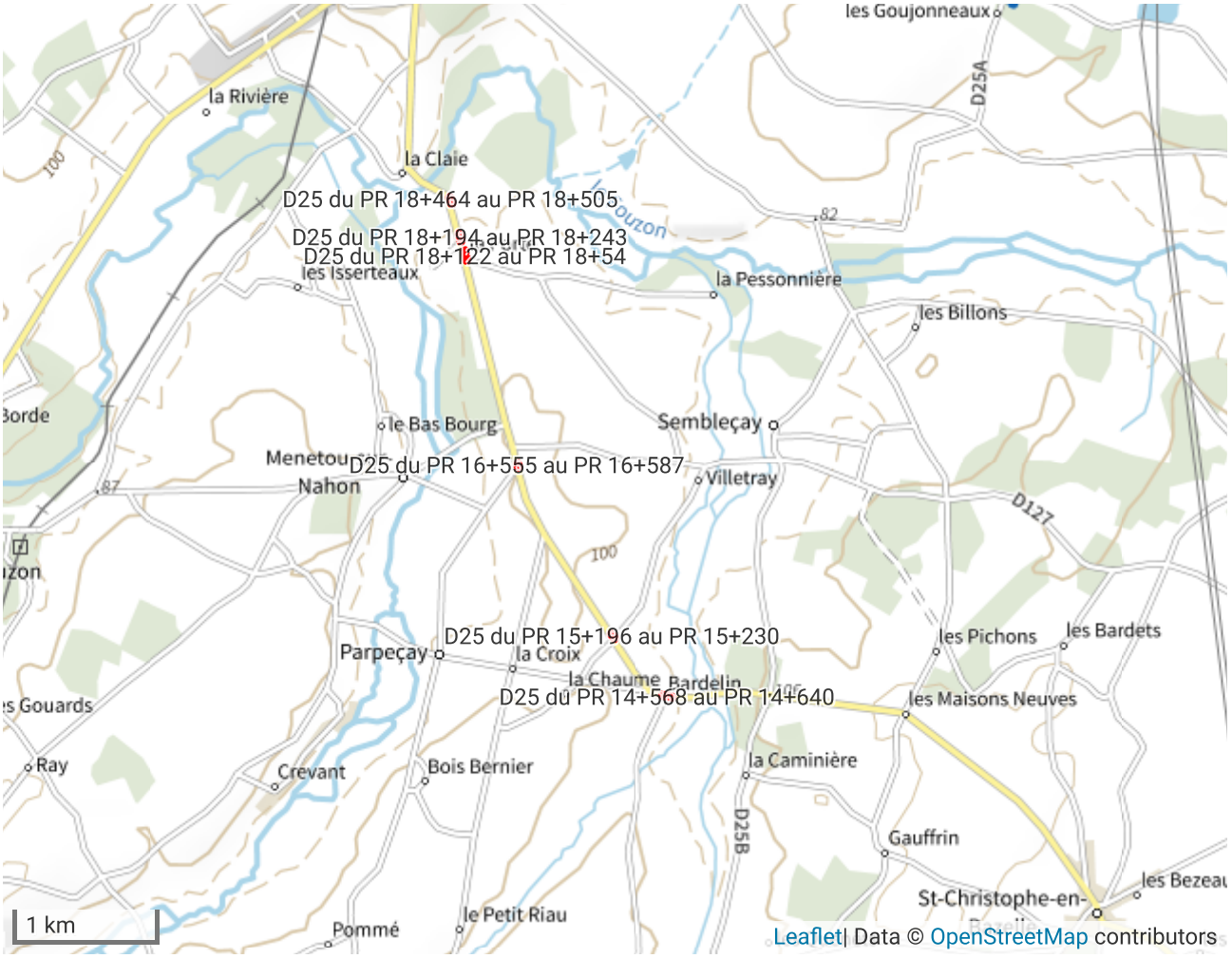
11 avenue de la Sentinelle, 36150 VATAN - Tél. 02.54.03.47.00

DGARTPE-UTVATAN@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_31

Portant réglementation de la circulation sur la D920 du PR 44+100 au PR 45+500, du lundi 17 mars 2025 au vendredi 21 mars 2025, à l'occasion de formations sur la signalisation temporaire, sur le territoire de la commune de SAINT-MAUR.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2024-10-10-00005 du 10 octobre 2024 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu l'avis réputé favorable de M./Mme le Maire de Saint-Maur,

Vu l'avis réputé favorable de M. le directeur de la Police,

Vu la demande présentée le 30/01/2025 par la collectivité DEPARTEMENT DE L'INDRE demeurant PL DE LA VICTOIRE ET DES ALLIES, 36000 CHATEAUROUX,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D920 du PR 44+100 au PR 45+500**,** du lundi 17 mars 2025 au vendredi 21 mars 2025**,** à l'occasion de formations sur la signalisation temporaire,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de VATAN,

ARRÊTE

Article 1 :
Du lundi 17 mars 2025 au vendredi 21 mars 2025, sur la D920 du PR 44+100 au PR 45+500, hors agglomération, sur le territoire de la commune de **SAINT-MAUR**, à l'occasion de formations sur la signalisation temporaire, organisées par la collectivité DEPARTEMENT DE L'INDRE, la circulation sera réglementée par un alternat manuel par piquets K10.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit des formations, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

La durée d'intervention est estimée à 1 journée sur la période.

Article 2 :
La signalisation nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par la collectivité **DEPARTEMENT DE L'INDRE**.

L'alternat et la signalisation correspondante ne gêneront pas la circulation des transports exceptionnels. Tout déplacement de la signalisation pour permettre le passage d'un transport exceptionnel sera à la charge de la collectivité.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
M. le directeur de la Police,
Au maire de la commune de SAINT-MAUR,
Unité Territoriale de VATAN,
La DDT/SPREN - Cité administrative - 36000 CHÂTEAUROUX,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,
Kéolis - 22 boulevard d'Anvaux - 36000 CHÂTEAUROUX,
Châteauroux Métropole - Hôtel de Ville - CS 80509-36012 CHÂTEAUROUX cedex,

Loïc LIGNELET
UT Le Blanc
13 févr. 2025
En l'absence de UT Vatan

Renseignements

Unité Territoriale de VATAN

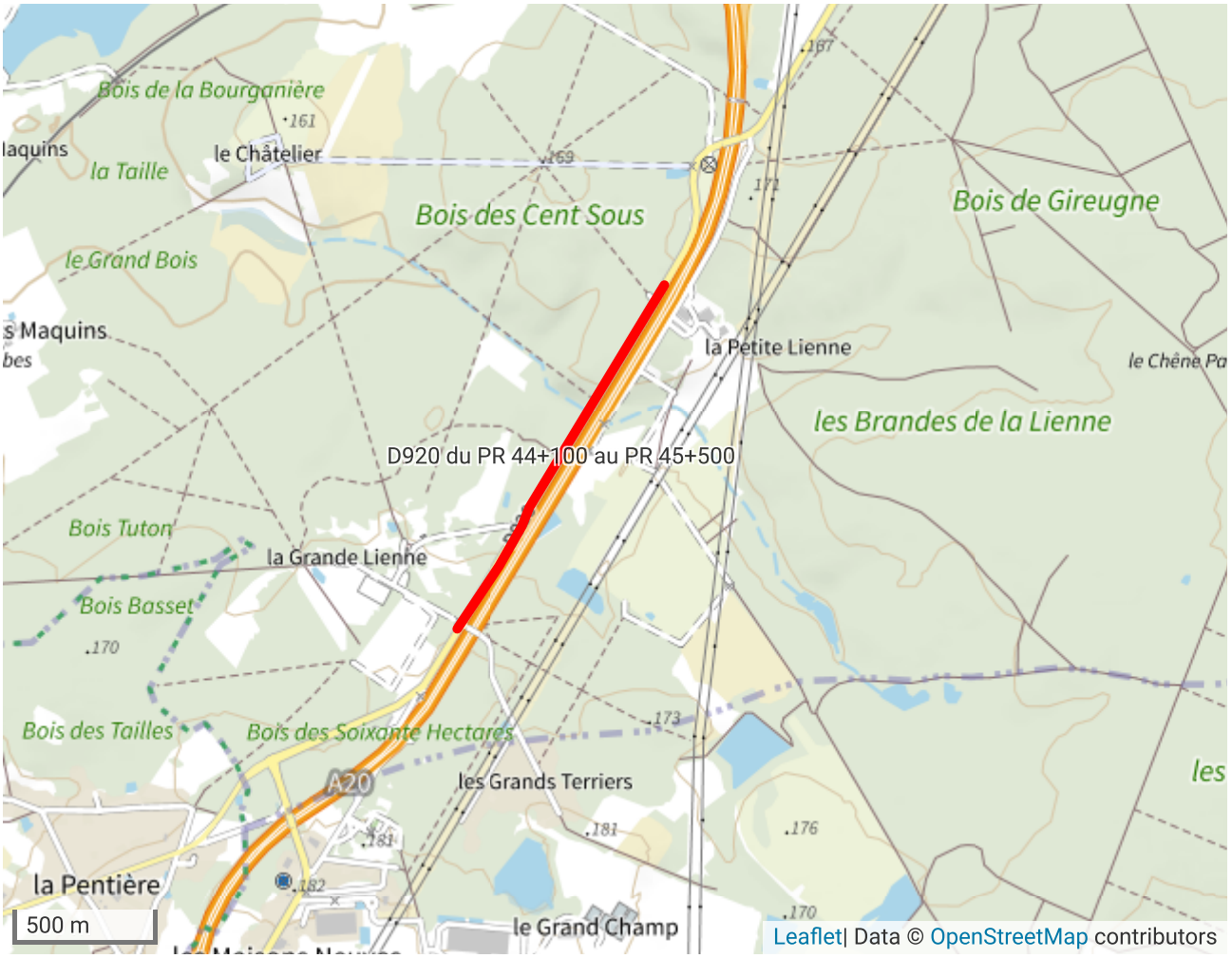
11 avenue de la Sentinelle, 36150 VATAN - Tél. 02.54.03.47.00

DGARTPE-UTVATAN@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_86

Portant réglementation de la circulation sur la D922 du PR 10+744 au PR 10+1000, du lundi 03 mars 2025 au samedi 29 mars 2025, à l'occasion de travaux de déplacement d'ouvrage BT et HTA, sur le territoire de la commune de REBOURSIN.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Le maire de REBOURSIN,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun) en date du 23/01/2025,

Vu la demande présentée le 22/01/2025 par la société TP RESEAUX CENTRE demeurant ALLÉE DU COMMERCE, 36250 SAINT-MAUR,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D922 du PR 10+744 au PR 10+1000, du lundi 03 mars 2025 au samedi 29 mars 2025, à l'occasion de travaux de déplacement d'ouvrage BT et HTA,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de VATAN,

ARRÊTENT

Article 1 :
Du lundi 03 mars 2025 au samedi 29 mars 2025, sur la D922 du PR 10+744 au PR 10+1000, en et hors agglomération, sur le territoire de la commune de **REBOURSIN**, à l'occasion de travaux de déplacement d'ouvrage BT et HTA, réalisés par l'entreprise TP RESEAUX CENTRE et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par un alternat par sens prioritaire par panneaux B15 et C18.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **TP RESEAUX CENTRE** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
L'entreprise TP RESEAUX CENTRE,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun),
Au maire de la commune de REBOURSIN,
Unité Territoriale de VATAN,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,

13.02.2025

Laurent LÉGER

Le maire de REBOURSIN

Nom, Prénom, Qualité

VAN REMOORTERE ERIC

MAIRIE DE REBOURSIN 36150

Renseignements
Unité Territoriale de VATAN
11 avenue de la Sentinelle, 36150 VATAN - Tél. 02.54.03.47.00
DGARTPE-UTVATAN@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_113

Portant réglementation de la circulation sur la D2 du PR 0+180 au PR 5+450, du lundi 24 février 2025 au lundi 07 avril 2025, à l'occasion de travaux sur le réseau électrique ENEDIS, sur le territoire des communes de LEVROUX et BOUGES-LE-CHÂTEAU.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Le maire de LEVROUX,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de Bouges-le-Château en date du 28/01/2025,

Vu l'avis favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun) en date du 28/01/2025,

Vu la demande présentée le 24/01/2025 par la société SOBECA demeurant RTE DE CHATEAUROUX, 36250 NIHERNE,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D2 du PR 0+180 au PR 5+450, du lundi 24 février 2025 au lundi 07 avril 2025, à l'occasion de travaux sur le réseau électrique ENEDIS,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de VATAN,

ARRÊTENT

Article 1 :
Du lundi 24 février 2025 au lundi 07 avril 2025, sur la D2 du PR 0+180 au PR 5+450, hors agglomération, sur le territoire des communes de **LEVROUX** et **BOUGES-LE-CHÂTEAU**, à l'occasion de travaux sur le réseau électrique ENEDIS, réalisés par l'entreprise SOBECA et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par un alternat par feux tricolores KR11 ou par un alternat manuel par piquets K10.

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h, voire 30 km/h sur section limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **SOBECA** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée de l'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
Monsieur Langlet ARMAND, SOBECA,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun),
Au maire de la commune de LEVROUX,
Au maire de la commune de BOUGES-LE-CHÂTEAU,
Unité Territoriale de VATAN,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,

13.02.2025

Laurent LÉGER

Le maire de LEVROUX

Nom, Prénom, Qualité

ROUSSEAU-SOUHÉTRE Alexis
Maire

Renseignements
Unité Territoriale de VATAN
11 avenue de la Sentinelle, 36150 VATAN - Tél. 02.54.03.47.00
DGARTPE-UTVATAN@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_137

Portant réglementation de la circulation sur la D26D du PR 4+843 au PR 6+330, du lundi 31 mars 2025 au vendredi 30 mai 2025, à l'occasion de travaux de raccordement PV producteur DA28/057195, sur le territoire de la commune de POULIGNY-NOTRE-DAME.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2024-10-10-00005 du 10 octobre 2024 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu l'avis réputé favorable de M./Mme le Maire de Pouligny-Notre-Dame,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de Crevant en date du 03/02/2025,

Vu l'avis favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (La Châtre) en date du 04/02/2025,

Vu la demande présentée le 28/01/2025 par l'entreprise TP RESEAUX CENTRE demeurant ALL DU COMMERCE, 36250 SAINT-MAUR,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D26D du PR 4+843 au PR 6+330**,** du lundi 31 mars 2025 au vendredi 30 mai 2025**,** à l'occasion de travaux de raccordement PV producteur DA28/057195,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LA CHATRE,

ARRÊTE

Article 1 :
Du lundi 31 mars 2025 au vendredi 30 mai 2025, sur la D26D du PR 4+843 au PR 6+330, hors agglomération, sur le territoire de la commune de **POULIGNY-NOTRE-DAME**, à l'occasion de travaux de raccordement PV producteur DA28/057195, réalisés par l'entreprise TP RESEAUX CENTRE et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par une interdiction à tous les véhicules (sauf aux transports scolaires, aux riverains et aux véhicules de service public).

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée suivant l'annexe localisation.

Article 3 :
Les signalisations de chantier et de déviation nécessaires à l'application du présent arrêté seront mises en place, entretenues et déposées par l'entreprise **TP RESEAUX CENTRE** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
L'entreprise TP RESEAUX CENTRE,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
Au maire de la commune de POULIGNY-NOTRE-DAME,
Au maire de la commune de CREVANT,
Unité Territoriale de LA CHATRE,
La DDT/SPREN - Cité administrative - 36000 CHÂTEAUROUX,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Loïc LIGNELET
UT Le Blanc
13 févr. 2025
En l'absence de UT La Châtre

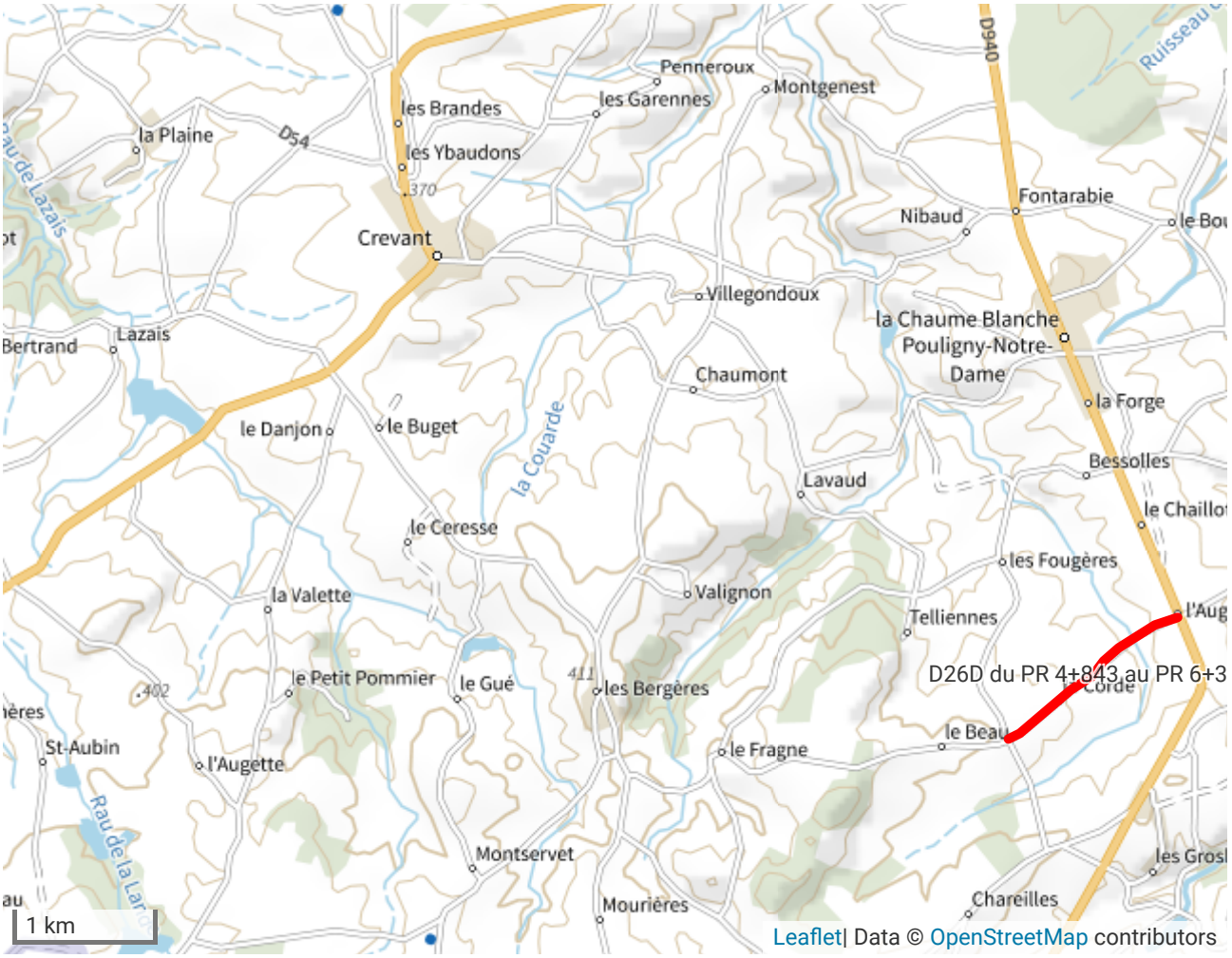
Renseignements
Unité Territoriale de LA CHATRE
2 rue Joseph Ageorges, 36400 LA CHATRE - Tél. 02.54.62.12.20
DGARTPE-UTLACHATRE@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ANNEXE - LOCALISATION



DÉTAILS DE L'ITINÉRAIRE

Déviation D26D

Via: D 940, Rue de la Chaume Blanche, Route de Crevant, D 54, Route d'Aigurande, D 951b, D 97, D 26d
16.2 km, 25 min
Se diriger vers le nord-est sur D 26d - 9 m
Tourner à gauche sur D 940 - 3 km
Vous êtes arrivé à votre première destination - 0 m
Se diriger vers le nord sur la route de Guéret (D 940) - 10 m
Tourner à gauche sur la route de Crevant (D 54) - 4.5 km
Tourner à gauche - 250 m
Faire demi-tour - 200 m
Vous êtes arrivé à votre seconde destination - 0 m
Se diriger vers le nord-ouest - 35 m
Tourner à gauche sur l'impasse de la Résistance (D 54) - 90 m
Tourner franchement à gauche sur la place de Verdun (D 951b) - 50 m
Aller tout droit sur la route d'Aigurande (D 951b) - 1 km
Tourner à gauche sur D 97 - 30 m
Vous êtes arrivé à votre troisième destination, sur la gauche - 0 m
Se diriger vers le sud-est sur D 97 - 3.5 km
Vous êtes arrivé à votre quatrième destination - 0 m
Se diriger vers le sud-est sur D 97 - 10 m
Tourner à gauche sur D 26d - 3 km
Tourner à droite - 35 m
Vous êtes arrivé à votre destination, sur la droite - 0 m

INDRE
LE DÉPARTEMENT

Plan de déviation
Commune de POULIGNY-NOTRE-DAME
RD 26d - Travaux raccordement PV



INDRE
LE DÉPARTEMENT

Plan de déviation
Commune de POULIGNY-NOTRE-DAME
RD 26d - Travaux raccordement PV



ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_162

Portant réglementation de la circulation sur la D107 du PR 4+112 au PR 8+690, du lundi 17 février 2025 au jeudi 17 avril 2025, à l'occasion de travaux de curage de fossés, sur le territoire des communes de LE BLANC, MAUVIÈRES et CONCREMIERS.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2024-10-10-00005 du 10 octobre 2024 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de Le Blanc en date du 11/02/2025,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de Mauvières en date du 10/02/2025,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendamerie de l'Indre (Le Blanc),

Vu la demande présentée le 30/01/2025 par les Services du Département,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D107 du PR 4+112 au PR 8+690**,** du lundi 17 février 2025 au jeudi 17 avril 2025**,** à l'occasion de travaux de curage de fossés,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LE BLANC,

ARRÊTE

Article 1 :

Du lundi 17 février 2025 au jeudi 17 avril 2025, sur la D107 du PR 4+112 au PR 8+690, hors agglomération, sur le territoire des communes de **LE BLANC, MAUVIÈRES** et **CONCREMIERS**, à l'occasion de travaux de curage de fossés, réalisés par les Services du Département, la circulation sera réglementée par une interdiction à tous les véhicules (sauf aux transports scolaires, aux riverains et aux véhicules de service public).

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée suivant l'annexe localisation.

Article 3 :
Les signalisations de chantier et de déviation nécessaires à l'application du présent arrêté seront mises en place, entretenues et déposées par les Services du Département, chargés des travaux.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
La DDT/SPREN - Cité administrative - 36000 CHÂTEAUROUX,
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
SMT, DEPARTEMENT DE L'INDRE,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),
Au maire de la commune de LE BLANC,
Au maire de la commune de MAUVIÈRES,
Au maire de la commune de CONCREMIERS,
Unité Territoriale de LE BLANC,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

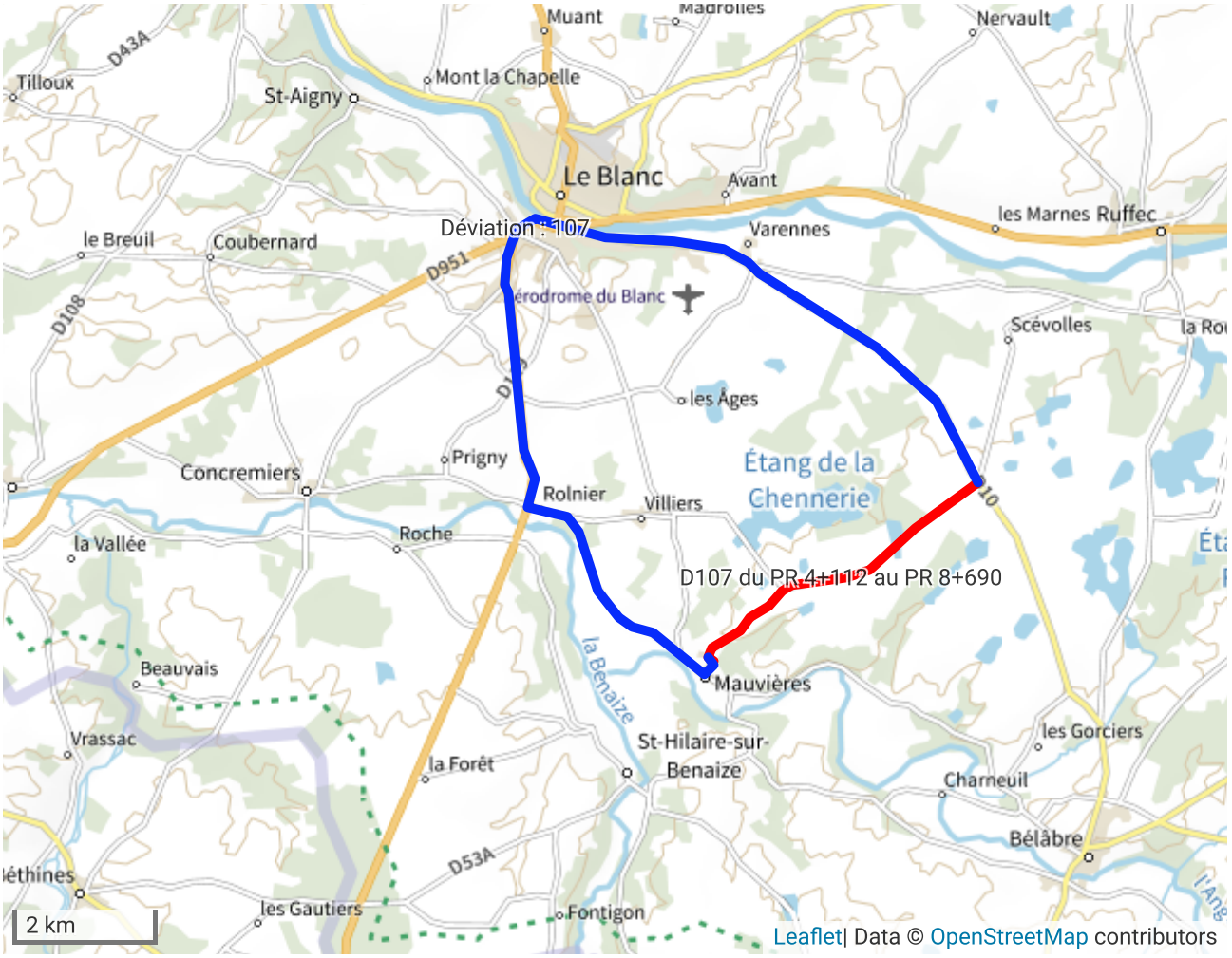
Loïc LIGNELET
UT Le Blanc
13 févr. 2025

Renseignements
Unité Territoriale de LE BLANC
2 ter route de la Grand' Borne, 36300 LE BLANC - Tél. 02.54.48.99.90
DGARTPE-UTLEBLANC@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



DÉTAILS DE L'ITINÉRAIRE

Déviation 107
Via: Route de Ruffec, , Route de Concremiers, D 54, , D 975, Rue de la Trimouille, Rue de Poitiers, Quai André Liesse, Rue Amiral Barjot, Rue de Varennes, Route de Bélâbre, D 10
15.8 km, 19 min
Se diriger vers le sud-est sur la route de Ruffec (D 107) - 350 m
Tourner à droite sur la route de Concremiers (D 54) - 1.5 m
Vous êtes arrivé à votre première destination - 0 m
Se diriger vers le nord-ouest sur la route de Concremiers (D 54) - 0 m
Vous êtes arrivé à votre seconde destination - 0 m
Se diriger vers le nord-ouest sur la route de Concremiers (D 54) - 3.5 km
Vous êtes arrivé à votre troisième destination - 0 m
Se diriger vers l'ouest sur D 54 - 0 m
Vous êtes arrivé à votre quatrième destination - 0 m
Se diriger vers le nord-ouest sur D 54 - 4 m
Tourner à droite sur D 975 - 3.5 km
Vous êtes arrivé à votre cinquième destination - 0 m
Se diriger vers le nord sur la rue de la Trimouille (D 975) - 450 m
Prendre le rond-point - 40 m
Vous êtes arrivé à votre sixième destination - 0 m
Se diriger vers le sud - 40 m
Sortir du rond-point sur la rue de Poitiers (D 951) - 400 m
Continuer tout droit sur le quai André Liesse (D 951) - 150 m
Vous êtes arrivé à votre septième destination, sur la gauche - 0 m
Se diriger vers l'est sur le quai André Liesse (D 951) - 5 m
Continuer tout droit sur le quai Aubépin (D 3) - 150 m

Continuer tout droit sur la rue Amiral Barjot (D 3) - 2 km
Prendre le rond-point, puis la seconde sortie sur la rue de Varennes (D 3) - 20 m
Sortir du rond-point sur la rue de Varennes (D 3) - 800 m
Vous êtes arrivé à votre huitième destination - 0 m
Se diriger vers le sud-est sur la route de Bélâbre (D 10) - 0 m
Vous êtes arrivé à votre neuvième destination - 0 m
Se diriger vers le sud-est sur la route de Bélâbre (D 10) - 4.5 km
Vous êtes arrivé à votre destination - 0 m

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_166

Portant réglementation de la circulation sur la D33D du PR 0+100 au PR 4+000, du lundi 17 février 2025 au vendredi 18 avril 2025, à l'occasion de travaux de réfection d'un aqueduc et de curage des fossés, sur le territoire de la commune de HEUGNES.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de Heugnes en date du 11/02/2025,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),

Vu la demande présentée le 04/02/2025 par la collectivité DEPARTEMENT DE L'INDRE demeurant PL DE LA VICTOIRE ET DES ALLIES, 36000 CHATEAUROUX,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D33D du PR 0+100 au PR 4+000**,** du lundi 17 février 2025 au vendredi 18 avril 2025**,** à l'occasion de travaux de réfection d'un aqueduc et de curage des fossés,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de VATAN,

ARRÊTE

Article 1 :
Du lundi 17 février 2025 au vendredi 18 avril 2025, sur la D33D du PR 0+100 au PR 4+000, hors agglomération, sur le territoire de la commune de **HEUGNES**, à l'occasion de travaux de réfection d'un aqueduc et de curage des fossés, réalisés par la collectivité DEPARTEMENT DE L'INDRE - Service Matériels et Travaux, la circulation sera réglementée par une interdiction à tous les véhicules.

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée suivant l'annexe localisation.

Article 3 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par la collectivité **DEPARTEMENT DE L'INDRE - Service Matériels et Travaux**, chargés des travaux.

La signalisation de déviation sera mise en place, entretenue et déposée par la collectivité **DEPARTEMENT DE L'INDRE - Point d'Appui d'ÉCUEILLÉ**.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
Service Matériel et Travaux - collectivité DEPARTEMENT DE L'INDRE,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),
Au maire de la commune de HEUGNES,
Unité Territoriale de VATAN,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Loïc LIGNELET
UT Le Blanc
13 févr. 2025
En l'absence de UT Vatan

Renseignements
Unité Territoriale de VATAN
11 avenue de la Sentinelle, 36150 VATAN - Tél. 02.54.03.47.00
DGARTPE-UTVATAN@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

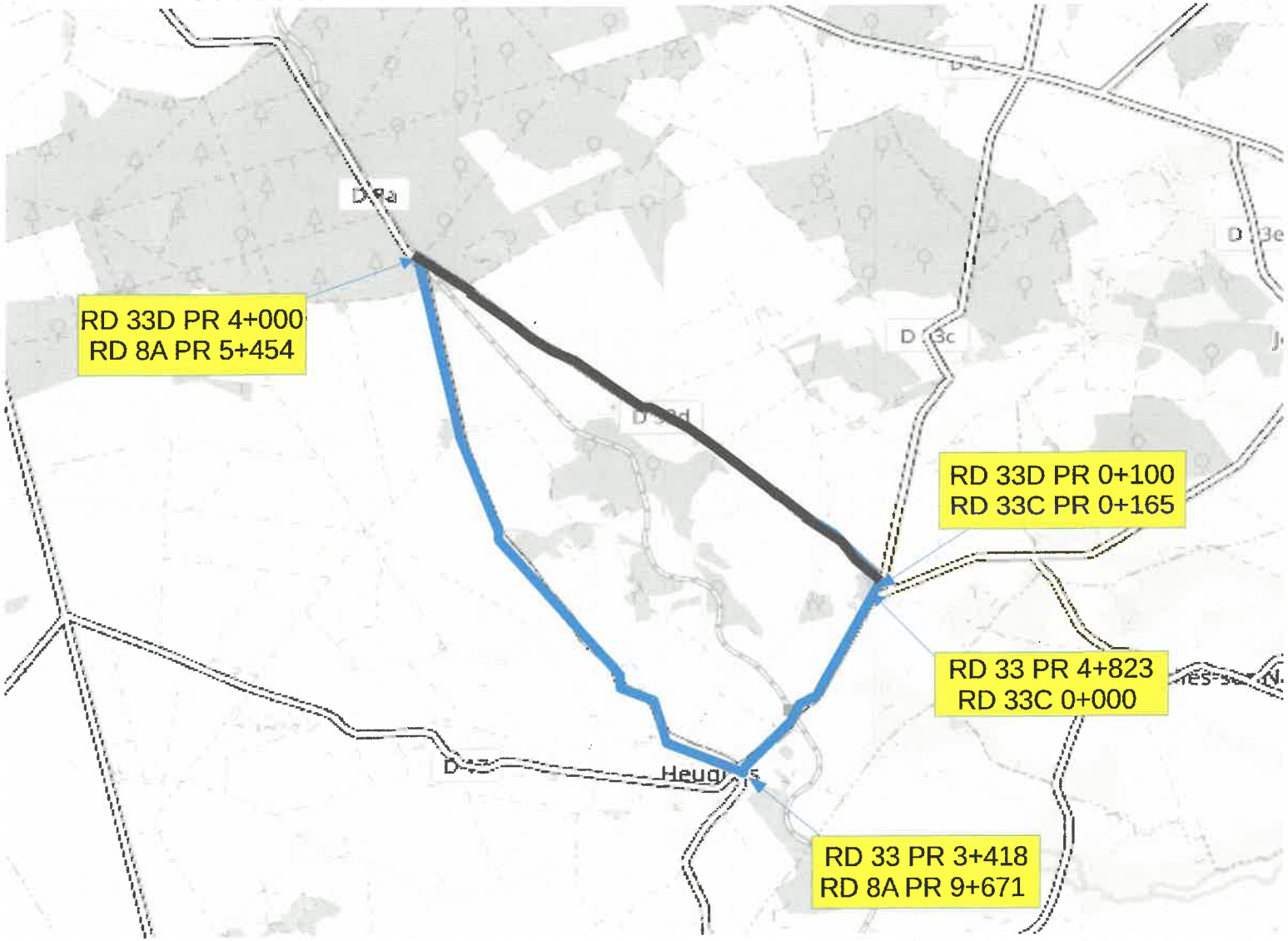
DÉTAILS DE L'ITINÉRAIRE

Publié du 5 mars au 5 mai 2025

INDRE LE DÉPARTEMENT
Direction des Routes
UT Vatan

Travaux RD 33D SMT Réfection aqueduc

Plan de déviation VL / PL



© OSM, Département de l'Indre

Légende

Route barrée

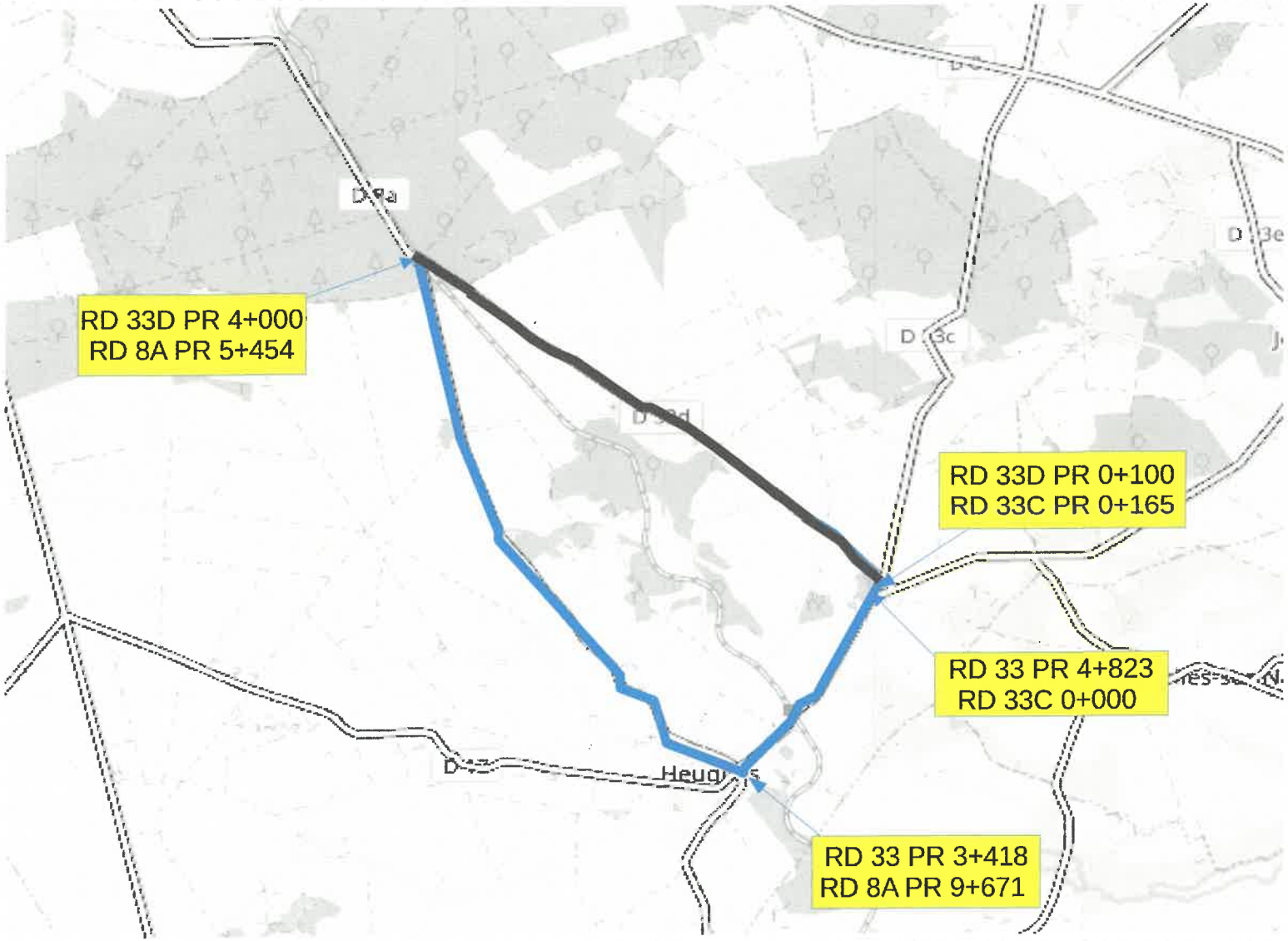
Déviation VL / PL deux sens

Publié du 5 mars au 5 mai 2025

INDRE LE DÉPARTEMENT
Direction des Routes
UT Vatan

Travaux RD 33D SMT Réfection aqueduc

Plan de déviation VL / PL



© OSM, Département de l'Indre

Légende

Route barrée

Déviation VL / PL deux sens

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_167

Portant réglementation de la circulation sur la D50 du PR 21+000 au PR 21+500, du mardi 18 février 2025 au samedi 08 mars 2025, à l'occasion d'un sondage sur un mur de soutènement, sur le territoire de la commune de MÉRIGNY.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendamerie de l'Indre (Le Blanc),

Vu la demande présentée le 31/01/2025 par la société GINGER CEBTP demeurant 400 rue Morane Saulnier, 37210 PARCAY-MESLAY,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D50 du PR 21+000 au PR 21+500**,** du mardi 18 février 2025 au samedi 08 mars 2025**,** à l'occasion d'un sondage sur un mur de soutènement,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LE BLANC,

ARRÊTE

Article 1 :
Du mardi 18 février 2025 au samedi 08 mars 2025, sur la D50 du PR 21+0 au PR 21+500, hors agglomération, sur le territoire de la commune de **MÉRIGNY**, à l'occasion d'un sondage sur un mur de soutènement, réalisé par l'entreprise GINGER CEBTP et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par un alternat par sens prioritaire par panneaux B15 et C18.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **GINGER CEBTP** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
Monsieur OPPENHEIM ERIC, GINGER CEBTP,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),
Au maire de la commune de MÉRIGNY,
Unité Territoriale de LE BLANC,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

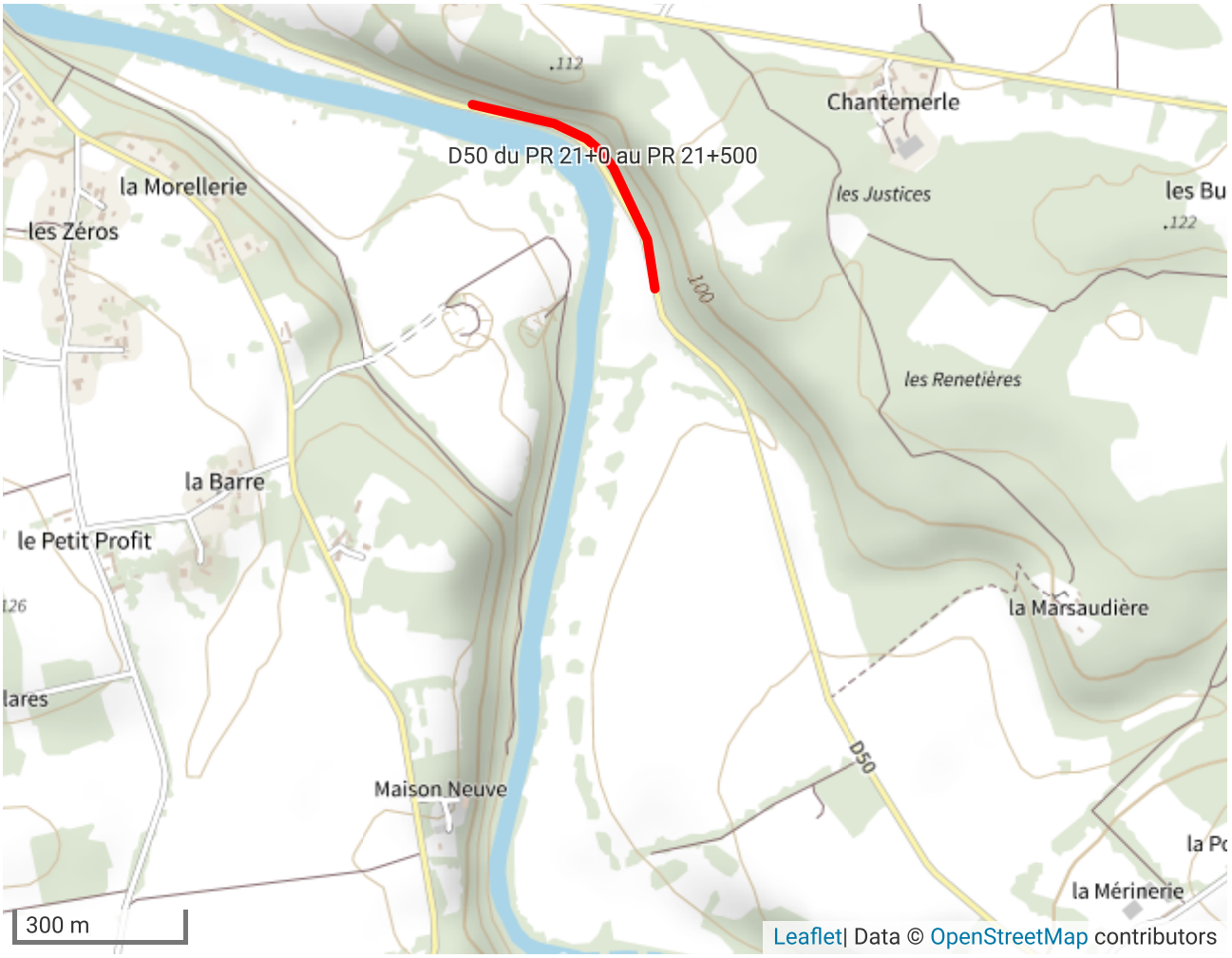
Loïc LIGNELET
UT Le Blanc
13 févr. 2025

Renseignements
Unité Territoriale de LE BLANC
2 ter route de la Grand' Borne, 36300 LE BLANC - Tél. 02.54.48.99.90
DGARTPE-UTLEBLANC@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_170

Portant réglementation de la circulation sur la D80 du PR 2+610 au PR 3+030, du lundi 17 février 2025 au vendredi 28 février 2025, à l'occasion de travaux de pose de glissières de sécurité, sur le territoire de la commune de MONTIERCHAUME.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de Montierchaume en date du 13/02/2025,

Vu l'avis favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun) en date du 11/02/2025,

Vu la demande présentée le 07/02/2025 par la société EBGC demeurant 35 RUE CHRISTIAN HUYGENS, 37100 TOURS,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D80 du PR 2+610 au PR 3+030**,** du lundi 17 février 2025 au vendredi 28 février 2025**,** à l'occasion de travaux de pose de glissières de sécurité,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de VATAN,

ARRÊTE

Article 1 :
Du lundi 17 février 2025 au vendredi 28 février 2025, sur la D80 du PR 2+610 au PR 3+030, hors agglomération, sur le territoire de la commune de **MONTIERCHAUME**, à l'occasion de travaux de pose de glissières de sécurité, réalisés par l'entreprise EBGC et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par un alternat par feux tricolores KR11 ou par un alternat manuel par piquets K10.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **EBGC** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée de l'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
L'entreprise EBGC,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun),
Au maire de la commune de MONTIERCHAUME,
Unité Territoriale de VATAN,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,
Kéolis - 22 boulevard d'Anvaux - 36000 CHÂTEAUROUX,
Châteauroux Métropole - Hôtel de Ville - CS 80509-36012 CHÂTEAUROUX cedex,

Loïc LIGNELET
UT Le Blanc
13 févr. 2025
En l'absence de UT Vatan

Renseignements
Unité Territoriale de VATAN
11 avenue de la Sentinelle, 36150 VATAN - Tél. 02.54.03.47.00
DGARTPE-UTVATAN@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant

le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_147

Portant réglementation de la circulation sur l'itinéraire de la course dénommée "Prix de Lingé", le samedi 15 mars 2025, de 13h00 à 19h00, sur le territoire de la commune de LINGÉ.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Le maire de LINGÉ,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2017-1279 du 9 août 2017 portant simplification de la police des manifestations sportives,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),

Vu la demande présentée le 06/01/2025 par le VÉLO CLUB BLANCOIS, représenté par Monsieur MARTINO Georges,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et des concurrents, il est nécessaire de réglementer la circulation sur l'itinéraire de la course dénommée "Prix de Lingé" le samedi 15 mars 2025 de 13h00 à 19h00,

Considérant qu'à ce jour, l'organisateur n'a pas fourni l'autorisation idoine de l'autorité compétente portant sur la manifestation susmentionnée,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LE BLANC,

ARRÊTENT

Article 1 :
Conformément aux dispositions de l'article R.411-30 du code de la route et sous réserve de l'arrêté portant autorisation des services préfectoraux compétents en la matière, l'épreuve sportive dénommée "Prix de Lingé" le samedi 15 mars 2025 de 13h00 à 19h00, bénéficiera sauf au droit des passages à niveau éventuels, d'un usage exclusif temporaire de la chaussée porté à la connaissance des usagers par une signalisation appropriée définie par l'arrêté du 26 août 1992.

Entre le passage de la voiture d'ouverture de la course et le passage de la voiture de fermeture de la course, la circulation des véhicules de toute nature sera interdite. Conformément aux dispositions de l'article R414-3-1 du code de la route, tout conducteur d'un véhicule ou d'un engin qui circule sur la chaussée doit laisser le passage, s'arrêter ou se garer.

Les signaleurs seront en poste dans les carrefours et autres points stratégiques pour signaler le passage de la course et imposer aux usagers de la route de circuler dans le sens de la course.

Le stationnement de tous les véhicules sera interdit sur l'itinéraire de l'épreuve sauf pour l'application du paragraphe ci-dessus. Il pourra être interdit en amont de la manifestation, dès l'installation de la signalisation réglementaire.

L'épreuve sportive emprunte les sections de routes suivantes :
- sur la D32 au PR3+373 au PR 7+248
- sur la D43 du PR 23+669 au PR25+392
- sur la D78 du PR 9+539 au PR 12+309
- sur la D6 du PR 14+867 au PR 17+620

sur la commune de **LINGÉ (en et hors agglomération)**.

Article 2 :
La signalisation nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par les organisateurs de l'épreuve sportive.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
Préfecture de l'Indre,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
Au maire de la commune de LINGÉ,
Unité Territoriale de LE BLANC,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Le 18 FEV. 2025

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc,

Loïc LIGNELET

Le maire de LINGÉ,
Nom, Prénom, Qualité
BARRE Adrien
Maire

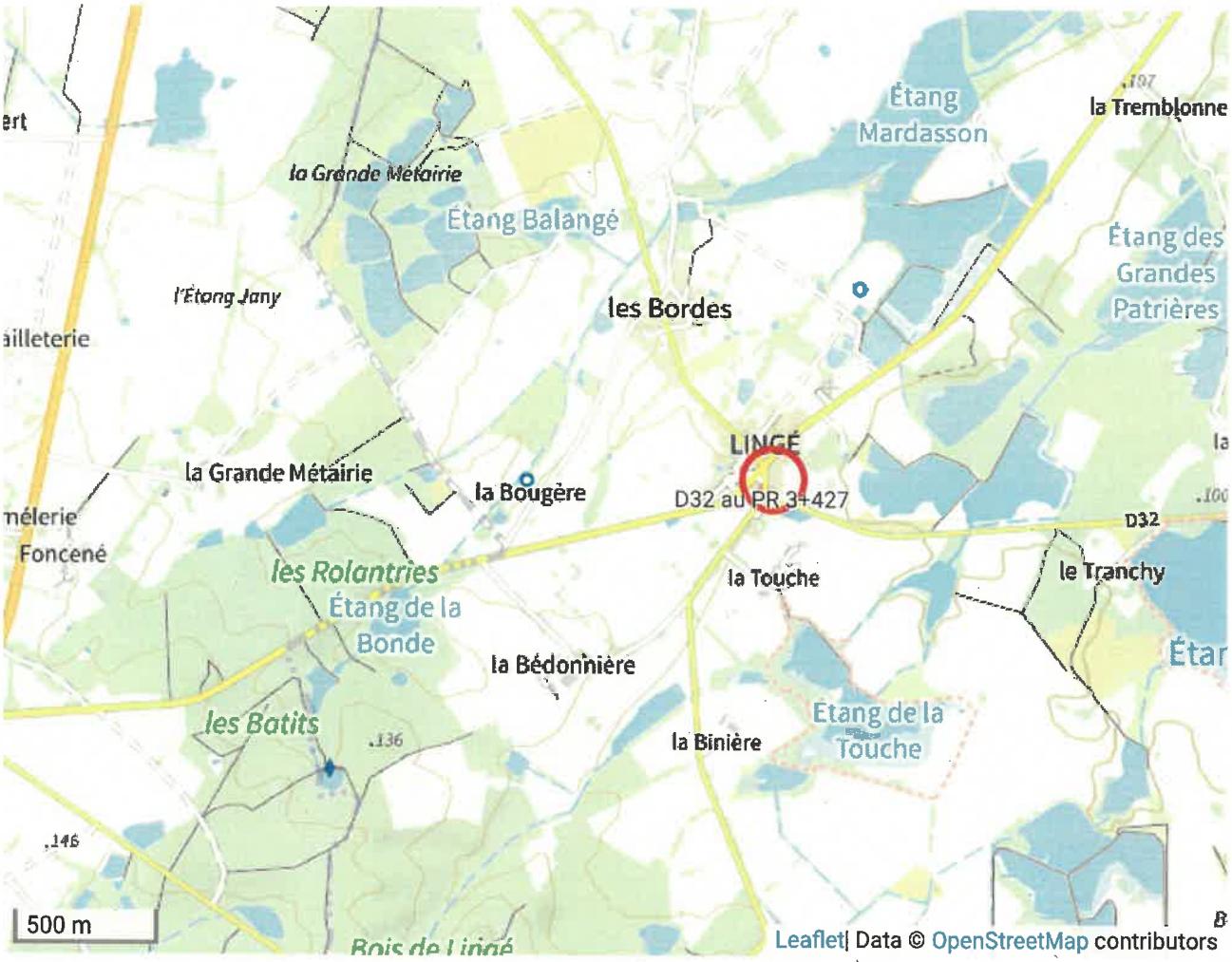


Renseignements
Unité Territoriale de LE BLANC
2 ter route de la Grand' Borne, 36300 LE BLANC - Tél. 02.54.48.99.90
DGARTPE-UTLEBLANC@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_163

Portant réglementation de la circulation sur la D13 du PR 58+815 au PR 58+885 et du PR 59+179 au PR 59+226, et la D127 du PR 6+692 au PR 6+746, du jeudi 20 février 2025 au vendredi 18 avril 2025, à l'occasion de travaux de génie civil pour le déploiement de la fibre optique, sur le territoire de la commune de DUN-LE-POËLIER.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Le maire de DUN-LE-POËLIER,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun) en date du 11/02/2025,

Vu la demande présentée le 04/02/2025 par la société AXIONE demeurant 39 AVENUE JEAN JAURES, 18100 VIERZON,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D13 du PR 58+815 au PR 58+885 et du PR 59+179 au PR 59+226, et la D127 du PR 6+692 au PR 6+746, du jeudi 20 février 2025 au vendredi 18 avril 2025, à l'occasion de travaux de génie civil pour le déploiement de la fibre optique,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de VATAN,

ARRÊTENT

Article 1 :
Du jeudi 20 février 2025 au vendredi 18 avril 2025, sur la D13 du PR 58+815 au PR 58+885 et du PR 59+179 au PR 59+226, et la D127 du PR 6+692 au PR 6+746, en et hors agglomération, sur le territoire de la commune de **DUN-LE-POËLIER**, à l'occasion de travaux de génie civil pour le déploiement de la fibre optique, réalisés par l'entreprise AXIONE et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par un alternat par feux tricolores KR11.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **AXIONE** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée de l'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
L'entreprise AXIONE,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun),
Au maire de la commune de DUN-LE-POËLIER,
Unité Territoriale de VATAN,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,

Laurent LÉGER

Le maire de
DUN LE POELIER
Nom, Prénom, Qualité

VILLERETTE Bernard
Maire

MAIRIE DE DUN-LE-POELIER 36 (Indre)

Renseignements
Unité Territoriale de VATAN
11 avénue de la Sentinelle, 36150 VATAN - Tél. 02.54.03.47.00
DGARTPE-UTVATAN@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_165

Portant réglementation de la circulation sur la D82 du PR 0+397 au PR 4+775, du PR 5+272 au PR 6+864 et du PR 7+520 au PR 9+481, du jeudi 20 février 2025 au vendredi 18 avril 2025, en vue de réaliser le curage de fossés, sur le territoire des communes d'ISSOUDUN, NEUVY-PAILLOUX et THIZAY.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis réputé favorable de M./Mme le Maire d'Issoudun,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de Neuvy-Pailloux en date du 12/02/2025,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de Thizay en date du 13/02/2025,

Vu l'avis favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun) en date du 11/02/2025,

Vu la demande présentée le 05/02/2025 par le DEPARTEMENT DE L'INDRE demeurant PLACE DE LA VICTOIRE ET DES ALLIES, 36000 CHATEAUROUX,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D82 du PR 0+397 au PR 4+775, du PR 5+272 au PR 6+864 et du PR 7+520 au PR 9+481**,** du jeudi 20 février 2025 au vendredi 18 avril 2025, en vue de réaliser le curage de fossés,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de VATAN,

ARRÊTE

Article 1 :
Du jeudi 20 février 2025 au vendredi 18 avril 2025, la circulation sera réglementée par une interdiction dans les deux sens sur la D82, à tous les véhicules (sauf aux riverains et aux véhicules de service public) comme suit :
- **Phase 1** : du PR 0+397 au PR 4+775,
- **Phase 2 :** du PR 5+272 au PR 6+864,
- **Phase 3** : du PR 7+520 au PR 9+481,

hors agglomération, sur le territoire des communes d'**ISSOUDUN**, **NEUVY-PAILLOUX** et **THIZAY**, en vue de réaliser le curage de fossés, réalisés par le DEPARTEMENT DE L'INDRE.

Les phases seront traitées de manière successive.

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée suivant l'annexe localisation.

Article 3 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par le Service Matériels et Travaux, chargés des travaux.

La signalisation de déviation sera mise en place, entretenue et déposée par **la Base Routière d'ISSOUDUN**.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
Le Service Matériels et Travaux,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun),
Au maire de la commune de ISSOUDUN,
Au maire de la commune de NEUVY-PAILLOUX,
Au maire de la commune de THIZAY,
Unité Territoriale de VATAN,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Laurent LEGER
UT Vatan
18 févr. 2025

Renseignements
Unité Territoriale de VATAN
11 avenue de la Sentinelle, 36150 VATAN - Tél. 02.54.03.47.00
DGARTPE-UTVATAN@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Publié du 5 mars au 5 mai 2025

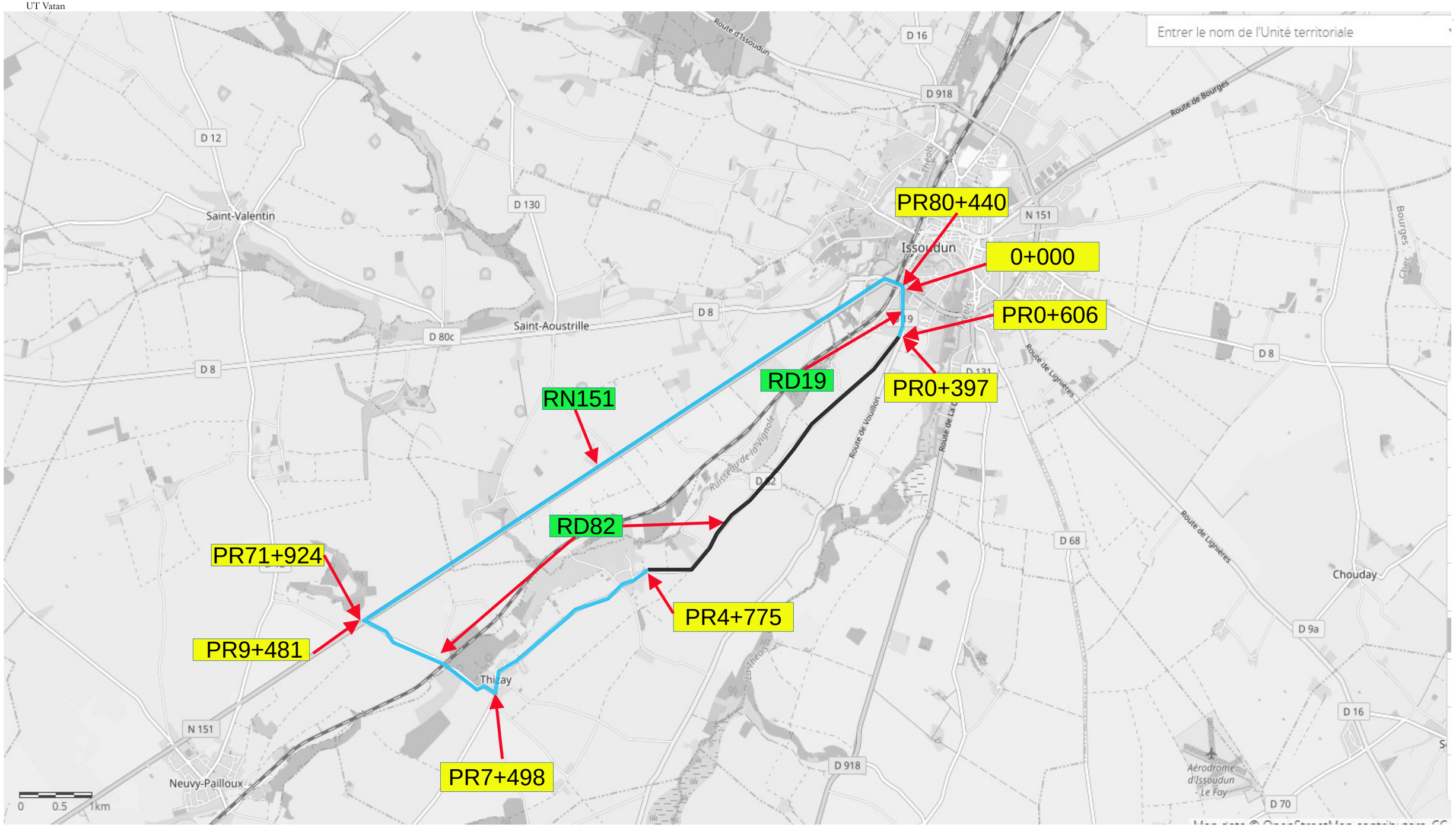
INDRE LE DÉPARTEMENT

Direction des Routes
UT Vatan

Travaux RD82 Thizay curage fossé PHASE 1

Plan de déviation VL / PL

N



© OSM, Département de l'Indre

Légende

Route barrée

Déviation VL / PL deux sens

Publié du 5 mars au 5 mai 2025

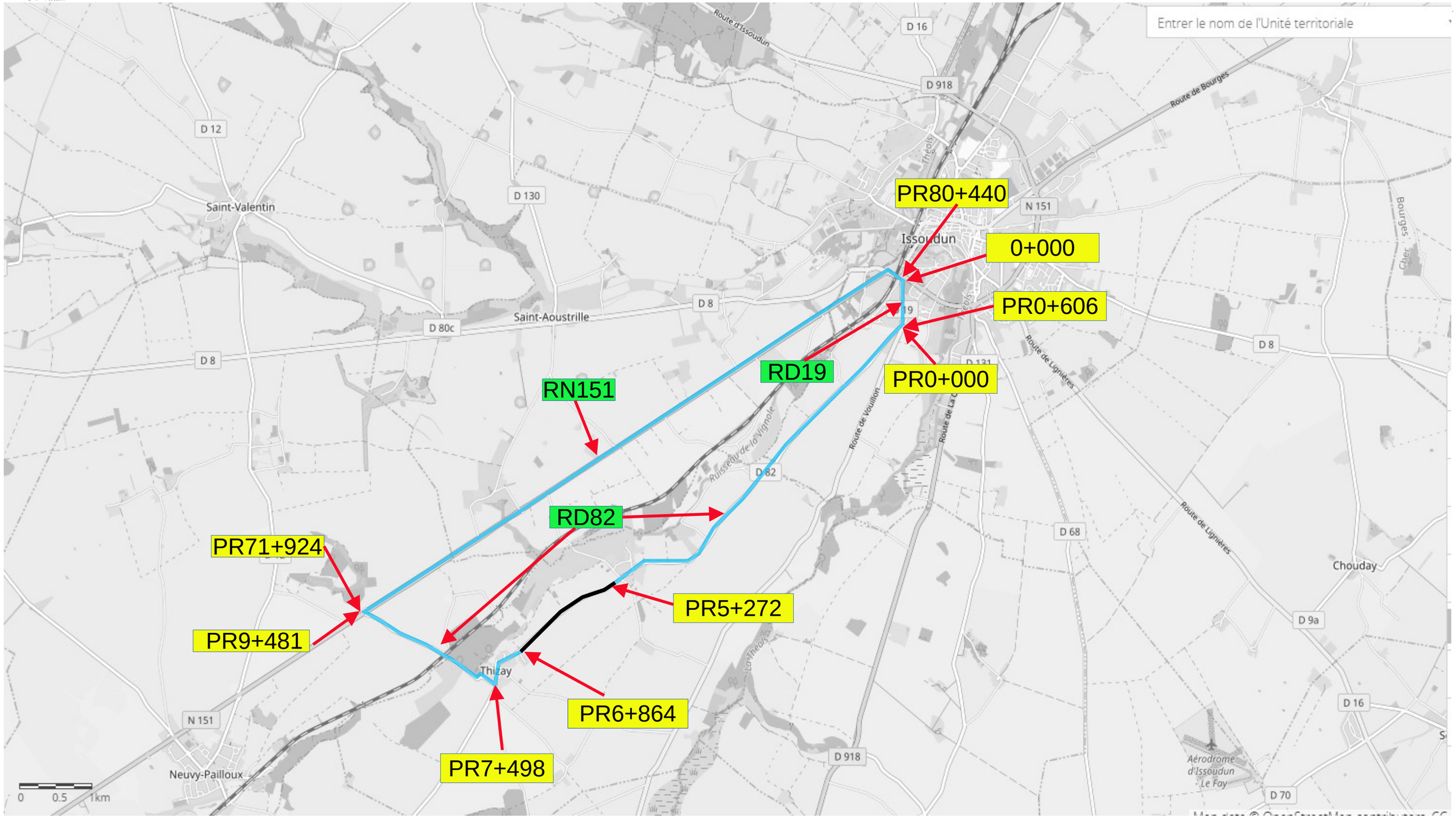
INDRE
LE DÉPARTEMENT

Direction des Routes
UT Vatan

Travaux RD82 Thizay curage fossé PHASE 2

Plan de déviation VL / PL

N



© OSM, Département de l'Indre

Légende

Route barrée

Déviation VL / PL deux sens

Publié du 5 mars au 5 mai 2025

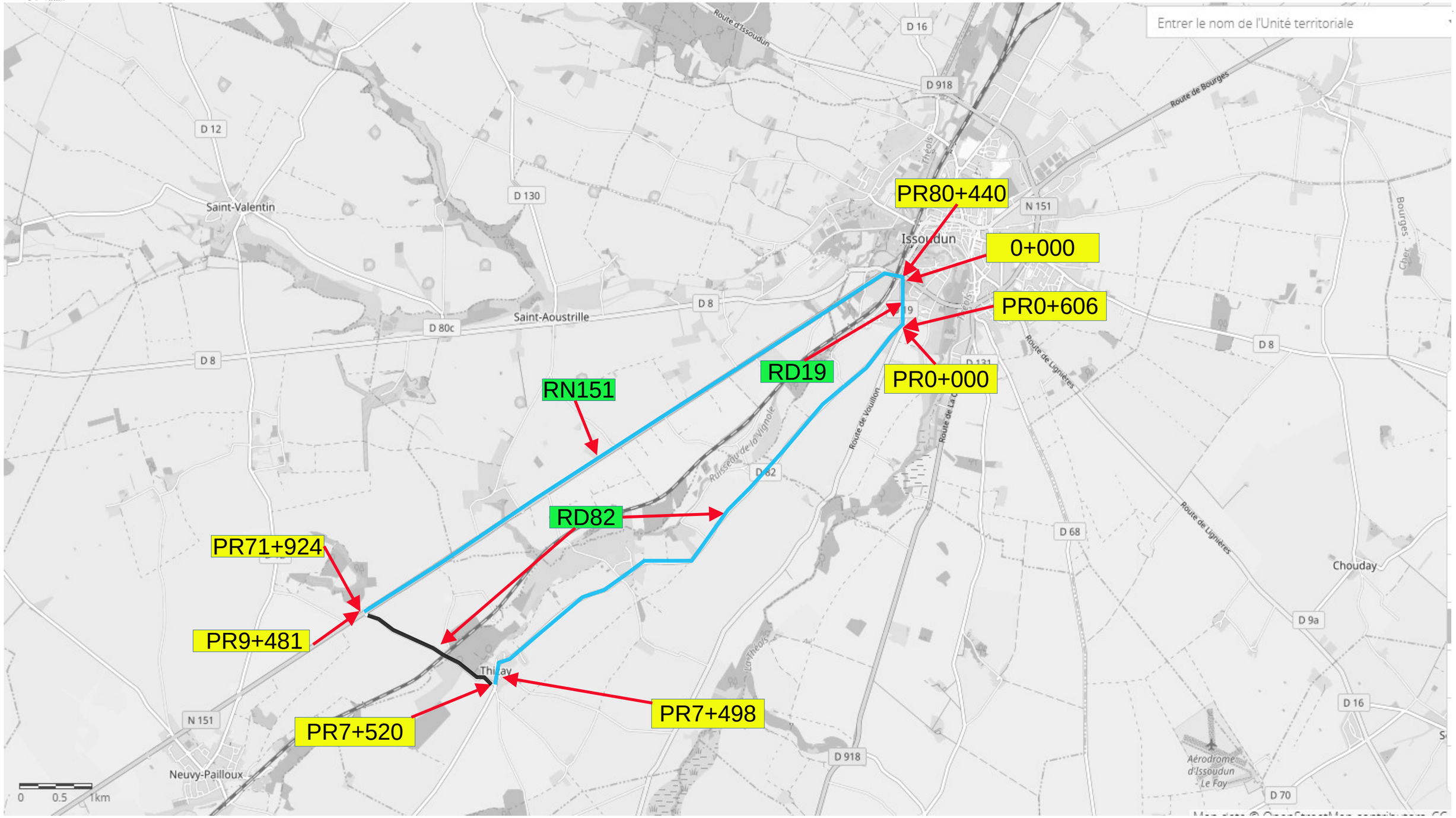
INDRE
LE DÉPARTEMENT

Direction des Routes
UT Vatan

Travaux RD82 Thizay curage fossé PHASE 3

Plan de déviation VL / PL

N



© OSM, Département de l'Indre

Légende

Route barrée

Déviation VL / PL deux sens

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_171

Portant réglementation de la circulation sur la D54 du PR 36+565 au PR 37+276, du mardi 25 février 2025 au vendredi 04 avril 2025, à l'occasion de travaux d'extension de busage, sur le territoire des communes de CLUIS et MOUHERS.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de Cluis en date du 11/02/2025,

Vu l'avis réputé favorable de M./Mme le Maire de Mouhers,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (La Châtre),

Vu la demande présentée le 10/02/2025 par Monsieur Mathieu MARIOTAT demeurant La Croix de Pierre 36340 CLUIS,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D54 du PR 36+565 au PR 37+276**,** du mardi 25 février 2025 au vendredi 04 avril 2025**,** à l'occasion de travaux d'extension de busage,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LA CHÂTRE,

ARRÊTE

Article 1 :
Du mardi 25 février 2025 au vendredi 04 avril 2025, sur la D54 du PR 36+565 au PR 37+276, hors agglomération, sur le territoire des communes de **CLUIS** et **MOUHERS**, à l'occasion de travaux d'extension de busage, réalisés par Monsieur Mathieu MARIOTAT, la circulation sera réglementée par un alternat par feux tricolores KR11 ou par un alternat manuel par piquets K10.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront

momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par Monsieur Mathieu MARIOTAT, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée de l'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées ,
Monsieur Mathieu MARIOTAT
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
Au maire de la commune de CLUIS,
Au maire de la commune de MOUHERS,
Unité Territoriale de LA CHÂTRE,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

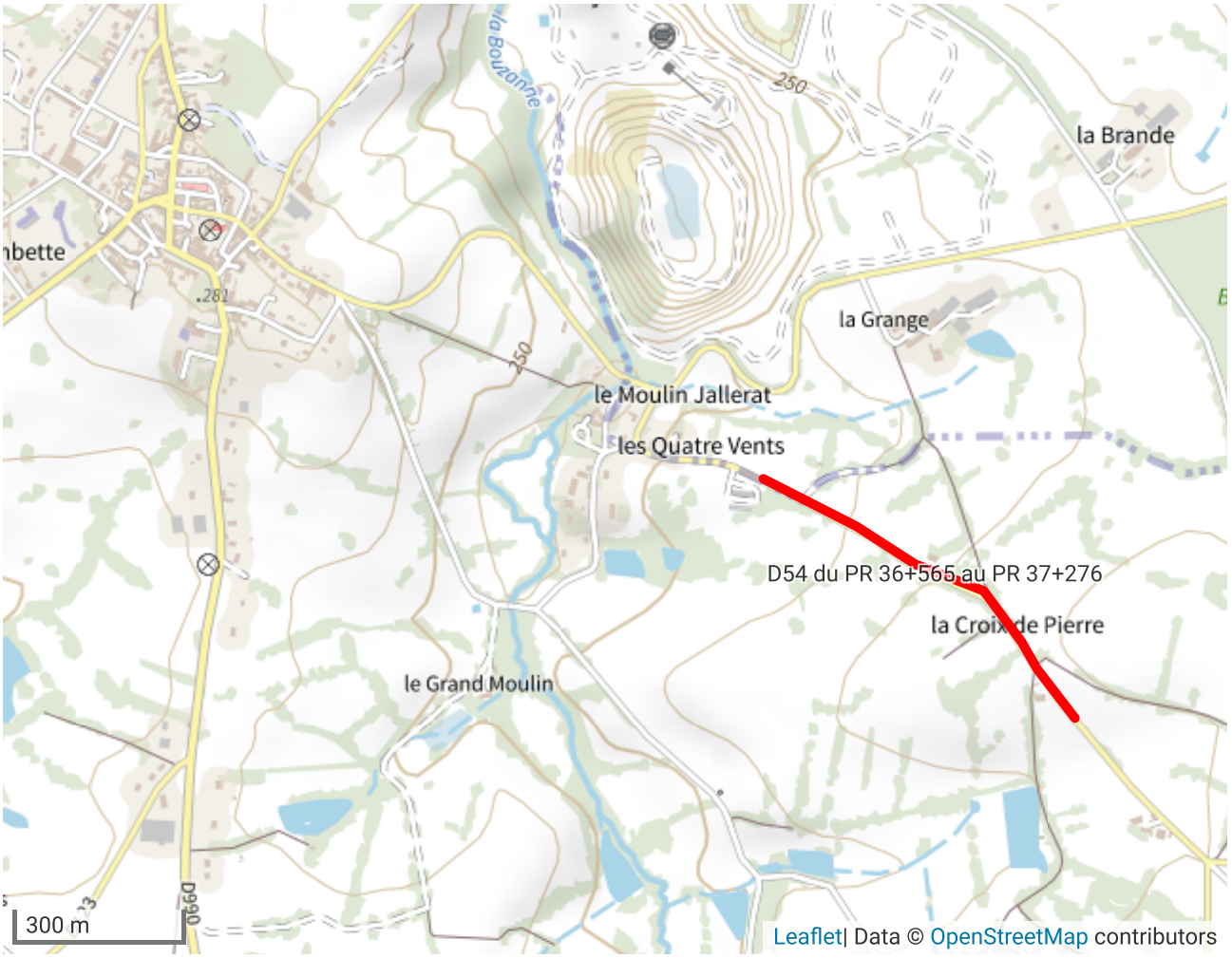
Nicolas MOREAU
UT La Châtre
18 févr. 2025

Renseignements
Unité Territoriale de LA CHATRE
2 rue Joseph Ageorges, 36400 LA CHATRE - Tél. 02.54.62.12.20
DGARTPE-UTLACHATRE@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_172

Portant réglementation de la circulation sur la D38 du PR 1+819 au PR 3+590, du lundi 24 février 2025 au vendredi 18 avril 2025, à l'occasion de travaux de curage de fossés, sur le territoire de la commune de BARAIZE.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis réputé favorable de M./Mme le Maire de Baraize,

Vu l'avis favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (La Châtre) en date du 11/02/2025,

Vu la demande présentée le 06/02/2025 par le SMT demeurant PL DE LA VICTOIRE ET DES ALLIES, 36000 CHATEAUROUX,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D38 du PR 1+819 au PR 3+590**,** du lundi 24 février 2025 au vendredi 18 avril 2025**,** à l'occasion de travaux de curage de fossés,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LA CHATRE,

ARRÊTE

Article 1 :
Du lundi 24 février 2025 au vendredi 18 avril 2025, sur la D38 du PR 1+819 au PR 3+590, hors agglomération, sur le territoire de la commune de **BARAIZE**, à l'occasion de travaux de curage de fossés, réalisés par le SMT, la circulation sera réglementée par une interdiction à tous les véhicules (sauf aux transports scolaires, aux riverains et aux véhicules de service public).

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée suivant l'annexe localisation.

Article 3 :
Les signalisations de chantier et de déviation nécessaires à l'application du présent arrêté seront mises en place, entretenues et déposées par les services du **DEPARTEMENT DE L'INDRE**, chargés des travaux.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées ,
Le SMT,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
Au maire de la commune de BARAIZE,
Au maire de la commune de GARGILESSE-DAMPIERRE,
Au maire de la commune de BADECON-LE-PIN,
Au maire de la commune de CUZION,
Au maire de la commune de EGUZON-CHANTOME,
Unité Territoriale de LA CHATRE,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

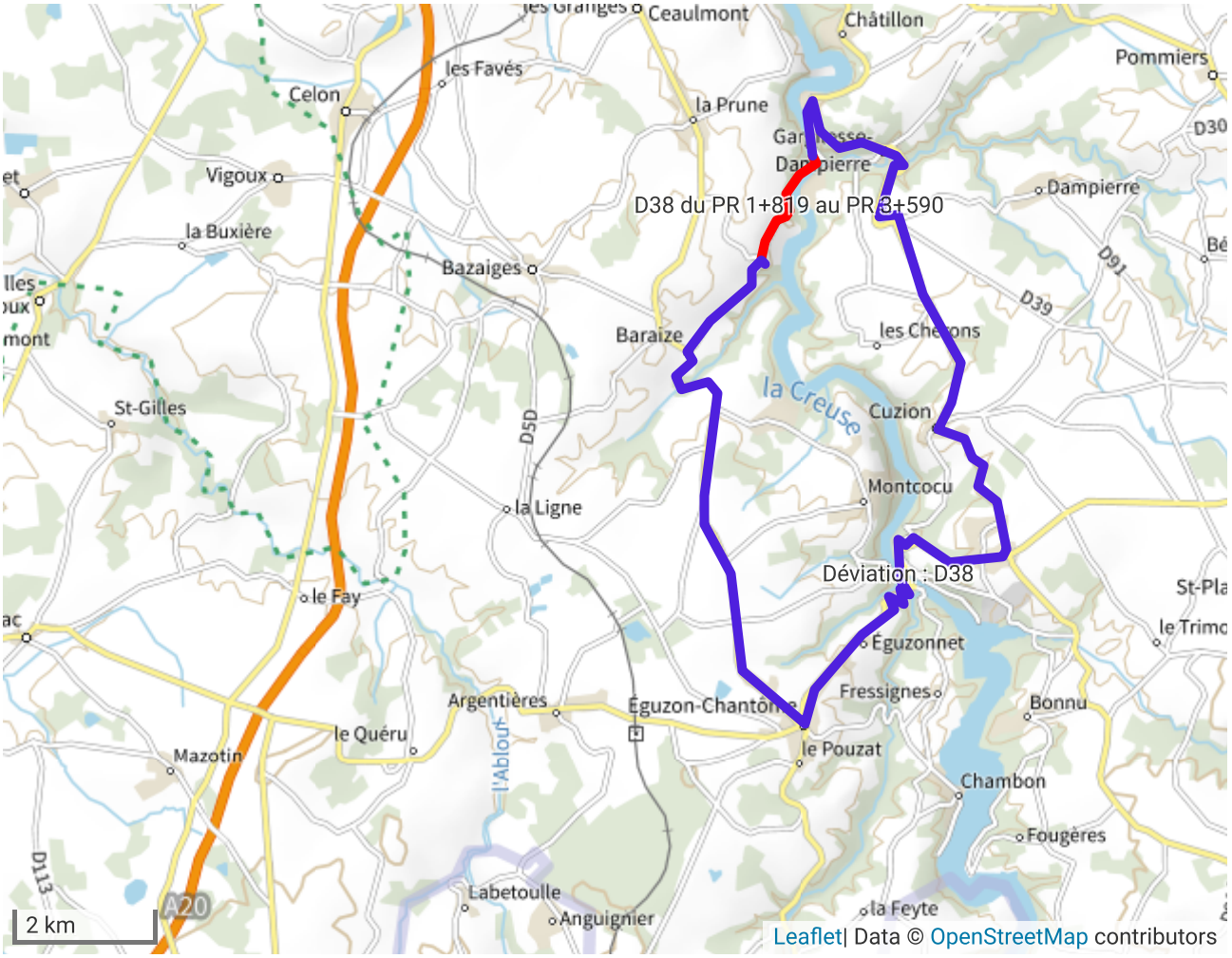
Nicolas MOREAU
UT La Châtre
18 févr. 2025

Renseignements
Unité Territoriale de LA CHATRE
2 rue Joseph Ageorges, 36400 LA CHATRE - Tél. 02.54.62.12.20
DGARTPE-UTLACHATRE@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



DÉTAILS DE L'ITINÉRAIRE

Déviation D38
Via: Route du Pont Noir, Route de Gargilesse, Route du Pin, D 39, D 40, Rue du Pré Brétory, D 72, Route du Pont des Piles, Rue du 19 Mars 1962, Route d'Argenton, Avenue Maurice Rollinat, D 38
23.6 km, 28 min
Se diriger vers le nord-ouest sur D 38 - 900 m
Tourner à droite sur la route de Gargilesse (D 40) - 250 m
Continuer tout droit sur la route du Pin (D 40) - 150 m
Vous êtes arrivé à votre première destination - 0 m
Se diriger vers le sud sur la route du Pin (D 40) - 1 km
Continuer légèrement à gauche sur D 39 - 1 km
Vous êtes arrivé à votre seconde destination, sur la gauche - 0 m
Se diriger vers le sud sur D 39 - 550 m
Continuer tout droit sur D 40 - 3 km
Vous êtes arrivé à votre troisième destination - 0 m
Se diriger vers le sud-ouest sur D 40 - 350 m
Tourner à gauche sur la rue du Pré Brétory (D 40) - 2.5 km
Vous êtes arrivé à votre quatrième destination - 0 m
Se diriger vers le sud sur la route de l'Étang (D 40) - 60 m
Tourner à droite sur la route de la Creuse (D 72) - 2 km
Tourner à gauche sur D 45 - 2.5 km
Aller tout droit sur la rue Yves Choplin (D 45) - 900 m
Tourner à gauche sur la rue du 19 Mars 1962 - 70 m
Vous êtes arrivé à votre cinquième destination - 0 m
Se diriger vers l'est sur la rue du 19 Mars 1962 - 10 m
Tourner à droite pour rester sur la rue du 19 Mars 1962 - 70 m

Tourner à droite pour rester sur la rue du 19 Mars 1962 - 60 m
Tourner à droite sur la rue du Lieutenant Olive - 60 m
Tourner franchement à gauche sur la rue Athanase Bassinet (D 45) - 200 m
Tourner à droite sur la rue Jean Jaurès (D 913) - 250 m
Continuer tout droit sur la route d'Argenton (D 913) - 3.5 km
Vous êtes arrivé à votre sixième destination, sur la droite - 0 m
Se diriger vers le nord sur la route d'Argenton (D 913) - 1 km
Continuer tout droit sur l'avenue Maurice Rollinat (D 913) - 1 km
Aller tout droit sur la rue des Prés de la Cure (D 913) - 450 m
Tourner à droite sur la rue du 11 Novembre 1918 (D 38) - 2 km
Tourner franchement à droite - 45 m
Tourner à gauche sur la rue du Tour de Ronde - 45 m
Vous êtes arrivé à votre destination, sur la droite - 0 m

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_174

Portant réglementation de la circulation sur la D67 du PR 30+850 au PR 31+150, du lundi 24 février 2025 au vendredi 28 mars 2025, à l'occasion de travaux de réhausse de tampon GRDF sur l'accotement, sur le territoire de la commune d'ÉTRECHET.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2024-10-10-00005 du 10 octobre 2024 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire d'Étrechet en date du 12/02/2025,

Vu l'avis favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (La Châtre) en date du 15/02/2025,

Vu la demande présentée le 10/02/2025 par la société EUROVIA CENTRE LOIRE demeurant LD LA CROIX ROUGE, 36330 LE POINCONNET,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D67 du PR 30+850 au PR 31+150**,** du lundi 24 février 2025 au vendredi 28 mars 2025**,** à l'occasion de travaux de réhausse de tampon GRDF sur l'accotement,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de VATAN,

ARRÊTE

Article 1 :
Du lundi 24 février 2025 au vendredi 28 mars 2025, sur la D67 du PR 30+850 au PR 31+150, hors agglomération, sur le territoire de la commune d'**ÉTRECHET**, à l'occasion de travaux de réhausse de tampon GRDF sur l'accotement, réalisés par l'entreprise EUROVIA CENTRE LOIRE et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par un alternat par feux tricolores KR11 ou par un alternat manuel par piquets K10.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

La durée des travaux est estimée à 4 jours sur la période.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **EUROVIA CENTRE LOIRE** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée de l'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

L'alternat et la signalisation correspondante ne gêneront pas la circulation des transports exceptionnels. Tout déplacement de la signalisation pour permettre le passage d'un transport exceptionnel sera à la charge de l'entreprise.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
L'entreprise EUROVIA CENTRE LOIRE,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (La Châtre),
Au maire de la commune de ÉTRECHET,
Unité Territoriale de VATAN,
La DDT/SPREN - Cité administrative - 36000 CHÂTEAUROUX,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,
Kéolis - 22 boulevard d'Anvaux - 36000 CHÂTEAUROUX,
Châteauroux Métropole - Hôtel de Ville - CS 80509-36012 CHÂTEAUROUX cedex,

Publié au bulletin du 5 mai 2025

Yann MICHON
Direction des Routes
18 févr. 2025

Renseignements
Unité Territoriale de VATAN
11 avenue de la Sentinelle, 36150 VATAN - Tél. 02.54.03.47.00
DGARTPE-UTVATAN@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_175

Portant réglementation de la circulation sur la D16 du PR 17+050 au PR 17+550, du lundi 24 février 2025 au vendredi 14 mars 2025, à l'occasion de travaux de génie civil pour le déploiement de la fibre optique, sur le territoire de la commune de GIROUX.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis réputé favorable de M./Mme le Maire de Giroux,

Vu l'avis favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun) en date du 14/02/2025,

Vu la demande présentée le 07/02/2025 par la société AXIONE demeurant 8 ALLÉE DES GOUTAIS, 36250 SAINT-MAUR,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D16 du PR 17+050 au PR 17+550**,** du lundi 24 février 2025 au vendredi 14 mars 2025**,** à l'occasion de travaux de génie civil pour le déploiement de la fibre optique,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de VATAN,

ARRÊTE

Article 1 :
Du lundi 24 février 2025 au vendredi 14 mars 2025, sur la D16 du PR 17+050 au PR 17+550, hors agglomération, sur le territoire de la commune de **GIROUX**, à l'occasion de travaux de génie civil pour le déploiement de la fibre optique, réalisés par l'entreprise AXIONE et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par un alternat par feux tricolores KR11 ou par un alternat manuel par piquets K10.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **AXIONE** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée de l'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
L'entreprise AXIONE,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun),
Au maire de la commune de GIROUX,
Unité Territoriale de VATAN,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

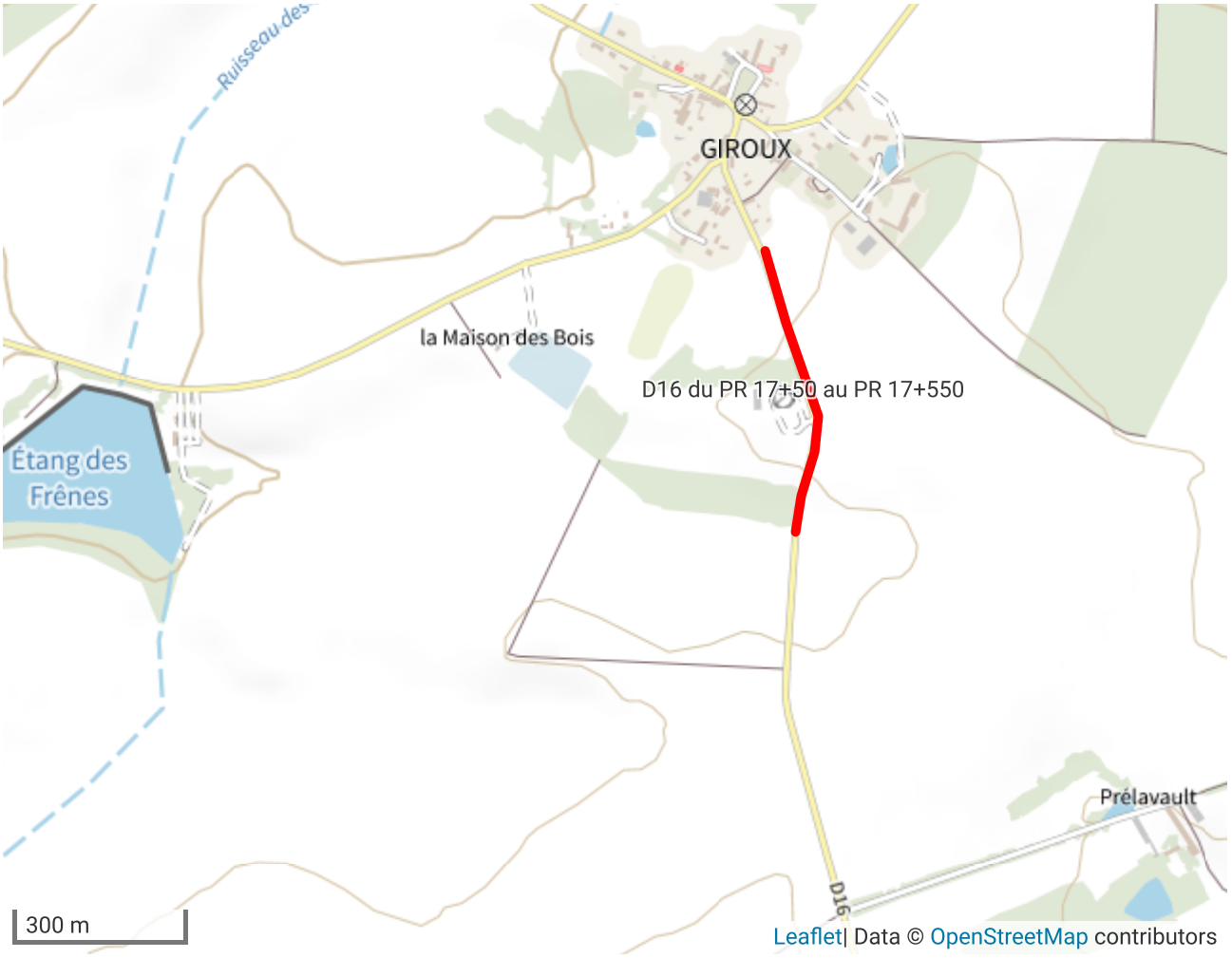
Laurent LEGER
UT Vatan
18 févr. 2025

Renseignements
Unité Territoriale de VATAN
11 avenue de la Sentinelle, 36150 VATAN - Tél. 02.54.03.47.00
DGARTPE-UTVATAN@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_176

Portant réglementation de la circulation sur la D12 au PR 54+137, du lundi 03 mars 2025 au mercredi 30 avril 2025, à l'occasion de travaux de fouille GRT GAZ, sur le territoire de la commune de VATAN.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de Vatan en date du 12/02/2025,

Vu l'avis favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun) en date du 14/02/2025,

Vu la demande présentée le 06/02/2025 par la société GAVANIER SARL demeurant ZA de l'occitania, 87250 BESSINES SUR GARTEMPE,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D12 au PR 54+137**,** du lundi 03 mars 2025 au mercredi 30 avril 2025**,** à l'occasion de travaux de fouille GRT GAZ,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de VATAN,

ARRÊTE

Article 1 :
Du lundi 03 mars 2025 au mercredi 30 avril 2025, sur la D12 au PR 54+137, hors agglomération, sur le territoire de la commune de **VATAN**, à l'occasion de travaux de fouille GRT GAZ, réalisés par l'entreprise GAVANIER SARL et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par une interdiction à tous les véhicules.

La durée des travaux est estimée à 2 ou 3 semaines sur la période.

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée suivant l'annexe localisation.

Article 3 :
La signalisation de chantier et de déviation nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **GAVANIER SARL** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
L'entreprise GAVANIER SARL,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun),
Au maire de la commune de VATAN,
Unité Territoriale de VATAN,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Laurent LEGER
UT Vatan
18 févr. 2025

Renseignements
Unité Territoriale de VATAN
11 avenue de la Sentinelle, 36150 VATAN - Tél. 02.54.03.47.00
DGARTPE-UTVATAN@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

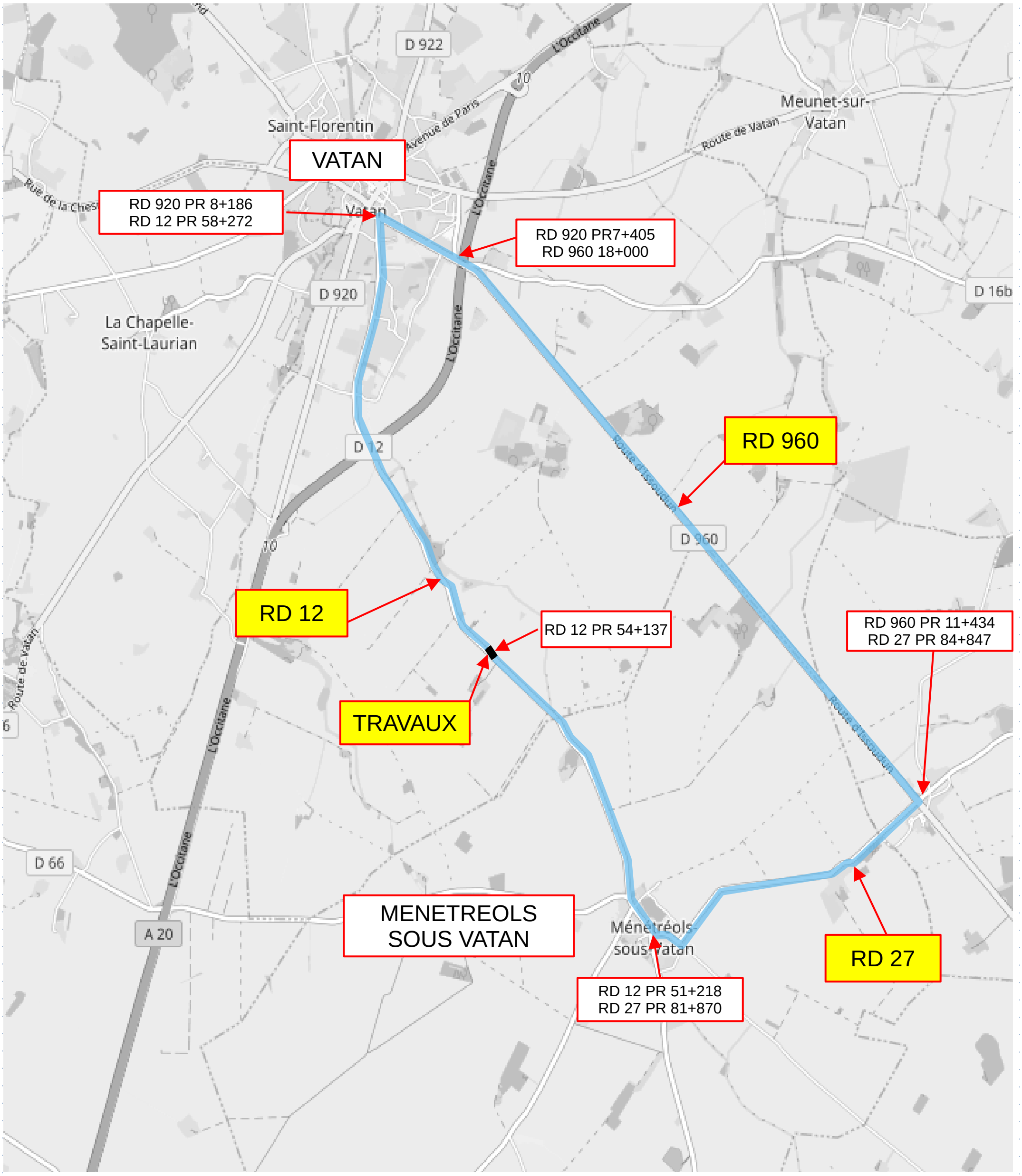
INDRE
LE DÉPARTEMENT

Direction des Routes
UT Vatan

Travaux RD 12

Plan de déviation VL / PL

N



© OSM, Département de l'Indre

Légende

Route barrée

Déviation VL deux sens

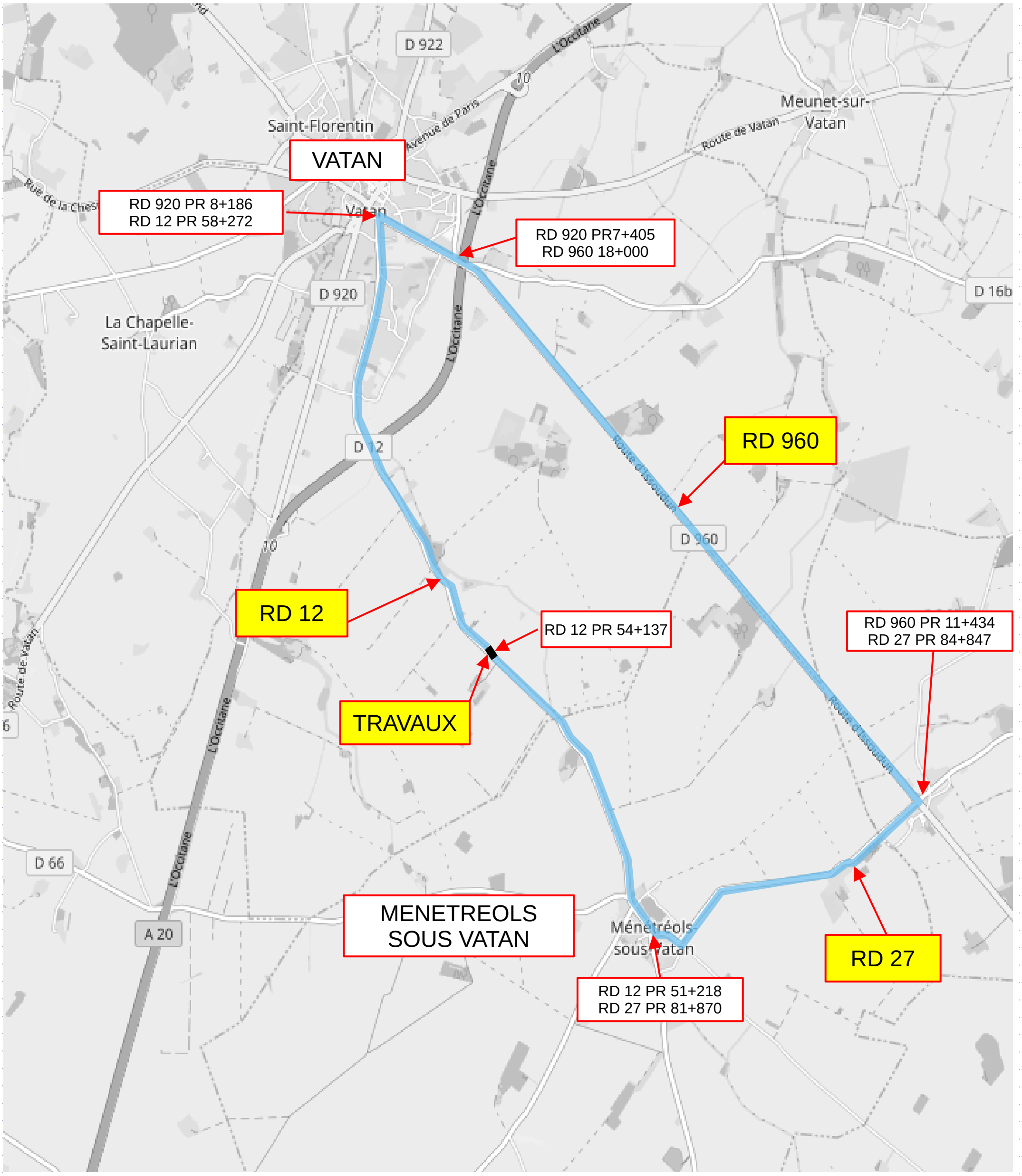
INDRE
LE DÉPARTEMENT

Direction des Routes
UT Vatan

Travaux RD 12

Plan de déviation VL / PL

N



© OSM, Département de l'Indre

Légende

Route barrée

330

Déviation VL deux sens

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_177

Portant réglementation de la circulation sur la D17 du PR 13+497 au PR 14+294, du lundi 24 février 2025 au vendredi 14 mars 2025, à l'occasion de travaux pour le passage de la fibre optique, sur le territoire de la commune de DOUADIC.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de Douadic en date du 12/02/2025,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),

Vu la demande présentée le 07/02/2025 par la société TERRASSEMENT CONCEPT demeurant 8 rue du Lavoir, 37330 BRAYE-SUR-MAULNE,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D17 du PR 13+497 au PR 14+294**,** du lundi 24 février 2025 au vendredi 14 mars 2025**,** à l'occasion de travaux pour le passage de la fibre optique,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LE BLANC,

ARRÊTE

Article 1 :
Du lundi 24 février 2025 au vendredi 14 mars 2025, sur la D17 du PR 13+497 au PR 14+294, hors agglomération, sur le territoire de la commune de **DOUADIC**, à l'occasion de travaux pour le passage de la fibre optique, réalisés par l'entreprise TERRASSEMENT CONCEPT et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par un alternat par sens prioritaire par panneaux B15 et C18.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **TERRASSEMENT CONCEPT** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
Monsieur PEUCHET JORDAN, TERRASSEMENT CONCEPT,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),
Au maire de la commune de DOUADIC,
Unité Territoriale de LE BLANC,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

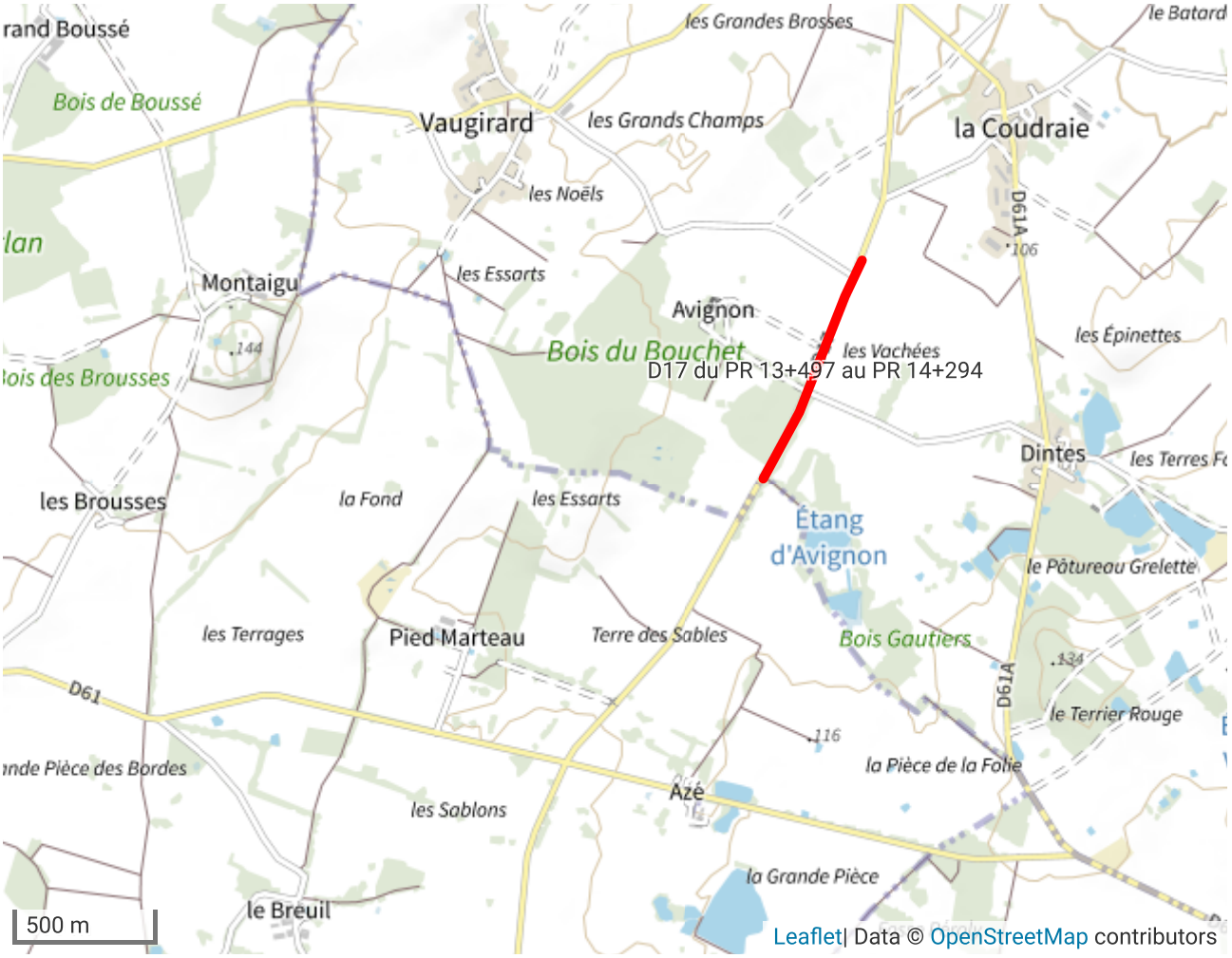
Loïc LIGNELET
UT Le Blanc
18 févr. 2025

Renseignements
Unité Territoriale de LE BLANC
2 ter route de la Grand' Borne, 36300 LE BLANC - Tél. 02.54.48.99.90
DGARTPE-UTLEBLANC@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_183

Portant prolongation de délai de l'arrêté n° AC_2024_DR_116 du 11/12/2024 concernant la réglementation de la circulation sur la D44 du PR 10+245 au PR 10+845, du samedi 08 mars 2025 au jeudi 08 mai 2025, à l'occasion de travaux d'élagage pour le compte d'ENEDIS, sur le territoire de la commune de ROSNAY.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de ROSNAY en date du 14/02/2025,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),

Vu la demande présentée le 11/02/2025 par la société BURGUN demeurant 77 rue de Beaufort, 87400 SAINT-LEONARD-DE-NOBLAT,

Considérant que les travaux d'élagage pour le compte d'ENEDIS n'ont pas pu se réaliser dans les délais prévus, il est nécessaire de prolonger le délai de l'arrêté n° AC_2024_DR_116 du 11/12/2024, du samedi 08 mars 2025 au jeudi 08 mai 2025,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LE BLANC,

ARRÊTE

Article 1 :
L'arrêté n° AC_2024_DR_116 du 11/12/2024 est prolongé du samedi 08 mars 2025 au jeudi 08 mai 2025.

Article 2 :
Les autres articles de l'arrêté n° AC_2024_DR_116 du 11/12/2024 restent inchangés.

Article 3 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,

Monsieur POISSON EMMANUEL, BURGUN ENTREPRISE,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
Au maire de la commune de ROSNAY,
Unité Territoriale de LE BLANC,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Loïc LIGNELET
UT Le Blanc
18 févr. 2025

Renseignements
Unité Territoriale de LE BLANC
2 ter route de la Grand' Borne, 36300 LE BLANC - Tél. 02.54.48.99.90
DGARTPE-UTLEBLANC@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRÊTÉ N° AC_2024_DR_7

Portant réglementation de la circulation sur la D80 du PR 2+487 au PR 3+160, par limitation de vitesse à 70 km/h, dans les deux sens de circulation, suite à la création d'un passage supérieur pour le franchissement des voies ferrées (suppression du PN 191 - ligne "Les Aubrais à Montauban"), hors agglomération, sur le territoire de la commune de MONTIERCHAUME.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes, des autoroutes et ses modificatifs,

Vu le règlement de voirie départementale adopté par le Conseil départemental le 9 février 20218,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental n° 2021-D-2189 du 1er juillet 2021 portant délégation de signature à M. François DAUGERON, Vice-président du Conseil départemental,

Vu la demande des services du Département présentée le 15/11/2024,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de limiter la vitesse à 70 km/h sur la D80 du PR 2+487 au PR 3+160, dans les deux sens de circulation, suite à la création d'un passage supérieur pour le franchissement des voies ferrées (suppression du PN 191 - ligne "Les Aubrais à Montauban"), hors agglomération, sur le territoire de la commune de MONTIERCHAUME,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de VATAN,

ARRÊTE

Article 1 :
Sur la D80 du PR 2+487 au PR 3+160, hors agglomération, sur le territoire de la commune de **MONTIERCHAUME**, la circulation de tout véhicule sera limitée à 70 km/h, dans les deux sens de circulation, suite à la création d'un passage supérieur pour le franchissement des voies ferrées (suppression du PN 191 - ligne "Les Aubrais à Montauban").

Article 2 :
La fourniture, la pose, l'entretien et le remplacement de la signalisation sont à la charge du Département.

Article 3 :
Les dispositions prévues à l'article 1 prendront effet à compter de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :
Toutes les dispositions antérieures relatives à l'objet du présent arrêté sont abrogées.

Article 5 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 7 :
Sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun),
Au maire de la commune de MONTIERCHAUME,
Unité Territoriale de VATAN,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Kéolis - 22 boulevard d'Anvaux - 36000 CHÂTEAUROUX,
Châteauroux Métropole - Hôtel de Ville - CS 80509-36012 CHÂTEAUROUX cedex,

Pour le Président du Conseil départemental,
Le Vice-président délégué,

François DAUGERON

19 FEV. 2025

Unité Territoriale de VATAN
11 avenue de la Sentinelle, 36150 VATAN - Tél. 02.54.03.47.00
DGARTPE-UTVATAN@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_178

Portant réglementation de la circulation sur la D32 du PR 16+500 au PR 17+300, du mardi 25 février 2025 au vendredi 25 avril 2025, à l'occasion d'élagage et d'abattage d'arbres, sur le territoire de la commune de ROSNAY.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de Rosnay en date du 14/02/2025,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),

Vu la demande présentée le 07/02/2025 par la société LA STERE X demeurant 5 Les Justices, 36300 LE BLANC,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D32 du PR 16+500 au PR 17+300**,** du mardi 25 février 2025 au vendredi 25 avril 2025**,** à l'occasion d'élagage et d'abattage d'arbres,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LE BLANC,

ARRÊTE

Article 1 :
Du mardi 25 février 2025 au vendredi 25 avril 2025, sur la D32 du PR 16+500 au PR 17+300, hors agglomération, sur le territoire de la commune de **ROSNAY**, à l'occasion d'élagage et d'abattage d'arbres, réalisés par l'entreprise LA STERE X et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par une interdiction à tous les véhicules (sauf aux transports scolaires, aux riverains et aux véhicules de service public).

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée suivant l'annexe localisation.

Article 3 :
Les signalisations de chantier et de déviation nécessaires à l'application du présent arrêté seront mises en place, entretenues et déposées par l'entreprise **LA STERE X** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

Article 4 :
L'entreprise devra remettre en état le domaine public à la fin de son intervention journalière.

Article 5 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 7 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
Monsieur LACROIX YOANN, LA STERE X,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),
Au maire de la commune de ROSNAY,
Unité Territoriale de LE BLANC,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

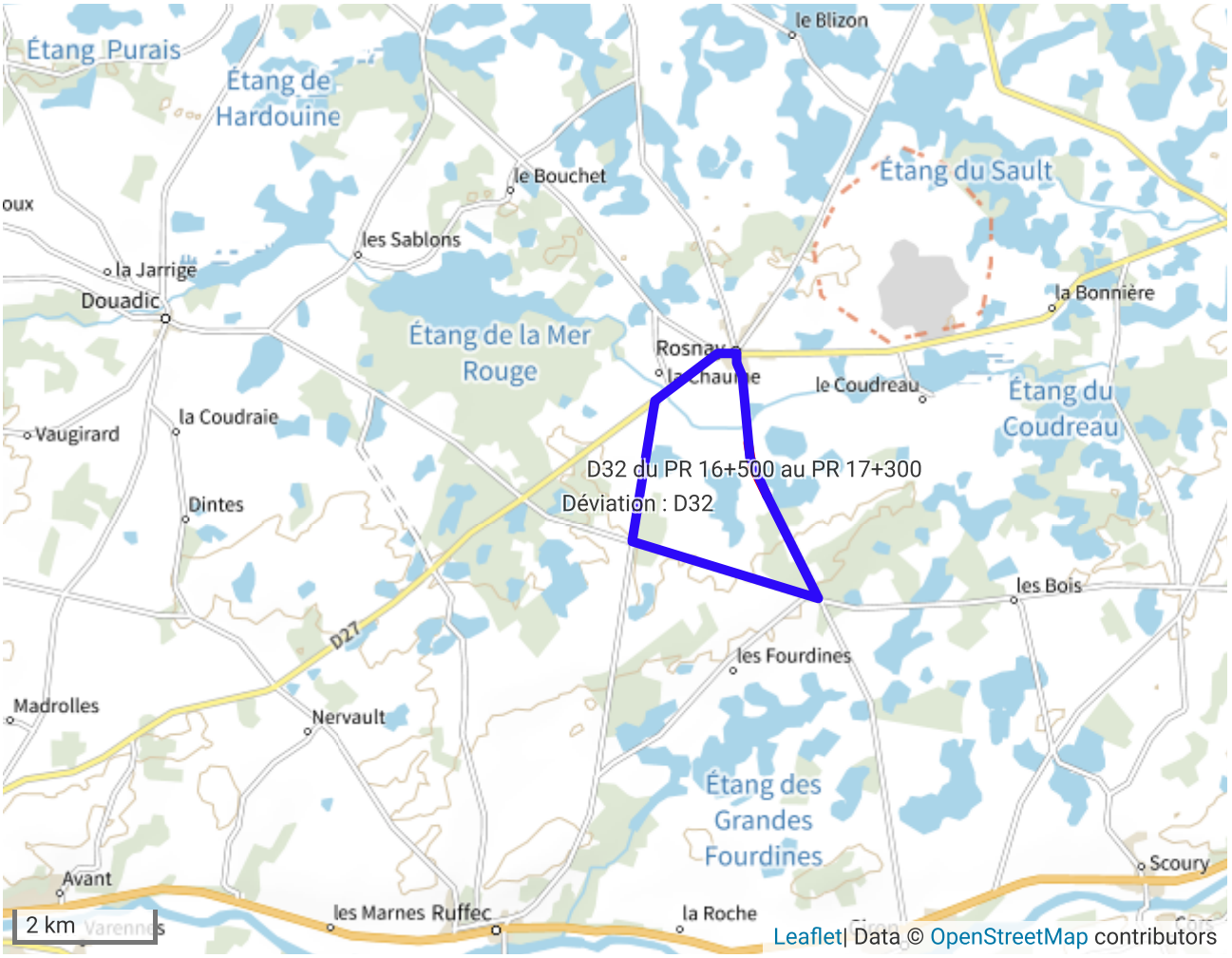
Loïc LIGNELET
UT Le Blanc
19 févr. 2025

Renseignements
Unité Territoriale de LE BLANC
2 ter route de la Grand' Borne, 36300 LE BLANC - Tél. 02.54.48.99.90
DGARTPE-UTLEBLANC@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



DÉTAILS DE L'ITINÉRAIRE

Déviation D32

Via: D 32, Route de Ciron, Chemin Rural, Rue Saint-André, Route du Blanc, D 15, D 20, D 32
9.7 km, 15 min
Se diriger vers l'est sur le chemin Rural des Fordines aux Bénismes - 3 m
Tourner à gauche sur D 32 - 2 km
Tourner à gauche sur la rue du Champ de Foire - 30 m
Tourner à droite sur le chemin Rural - 25 m
Vous êtes arrivé à votre première destination, sur la droite - 0 m
Se diriger vers le nord sur le chemin Rural - 100 m
Tourner à gauche sur la route de Ciron (D 32) - 45 m
Tourner à gauche sur la rue Saint-André (D 15) - 250 m
Vous êtes arrivé à votre seconde destination, sur la gauche - 0 m
Se diriger vers l'ouest sur la route du Blanc (D 15) - 1 km
Tourner à gauche sur D 15 - 90 m
Vous êtes arrivé à votre troisième destination, sur la gauche - 0 m
Se diriger vers le sud-ouest sur D 15 - 2 km
Tourner à gauche sur D 20 - 2.5 km
Vous êtes arrivé à votre quatrième destination, sur la droite - 0 m
Se diriger vers l'est sur D 20 - 20 m
Tourner franchement à gauche sur D 32 - 1.5 km
Tourner à gauche sur le chemin Rural des Fordines aux Bénismes - 20 m
Vous êtes arrivé à votre destination, sur la gauche - 0 m

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_179

Portant réglementation de la circulation sur la D9 du PR 18+000 au PR 19+500 et la D34 du PR 41+400 au PR 42+300, du jeudi 27 février 2025 au vendredi 28 mars 2025, à l'occasion de travaux de terrassement pour le déploiement de la fibre optique, sur le territoire de la commune de MIGNY.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis réputé favorable de M./Mme le Maire de Migny,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun),

Vu la demande présentée le 12/02/2025 par l'ENTREPRISE MILLET ET FILS demeurant ROUTE DE TOURS - 18100 VIERZON,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D9 du PR 18+000 au PR 19+500 et la D34 du PR 41+400 au PR 42+300**,** du jeudi 27 février 2025 au vendredi 28 mars 2025**,** à l'occasion de travaux de terrassement pour le déploiement de la fibre optique,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de VATAN,

ARRÊTE

Article 1 :
Du jeudi 27 février 2025 au vendredi 28 mars 2025, sur la D9 du PR 18+000 au PR 19+500 et la D34 du PR 41+400 au PR 42+300, hors agglomération, sur le territoire de la commune de **MIGNY**, à l'occasion de travaux de terrassement pour le déploiement de la fibre optique, réalisés par l'entreprise MILLET ET FILS et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par un alternat par feux tricolores KR11 ou par un alternat manuel par piquets K10.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur les RD concernées par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur ces RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **MILLET ET FILS** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée de l'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
L'ENTREPRISE MILLET ET FILS,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun),
Au maire de la commune de MIGNY,
Unité Territoriale de VATAN,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

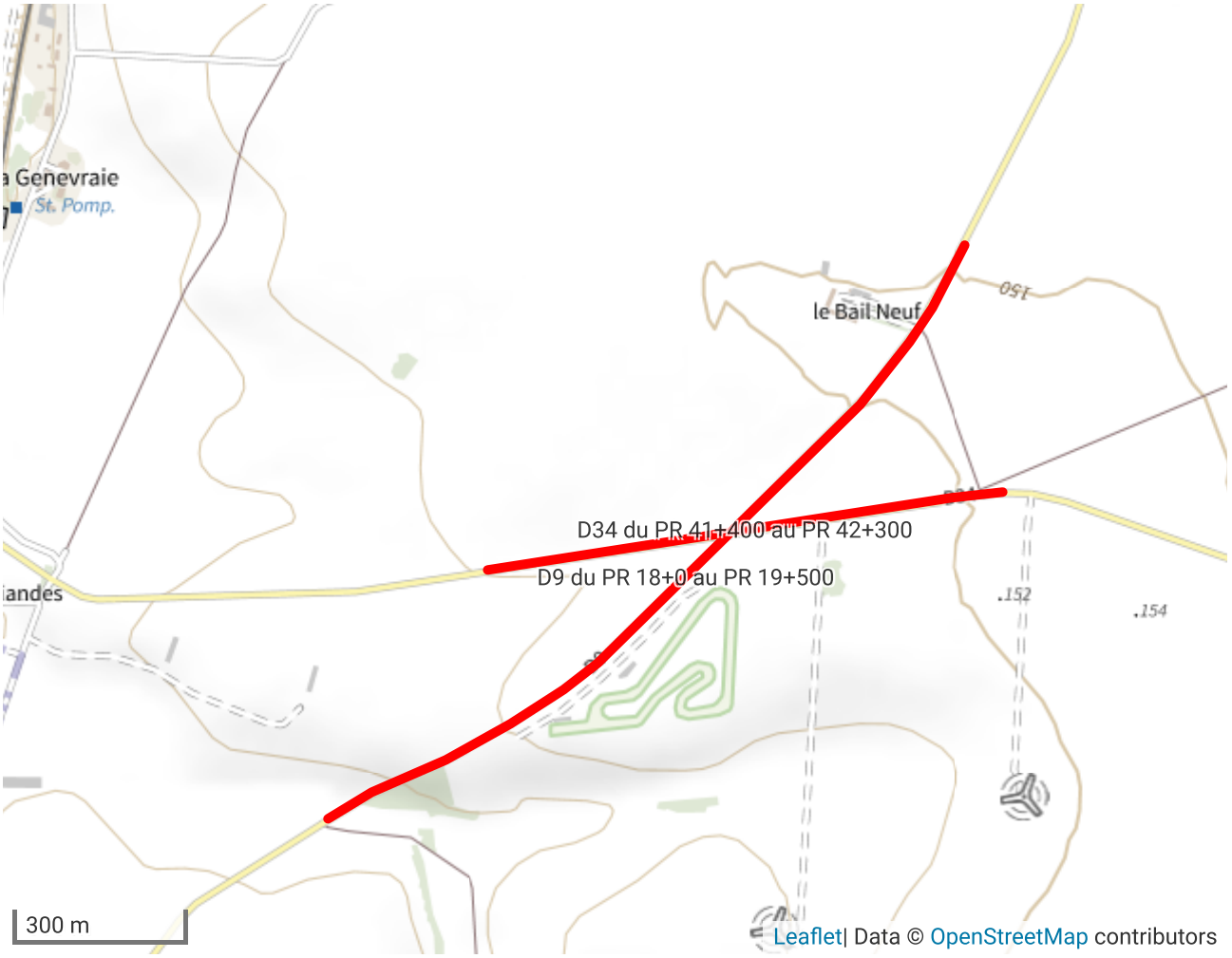
Laurent LEGER
UT Vatan
19 févr. 2025

Renseignements
Unité Territoriale de VATAN
11 avenue de la Sentinelle, 36150 VATAN - Tél. 02.54.03.47.00
DGARTPE-UTVATAN@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_180

Portant prolongation de délai de l'arrêté n° AC_2024_DR_84 du 18/12/2024 concernant la réglementation de la circulation sur la D68 du PR 0+253 au PR 9+984, du samedi 22 février 2025 au vendredi 28 février 2025, à l'occasion de travaux de curage de fossés, sur le territoire de la commune d'ISSOUDUN.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de Issoudun en date du 17/02/2025,

Vu l'avis réputé favorable de M./Mme le Maire de Chouday,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de Condé en date du 14/02/2025,

Vu l'avis réputé favorable de M./Mme le Maire de Saint-Aubin,

Vu l'avis favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun) en date du 14/02/2025,

Vu la demande présentée le 13/02/2025 par le DEPARTEMENT DE L'INDRE demeurant PLACE DE LA VICTOIRE ET DES ALLIES - 36000 CHÂTEAUROUX,

Considérant que les travaux de curage de fossés n'ont pas pu se réaliser dans les délais prévus, il est nécessaire de prolonger le délai de l'arrêté n° AC_2024_DR_84 du 18/12/2024, du samedi 22 février 2025 au vendredi 28 février 2025,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de VATAN,

ARRÊTE

Article 1 :
L'arrêté n° AC_2024_DR_84 du 18/12/2024 est prolongé du samedi 22 février 2025 au vendredi 28 février 2025.

Article 2 :
Les autres articles de l'arrêté n° AC_2024_DR_84 du 18/12/2024 restent inchangés.

Article 3 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
LE DEPARTEMENT DE L'INDRE,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun),
Au maire de la commune de CHOUDAY,
Au maire de la commune de CONDÉ,
Au maire de la commune de ISSOUDUN,
Au maire de la commune de SAINT-AUBIN,
Unité Territoriale de VATAN,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

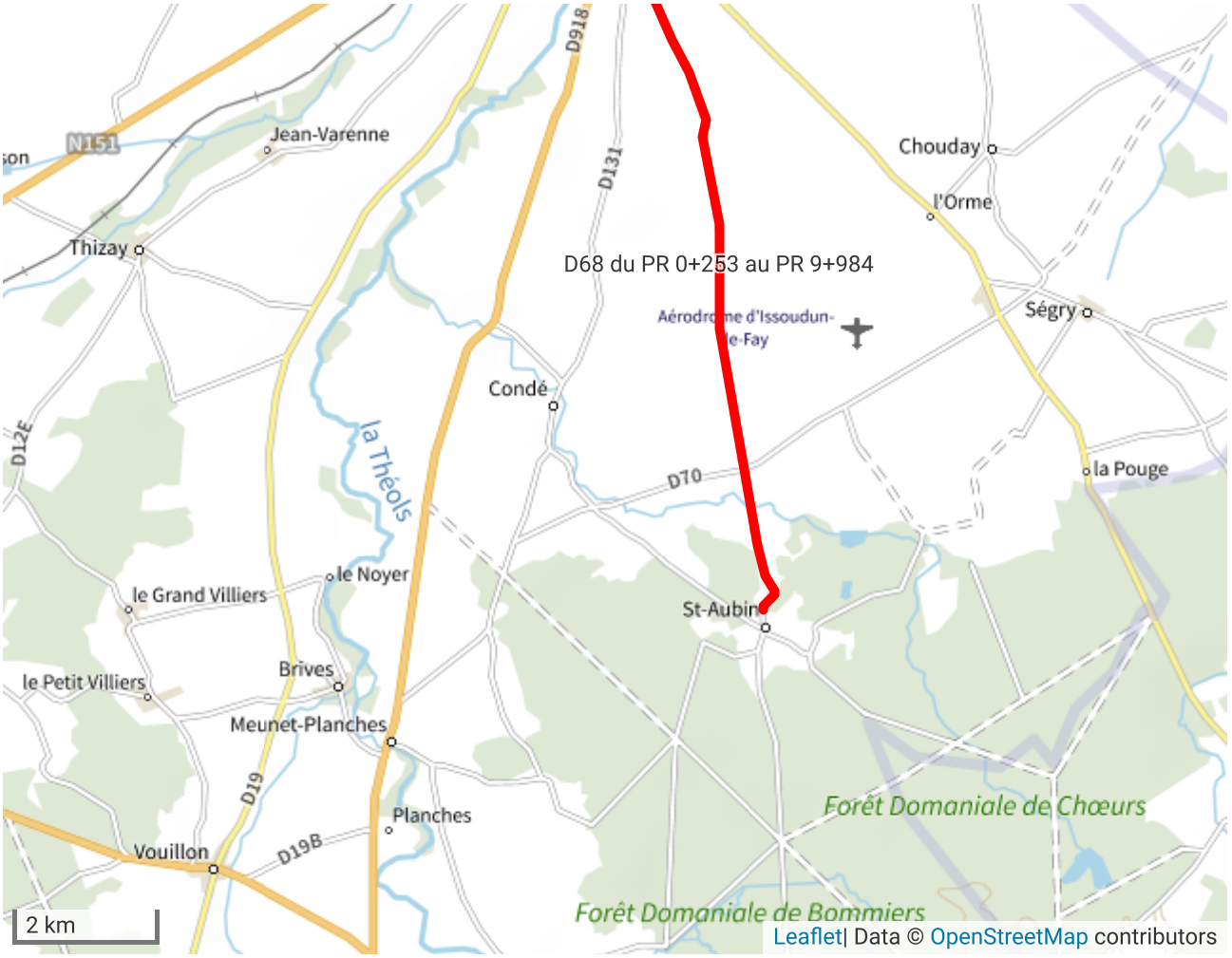
Laurent LEGER
UT Vatan
19 févr. 2025

Renseignements
Unité Territoriale de VATAN
11 avenue de la Sentinelle, 36150 VATAN - Tél. 02.54.03.47.00
DGARTPE-UTVATAN@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



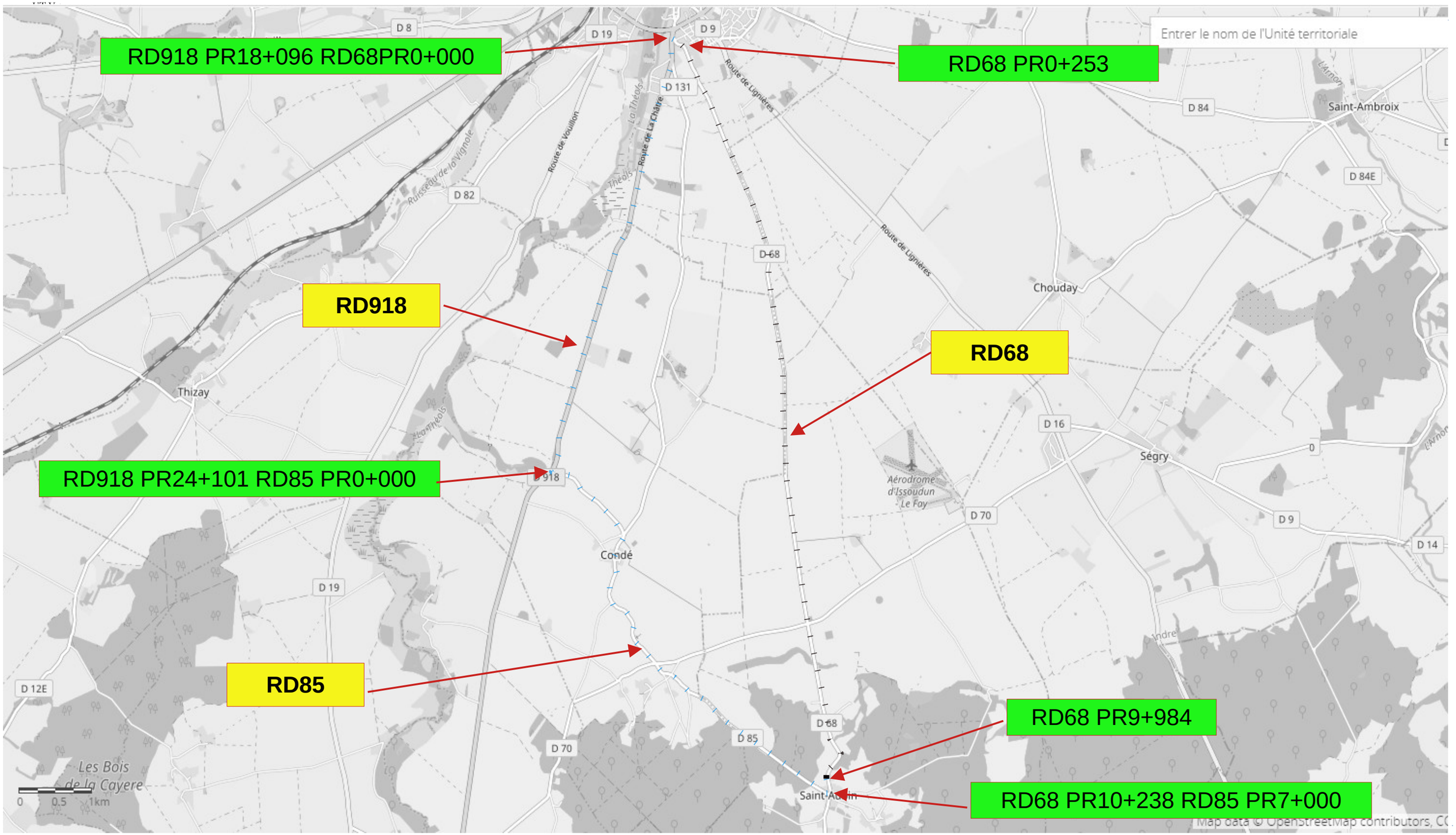
Publié du 5 mars au 5 mai 2025

INDRE LE DÉPARTEMENT
Direction des Routes

Travaux RD 68 curage fossé

Plan de déviation VL / PL

N



© OSM, Département de l'Indre

Légende

Route barrée

Déviation VL / PL deux sens

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_181

Portant réglementation de la circulation sur la D34 du PR 22+898 au PR 23+148, du lundi 03 mars 2025 au vendredi 02 mai 2025, à l'occasion de travaux de ligne BTA à déposer et ligne HTA à implanter, sur le territoire de la commune de GUILLY.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis réputé favorable de M./Mme le Maire de Guilly,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun),

Vu la demande présentée le 12/02/2025 par la société TP RESEAUX CENTRE demeurant ALLÉE DU COMMERCE, 36250 SAINT-MAUR,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D34 du PR 22+898 au PR 23+148**,** du lundi 03 mars 2025 au vendredi 02 mai 2025**,** à l'occasion de travaux de ligne BTA à déposer et ligne HTA à implanter,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de VATAN,

ARRÊTE

Article 1 :
Du lundi 03 mars 2025 au vendredi 02 mai 2025, sur la D34 du PR 22+898 au PR 23+148, hors agglomération, sur le territoire de la commune de **GUILLY**, à l'occasion de travaux de ligne BTA à déposer et ligne HTA à implanter, réalisés par l'entreprise TP RESEAUX CENTRE et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par un alternat par feux tricolores KR11 ou par un alternat manuel par piquets K10.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **TP RESEAUX CENTRE** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée de l'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
L'entrepris TP RESEAUX CENTRE,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun),
Au maire de la commune de GUILLY,
Unité Territoriale de VATAN,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Laurent LEGER
UT Vatan
19 févr. 2025

Renseignements
Unité Territoriale de VATAN
11 avenue de la Sentinelle, 36150 VATAN - Tél. 02.54.03.47.00
DGARTPE-UTVATAN@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_191

Portant réglementation de la circulation sur la D20A du PR 3+640 au PR 5+675, du lundi 24 février 2025 au mercredi 26 février 2025, à l'occasion d'une battue administrative, sur le territoire de la commune de LINGÉ.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),

Vu la demande présentée le 11/02/2025 par la Mairie de LINGÉ demeurant 4 route de Rosnay - 36220 LINGÉ,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D20A du PR 3+640 au PR 5+675, du lundi 24 février 2025 au mercredi 26 février 2025, à l'occasion d'une battue administrative,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LE BLANC,

ARRÊTE

Article 1 :
Du lundi 24 février 2025 au mercredi 26 février 2025, sur la D20A du PR 3+640 au PR 5+675, hors agglomération, sur le territoire de la commune de **LINGÉ**, à l'occasion d'une battue administrative, organisée par la Mairie de LINGÉ, le stationnement sera interdit à tout véhicule et la circulation sera réglementée par une limitation de vitesse à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par les organisateurs de la battue administrative.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Loïc LIGNELET
UT Le Blanc
19 févr. 2025

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

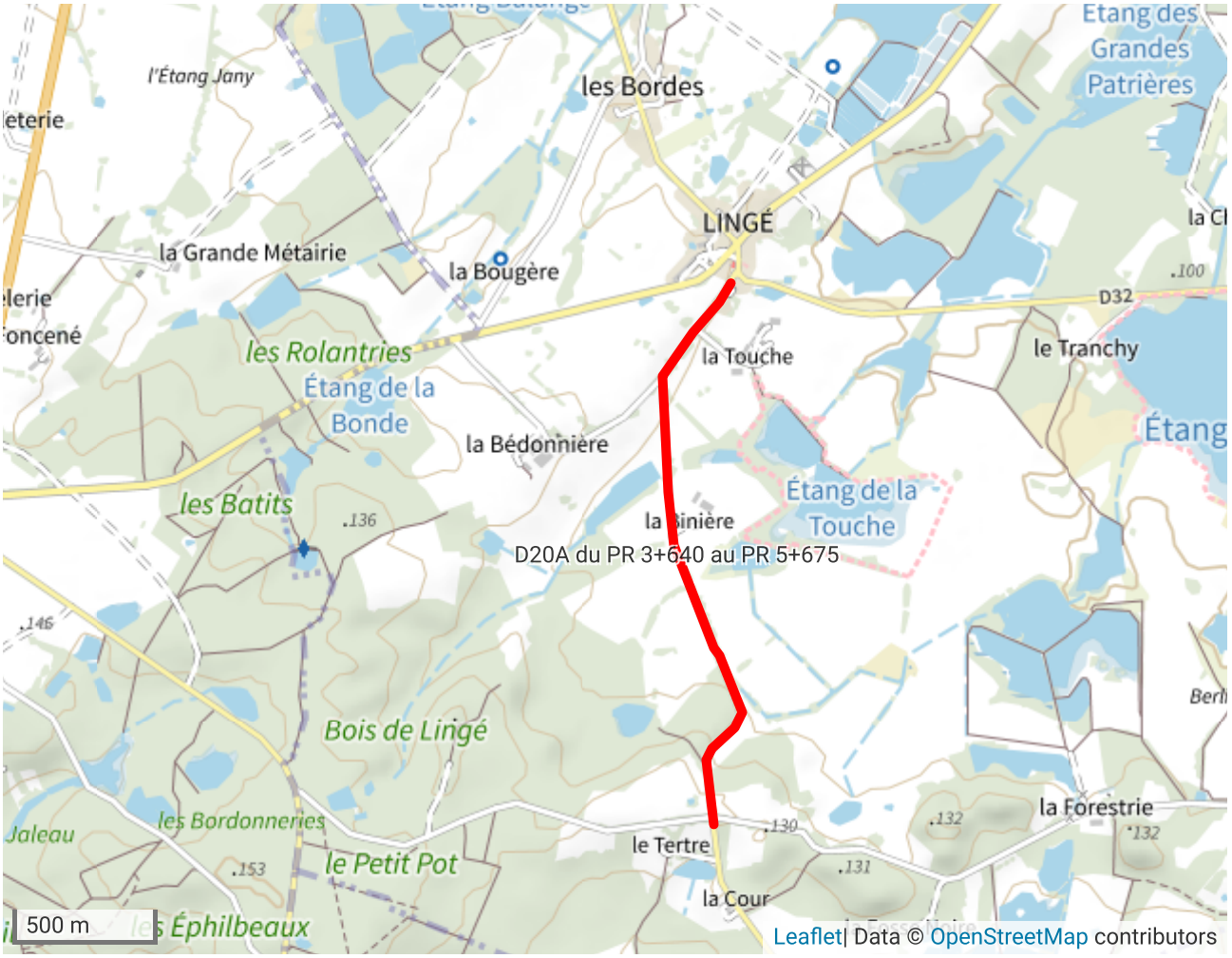
Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
Monsieur BARRE Adrien, COMMUNE DE LINGÉ,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),
Unité Territoriale de LE BLANC,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Renseignements
Unité Territoriale de LE BLANC
2 ter route de la Grand' Borne, 36300 LE BLANC - Tél. 02.54.48.99.90
DGARTPE-UTLEBLANC@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_194

Portant réglementation de la circulation sur la D69 du PR 10+165 au PR 13+794, du lundi 03 mars 2025 au samedi 03 mai 2025, à l'occasion de travaux de réfection de voirie, sur le territoire des communes de MONTIPOURET et NOHANT-VIC.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Le maire de MONTIPOURET,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2024-10-10-00005 du 10 octobre 2024 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de Nohant-Vic en date du 18/02/2025,

Vu l'avis favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (La Châtre) en date du 18/02/2025,

Vu la demande présentée le 11/02/2025 par l'entreprise COLAS demeurant Les Orangeons - 36330 LE POINCONNET,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D69 du PR 10+165 au PR 13+794, du lundi 03 mars 2025 au samedi 03 mai 2025, à l'occasion de travaux de réfection de voirie,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LA CHÂTRE,

ARRÊTENT

Article 1 :
Du lundi 03 mars 2025 au samedi 03 mai 2025, sur la D69 du PR 10+165 au PR 13+794, hors agglomération, sur le territoire des communes de **MONTIPOURET** et **NOHANT-VIC**, à l'occasion de travaux de réfection de voirie, réalisés par l'entreprise COLAS et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par une interdiction à tous les véhicules.

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée suivant l'annexe localisation.

Article 3 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **COLAS** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

La signalisation de déviation sera mise en place, entretenue et déposée par les services du Département.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées ,
L'entreprise COLAS,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
Au maire de la commune de MONTIPOURET,
Au maire de la commune de NOHANT-VIC,
La DDT/SPREN - Cité administrative - 36000 CHÂTEAUROUX,
Unité Territoriale de LA CHÂTRE,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de La Châtre,

19 FEV. 2025

Nicolas MOREAU

Le maire de MONTIPOURET

Nom, Prénom, Qualité

La Maire,

Marie-Christine MERCIER

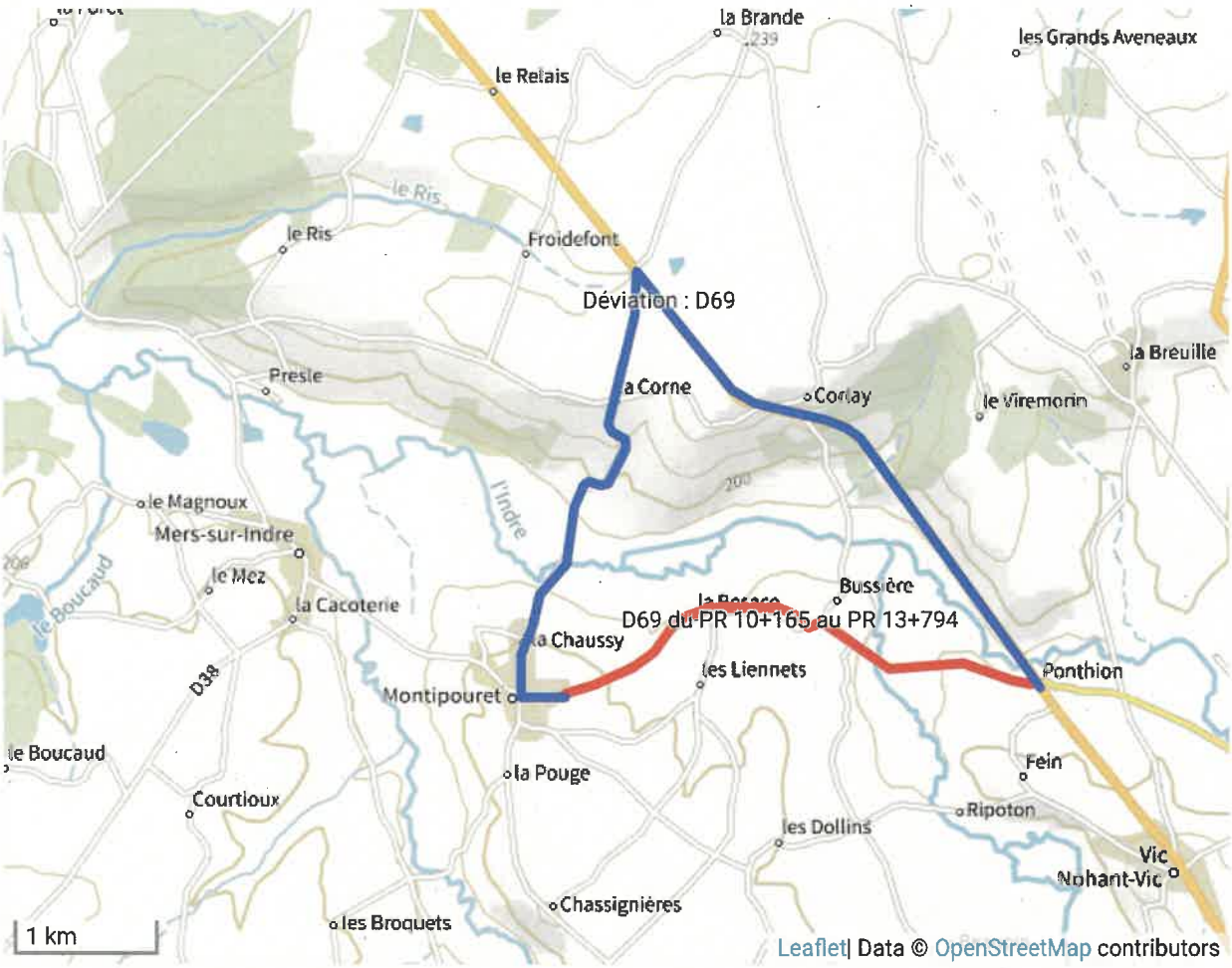
MAIRIE de MONTIPOURET 36230 INDRE

Renseignements
Unité Territoriale de LA CHATRE
2 rue Joseph Ageorges, 36400 LA CHATRE - Tél. 02.54.62.12.20
DGARTPE-UTLACHATRE@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



DÉTAILS DE L'ITINÉRAIRE

Déviation D69
Via: Rue de la République, Rue de la Vallée Noire, D 49, Route de Saint Août, D 943, Route de Châteauroux, D 943
7.8 km, 9 min
Se diriger vers le nord sur la rue de Saint-Sylvain - 15 m
Tourner à gauche sur la rue de la République (D 69) - 300 m
Tourner à droite sur la rue de la Vallée Noire (D 49) - 500 m
Vous êtes arrivé à votre première destination - 0 m
Se diriger vers le nord-est sur la rue de la Vallée Noire (D 49) - 600 m
Vous êtes arrivé à votre seconde destination, sur la droite - 0 m
Se diriger vers le nord sur la route de Saint Août (D 49) - 1.5 km
Vous êtes arrivé à votre troisième destination - 0 m
Se diriger vers le nord sur la route de Saint Août (D 49) - 600 m
Tourner franchement à droite sur D 943 - 3.5 m
Vous êtes arrivé à votre quatrième destination, sur la gauche - 0 m
Se diriger vers le sud-est sur D 943 - 2.5 km
Vous êtes arrivé à votre cinquième destination - 0 m
Se diriger vers le sud-est sur D 943 - 1.5 km
Vous êtes arrivé à votre destination - 0 m

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_196

Portant réglementation de la circulation sur la D40 du PR 22+863 au PR 26+651, du lundi 24 février 2025 au jeudi 24 avril 2025, à l'occasion de travaux de réfection de chaussée, sur le territoire des communes de CHAVIN, LE PÊCHEREAU, MOSNAY et MALICORNAY.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2024-10-10-00005 du 10 octobre 2024 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu l'avis favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (La Châtre) en date du 18/02/2025,

Vu l'avis favorable de l'UT LA CHÂTRE en date du 19/02/2025,

Vu la demande présentée le 06/02/2025 par l'entreprise COLAS demeurant Les Orangeons, 36330 LE POINCONNET,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D40 du PR 22+863 au PR 26+651**,** du lundi 24 février 2025 au jeudi 24 avril 2025**,** à l'occasion de travaux de réfection de chaussée,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LE BLANC,

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRÊTE

Article 1 :
Du lundi 24 février 2025 au jeudi 24 avril 2025, sur la D40 du PR 22+863 au PR 26+651, hors agglomération, sur le territoire des communes de **CHAVIN**, **LE PÊCHEREAU, MOSNAY et MALICORNAY**, à l'occasion de travaux de réfection de chaussée, réalisés par l'entreprise COLAS et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par une interdiction à tous les véhicules.

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée suivant l'annexe localisation.

Article 3 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **COLAS** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

La signalisation de déviation sera mise en place, entretenue et déposée par **les services du Département**.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
Monsieur SOULARD Paul, COLAS,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (La Châtre),
Au maire de la commune de CHAVIN,
Au maire de la commune de LE PÊCHEREAU,
Au maire de la commune de MOSNAY,
Au maire de la commune de MALICORNAY,
Unité Territoriale de LE BLANC,
UT LA CHÂTRE,
La DDT/SPREN - Cité administrative - 36000 CHÂTEAUROUX,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Loïc LIGNELET
UT Le Blanc
19 févr. 2025

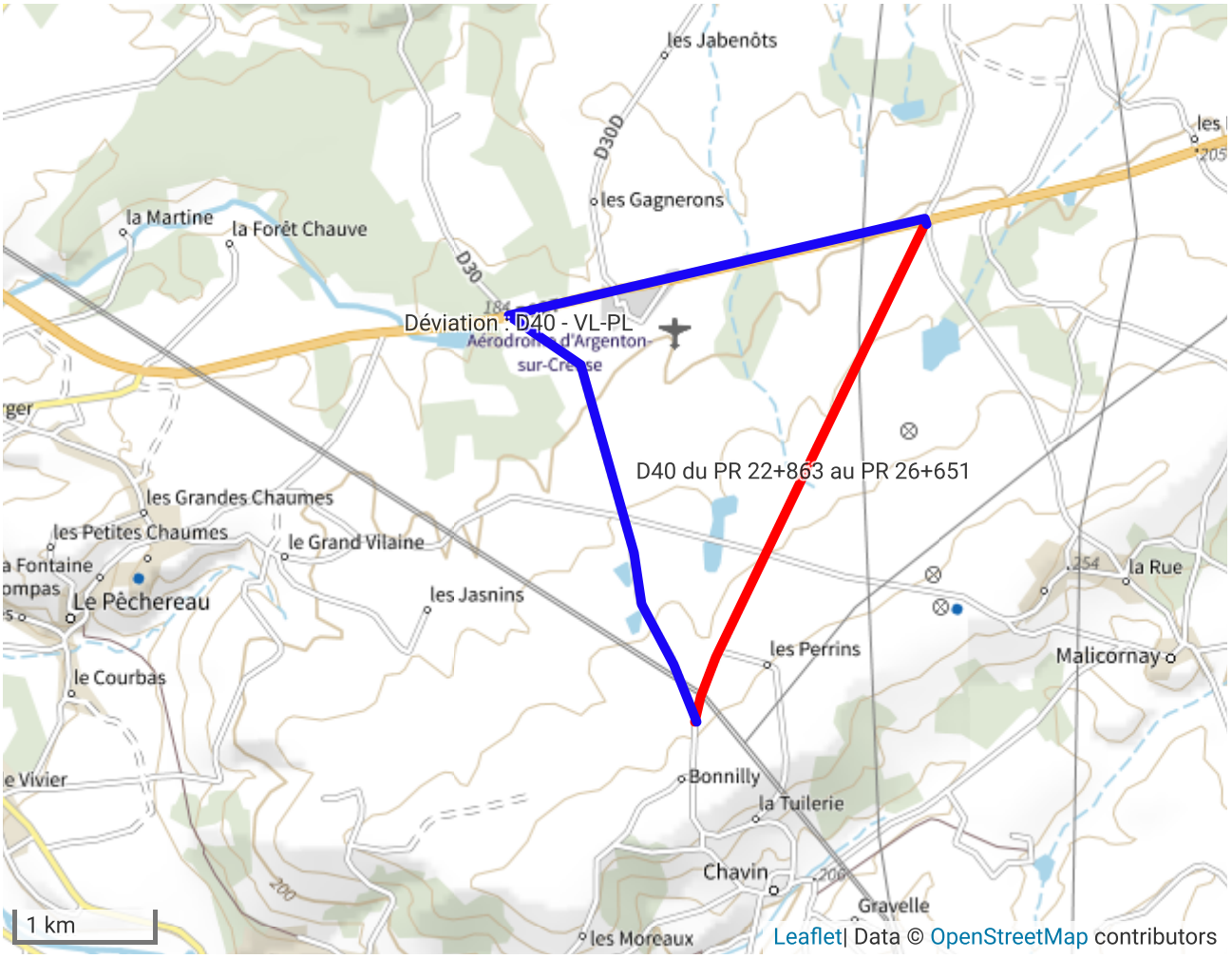
Renseignements

Unité Territoriale de LE BLANC
2 ter route de la Grand' Borne, 36300 LE BLANC - Tél. 02.54.48.99.90
DGARTPE-UTLEBLANC@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



DÉTAILS DE L'ITINÉRAIRE

Déviation D40 - VL-PL
Via: D 40, D 927, D 30
6.2 km, 8 min
Se diriger vers le nord-est sur D 40 - 40 m
Tourner à gauche sur D 927 - 7 m
Vous êtes arrivé à votre première destination - 0 m
Se diriger vers l'ouest sur D 927 - 3 km
Tourner à gauche sur D 30 - 3 km
Vous êtes arrivé à votre destination - 0 m

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_197

Portant réglementation de la circulation sur les routes départementales suivantes :
- D943 du PR 89+923 au PR 90+623
- D18 du PR 6+086 au PR 6+500 et du PR 7+780 au PR 10+120
- D63 du PR 9+873 au PR 11+242
- D58B du PR 4+527 au PR 5+531
du lundi 24 février 2025 au lundi 24 mars 2025, à l'occasion de travaux de changement de poteaux télécom, sur le territoire de la commune de CLION-SUR-INDRE.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2024-10-10-00005 du 10 octobre 2024 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),

Vu la demande présentée le 07/02/2025 par l'entreprise CONSTRUCTEL CONSTRUCTIONS TELECOMMUNICATION demeurant 1 Rue Jean Baptiste COROT - 26800 PORTES-LES-VALENCE,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur les routes départementales suivantes :
- D943 du PR 89+923 au PR 90+623
- D18 du PR 6+086 au PR 6+500 et du PR 7+780 au PR 10+120
- D63 du PR 9+873 au PR 11+242
- D58B du PR 4+527 au PR 5+531
du lundi 24 février 2025 au lundi 24 mars 2025, à l'occasion de travaux de changement de poteaux télécom,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LE BLANC,

ARRÊTE

Article 1 :
Du lundi 24 février 2025 au lundi 24 mars 2025, hors agglomération, sur le territoire de la commune de **CLION-SUR-INDRE**, à l'occasion de travaux de changement de poteaux télécom, réalisés par l'entreprise CONSTRUCTEL CONSTRUCTIONS TELECOMMUNICATION et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée de la façon suivante :

- par un alternat par feux tricolores KR11 ou par un alternat manuel par piquets K10 sur la D943 du PR 89+923 au PR 90+623.

- par un alternat par sens prioritaire par panneaux B15 et C18 sur la D18 du PR 6+086 au PR 6+500 et du PR 7+780 au PR 10+120, la D63 du PR 9+873 au PR 11+242 et la D58B du PR 4+527 au PR 5+531.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur les RD concernées par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur ces RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **CONSTRUCTEL CONSTRUCTIONS TELECOMMUNICATION** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée de l'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

L'alternat et la signalisation correspondante ne gêneront pas la circulation des transports exceptionnels. Tout déplacement de la signalisation pour permettre le passage d'un transport exceptionnel sera à la charge de l'entreprise.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
Madame GILBEAU Karine, CONSTRUCTEL CONSTRUCTIONS TELECOMMUNICATION,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),
Au maire de la commune de CLION-SUR-INDRE,
Unité Territoriale de LE BLANC,
La DDT/SPREN - Cité administrative - 36000 CHÂTEAUROUX,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

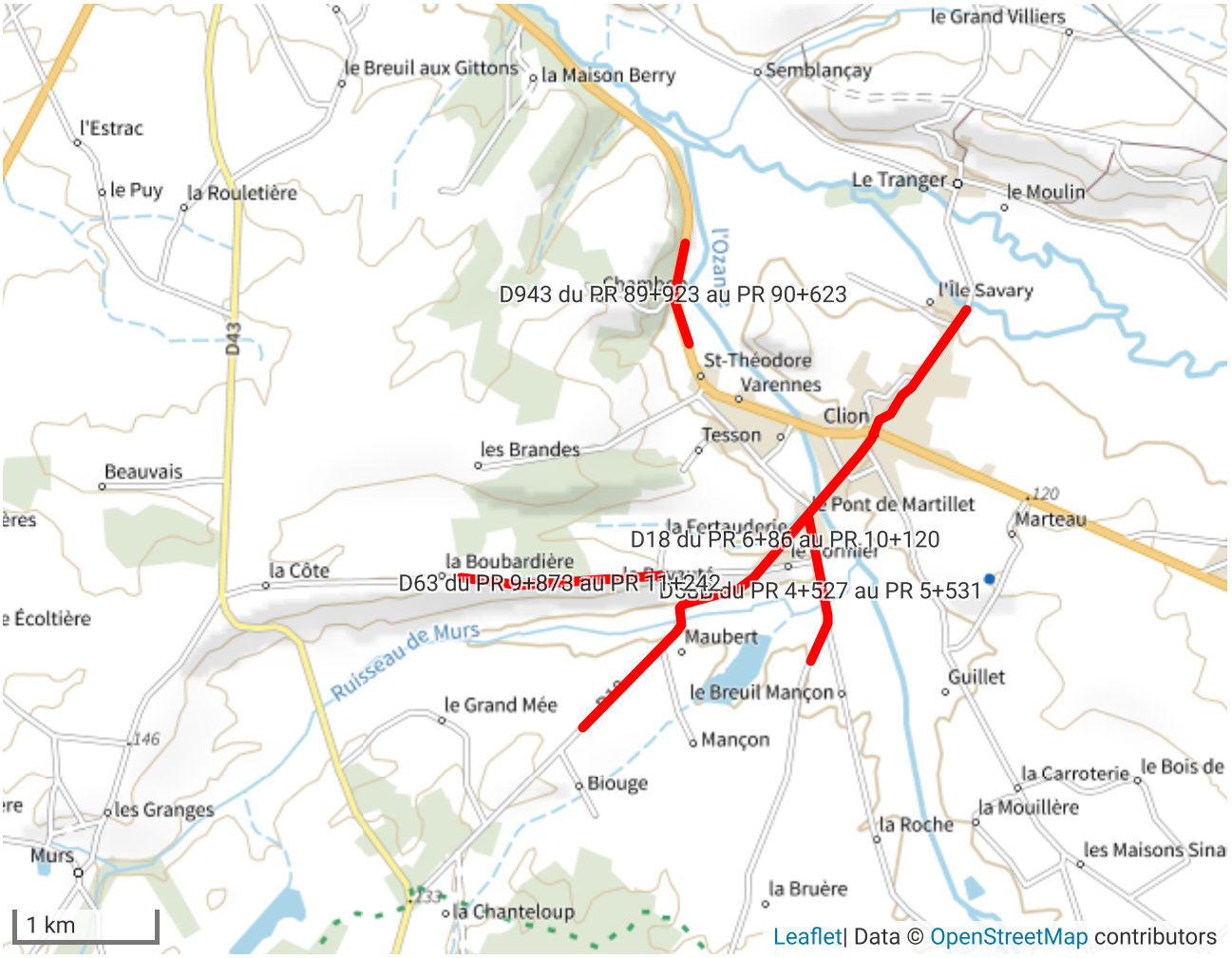
Yann MICHON
Direction des Routes
19 févr. 2025

Renseignements
Unité Territoriale de LE BLANC
2 ter route de la Grand' Borne, 36300 LE BLANC - Tél. 02.54.48.99.90
DGARTPE-UTLEBLANC@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_173

Portant réglementation de la circulation sur la D16B du PR 0+085 au PR 0+410, du lundi 17 mars 2025 au vendredi 21 mars 2025, à l'occasion de travaux de curage de fossés, sur le territoire de la commune de GIROUX.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Le maire de GIROUX,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun) en date du 12/02/2025,

Vu la demande présentée le 11/02/2025 par LE DEPARTEMENT DE L'INDRE demeurant PLACE DE LA VICTOIRE ET DES ALLIES, 36000 CHATEAUROUX,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D16B du PR 0+085 au PR 0+410, du lundi 17 mars 2025 au vendredi 21 mars 2025, à l'occasion de travaux de curage de fossés,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de VATAN,

ARRÊTENT

Article 1 :
Du lundi 17 mars 2025 au vendredi 21 mars 2025, sur la D16B du PR 0+085 au PR 0+410, en et hors agglomération, sur le territoire de la commune de **GIROUX**, à l'occasion de travaux de curage de fossés, réalisés par LE DEPARTEMENT DE L'INDRE, la circulation sera réglementée par une interdiction de circuler dans les 2 sens, à tous les véhicules (sauf aux transports scolaires, aux riverains et aux véhicules de service public).

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée suivant l'annexe localisation.

Article 3 :
La signalisation de chantier et de déviation nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par la Base Routière d'ISSOUDUN - Point d'Appui de VATAN, chargés des travaux.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
La Base Routière d'ISSOUDUN - Point d'appui de VATAN,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun),
Au maire de la commune de GIROUX,
Unité Territoriale de VATAN,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,
Le 20/02/2025

Laurent LÉGER

Le maire de
Giroux
Nom, Prénom, Qualité
Nicole Sauger



Renseignements
Unité Territoriale de VATAN
11 avenue de la Sentinelle, 36150 VATAN - Tél. 02.54.03.47.00
DGARTPE-UTVATAN@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



INDRE
LE DÉPARTEMENT
Direction des Routes
UT Vatan

Travaux RD 16B

Plan de déviation VL / PL

N



© OSM, Département de l'Indre

Légende

Route barrée

Déviation VL / PL deux sens

CD 36_Numéro 8_RADI_Février 2025

Publié du 5 mars au 5 mai 2025

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_184

Portant réglementation de la circulation sur la D109 du PR 18+600 au PR 18+950, du mardi 25 février 2025 au jeudi 24 avril 2025, à l'occasion de travaux de raccordement d'un producteur Enedis, sur le territoire de la commune de VICQ-SUR-NAHON.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis réputé favorable de M./Mme le Maire de Vicq-sur-Nahon,

Vu l'avis favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun) en date du 19/02/2025,

Vu la demande présentée le 10/02/2025 par la société INEO RESEAUX CENTRE ATLANTIQUE demeurant RUE BOSSUET, 18390 SAINT-GERMAIN-DU-PUY,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D109 du PR 18+600 au PR 18+950**,** du mardi 25 février 2025 au jeudi 24 avril 2025**,** à l'occasion de travaux de raccordement d'un producteur Enedis,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de VATAN,

ARRÊTE

Article 1 :
Du mardi 25 février 2025 au jeudi 24 avril 2025, sur la D109 du PR 18+600 au PR 18+950, hors agglomération, sur le territoire de la commune de **VICQ-SUR-NAHON**, à l'occasion de travaux de raccordement d'un producteur Enedis, réalisés par l'entreprise INEO RESEAUX CENTRE ATLANTIQUE et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par un alternat par feux tricolores KR11.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **INEO RESEAUX CENTRE ATLANTIQUE** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée de l'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
Madame ROLLAND PIGELET LUCIE, INEO RESEAUX CENTRE ATLANTIQUE,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun),
Au maire de la commune de VICQ-SUR-NAHON,
Unité Territoriale de VATAN,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Laurent LEGER
UT Vatan
20 févr. 2025

Renseignements
Unité Territoriale de VATAN
11 avenue de la Sentinelle, 36150 VATAN - Tél. 02.54.03.47.00
DGARTPE-UTVATAN@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_185

Portant réglementation de la circulation sur la D13C du PR 0+400 au PR 1+500, du vendredi 28 février 2025 au vendredi 28 mars 2025, à l'occasion de travaux d'abattage d'arbres, sur le territoire de la commune de SAINT-CHRISTOPHE-EN-BAZELLE.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis réputé favorable de M./Mme le Maire de Saint-Christophe-en-Bazelle,

Vu l'avis favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun) en date du 19/02/2025,

Vu la demande présentée le 13/02/2025 par la société BOIS BUCHE CENTRE ATLANTIQUE demeurant ZAC rue joseph Monnier, 36320 VILLEDIEU-SUR-INDRE,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D13C du PR 0+400 au PR 1+500**,** du vendredi 28 février 2025 au vendredi 28 mars 2025**,** à l'occasion de travaux d'abattage d'arbres,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de VATAN,

ARRÊTE

Article 1 :
Du vendredi 28 février 2025 au vendredi 28 mars 2025, sur la D13C du PR 0+400 au PR 1+500, hors agglomération, sur le territoire de la commune de **SAINT-CHRISTOPHE-EN-BAZELLE**, à l'occasion de travaux d'abattage d'arbres, réalisés par l'entreprise BOIS BUCHE CENTRE ATLANTIQUE et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par un alternat manuel par piquets K10.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **BOIS BUCHE CENTRE ATLANTIQUE** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

Article 3 :
L'entreprise devra remettre en état le domaine public à la fin de son intervention journalière.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
Monsieur MOREAU HENRI, BOIS BUCHE CENTRE ATLANTIQUE,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun),
Au maire de la commune de SAINT-CHRISTOPHE-EN-BAZELLE,
Unité Territoriale de VATAN,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Laurent LEGER
UT Vatan
20 févr. 2025

Renseignements
Unité Territoriale de VATAN
11 avenue de la Sentinelle, 36150 VATAN - Tél. 02.54.03.47.00
DGARTPE-UTVATAN@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_198

Portant réglementation de la circulation sur la D43C du PR 0+000 au PR 6+665, du lundi 03 mars 2025 au mercredi 30 avril 2025, à l'occasion de travaux de rechargement d'accotements, sur le territoire de la commune de PAULNAY.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Le maire de PAULNAY,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2024-10-10-00005 du 10 octobre 2024 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu l'avis favorable de M. le Maire de Murs en date du 18/02/2025,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),

Vu la demande présentée le 18/02/2025 par les services du Département,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D43C du PR 0+000 au PR 6+665, du lundi 03 mars 2025 au mercredi 30 avril 2025, à l'occasion de travaux de rechargement d'accotements,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LE BLANC,

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRÊTENT

Article 1 :
Du lundi 03 mars 2025 au mercredi 30 avril 2025, sur la D43C du PR 0+000 au PR 6+665, en et hors agglomération, sur le territoire de la commune de **PAULNAY**, à l'occasion de travaux de rechargement d'accotements, réalisés par les services du Département, la circulation sera réglementée par une interdiction à tous les véhicules (sauf aux transports scolaires, aux riverains et aux véhicules de service public).

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée suivant l'annexe localisation.

Article 3 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par **les services du Département**, chargés des travaux.

La signalisation de déviation sera mise en place, entretenue et déposée par **les services du Département**.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),
Au maire de la commune de PAULNAY,
Au maire de la commune de OBTERRE,
Au maire de la commune de CLÉRÉ-DU-BOIS,
Au maire de la commune de MURS,
Unité Territoriale de LE BLANC,
La DDT/SPREN - Cité administrative - 36000 CHÂTEAUROUX,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc,

Loïc LIGNELET

20 FEV. 2025

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Le maire de PAULNAY

Nom, Prénom, Qualité

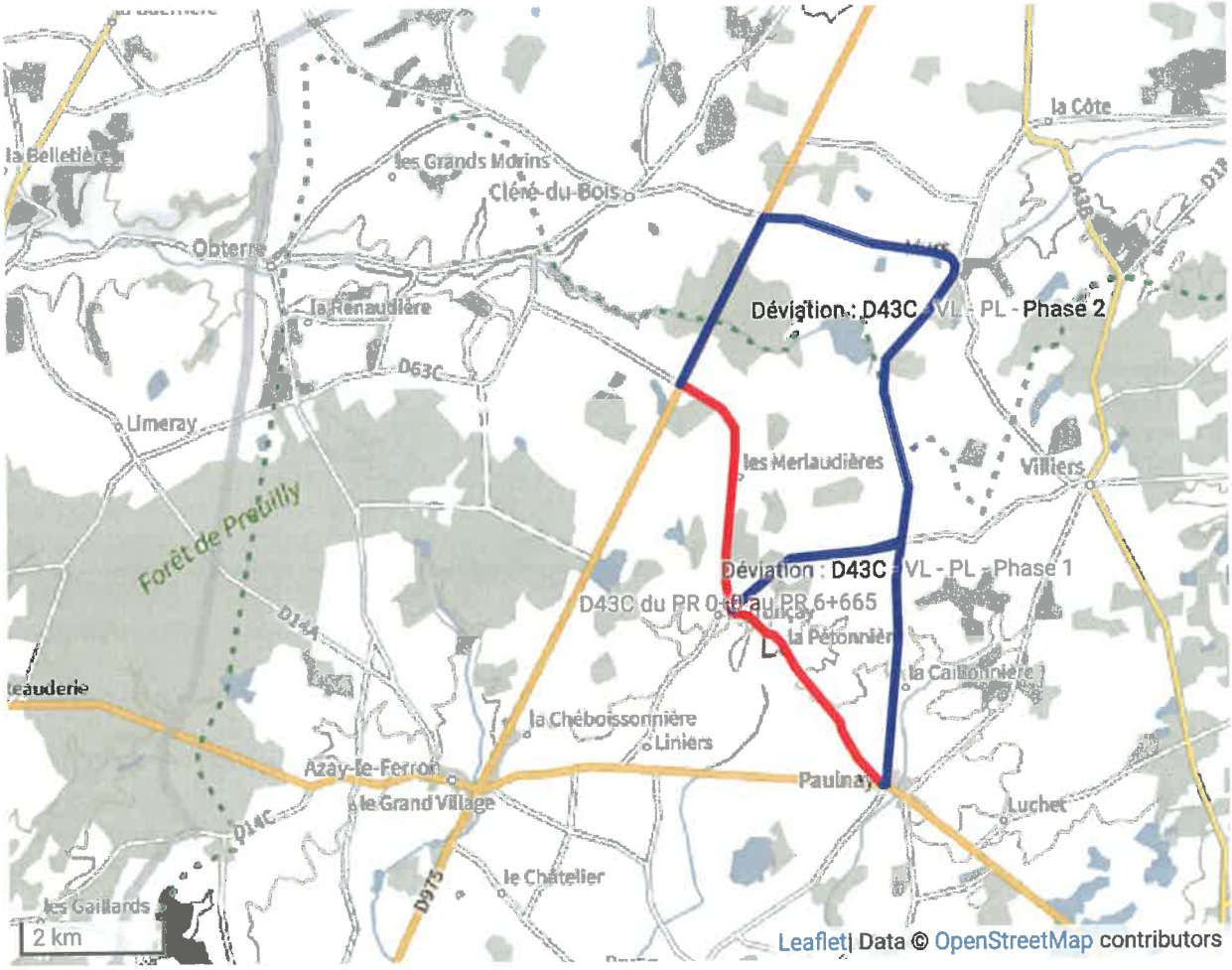


Renseignements
Unité Territoriale de LE BLANC
2 ter route de la Grand' Borne, 36300 LE BLANC - Tél. 02.54.48.99.90
DGARTPE-UTLEBLANC@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



DÉTAILS DE L'ITINÉRAIRE

Déviation D43C - VL - PL - Phase 1
Via: D 43c, D 111, D 43, Rue Alain Fournier, Rue Georges Clemenceau
6.0 km, 9 min
Se diriger vers le nord-ouest sur D 43c - 5.5 m
Tourner à droite sur D 111 - 2.5 km
Tourner à droite sur D 43 - 5 m
Vous êtes arrivé à votre première destination - 0 m
Se diriger vers le sud sur D 43 - 0 m
Vous êtes arrivé à votre seconde destination - 0 m
Se diriger vers le sud sur D 43 - 3.5 km
Vous êtes arrivé à votre troisième destination - 0 m
Se diriger vers le sud-ouest sur la rue Alain Fournier (D 43) - 3 m
Tourner à droite sur la rue Georges Clemenceau (D 925) - 35 m
Vous êtes arrivé à votre destination - 0 m
Déviation D43C - VL - PL - Phase 2
Via: D 43c, Route du Blanc, , D 21, Place Saint-Hilaire, Rue de l'Orée de la Brenne, D 43, D 111, D 43c
12.1 km, 17 min
Se diriger vers le nord-ouest sur D 43c - 3.5 m
Tourner à droite sur la route du Blanc (D 975) - 2.5 km
Tourner à droite sur D 21 - 2 m
Vous êtes arrivé à votre première destination - 0 m
Se diriger vers l'est sur D 21 - 0 m
Vous êtes arrivé à votre seconde destination - 0 m
Se diriger vers l'est sur D 21 - 3 km
Vous êtes arrivé à votre troisième destination, sur la droite - 0 m

Se diriger vers le sud-est sur la place Saint-Hilaire (D 21) - 0 m
Vous êtes arrivé à votre quatrième destination, droit devant - 0 m
Se diriger vers le sud-est sur la place Saint-Hilaire (D 21) - 10 m
Tourner à droite sur la rue de l'Orée de la Brenne (D 43) - 4 km
Tourner à droite sur D 111 - 3 m
Vous êtes arrivé à votre cinquième destination - 0 m
Se diriger vers le sud-ouest sur D 111 - 2.5 km
Tourner à gauche sur D 43c - 5.5 m
Vous êtes arrivé à votre destination - 0 m

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_202

Portant réglementation de la circulation sur la D64C du PR 0+500 au PR 0+700, du mardi 04 mars 2025 au vendredi 02 mai 2025, à l'occasion de travaux de terrassement pour le raccordement d'un producteur ENEDIS, sur le territoire de la commune de SAINT-MAUR.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de Saint-Maur en date du 18/02/2025,

Vu l'avis favorable de M. le directeur de la Police en date du 18/02/2025,

Vu la demande présentée le 14/02/2025 par la société INEO RESEAUX CENTRE ATLANTIQUE demeurant RUE BOSSUET, 18390 SAINT-GERMAIN-DU-PUY,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D64C du PR 0+500 au PR 0+700**,** du mardi 04 mars 2025 au vendredi 02 mai 2025**,** à l'occasion de travaux de terrassement pour le raccordement d'un producteur ENEDIS,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de VATAN,

ARRÊTE

Article 1 :
Du mardi 04 mars 2025 au vendredi 02 mai 2025, sur la D64C du PR 0+500 au PR 0+700, hors agglomération, sur le territoire de la commune de **SAINT-MAUR**, à l'occasion de travaux de terrassement pour le raccordement d'un producteur ENEDIS, réalisés par l'entreprise INEO RESEAUX CENTRE ATLANTIQUE et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par un alternat par sens prioritaire par panneaux B15 et C18.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

La durée d'intervention est estimée à une semaine sur la période.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **INEO RESEAUX CENTRE ATLANTIQUE** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
Madame ROLLAND PIGELET Lucie, INEO RESEAUX CENTRE ATLANTIQUE,
M. le directeur de la Police,
Au maire de la commune de SAINT-MAUR,
Unité Territoriale de VATAN,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,
Kéolis - 22 boulevard d'Anvaux - 36000 CHÂTEAUROUX,
Châteauroux Métropole - Hôtel de Ville - CS 80509-36012 CHÂTEAUROUX cedex,

Laurent LEGER
UT Vatan
20 févr. 2025

Renseignements
Unité Territoriale de VATAN
11 avenue de la Sentinelle, 36150 VATAN - Tél. 02.54.03.47.00
DGARTPE-UTVATAN@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_215

Portant réglementation de la circulation sur la D951B du PR 1+144 au PR 2+050, du lundi 03 mars 2025 au samedi 03 mai 2025, à l'occasion de travaux de réfection de voirie, sur le territoire de la commune d'AIGURANDE.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Le maire de AIGURANDE,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (La Châtre) en date du 19/02/2025,

Vu la demande présentée le 13/02/2025 par l'entreprise COLAS demeurant Les Orangeons, 36330 LE POINCONNET,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D951B du PR 1+144 au PR 2+050, du lundi 03 mars 2025 au samedi 03 mai 2025, à l'occasion de travaux de réfection de voirie,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LA CHATRE,

ARRÊTENT

Article 1 :

Du lundi 03 mars 2025 au samedi 03 mai 2025, sur la D951B du PR 1+144 au PR 2+050, en et hors agglomération, sur le territoire de la commune d'**AIGURANDE**, à l'occasion de travaux de réfection de voirie, réalisés par l'entreprise COLAS et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par un alternat par feux tricolores KR11 ou par un alternat manuel par piquets K10.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h (hors agglomération et à 30km/h (en agglomération).

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **COLAS** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée de l'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

L'alternat et la signalisation correspondante ne gêneront pas la circulation des transports exceptionnels. Tout déplacement de la signalisation pour permettre le passage d'un transport exceptionnel sera à la charge de l'entreprise.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées ,
L'entreprise COLAS,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
Au maire de la commune d'AIGURANDE,
Unité Territoriale de LA CHATRE,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de La Châtre,

21 FEV. 2025

Nicolas MOREAU

Le maire de AIGURANDE

Nom, Prénom, Qualité

MAIRIE D'AIGURANDE 36140

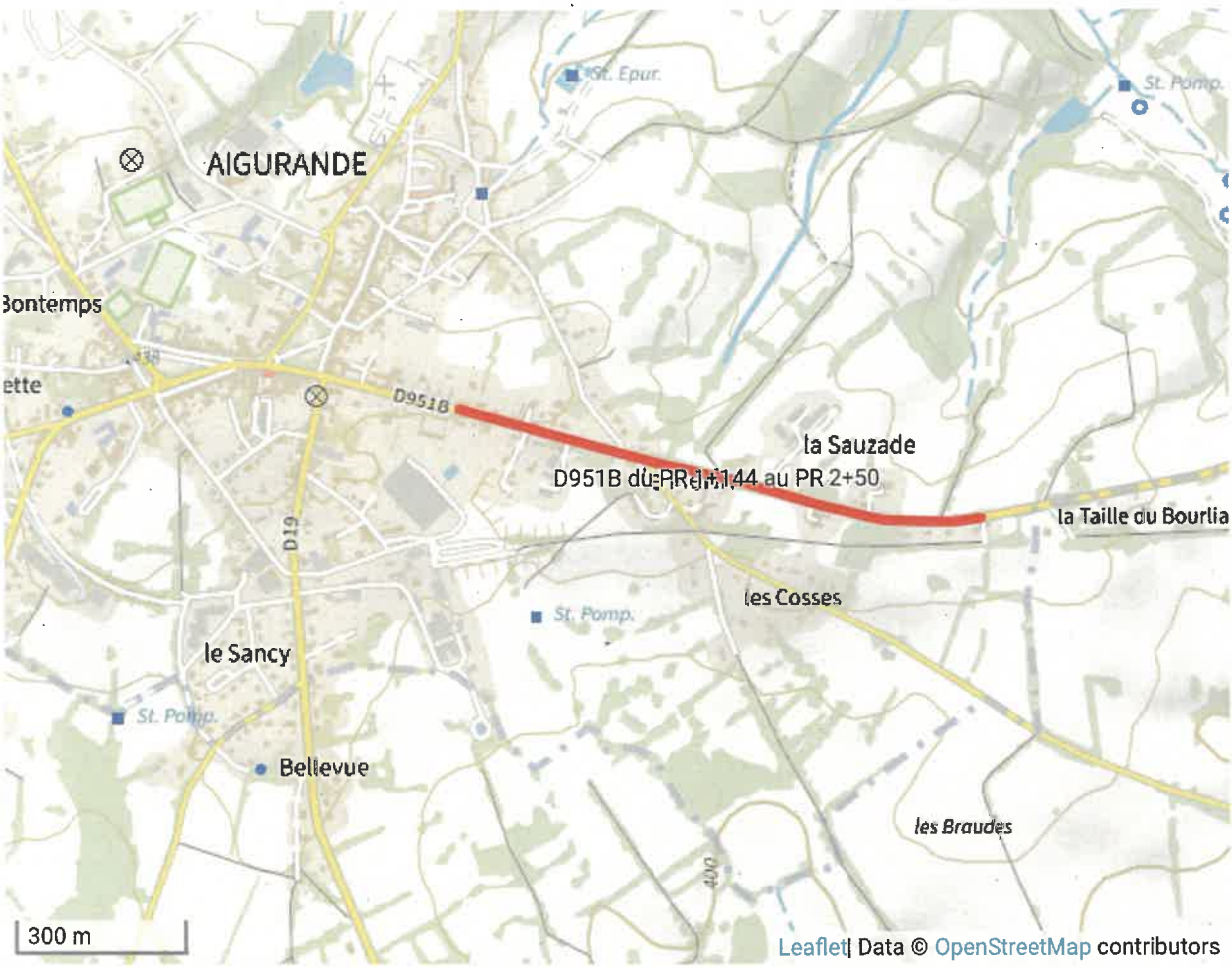
Virginie ELION

Renseignements
Unité Territoriale de LA CHATRE
2 rue Joseph Ageorges, 36400 LA CHATRE - Tél. 02.54.62.12.20
DGARTPE-UTLACHATRE@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_221

Portant réglementation de la circulation sur la D59B du PR 1+263 au PR 3+000, du lundi 24 février 2025 au samedi 15 mars 2025, à l'occasion de travaux de chargement de bois, sur le territoire de la commune de VIGOUX.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Le maire de VIGOUX,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de Chazelet en date du 21/02/2025,

Vu l'avis favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (La Châtre) en date du 21/02/2025,

Vu la demande présentée le 17/02/2025 par l'entreprise ACHAT BOIS LIMOUSIN demeurant 23300 SAINT-AGNANT-DE-VERSILLAT,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D59B du PR 1+263 au PR 3+000, du lundi 24 février 2025 au samedi 15 mars 2025, à l'occasion de travaux de chargement de bois,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LA CHATRE,

ARRÊTENT

Article 1 :
Du lundi 24 février 2025 au samedi 15 mars 2025, sur la D59B du PR 1+263 au PR 3+000, en et hors agglomération, sur le territoire de la commune de **VIGOUX**, à l'occasion de travaux de chargement de bois, réalisés par l'entreprise ACHAT BOIS LIMOUSIN et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par une interdiction à tous les véhicules.

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée suivant l'annexe localisation.

Article 3 :
Les signalisations de chantier et de déviation nécessaires à l'application du présent arrêté seront mises en place, entretenues et déposées par l'entreprise **ACHAT BOIS LIMOUSIN** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

Article 4 :
L'entreprise devra remettre en état le domaine public à la fin de son intervention journalière.

Article 5 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 7 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées ,
L'entreprise ACHAT BOIS LIMOUSIN,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
Au maire de la commune de VIGOUX,
Au maire de la commune de CHAZELET,
Unité Territoriale de LA CHATRE,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de La Châtre,

21 FEV. 2025

Nicolas MOREAU

Le maire de VIGOUX

Nom, Prénom, Qualité

PIPEREAU Brigitte, Maire

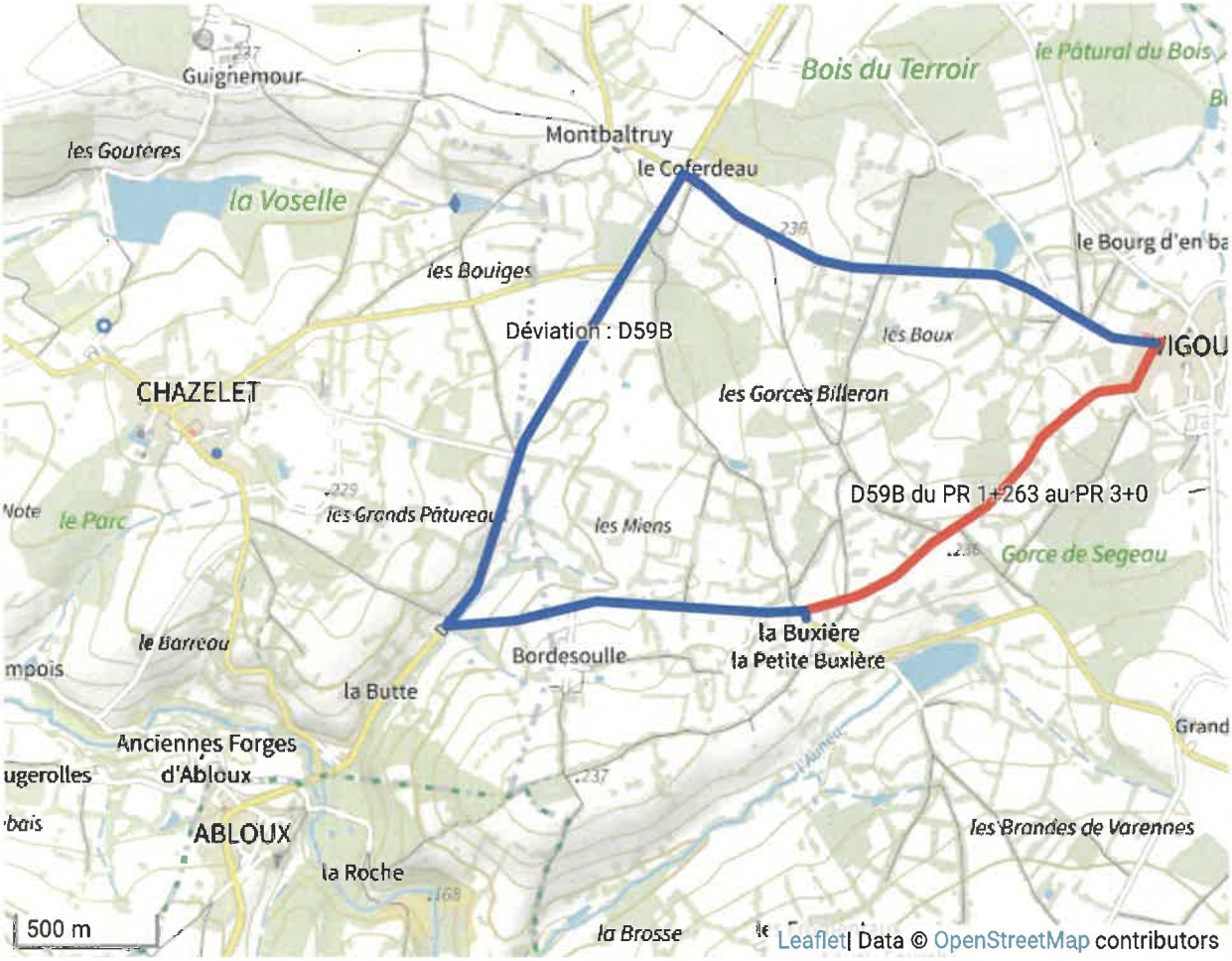
MAIRIE DE VIGOUX (INDRE)

Renseignements
Unité Territoriale de LA CHATRE
2 rue Joseph Ageorges, 36400 LA CHATRE - Tél. 02.54.62.12.20
DGARTPE-UTLACHATRE@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



DÉTAILS DE L'ITINÉRAIRE

Déviation D59B
Via: Rue de la République, D 54, D 1, D 59b
4.9 km, 7 min
Se diriger vers le nord-est sur la rue de la Croix (D 59b) - 5 m
Tourner à gauche sur la rue de la République (D 54) - 900 m
Vous êtes arrivé à votre première destination, sur la gauche - 0 m
Se diriger vers l'ouest sur D 54 - 900 m
Tourner à gauche sur D 1 - 3.5 m
Vous êtes arrivé à votre seconde destination - 0 m
Se diriger vers le sud-ouest sur D 1 - 1.5 km
Vous êtes arrivé à votre troisième destination, sur la gauche - 0 m
Se diriger vers le sud sur D 1 - 500 m
Tourner à gauche sur D 59b - 1 km
Tourner à droite sur D 5c - 30 m
Vous êtes arrivé à votre destination, sur la droite - 0 m

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_186

Portant réglementation de la circulation sur la D917 du PR 11+200 au PR 13+300, du vendredi 02 mai 2025 au mardi 02 juillet 2025, à l'occasion de travaux de réfection de chaussée, sur le territoire des communes de PÉRASSAY et SAINTE-SÉVÈRE-SUR-INDRE.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis réputé favorable de M./Mme le Maire de Sainte-Sévère-sur-Indre,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de Pérassay en date du 18/02/2025,

Vu l'avis favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (La Châtre) en date du 17/02/2025,

Vu la demande présentée le 11/02/2025 par l'entreprise COLAS demeurant Les Orangeons, 36330 LE POINCONNET,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D917 du PR 11+200 au PR 13+300**,** du vendredi 02 mai 2025 au mardi 02 juillet 2025**,** à l'occasion de travaux de réfection de chaussée,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LA CHÂTRE,

ARRÊTE

Article 1 :
Du vendredi 02 mai 2025 au mardi 02 juillet 2025, sur la D917 du PR 11+200 au PR 13+300, hors agglomération, sur le territoire des communes de **PÉRASSAY** et **SAINTE-SÉVÈRE-SUR-INDRE**, à l'occasion de travaux de réfection de chaussée, réalisés par l'entreprise COLAS et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par un alternat par feux tricolores KR11 ou par un alternat manuel par piquets K10.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **COLAS** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée de l'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
L'entreprise COLAS,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
Au maire de la commune de PÉRASSAY,
Au maire de la commune de SAINTE-SÉVÈRE-SUR-INDRE,
Unité Territoriale de LA CHÂTRE,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

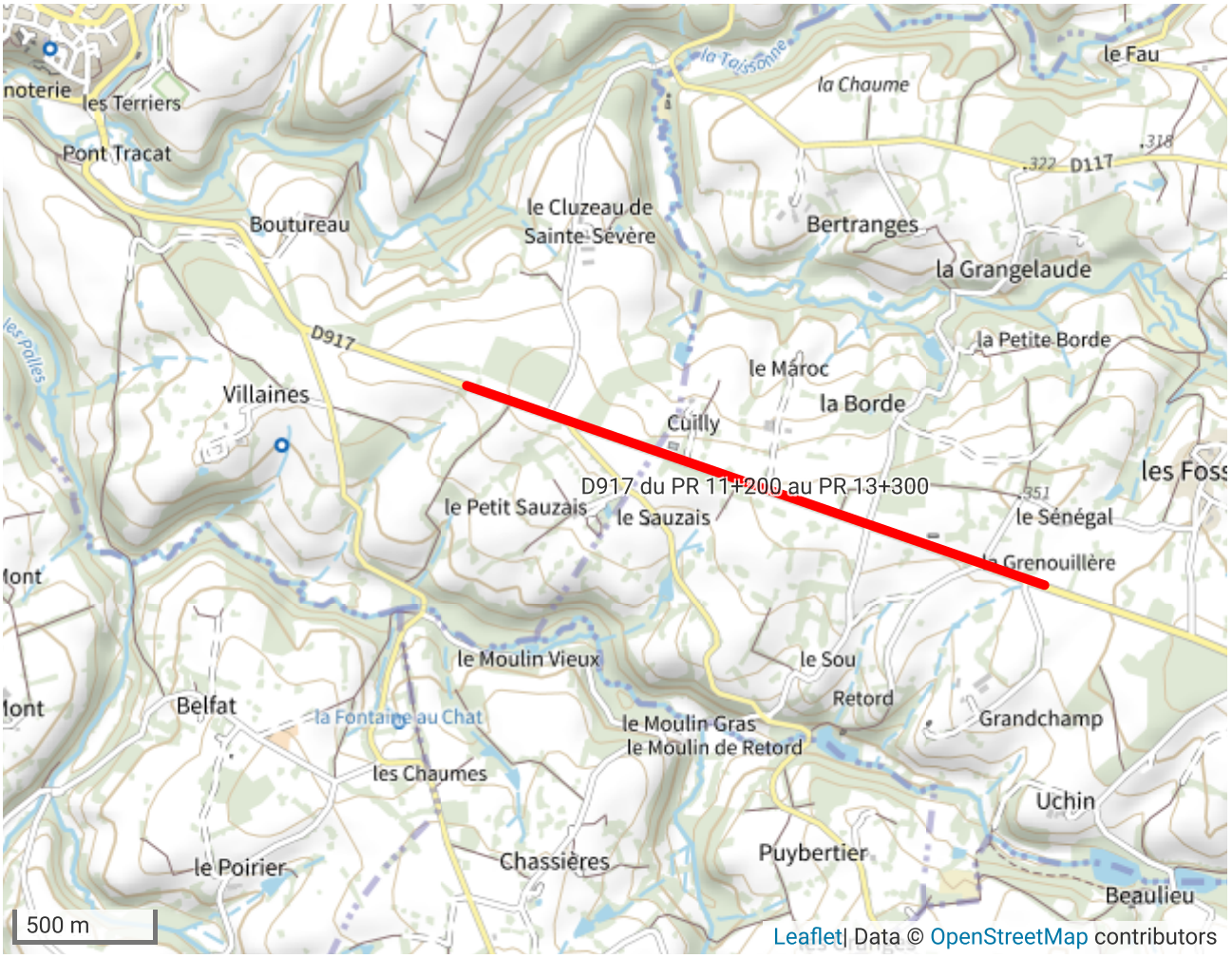
Nicolas MOREAU
UT La Châtre
24 févr. 2025

Renseignements
Unité Territoriale de LA CHATRE
2 rue Joseph Ageorges, 36400 LA CHATRE - Tél. 02.54.62.12.20
DGARTPE-UTLACHATRE@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_187

Portant réglementation de la circulation sur la D940 du PR 9+980 au PR 12+200, du vendredi 02 mai 2025 au mercredi 02 juillet 2025, à l'occasion de travaux de réfection de chaussée, sur le territoire de la commune de POULIGNY-SAINT-MARTIN.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2024-10-10-00005 du 10 octobre 2024 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de Pouligny-Saint-Martin en date du 21/02/2025,

Vu l'avis favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (La Châtre) en date du 19/02/2025,

Vu la demande présentée le 11/02/2025 par l'entreprise COLAS demeurant Les Orangeons, 36330 LE POINCONNET,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D940 du PR 9+980 au PR 12+200**,** du vendredi 02 mai 2025 au mercredi 02 juillet 2025, à l'occasion de travaux de réfection de chaussée,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LA CHÂTRE,

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRÊTE

Article 1 :
Du vendredi 02 mai 2025 au mercredi 02 juillet 2025, sur la D940 du PR 9+980 au PR 12+200, hors agglomération, sur le territoire de la commune de **POULIGNY-SAINT-MARTIN**, à l'occasion de travaux de réfection de chaussée, réalisés par l'entreprise COLAS et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par un alternat par feux tricolores KR11 ou par un alternat manuel par piquets K10.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **COLAS** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée de l'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

L'alternat et la signalisation correspondante ne gêneront pas la circulation des transports exceptionnels. Tout déplacement de la signalisation pour permettre le passage d'un transport exceptionnel sera à la charge de l'entreprise.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
L'entreprise COLAS,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
Au maire de la commune de POULIGNY-SAINT-MARTIN,
Unité Territoriale de LA CHATRE,
La DDT/SPREN - Cité administrative - 36000 CHÂTEAUROUX,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Yann MICHON
Direction des Routes
24 févr. 2025

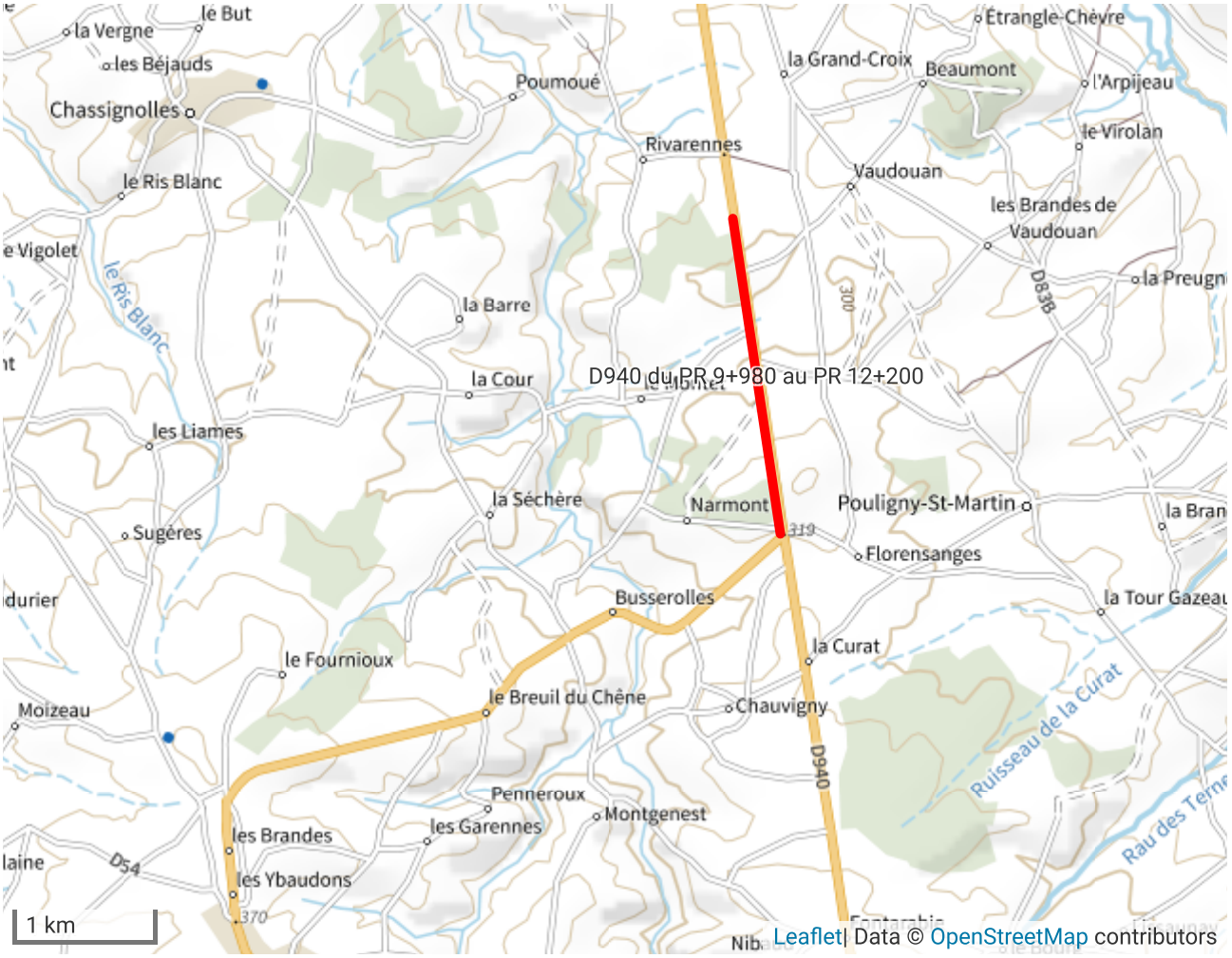
Renseignements

Unité Territoriale de LA CHATRE
2 rue Joseph Ageorges, 36400 LA CHATRE - Tél. 02.54.62.12.20
DGARTPE-UTLACHATRE@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_188

Portant réglementation de la circulation sur la D917 du PR 16+700 au PR 20+130 et la D917 du PR 0+000 au PR 0+300, du vendredi 02 mai 2025 au mercredi 2 juillet 2025, à l'occasion de travaux de réfection de voirie, sur le territoire des communes de **VIJON et BUSSIERE-SAINT-GEORGES (23)**.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

La Présidente du Conseil départemental de la Creuse Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de la Creuse AR 2024-162 du 9 janvier 2025 et son annexe, portant délégation de signature à Monsieur Anthony ZOLLINO, Directeur Général Adjoint des Services en charges du Pôle Cohésion des territoires,

Vu l'avis réputé favorable de M./Mme le Maire de Vijon,

Vu l'avis réputé favorable de M./Mme le Maire de Bussière-Saint-Georges (23),

Vu l'avis favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (La Châtre) en date du 18/02/2025,

Vu la demande présentée le 11/02/2025 par l'entreprise COLAS demeurant Les Orangeons, 36330 LE POINCONNET,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D917 du PR 16+700 au PR 20+130 et la D917 du PR 0+000 au PR 0+300, du vendredi 02 mai 2025 au mercredi 2 juillet 2025, à l'occasion de travaux de réfection de voirie,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LA CHATRE,

ARRÊTENT

Article 1 :
Du vendredi 02 mai 2025 au mercredi 2 juillet 2025, sur la D917 du PR 16+700 au PR 20+130 et la D917 du PR 0+000 au PR 0+300, hors agglomération, sur le territoire des communes de **VIJON et BUSSIERE-SAINT-GEORGES (23)**, à l'occasion de travaux de réfection de voirie, réalisés par l'entreprise COLAS et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par un alternat par feux tricolores KR11 ou par un alternat manuel par piquets K10.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **COLAS** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée de l'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
Le Département de la CREUSE,
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées ,
L'entreprise COLAS,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
Au maire de la commune de VIJON,
Au maire de la commune de BUSSIERE-SAINT-GEORGES (23),
Unité Territoriale de LA CHATRE,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de La Châtre,

24 FEV. 2025

Nicolas MOREAU

Pour la Présidente du Conseil départemental de La Creuse
et par délégation
Nom, Prénom, Qualité

A Boussac, le 18 février 2025

Pour la Présidente du Conseil Départemental
et par délégation,
Le Responsable de l'Unité Territoriale
Technique de BOUSSAC,

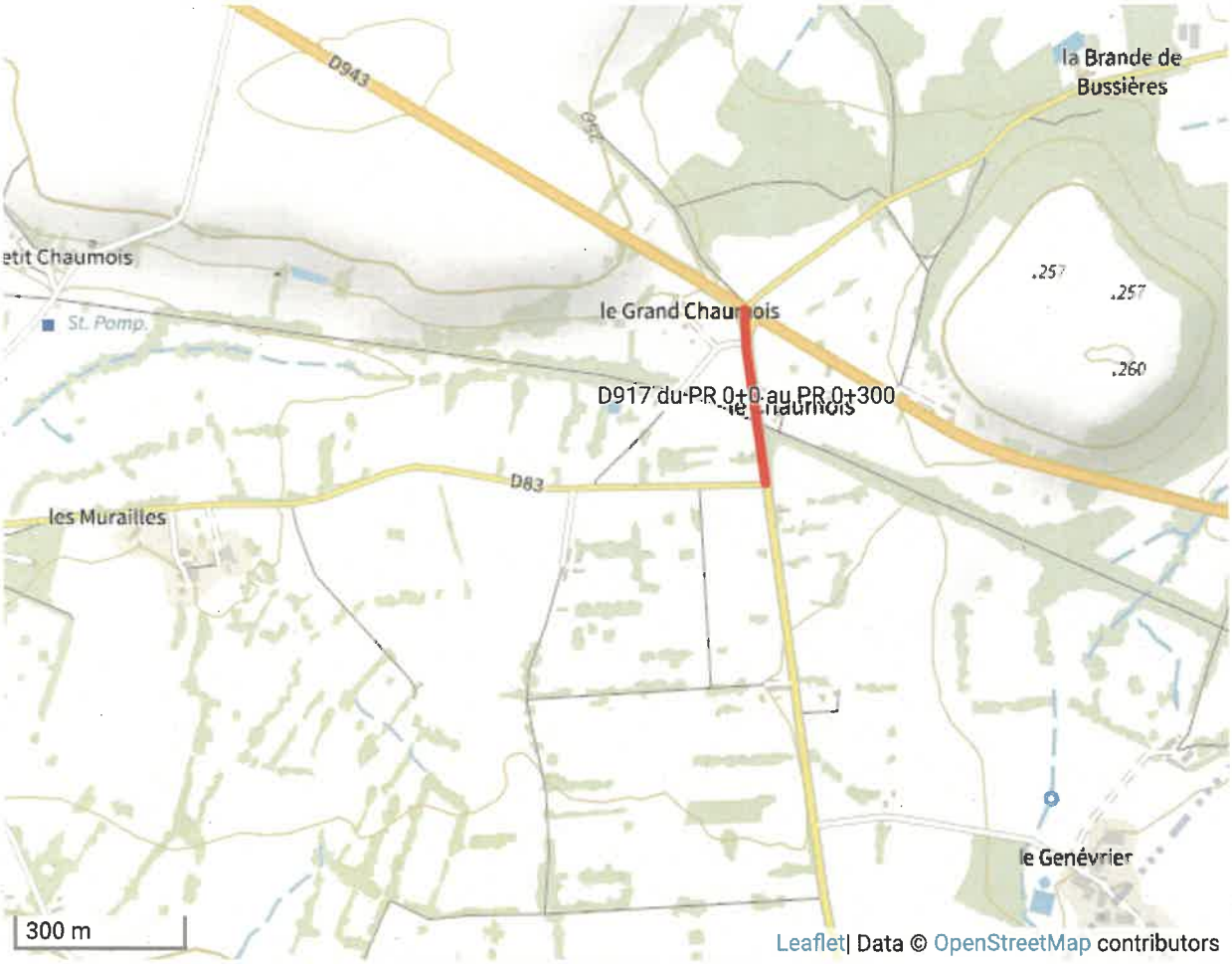
Sébastien JANOT

Renseignements
Unité Territoriale de LA CHATRE
2 rue Joseph Ageorges, 36400 LA CHATRE - Tél. 02.54.62.12.20
DGARTPE-UTLACHATRE@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_190

Portant réglementation de la circulation sur la D36 du PR 32+850 au PR 35+744, du lundi 03 mars 2025 au vendredi 02 mai 2025, à l'occasion de travaux de réfection de voirie, sur le territoire de la commune d'ÉGUZON-CHANTÔME.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire d'Éguzon-Chantôme en date du 19/02/2025,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (La Châtre),

Vu la demande présentée le 11/02/2025 par l'entreprise COLAS demeurant Les Orangeons - 36330 LE POINCONNET,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D36 du PR 32+850 au PR 35+744**,** du lundi 03 mars 2025 au vendredi 02 mai 2025**,** à l'occasion de travaux de réfection de voirie,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LA CHÂTRE,

ARRÊTE

Article 1 :
Du lundi 03 mars 2025 au vendredi 02 mai 2025, sur la D36 du PR 32+850 au PR 35+744, hors agglomération, sur le territoire de la commune d'**ÉGUZON-CHANTÔME**, à l'occasion de travaux de réfection de voirie, réalisés par l'entreprise COLAS et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par une interdiction à tous les véhicules (sauf aux transports scolaires et aux véhicules de service public).

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée suivant l'annexe localisation.

Article 3 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **COLAS** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

La signalisation de déviation sera mise en place, entretenue et déposée par les services du Département.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
L'entreprise COLAS,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
Au maire de la commune de ÉGUZON-CHANTÔME,
Unité Territoriale de LA CHÂTRE,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

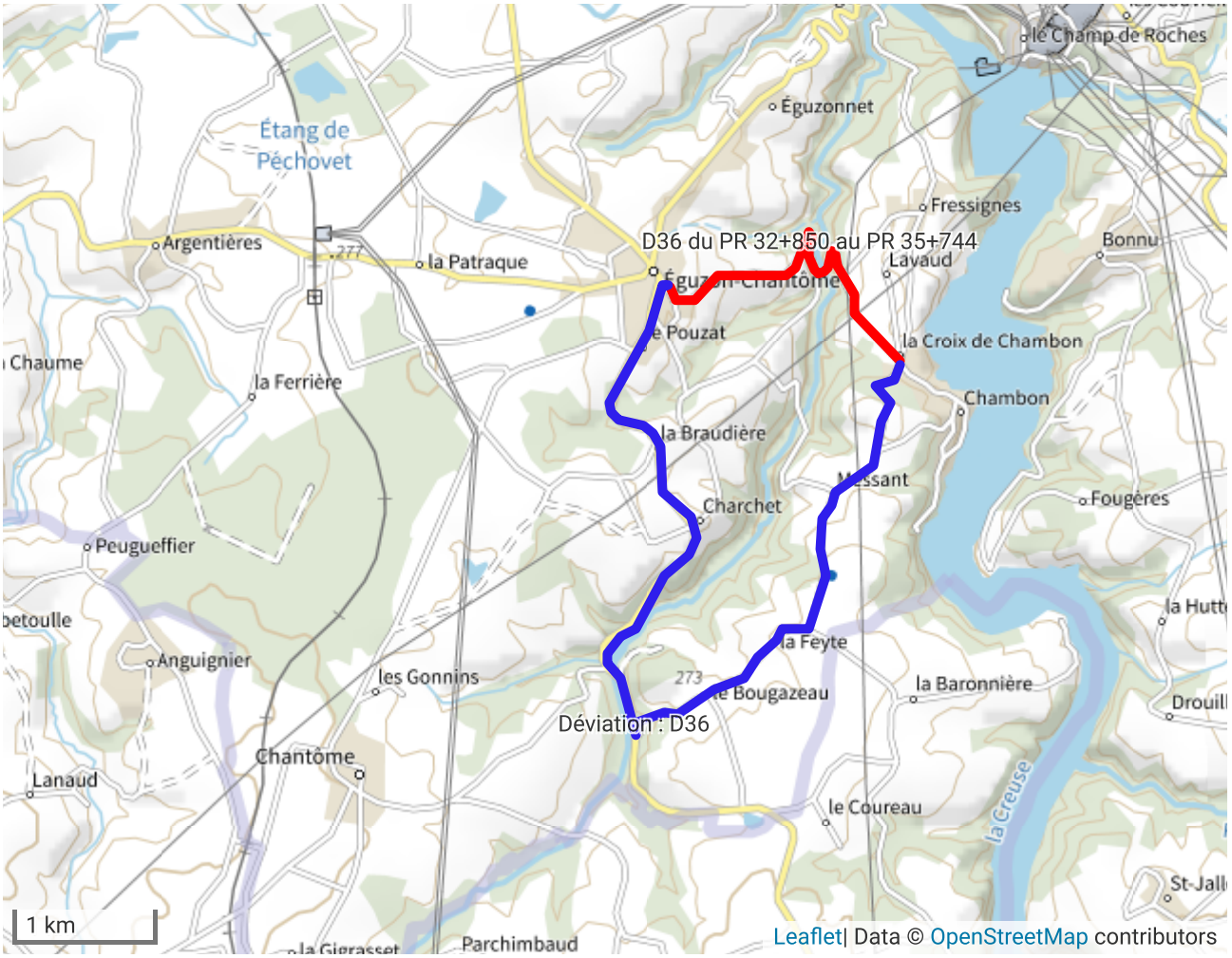
Nicolas MOREAU
UT La Châtre
24 févr. 2025

Renseignements
Unité Territoriale de LA CHATRE
2 rue Joseph Ageorges, 36400 LA CHATRE - Tél. 02.54.62.12.20
DGARTPE-UTLACHATRE@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



DÉTAILS DE L'ITINÉRAIRE

Déviation D36
Via: D 36d, D 913, Rue Raymond Lagoutte, Rue Camille Toussaints
7.7 km, 10 min
Se diriger vers le sud-ouest sur D 36d - 1 km
Vous êtes arrivé à votre première destination, sur la gauche - 0 m
Se diriger vers le sud-ouest sur D 36d - 2.5 km
Vous êtes arrivé à votre seconde destination, sur la gauche - 0 m
Se diriger vers l'ouest sur D 36d - 200 m
Tourner à droite sur D 913 - 300 m
Vous êtes arrivé à votre troisième destination - 0 m
Se diriger vers le nord sur D 913 - 2 km
Vous êtes arrivé à votre quatrième destination - 0 m
Se diriger vers le nord-ouest sur D 913 - 1.5 km
Tourner à droite sur la rue Jules Ferry (D 36) - 40 m
Tourner demi-tour - 45 m
Vous êtes arrivé à votre destination - 0 m

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_192

Portant réglementation de la circulation sur la D44 du PR 51+469 au PR 53+399, du lundi 03 mars 2025 au vendredi 02 mai 2025, à l'occasion de travaux de réfection de voirie, sur le territoire de la commune de BONNEUIL.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de Bonneuil en date du 20/02/2025,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de JOUAC en date du 19/02/2025,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de CROMAC en date du 19/02/2025,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (La Châtre),

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de Chaillac en date du 19/02/2025,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de Beaulieu en date du 20/02/2025,

Vu l'avis réputé favorable du Département de la HAUTE VIENNE,

Vu la demande présentée le 11/02/2025 par l'entreprise COLAS demeurant Les Orangeons, 36330 LE POINCONNET,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D44 du PR 51+469 au PR 53+399**,** du lundi 03 mars 2025 au vendredi 02 mai 2025**,** à l'occasion de travaux de réfection de voirie,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LA CHÂTRE,

ARRÊTE

Article 1 :
Du lundi 03 mars 2025 au vendredi 02 mai 2025, sur la D44 du PR 51+469 au PR 53+399, hors agglomération, sur le territoire de la commune de **BONNEUIL**, à l'occasion de travaux de réfection de voirie, réalisés par l'entreprise COLAS et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par une interdiction à tous les véhicules (sauf aux transports scolaires et aux véhicules de service public).

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée suivant l'annexe localisation.

Article 3 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **COLAS** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

La signalisation de déviation sera mise en place, entretenue et déposée par les services du Département.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
L'entreprise COLAS,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
Au maire de la commune de BONNEUIL,
Au maire de la commune de BEAULIEU,
Au maire de la commune de CHAILLAC,
Au maire de la commune de JOUAC (87),
Au maire de la commune de CROMAC (87),
Le Département de la HAUTE VIENNE,
Unité Territoriale de LA CHÂTRE,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Nicolas MOREAU
UT La Châtre
24 févr. 2025

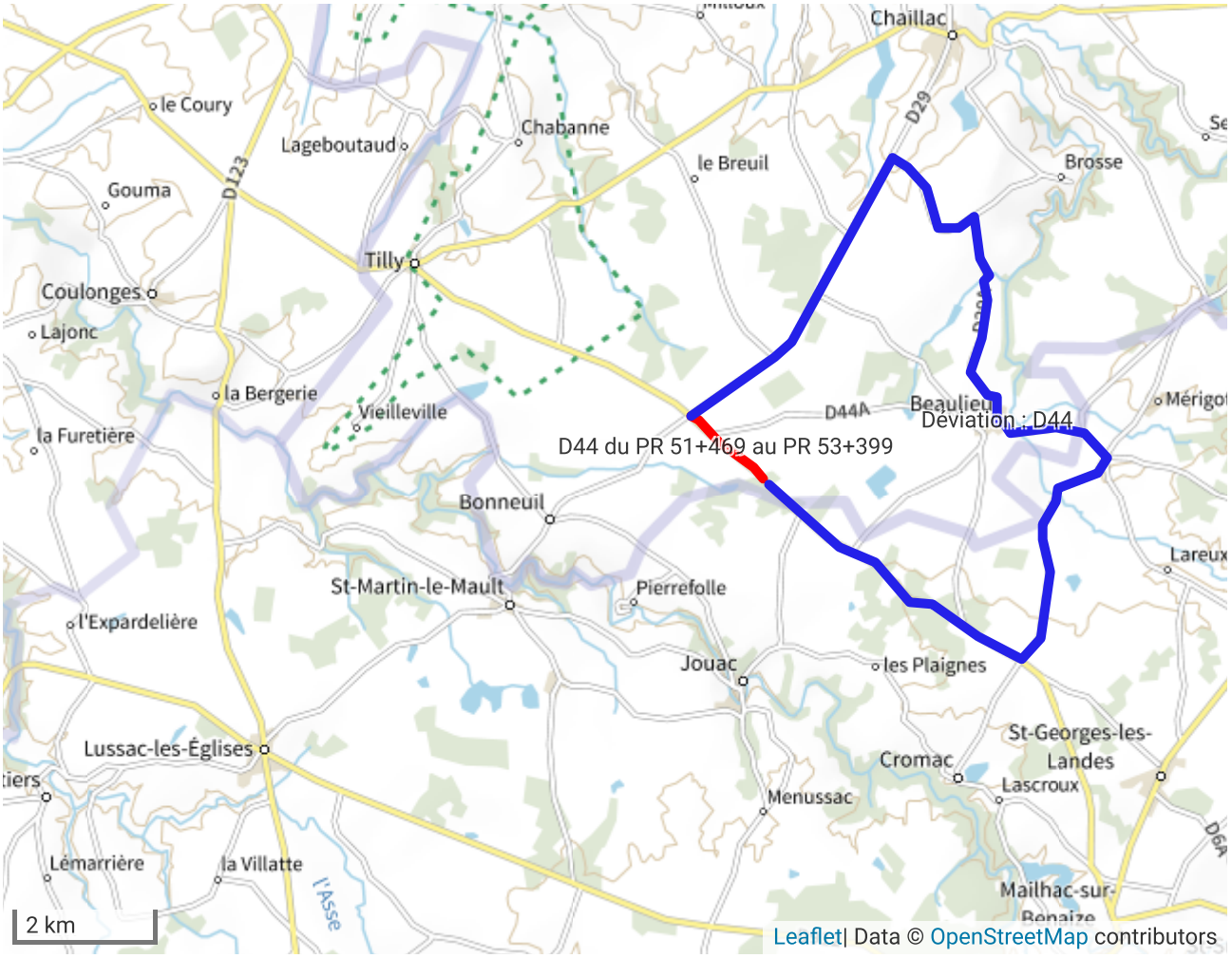
Renseignements

Unité Territoriale de LA CHATRE
2 rue Joseph Ageorges, 36400 LA CHATRE - Tél. 02.54.62.12.20
DGARTPE-UTLACHATRE@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



DÉTAILS DE L'ITINÉRAIRE

Déviation D44
Via: D 29, D 29a, Rue de la Scierie, D 29a, D 60, D 23, D 44
19.2 km, 24 min
Se diriger vers le nord-est sur D 29 - 1.5 km
Vous êtes arrivé à votre première destination, sur la droite - 0 m
Se diriger vers le nord-est sur D 29 - 3 km
Tourner à droite pour rester sur D 29a - 250 m
Vous êtes arrivé à votre seconde destination, sur la droite - 0 m
Se diriger vers le sud-est sur D 29a - 1.5 km
Tourner à droite sur D 29a - 2 km
Vous êtes arrivé à votre troisième destination, sur la gauche - 0 m
Se diriger vers le sud sur D 29a - 1.5 km
Tourner à gauche sur la place Alalinarde (D 29a) - 60 m
Tourner légèrement à droite sur la rue de la Forge (D 29a) - 500 m
Vous êtes arrivé à votre quatrième destination, sur la droite - 0 m
Se diriger vers l'est sur D 29a - 800 m
Continuer tout droit sur D 92 - 450 m
Tourner à droite sur D 60 - 2.5 km
Vous êtes arrivé à votre cinquième destination, sur la gauche - 0 m
Se diriger vers le sud sur D 60 - 900 m
Tourner à droite sur D 23 - 700 m
Vous êtes arrivé à votre sixième destination, sur la gauche - 0 m
Se diriger vers le nord-ouest sur D 23 - 3.5 km
Continuer tout droit sur D 44 - 400 m
Vous êtes arrivé à votre destination, sur la gauche - 0 m

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_205

Portant réglementation de la circulation sur la D30 du PR 29+885 au PR 31+830, du lundi 03 mars 2025 au samedi 03 mai 2025, à l'occasion de travaux de réfection de voirie, sur le territoire de la commune de POMMIERS.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Le maire de POMMIERS,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de Badecon-le-Pin en date du 19/02/2025,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (La Châtre),

Vu la demande présentée le 13/02/2025 par l'entreprise COLAS demeurant Les Orangeons, 36330 LE POINCONNET,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D30 du PR 29+885 au PR 31+830, du lundi 03 mars 2025 au samedi 03 mai 2025, à l'occasion de travaux de réfection de voirie,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LA CHATRE,

ARRÊTENT

Article 1 :
Du lundi 03 mars 2025 au samedi 03 mai 2025, sur la D30 du PR 29+885 au PR 31+830, en et hors agglomération, sur le territoire de la commune de **POMMIERS**, à l'occasion de travaux de réfection de voirie, réalisés par l'entreprise COLAS et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par une interdiction à tous les véhicules (sauf aux riverains).

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée suivant l'annexe localisation.

Article 3 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **COLAS** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

La signalisation de déviation sera mise en place, entretenue et déposée par **les services du Département**.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées ,
L'entreprise COLAS,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
Au maire de la commune de BADECON-LE-PIN,
Au maire de la commune de POMMIERS,
Unité Territoriale de LA CHATRE,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de La Châtre,

24 FEV. 2025

Nicolas MOREAU

Le maire de POMMIERS

Nom, Prénom, Qualité

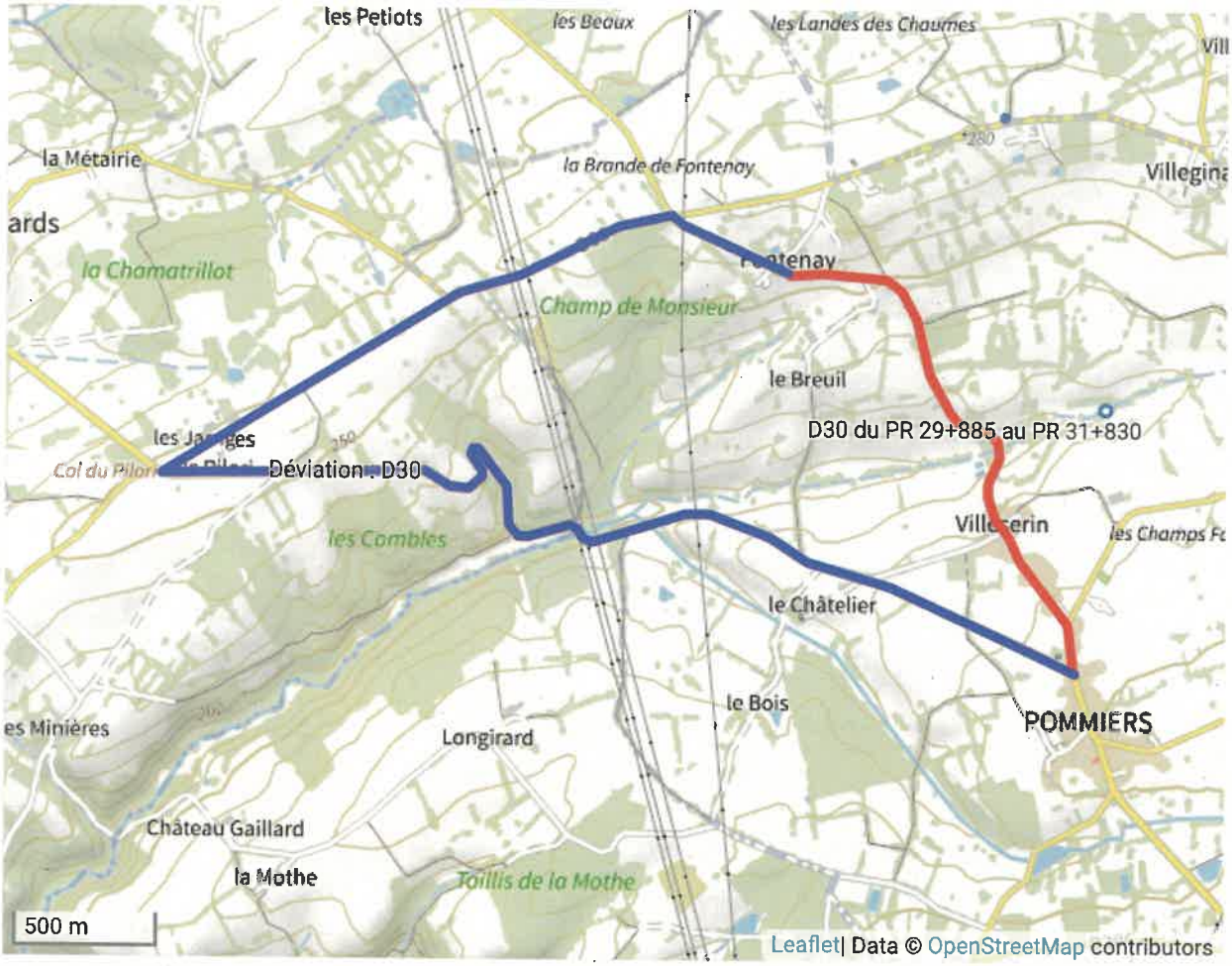
Le Maire,
Alain GOURINAT

Renseignements
Unité Territoriale de LA CHATRE
2 rue Joseph Ageorges, 36400 LA CHATRE - Tél. 02.54.62.12.20
DGARTPE-UTLACHATRE@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



DÉTAILS DE L'ITINÉRAIRE

Déviation D30
Via: Rue Grande, D 48, D 38, D 30
6.2 km, 8 min
Se diriger vers le nord-ouest sur la rue Grande (D 30) - 8 m
Continuer tout droit sur D 48 - 900 m
Vous êtes arrivé à votre première destination, sur la gauche - 0 m
Se diriger vers l'ouest sur D 48 - 800 m
Vous êtes arrivé à votre seconde destination - 0 m
Se diriger vers l'ouest sur D 48 - 1.5 km
Vous êtes arrivé à votre troisième destination - 0 m
Se diriger vers l'ouest sur D 48 - 700 m
Tourner à droite sur D 38 - 700 m
Vous êtes arrivé à votre quatrième destination, sur la droite - 0 m
Se diriger vers le nord-est sur D 38 - 1.5 km
Tourner à droite sur D 30 - 450 m
Vous êtes arrivé à votre destination, sur la droite - 0 m

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_207

Portant réglementation de la circulation sur la D45 du PR 31+840 au PR 32+260, du vendredi 07 mars 2025 au mercredi 07 mai 2025, à l'occasion de travaux ENEDIS sur ligne aérienne, sur le territoire de la commune de BOUESSE.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis réputé favorable de Mme le Maire de Bouesse,

Vu l'avis favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (La Châtre) en date du 18/02/2025,

Vu l'avis favorable de UT VATAN en date du 19/02/2025,

Vu la demande présentée le 07/02/2025 par l'entreprise ENEDIS demeurant 2 avenue pierre Coubertin - 36000 CHATEAUROUX,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D45 du PR 31+840 au PR 32+260**,** du vendredi 07 mars 2025 au mercredi 07 mai 2025**,** à l'occasion de travaux ENEDIS sur ligne aérienne,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LE BLANC,

ARRÊTE

Article 1 :
Du vendredi 07 mars 2025 au mercredi 07 mai 2025, sur la D45 du PR 31+840 au PR 32+260, hors agglomération, sur le territoire de la commune de **BOUESSE**, à l'occasion de travaux ENEDIS sur ligne aérienne, réalisés par l'entreprise ENEDIS et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par une interdiction à tous les véhicules.

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée suivant l'annexe localisation.

Article 3 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **ENEDIS** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

La signalisation de déviation sera mise en place, entretenue et déposée par **ENEDIS**.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
Monsieur BACHELIER Adam, ENEDIS,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (La Châtre),
Au maire de la commune de BOUESSE,
Au maire de la commune d'ARTHON,
Au maire de la commune de VELLES,
Unité Territoriale de LE BLANC,
UT VATAN,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

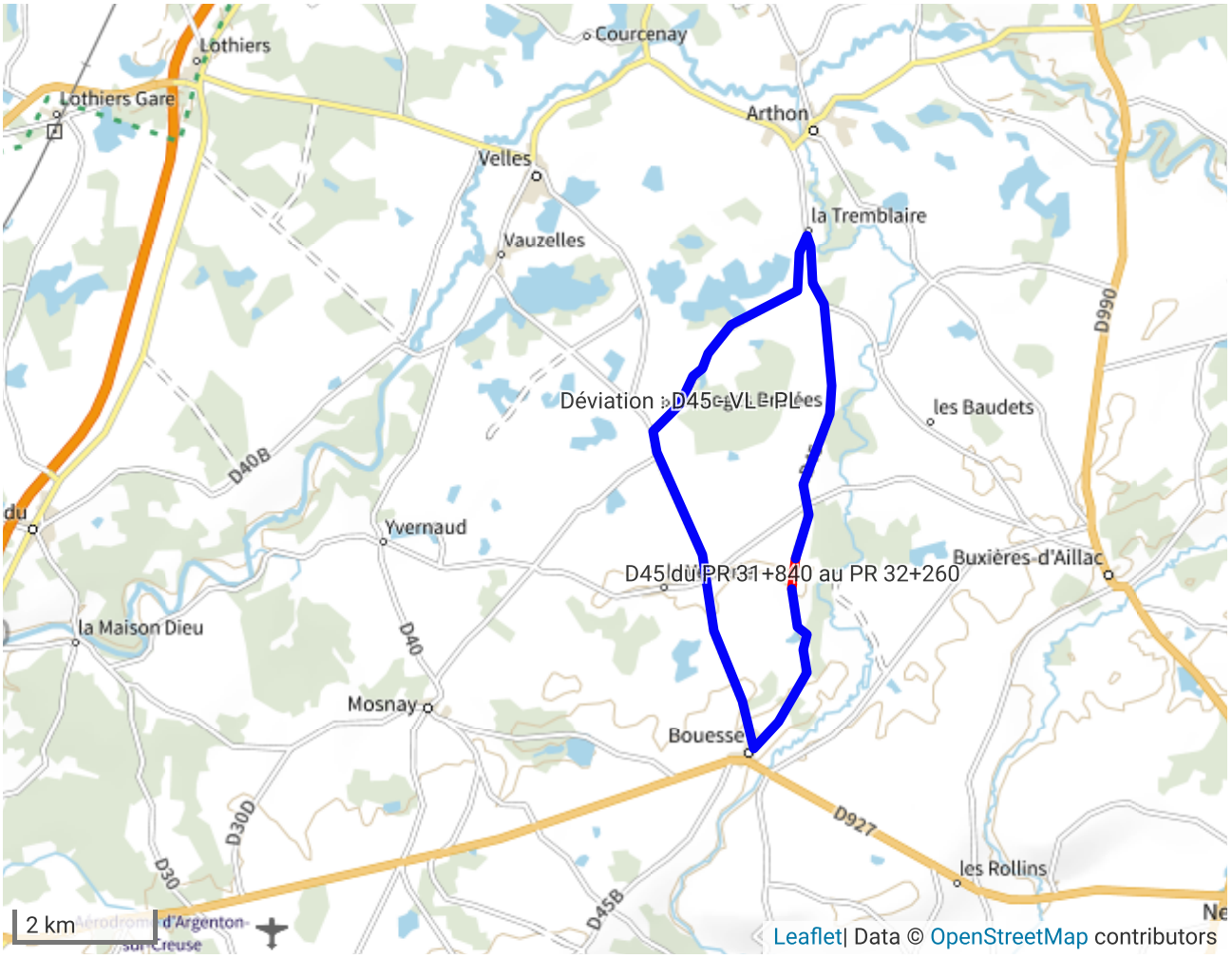
Laurent LEGER
UT Vatan
24 févr. 2025
En l'absence de UT Le Blanc

Renseignements
Unité Territoriale de LE BLANC
2 ter route de la Grand' Borne, 36300 LE BLANC - Tél. 02.54.48.99.90
DGARTPE-UTLEBLANC@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



DÉTAILS DE L'ITINÉRAIRE

Déviation D45 - VL - PL
Via: Route d'Arthon, D 45g, , D 21, Route de Velles, Route d'Arthon
15.5 km, 21 min
Se diriger vers le nord sur la route d'Arthon (D 45) - 4.5 km
Vous êtes arrivé à votre première destination - 0 m
Se diriger vers le nord sur la route d'Arthon (D 45) - 0 m
Vous êtes arrivé à votre seconde destination - 0 m
Se diriger vers le nord sur la route d'Arthon (D 45) - 5 m
Tourner franchement à gauche sur D 45g - 3.5 km
Tourner à gauche sur D 21 - 3.5 m
Vous êtes arrivé à votre troisième destination - 0 m
Se diriger vers le sud sur D 21 - 0 m
Vous êtes arrivé à votre quatrième destination - 0 m
Se diriger vers le sud sur D 21 - 4.5 km
Tourner à gauche sur la route d'Arthon (D 45) - 10 m
Vous êtes arrivé à votre cinquième destination - 0 m
Se diriger vers le nord-est sur la route d'Arthon (D 45) - 2.5 km
Vous êtes arrivé à votre destination - 0 m

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_208

Portant prolongation du délai de l'arrêté n° AC_2024_DR_122 du 17 décembre 2024 concernant la réglementation de circulation sur les routes départementales suivantes :
- D951 du PR 26+440 au PR 26+890
- D44 du PR 17+037 au PR 13+450
- D24 du PR 41+000 au PR 33+860
- D20 du PR 21+600 au PR 23+000 et du PR 25+168 au PR 29+580
- D46 du PR 14+645 au PR 21+520
du samedi 08 mars 2025 au jeudi 08 mai 2025, à l'occasion de travaux d'élagage pour le compte d'ENEDIS, sur le territoire des communes de CHITRAY, CIRON et MIGNÉ.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2024-10-10-00005 du 10 octobre 2024 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),

Vu la demande présentée le 11/02/2025 par l'entreprise BURGUN demeurant 77 Rue de Beaufort, 87400 SAINT-LEONARD-DE-NOBLAT,

Considérant que les travaux d'élagage pour le compte d'ENEDIS n'ont pu se réaliser dans les délais prévus, il est nécessaire de prolonger le délai de l'arrêté n° AC_2024_DR_122 du 17 décembre 2024, du samedi 08 mars 2025 au jeudi 08 mai 2025,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LE BLANC,

ARRÊTE

Article 1 :
L'arrêté n° AC_2024_DR_122 du 17 décembre 2024 est prolongé du samedi 08 mars 2025 au jeudi 08 mai 2025,

Article 2 :
Les autres articles de l'arrêté n° AC_2024_DR_122 du 17 décembre 2024 restent inchangés.

Article 3 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
Monsieur POISSON Emmanuel, BURGUN ENTREPRISE,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),
Au maire de la commune de CHITRAY,
Au maire de la commune de CIRON,
Au maire de la commune de MIGNÉ,
Unité Territoriale de LE BLANC,
La DDT/SPREN - Cité administrative - 36000 CHÂTEAUROUX,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

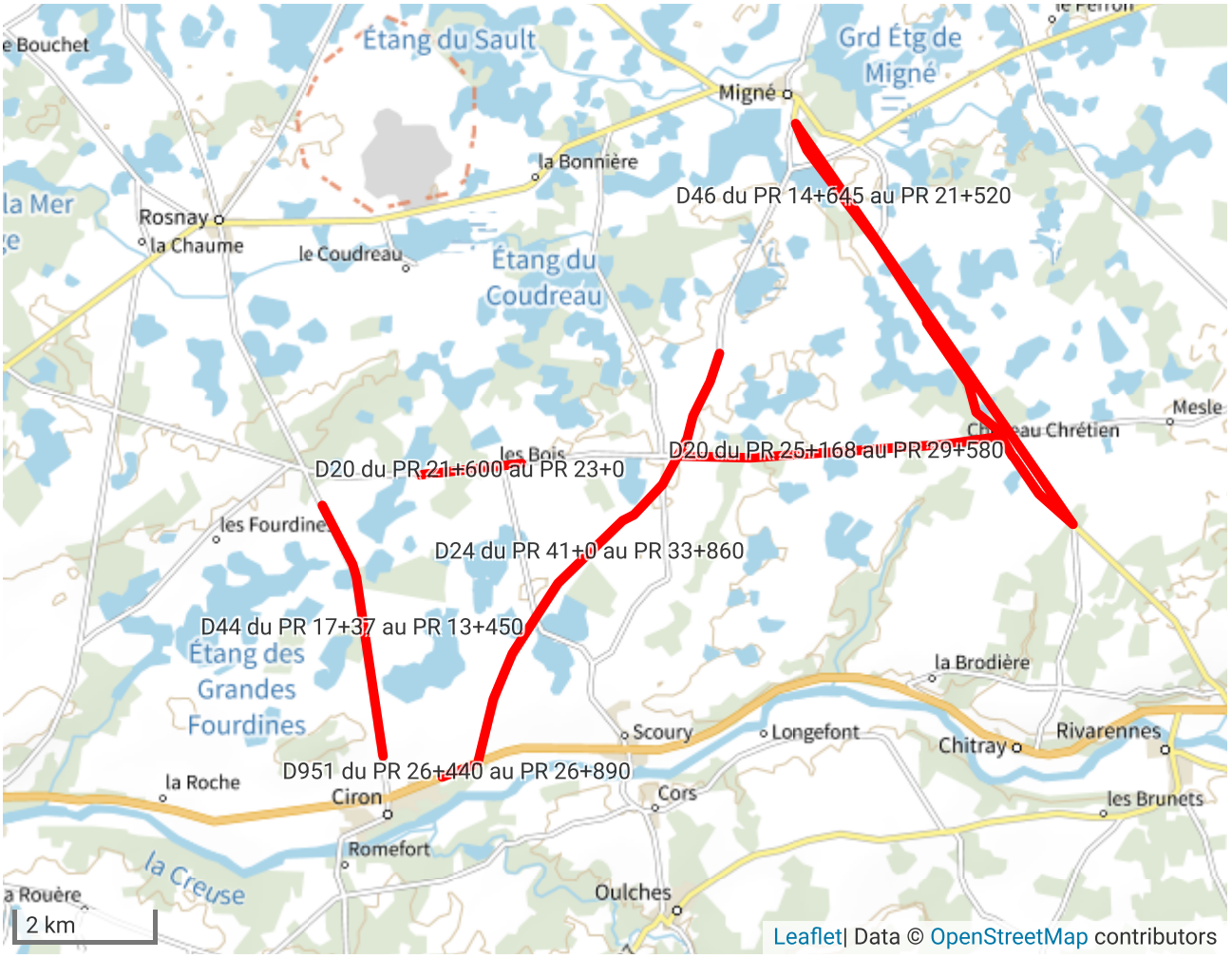
Yann MICHON
Direction des Routes
24 févr. 2025

Renseignements
Unité Territoriale de LE BLANC
2 ter route de la Grand' Borne, 36300 LE BLANC - Tél. 02.54.48.99.90
DGARTPE-UTLEBLANC@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_211

Portant réglementation de la circulation sur la D58 du PR 25+700 au PR 26+072, du jeudi 20 mars 2025 au mardi 20 mai 2025, à l'occasion de travaux ENEDIS sur ligne aérienne, sur le territoire de la commune de NURET-LE-FERRON.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),

Vu la demande présentée le 07/02/2025 par l'entreprise ENEDIS demeurant 2 avenue pierre Coubertin, 36000 CHATEAUROUX,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D58 du PR 25+700 au PR 26+072**,** du jeudi 20 mars 2025 au mardi 20 mai 2025**,** à l'occasion de travaux ENEDIS sur ligne aérienne,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LE BLANC,

ARRÊTE

Article 1 :
Du jeudi 20 mars 2025 au mardi 20 mai 2025, sur la D58 du PR 25+700 au PR 26+072, hors agglomération, sur le territoire de la commune de **NURET-LE-FERRON**, à l'occasion de travaux ENEDIS sur ligne aérienne, réalisés par l'entreprise ENEDIS et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par une interdiction à tous les véhicule.

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée suivant l'annexe localisation.

Article 3 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **ENEDIS** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

La signalisation de déviation sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **ENEDIS**.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
Monsieur BACHELIER Adam, ENEDIS,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),
Au maire de la commune de NURET-LE-FERRON,
Unité Territoriale de LE BLANC,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

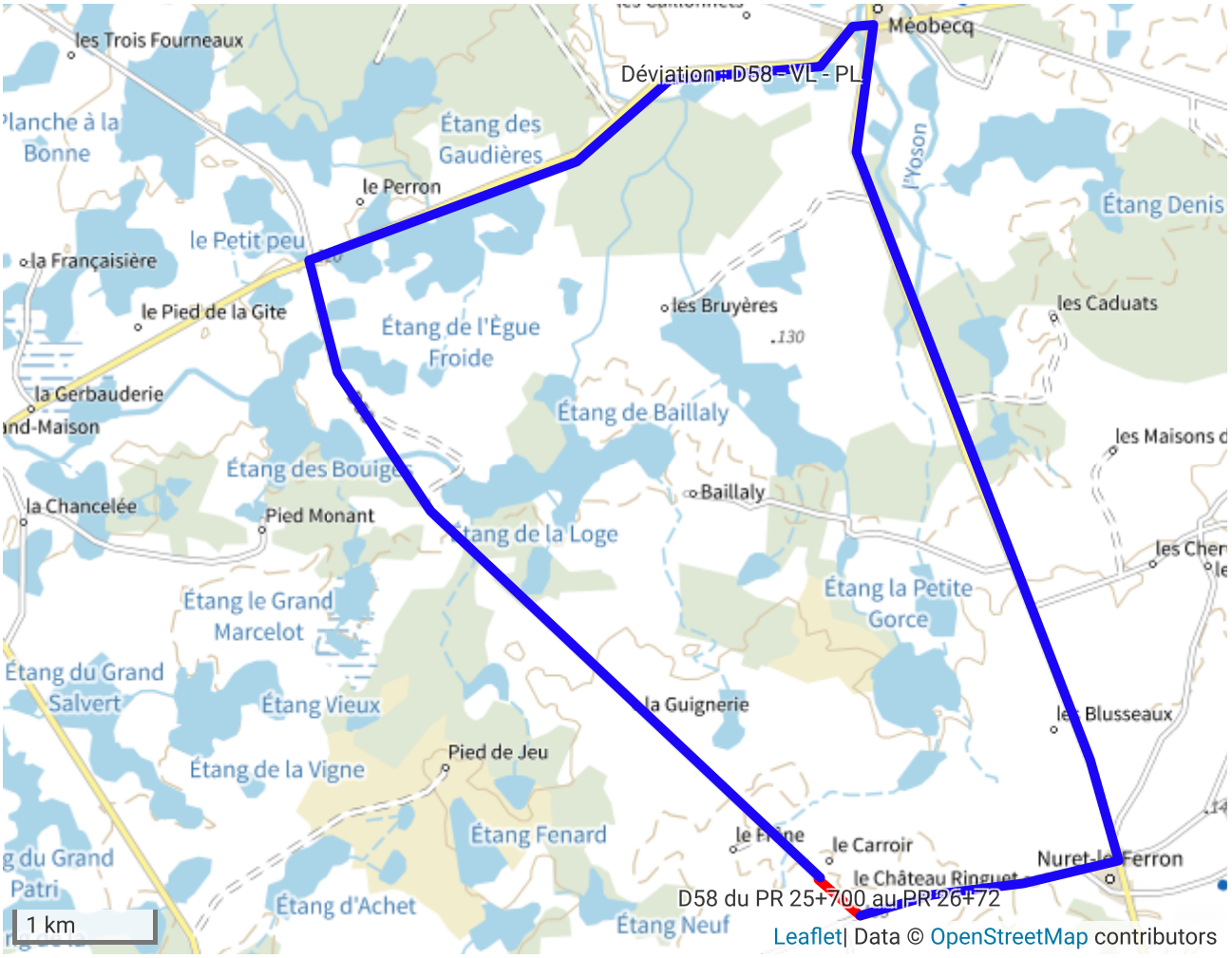
Laurent LEGER
UT Vatan
24 févr. 2025
En l'absence de UT Le Blanc

Renseignements
Unité Territoriale de LE BLANC
2 ter route de la Grand' Borne, 36300 LE BLANC - Tél. 02.54.48.99.90
DGARTPE-UTLEBLANC@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



DÉTAILS DE L'ITINÉRAIRE

Déviation D58 - VL - PL
Via: D 20, Rue de Douadic, , D 11, Route de Saint-Gaultier, , Place Saint-Pierre, Route de Migné, D 27, D 58
18.0 km, 23 min
Se diriger vers l'est sur D 20 - 2 km
Tourner à gauche sur la rue Principale (D 11) - 2 m
Vous êtes arrivé à votre première destination - 0 m
Se diriger vers le nord sur la rue Principale (D 11) - 0 m
Vous êtes arrivé à votre seconde destination - 0 m
Se diriger vers le nord sur la rue Principale (D 11) - 6 km
Vous êtes arrivé à votre troisième destination - 1 m
Se diriger vers l'ouest sur la place Saint-Pierre (D 27) - 0 m
Vous êtes arrivé à votre quatrième destination - 0 m
Se diriger vers l'ouest sur la place Saint-Pierre (D 27) - 20 m
Continuer tout droit sur la route de Migné (D 27) - 150 m
Vous êtes arrivé à votre cinquième destination - 0 m
Se diriger vers le sud-ouest sur la route de Migné (D 27) - 4 km
Tourner à gauche sur D 58 - 2.5 m
Vous êtes arrivé à votre sixième destination - 0 m
Se diriger vers le sud sur D 58 - 0 m
Vous êtes arrivé à votre septième destination - 0 m
Se diriger vers le sud sur D 58 - 5.5 km
Vous êtes arrivé à votre destination - 0 m

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_212

Portant réglementation de la circulation sur l'itinéraire de l'épreuve sportive dénommée "Classic Coeur de Brenne", le samedi 08 mars 2025 de 12h00 à 18h00, sur le territoire des communes de MARTIZAY, AZAY-LE-FERRON, SAINT-MICHEL-EN-BRENNE, MÉZIÈRES-EN-BRENNE, SAULNAY, PAULNAY, VILLIERS, MURS, CLION-SUR-INDRE, LE TRANGER, PALLUAU-SUR-INDRE, VILLEGOUIN, HEUGNES, SELLES-SUR-NAHON, FRÉDILLE, PELLEVOISIN, ARGY, BUZANÇAIS, SAINTE-GEMME et VENDOEUVRES.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Le maire de MARTIZAY,

Le maire de SAINT-MICHEL-EN-BRENNE,

Le maire de MÉZIÈRES-EN-BRENNE,

Le maire de VILLIERS,

Le maire de CLION-SUR-INDRE,

Le maire de LE TRANGER,

Le maire de PALLUAU-SUR-INDRE,

Le maire de VILLEGOUIN,

Le maire de HEUGNES

Le maire de SELLES-SUR-NAHON

Le maire de FRÉDILLE

Le maire de PELLEVOISIN,

Le maire d'ARGY,

Le maire de BUZANÇAIS,

Le maire de SAINTE-GEMME,

Le maire de VENDOEUVRES,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2017-1279 du 9 août 2017 portant simplification de la police des manifestations sportives

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis favorable de M. le Maire de Azay-le-Ferron en date du 20/02/2025,

Vu l'avis favorable de M. le Maire de Saulnay en date du 21/02/2025,

Vu l'avis favorable de M. le Maire de Paulnay en date du 20/02/2025,

Vu l'avis favorable de M. le Maire de Murs en date du 20/02/2025,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),

Vu l'avis favorable de UT VATAN en date du 20/02/2025,

Vu la demande présentée le 13/02/2025 par l'association UNION CYCLISTE DE MARTIZAY demeurant 6 Rue de L'Europe, 36220 MARTIZAY,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et des concurrents, il est nécessaire de réglementer la circulation sur l'itinéraire de l'épreuve sportive dénommée "Classic Coeur de Brenne" le samedi 08 mars 2025 de 12h00 à 18h00,

Considérant qu'à ce jour, l'organisateur n'a pas fourni l'autorisation idoine de l'autorité compétente portant sur la manifestation susmentionnée,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LE BLANC,

ARRÊTENT

Article 1 :
Conformément aux dispositions de l'article R.411-30 du code de la route et sous réserve de l'arrêté portant autorisation des services préfectoraux compétents en la matière, l'épreuve sportive dénommée "Classic Coeur de Brenne" le samedi 08 mars 2025 de 12h00 à 18h00, bénéficiera sauf au droit des passages à niveau éventuels, d'un usage exclusif temporaire de la chaussée porté à la connaissance des usagers par une signalisation appropriée définie par l'arrêté du 26 août 1992.

Entre le passage de la voiture d'ouverture de la course et le passage de la voiture de fermeture de la course, la circulation des véhicules de toute nature sera interdite. Conformément aux dispositions de l'article R414-3-1 du code de la route, tout conducteur d'un véhicule ou d'un engin qui circule sur la chaussée doit laisser le passage, s'arrêter ou se garer.

Le stationnement de tous les véhicules sera interdit sur l'itinéraire de l'épreuve sauf pour l'application du paragraphe ci-dessus. Il pourra être interdit en amont de la manifestation, dès l'installation de la signalisation réglementaire.

L'épreuve sportive emprunte les sections de routes suivantes :

Départ de MARTIZAY et arrivée à VENDOEUVRES
Départ fictif pour Tour de présentation par :
- D18 du PR 30+000 au PR 26+039 sur les communes de Martizay et Azay-le-Ferron

Départ réel par :
- D18 du PR 26+039 au PR 24+518, sur la commune d'Azay-le-Ferron
- D14 du PR 78+930 au PR 66+043, sur les communes d'Azay-le-Ferron et Saint-Michel-en-Brenne
- D6 du PR 22+926 au PR 27+160, sur les communes de Saint-Michel-en-Brenne et Mézières-en-Brenne
- VCU n° 46 de la D 6 au PR 27+160 à la D15 au PR 55+070, sur la commune de Mézières-en-Brenne
- en traversée de la D925 au PR 72+507, sur la commune de Mézières-en-Brenne
- D15 du PR 55+070 au PR 53+347, sur la commune de Mézières-en-Brenne

- D21 du PR 20+158 au PR 13+919, sur les communes de Mézières-en-Brenne, Saulnay, Paulnay et Villiers
- D18 du PR 14+704 au PR 11+761, sur les communes de Villiers et Murs
- D43B du PR 2+653 au PR 0+000, sur les communes de Villiers, Clion-sur-Indre et Murs
- D63 du PR 8+210 au PR 11+924, sur les communes de Murs et Clion-sur-Indre
- D18 du PR 8+404 au PR 4+245, sur les communes de Clion-sur-Indre et Le Tranger
- en traversée de la D943 au PR 88+352, sur la commune de Clion-sur-Indre
- VC n° 5 de la D18 au PR 4+245 à la D28K au PR 0+385, sur la commune de Le Tranger
- D 28K du PR 0+385 au PR 3+000, sur les communes de Le Tranger et Palluau-sur -Indre
- VC n° 6 de la D28K PR 3+000 à la VC n° 10A, sur la commune de Palluau-sur-Indre
- VC n° 10A de la VC n° 6 à la VC n° 9B, sur la commune de Palluau-sur-Indre
- VC n° 9B de la VC n° 10A à la D28F au PR 2+186, sur la commune de Palluau-sur-Indre
- D28F du PR 2+186 au PR 0+000, sur la commune de Palluau-sur-Indre
- D28 du PR 18+056 au PR 18+863, sur la commune de Palluau-sur-Indre
- VCU n° 13 de la D28F au PR 18+863 à la VCU n° 3, sur la commune de Palluau-sur-Indre
- VCU n° 3 de la VCU n° 13 à la D15 au PR 37+247, sur la commune de Palluau-sur-Indre
- D15 du PR 37+247 au PR 31+866, sur les communes de Palluau-sur-Indre et Villegouin
- D 64 du PR 31+111 au PR 34+005, sur la commune de Villegouin
- D64A du PR 0+000 au PR 1+052, sur les communes de Villegouin et Heugnes
- en traversée de la D11 au PR 11+672, sur la commune de Heugnes
- VC n° 4 de la D11 au PR 11+672 à la VC n° 8, sur la commune de Heugnes
- VC n° 8 de la VC n° 4 à la D17 au PR 44+316, sur la commune de Heugnes
- D17 du PR 44+316 au PR 44+735, sur la commune de Heugnes
- D33 du PR 3+375 au PR 5+864, sur la commune de Heugnes
- D33B du PR 0+000 au PR 5+000, sur les communes de Heugnes, Selles-sur-Nahon et Frédille
- D15 du PR 22+620 au PR 28+468, sur les communes de Frédille et Pellevoisin
- D11 du PR 16+187 au PR 25+695, sur les communes de Pellevoisin, Argy et Buzançais
- D112 du PR 2+496 au PR 0+000, sur la commune de Buzançais
- D926 du PR 34+669 au PR 36+750, sur la commune de Buzançais
- D138 du PR 2+242 au PR 3+172, sur la commune de Buzançais
- D926 du PR 36+750 au PR 43+767, sur les communes de Buzançais et Sainte-Gemme
- D24 du PR 13+258 au PR 15+501, sur les communes de Sainte-Gemme et Vendoeuvres
- D24 du PR 15+501 au PR 19+571, sur la commune de Vendoeuvres
- D925 du PR 60+455 au PR 59+934, sur la commune de Vendoeuvres
- VC n° 27 de la D925 au PR 59+934 à la D11A au PR 1+107, sur la commune de Vendoeuvres
- D11A du PR 1+107 au PR 0+000, sur la commune de Vendoeuvres
- D11 du PR 36+620 au PR 36+297, sur la commune de Vendoeuvres
- D24A du PR 4+000 au PR 0+000, sur la commune de Vendoeuvres

Arrivée par :
- D925 du PR 60+455 au PR 60+077, sur la commune de Vendoeuvres

Article 2 :
La signalisation nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par les organisateurs de l'épreuve sportive.

Les signaleurs seront en poste dans les carrefours et autres points stratégiques pour signaler le passage de la course et la priorité qui s'y attache, ainsi que pour renseigner et diriger les usagers de la route.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
Monsieur BEIGNEUX Alexandre, UNION CYCLISTE DE MARTIZAY,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),
Au maire de la commune de MARTIZAY,
Au maire de la commune de AZAY-LE-FERRON,
Au maire de la commune de SAINT-MICHEL-EN-BRENNE,
Au maire de la commune de MÉZIÈRES-EN-BRENNE,
Au maire de la commune de SAULNAY,
Au maire de la commune de PAULNAY,
Au maire de la commune de VILLIERS,
Au maire de la commune de MURS,
Au maire de la commune de CLION-SUR-INDRE,
Au maire de la commune de LE TRANGER,
Au maire de la commune de PALLUAU-SUR-INDRE,
Au maire de la commune de VILLEGOUIN,
Au maire de la commune de HEUGNES,
Au maire de la commune de SELLES-SUR-NAHON,
Au maire de la commune de FRÉDILLE,
Au maire de la commune de PELLEVOISIN,
Au maire de la commune d'ARGY,
Au maire de la commune de BUZANÇAIS,
Au maire de la commune SAINTE-GEMME,
Au maire de la commune de VENDOEUVRES,
Unité Territoriale de LE BLANC,
UT VATAN,
Préfecture de l'Indre,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Directeur des Routes



Yann MICHON

2 4 FEV. 2025

Le maire de MARTIZAY

Nom, Prénom, Qualité

Le Maire,
Hervé FLEURY

MAIRIE de MARTIZAY 36 (Indre)

Le maire de SAINT-MICHEL-EN-BRENNE

Nom, Prénom, Qualité

VALET Co

MAIRIE DE SAINT-MICHEL-EN-BRENNE (Indre)

Le maire de MÉZIÈRES-EN-BRENNE

Nom, Prénom, Qualité

MAIRIE de MEZIERES-en-BRENNE (36290)

LE MAIRE
JEAN-LOUIS CAMUS

Le maire de VILLIERS

Nom, Prénom, Qualité

Christian Bargeau

MAIRIE DE VILLIERS INDRE

Le maire de CLION-SUR-INDRE
Nom, Prénom, Qualité

Béatrice Le GLOANNEC
Maire de CLION SUR INDRE

MAIRIE DE CLION SUR INDRE R.F. 36700

Le maire de LE TRANGER

Nom, Prénom, Qualité

Matthey Alexandra
Maire

MAIRIE DE LE TRANGER (Indre)

Le maire de PALLUAU-SUR-INDRE

Nom, Prénom, Qualité

Marc ROUFFY
Maire de Palluau-sur-Indre

Le maire d'ARGY

Nom, Prénom, Qualité VILLEMONT Bernadette

Le maire de BUZANÇAIS

Nom, Prénom, Qualité

Régis BLANCHET

Le maire de SAINTE-GEMME

Nom, Prénom, Qualité

Jean-Louis MARCQ, Maire

Le maire de VENDOEUVRES

Nom, Prénom, Qualité

Pour le Maire
L'Adjoint délégué,
Mme. DEVAUX

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la Victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Le maire de VILLEGOUIN

Nom, Prénom, Qualité

Le Maire,
Michel BRUNET

MAIRIE DE VILLEGOUIN 36 (Indre)

Le maire de HEUGNES

Nom, Prénom, Qualité

KOCHER Philippe
Maire,

MAIRIE DE HEUGNES 36 (Indre)

Le maire de SELLES-SUR-NAHON

Nom, Prénom, Qualité

Chantal GODART, Maire

MAIRIE DE SELLES-SUR-NAHON 36 (Indre)

Le maire de FRÉDILLE

Nom, Prénom, Qualité

LE MAIRE
CHRISTIANE HUOT

MAIRIE DE FRÉDILLE 36 (Indre)

Le maire de PELLEVOISIN

Nom, Prénom, Qualité

Mr Gérard SAUGET
Maire de Pellevoisin

MAIRIE de PELLEVOISIN 36180

Renseignements

Unité Territoriale de LE BLANC
2 ter route de la Grand' Borne, 36300 LE BLANC - Tél. 02.54.48.99.90
DGARTPE-UTLEBLANC@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_216

Portant réglementation de la circulation sur la D21 du PR 78+400 au PR 78+559, le mercredi 19 mars 2025, à l'occasion de travaux de démontage d'un pylône téléphonique à l'aide d'une grue mobile et de camions poids lourds semi-remorques, sur le territoire de la commune d'ORSENNES.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis réputé favorable de M./Mme le Maire d'Orsennes,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de Saint-Plantaire en date du 19/02/2025,

Vu l'avis favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (La Châtre) en date du 20/02/2025,

Vu la demande présentée le 13/02/2025 par l'entreprise RESASTAT SERVICES demeurant 1 RUE DES ARTISANS - 37300 JOUÉ-LES-TOURS,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D21 du PR 78+400 au PR 78+559**,** le mercredi 19 mars 2025**,** à l'occasion de travaux de démontage d'un pylône téléphonique à l'aide d'une grue mobile et de camions poids lourds semi-remorques,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LA CHÂTRE,

ARRÊTE

Article 1 :
Le mercredi 19 mars 2025, sur la D21 du PR 78+400 au PR 78+559, hors agglomération, sur le territoire de la commune d'**ORSENNES**, à l'occasion de travaux de démontage d'un pylône téléphonique à l'aide d'une grue mobile et de camions poids lourds semi-remorques, réalisés par l'entreprise RESASTAT SERVICES et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par une interdiction à tous les véhicules (sauf aux transports scolaires et aux riverains).

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée suivant l'annexe localisation.

Article 3 :
Les signalisations de chantier et de déviation nécessaires à l'application du présent arrêté seront mises en place, entretenues et déposées par l'entreprise **RESASTAT SERVICES** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
L'entreprise RESASTAT SERVICES,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
Au maire de la commune d'ORSENNES,
Au maire de la commune de SAINT-PLANTAIRE,
Unité Territoriale de LA CHÂTRE,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

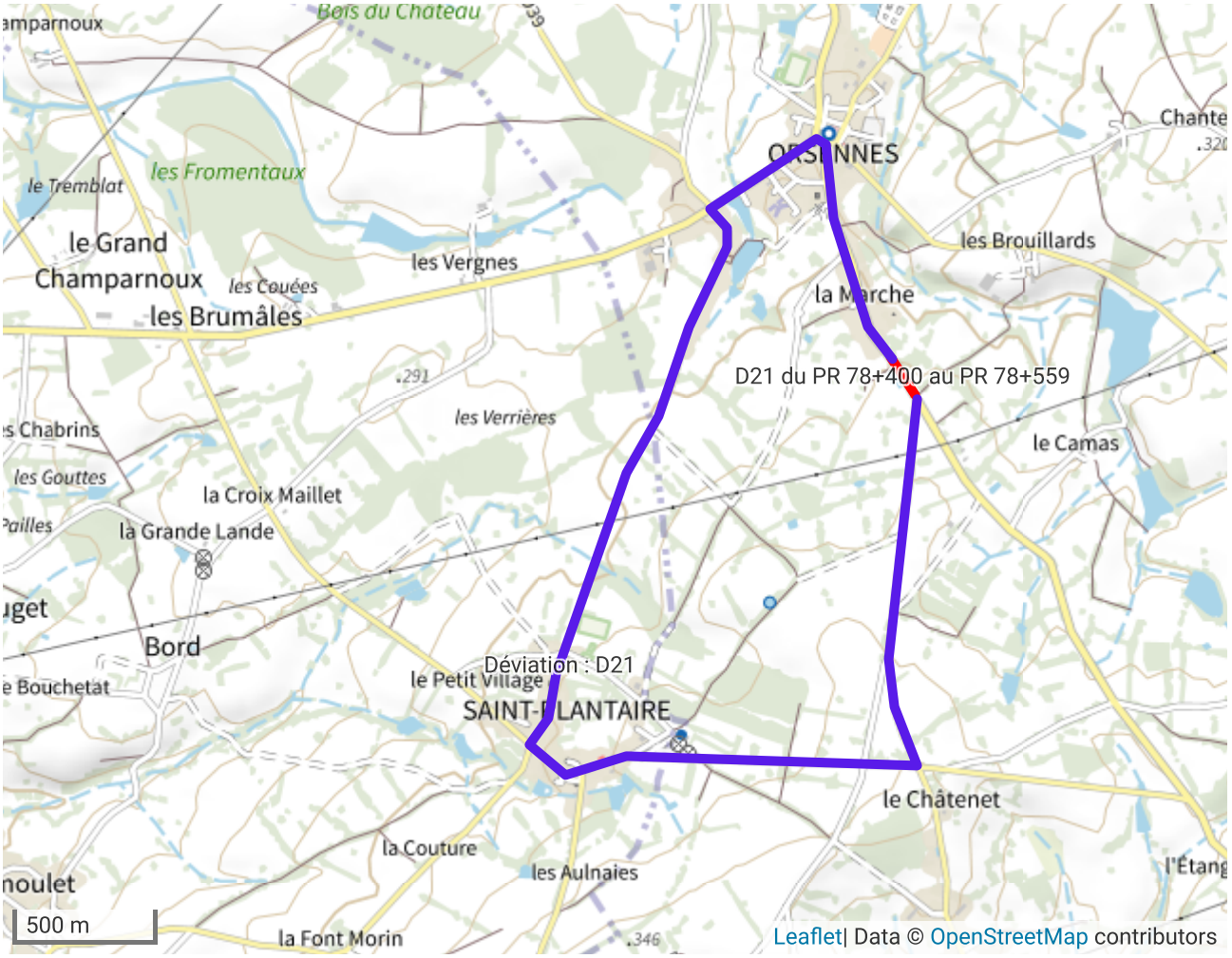
Nicolas MOREAU
UT La Châtre
24 févr. 2025

Renseignements
Unité Territoriale de LA CHATRE
2 rue Joseph Ageorges, 36400 LA CHATRE - Tél. 02.54.62.12.20
DGARTPE-UTLACHATRE@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



DÉTAILS DE L'ITINÉRAIRE

Déviation D21
Via: D 21, D 21a, D 91, Rue Principale, Rue du Stade, Rue des Étangs, Rue Jeanne d'Arc, Rue de la Marche
6.0 km, 9 min
Se diriger vers le nord-ouest sur D 21 - 9 m
Tourner à gauche sur D 21a - 1.5 km
Tourner à droite sur D 91 - 20 m
Vous êtes arrivé à votre première destination, sur la gauche - 0 m
Se diriger vers l'ouest sur D 91 - 1.5 km
Tourner à droite sur la rue du Stade (D 30) - 100 m
Vous êtes arrivé à votre seconde destination, sur la droite - 0 m
Se diriger vers le nord sur la rue du Stade (D 30) - 1 km
Continuer tout droit sur la rue des Étangs (D 30) - 800 m
Vous êtes arrivé à votre troisième destination - 0 m
Se diriger vers le nord-ouest sur la rue des Étangs (D 30) - 90 m
Tourner à droite sur la rue Jeanne d'Arc (D 30) - 450 m
Tourner à droite sur la rue Grande (D 21) - 35 m
Tourner à droite sur la rue de la Marche (D 21) - 800 m
Vous êtes arrivé à votre destination, sur la droite - 0 m

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_229

Portant réglementation de la circulation sur la D83B du PR 0+000 au PR 0+400 et la D83 du PR 5+100 au PR 5+800, du jeudi 06 mars 2025 au mardi 06 mai 2025, à l'occasion de travaux de Génie Civil dans le cadre du déploiement de la Fibre Optique, sur le territoire de la commune de BRIANTES.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de Briantes en date du 24/02/2025,

Vu l'avis favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (La Châtre) en date du 24/02/2025,

Vu la demande présentée le 19/02/2025 par l'entreprise AXIONE demeurant 39 AVENUE JEAN JAURES - 18100 VIERZON,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D83B du PR 0+000 au PR 0+400 et la D83 du PR 5+100 au PR 5+800**,** du jeudi 06 mars 2025 au mardi 06 mai 2025**,** à l'occasion de travaux de Génie Civil dans le cadre du déploiement de la Fibre Optique,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LA CHÂTRE,

ARRÊTE

Article 1 :
Du jeudi 06 mars 2025 au mardi 06 mai 2025, sur la D83B du PR 0+000 au PR 0+400 et la D83 du PR 5+100 au PR 5+800, hors agglomération, sur le territoire de la commune de **BRIANTES**, à l'occasion de travaux de Génie Civil dans le cadre du déploiement de la Fibre Optique, réalisés par l'entreprise AXIONE et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par un alternat par sens prioritaire par panneaux B15 et C18.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur les RD concernées par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur ces RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **AXIONE** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
L'entreprise AXIONE,
Le RIP 36,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
Au maire de la commune de BRIANTES,
Unité Territoriale de LA CHÂTRE,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

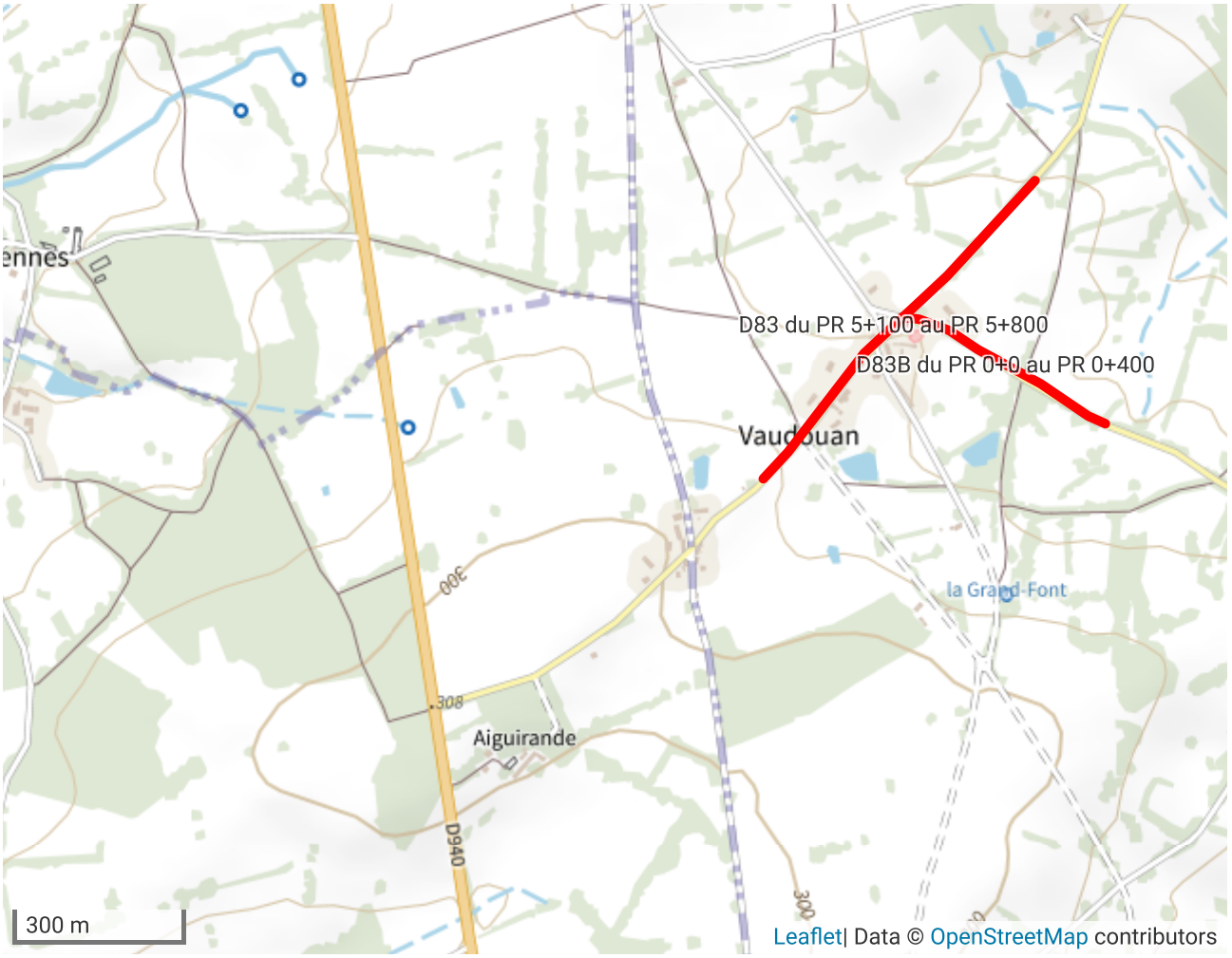
Nicolas MOREAU
UT La Châtre
24 févr. 2025

Renseignements
Unité Territoriale de LA CHATRE
2 rue Joseph Ageorges, 36400 LA CHATRE - Tél. 02.54.62.12.20
DGARTPE-UTLACHATRE@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_102

Portant changement du régime de priorité de la D18 du PR 12+000 au PR 14+522 à ses intersections avec différentes Voies Communales, hors agglomération, sur le territoire de la commune de VILLIERS.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Le maire de VILLIERS,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes, des autoroutes et ses modificatifs,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental n° 2021-D-2189 du 1er juillet 2021 portant délégation de signature à M. François DAUGERON, Vice-président du Conseil départemental,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),

Vu la demande présentée le 24/01/2025 par l'Unité Territoriale de LE BLANC demeurant 2ter route de la Grand'Borne - 36300 LE BLANC,

Considérant que le changement de régime de priorité à ces intersections est de nature à améliorer la sécurité des carrefours entre la D18 du PR 12+000 au PR 14+522 à ses intersections avec différentes Voies Communales, hors agglomération, sur le territoire de la commune de **VILLIERS**,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LE BLANC,

ARRÊTENT

Article 1 :
Tout véhicule circulant sur les Voies Communales suivantes :
- VC14 (au PR 13+599 de la D18), lieu-dit "Le Tremblay"
- VC10 (au PR 14+487 de la D18), lieu-dit "Fromenteau"

est tenu de marquer un temps d'arrêt « STOP » et doit laisser la priorité aux véhicules circulant sur la D18 du PR 12+000 au PR 14+522, hors agglomération, sur le territoire de la commune de **VILLIERS**.

Article 2
La fourniture, la pose, l'entretien et le remplacement de la signalisation sont à la charge du Département. Seul l'entretien des panneaux de pré-signalisation est à la charge de la collectivité gestionnaire de la voie sur laquelle ils sont implantés.

Article 3
Les dispositions prévues à l'article 1 prendront effet à compter de la mise en place de la signalisation.

Article 4
Toutes les dispositions antérieures relatives à l'objet du présent arrêté sont abrogées.

Article 5
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 7 :
Sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),
Au maire de la commune de VILLIERS,
Unité Territoriale de LE BLANC,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,

Pour le Président du Conseil départemental,
Le Vice-président délégué,

François DAUGERON

25 FEV. 2025

Le Maire de VILLIERS
Nom, Prénom, Qualité

MAIRIE DE VILLIERS
INDRE

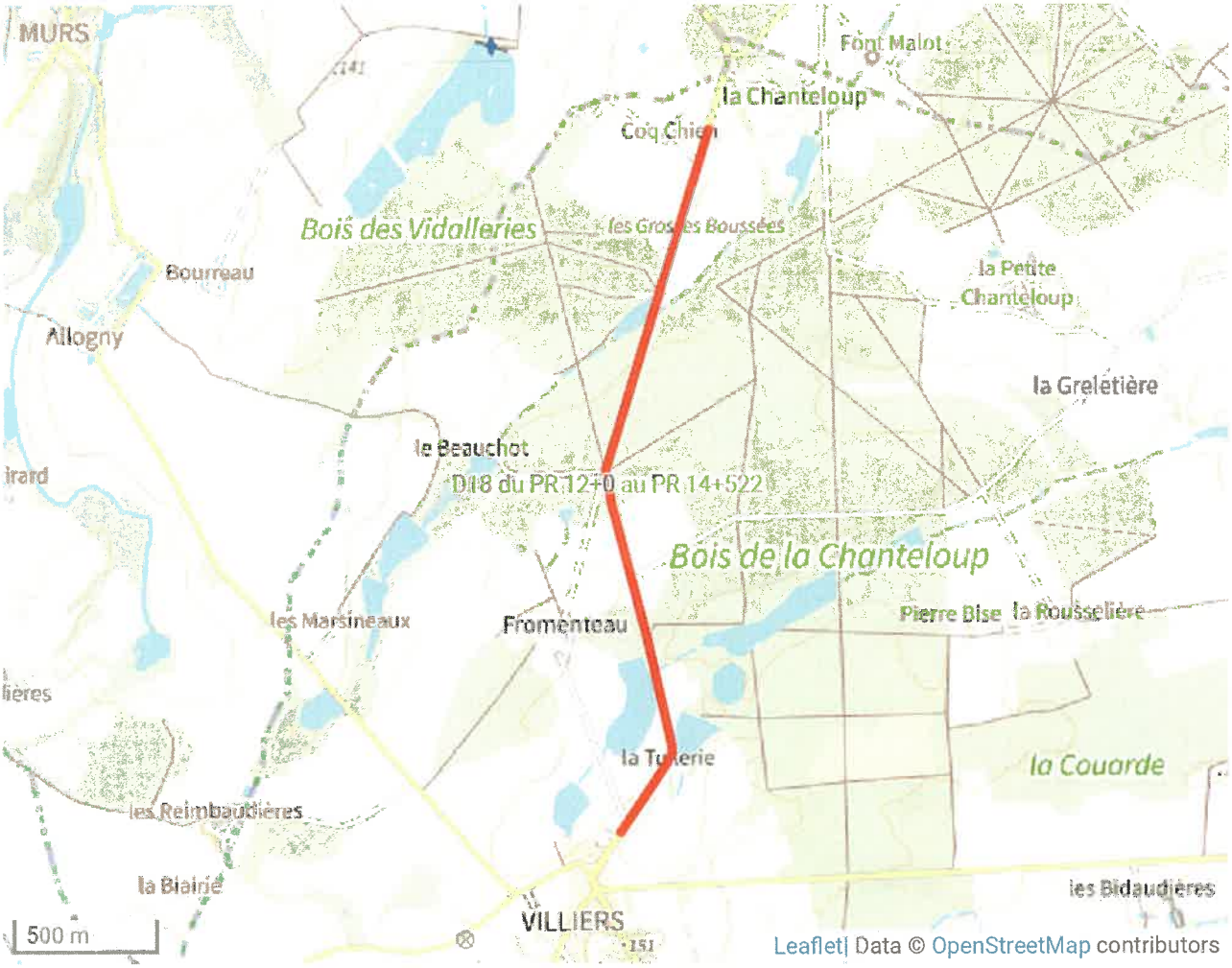
Pour le maire empêché:
l'adjointe.

Renseignements
Unité Territoriale de LE BLANC
2 ter route de la Grand' Borne, 36300 LE BLANC - Tél. 02.54.48.99.90
DGARTPE-UTLEBLANC@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_199

Portant réglementation de la circulation sur la D64 du PR 7+852 au PR 10+631, du lundi 03 mars 2025 au samedi 03 mai 2025, à l'occasion de travaux de réfection de la chaussée en enrobé, sur le territoire de la commune de SAINT-MAUR.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2024-10-10-00005 du 10 octobre 2024 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de SAINT-MAUR en date du 18/02/2025,

Vu l'avis réputé favorable de M./Mme le Maire de CHÉZELLES,

Vu l'avis réputé favorable de M./Mme le Maire de VILLEGONGIS,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de VINEUIL en date du 19/02/2025,

Vu l'avis réputé favorable de M./Mme le Maire de DÉOLS,

Vu l'avis favorable de M. le directeur de la Police en date du 18/02/2025,

Vu l'avis favorable de l'UT LE BLANC en date du 18/02/2025,

Vu la demande présentée le 07/02/2025 par la SOCIETE D'EXPLOITATION DE TRAVAUX ET D'ENROBAGE DU CENTRE demeurant RUE LA FAYETTE - 36130 DIORS,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D64 du PR 7+852 au PR 10+631**,** du lundi 03 mars 2025 au samedi 03 mai 2025**,** à l'occasion de travaux de réfection de la chaussée en enrobé,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de VATAN,

ARRÊTE

Article 1 :
Du lundi 03 mars 2025 au samedi 03 mai 2025, sur la D64 du PR 7+852 au PR 10+631, hors agglomération, sur le territoire de la commune de **SAINT-MAUR**, à l'occasion de travaux de réfection de la chaussée en enrobé, réalisés par la SOCIETE D'EXPLOITATION DE TRAVAUX ET D'ENROBAGE DU CENTRE et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par une interdiction à tous les véhicules.

La durée d'intervention est estimée à 5 jours sur la période.

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée suivant l'annexe localisation.

Article 3 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par la **SOCIETE D'EXPLOITATION DE TRAVAUX ET D'ENROBAGE DU CENTRE** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

La signalisation de déviation sera mise en place, entretenue et déposée par **les Services du Département - Base Routière d'ARDENTES**.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
Monsieur PAPUCHON Christophe, SOCIETE D'EXPLOITATION DE TRAVAUX ET D'ENROBAGE DU CENTRE,
M. le directeur de la Police,
Au maire de la commune de SAINT-MAUR,
Au maire de la commune de CHÉZELLES,
Au maire de la commune de VILLEGONGIS,
Au maire de la commune de VINEUIL,
Au maire de la commune de DÉOLS,
Unité Territoriale de LE BLANC,
Unité Territoriale de VATAN,
La DDT/SPREN - Cité administrative - 36000 CHÂTEAUROUX,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,
Kéolis - 22 boulevard d'Anvaux - 36000 CHÂTEAUROUX,
Châteauroux Métropole - Hôtel de Ville - CS 80509-36012 CHÂTEAUROUX cedex,

Laurent LEGER
UT Vatan
25 févr. 2025

Renseignements
Unité Territoriale de VATAN
11 avenue de la Sentinelle, 36150 VATAN - Tél. 02.54.03.47.00
DGARTPE-UTVATAN@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

DÉTAILS DE L'ITINÉRAIRE

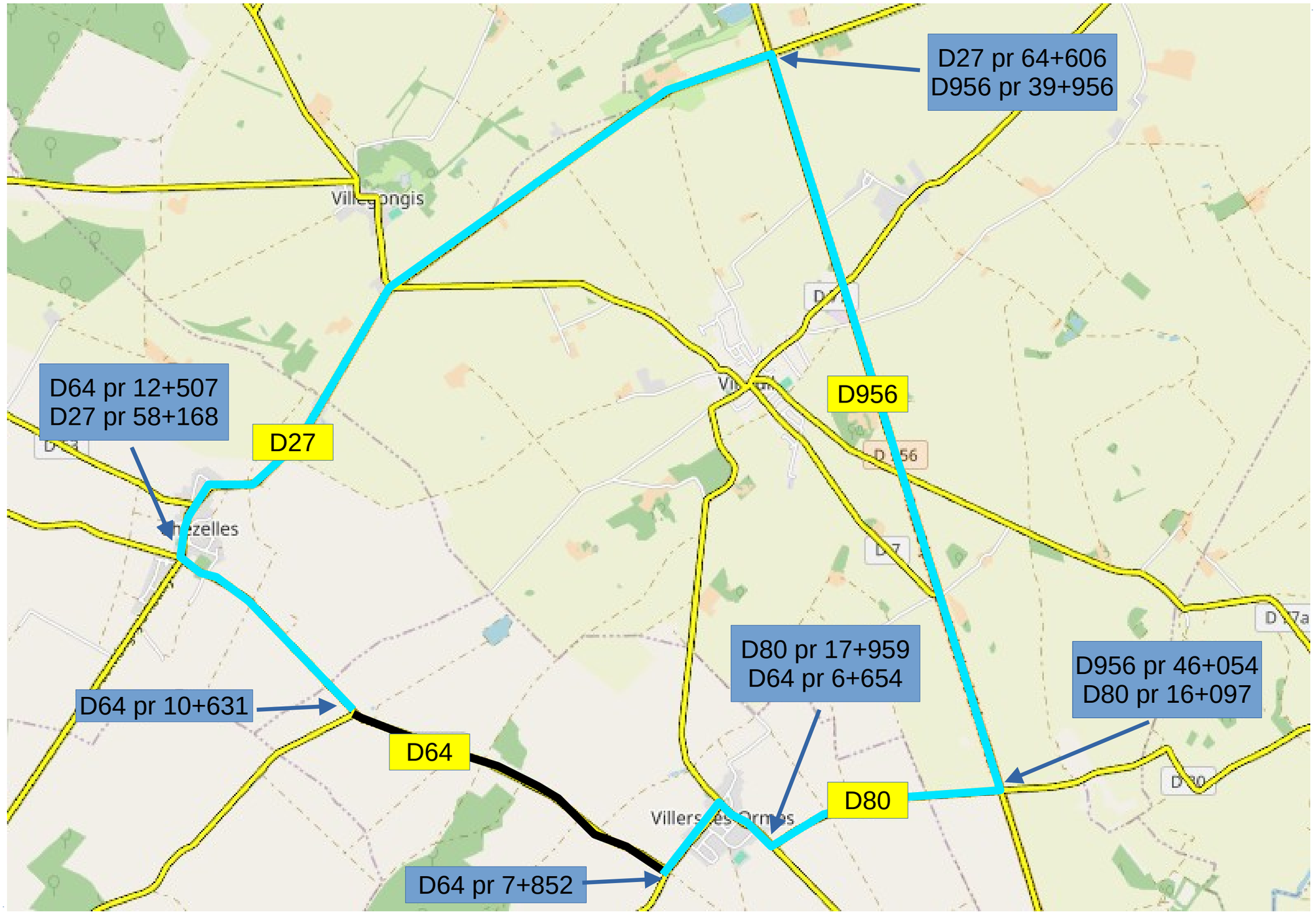
INDRE
LE DÉPARTEMENT

Direction des Routes
UT Vatan

Travaux RD 64

Plan de déviation VL / PL

N



© OSM, Département de l'Indre

Légende

Route barrée

Déviation VL / PL deux sens

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_200

Portant réglementation de la circulation sur la D925 :
- au PR 30+616 (giratoire dit de Grangeroux),
- du PR 30+616 au PR 30+841,
- au PR 30+893 (giratoire dit de Bitray),
du lundi 10 mars 2025 au vendredi 21 mars 2025, à l'occasion de travaux de dépose de supports et de caméras de vidéosurveillance, sur le territoire de la commune de DÉOLS

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2024-10-10-00005 du 10 octobre 2024 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu l'avis réputé favorable de M./Mme le Maire de DÉOLS,

Vu l'avis réputé favorable de M. le directeur de la Police,

Vu la demande présentée le 14/02/2025 par la société SPIE CITYNETWORKS demeurant 16 ALL DU COMMERCE 36250 SAINT-MAUR,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D925 :
- au PR 30+616 (giratoire dit de Grangeroux),
- du PR 30+616 au PR 30+841,
- au PR 30+893 (giratoire dit de Bitray),
du lundi 10 mars 2025 au vendredi 21 mars 2025**,** à l'occasion de travaux de dépose de supports et de caméras de vidéosurveillance,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de VATAN,

ARRÊTE

Article 1 :
Du lundi 10 mars 2025 au vendredi 21 mars 2025, sur la D925, hors agglomération, sur le territoire de la commune de **DÉOLS**, à l'occasion de travaux de dépose de supports et de caméras de vidéosurveillance, réalisés par l'entreprise SPIE CITYNETWORKS et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée comme suit :

- **Phase 1** : par un alternat manuel par piquets K10 du PR 30+616 au PR 30+841.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

- **Phase 2** : par une neutralisation de la voie extérieure de l'anneau du giratoire dit de Bitray au PR 30+893 entre la bretelle d'entrée du giratoire "rue du 3ème Régiment d'Aviation de Chasse" et la bretelle de sortie D925 vers DIORS. L'accès sera maintenu vers la voie communale des étangs.

- **Phase 3** : par une neutralisation de la voie extérieure de l'anneau du giratoire dit de Grangeroux au PR 30+616. L'accès sera maintenu sur les différentes bretelles d'entrées et de sorties.

Les phases seront traitées de manière successive et pas obligatoirement dans l'ordre indiqué ci-dessus.

La durée des travaux est estimée à une durée de 15 jours sur la période.

Article 2 :
Pendant la durée de la neutralisation des voies extérieures des anneaux des giratoires dits de Grangeroux et de Bitray, la circulation se fera par les voies intérieures des anneaux des giratoires.

Les sections neutralisées n'incluent pas de bretelles ni de voies de desserte, ainsi, la circulation des usagers sera maintenue.

Article 3 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise SPIE CITYNETWORKS et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

L'alternat, la neutralisation des voies extérieures des anneaux des giratoires et la signalisation correspondante ne gêneront pas la circulation des transports exceptionnels. Tout déplacement de la signalisation pour permettre le passage d'un transport exceptionnel sera à la charge de l'entreprise.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
Monsieur Kévin MAUBOUSSIN, société SPIE CITYNETWORKS
M. le directeur de la Police,
Au maire de la commune de DÉOLS,
Unité Territoriale de VATAN,
La DDT/SPREN - Cité administrative - 36000 CHÂTEAUROUX,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,
Kéolis - 22 boulevard d'Anvaux - 36000 CHÂTEAUROUX,
Châteauroux Métropole - Hôtel de Ville - CS 80509-36012 CHÂTEAUROUX cedex,

Yann MICHON
Direction des Routes
25 févr. 2025

Renseignements

Unité Territoriale de VATAN
11 avenue de la Sentinelle, 36150 VATAN - Tél. 02.54.03.47.00
DGARTPE-UTVATAN@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_201

Portant réglementation de la circulation sur :
- la D67 du PR 31+750 au PR 31+874,
- la D920 au PR 35+716 (giratoire dit des Menas),
- la D920 du PR 35+716 au PR 35+800,
du lundi 10 mars 2025 au vendredi 21 mars 2025, à l'occasion de travaux de dépose de supports et de caméras de vidéosurveillance, sur le territoire de la commune d'ÉTRECHET.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2024-10-10-00005 du 10 octobre 2024 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire d'ÉTRECHET en date du 19/02/2025,

Vu l'avis favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (La Châtre) en date du 20/02/2025,

Vu la demande présentée le 14/02/2025 par la société SPIE CITYNETWORKS demeurant 16 ALL DU COMMERCE 36250 SAINT-MAUR,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur :
- la D67 du PR 31+750 au PR 31+874,
- la D920 au PR 35+716 (giratoire dit des Menas),
- la D920 du PR 35+716 au PR 35+800,
du lundi 10 mars 2025 au vendredi 21 mars 2025, à l'occasion de travaux de dépose de supports et de caméras de vidéosurveillance,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de VATAN,

ARRÊTE

Article 1 :
Du lundi 10 mars 2025 au vendredi 21 mars 2025, hors agglomération, sur le territoire de la commune d'**ÉTRECHET**, à l'occasion de travaux de dépose de supports et de caméras de vidéosurveillance, réalisés par l'entreprise SPIE CITYNETWORKS et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée comme suit :

- **Phase 1** : par un alternat manuel par piquets K10 sur :
  - la D67 du PR 31+750 au PR 31+874,
  - la D920 du PR 35+716 au PR 35+800.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur les RD concernées par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur ces RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

- **Phase 2** : par une neutralisation de la voie extérieure de l'anneau du giratoire dit des Menas sur la D920 au PR 35+716. L'accès sera maintenu sur les différentes bretelles d'entrées et de sorties.

Les phases seront traitées de manière successive et pas obligatoirement dans l'ordre indiqué ci-dessus.

La durée d'intervention est estimée à une semaine sur la période.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **SPIE CITYNETWORKS** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

L'alternat, la neutralisation de la voie extérieure de l'anneau du giratoire et la signalisation correspondante ne gêneront pas la circulation des transports exceptionnels. Tout déplacement de la signalisation pour permettre le passage d'un transport exceptionnel sera à la charge de l'entreprise.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
Monsieur Kévin MAUBOUSSIN, SPIE CITYNETWORKS,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (La Châtre),
Au maire de la commune d'ÉTRECHET,

Unité Territoriale de VATAN,
La DDT/SPREN - Cité administrative - 36000 CHÂTEAUROUX,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,
Kéolis - 22 boulevard d'Anvaux - 36000 CHÂTEAUROUX,
Châteauroux Métropole - Hôtel de Ville - CS 80509-36012 CHÂTEAUROUX cedex,

Yann MICHON
Direction des Routes
25 févr. 2025

Renseignements
Unité Territoriale de VATAN
11 avenue de la Sentinelle, 36150 VATAN - Tél. 02.54.03.47.00
DGARTPE-UTVATAN@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_219

Portant réglementation de la circulation sur la D7B du PR 1+400 au PR 1+700, du jeudi 27 février 2025 au vendredi 27 juin 2025, à l'occasion de travaux de construction d'un parc solaire sur une parcelle limitrophe à la D7B, sur le territoire de la commune de VILLEGONGIS.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis réputé favorable de M./Mme le Maire de Villegongis,

Vu l'avis favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun) en date du 20/02/2025,

Vu la demande présentée le 07/02/2025 par la société SIREOS demeurant 471 RUE CHARLES NUNGESSER, 34130 MAUGUIO,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D7B du PR 1+400 au PR 1+700**,** du jeudi 27 février 2025 au vendredi 27 juin 2025**,** à l'occasion de travaux de construction d'un parc solaire sur une parcelle limitrophe à la D7B,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de VATAN,

ARRÊTE

Article 1 :
Du jeudi 27 février 2025 au vendredi 27 juin 2025, sur la D7B du PR 1+400 au PR 1+700, hors agglomération, sur le territoire de la commune de **VILLEGONGIS**, à l'occasion de travaux de construction d'un parc solaire sur une parcelle limitrophe à la D7B, réalisés par l'entreprise SIREOS et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée pour tous les véhicules par une limitation de vitesse à 50 km/h et par une interdiction de stationner des 2 côtés.

Les engins (PL > 3,5t) de l'entreprise SIREOS et/ou de ses sous-traitants devront obligatoirement accéder au chantier et sortir de celui-ci dans le sens VILLEGONGIS vers "Fouillereau".

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **SIREOS** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

Celle-ci devra être déposée de sorte à ne pas gêner la course cycliste "Prix de la Municipalité" prévue en date du 26/04/2025.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
Monsieur GUIGNARD Pierre, SIREOS,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun),
Au maire de la commune de VILLEGONGIS,
Unité Territoriale de VATAN,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

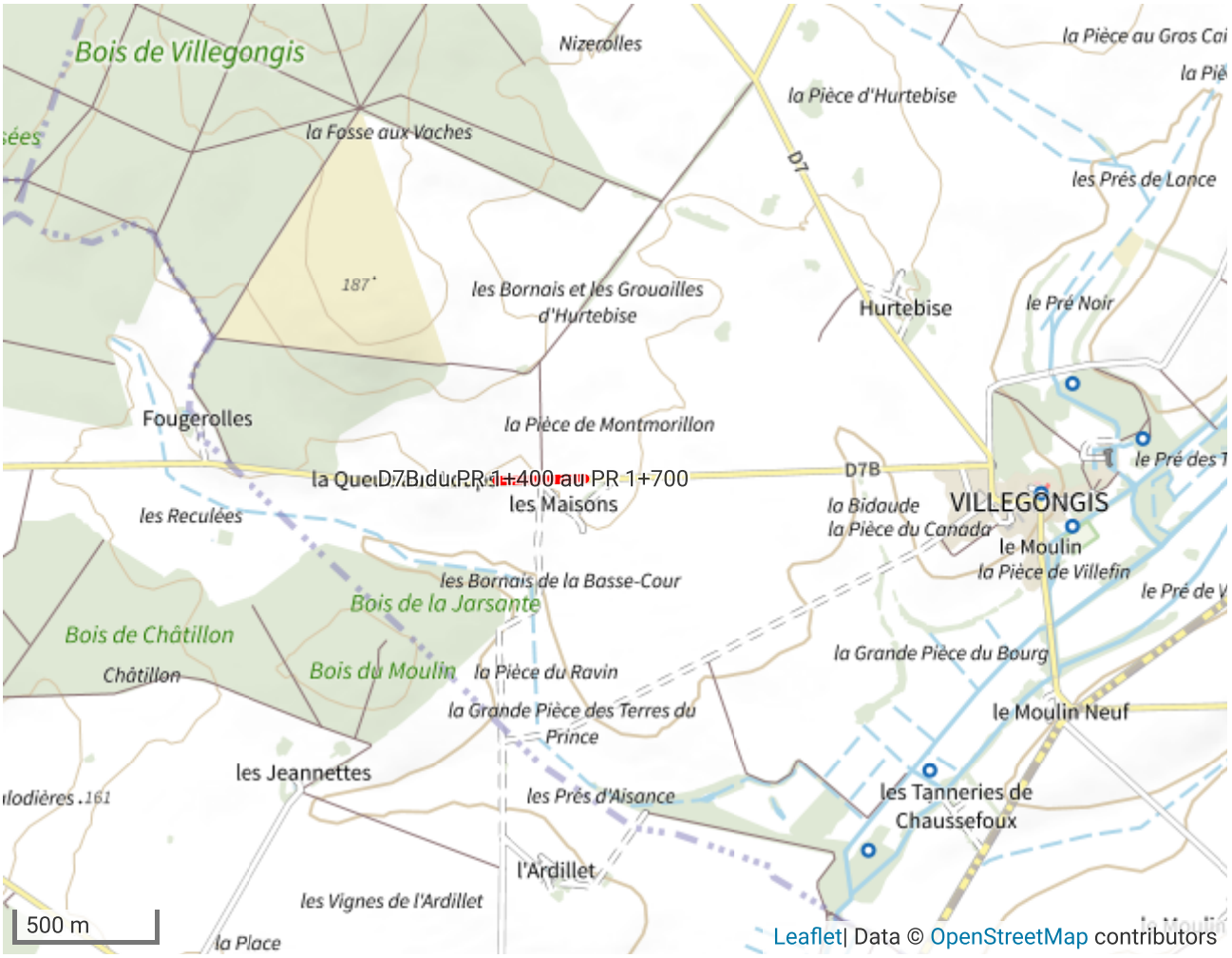
Laurent LEGER
UT Vatan
25 févr. 2025

Renseignements
Unité Territoriale de VATAN
11 avenue de la Sentinelle, 36150 VATAN - Tél. 02.54.03.47.00
DGARTPE-UTVATAN@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



Publié du 5 mars au 5 mai 2025

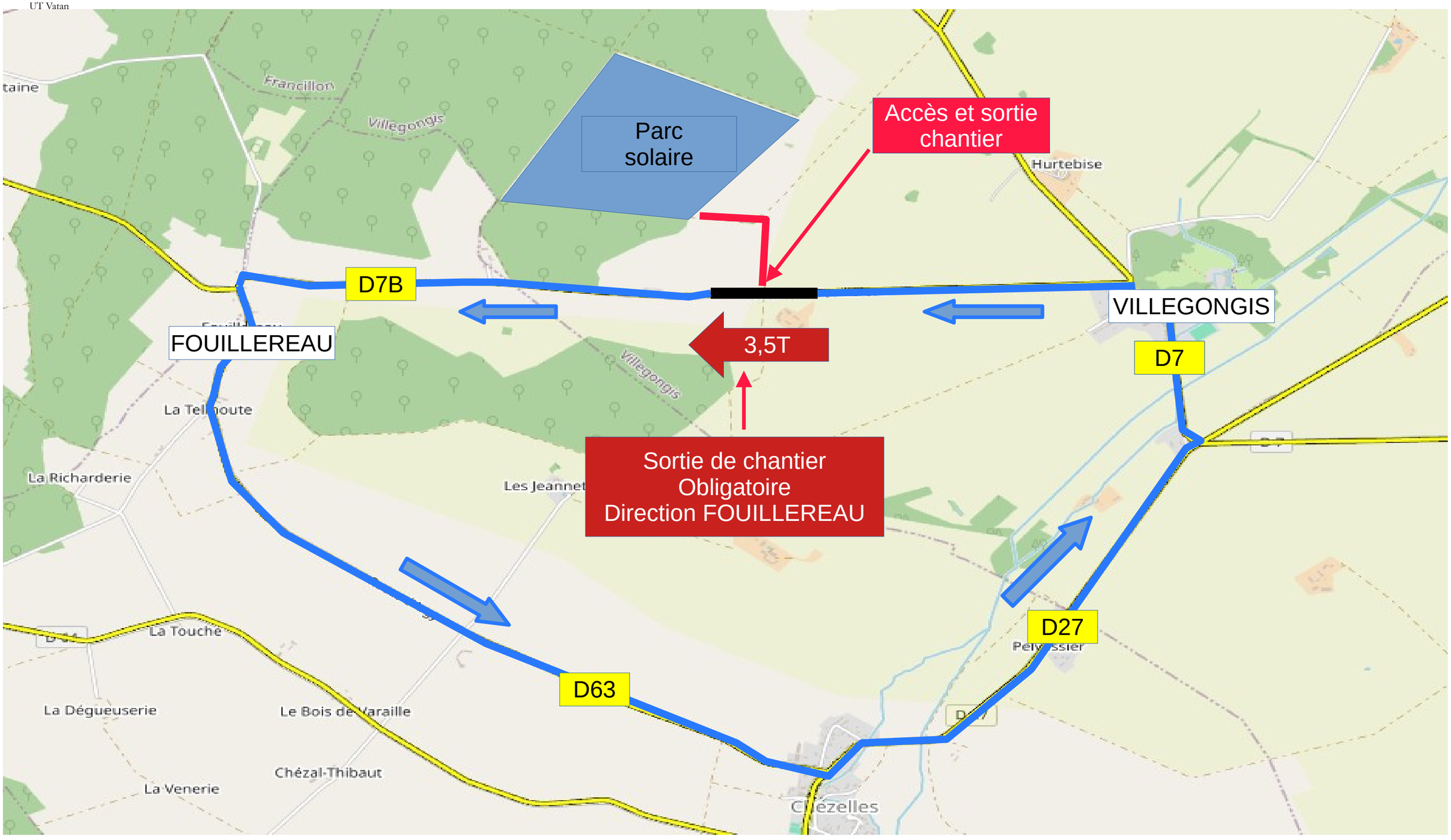
INDRE LE DÉPARTEMENT

Direction des Routes
UT Vatan

Travaux parc solaire

SENS DE CIRCULATION VEHICULE CHANTIER 3,5T

N



© OSM, Département de l'Indre

Légende

Défense de stationner
Limitation 50 Km/h

Sens de circulation obligatoire pour les véhicules du chantier

Publié du 5 mars au 5 mai 2025

INDRE LE DÉPARTEMENT

Direction des Routes
UT Vatan

Travaux parc solaire

SENS DE CIRCULATION VEHICULE CHANTIER 3,5T

N

Parc solaire

Accès et sortie chantier

D7B

FOUILLEREAU

3,5T

VILLEGONGIS

D7

Sortie de chantier
Obligatoire
Direction FOUILLEREAU

D27

D63

Francillon
Villegongis
Hurtebise
La Tellhoute
La Richarderie
Les Jeannets
La Touche
La Dégueuserie
Le Bois de Varaille
Chézal-Thibaut
La Venerie
Chezelles

© OSM, Département de l'Indre

Légende

Défense de stationner
Limitation 50 Km/h

Sens de circulation obligatoire
pour les véhicules du chantier

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_222

Portant réglementation de la circulation sur la D37A du PR 2+050 au PR 2+150, du mardi 04 mars 2025 au mercredi 30 avril 2025, à l'occasion de travaux de pose de câble HTA, sur le territoire de la commune de BUXEUIL.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de Buxeuil en date du 21/02/2025,

Vu l'avis favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun) en date du 21/02/2025,

Vu la demande présentée le 17/02/2025 par la société ENEDIS demeurant 91 RUE FROMENTEL - 37000 TOURS,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D37A du PR 2+050 au PR 2+150**,** du mardi 04 mars 2025 au mercredi 30 avril 2025**,** à l'occasion de travaux de pose de câble HTA,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de VATAN,

ARRÊTE

Article 1 :
Du mardi 04 mars 2025 au mercredi 30 avril 2025, sur la D37A du PR 2+050 au PR 2+150, hors agglomération, sur le territoire de la commune de **BUXEUIL**, à l'occasion de travaux de pose de câble HTA, réalisés par l'entreprise ENEDIS et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par un alternat par feux tricolores KR11.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **ENEDIS** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée de l'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
L'entreprise ENEDIS,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun),
Au maire de la commune de BUXEUIL,
Unité Territoriale de VATAN,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Laurent LEGER
UT Vatan
25 févr. 2025

Renseignements
Unité Territoriale de VATAN
11 avenue de la Sentinelle, 36150 VATAN - Tél. 02.54.03.47.00
DGARTPE-UTVATAN@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_169

Portant prolongation de délai de l'arrêté n° AC_2024_DR_14 du 02 décembre 2024, concernant la réglementation de la circulation sur la D76 du PR 1+387 au PR 2+496, du samedi 15 mars 2025 au jeudi 15 mai 2025, à l'occasion de travaux de création d'un giratoire, dans le cadre de la déviation de Villedieu-sur-Indre, sur le territoire de la commune de VILLEDIEU-SUR-INDRE.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et de autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2024-10-10-00005 du 10 octobre 2024 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu l'avis réputé favorable de M./Mme le Maire de Villedieu-sur-Indre,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de Buzançais en date du 19/02/2025,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de Saint-Lactencin en date du 20/02/2025,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),

Vu la demande présentée le 07 février 2025 par la société Entreprise TERELIAN demeurant 2 rue Yves Constantin - 49330 LES HAUTS-D'ANJOU,

Considérant que les travaux de création d'un giratoire, dans le cadre de la déviation de Villedieu-sur-Indre n'ont pas pu se réaliser dans les délais prévus, il est nécessaire de prolonger l'arrêté n° AC_2024_DR_14 du 02 décembre 2024, du samedi 15 mars 2025 au jeudi 15 mai 2025.

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LE BLANC,

ARRÊTE

Article 1 :
L'arrêté n° AC_2024_DR_14 du 02 décembre 2024 est prolongé du samedi 15 mars 2025 au jeudi 15 mai 2025.

Article 2 :
Les autres articles de l'arrêté n° AC_2024_DR_14 du 02 décembre 2024 restent inchangés.

Article 3 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
Monsieur Deschamps AXEL, Entreprise TERELIAN,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),
Au maire de la commune de VILLEDIEU-SUR-INDRE,
Au maire de la commune de BUZANÇAIS,
Au maire de la commune de SAINT-LACTENCIN,
Unité Territoriale de LE BLANC,
La DDT/SPREN - Cité administrative - 36000 CHÂTEAUROUX,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

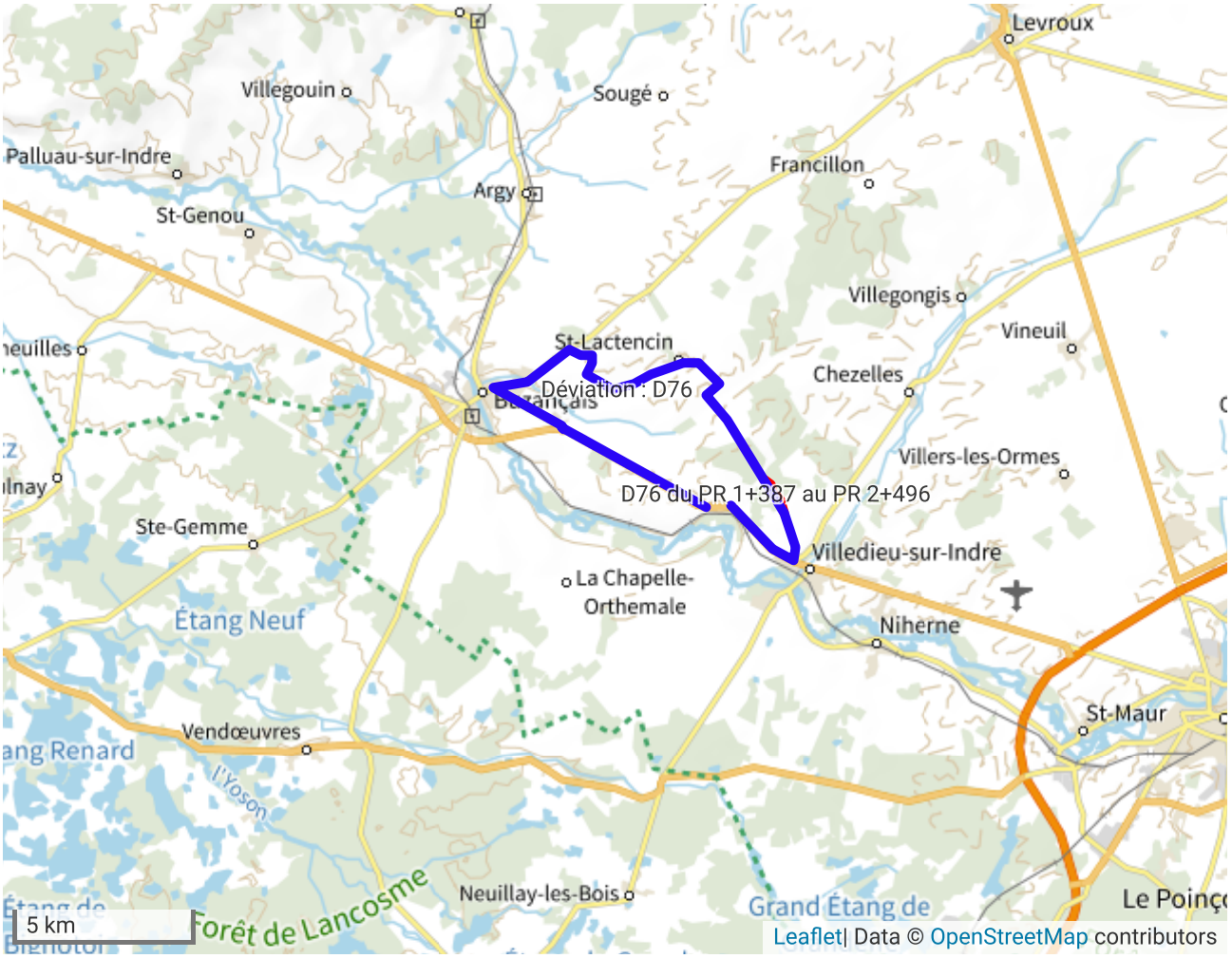
Laurent LEGER
UT Vatan
26 févr. 2025
En l'absence de UT Le Blanc

Renseignements
Unité Territoriale de LE BLANC
2 ter route de la Grand' Borne, 36300 LE BLANC - Tél. 02.54.48.99.90
DGARTPE-UTLEBLANC@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



DÉTAILS DE L'ITINÉRAIRE

Déviation D76
Via: Route d'Argy, Route de Villedieu, Rue du Bas Bourg, D 64, D 926, Avenue du 11 Novembre, Rue Grande, Route de Châteauroux, , D 943, Avenue du Maréchal Leclerc, Route de Chezelles, Route d'Argy
22.6 km, 34 min
Se diriger vers le nord-ouest sur la route d'Argy (D 76) - 2 km
Continuer tout droit sur la route de Villedieu (D 76) - 900 m
Tourner à droite - 1.5 km
Tourner à gauche sur D 64 - 400 m
Vous êtes arrivé à votre première destination - 0 m
Se diriger vers l'ouest sur la rue du Bas Bourg (D 64) - 0 m
Vous êtes arrivé à votre seconde destination - 0 m
Se diriger vers l'ouest sur la rue du Bas Bourg (D 64) - 2 km
Tourner légèrement à droite - 2 km
Tourner à gauche sur D 926 - 1 km
Vous êtes arrivé à votre troisième destination, sur la droite - 0 m
Se diriger vers le sud-ouest sur D 926 - 1.5 km
Tourner à droite sur la rue Grande (D 138) - 20 m
Vous êtes arrivé à votre quatrième destination, sur la droite - 0 m
Se diriger vers l'ouest sur la rue Grande (D 138) - 4 m
Tourner à gauche - 70 m
Faire demi-tour - 70 m
Tourner à droite sur la route de Châteauroux (D 138) - 2 km
Prendre le rond-point - 70 m
Vous êtes arrivé à votre cinquième destination - 0 m
Se diriger vers le nord-est - 0 m

Vous êtes arrivé à votre sixième destination - 0 m
Se diriger vers le nord-est - 150 m
Sortir du rond-point sur D 943 - 8 km
Vous êtes arrivé à votre septième destination - 0 m
Se diriger vers le sud-est sur l'avenue du Maréchal Leclerc (D 943) - 0 m
Vous êtes arrivé à votre huitième destination - 0 m
Se diriger vers le sud-est sur l'avenue du Maréchal Leclerc (D 943) - 8 m
Tourner à gauche sur la route de Chezelles (D 27) - 15 m
Vous êtes arrivé à votre neuvième destination - 0 m
Se diriger vers le nord-est sur la route de Chezelles (D 27) - 0 m
Vous êtes arrivé à votre dixième destination - 0 m
Se diriger vers le nord-est sur la route de Chezelles (D 27) - 8 m
Tenir la gauche sur la route d'Argy (D 76) - 1.5 km
Vous êtes arrivé à votre destination - 0 m

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_189

Portant réglementation de la circulation sur la D36A du PR 0+000 au PR 1+390 et la D943 du PR 5+000 au PR 5+700, du mardi 04 mars 2025 au vendredi 02 mai 2025, à l'occasion de travaux de réfection de voirie, sur le territoire des communes de CHAMPILLET et LA MOTTE-FEUILLY.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Le maire de LA MOTTE-FEUILLY,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2024-10-10-00005 du 10 octobre 2024 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de Champillet en date du 19/02/2025,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (La Châtre),

Vu la demande présentée le 17/02/2025 par l'entreprise COLAS demeurant Les Orangeons, 36330 LE POINCONNET,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D36A du PR 0+000 au PR 1+390 et sur la D943 du PR 5+000 au PR 5+700, du mardi 04 mars 2025 au vendredi 02 mai 2025, à l'occasion de travaux de réfection de voirie,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LA CHÂTRE,

ARRÊTENT

Article 1 :
Du mardi 04 mars 2025 au vendredi 02 mai 2025, à l'occasion de travaux de réfection de voirie, réalisés par l'entreprise COLAS et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée de la façon suivante :
- par interdiction de circuler à tous véhicules sur la D36A du PR 0+000 au PR 1+390, en et hors agglomération, sur le territoire des communes de **CHAMPILLET** et **LA MOTTE-FEUILLY**,
- par la mise en place d'un alternat manuel par piquets K10 sur la D943 du PR 5+000 au PR 5+700, hors agglomération, sur le territoire des communes de **CHAMPILLET** et **LA MOTTE-FEUILLY**,

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée suivant l'annexe localisation.

Article 3 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **COLAS** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

La signalisation de déviation sera mise en place, entretenue et déposée par les services du Département.

Pour la RD 943, l'alternat et la signalisation correspondante ne gêneront pas la circulation des transports exceptionnels. Tout déplacement de la signalisation pour permettre le passage d'un transport exceptionnel sera à la charge de l'entreprise.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
L'entreprise COLAS,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
Au maire de la commune de CHAMPILLET,
Au maire de la commune de LA MOTTE-FEUILLY,
Unité Territoriale de LA CHÂTRE,
La DDT/SPREN - Cité administrative - 36000 CHÂTEAUROUX,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Directeur des Routes,

Yann MICHON

26 FEV. 2025

Le maire de LA MOTTE-FEUILLY

Nom, Prénom, Qualité

Dominique PASQUET
Maire-adjoint de
La Motte-Feuilly

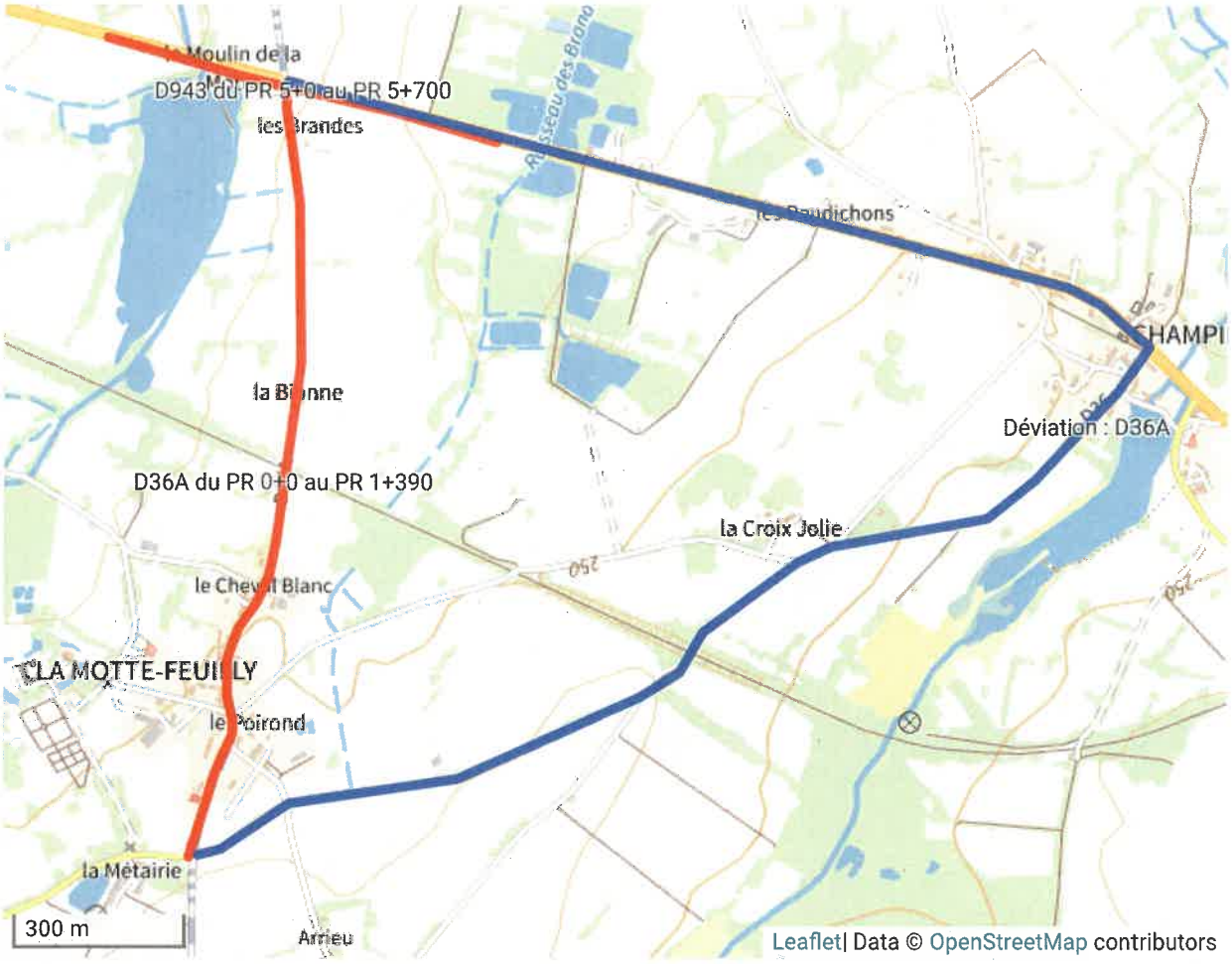
MAIRIE DE LA MOTTE-FEUILLY (36160)

Renseignements
Unité Territoriale de LA CHATRE
2 rue Joseph Ageorges, 36400 LA CHATRE - Tél. 02.54.62.12.20
DGARTPE-UTLACHATRE@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



DÉTAILS DE L'ITINÉRAIRE

Déviation D36A
Via: D 36a, Route de La Châtre, Rue des Dames, D 36
3.5 km, 4 min 30 s
Se diriger vers le nord sur D 36a - 15 m
Tourner à droite sur la route de La Châtre (D 943) - 1.5 km
Vous êtes arrivé à votre première destination - 0 m
Se diriger vers le sud-est sur la route de La Châtre (D 943) - 20 m
Tourner à droite sur la rue des Dames (D 36) - 2 km
Vous êtes arrivé à votre destination, sur la gauche - 0 m

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_209

Portant réglementation de la circulation sur diverses routes départementales, du lundi 03 mars 2025 au jeudi 03 avril 2025, à l'occasion de travaux de remplacement de poteaux télécom, sur le territoire des communes de CLÉRÉ-DU-BOIS et OBTERRE.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Le maire de CLERE DU BOIS,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),

Vu la demande présentée le 10/02/2025 par l'entreprise CONSTRUCTEL CONSTRUCTIONS TELECOMMUNICATION demeurant 1 Rue Jean Baptiste COROT, 26800 PORTES-LES-VALENCE,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur diverses routes départementales, du lundi 03 mars 2025 au jeudi 03 avril 2025, à l'occasion de travaux de remplacement de poteaux télécom,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LE BLANC,

ARRÊTENT

Article 1 :
Du lundi 03 mars 2025 au jeudi 03 avril 2025, sur le territoire des communes de **CLÉRÉ-DU-BOIS** (en et hors agglomération) et **OBTERRE** (hors agglomération), à l'occasion de travaux de remplacement de poteaux télécom, réalisés par l'entreprise CONSTRUCTEL CONSTRUCTIONS TELECOMMUNICATION et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par un alternat par sens prioritaire par panneaux B15 et C18 sur les routes départementales suivantes :
- D13A du PR 0+776 au PR 3+101
- D21 du PR 1+079 au PR 5+814
- D43C du PR 7+686 au PR 9+141
- D63 du PR 4+033 au PR 5+057
- D63C du PR 0+166 au PR 2+421

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur les RD concernées par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur ces RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 30 km/h en agglomération et 50 km/h hors agglomération.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **CONSTRUCTEL CONSTRUCTIONS TELECOMMUNICATION** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
Madame GILBEAU Karine, CONSTRUCTEL CONSTRUCTIONS TELECOMMUNICATION,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),
Au maire de la commune de CLÉRÉ-DU-BOIS,
Au maire de la commune de OBTERRE,
Unité Territoriale de LE BLANC,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc, par empêchement,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,

Laurent LÉGER

26 FEV. 2025

Le maire de CLERE DU BOIS

Nom, Prénom, Qualité



Renseignements

Unité Territoriale de LE BLANC

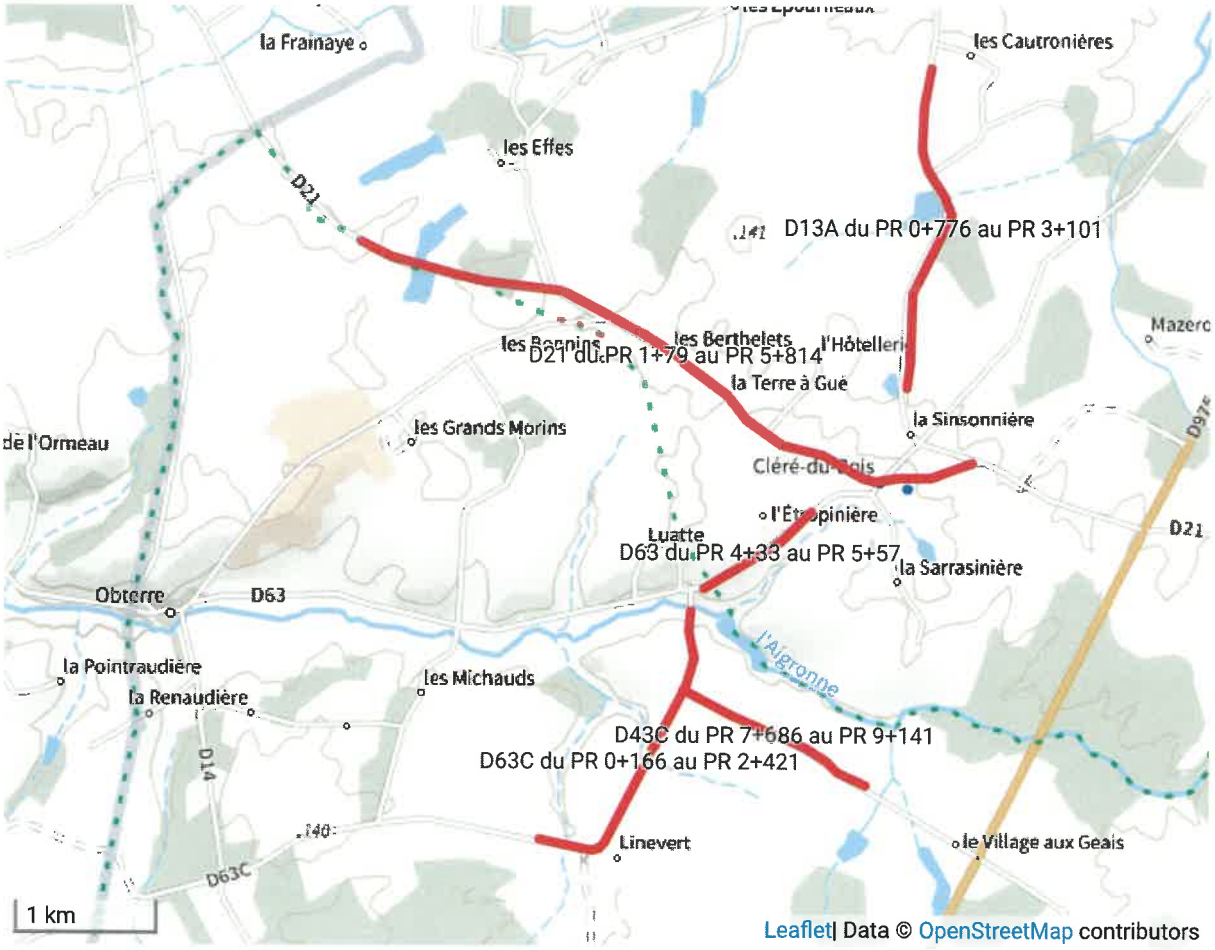
2 ter route de la Grand' Borne, 36300 LE BLANC - Tél. 02.54.48.99.90

DGARTPE-UTLEBLANC@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_210

Portant prolongation de délai de l'arrêté n° AC_2025_DR_38 du 22/01/2025 concernant la réglementation de la circulation sur:
- la D8 du PR 40+800 au PR 41+500 et du PR 49+800 au PR 52+700,
- la D80C du PR 7+750 au PR 8+000 et du PR 17+450 au PR 17+700,
- la D12 du PR 41+800 au PR 42+200,
du samedi 01 mars 2025 au dimanche 30 mars 2025, à l'occasion de travaux de fouilles pour GRT GAZ, sur le territoire des communes de LA CHAMPENOISE, SAINT-AOUSTRILLE et NEUVY-PAILLOUX

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Le maire de SAINT-AOUSTRILLE,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de La Champenoise en date du 20/02/2025,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de Neuvy-Pailloux en date du 20/02/2025,

Vu l'avis favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun) en date du 20/02/2025,

Vu la demande présentée le 19/02/2025 par la société GAVANIER SARL demeurant ZA de l'Occitania - 87250 BESSINES SUR GARTEMPE,

Considérant que les travaux pour fouilles pour GRT GAZ n'ont pas pu se réaliser dans les délais prévus, il est nécessaire de prolonger le délai de l'arrêté n° AC_2025_DR_38 du 22/01/2025, du samedi 01 mars 2025 au dimanche 30 mars 2025,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de VATAN,

ARRÊTENT

Article 1 :
L'arrêté n° AC_2025_DR_38 du 22/01/2025 est prolongé du samedi 01 mars 2025 au dimanche 30 mars 2025.

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés - CS 20639 - 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 - Fax : 02 54 27 60 69 - Email : contact@indre.fr - Site Internet : www.indre.fr

Article 2 :
Les autres articles de l'arrêté n° AC_2025_DR_38 du 22/01/2025 restent inchangés.

Article 3 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
L'entreprise GAVANIER SARL,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun),
Au maire de la commune de LA CHAMPENOISE,
Au maire de la commune de SAINT-AOUSTRILLE,
Au maire de la commune de NEUVY-PAILLOUX,
Unité Territoriale de VATAN,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,
26/02/2025

Laurent LÉGER

Le maire de SAINT-AOUSTRILLE

Nom, Prénom, Qualité

CHAUVEAU Thierry
Maire

MAIRIE DE SAINT-AOUSTRILLE
36 Indre

Renseignements
Unité Territoriale de VATAN
11 avenue de la Sentinelle, 36150 VATAN - Tél. 02.54.03.47.00
DGARTPE-UTVATAN@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_217

Portant réglementation de la circulation sur l'itinéraire de l'épreuve sportive dénommée "Prix de la Quasimodo", le samedi 22 mars 2025 de 12h00 à 18h00, sur le territoire des communes de CLION-SUR-INDRE et ARPHEUILLES.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Le maire de CLION-SUR-INDRE,

Le maire d'ARPHEUILLES,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2017-1279 du 9 août 2017 portant simplification de la police des manifestations sportives

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),

Vu la demande présentée le 10/02/2025 par l'association UNION CYCLISTE DE MARTIZAY demeurant 6 Rue de L'Europe, 36220 MARTIZAY,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et des concurrents, il est nécessaire de réglementer la circulation sur l'itinéraire de l'épreuve sportive dénommée "Prix de la Quasimodo" le samedi 22 mars 2025 de 12h00 à 18h00,

Considérant qu'à ce jour, l'organisateur n'a pas fourni l'autorisation idoine de l'autorité compétente portant sur la manifestation susmentionnée,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LE BLANC,

ARRÊTENT

Article 1 :
Conformément aux dispositions de l'article R.411-30 du code de la route et sous réserve de l'arrêté portant autorisation des services préfectoraux compétents en la matière, l'épreuve sportive dénommée "Prix de la Quasimodo" le samedi 22 mars 2025 de 12h00 à 18h00, bénéficiera sauf au droit des passages à niveau éventuels, d'un usage exclusif temporaire de la chaussée porté à la connaissance des usagers par une signalisation appropriée définie par l'arrêté du 26 août 1992.

Entre le passage de la voiture d'ouverture de la course et le passage de la voiture de fermeture de la course, la circulation des véhicules de toute nature sera interdite. Conformément aux dispositions de l'article R414-3-1 du code de la route, tout conducteur d'un véhicule ou d'un engin qui circule sur la chaussée doit laisser le passage, s'arrêter ou se garer.

Les signaleurs seront en poste dans les carrefours et autres points stratégiques pour signaler le passage de la course et imposer aux usagers de la route de circuler dans le sens de la course.

Le stationnement de tous les véhicules sera interdit sur l'itinéraire de l'épreuve sauf pour l'application du paragraphe ci-dessus. Il pourra être interdit en amont de la manifestation, dès l'installation de la signalisation réglementaire.

L'épreuve sportive emprunte les sections de routes suivantes :
- D18 du PR 7+440 au PR 7+276, sur la commune de Clion-sur-Indre
- D24 du PR 0+000 au PR 3+369, sur les communes de Clion-sur-Indre et Arpheuilles
- VC n°8 de la D24 au PR 3+369 à la VC n° 3, sur la commune d'Arpheuilles
- VC n° 3 de la VC n° 8 à la VC n° 9, sur la commune d'Arpheuilles
- VC n° 9 de la VC n° 3 à la VC n° 5, sur la commune d'Arpheuilles
- VC n° 5 de la VC n° 9 à la RD 58B au PR 4+826, sur la commune de Clion-sur-Indre
- D58B du PR 4+826 au PR 5+560, sur la commune de Clion-sur-Indre
- D18 du PR 7+882 au PR 7+440, sur la commune de Clion-sur-Indre

Article 2 :
La signalisation nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par les organisateurs de l'épreuve sportive.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
Monsieur BEIGNEUX Alexandre, UNION CYCLISTE DE MARTIZAY,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),
Au maire de la commune d'ARPHEUILLES,
Au maire de la commune de CLION,
Unité Territoriale de LE BLANC,
Préfecture de l'Indre,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Blanc, par empêchement,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,

Laurent LÉGER

26 FEV. 2025

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Le maire de CLION-SUR-INDRE

Nom, Prénom, Qualité

Béatrice Le GLOANNEC
Maire de CLION SUR INDRE

Le maire d'ARPHEUILLES

Nom, Prénom, Qualité

Jean-Marie BONAC, Maire

Renseignements
Unité Territoriale de LE BLANC
2 ter route de la Grand' Borne, 36300 LE BLANC - Tél. 02.54.48.99.90
DGARTPE-UTLEBLANC@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges

Clion SARREAU U15 U17

CD 36_Numéro de RABI_Février 2025

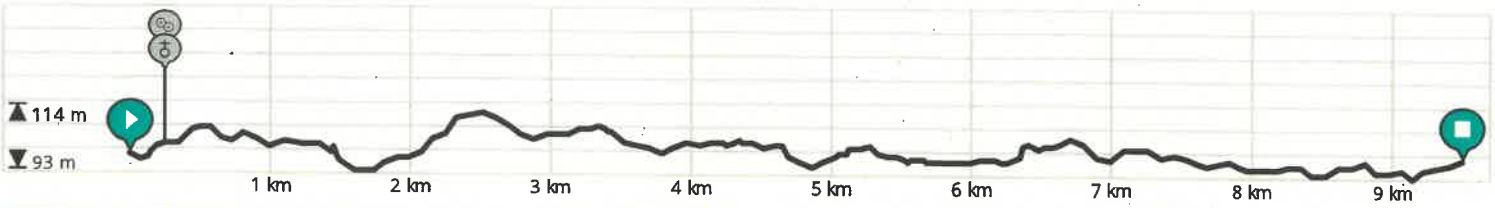
Par BEIGNEUX Alexandre

Publié du 5 mars au 5 mai 2025

VOIR SUR MOBILE

- Longueur: 9.5 km
- Montée: 41 m
- Niveau de difficulté: 1/10

- Rue Jules Parise, 36700 Clion, Centre-Val de Loire, France
- Rue Jules Parise, 36700 Clion, Centre-Val de Loire, France





ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_224

Portant réglementation de la circulation sur la D22 du PR 10+845 au PR 16+322, du lundi 03 mars 2025 au mercredi 30 avril 2025, à l'occasion de travaux de dérasement des accotements et de calage des rives de chaussée, sur le territoire des communes de LUÇAY-LE-MÂLE et VICQ-SUR-NAHON.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis réputé favorable de M./Mme le Maire de Luçay-le-Mâle,

Vu l'avis réputé favorable de M./Mme le Maire de Vicq-sur-Nahon,

Vu l'avis favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun) en date du 21/02/2025,

Vu la demande présentée le 21/02/2025 par LE DEPARTEMENT DE L'INDRE demeurant PLACE DE LA VICTOIRE ET DES ALLIES, 36000 CHATEAUROUX,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D22 du PR 10+845 au PR 16+322**,** du lundi 03 mars 2025 au mercredi 30 avril 2025**,** à l'occasion de travaux de dérasement des accotements et de calage des rives de chaussée,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de VATAN,

ARRÊTE

Article 1 :
Du lundi 03 mars 2025 au mercredi 30 avril 2025, sur la D22 du PR 10+845 au PR 16+322, hors agglomération, sur le territoire des communes de **LUÇAY-LE-MÂLE** et **VICQ-SUR-NAHON**, à l'occasion de travaux de dérasement des accotements et de calage des rives de chaussée, réalisés par les Services du Département (Service Matériels et Travaux - Base Routière de VALENÇAY), la circulation sera réglementée par une interdiction à tous les véhicules (sauf transports scolaires, riverains et véhicules de service public).

La durée d'intervention est estimée à 2 semaines sur la période.

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée suivant l'annexe localisation.

Article 3 :
La signalisation de chantier et de déviation nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par les Services du Département - Base Routière de VALENÇAY, chargés des travaux.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun),
Au maire de la commune de LUÇAY-LE-MÂLE,
Au maire de la commune de VICQ-SUR-NAHON,
Le service Matériels et Travaux,
Unité Territoriale de VATAN,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Laurent LEGER
UT Vatan
26 févr. 2025

Renseignements
Unité Territoriale de VATAN
11 avenue de la Sentinelle, 36150 VATAN - Tél. 02.54.03.47.00
DGARTPE-UTVATAN@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

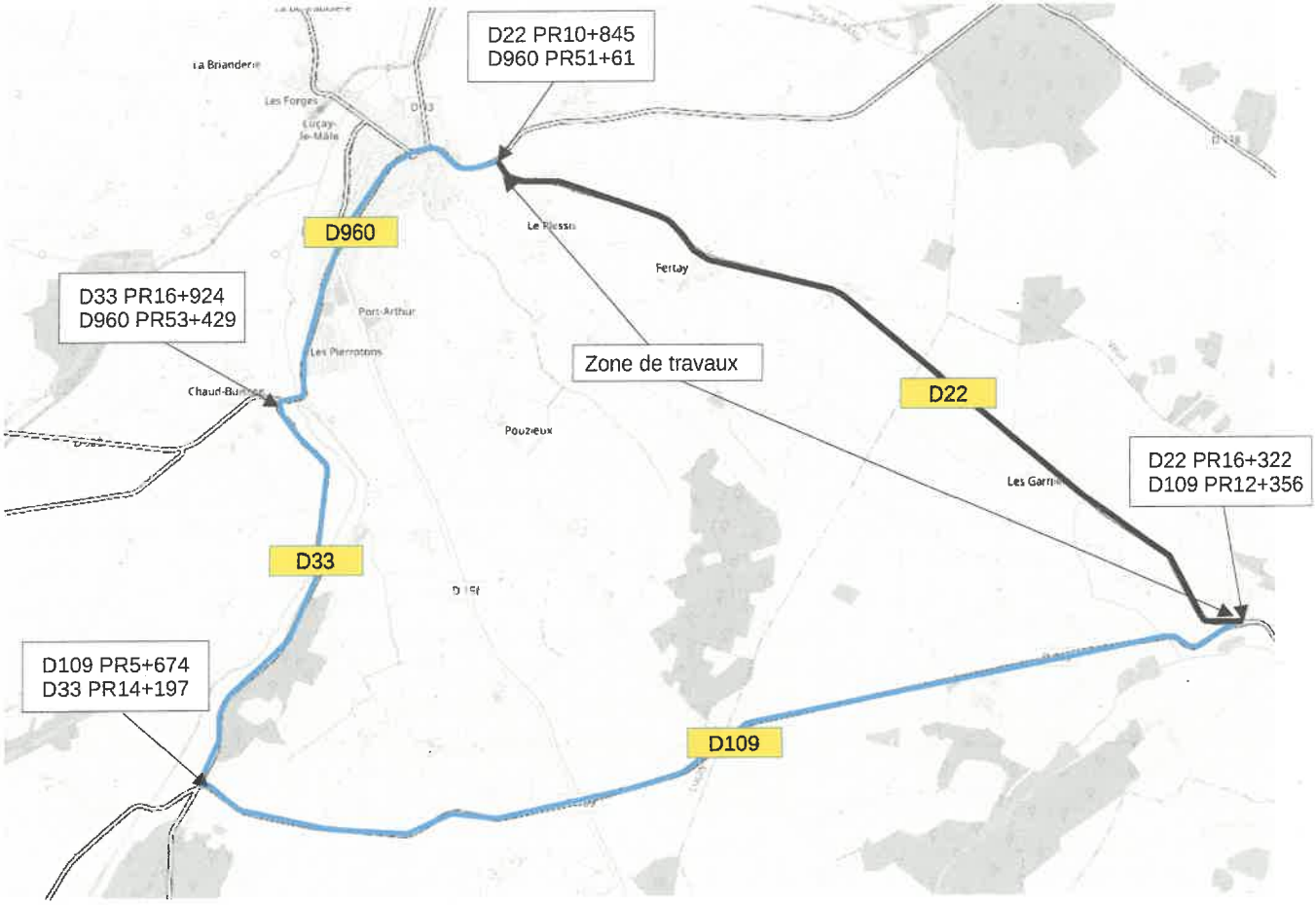
ANNEXE - LOCALISATION



INDRE LE DÉPARTEMENT
Direction des Routes
UT Vatan

Travaux RD 22 calage de rives de chaussée

Plan de déviation VL / PL



© OSM, Département de l'Indre

Légende

Route barrée

Déviation VL/PL deux sens

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_238

Portant prolongation de délai de l'arrêté n°AC_2025_DR_138 du 05/02/2025 concernant la réglementation de la circulation sur la D951 du PR 2+657 au PR 3+389, du samedi 1er mars 2025 au mercredi 30 avril 2025, à l'occasion de travaux de réfection de joints d'un Ouvrage d'Art, sur le territoire de la commune d'INGRANDES.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2024-10-10-00005 du 10 octobre 2024 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire d'Ingrandes en date du 26/02/2025,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),

Vu la demande présentée le 12/02/2025 par la société BAUDIN CHATEAUNEUF demeurant 60 rue de la Brosse, 45110 CHATEAUNEUF-SUR-LOIRE,

Considérant que les travaux de réfection de joints d'un Ouvrage d'Art n'ont pas pu se réaliser dans les délais prévus, il est nécessaire de prolonger le délai de l'arrêté n° AC_2025_DR_138 du 05/02/2025, du samedi 1er mars 2025 au mercredi 30 avril 2025,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LE BLANC,

ARRÊTE

Article 1 :
L'arrêté n° AC_2025_DR_138 du 05/02/2025 est prolongé du samedi 1er mars 2025 au mercredi 30 avril 2025.

Article 2 :
Les autres articles de l'arrêté n° AC_2025_DR_138 du 05/02/2025 restent inchangés.

Article 3 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
Monsieur LAFON Thibault, Entreprise BAUDIN CHATEAUNEUF,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),
Au maire de la commune d'INGRANDES,
Unité Territoriale de LE BLANC,
La DDT/SPREN - Cité administrative - 36000 CHÂTEAUROUX,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

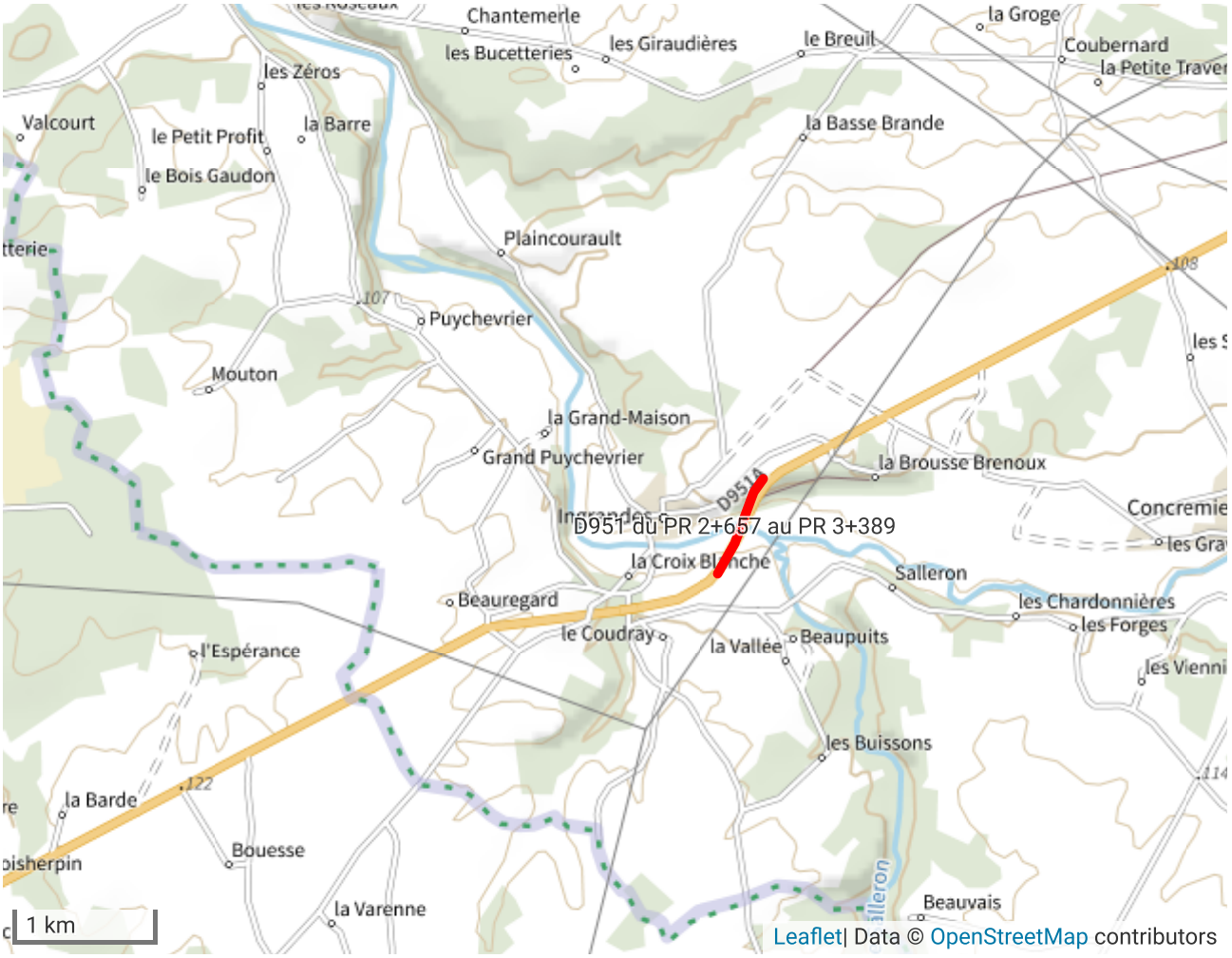
Yann MICHON
Direction des Routes
26 févr. 2025

Renseignements
Unité Territoriale de LE BLANC
2 ter route de la Grand' Borne, 36300 LE BLANC - Tél. 02.54.48.99.90
DGARTPE-UTLEBLANC@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_101

Portant réglementation de la circulation sur l'itinéraire de la course cycliste dénommée "Prix de la Scierie Robert", le samedi 15 mars 2025 de 13h00 à 18h00, sur le territoire des communes d'ARDENTES, JEU-LES-BOIS, MERS-SUR-INDRE et LYS-SAINT-GEORGES

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Le maire de ARDENTES,

Le maire de MERS-SUR-INDRE,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2017-1279 du 9 août 2017 portant simplification de la police des manifestations sportives,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis favorable de M. le Maire de Jeu-les-Bois en date du 27/01/2025,

Vu l'avis favorable de M. le Maire de Lys-Saint-Georges en date du 28/01/2025,

Vu l'avis favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (La Châtre) en date du 30/01/2025,

Vu l'avis favorable de l'UT LA CHATRE en date du 28/01/2025,

Vu la demande présentée le 08/01/2025 par l'association CHATEAUROUX METROPOLE CYCLISME demeurant 92 RUE AMPERE, 36000 CHATEAUROUX,

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et des concurrents, il est nécessaire de réglementer la circulation sur l'itinéraire de l'épreuve sportive dénommée "Prix de la Scierie Robert" le samedi 15 mars 2025 de 13h00 à 18h00,

Considérant qu'à ce jour, l'organisateur n'a pas fourni l'autorisation idoine de l'autorité compétente portant sur la manifestation susmentionnée,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de VATAN,

ARRÊTENT

Article 1 :
Conformément aux dispositions de l'article R.411-30 du code de la route et sous réserve de l'arrêté portant autorisation des services préfectoraux compétents en la matière, l'épreuve sportive dénommée "Prix de la Scierie Robert" le samedi 15 mars 2025 de 13h00 à 18h00, bénéficiera sauf au droit des passages à niveau éventuels, d'un usage exclusif temporaire de la chaussée porté à la connaissance des usagers par une signalisation appropriée définie par l'arrêté du 26 août 1992.

Entre le passage de la voiture d'ouverture de la course et le passage de la voiture de fermeture de la course, la circulation des véhicules de toute nature sera interdite. Conformément aux dispositions de l'article R414-3-1 du code de la route, tout conducteur d'un véhicule ou d'un engin qui circule sur la chaussée doit laisser le passage, s'arrêter ou se garer.

Le stationnement de tous les véhicules sera interdit sur l'itinéraire de l'épreuve sauf pour l'application du paragraphe ci-dessus. Il pourra être interdit en amont de la manifestation, dès l'installation de la signalisation réglementaire.

Le circuit de départ sera en ligne :
- **Départ** sur la D19 au PR 27+794 (devant la Scierie Robert) au PR 33+1007 (intersection D12A), communes d'**ARDENTES** et **JEU-LES-BOIS.**

Les signaleurs seront en poste dans les carrefours et autres points stratégiques pour signaler le passage de la course et la priorité qui s'y attache, ainsi que pour renseigner et diriger les usagers de la route.

Puis le circuit sera en boucle (boucle 1) à réaliser 4 fois :
- sur la D12A du PR 0+000 (intersection D19) au PR 2+421, communes de **JEU-LES-BOIS** et **MERS-SUR-INDRE**,
- sur la D38 du PR 39+723 au PR 36+987, commune de **MERS-SUR-INDRE**,
- sur la D69 du PR 15+865 au PR 20+358, communes de **MERS-SUR-INDRE** et **LYS-SAINT-GEORGES**,
- sur la D19 du PR 38+124 au PR 33+1007 (intersection D12B), communes de **LYS-SAINT-GEORGES** et **JEU-LES-BOIS**,

Puis le circuit sera en boucle (boucle 2) à réaliser 3 fois :
- sur la D12B du PR 3+793 (intersection D19) au PR 2+281, commune de **JEU-LES-BOIS**,
- sur la D74A du PR 5+000 au PR 2+665, commune de **JEU-LES-BOIS**,
- sur la D12 du PR 11+345 au PR 16+075, communes de **JEU-LES-BOIS** et **ARDENTES**,
- **Arrivée** sur la VC 79, commune d'**ARDENTES**.

Les signaleurs seront en poste dans les carrefours et autres points stratégiques pour signaler le passage de la course et imposer aux usagers de la route de circuler dans le sens de la course.

Article 2 :
La signalisation nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par les organisateurs de l'épreuve sportive.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
Préfecture de l'Indre,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (La Châtre),
Au maire de la commune de ARDENTES,
Au maire de la commune de JEU-LES-BOIS,
Au maire de la commune de MERS-SUR-INDRE,
Au maire de la commune de LYS+SAINT-GEORGES,
L'organisateur de la manifestation - Association CHATEAUROUX METROPOLE CYCLISME
Unité Territoriale de LA CHÂTRE,
Unité Territoriale de VATAN,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,
Kéolis - 22 boulevard d'Anvaux - 36000 CHÂTEAUROUX,
Châteauroux Métropole - Hôtel de Ville - CS 80509-36012 CHÂTEAUROUX cedex,

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,

le 27/02/2025

Laurent LÉGER

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place489 la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Le maire de ARDENTES

Nom, Prénom, Qualité

Le Maire

MAIRIE D'ARDENTES (Indre)

Gilles Lallouet

Le maire de MERS-SUR-INDRE

Nom, Prénom, Qualité

MAIRIE de MERS s/INDRE (Indre)

Jean-Marc LAFONT, Maire-Adjoint

Renseignements

Unité Territoriale de VATAN

11 avenue de la Sentinelle, 36150 VATAN - Tél. 02.54.03.47.00

DGARTPE-UTVATAN@indre.fr

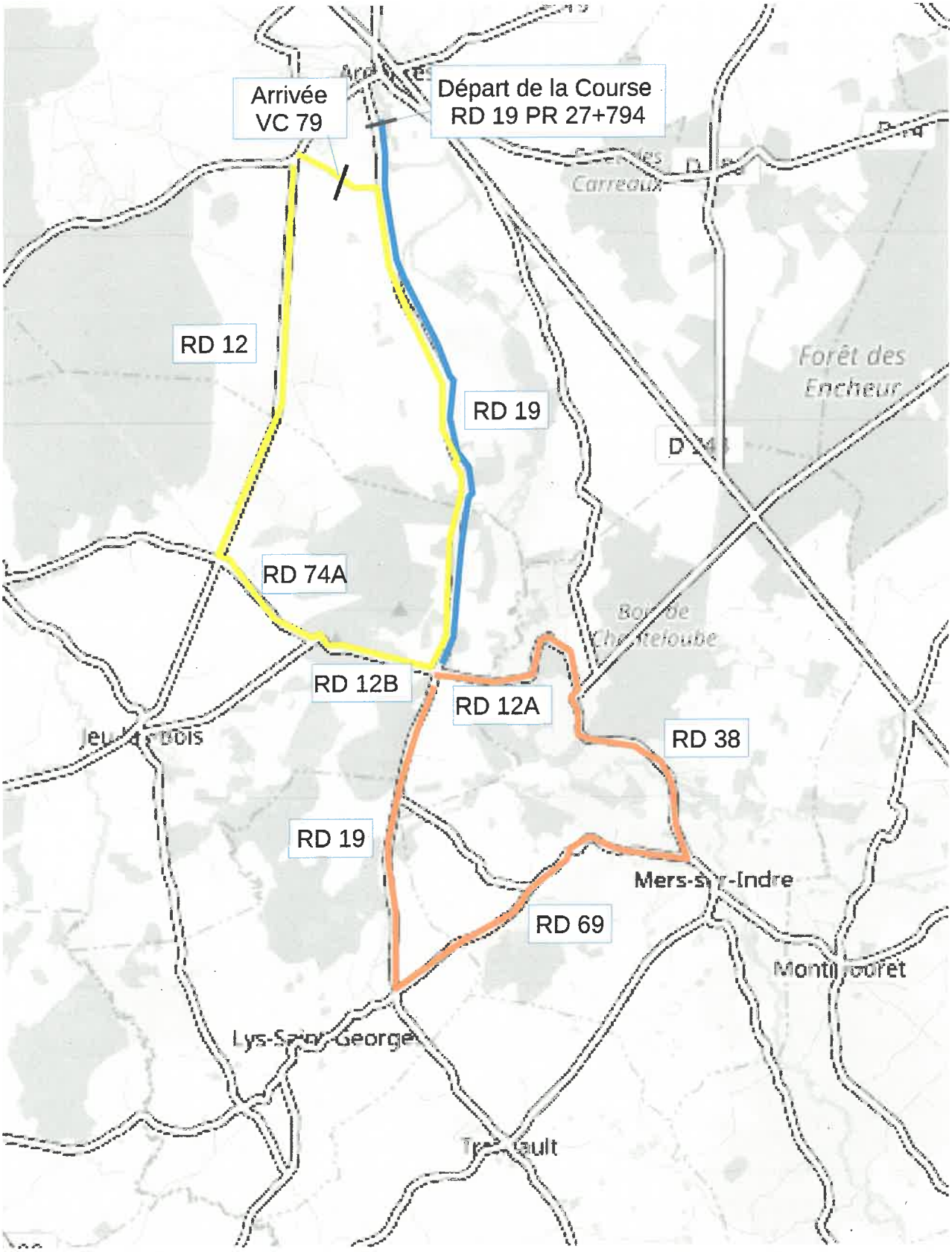
Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

INDRE LE DÉPARTEMENT

Direction des Routes
UT Vatan

Prix de la Scierie Robert



© OSM, Département de l'Indre

Légende

Course en ligne

Boucle 1
Boucle 2

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_182

Portant réglementation de la circulation sur l'itinéraire de la course cyclosport dénommée "Prix de VOUILLON", le dimanche 13 avril 2025 de 13h00 à 19h00 , sur le territoire des communes de VOUILLON et BRIVES.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Le maire de VOUILLON,

Le maire de BRIVES,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2017-1279 du 9 août 2017 portant simplification de la police des manifestations sportives,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun) en date du 14/02/2025,

Vu la demande présentée le 12/02/2025 par l'association U F O L E P demeurant 23 BOULEVARD DE LA VALLA - 36000 CHATEAUROUX, pour le compte de Monsieur Franck NAVET - UNION CYCLISTE DE VOUILLON domiciliée 11 GRANDE RUE - 36100 VOUILLON,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et des concurrents, il est nécessaire de réglementer la circulation sur l'itinéraire de la course cyclosport dénommée "Prix de VOUILLON", le dimanche 13 avril 2025 de 13h00 à 19h00,

Considérant qu'à ce jour, l'organisateur n'a pas fourni l'autorisation idoine de l'autorité compétente portant sur la manifestation susmentionnée,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de VATAN,

ARRÊTENT

Article 1 :
Conformément aux dispositions de l'article R.411-30 du code de la route et sous réserve de l'arrêté portant autorisation des services préfectoraux compétents en la matière, l'épreuve sportive dénommée "Prix de VOUILLON" le dimanche 13 avril 2025 de 13h00 à 19h00, bénéficiera sauf au droit des passages à niveau éventuels, d'un usage exclusif temporaire de la chaussée porté à la connaissance des usagers par une signalisation appropriée définie par l'arrêté du 26 août 1992.

Entre le passage de la voiture d'ouverture de la course et le passage de la voiture de fermeture de la course, la circulation des véhicules de toute nature sera interdite. Conformément aux dispositions de l'article R414-3-1 du code de la route, tout conducteur d'un véhicule ou d'un engin qui circule sur la chaussée doit laisser le passage, s'arrêter ou se garer.

Les signaleurs seront en poste dans les carrefours et autres points stratégiques pour signaler le passage de la course et imposer aux usagers de la route de circuler dans le sens de la course.

Le stationnement de tous les véhicules sera interdit sur l'itinéraire de l'épreuve sauf pour l'application du paragraphe ci-dessus. Il pourra être interdit en amont de la manifestation, dès l'installation de la signalisation réglementaire.

L'épreuve sportive emprunte les sections de routes suivantes :
- sur la D19 du PR 14+706 (Départ) au PR 14+818,
- sur VC Rue de la Ruette,
- sur la D925 du PR 16+074 au PR 16+380,
- sur VC Rue Salvardine,
- sur VC Route de Vouillon,
- sur VC Route du Petit Villiers,
- sur VC Route du Grand Villiers,
- sur la D19 du PR 10+850 au PR 14+706 (Arrivée),

sur les communes de **VOUILLON** et **BRIVES.**

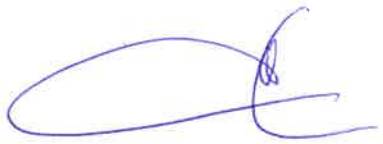
Article 2 :
La signalisation nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par les organisateurs de l'épreuve sportive.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
Préfecture de l'Indre,
Madame Murielle RECEVEUR, U F O L E P,
L'UNION CYCLISTE DE VOUILLON,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun),
Au maire de la commune de BRIVES,
Au maire de la commune de VOUILLON,
Unité Territoriale de VATAN,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Directeur des Routes,



Yann MICHON

27 FEV. 2025

Le maire de VOUILLON,

Nom, Prénom, Qualité

Le Maire,
Yves PREVOT

MAIRIE DE VOUILLON
INDRE

Le maire de BRIVES,

Nom, Prénom, Qualité

le 18 février 2025

Annie BARREAU, maire

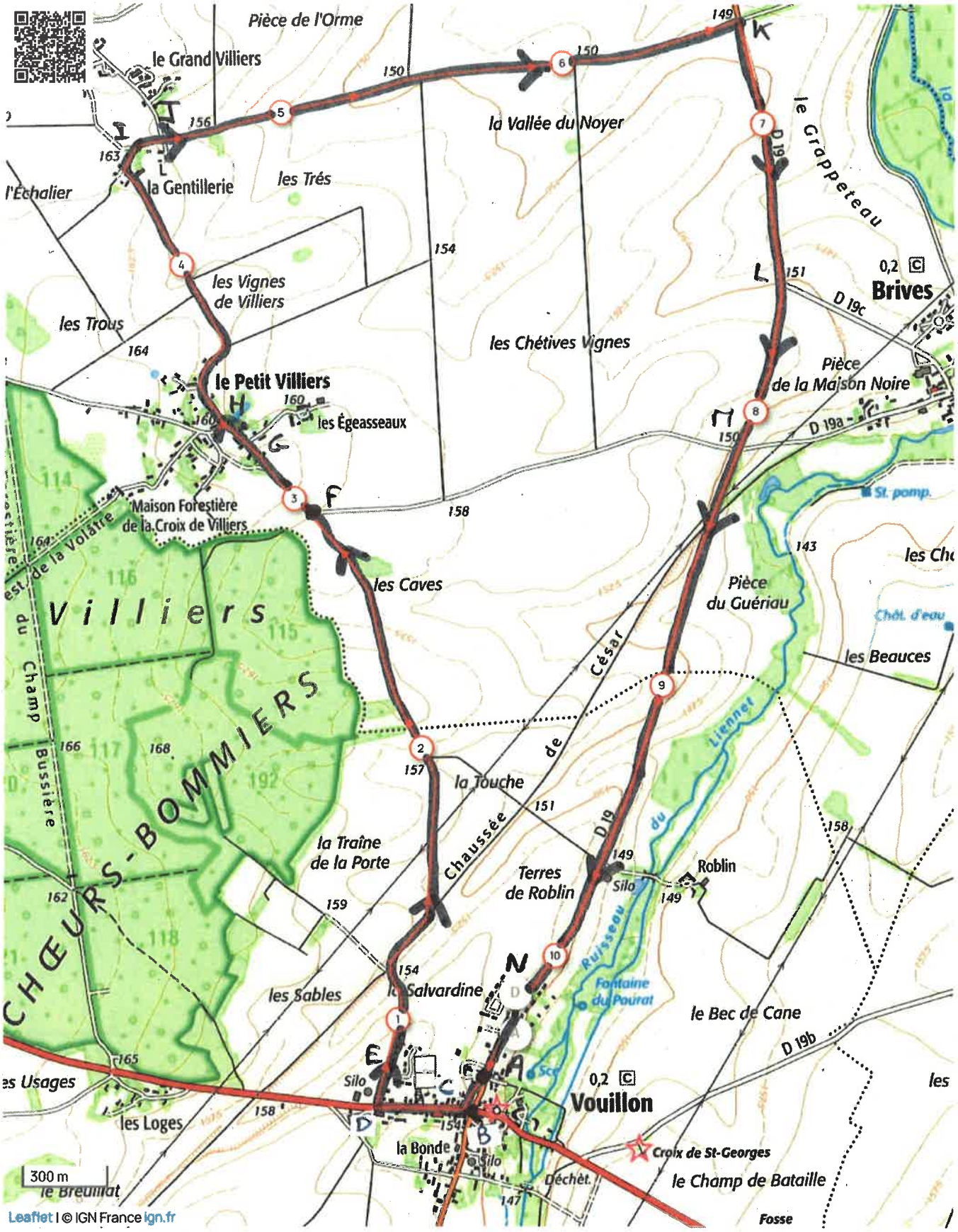
Renseignements
Unité Territoriale de VATAN
11 avenue de la Sentinelle, 36150 VATAN - Tél. 02.54.03.47.00
DGARTPE-UTVATAN@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

OPENRUNNER

Course PRIX de VOUILLON #17665386



Le droit de reproduction est strictement réservé à un usage personnel et privé. Lors de la pratique de votre activité, veillez à respecter les propriétés et chemins privés et assurez-vous de la praticabilité du parcours.

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_206

Portant réglementation de la circulation sur la D42A du PR 0+000 au PR 0+018, la D42 du PR 3+084 au PR 3+414, la D42 du PR 4+899 au PR 5+229 et la D42 du PR 3+416 au PR 4+899, du lundi 03 mars 2025 au samedi 03 mai 2025, à l'occasion de travaux de réfection de voirie, sur le territoire de la commune de GOURNAY.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Le maire de GOURNAY,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2024-10-10-00005 du 10 octobre 2024 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de Cluis en date du 19/02/2025,

Vu l'avis réputé favorable de M./Mme le Maire de Mouhers,

Vu l'avis réputé favorable de M./Mme le Maire de Neuvy-Saint-Sépulchre,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (La Châtre),

Vu la demande présentée le 13/02/2025 par l'entreprise COLAS demeurant Les Orangeons, 36330 LE POINCONNET,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D42A du PR 0+000 au PR 0+018, la D42 du PR 3+416 au PR 4+899, la D42 du PR 3+084 au PR 3+414 et la D42 du PR 4+899 au PR 5+229, du lundi 03 mars 2025 au samedi 03 mai 2025, à l'occasion de travaux de réfection de voirie,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LA CHÂTRE,

ARRÊTENT

Article 1 :
Du lundi 03 mars 2025 au samedi 03 mai 2025, à l'occasion de travaux de réfection de voirie, réalisés par l'entreprise COLAS et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée de la façon suivante :
- par une interdiction de circuler à tous les véhicules sur la D42A du PR 0+000 au PR 0+018 et la D42 du PR 3+416 au PR 4+899, en et hors agglomération, sur le territoire de la commune de **GOURNAY**,
- par une limitation de vitesse à 50 km/h sur la D42 du PR 3+084 au PR 3+414 et la D42 du PR 4+899 au PR 5+229, hors agglomération, sur le territoire de la commune de **GOURNAY.**

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée suivant l'annexe localisation.

Article 3 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **COLAS** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

La signalisation de déviation sera mise en place, entretenue et déposée par **les services du Département**.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
L'entreprise COLAS,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
Au maire de la commune de GOURNAY,
Au maire de la commune de CLUIS,
Au maire de la commune de MOUHERS,
Au maire de la commune de NEUVY-SAINT-SÉPULCHRE,
La DDT/SPREN - Cité administrative - 36000 CHÂTEAUROUX,
Unité Territoriale de LA CHÂTRE,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de La Châtre,

27 FEV. 2025

Nicolas MOREAU

Le maire de GOURNAY

Nom, Prénom, Qualité
BAZIN Priscille, Maire

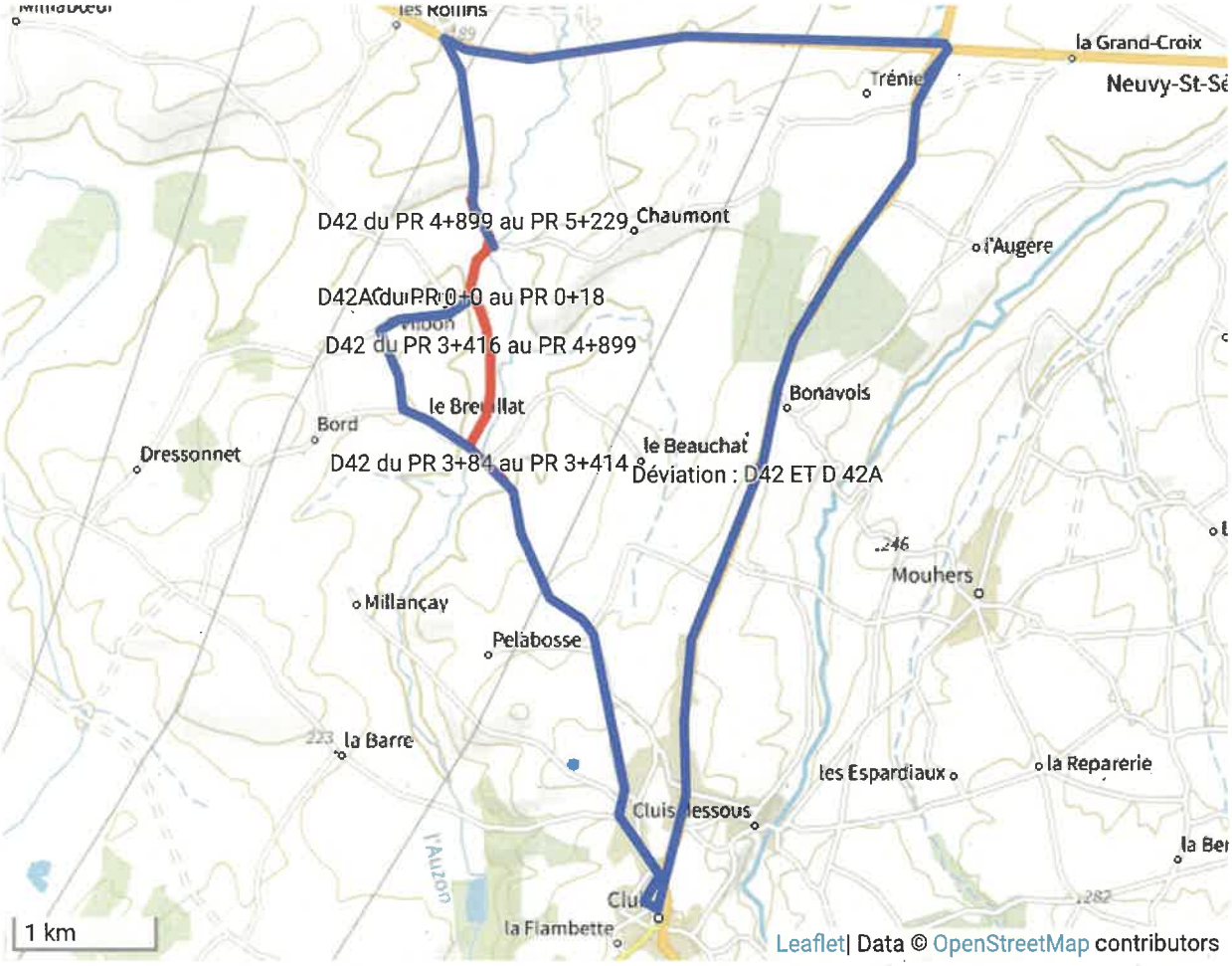
MAIRIE DE GOURNAY (Indre)

Renseignements
Unité Territoriale de LA CHATRE
2 rue Joseph Ageorges, 36400 LA CHATRE - Tél. 02.54.62.12.20
DGARTPE-UTLACHATRE@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



DÉTAILS DE L'ITINÉRAIRE

Déviation D42 ET D 42A
Via: Rue de la Chapelle, , D 42, Route de Gournay, Route de Châteauroux, D 990, D 927, D 42
17.3 km, 23 min
Se diriger vers le sud sur la rue de la Chapelle (D 42a) - 700 m
Tourner à gauche - 8 m
Vous êtes arrivé à votre première destination - 0 m
Se diriger vers le sud-est - 600 m
Tourner à gauche - 200 m
Vous êtes arrivé à votre seconde destination - 0 m
Se diriger vers le sud-est - 350 m
Vous êtes arrivé à votre troisième destination, sur la droite - 0 m
Se diriger vers l'est - 15 m
Tourner à droite sur la rue du Moulin (D 42) - 3 km
Tenir la gauche sur la route de Gournay (D 42) - 30 m
Tourner à gauche sur la route de Maillet (D 42) - 250 m
Continuer tout droit sur l'avenue du 8 Mai 1945 (D 42) - 250 m
Tourner à droite sur l'avenue de Verdun - 6 m
Vous êtes arrivé à votre quatrième destination - 0 m
Se diriger vers le sud-ouest sur l'avenue de Verdun - 200 m
Tourner à gauche sur la place du Champ de Foire - 100 m
Tourner franchement à gauche sur la rue du Champ de Foire (D 38) - 200 m
Tourner à gauche sur la rue du Pont Paillard (D 990) - 70 m
Continuer tout droit sur la route de Châteauroux (D 990) - 6 km
Tourner légèrement à droite - 150 m
Vous êtes arrivé à votre cinquième destination, droit devant - 0 m

Se diriger vers le sud-ouest - 150 m
Tourner franchement à droite sur D 990 - 200 m
Prendre le rond-point, puis la troisième sortie - 100 m
Sortir du rond-point - 100 m
Continuer tout droit sur D 927 - 3 km
Vous êtes arrivé à votre sixième destination, sur la gauche - 0 m
Se diriger vers le nord-ouest sur D 927 - 150 m
Tourner franchement à gauche sur D 42 - 1.5 km
Tourner à gauche sur D 42b - 40 m
Vous êtes arrivé à votre destination, sur la droite - 0 m

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_226

Portant réglementation de la circulation sur la D34 du PR 7+187 au PR 7+307, du lundi 10 mars 2025 au vendredi 02 mai 2025, à l'occasion de travaux de réfection de la couche de roulement, sur le territoire de la commune de LANGÉ.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de Langé en date du 25/02/2025,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de Baudres en date du 25/02/2025,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de Vicq-sur-Nahon en date du 25/02/2025,

Vu l'avis favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun) en date du 26/02/2025,

Vu la demande présentée le 07/02/2025 par la SOCIETE D'EXPLOITATION DE TRAVAUX ET D'ENROBAGE DU CENTRE demeurant RUE LA FAYETTE, 36130 DIORS,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D34 du PR 7+187 au PR 7+307**,** du lundi 10 mars 2025 au vendredi 02 mai 2025**,** à l'occasion de travaux de réfection de la couche de roulement,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de VATAN,

ARRÊTE

Article 1 :
Du lundi 10 mars 2025 au vendredi 02 mai 2025, sur la D34 du PR 7+187 au PR 7+307, hors agglomération, sur le territoire de la commune de **LANGÉ**, à l'occasion de travaux de réfection de la couche de roulement, réalisés par la SOCIETE D'EXPLOITATION DE TRAVAUX ET D'ENROBAGE DU CENTRE et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par une interdiction à tous les véhicules.

La durée d'intervention est estimée à 3 jours sur la période.

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée suivant l'annexe localisation.

Article 3 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par la **SOCIETE D'EXPLOITATION DE TRAVAUX ET D'ENROBAGE DU CENTRE** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

La signalisation de déviation sera mise en place, entretenue et déposée par **les Services du Département - Point d'Appui d'ÉCUEILLÉ.**

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
Monsieur PAPUCHON Christophe, SOCIETE D'EXPLOITATION DE TRAVAUX ET D'ENROBAGE DU CENTRE,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun),
Au maire de la commune de LANGÉ,
Au maire de la commune de BAUDRES,
Au maire de la commune de VICQ-SUR-NAHON,
Unité Territoriale de VATAN,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Laurent LEGER
UT Vatan
27 févr. 2025

Renseignements
Unité Territoriale de VATAN
11 avenue de la Sentinelle, 36150 VATAN - Tél. 02.54.03.47.00
DGARTPE-UTVATAN@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

Publié du 5 mars au 5 mai 2025

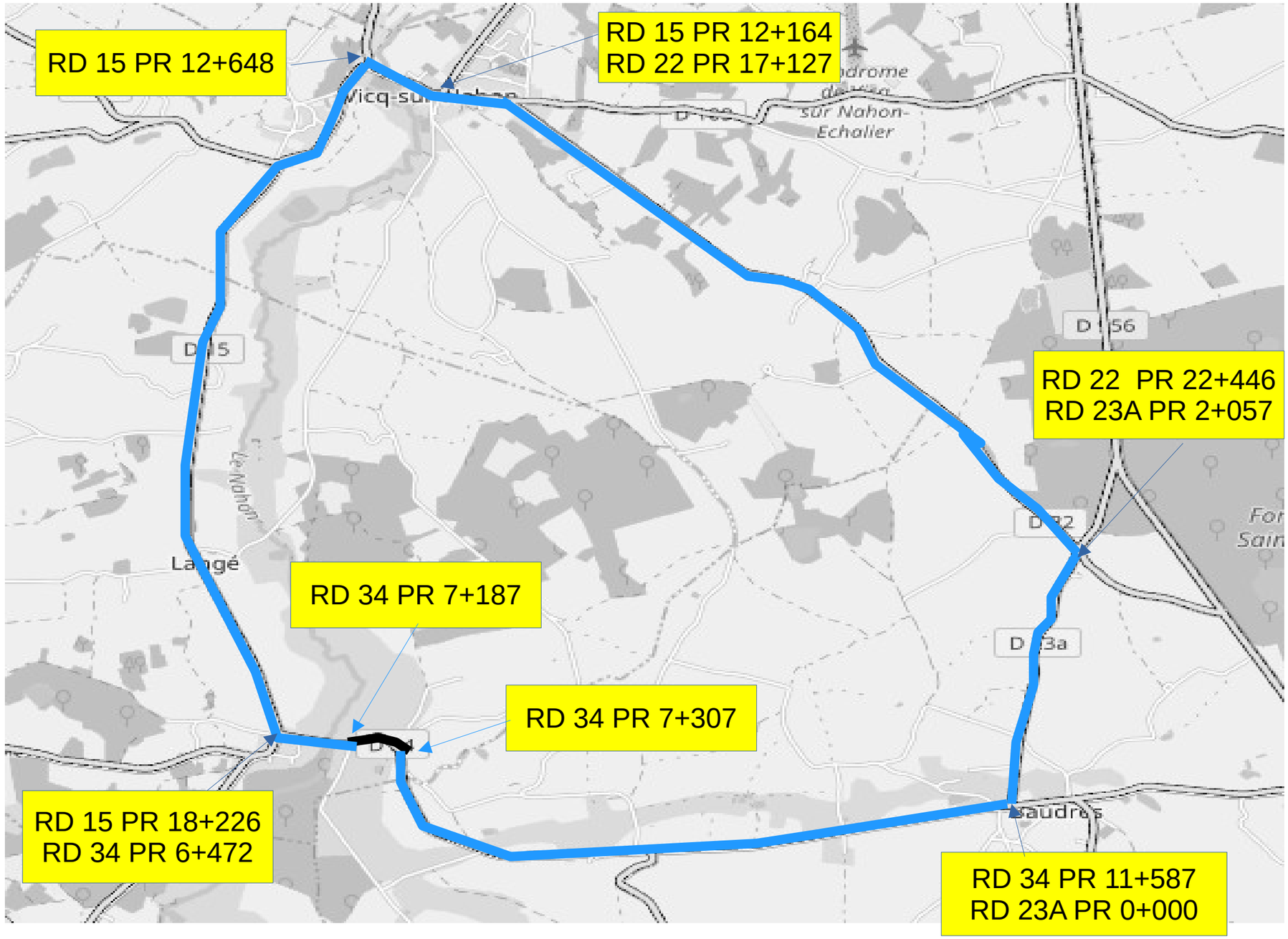
INDRE LE DÉPARTEMENT

Direction des Routes
UT Vatan

Travaux RD 34 SETEC Réfection de Chaussée

Plan de déviation VL / PL

N



© OSM, Département de l'Indre

Légende

Route barrée

Déviation VL / PL deux sens

Publié du 5 mars au 5 mai 2025

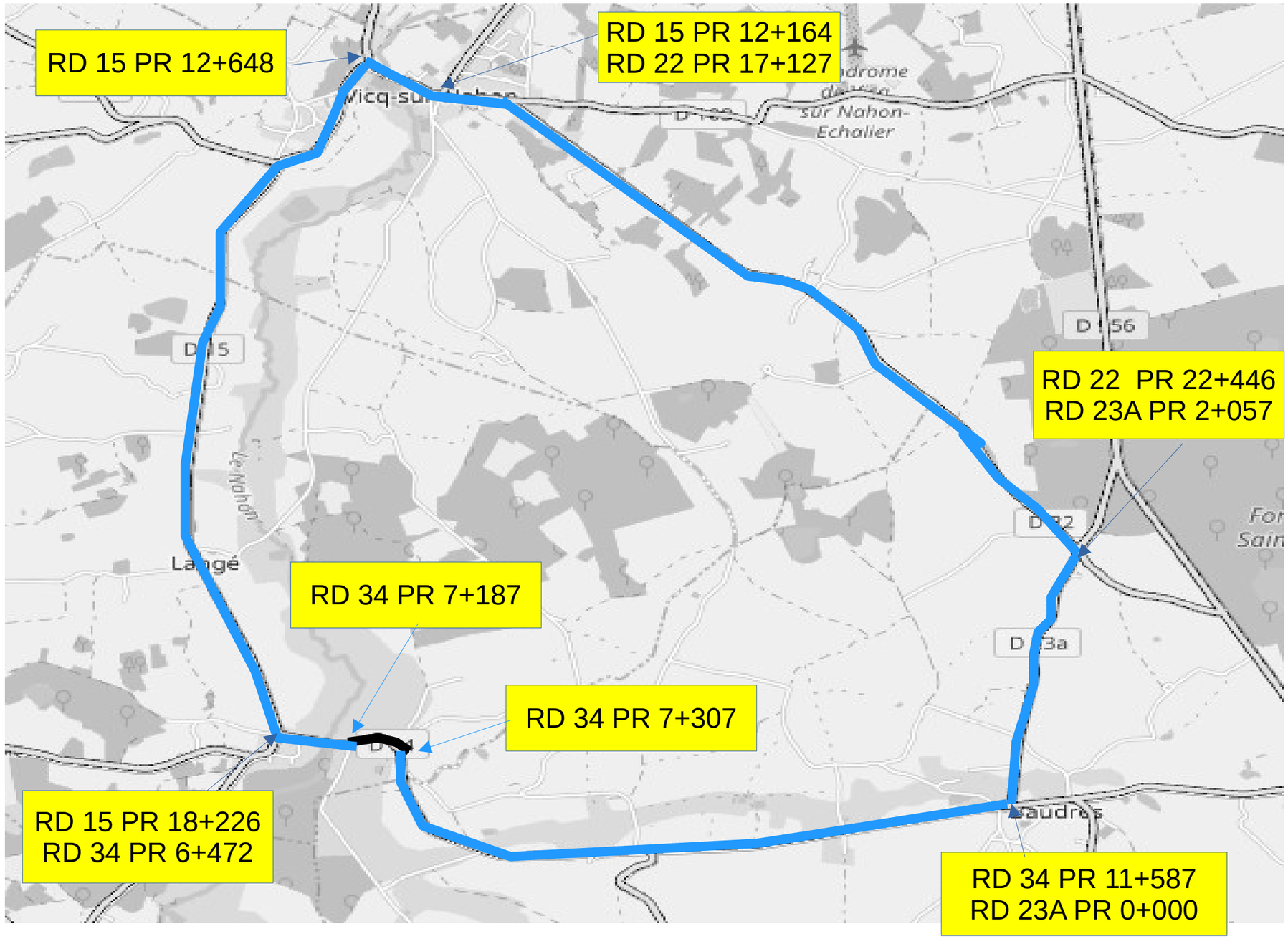
INDRE LE DÉPARTEMENT

Direction des Routes
UT Vatan

Travaux RD 34 SETEC Réfection de Chaussée

Plan de déviation VL / PL

N



© OSM, Département de l'Indre

Légende

Route barrée

Déviation VL / PL deux sens

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_228

Portant réglementation de la circulation sur la D109 du PR 12+658 au PR 15+946, du lundi 10 mars 2025 au mercredi 07 mai 2025, à l'occasion de travaux de calage des rives de chaussée, sur le territoire de la commune de VICQ-SUR-NAHON.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2024-04-09-00001 du 9 avril 2024 portant délégation de signature à M. Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de Vicq-sur-Nahon en date du 25/02/2025,

Vu l'avis favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun) en date du 26/02/2025,

Vu la demande présentée le 21/02/2025 par LE DEPARTEMENT DE L'INDRE demeurant PLACE DE LA VICTOIRE ET DES ALLIES - 36000 CHÂTEAUROUX,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D109 du PR 12+658 au PR 15+946**,** du lundi 10 mars 2025 au mercredi 07 mai 2025**,** à l'occasion de travaux de calage des rives de chaussée,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de VATAN,

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

ARRÊTE

Article 1 :
Du lundi 10 mars 2025 au mercredi 07 mai 2025, sur la D109 du PR 12+658 au PR 15+946, hors agglomération, sur le territoire de la commune de **VICQ-SUR-NAHON**, à l'occasion de travaux de calage des rives de chaussée, réalisés par les Services du Département (Service Matériels et Travaux - Base Routière de VALENÇAY), la circulation sera réglementée par une interdiction à tous les véhicules (sauf transports scolaires, riverains et véhicules de service public).

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée dans les 2 sens suivant l'annexe localisation.

Article 3 :
La signalisation de chantier et de déviation nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par les Services du Département - Base Routière de VALENÇAY, chargés des travaux.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun),
Au maire de la commune de VICQ-SUR-NAHON,
Le Service Matériels et Travaux,
L'Unité Territoriale de VATAN,
La DDT/SPREN - Cité administrative - 36000 CHÂTEAUROUX
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

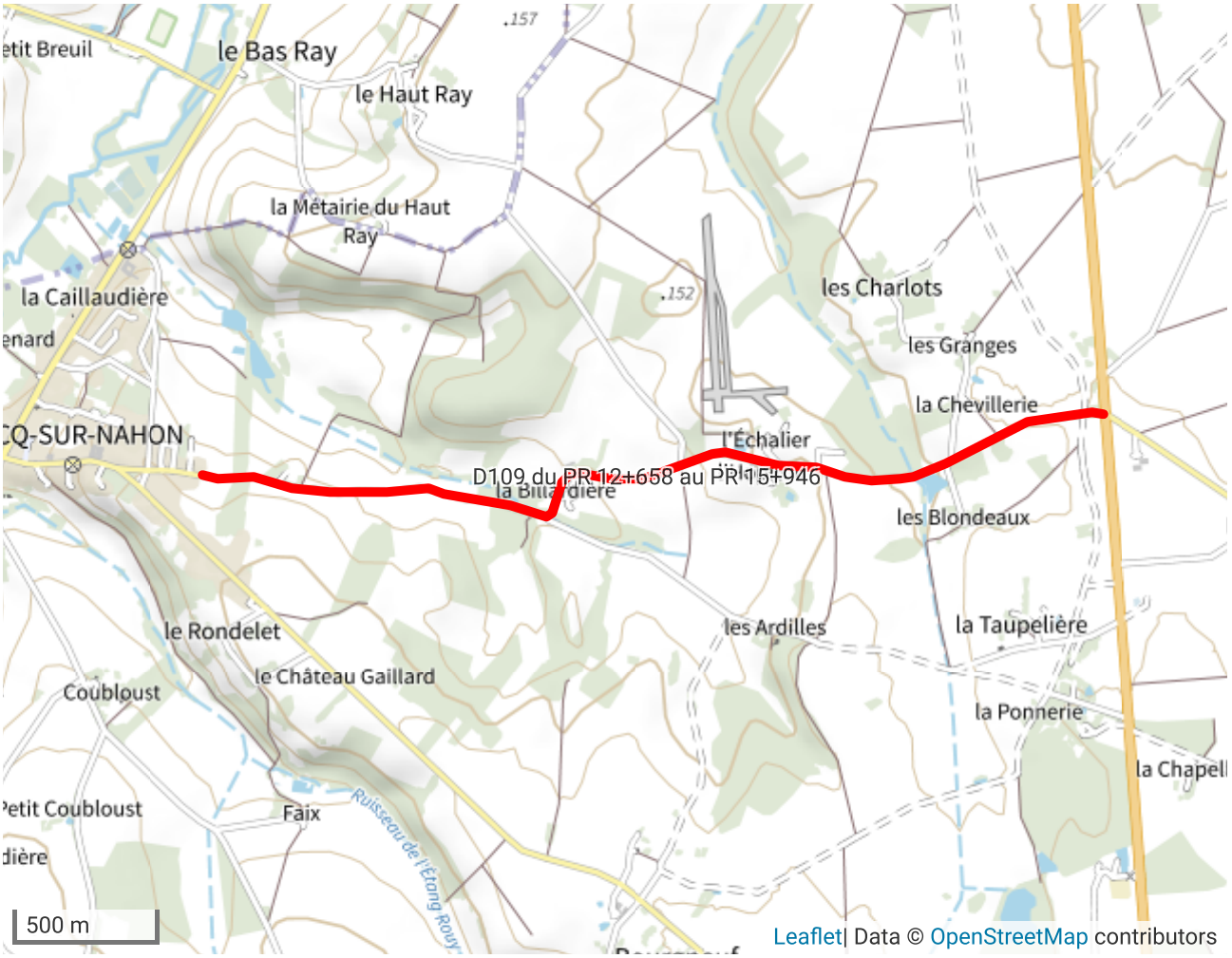
Laurent LEGER
UT Vatan
27 févr. 2025

Renseignements
Unité Territoriale de VATAN
11 avenue de la Sentinelle, 36150 VATAN - Tél. 02.54.03.47.00
DGARTPE-UTVATAN@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



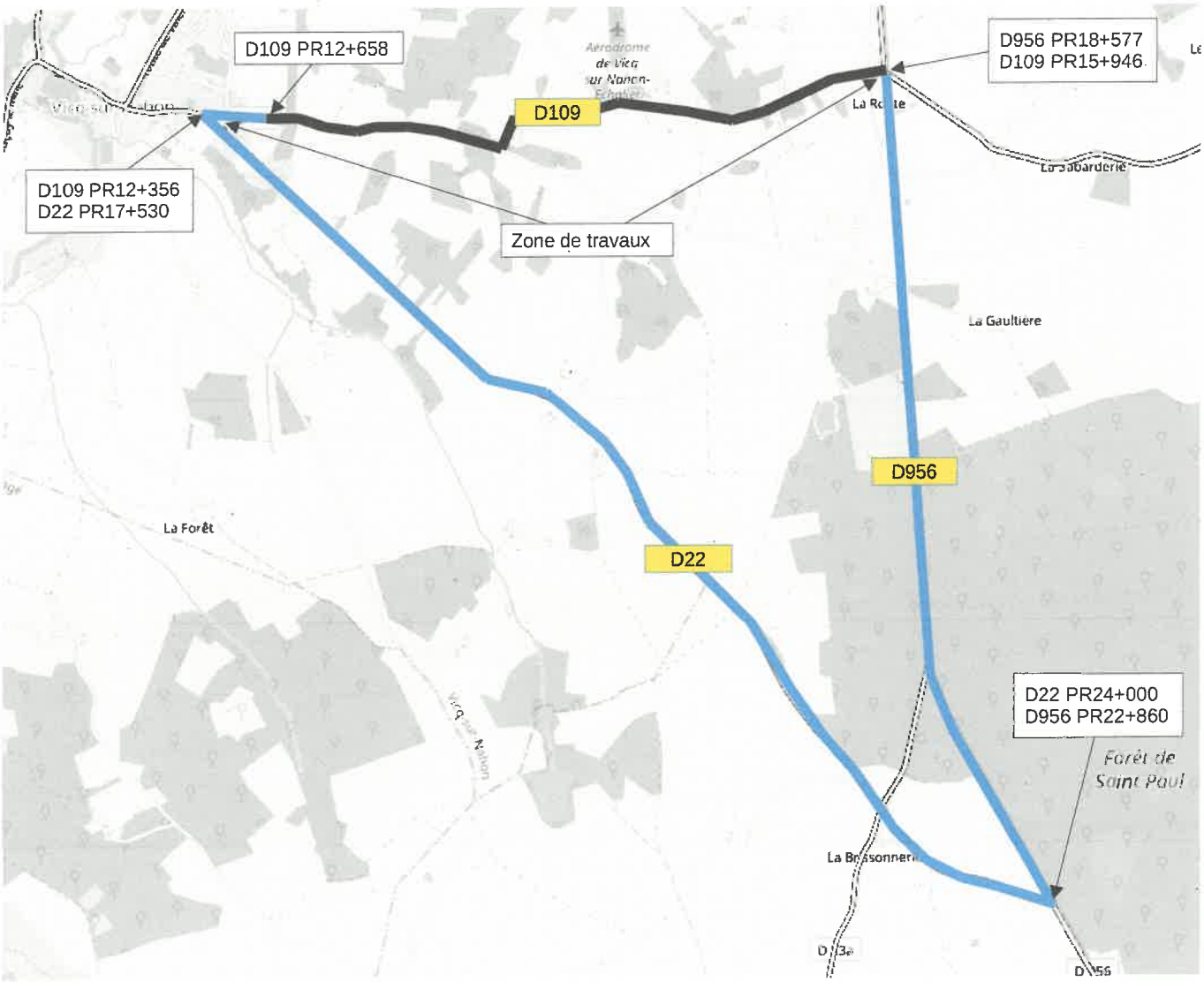
Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

INDRE LE DÉPARTEMENT

Direction des Routes
UT Vatan

Travaux RD 109 calage de rives de chaussée

Plan de déviation VL / PL



© OSM, Département de l'Indre

Légende

Route barrée

Déviation VL/PL deux sens

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_242

Portant prolongation de délai de l'arrêté n° AC_2024_DR_175 du 3 janvier 2025 concernant la réglementation de la circulation sur la D5 du PR 4+334 au PR 4+994, du samedi 01 mars 2025 au samedi 15 mars 2025, à l'occasion de travaux de terrassement de réseau PBA et éclairage public, sur le territoire de la commune de BAZAIGES.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis réputé favorable de M./Mme le Maire de Bazaiges,

Vu l'avis favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (La Châtre) en date du 26/02/2025,

Vu la demande présentée le 24/02/2025 par l'entreprise TP RESEAUX CENTRE demeurant ALL DU COMMERCE - 36250 SAINT-MAUR,

Considérant que les travaux de terrassement de réseau PBA et éclairage public n'ont pu se réaliser dans les délais prévus, il est nécessaire de prolonger le délai de l'arrêté n° AC_2024_DR_ 175 du 3 janvier 2025, du samedi 01 mars 2025 samedi 15 mars 2025,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LA CHÂTRE,

ARRÊTE

Article 1 :
L'arrêté n° **AC_2024_DR_175 du 3 janvier 2025** est prolongé du samedi 01 mars 2025 samedi 15 mars 2025,

Article 2 :
Les autres articles de l'arrêté n° **AC_2024_DR_175 du 3 janvier 2025** restent inchangés.

Article 3 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 4 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées ,
L'entreprise TP RESEAUX CENTRE,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
Au maire de la commune de BAZAIGES,
Unité Territoriale de LA CHATRE,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Le Chef de l'Unité Territoriale
de La Châtre

27 FEV. 2025

Nicolas MOREAU

Renseignements
Unité Territoriale de LA CHATRE
2 rue Joseph Ageorges, 36400 LA CHATRE - Tél. 02.54.62.12.20
DGARTPE-UTLACHATRE@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_247

Portant réglementation de la circulation sur la D36A du PR 0+000 au PR 1+390 et la D943 du PR 5+000 au PR 5+700, le lundi 03 mars 2025, à l'occasion de travaux de réfection de voirie, sur le territoire des communes de CHAMPILLET et LA MOTTE-FEUILLY.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Le maire de LA MOTTE FEUILLY,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2024-10-10-00005 du 10 octobre 2024 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu l'avis réputé favorable de M./Mme le Maire de Champillet,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (La Châtre),

Vu la demande présentée le 26/02/2025 par l'entreprise COLAS demeurant Les Orangeons, 36330 LE POINCONNET,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D36A du PR 0+000 au PR 1+390 et la D943 du PR 5+000 au PR 5+700, le lundi 03 mars 2025, à l'occasion de travaux de réfection de voirie,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LA CHÂTRE,

ARRÊTENT

Article 1 :
Le lundi 03 mars 2025, à l'occasion de travaux de réfection de voirie, réalisés par l'entreprise COLAS et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée de la façon suivante :

- par interdiction de circuler à tous véhicules sur la D36A du PR 0+000 au PR 1+390, en et hors agglomération, sur le territoire des communes de **CHAMPILLET** et **LA MOTTE-FEUILLY**,
- par la mise en place d'un alternat manuel par piquets K10 sur la D943 du PR 5+000 au PR 5+700, hors agglomération, sur le territoire des communes de **CHAMPILLET** et **LA MOTTE-FEUILLY**,

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée suivant l'annexe localisation.

Article 3 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **COLAS** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

La signalisation de déviation sera mise en place, entretenue et déposée par **les services du Département**.

Sur la RD 943, l'alternat et la signalisation correspondante ne gêneront pas la circulation des transports exceptionnels. Tout déplacement de la signalisation pour permettre le passage d'un transport exceptionnel sera à la charge de l'entreprise.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
L'entreprise COLAS,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
Au maire de la commune de CHAMPILLET,
Au maire de la commune de LA MOTTE-FEUILLY,
Unité Territoriale de LA CHÂTRE,
La DDT/SPREN - Cité administrative - 36000 CHÂTEAUROUX,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Directeur des Routes,

Yann MICHON

27 FEV. 2025

Le maire de LA MOTTE-FEUILLY

Nom, Prénom, Qualité

Dominique PASQUET
Maire-adjoint de
La Motte-Feuilly

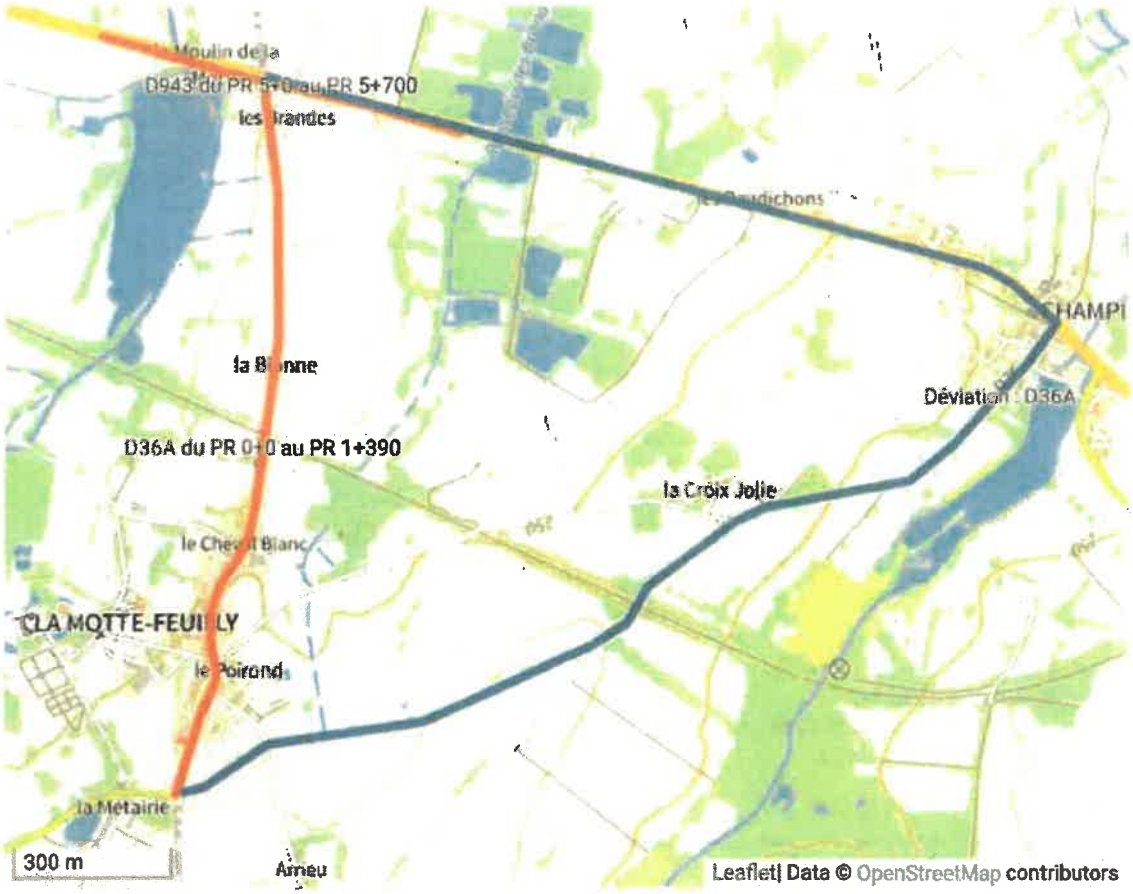
MAIRIE DE LA MOTTE-FEUILLY (36160)

Renseignements
Unité Territoriale de LA CHATRE
2 rue Joseph Ageorges, 36400 LA CHATRE - Tél. 02.54.62.12.20
DGARTPE-UTLACHATRE@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



DÉTAILS DE L'ITINÉRAIRE

Déviation D36A
Via: D 36a, Route de La Châtre, Rue des Dames, D 36
3.5 km, 4 min 30 s
Se diriger vers le nord sur D 36a - 15 m
Tourner à droite sur la route de La Châtre (D 943) - 1.5 km
Vous êtes arrivé à votre première destination - 0 m
Se diriger vers le sud-est sur la route de La Châtre (D 943) - 20 m
Tourner à droite sur la rue des Dames (D 36) - 2 km
Vous êtes arrivé à votre destination, sur la gauche - 0 m

Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site internet : www.indre.fr

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_251

Portant réglementation de la circulation sur la D24 du PR 6+200 au PR 10+400, du mardi 04 mars 2025 au dimanche 04 mai 2025, à l'occasion d'un chargement de bois par des grumiers sur une parcelle privée, sur le territoire des communes d'ARPHEUILLES et SAINTE-GEMME.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),

Vu la demande présentée le 10/02/2025 par la société COMPTOIR DES BOIS DE BRIVE demeurant 620 rue Georges Clémenceau - 36130 DEOLS,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la D24 du PR 6+200 au PR 10+400**,** du mardi 04 mars 2025 au dimanche 04 mai 2025**,** à l'occasion d'un chargement de bois par des grumiers sur une parcelle privée,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LE BLANC,

ARRÊTE

Article 1 :
Du mardi 04 mars 2025 au dimanche 04 mai 2025, sur la D24 du PR 6+200 au PR 10+400, hors agglomération, sur le territoire des communes d'**ARPHEUILLES** et **SAINTE-GEMME**, à l'occasion d'un chargement de bois par des grumiers sur une parcelle privée, réalisés par l'entreprise COMPTOIR DES BOIS DE BRIVE et/ou ses sous-traitants, la circulation sera réglementée par un alternat par feux tricolores KR11 ou par un alternat manuel par piquets K10 ou par un alternat par sens prioritaire par panneaux B15 et C18.

Tous les usagers qui circulent sur une voie débouchant sur la RD concernée par les travaux ci-dessus pourront momentanément être stoppés le temps d'une intervention ponctuelle sur cette RD.

Au droit du chantier, il sera interdit de dépasser, de stationner et la vitesse sera limitée à 50 km/h.

Article 2 :
La signalisation de chantier nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise **COMPTOIR DES BOIS DE BRIVE** et/ou ses sous-traitants, chargés des travaux.

En cas de 2ème alternat sur le même axe à moins de 3 km (mis en place par la même entreprise ou par une autre), les 2 alternats seront manuels.

La durée de l'allumage du feu rouge ne devra pas excéder 150 secondes.

Article 3 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 5 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées ,
Madame Hochereau CLÉMENTINE, Comptoir des bois de brive,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),
Au maire de la commune de ARPHEUILLES,
Au maire de la commune de SAINTE-GEMME,
Unité Territoriale de LE BLANC,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

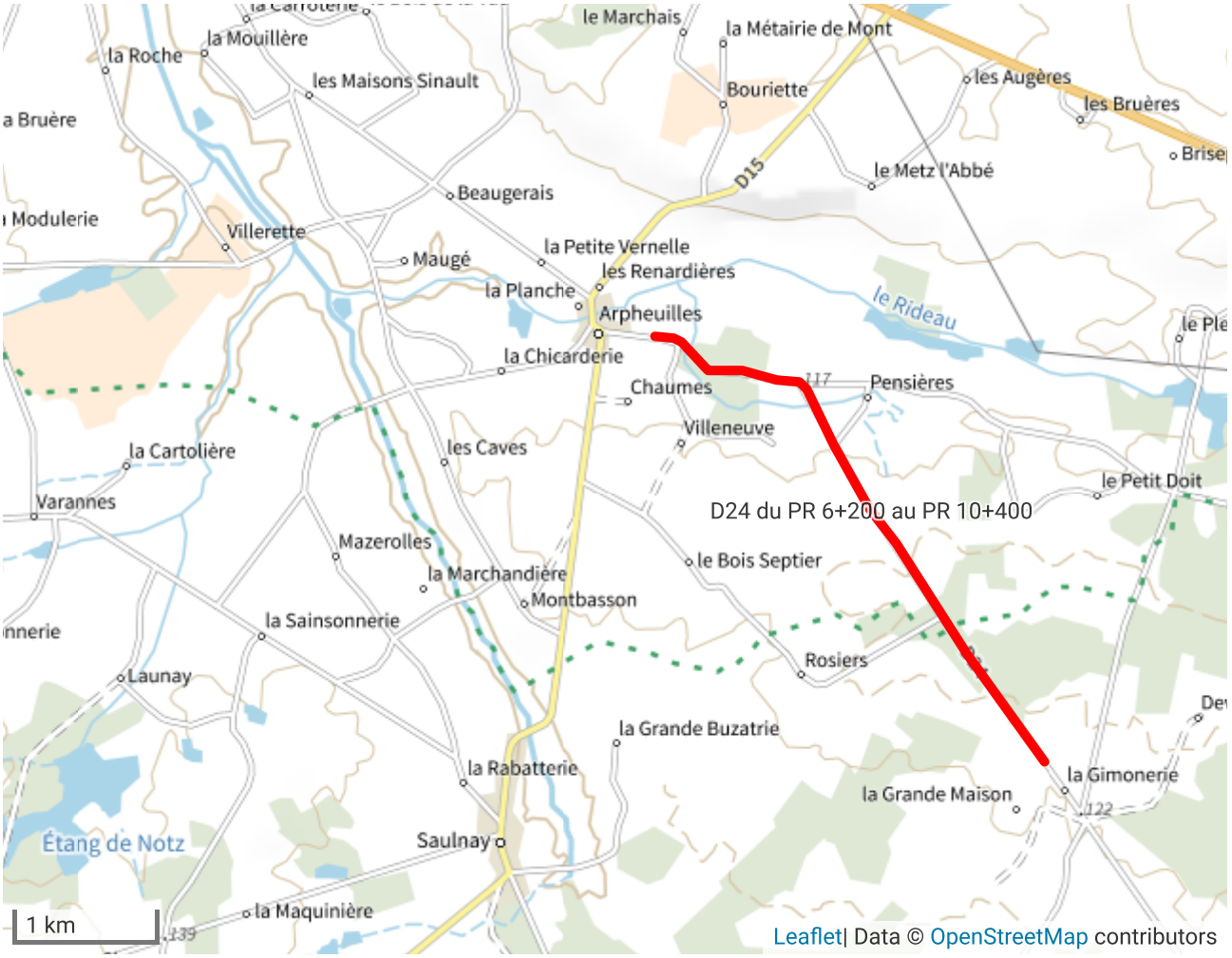
Laurent LEGER
UT Vatan
27 févr. 2025
En l'absence de UT Le Blanc

Renseignements
Unité Territoriale de LE BLANC
2 ter route de la Grand' Borne, 36300 LE BLANC - Tél. 02.54.48.99.90
DGARTPE-UTLEBLANC@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_129

Portant réglementation de la circulation sur l'itinéraire de la course cycliste dénommée "Prix de Mâron", le dimanche 23 mars 2025 de 13h00 à 18h00, sur le territoire des communes de MÂRON, VOUILLON et SASSIERGES-SAINT-GERMAIN.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Le maire de MÂRON,

Le maire de SASSIERGES-SAINT-GERMAIN,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2017-1279 du 9 août 2017 portant simplification de la police des manifestations sportives

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis favorable de M. le Maire de Vouillon en date du 30/01/2025,

Vu l'avis favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun) en date du 31/01/2025,

Vu l'avis favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (La Châtre) en date du 30/01/2025,

Vu la demande présentée le 21/01/2025 par l'association UNION CYCLISTE DE CHATEAUROUX demeurant 9 AVENUE PIERRE DE COUBERTIN, 36000 CHATEAUROUX,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et des concurrents, il est nécessaire de réglementer la circulation sur l'itinéraire de la course cycliste dénommée "Prix de Mâron" le dimanche 23 mars 2025 de 13h00 à 18h00,

Considérant qu'à ce jour, l'organisateur n'a pas fourni l'autorisation idoine de l'autorité compétente portant sur la manifestation susmentionnée,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de VATAN,

ARRÊTENT

Article 1 :
Conformément aux dispositions de l'article R.411-30 du code de la route et sous réserve de l'arrêté portant autorisation des services préfectoraux compétents en la matière, l'épreuve sportive dénommée "Prix de Mâron" le dimanche 23 mars 2025 de 13h00 à 18h00, bénéficiera sauf au droit des passages à niveau éventuels, d'un usage exclusif temporaire de la chaussée porté à la connaissance des usagers par une signalisation appropriée définie par l'arrêté du 26 août 1992.

Entre le passage de la voiture d'ouverture de la course et le passage de la voiture de fermeture de la course, la circulation des véhicules de toute nature sera interdite. Conformément aux dispositions de l'article R414-3-1 du code de la route, tout conducteur d'un véhicule ou d'un engin qui circule sur la chaussée doit laisser le passage, s'arrêter ou se garer.

Le stationnement de tous les véhicules sera interdit sur l'itinéraire de l'épreuve sauf pour l'application du paragraphe ci-dessus. Il pourra être interdit en amont de la manifestation, dès l'installation de la signalisation réglementaire.

L'épreuve sportive emprunte les sections de routes suivantes :
- D71 du PR 0+380 (Départ devant le cimetière) au PR 0+260,
- VC, Place du Château, sur la commune de **MÂRON**,
- D49 du PR 29+018 au PR 25+552 sur les communes de **MÂRON** et **VOUILLON**,
- D19 du PR 17+628 au PR 21+218 sur les communes de **VOUILLON**, **MÂRON** et **SASSIERGES-SAINT-GERMAIN**,
- D71 du PR 4+604 au PR 0+380 (Arrivée devant le cimetière) sur les communes de **SASSIERGES-SAINT-GERMAIN** et **MÂRON**.

Article 2 :
À l'issue de la course, à l'occasion de la Cérémonie de remise des médailles organisée par l'UNION CYCLISTE DE CHATEAUROUX, la circulation sera interdite à tout véhicule sur la route départementale n° 71 du PR 0+263 au PR 1+397, sur la commune de **MÂRON**.

Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée suivant l'annexe localisation.

Article 3 :
La signalisation nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par les organisateurs de l'épreuve sportive.

Les signaleurs seront en poste dans les carrefours et autres points stratégiques pour signaler le passage de la course et imposer aux usagers de la route de circuler dans le sens de la course.

Article 4 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché à :
- chaque extrémité des sections réglementées
- l'Hôtel du Département, au lieu habituel
- la mairie de chaque commune concernée

Article 6 :
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
Préfecture de l'Indre,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (La Châtre),
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun),
L'organisateur de la manifestation : Association UNION CYCLISTE DE CHATEAUROUX
Au maire de la commune de MÂRON,
Au maire de la commune de VOUILLON,
Au maire de la commune de SASSIERGES-SAINT-GERMAIN,
Unité Territoriale de VATAN,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,
Kéolis - 22 boulevard d'Anvaux - 36000 CHÂTEAUROUX,
Châteauroux Métropole - Hôtel de Ville - CS 80509-36012 CHÂTEAUROUX cedex,

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,
le 28/02/25

Laurent LÉGER

Le maire de MÂRON

Nom, Prénom, Qualité
Gilbert BLANC,
Le Maire

MAIRIE DE MÂRON (Indre)

Le maire de SASSIERGES-SAINT-GERMAIN

Nom, Prénom, Qualité

Pour le maire absent
PROTEAU Jean-François, 2ème adjoint

MAIRIE DE SASSIERGES ST GERMAIN

Renseignements
Unité Territoriale de VATAN
11 avenue de la Sentinelle, 36150 VATAN - Tél. 02.54.03.47.00
DGARTPE-UTVATAN@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

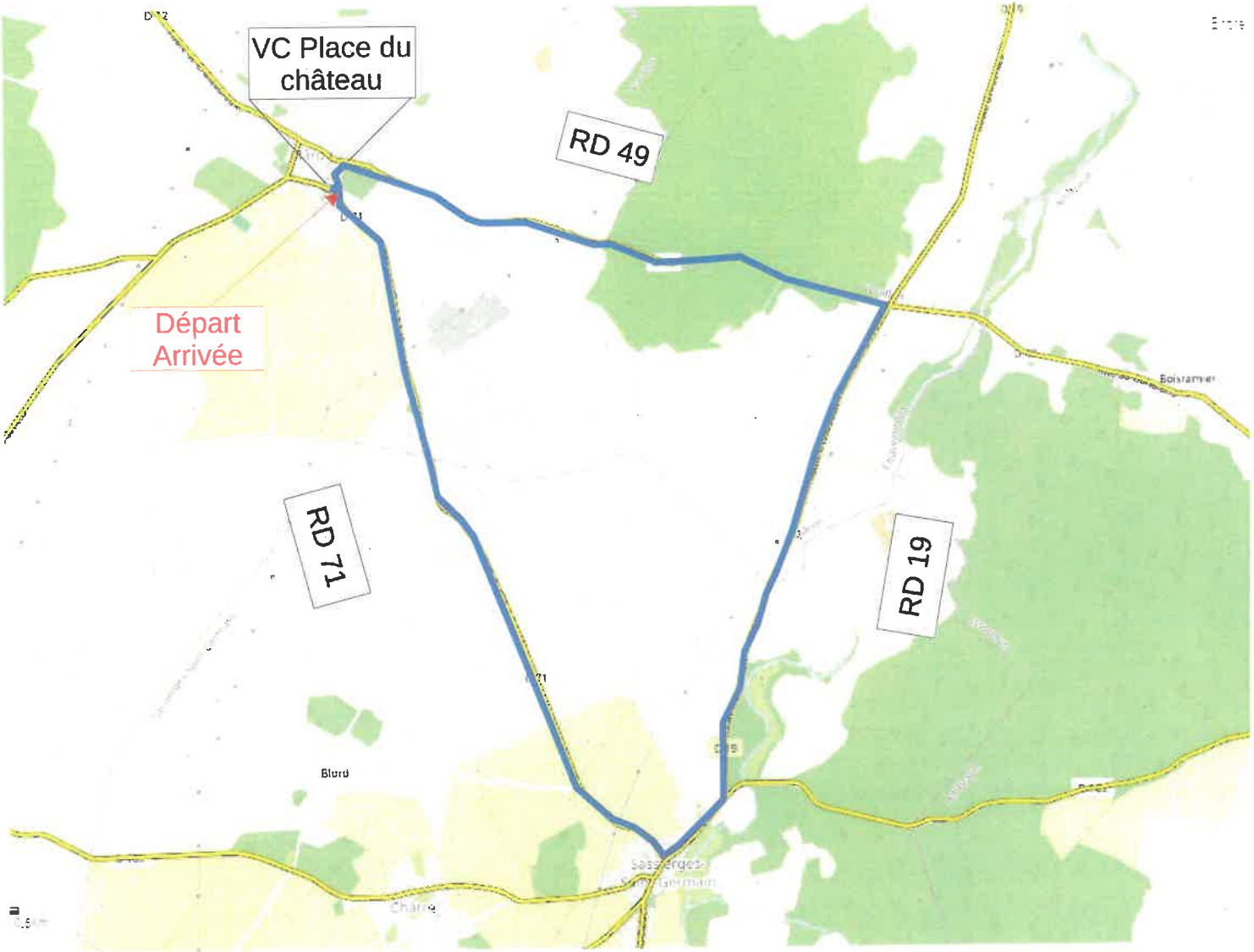
Département de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36020 Châteauroux cedex
Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site Internet : www.indre.fr

INDRE LE DÉPARTEMENT
Direction des Routes
UT Varan

Voies empruntées

Par la course

N



© OSM, Département de l'Indre

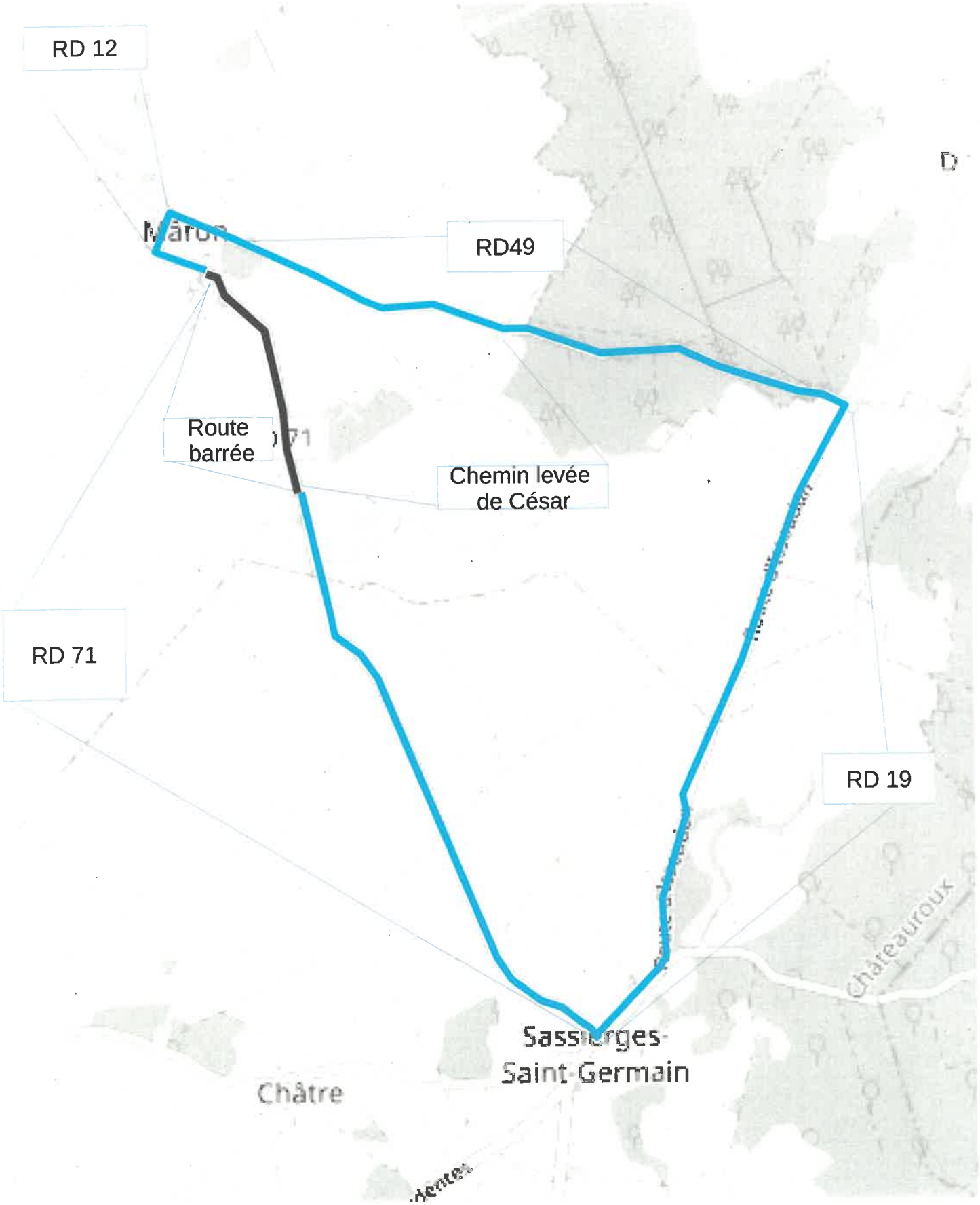
Publié du 5 mars au 5 mai 2025

INDRE
LE DÉPARTEMENT
Direction des Routes
UT Vatan

Fin de course Prix de Mâron

Plan de déviation VL / PL

N



© OSM, Département de l'Indre

Légende

Route barrée

Dév VL / PL 2 sens

ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_157

Portant réglementation de la circulation sur l'itinéraire de la course pédestre dénommée "La Tournée de Vineuil", le samedi 26 avril 2025 de 15h00 à 19h30, sur le territoire de la commune de VINEUIL.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Le maire de VINEUIL,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2017-1279 du 9 août 2017 portant simplification de la police des manifestations sportives

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'avis favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Issoudun) en date du 08/02/2025,

Vu la demande présentée le 22/01/2025 par l'association LES GAZELLES VINEUILLOISES demeurant 43 RUE DE LA POSTE, 36110 VINEUIL,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et des concurrents, il est nécessaire de réglementer la circulation sur l'itinéraire de la course pédestre dénommée "La Tournée de Vineuil" le samedi 26 avril 2025 de 15h00 à 19h30,

Considérant qu'à ce jour, l'organisateur n'a pas fourni l'autorisation idoine de l'autorité compétente portant sur la manifestation susmentionnée,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de VATAN,

ARRÊTENT

Article 1 :
Conformément aux dispositions de l'article R.411-30 du code de la route et sous réserve de l'arrêté portant autorisation des services préfectoraux compétents en la matière, l'épreuve sportive dénommée "La Tournée de Vineuil" le samedi 26 avril 2025 de 15h00 à 19h30, bénéficiera sauf au droit des passages à niveau éventuels, d'un usage exclusif temporaire de la chaussée porté à la connaissance des usagers par une signalisation appropriée définie par l'arrêté du 26 août 1992.

Entre le passage de la voiture d'ouverture de la course et le passage de la voiture de fermeture de la course, la circulation des véhicules de toute nature sera interdite. Conformément aux dispositions de l'article R414-3-1 du code de la route, tout conducteur d'un véhicule ou d'un engin qui circule sur la chaussée doit laisser le passage, s'arrêter ou se garer.

Le stationnement de tous les véhicules sera interdit sur l'itinéraire de l'épreuve sauf pour l'application du paragraphe ci-dessus. Il pourra être interdit en amont de la manifestation, dès l'installation de la signalisation réglementaire.

- L'épreuve sportive **(circuit 5 km)** emprunte les sections de routes suivantes sur la commune de **VINEUIL** :

- **Départ** Place de l'Ancienne Gare,
- Traversée de la D7 au PR 21+778,
- Chemin de l'Ancienne Ligne,
- D77 route de Villers-les-Ormes du PR 3+147 au PR 3+674,
- Impasse des Noyers,
- D7 route de Villegongis, du PR 21+410 au PR 21+473,
- D77 place de l'Eglise - rue de la Poste du PR 3+766 au PR 3+880,
- Passage derrière la salle des Fêtes,
- Lotissement Montabord,
- Chemin de la Grouaille,
- Impasse de la Rosaterie,
- Passage dans la cour de l'école des Vignes,
- Chemin de la Grouaille,
- D77 rue de la Poste du PR 3+921 au PR 3+810,
- D77A route de Coings du PR 0+000 au PR 0+060,
- Voie privée - traversée du Café des Sports,
- D7 rue de la Gare du PR 21+543 au PR 21+695,
- Chemin Gateau,
- D77A route de Coings du PR 0+237 au PR 0+280,
- Passage dans le Stade,
- Rue du Chemin Vert du PR 0+060 au PR 0+000,
- D77 rue de la Poste du PR 4+145 au PR 4+380,
- Chemin de la Croix,
- Lotissement des Millespertuis,
- Contournement du bassin de rétention des eaux pluviales,
- Traversée de la D77A au PR 0+315,
-**Arrivée** place de l'Ancienne Gare.

- Les épreuves sportives **(circuits 10 km et 20km)** emprunte les sections de routes suivantes sur la commune de **VINEUIL** :

- **Départ** Place de l'Ancienne Gare,
- Traversée de la D7 au PR 21+778,
- Chemin de l'Ancienne Ligne,
- Traversée de la D77 au PR 3+147,
- Chemin de la Ligne (traversée du bois),
- Chemin Le Petit Chottin,
- Chemin de Toutvent,
- Lieu-dit "Les Terrageaux",
- Chemin des Hauts Terrageaux,
- D7 route de Villegongis du PR 21+200 au PR 20+736,
- Lieu-dit "Saint-Michel",
- Chemin Saint-Michel,
- Chemin de la Grouaille,

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,
Pour le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires,
du Patrimoine et de l'Education,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Vatan,

le 28/02/25

Laurent LÉGER

A Vineuil, le
08 Février 2025

Le maire de VINEUIL,

Nom, Prénom, Qualité

Bernard BACHELERIE

LE MAIRE

MAIRIE DE VINEUIL
36 (Indre)

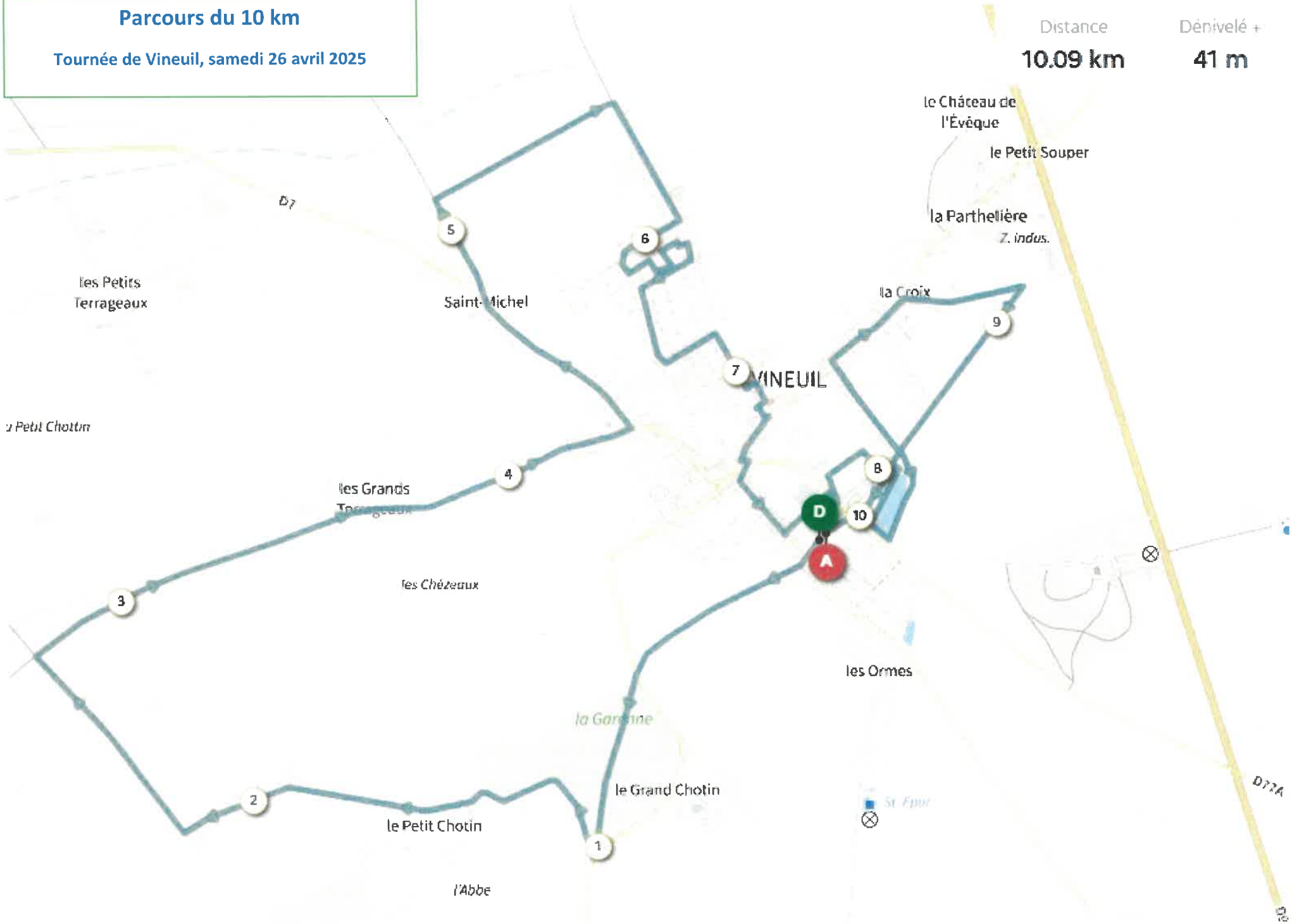
Renseignements
Unité Territoriale de VATAN
11 avenue de la Sentinelle, 36150 VATAN - Tél. 02.54.03.47.00
DGARTPE-UTVATAN@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

Parcours du 10 km

Tournée de Vineuil, samedi 26 avril 2025



CD 36_Numéro 8_RADI_Février 2025

Publié du 5 mars au 5 mai 2025

Parcours du 20 km

Tournée de Vineuil, samedi 26 avril 2025



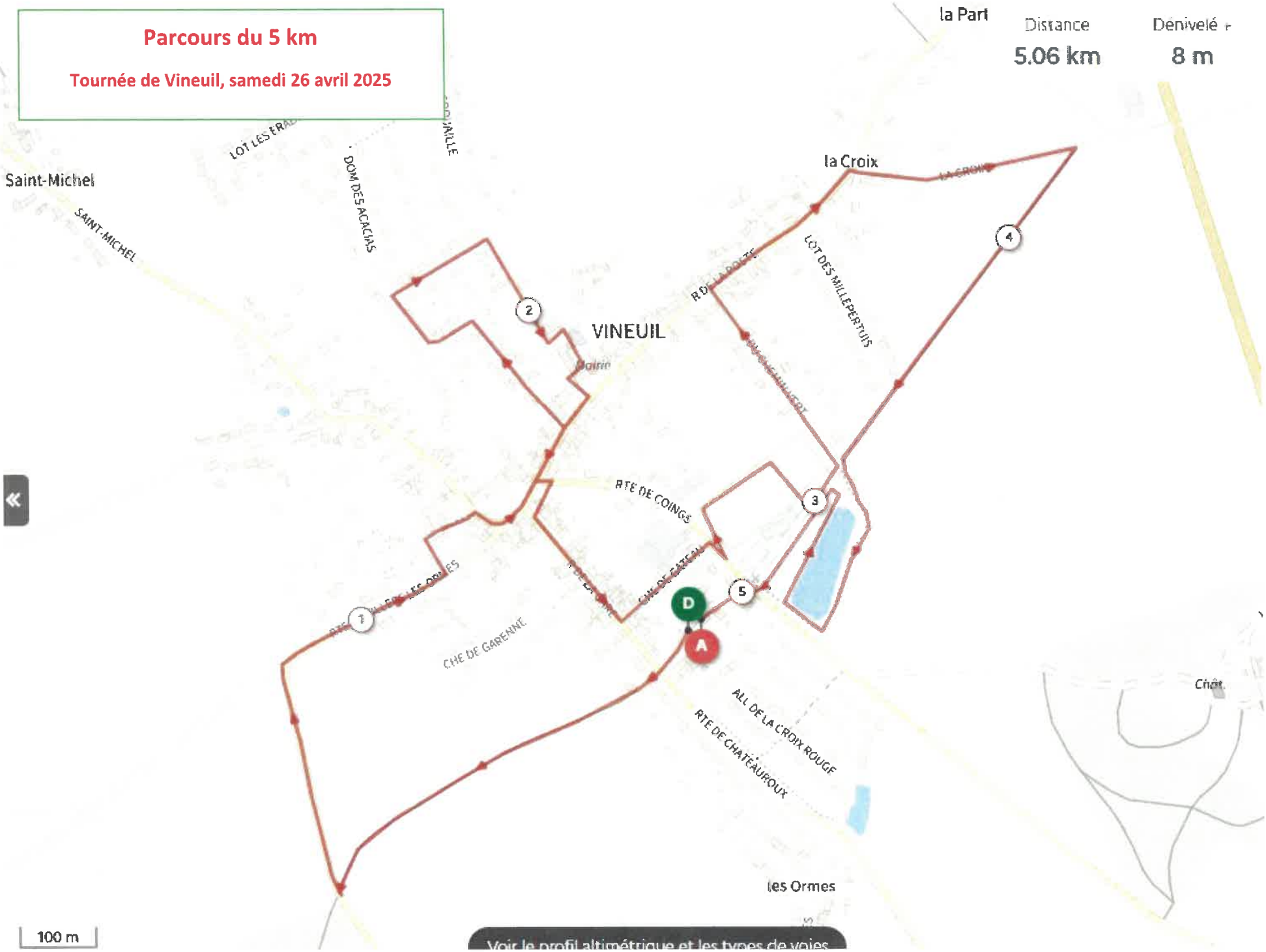
Voir le profil altimétrique et les types de voies

CD 36_Numéro 8_RADI_Février 2025

Publié du 5 mars au 5 mai 2025

Parcours du 5 km

Tournée de Vineuil, samedi 26 avril 2025



ARRÊTÉ N° AC_2025_DR_233

Portant prolongation de délai de l'arrêté n° AC_2025_DR_115 du 12/02/2025 concernant la réglementation de la circulation sur la D943 du PR 59+000 au PR 59+250, la D80 du PR 22+550 au PR 22+800 et la D943A du PR 4+400 au PR 4+550, du samedi 29 mars 2025 au mercredi 28 mai 2025, à l'occasion de travaux pour le raccordement de la voie de la déviation de Villedieu-Sur-Indre au giratoire de "Surin", sur le territoire de la commune de NIHERNE.

Le Président du Conseil départemental de l'Indre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - signalisation temporaire,

Vu la délibération CP_20180209_022 du 9 février 2018 adoptant le règlement de voirie départementale,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de l'Indre n° 2025-D-0047 du 15 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Christophe COURTEMANCHE, Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Education et aux Agents en fonction dans les services relevant de son autorité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2024-10-10-00005 du 10 octobre 2024 portant délégation de signature à M.Rik VANDERERVEN Directeur départemental des territoires de l'Indre,

Vu l'avis permanent du Préfet de l'Indre en date du 31 mars 2022,

Vu l'avis réputé favorable de M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),

Vu l'avis favorable de l'Unité de Vatan en date du 26/02/2025,

Vu la demande présentée le 20/02/2025 par la société TERELIAN demeurant 2 RUE YVES CONSTANTIN - 49330 LES HAUTS-D'ANJOU,

Considérant que les travaux pour le raccordement de la voie de la déviation de Villedieu-Sur-Indre au giratoire de "Surin" n'ont pas pu se réaliser dans les délais prévus, il est nécessaire de prolonger le délai de l'arrêté n° AC_2025_DR_115 du 12/02/2025, du samedi 29 mars 2025 au mercredi 28 mai 2025,

Sur proposition de M. le Chef de Unité Territoriale de LE BLANC,

ARRÊTE

Article 1 :
L'arrêté n° AC_2025_DR_115 du 12/02/2025 est prolongé du samedi 29 mars 2025 au mercredi 28 mai 2025.

Article 2 :
Les autres articles de l'arrêté n° AC_2025_DR_115 du 12/02/2025 restent inchangés.

Article 3 : Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à :
M. le Directeur Général Adjoint des Routes, des Territoires, du Patrimoine et de l'Éducation du Département de l'Indre,
Secrétariat des assemblées,
Monsieur Deschamps AXEL, TERELIAN,
M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre (Le Blanc),
Au maire de la commune de NIHERNE,
Unité Territoriale de LE BLANC,
UT VATAN,
La DDT/SPREN - Cité administrative - 36000 CHÂTEAUROUX,
Le SDIS - Les Rosiers - 36130 MONTIERCHAUME,
Le SAMU - 216 avenue de Verdun - 36000 CHATEAUROUX,
Région Centre Val de Loire - ERCVL36 - Service Transports,

Yann MICHON
Direction des Routes
28 févr. 2025

Renseignements
Unité Territoriale de LE BLANC
2 ter route de la Grand' Borne, 36300 LE BLANC - Tél. 02.54.48.99.90
DGARTPE-UTLEBLANC@indre.fr

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ANNEXE - LOCALISATION



D80 du PR 22+550 au PR 22+800

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ars Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire

INDRE LE DÉPARTEMENT

CONTRAT PLURIANNUEL D'OBJECTIFS ET DE MOYENS
des EHPAD du CH de Châteauroux - Le Blanc (St Lazare, Val d'Anglin, La Cubissole)
Situé à LE BLANC et CONCREMIERS
N° FINESS Entité Juridique : 3600 000 53
2025-2029

Entre,

D'une part, les autorités suivantes ayant délivré le (s) autorisation (s) d'activités couvertes par le CPOM :

Le Département de l'Indre,
Dénommé le Département

Adresse : Place de la Victoire et des Alliés – CS20639
Code postal : 36020
Commune : CHATEAUROUX Cedex

représenté par Monsieur Marc FLEURET, Président du Conseil départemental de l'Indre,

L'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire,
Dénommée l'ARS

Adresse : Cité Coligny, 131 rue du Faubourg Bannier
Code postal : 45 044
Commune : ORLEANS CEDEX

représentée par, Madame Clara de BORT, Directrice générale de l'ARS Centre-Val de Loire

Et d'autre part,

Les EHPAD du Centre Hospitalier de Châteauroux-Le Blanc
Dénommé l'Organisme gestionnaire
pour l'activité EHPAD

Adresse : 216, Avenue de Verdun
Boîte postale : BP 585
Code postal : 36019
Commune : Châteauroux

représenté par Madame Evelyne POUPET, en qualité de Directrice générale, personne habilitée par le Conseil de Surveillance à signer le CPOM conformément aux dispositions du IV ter A de l'article L.313-12 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

SOMMAIRE

Visas et références juridiques 1
TITRE 1 : L'OBJET DU CONTRAT 2
Article 1 : L'identification du gestionnaire et périmètre du contrat 3
1. Présentation de l'organisme gestionnaire 3
2. Périmètre du CPOM et présentation des établissements et services couverts par le CPOM 5
3. Partenariat (s) existant (s) et formalisé (s) du gestionnaire avec d'autres gestionnaires d'établissements 7
ou services 7
4. Habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale 7
Article 2 : Les objectifs fixés au CPOM 7
1. Le diagnostic partagé 7
2. Les engagements des co-contractants 8
Article 4 : Moyens dédiés à la réalisation du CPOM 9
1. Les modalités de détermination des dotations des établissements et services du CPOM 10
2. Les modalités d'affectation des résultats pour les établissements et services du CPOM 15
3. Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) 16
4. Plan global de financement pluriannuel (PGFP) 17
TITRE 2 : LA MISE EN ŒUVRE DU CONTRAT 18
Article 5 : Le suivi et l'évaluation du contrat 18
1. Le comité de suivi 18
2. Les dialogues de gestion 19
3. Les contrôles de l'Agence Régionale de Santé et du Département 19
Article 6 : Le traitement des litiges 20
Article 7 : La révision du contrat 20
Article 8 : La date d'entrée en vigueur du CPOM et la durée du CPOM 20
Article 9 : Le renouvellement du contrat 20
Article 10 : Personnes de moins de 60 ans 20
Article 11 : Résiliation ou dénonciation du contrat 20
Article 12 : Cession d'autorisation, fusion, absorption 21
TITRE 3 : LA LISTE DES ANNEXES AU CPOM 22

Visas et références juridiques

Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L312-1, L. 313-11, L. 313-12 et L.313-12-2 ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2024-317 du 8 avril 2024 portant mesures pour bâtir la société du bien vieillir et de l'autonomie ;

Vu le décret du 7 juin 2023 portant nomination de Madame Clara de BORT en qualité de Directrice Générale de l'ARS Centre-Val de Loire à compter du 12 juin 2023 ;

VU la décision n° 2024-DG-DS-0002 en date du 2 août 2024 portant délégation de signature à Monsieur Bertrand MOULIN, en tant que directeur général adjoint, à l'effet de signer tous actes et décisions relatifs à l'exercice des missions de la directrice générale de l'ARS Centre-Val de Loire telles que fixées à l'article L.1432-2 du code de la santé publique ;

Vu la délibération n° CD_2021 0701_001 relative à l'élection du Président du Conseil départemental de l'Indre ;

Vu l'arrêté du 3 mars 2017 fixant le contenu du cahier des charges du contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens prévu au IV ter de l'article L. 313-12 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu l'arrêté de l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire et du Conseil départemental de l'Indre en date du 24/05/2024, portant révision de la programmation des CPOM des établissements et services médico-sociaux de l'ARS Centre-Val de Loire et du conseil départemental de l'Indre ;

Vu l'arrêté 2023-DSTRAT-0015 portant adoption du projet régional de santé de la région Centre-Val de Loire en date du 26 octobre 2023 ;

Vu le schéma gérontologique départemental 2022-2028 de l'Indre adopté le 16 janvier 2023 ;

Vu l'arrêté conjoint n° 2018-DOMS-PA36-0311 et n° 2018-D-3316 du 20 décembre 2018 portant renouvellement de l'autorisation des EHPAD du Centre Hospitalier Châteauroux-Leblanc à Le Blanc, géré par le Conseil de surveillance du Centre Hospitalier Châteauroux-Le Blanc à Châteauroux, d'une capacité totale de 153 places ; (EHPAD SAINT LAZARE : 35 places ; EHPAD LE VAL D'ANGLIN : 30 places ; EHPAD La Cubissole : 50 places HP, 30 places Alzheimer ou maladies apparentées ; 2 places HT ; 6 places d'accueil).

Vu le CPOM 2019-2023 signé le 25/02/2019 entre le Président du Conseil départemental, La Directrice général(e) de l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire et le représentant de l'établissement et ses avenants ;

Vu l'avenant de prorogation du CPOM 2019-2023 jusqu'au 31 décembre 2024 signé le 17/01/2023 entre le Président du Conseil départemental, Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire et le représentant de l'établissement.

Préambule

Le décret n° 2016-1815 du 21 décembre 2016 modifiant les dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles prévoit l'obligation réglementaire de signature d'un contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens pour les établissements et services mentionnés au 6° du même I lorsqu'ils relèvent de la compétence exclusive du Directeur général de l'Agence régionale de santé ou conjointe avec le Président du Conseil départemental.

Le CPOM, support du dialogue entre les parties signataires, doit permettre de mieux répondre aux enjeux d'accompagnement des usagers en introduisant une logique décloisonnée d'activités multiples et complémentaires, de parcours et de partenariats renforcés, qui sont les conditions de l'amélioration de la qualité de la prise en charge et d'un accès à la santé et à l'autonomie facilité.

Le CPOM est un outil à la disposition tant du gestionnaire que des autorités de tarification pour structurer l'offre médico-sociale sur le territoire départemental afin de mieux répondre aux besoins identifiés et priorisés dans le cadre des différents schémas élaborés.

Le CPOM est par ailleurs source de simplification administrative, pour l'aide sociale départementale, dans la mesure où il devient le document unique de contractualisation pour le gestionnaire.

Levier de performance pour les établissements et services médico-sociaux, le CPOM est un outil de déclinaison opérationnelle des objectifs du programme régional de santé, des schémas régional et départemental, d'amélioration continue de la qualité en référence aux recommandations de bonnes pratiques édictées par l'Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ANESM) et par la Haute autorité de santé (HAS), ainsi que le vecteur de promotion des démarches accomplies en matière d'efficience des organisations. Le CPOM s'appuie sur les projets stratégiques de l'organisme gestionnaire, dans la limite des objectifs et priorités des différents schémas.

Le CPOM permet également de fixer des objectifs en termes de transformation de l'offre de prestations des établissements et d'amélioration de l'efficience de la dépense.

Ayant préalablement réalisé un diagnostic objectif et documenté de la situation de l'établissement couvert par le contrat en s'appuyant notamment sur les résultats de l'évaluation de la qualité des prestations (Article L312-8 du CASF) (selon l'arrêté de programmation des évaluations n° 2023-DOMS-PA/PH/PDS-0181 et n° 2024-D-506 du 01/02/2024), les parties signataires ont identifié les points forts et les axes d'amélioration de l'établissement (annexe 3b).

Lorsqu'un ou plusieurs établissements et services couverts par le présent contrat sont rattachés à un établissement de santé signataire d'un CPOM prévu à l'article L. 6114-1 du Code de santé publique, celui-ci est mentionné dans le présent contrat et les parties signataires veillent à l'articulation et à la cohérence des engagements pris dans chacun des contrats, tout particulièrement en matière de parcours d'accompagnement et de partenariat.

Le CPOM ainsi élaboré dans un cadre de co-construction s'inscrit dans ces préalables et répond aux attentes et objectifs des parties signataires.

Il a été conclu ce qui suit :

TITRE 1 : L'OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat a pour objet de donner un cadre aux relations partenariales entre l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire, le Conseil départemental de l'Indre et les EHPAD du Centre Hospitalier Châteauroux-Le Blanc.

Il définit les objectifs et engagements du gestionnaire et les moyens qui lui seront alloués pendant la durée du contrat par l'ARS et le Conseil départemental.

Le CPOM doit permettre la déclinaison des objectifs des orientations du Projet Régional de Santé de l'ARS Centre-Val de Loire et du Schéma Départemental du Conseil Départemental.

Les objectifs du CPOM sont regroupés selon 6 axes

- Axe 1 : Expression et participation individuelle et collective des résidents

- Axe 2 : Déclinaison des plans et schémas d'organisation en santé sur les territoires et appréciation de l'activité des structures des CPOM ; transformation des établissements ; regroupement d'établissements ; renforcement de l'efficience de gestion ; opérations de mutualisation de certaines fonctions, démarches de coopérations ; développement de la performance en matière de gestion de l'immobilier ou des achats ;

- Axe 3 : Participation à des démarches relatives à la structuration des parcours de prise en charge des personnes ; développement de nouvelles prestations ; partenariats avec des établissements et centres de santé, y compris ceux proposant des prestations d'hospitalisation à domicile, des établissements et services sociaux et médico-sociaux, des professionnels de santé et de l'accompagnement social ;

- Axe 4 : Développement de la qualité de la prise en charge des résidents ; démarches favorisant la bientraitance et déploiement de dispositifs de signalements précoces en cas de situation de maltraitance ; accompagnement de la fin de vie dans le respect de la dignité et des droits des personnes et accès aux soins palliatifs des personnes ;

- Axe 5 : ressources humaines ; accompagnement de l'évolution des compétences professionnelles des personnels et appropriation des recommandations de bonnes pratiques professionnelles ; amélioration des conditions d'emploi et de travail :

- Axe 6 : Projets spécifiques ou innovants dont projets immobiliers

Article 1 : L'identification du gestionnaire et périmètre du contrat

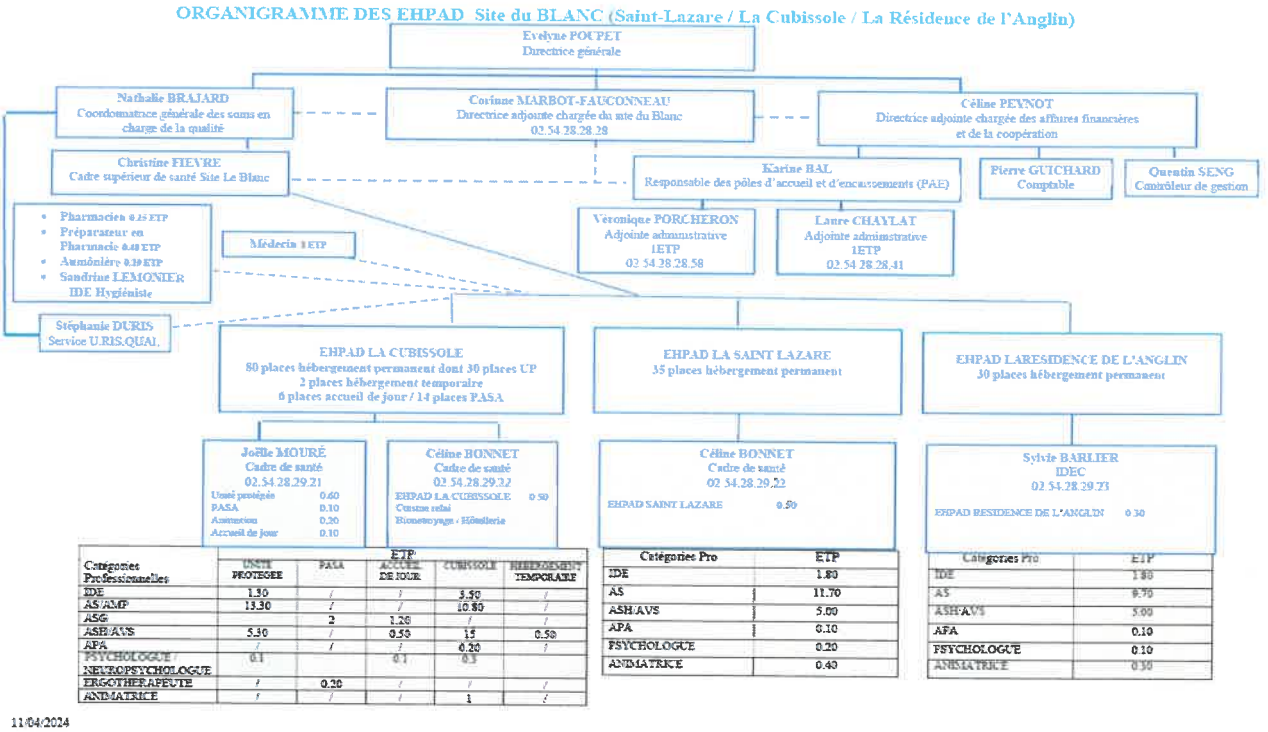
1. Présentation de l'organisme gestionnaire

Nom du gestionnaire (entité juridique)	Centre Hospitalier Châteauroux-Le Blanc
N° FINESS entité juridique	36 00 000 53
Président/Directeur	Evelyne POUPET
Adresse	216, Avenue de Verdun, BP 585, 36019 CHATEAUROUX
Téléphone	02 54 29 60 00
Fax	02.54.29.60.40
E-mail	direction@ch-chateauroux.fr
Statut juridique	Etablissement Public de sante

Politique développée par le gestionnaire : Le gestionnaire de l'EHPAD du Blanc, conduit une politique ambitieuse de qualité de l'accompagnement des résidents, elle se retrouve dans le projet d'établissement, qui met en évidence les valeurs de l'accompagnement et de la vie au sein de l'EHPAD en tant que lieu de vie.
Il inscrit l'EHPAD au sein de la filière gériatrique portée par l'établissement hospitalier.

Modalités d'organisation de l'entité juridique : Les EHPAD sont rattachés à un établissement Public de Santé.

Organigramme de l'entité juridique (organigramme fonctionnel et comprenant les ETP) :



Les différentes activités de l'entité juridique :

Secteur d'intervention	Département	Catégorie et raison sociale de l'établissement ou service	Date de 1ère autorisation et date de renouvellement	Capacité autorisée	Capacité installée et financée
Grand âge	36	Catégorie 500 EHPAD La Cubissole	Création 21 décembre 2016 Renouvellement le 5 décembre 2018	80 lits et places dont 30 lits et places en unité protégée	80 lits et places dont 30 lits et places en unité protégée
Grand âge	36	Catégorie 500 EHPAD La Cubissole Accueil Temporaire	Création 21 décembre 2016 Renouvellement le 5 décembre 2018	2 lits et places	2 lits et places
Grand âge	36	Catégorie 500 EHPAD La Cubissole Accueil de jour	Création 21 décembre 2016 Renouvellement le 5 décembre 2018	6 places	6 places
Grand âge	36	Catégorie 500 EHPAD La Cubissole PASA	Création 05 octobre 2012 Renouvellement le 5 décembre 2018	14 lits et places	14 lits et places
Grand âge	36	Catégorie 500 EHPAD Saint Lazare	Création 21 décembre 2016 Renouvellement le 5 décembre 2018	35 lits et places	35 lits et places
Grand âge	36	Catégorie 500 EHPAD La Résidence de l'Anglin	Création 21 décembre 2016 Renouvellement le 5 décembre 2018	30 lits et places	30 lits et places
Secteur sanitaire	36	EPS		317 lits et places	317 lits et places

Le cas échéant, l'organisation du siège : Le Centre Hospitalier Châteauroux – Le Blanc est un établissement public de santé (EPS), dirigé par une Directrice Générale, l'EPS gère l'EHPAD du site du Blanc avec ses trois structures (La Cubissole, La Résidence de l'Anglin et Saint-Lazare). La direction en est assurée sur place par la directrice adjointe chargée du site du Blanc.

Désignation le cas échéant de l'établissement ou du service ou de la personne morale signataire dudit contrat pour percevoir la dotation globalisée commune :

ESMS ou personne morale signataire destiné à percevoir la dotation Globalisée Commune PA	Centre Hospitalier Châteauroux – le Blanc

2. Périmètre du CPOM et présentation des établissements et services couverts par le CPOM

Tableaux à dupliquer selon le nombre d'établissements rattachés au CPOM :

Nom de l'établissement	**EHPAD SAINT LAZARE**
N° FINESS ET	36 000 4600
Directeur	Madame Corinne MARBOT-FAUCONNEAU
Adresse	33 rue Saint Lazare, BP 202, 36300 LE BLANC
Téléphone	02 54 28 28 07
Fax	
E-mail	Corinne.MarbotFauconneau@ch-chateauroux.fr
Statut juridique	Etablissement Public de santé - Service du CH CHATEAUROUX – LE BLANC
Statut majoritaire du personnel / Convention collective du personnel appliquée	Fonction Publique Hospitalière
Option tarifaire (section soins)	Tarif global avec PUI
Projet(s) de restructuration ou de transformation de l'offre prévu (s) [susceptibles d'entraîner en cours de contrat des modifications dans la nature et le nombre des autorisations concernées par le CPOM, en particulier s'il s'agit d'opérations de transformation exonérées d'appel à projet sous couvert de la signature d'un CPOM] **Ces projets devront être autorisés expressément par les autorités de tarification pour une mise en œuvre**	Le projet de restructuration et de transformation est lié à la réglementation relative aux USPC, dans l'hypothèse où ces dernières pourraient être créées, l'établissement envisage de demander la création d'une unité USPC, sur le site hospitalier, et de transformer les lits d'USLD en lits d'EHPAD par transfert de 30 lits, actuellement situés sur l'unité Saint Lazare.

Nom de l'établissement	**EHPAD La CUBISSOLE**
N° FINESS (ET)	36 000 3271
Directeur	Madame Corinne MARBOT-FAUCONNEAU
Adresse	Rue Blaise Pascal, BP 202, 36300 LE BLANC
Téléphone	02 54 28 28 07
Fax	
E-mail	Corinne.MarbotFauconneau@ch-chateauroux.fr
Statut juridique	Etablissement Public de santé - Service du CH CHATEAUROUX – LE BLANC
Statut majoritaire du personnel/Convention collective du personnel appliqué	**Fonction Publique Hospitalière**

Option tarifaire choisie (section soins)	**Tarif global avec PUI**
Projet (s) de restructuration ou de transformation de l'offre prévu (s) [susceptibles d'entraîner en cours de contrat des modifications dans la nature et le nombre des autorisations concernées par le CPOM, en particulier s'il s'agit d'opérations de transformation exonérées d'appel à projet sous couvert de la signature d'un CPOM]	**RAS**

Nom de l'établissement	**EHPAD La Résidence de l'Anglin**
N° FINESS (ET)	36 000 7421
Directeur	Madame Corinne MARBOT-FAUCONNEAU
Adresse	3 Avenue de la Gare, 36300 CONCREMIERS
Téléphone	02 54 28 28 07
Fax	
E-mail	Corinne.MarbotFauconneau@ch-chateauroux.fr
Statut juridique	Etablissement Public de santé - Service du CH CHATEAUROUX – LE BLANC
Statut majoritaire du personnel/Convention collective du personnel appliqué	**Fonction Publique Hospitalière**
Option tarifaire choisie (section soins)	**Tarif global avec PUI**
Projet (s) de restructuration ou de transformation de l'offre prévu (s) [susceptibles d'entraîner en cours de contrat des modifications dans la nature et le nombre des autorisations concernées par le CPOM, en particulier s'il s'agit d'opérations de transformation exonérées d'appel à projet sous couvert de la signature d'un CPOM]	**RAS**

Capacités totale de l'établissement EHPAD du CH Châteauroux-Le Blanc : 153 places + 14 PASA			
Dernier arrêté d'autorisation : 5 Décembre 2018			
Activités	**Capacité autorisée**	**Capacité installée**	**Dont habilitée à l'aide sociale**
Hébergement permanent (HP)	145	145	145
- Dont unité sécurisée	30	30	30
Hébergement temporaire (HT) médicalisé	2	2	2
Hébergement temporaire (HT) non médicalisé			
Pôle d'activité et de soins adaptés (PASA)	*14*	*14*	*14*
Unité d'hébergement renforcée (UHR)			
Accueil de jour (AJ)	6	6	6
Plateforme d'accompagnement et de répit (PFR)			
Service de soins infirmiers à domicile (SSIAD)	36	36	
Equipe spécialisée Alzheimer (ESA)			
Autres, à préciser			
TOTAL	189	189	153

3. Partenariat (s) existant (s) et formalisé (s) du gestionnaire avec d'autres gestionnaires d'établissements ou services

- Partie intégrante du GHT de l'Indre dont le Centre Hospitalier Châteauroux – Le Blanc est l'établissement support.
- L'association VMEH.
- Antenne Plateforme de répit du CDGI.
- Equipe mobile de psychiatrie (CH Châteauroux – le Blanc) pour personnes âgées.
- L'équipe d'Appui Départementale en Soins palliatifs de l'Indre (E.A.D.S.P. 36).
- Il est par ailleurs, constitué en direction commune au sein du Groupe Hospitalier Public INDRIANCE comprenant les établissements publics suivants : Centre Hospitalier de Châteauroux – Le Blanc, La Châtre, EHPAD de Saint-Gaultier et Argenton-sur-Creuse.
- MAS de Lureuil pour les activités de balnéothérapie.

4. Habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale

Les EHPAD du CH Châteauroux-Le Blanc sont habilités à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale. L'annexe 6 précise les conditions de cette habilitation et en particulier les modalités de versement de la participation financière départementale aux établissements pour la couverture des frais des bénéficiaires de l'aide sociale départementale.
(Articles L. 342-3-1 et L. 313-8-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles)

Article 2 : Les objectifs fixés au CPOM

1. Le diagnostic partagé

Le CPOM établit les objectifs concertés entre les différentes parties au contrat sur la base du diagnostic partagé (cf. Annexe 1).

Ce diagnostic partagé a été élaboré au cours de l'année 2024 à l'aide : des résultats de l'évaluation de la qualité des prestations (annexe 7), de rapports d'inspection, d'audit et du projet d'établissement, en s'appuyant notamment sur les axes fondamentaux inscrits dans les lois du 2 janvier 2002, 11 février 2005 et du 28 décembre 2015, les recommandations de bonnes pratiques de l'agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services médico-sociaux (ANESM) et de la Haute Autorité de Santé (HAS) et sur les priorités définies dans le Programme régional de santé ainsi que dans le schéma gérontologique départemental.

Il a permis de mettre en évidence les points forts, les axes d'amélioration et les objectifs à inscrire au contrat.

2. Les engagements des co-contractants

Les parties s'engagent sur les objectifs suivants :

Axes	Objectifs retenus
Axe 1 **Expression et participation individuelle et collective des résidents**	**1.1** Garantir la co construction des projets personnalisés d'accompagnement avec les résidents et leurs familles et leur réévaluation annuelle : - Participation du résident et si besoin de la personne de confiance à au moins une réunion d'échange sur son projet - Signature du projet par le résident ou sa personne de confiance
	1.2 Faciliter et renforcer l'accès au numérique
	1.3 Veiller à intégrer dans l'évaluation et l'élaboration des projets de vie une vision à moyen et long terme de l'évolution de la personne et de ses choix
Axe 2 **Déclinaison des plans et schémas d'organisation en santé sur les territoires et appréciation de l'activité des structures des CPOM ; transformation des établissements ; regroupement d'établissements ; renforcement de l'efficience de gestion ; opérations de mutualisation de certaines fonctions, démarches de coopérations ; développement de la performance en matière de gestion de l'immobilier ou des achats**	**2.1** S'engager dans au moins une démarche de regroupement inter-établissements et de mutualisation de moyens (ex : implication dans les CLS, commission médicale unique par secteur en partenariat avec la CPTS, commission d'admission mutualisée par secteur, mutualisation gestion des ressources humaine, qualité, système d"information, organisation en GCSMS
	2.2 Mettre en place des actions pour ouvrir l'établissement aux personnes venant du domicile et les évaluer
	2.3 Participer aux réunions des coordinations gérontologiques et utiliser les outils de liaison existants sur le territoire
Axe 3 **Participation à des démarches relatives à la structuration des parcours de prise en charge des personnes ; développement de nouvelles prestations ; partenariats avec des établissements et centres de santé, y compris ceux proposant des prestations d'hospitalisation à domicile, des établissements et services sociaux et médico-sociaux, des professionnels de santé et de l'accompagnement social**	**3.1** Mettre en place le dossier usager informatisé et garantir la sécurité des échanges par le développement de la cybersécurité
	3.2 S'impliquer avec les acteurs de la filière gériatrique pour améliorer la coordination ville / hôpital / médico-social (prévention des hospitalisations, préparation /programmation des hospitalisations et suite des hospitalisations)
	3.3 Organiser des bilans de santé et dépistages systématiques pour les seniors
	3.4 Améliorer l'accès aux soins en santé mentale des personnes âgées
	3.5 Développer la mobilisation des dispositifs d'accompagnement à la perte d'autonomie

Axes	Objectifs retenus
Axe 4 **Développement de la qualité de la prise en charge des résidents ; démarches favorisant la bientraitance et déploiement de dispositifs de signalements précoces en cas de situation de maltraitance ; accompagnement de la fin de vie dans le respect de la dignité et des droits des personnes et accès aux soins palliatifs des personnes**	**4.1** Améliorer la prise en charge des résidents atteints de maladies neurodégénératives ou de troubles du comportement, favoriser le maintien et la réhabilitation des fonctions cognitives du résident
	4.2 Améliorer la prévention de la dénutrition et les soins buccodentaires
	4.3 Améliorer la prévention et la prise en charge des chutes
	4.4 Améliorer la prévention de la iatrogénie médicamenteuse et la diminution de la polymédication et sécuriser le circuit du médicament
	4.5 Améliorer la couverture vaccinale contre la grippe
	4.6 Accompagner les établissements dans leur évolution pour répondre aux besoins des personnes accueillies
	4.7 Développer des actions de formation et d'information à destination des aidants
Axe 5 **Ressources humaines ; accompagnement de l'évolution des compétences professionnelles des personnels et appropriation des recommandations de bonnes pratiques professionnelles ; amélioration des conditions d'emploi et de travail**	**5.1** Porter au moins deux actions d'amélioration de la qualité de vie au travail dont une portant sur le modèle organisationnel
	5.2 Développer les formations qualifiantes et/ou diplômantes (formations, alternance, validation des acquis de l'expérience)
	5.3 Participer à la mise en place d'un comité d'éthique partagé entre plusieurs établissements et services (bientraitance, droits et libertés des usagers)
	5.4 Favoriser l'attractivité des métiers du Grand Age
Axe 6 **Projets spécifiques ou innovants dont projets immobiliers**	**6.1** Développer des environnements favorables à la santé (qualité de vie, qualité de l'air, matériaux de construction, gestion des déchets, luminosité, accès aux locaux, accès à la nature, respect des réglementations énergétiques)
	6.2 Poursuivre l'adaptation et la modernisation des établissements existants

Les indicateurs devront être actualisés pour permettre le suivi des objectifs selon la fréquence indiquée dans le tableau du questionnaire (cf annexe 3). Pour ce faire, ils feront partie intégrante du rapport d'activités et seront transmis en même temps que l'état réalisé des charges et des produits (ERCP).

Article 4 : Moyens dédiés à la réalisation du CPOM

En préalable, il est rappelé que les moyens dédiés du contrat s'inscrivent dans un calendrier budgétaire défini comme suit par le CASF :

- ✓ **Au plus tard le 31 octobre** de l'année qui précède l'exercice concerné, transmission aux autorités de tarification compétentes de l'annexe activité (cadre normalisé) via un dépôt sur la plateforme de la CNSA et éventuellement sur la plateforme du Département. Chaque autorité de tarification peut transmettre des observations sur ces prévisions dans un délai de 60 jours. Pour les établissements publics autonomes, transmission à l'ARS des délibérations liées au budget prévisionnel pour contrôle de légalité ;

- ✓ Notification des produits de tarification par les autorités de tarification ;
- ✓ **30 jours après la notification des ressources la plus tardive et au plus tard le 30 juin de l'année n,** transmission aux autorités de tarification du cadre normalisé de l'EPCP complet et ses annexes via un dépôt sur la plateforme EPRD de la CNSA ;

Dans un délai de 30 jours à compter de la date de dépôt sur la plateforme import EPRD, validation/rejet du cadre normalisé de l'EPCP complet et ses annexes par les autorités de tarification.

1. Les modalités de détermination des dotations des établissements et services du CPOM

1.1- Le GMPS :

L'évaluation de la perte d'autonomie des personnes hébergées dans l'établissement (Gir Moyen Pondéré : GMP) et l'évaluation de leurs besoins en soins (Pathos Moyen Pondéré : PMP) servent de base de calcul pour les forfaits dépendance et soins. Elles sont réalisées de façon simultanée par l'établissement, sous la responsabilité du médecin coordonnateur. Elles sont basées sur la plus récente des évaluations et, au plus tard, le 30 juin de l'année qui précède la conclusion du présent contrat, ainsi qu'au cours de la troisième année (articles R. 314-170 et suivants du CASF).

N° FINESS ET	Catégorie et nom de l'EHPAD	PMP	Validé le	GMP	Validé le
360004600	EHPAD ST LAZARE LE BLANC	166	06/09/2018	679	30/05/2018

1.2- La dotation globale de soins :

Elle est d'un montant total de 2 997 038,61 € au 01/01/2024 avant actualisation. Elle comprend le cas échéant :

- Pour les EHPAD, conformément aux articles L. 314-2, R. 314-159 et suivants du CASF, le **forfait global de soins** pour l'hébergement permanent. Ce forfait peut également inclure des **financements complémentaires** relatifs notamment à des modalités d'accueil particulières (AJ, HT, PASA, PFR, UHR, etc.), ***des financements complémentaires reconductibles autres (Ségur, prime grand âge…) et*** **des financements complémentaires non reconductibles, attribués dans le cadre du CPOM pour la réalisation d'objectifs.**

  Cette dotation sera actualisée chaque année en fonction des orientations budgétaires arrêtées dans le rapport d'orientation budgétaire établi annuellement par l'ARS.

  Conformément à la réglementation en vigueur, la dotation de l'établissement pour l'hébergement permanent est déterminée par l'équation tarifaire :
  [(PMP x 2,59) + GMP] x capacité installée HP x valeur du point

Tarif (global avec PUI)	
Avant actualisation :	2 997 038,61 €
- Dotation soins HP	2 185 221,72 €
- Financements complémentaires reconductibles (mesures SEGUR, prime grand âge…	636 360,26 €
- Financements complémentaires liés aux modalités d'accueil :	
o Financement complémentaire HT	26 651,77 €
o Financement complémentaire AJ	75 747,78 €
o Financement complémentaire PASA	73 057,08 €
o Financement complémentaire UHR	
o Financement complémentaire PFR	

Financements complémentaires non reconductibles (article R314-163 II du CASF) NEANT

Financements complémentaires (art. R314-163 II CASF)	Objet	Montant
1° Des actions mises en œuvre dans le cadre de la prévention et de la gestion des situations sanitaires exceptionnelles		
2° Du développement des parcours de santé et d'autonomie coordonnés et des modes d'exercice dont l'objectif est de mettre en œuvre des pratiques, des organisations ou des coopérations entre les structures médico-sociales, les structures sociales, les établissements et centres de santé ou les professionnels de santé, en particulier grâce aux systèmes d'information de santé		
3° Des actions visant à améliorer la qualité et la sécurité des soins et des prises en charge des résidents notamment par le développement de la qualification des professionnels, particulièrement lorsque la complexité et l'urgence des situations le nécessitent		
4° Des actions de prévention		
5° Des opérations de modernisation, d'adaptation et de restructuration des établissements, y compris la compensation de frais financiers dans les conditions prévues à l'article D.314-205		
6° Des actions spécifiques liées à la prise en charge des patients en situation de précarité ou de handicaps		
7° Les prestations relatives aux modalités d'accueil expérimentales relevant du 12° du I de l'article L.312-1, ainsi que celles relatives aux structures autorisées dans le cadre d'appels à projet à caractère innovant		
8° Des mesures prises pour renforcer l'attractivité de l'exercice des professions		
TOTAL		Néant

1.3- Le forfait global relatif à la dépendance

La part du forfait global relatif à la dépendance ne peut couvrir que les charges suivantes :

- ✓ Les fournitures pour l'incontinence ;
- ✓ Les fournitures hôtelières, les produits d'entretien, les prestations de blanchissage et de nettoyage à l'extérieur, concurremment avec les produits relatifs à l'hébergement,
- ✓ Les charges relatives à l'emploi de personnels affectés aux fonctions de blanchissage, nettoyage et service des repas, concurremment avec les produits relatifs à l'hébergement ;
- ✓ Les charges de personnel afférentes aux aides-soignants et aux aides médico-psychologiques ainsi qu'aux accompagnateurs éducatifs et sociaux, dans les conditions prévues au présent article et qui exercent effectivement les fonctions attachées à ces professions, concurremment avec les produits relatifs aux soins,
- ✓ Les charges nettes relatives à l'emploi de psychologues ;
- ✓ Les amortissements et dépréciations du matériel et du mobilier permettant la prise en charge de la dépendance et la prévention de son aggravation.

Modalités de calcul du forfait global relatif à la dépendance (articles R.314-172 et suivants du CASF)

Le Forfait Global Dépendance (FGD) de l'hébergement permanent (HP), correspond à l'équation tarifaire suivante :

$$\mathbf{FGD} = \left[\frac{niveaudepertedautonomie}{nombredepersonneshébergées} \text{x capacité autorisée x point GIR départemental}\right] + \text{financements complémentaires}$$

La répartition des résidents par niveau de GIR et la valorisation en points (1 040 points pour un GIR 1 ou 2, 660 points pour un GIR 3 ou 4 et 280 points pour un GIR 5 ou 6) permet de déterminer le **niveau de perte d'autonomie** de l'établissement.

La **valeur du point GIR départemental** est calculée en divisant le total des forfaits globaux dépendance de l'année N-1 de l'ensemble de tous les établissements du département par le total des points de la dernière évaluation du niveau de perte d'autonomie de ces établissements.
Le résultat de cette équation constitue le **niveau de ressource cible**, appelé forfait global dépendance cible.

Le résultat de cette équation est ensuite modulé en fonction de l'activité réalisée au regard de la **capacité de places autorisées et financées**. Toutefois, la décision d'appliquer la modulation au forfait dépendance revient au Département, autorité de tarification compétente.

Des modifications du forfait global relatif à la dépendance peuvent être envisagées pour tout projet nouveau en adéquation avec les orientations du schéma départemental gérontologique, dans le périmètre de l'autorisation, et sous réserve d'une validation et d'une autorisation préalable. Ce type de modification fait l'objet d'un avenant au CPOM.

Calcul des tarifs journaliers dépendance

Les tarifs journaliers afférents à la dépendance sont calculés de la manière suivante :

$$\text{tarif GIR 1-2} = \frac{\text{Forfait global dépendance}}{\text{nb de points GIR de l'étab.* X 365 (nb de jours d'ouverture)}} \text{ x 1 040}$$

$$\text{tarif GIR 3-4} = \frac{\text{Forfait global dépendance}}{\text{nb de points GIR de l'étab.* X 365 (nb de jours d'ouverture)}} \text{ x 660}$$

$$\text{tarif GIR 5-6} = \frac{\text{Forfait global dépendance}}{\text{nb de points GIR de l'étab.* X 365 (nb de jours d'ouverture)}} \text{ x 280}$$

* nb de points GIR de l'établissement résultant du classement de ses résidents

Financement du forfait global dépendance

Le Département de l'Indre finance le forfait global dépendance, déduction faite de :
- ✓ la participation des résidents bénéficiaires de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) de l'Indre au titre du tarif journalier GIR 5 et 6 ;
- ✓ la participation des résidents bénéficiaires de l'APA au titre des ressources, recouvrée par l'établissement d'accueil ;
- ✓ la participation des résidents de l'Indre non bénéficiaires de l'APA ;
- ✓ la participation des résidents qui ont conservé leur domicile de secours dans un autre département ;
- ✓ la participation acquittée par les résidents de moins de soixante ans.

A noter que pendant la période d'hospitalisation avec hébergement d'un résident ou pendant la période d'absence pour convenances personnelles d'un résident, - à condition qu'il ait informé préalablement l'établissement de cette absence

dans les délais prévus dans son contrat de séjour-, sa participation au tarif afférent à la dépendance à sa charge ne lui est pas facturée.

Pour calculer la part du financement du Département de l'Indre, l'établissement doit fournir, dans l'annexe 4 « activité », la répartition prévisionnelle des résidents par GIR et le nombre de résidents dont le domicile de secours n'est pas dans l'Indre. Ce **document doit être rempli de façon sincère**. Le Département vérifiera la véracité de ces données sur la base des notifications des bénéficiaires de l'APA.

Le gestionnaire de l'établissement se doit d'être vigilant d'une part sur le maintien de son activité et d'autre part sur les droits à l'APA de ses résidents.

1.4- La tarification de l'hébergement

Cadre général

L'EHPAD est habilité à l'aide sociale départementale. La tarification de l'hébergement permanent relève donc exclusivement de la compétence du Président du Conseil départemental de l'Indre pour les seuls résidents bénéficiaires de l'aide sociale (article L. 314-2 I-3e du CASF).

Dans le cadre de l'habilitation totale, une part de la capacité est tarifée hors tarification à l'aide sociale pour les résidents non bénéficiaires de l'aide sociale, dans la mesure où l'établissement a accueilli en moyenne moins de 50 % de bénéficiaires de l'aide sociale départementale par rapport à sa capacité agréée sur les trois derniers exercices (article L.342-3-1 du CASF et suivants et D.342-1 et suivants du CASF), en application des modalités prévues au CPOM et à la convention d'aide sociale (annexe 6).
L'établissement peut ainsi choisir de retenir pour l'ensemble des résidents le tarif arrêté par le Président du Conseil départemental pour les bénéficiaires de l'aide sociale ou d'établir un tarif spécifique pour les résidents à titre payant sur délibération du Conseil d'administration. Dans ce cas, il devra appliquer les dispositions indiquées ci-dessous.

Pour les résidents bénéficiaires de l'aide sociale, le Département prend en charge le coût journalier d'hébergement comprenant :

- ✓ le ou les tarif(s) journalier(s) afférent(s) à l'hébergement correspondant au **socle de prestations** (annexe 2-3-1 du CASF), à savoir :
  - les charges d'exploitation à caractère hôtelier et d'administration générale ;
  - les fournitures hôtelières, les produits d'entretien, les prestations de blanchissage, et de nettoyage à l'extérieur concurremment avec les produits relatifs à la dépendance ;
  - les charges relatives à l'emploi de personnels affectés aux fonctions de blanchissage, nettoyage et service des repas, concurremment avec les produits relatifs à la dépendance ;
  - les charges relatives à l'emploi de personnels assurant l'accueil, l'animation de la vie sociale, l'entretien, la restauration et l'administration générale ;
  - les amortissements des biens meubles et immeubles autres que le matériel médical ;
  - les charges financières ;
  - et éventuellement les dotations aux provisions et les charges exceptionnelles ;

- ✓ le tarif journalier afférent à la dépendance en GIR 5-6 (ticket modérateur).

Pour **les résidents non bénéficiaires de l'aide sociale** (à titre payant), le prix des prestations de l'hébergement relève de la compétence de l'Organisme gestionnaire de l'établissement (article L. 342-1 et suivants du CASF).

Types de prestations d'hébergement

Les prestations offertes doivent prévoir dans tous les cas un "socle de prestations" comprenant des prestations d'administration générale, d'accueil hôtelier, de restauration, de blanchissage du linge hôtelier et d'animation de la vie sociale (annexe 2-3-1 du CASF) ;

Elles peuvent prévoir en supplément du « socle des prestations », d'autres prestations d'hébergement librement acceptées et acquittées par les résidents non bénéficiaires de l'aide sociale.

Modalités de fixation du ou des tarif(s) pour les bénéficiaires de l'aide sociale départementale

Le Département arrête chaque année un taux directeur prévu à l'arrêté du 3 mars 2017 fixant le contenu du cahier des charges du CPOM prévu au IV ter de l'article L.313-12 du CASF. Ce taux ne constitue ni un droit, ni un maximum mais un indicateur. Il s'applique, selon les dispositions des articles L. 313-8 et R 314-40 CASF, sur les dépenses hors charges financières et dotations aux amortissements.

Le Département reste attaché au **principe d'une concertation annuelle**. Afin de préparer la rencontre annuelle entre le Département et l'Organisme gestionnaire, ce dernier devra fournir, au plus tard, pour le 31 octobre les documents suivants :

- ✓ Un rapport détaillé et justifié laissant apparaître ses besoins, ses problématiques et l'état de ses demandes ;
- ✓ Une étude financière d'impact et des surcoûts ;
- ✓ Des documents justificatifs.

Cette rencontre permettra de débattre, selon les orientations du Département :

- ✓ Des modalités de fonctionnement de l'établissement ;
- ✓ Des impacts financiers sur la tarification dans le cadre du CPOM ;
- ✓ De l'évolution de la réalisation du Projet Pluriannuel d'Investissement (PPI) ;
- ✓ Du projet d'établissement.

A l'issue de cette démarche, le Département pourra soit :

- ✓ appliquer le taux directeur ainsi que la prise en compte des charges financières et des dotations aux amortissements;
- ✓ prendre en compte, en totalité ou partiellement, les demandes spécifiques exprimées et ainsi amender l'évolution du tarif hébergement retenu en année N – 1. Le tarif ainsi établi pour l'année N est arrêté par le Président du Conseil départemental tandis que le tarif libre, si l'établissement décide d'appliquer cette procédure, est fixé par délibération du Conseil d'administration de l'établissement.

Le **tarif journalier moyen afférent à l'hébergement pour les bénéficiaires de l'aide sociale âgés de soixante ans et plus**[1], est calculé de la manière suivante :

$$\text{Montants des charges et recettes prévisionnelles de la section hébergement arrêtés par groupes par le département} = \frac{\text{Montants des charges et recettes prévisionnelles de la section hébergement arrêtés par groupes par le département}}{\text{activité prévisionnelle de l'exercice}}$$

Ce tarif journalier moyen afférent à l'hébergement peut être modulé par l'Organisme gestionnaire (article R. 314-182 du CASF) afin de tenir compte notamment :

- ✓ du nombre de lits par chambre ;
- ✓ des chambres pour couple dont l'un des membres n'est pas dépendant ;
- ✓ de la localisation et du confort de la chambre ;
- ✓ de l'accueil temporaire ;
- ✓ de l'accueil de jour ;
- ✓ des coûts liés à la prise en charge des personnes sous protection.

Modalités de fixation des prix pour les résidents à titre payant et leur variation

Si l'établissement décide d'appliquer le principe d'une liberté de tarification pour les résidents non bénéficiaires de l'aide sociale, et en application de l'article L. 342-3 du CASF, le prix du socle de prestations et des autres prestations d'hébergement sont fixés librement lors de la signature du contrat de séjour passé préalablement à l'admission entre l'établissement et le résident ou son représentant légal. Ce contrat détermine aussi les conditions de facturation de chaque

1 Le tarif appliqué aux résidents âgés de moins de 60 ans est précisé à l'article 5.

prestation en cas d'absence ou d'hospitalisation du souscripteur. Une annexe contractuelle au contrat de séjour décrit l'ensemble des prestations qui sont offertes par l'établissement, qu'elles relèvent ou non du socle de prestations. Toute modification tarifaire ou de prestation fait l'objet d'un avenant au contrat de séjour.

L'ensemble des tarifs doivent être établis et approuvés par le Conseil d'administration de l'organisme gestionnaire, être communiqués aux résidents ou à leurs représentants légaux et portés à la connaissance du Président du Conseil départemental et du public.

Les prix varient ensuite dans la limite d'un pourcentage fixé au 1er janvier de chaque année par arrêté interministériel en application des articles L. 342-3 et D. 342-5 du CASF.

Si l'établissement est conventionné au titre de l'aide personnalisée au logement (APL), les prestations correspondant au calcul de la part de redevance assimilable au loyer et aux charges locatives récupérables sont régies par la convention conclue au titre de l'APL. Elles n'évoluent donc pas en fonction de cet arrêté.

Tarification des personnes âgées de moins de 60 ans

Le prix de journée de l'hébergement des résidents de moins de soixante ans est équivalent (article R.314-188 du CASF) :

- ✓ au tarif moyen journalier afférent à l'hébergement ;
- ✓ auquel est ajouté la part de forfait global relatif à la dépendance obtenu en divisant ce dernier par le nombre de jours d'ouverture, multiplié par la capacité de places autorisées et financées de l'établissement.

Ce tarif est affecté aux charges d'hébergement, sur la base du tarif journalier moyen à l'hébergement, et pour le solde, à la couverture des charges de dépendance.

Le prix de journée de l'hébergement des résidents de moins de soixante ans est arrêté par le Président du Conseil départemental pour les résidents bénéficiaires de l'aide sociale.

Pour les résidents non bénéficiaires de l'aide sociale (ou si le principe de libre tarification est appliqué), le Conseil d'administration de l'établissement fixe par délibération le tarif moyen journalier afférent à l'hébergement.

Pour l'ensemble des résidents, la part de forfait global relatif à la dépendance est arrêtée par le Président du Conseil départemental.
L'évolution du tarif moyen journalier afférent à l'hébergement est basée sur celle de la tarification de l'hébergement. Quant à celle du forfait relatif à la dépendance, elle relève des dispositions citées précédemment (article 2 du titre 2).

1.5- La modulation des moyens

Conformément à l'article R314-160 du CASF, la part du forfait global relatif au soin résultant de l'équation tarifaire est modulée en fonction de l'activité réalisée au regard de la capacité de places autorisées et financées d'hébergement permanent de l'établissement.

1.6- Autres établissements et services médico-sociaux du CPOM : Néant

2. Les modalités d'affectation des résultats pour les établissements et services du CPOM

Le CPOM fixe les modalités d'affectation des résultats en lien avec ses objectifs. La libre affectation des résultats par le gestionnaire est le principe pour les EHPAD du CH Châteauroux-Le Blanc sous réserve du respect des engagements pris dans le CPOM, des équilibres budgétaires, des projets d'investissement et des modalités suivantes :

Conformément à l'article R. 314-234 CASF, les résultats excédentaires sont à affecter en priorité :

1. à l'apurement des déficits antérieurs de ce compte de résultat ;
2. à un compte de report à nouveau ;
3. au financement de mesures d'investissement ;
4. à un compte de réserve de compensation des déficits ;
5. à un compte de réserve de trésorerie, dans la limite de la couverture du besoin en fonds de roulement, tel que défini au III de l'article R.314-48 du CASF ;
6. à un compte d'excédent affecté à la compensation des charges d'amortissement des équipements, agencements et installations de mise aux normes de sécurité.

En conséquence, la couverture des déficits qui reste de la responsabilité de l'organisme gestionnaire, est couverte en priorité :

1. par le compte de report à nouveau excédentaire de ce compte de résultat ;
2. puis, le cas échéant, par la reprise de la réserve de compensation de ce compte de résultat ;
3. pour le surplus éventuel, affectée à un compte de report à nouveau déficitaire de ce compte de résultat.

Toutefois, il est rappelé que conformément aux articles L. 313-14-2 et R. 314-236 du CASF, l'ARS et le Département pourront demander la récupération de certains montants dès lors qu'ils constatent :

- ✓ des dépenses sans rapport ou manifestement hors de proportion avec le service rendu ou avec les coûts des ESMS fournissant des prestations comparables en termes de qualité de prise en charge ou d'accompagnement ;
- ✓ des recettes non comptabilisées.

Cette récupération viendra en déduction de la tarification de l'exercice au cours duquel le montant à récupérer est constaté, ou de l'exercice qui suit.

Par ailleurs, lors de l'étude des projets pluriannuels d'investissement, il sera tenu compte des anticipations réalisées ou non par l'organisme gestionnaire sur les affectations de résultat.

La transmission des documents de l'ERCP mentionnés aux article R. 314-232 et R. 314-233 du CASF, devra être faite au plus tard le 30 avril de l'année n+1.

En cas d'absence de transmission des documents mentionnés à l'article R. 314-232, dans les délais fixés au III du même article, l'autorité de tarification fixe d'office le montant et l'affectation du ou des résultats.

3. Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI)

Le plan pluriannuel d'investissement a pour objectif de retracer les grands équilibres financiers des investissements d'un établissement sur cinq ans et s'impose lorsqu'un établissement doit faire face à des projets d'investissement et/ou de restructuration.
Son objectif est de s'assurer que les choix faits dans le cadre des programmes garantiront le maintien ou l'amélioration des grands équilibres de la structure financière de l'ESMS.

Le programme d'investissement, le plan de financement pluriannuel ainsi que les emprunts dont la durée est supérieure à 1 an doivent être approuvés par l'autorité de tarification (art. L.314-7 du CASF, art. R314-20 du CASF).
Les modifications des programmes d'investissement, de leurs plans de financement ou des emprunts doivent être approuvées par l'autorité de tarification lorsqu'elles sont susceptibles d'entraîner une augmentation des charges de la section d'exploitation.

L'approbation des PPI des EHPAD relève de la compétence du Conseil départemental.

Le plan pluriannuel d'investissement doit faire l'objet d'une présentation distincte des propositions budgétaires et présenté selon le cadre réglementaire.

L'ensemble des investissements des EHPAD du CH Châteauroux-Le Blanc prévus pendant la période effective du CPOM ont fait l'objet d'un Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) par ESMS expressément validé par les autorités de tarification compétentes.

Etablis sur une durée de 5 ans et par établissements et services, ces PPI intègrent les mesures de renouvellement ordinaire des biens amortissables qui trouvent leur autofinancement par les mécanismes comptables et financiers habituels (section d'investissement/dotation aux amortissements).
Toutefois, en cas de nouveaux investissements, un PPI est à déposer auprès des autorités de tarification. Ces dernières disposent d'un délai de 60 jours pour faire connaître leur opposition (approbation tacite au-delà de ce délai).

En sus de ce renouvellement ordinaire, des investissements, des projets supplémentaires d'investissement (liées souvent à la sécurité/mise aux normes/réhabilitation lourde des locaux) sont également inclus dans les PPI.

Tout surcoût issu des PPI pesant sur le budget d'exploitation devra être financé dans les limites de la Dotation Globalisée.

Le Centre Hospitalier Châteauroux-Le Blanc devra prioriser entre les différents plans pluriannuels de financement et d'investissement ; la consolidation de ces derniers devant être globalement équilibrée.

Tout recours à l'emprunt du Centre Hospitalier Châteauroux-Le Blanc pour ce motif devra faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable au Département de l'Indre.

Hormis les PPI validés, aucun autre investissement ne pourra être engagé sans accord expresse du Département de l'Indre et le cas échéant, entraînera une révision des PPI concernés. L'accord du Département de l'Indre fera l'objet d'un avenant au contrat.

Le Centre Hospitalier de Châteauroux-Le Blanc n'a pas fourni pour ses EHPAD à la date de signature du CPOM un PPI complet (tel qu'énoncé au présent article et selon les dispositions de l'arrêté NOR: SOCA0324061A du 22 octobre 2003) ; par conséquent, les autorités de tarification n'ont validé aucun Plan Pluriannuel d'Investissements dans le cadre de ce CPOM. Le PPI et les modalités de financement définitivement approuvés par les autorités de tarification feront donc l'objet d'un avenant au CPOM.

4. Plan global de financement pluriannuel (PGFP)

Le Plan global de Financement Pluriannuel (PGFP), d'une durée de 5 ans, est présenté en annexe 4. Les orientations majeures de ce PGFP sont les suivantes :

Le PGFP 2025-2029 de l'EHPAD a été construit à partir des hypothèses suivantes :
- Charges (hors amortissements et financières) : revalorisation de + 2% chaque année
- Charges financières et d'amortissement : à partir du PPI
- Recettes de tarification : + 2,50 % chaque année (revalorisation des tarifs et reprise de l'activité)
- Recettes annexes : revalorisation de + 2% chaque année
- Reprise de quote-part de subvention : à partir du PPI.

Ces prévisions permettent progressivement un retour à l'équilibre puisque le montant déficitaire décroit d'année en année. Nous passons effectivement d'un résultat déficitaire de 289 532,01 € en 2024 à – 43 331,67 € en 2029. Pendant cette période, la marge brute et son taux progressent.

Il est mis à jour chaque année dans le cadre de l'EPCP et en cas de modification des PPI, ou lorsque les prévisions relatives aux recettes et aux dépenses sont substantiellement modifiées.
Il est et reste conforme à tous les engagements financiers contractualisés par ailleurs (PPI validés, autorisations, convergence en EHPAD, Plan de Retour à l'Equilibre…).

TITRE 2 : LA MISE EN ŒUVRE DU CONTRAT

Article 5 : Le suivi et l'évaluation du contrat

1. Le comité de suivi

1.1- La composition du comité de suivi

Un comité de suivi du contrat est instauré dès la conclusion du contrat. Sa composition figure dans le contrat et précise la qualité des représentants de chaque entité :
- représentant(s) du Département de l'Indre ;
- représentant(s) de l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire ;
- représentant(s) de l'organisme gestionnaire et/ou de l'établissement ;

Le comité de suivi est chargé de s'assurer de la bonne exécution du contrat.

1.2- Documents à produire en cours de contrat

Le comité de suivi s'appuie sur les documents et comptes rendus produits par le gestionnaire dans le cadre de ses obligations légales et réglementaires :
- documents budgétaires et comptables ;
- suivi des objectifs du présent contrat ;
- données du tableau de bord de la performance ;
- bilan des actions mises en œuvre dans le cadre des suivis d'inspections réalisés dans les ESMS intégrés au présent contrat ;

L'évaluation de la qualité du ou des établissements concernés par le CPOM sera à transmettre conformément à la réglementation en vigueur (décret n° 2021-1476 du 12 novembre 2021 relatif au rythme des évaluations de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux) et à l'arrêté de programmation pluriannuelle.

Le rapport annuel d'étape

Le rapport annuel d'étape établi par l'établissement doit être transmis au plus tard au 30 avril de chaque année, dans le cadre de l'ERCP, qui comporte :

- ✓ Le cadre normalisé de l'ERCP complet et ses annexes ;
- ✓ Un compte d'emploi établi pour chaque compte de résultat, qui comprend :
  - Une annexe relative à l'activité réalisée, dont le modèle est fixé par arrêté interministériel, et qui différencie, le cas échéant, les charges couvertes par les différents financeurs ;
  - Le tableau des effectifs et des rémunérations, qui inclut les charges sociales et fiscales ;
  - Le tableau de détermination et d'affectation du ou des résultats ;
  - Le Plan Pluriannuel d'Investissement actualisé.
- ✓ Un rapport financier et d'activité qui comprend :
  - L'exécution budgétaire de l'exercice considéré ;
  - L'activité et le fonctionnement des établissements et services, au regard notamment des objectifs du présent contrat ;
  - L'affectation des résultats ;

Il est accompagné des documents supplémentaires suivants :

- ✓ L'annexe 3 du CPOM (tableau des objectifs fixés assortis des indicateurs) ;
- ✓ Le tableau de suivi des provisions et des réserves par établissement ;
- ✓ Le tableau de suivi des crédits non reconductibles de la section soins par établissement et service.

L'ARS et le Département se réservent le droit de réaliser toute vérification permettant de s'assurer de la conformité du rapport annuel.

2. Les dialogues de gestion

Afin de réaliser ce dialogue de gestion, une réunion est organisée entre les représentants du Centre Hospitalier Châteauroux-Le Blanc, du Département de l'Indre et de l'Agence Régionale de Santé du Centre-Val de Loire.

Le comité de suivi se réunit au moins à deux reprises au cours du contrat :

- **au cours de la troisième année**, pour un point à mi-parcours : le comité examine la trajectoire de réalisation des objectifs fixés, sur la base du bilan d'étape proposé par le gestionnaire qui intègre des éléments permettant d'apprécier la qualité de l'accompagnement ; il constate les résultats obtenus et les efforts engagés ; il signale les difficultés ou les retards pris et arrête des mesures correctrices. Il peut convenir de réajuster les objectifs et moyens initiaux lorsque les circonstances le justifient ; dans ce cas, un avenant au CPOM est conclu entre les parties signataires ; Un compte rendu partagé doit être rédigé pour permettre d'apprécier ce point d'étape.

- **au cours de la cinquième année du contrat**, pour un bilan final et la préparation du nouveau contrat : le comité examine les résultats obtenus par le gestionnaire sur la base d'un bilan proposé par celui-ci. Compte tenu de ce bilan final, le comité de suivi établit des propositions de priorités et d'objectifs pour le CPOM prenant la suite du contrat arrivant à échéance. Ce bilan alimentera le diagnostic pour le renouvellement du CPOM.

Un dialogue de gestion supplémentaire au cours de la quatrième année d'exécution du contrat peut être organisé si besoin :

En cas de difficultés lors du dialogue de gestion se tenant la troisième année ou afin d'anticiper la prorogation ou le renouvellement du contrat, le conseil départemental ou l'ARS peuvent ajouter un dialogue de gestion supplémentaire au cours de la quatrième année d'exécution du contrat pour prise en compte des circonstances imprévisibles ou exceptionnelles.

En dehors des dialogues de gestion, il est de la responsabilité de chaque partie signataire de saisir le comité de suivi lorsque des circonstances (notamment des difficultés financières) ou faits nouveaux font peser un risque fort sur les conditions d'exécution du contrat, tant du point de vue des objectifs que des moyens.

La partie signataire concernée saisit les autres parties de manière circonstanciée, par lettre recommandée avec accusé de réception, ou tout autre moyen permettant d'attester que la saisine a bien été portée à la connaissance des destinataires. A compter de la dernière date de réception attestée, les membres du comité de suivi disposent de deux mois pour convenir, par tout moyen approprié (réunion, échange de courriers, etc.) des suites à donner à la saisine.

3. Les contrôles de l'Agence Régionale de Santé et du Département

L'ARS du Centre-Val de Loire et le Département de l'Indre pourront procéder, à tout moment, dans le cadre de leurs prérogatives, au contrôle sur pièces et sur place de l'utilisation des financements attribués au titre du contrat et de la qualité de la prise en charge des usagers.

Le Centre Hospitalier Châteauroux-Le Blanc s'engage à faciliter, le contrôle par les autorités d'autorisation et de tarification de la réalisation des objectifs, en particulier par l'accès à toutes pièces justificatives, et de la bonne application de la réglementation en vigueur.

Article 6 : Le traitement des litiges

Les parties s'engagent à chercher toute solution amiable en cas de désaccord sur l'exécution ou l'interprétation du présent contrat. A défaut d'accord amiable, le différend pourra être porté devant la juridiction compétente. A savoir : Tribunal Administratif de Limoges, 2 cours Bugeaud – CS 40410 - 87011 LIMOGES Cedex.

Article 7 : La révision du contrat

Les parties signataires peuvent convenir d'une révision du CPOM, compte tenu des conclusions du comité de suivi à l'issue des dialogues de gestion ou des saisines exceptionnelles. Cette révision prend la forme d'un avenant au CPOM. Cet avenant ne peut avoir pour effet de modifier la durée initialement prévue du CPOM.

Dans le cadre du partenariat qui le lie au Département et à l'ARS, l'EHPAD s'engage à les informer de toute modification qui interviendrait après la signature du présent accord (augmentation ou baisse des demandes au titre de l'aide sociale notamment ainsi que les changements de coordonnées).

Des avenants au présent contrat pourront être conclus par accord entre les parties signataires. Ils prendront en compte les modifications substantielles par des ajustements qui s'avéreraient nécessaires relatifs soit aux objectifs définis, soit aux moyens mis en œuvre, soit à l'évolution de la réglementation.

Article 8 : La date d'entrée en vigueur du CPOM et la durée du CPOM

Le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens est conclu pour une durée de 5 ans à compter du 01/01/2025.

Article 9 : Le renouvellement du contrat

Ce contrat n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

Six mois avant le terme quinquennal, les parties engageront des négociations à l'initiative de l'établissement cocontractant afin d'arrêter les conditions dans lesquelles le contrat peut être renouvelé.

Article 10 : Personnes de moins de 60 ans

Du fait de son statut d'EHPAD, l'établissement n'a pas vocation à recevoir des personnes de moins de 60 ans. Ce n'est qu'à titre exceptionnel eu égard à des pathologies particulières, qu'une dérogation préalable à toute admission, pourra être accordée par décision administrative du Conseil départemental de l'Indre après validation médicale du service médical de la Direction de l'autonomie.

Article 11 : Résiliation ou dénonciation du contrat

Le présent contrat pourra être résilié :

- de plein droit selon l'évolution législative ou réglementaire
- de plein droit en cas de suspension ou retrait de l'autorisation administrative
- de plein droit en cas de fermeture définitive de l'établissement (cessation d'activité)
- avant son terme en cas de non-respect des engagements par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception adressée aux signataires du contrat, ladite résiliation ne prendra effet qu'à l'échéance d'un délai de six mois à compter de la réception de la lettre recommandée.

Article 12 : Cession d'autorisation, fusion, absorption

L'autorisation a été accordée au Centre Hospitalier Châteauroux-Le Blanc.

Toute modification de gestionnaire fera l'objet d'une demande de cession d'autorisation auprès des autorités compétentes.

En cas de cession de son activité, et sous réserve de la validation par les autorités de tarification, le cessionnaire reprendra l'intégralité des engagements souscrits dans le contrat et ses avenants successifs. Le contrat continuera alors de plein droit.

TITRE 3 : LA LISTE DES ANNEXES AU CPOM

Des annexes sont jointes au contrat et sont opposables aux parties signataires comme le corps du contrat.

1. Les annexes suivantes sont obligatoires et communes à tous les CPOM. Elles sont produites spécifiquement pour le CPOM

Annexe 1 – Le diagnostic partagé.
Cette annexe explique les modalités de réalisation du diagnostic partagé (documents consultés, participation des personnels…) et ses principaux enseignements. Elle permet d'apprécier la situation du gestionnaire et des établissements et services parties du contrat avant la conclusion du CPOM. Elle sert de base à la définition de l'ensemble des objectifs du CPOM.

Annexe 2 - La réponse des établissements et services du CPOM aux besoins territoriaux et leur inscription dans l'offre de santé et d'autonomie sur le territoire.
Cette annexe décrit la façon dont les établissements et services couverts par le CPOM répondent aux besoins identifiés par les différents schémas locaux et développent les logiques de parcours permettant de mieux répondre aux besoins de prise en charge des personnes. Elle détaille les projets de transformation d'activité entraînant, dans la durée du CPOM, une modification des arrêtés d'autorisation d'activité.

Annexe 3 – Tableau des objectifs fixés assortis des indicateurs et le diagnostic points forts et axes d'amélioration
Les indicateurs devront être actualisés annuellement pour permettre le suivi des objectifs. Pour ce faire, ils feront partie intégrante du rapport d'activités annuel et seront transmis en même temps que l'état réalisé des recettes et des dépenses (ERRD).

Annexe 4 - Le plan global de financement pluriannuel (PGFP)

Annexe 5 – Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI)

Cette annexe précise les principaux investissements prévus à la date de signature du CPOM pour les cinq années suivantes. A la signature du CPOM, le PPI des EHPAD gérés par le Centre Hospitalier de Châteauroux-Le Blanc n'a pas été fourni.

2. L'annexe suivante est obligatoire pour ceux des établissements concernés. Elle est produite spécifiquement pour le CPOM

Annexe 6 - L'habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale.

3. Sont obligatoirement annexés au contrat des documents permettant d'éclairer la situation du gestionnaire, des établissements et services. Elles ne sont pas produites spécifiquement pour le CPOM.

Annexe 7 - La synthèse du rapport de l'évaluation de la qualité des prestations (selon l'Arrêté de programmation des évaluations n°2023-DOMS-PA/PH/PDS-0181- n°2024-D-506 du 01février 2024), l'échéance de transmission du rapport étant prévu le 1er trimestre 2024).

Annexe 8 – Fiches actions à la demande du gestionnaire.

Annexe 9 - Le cas échéant, les éléments de contrats ou conventions liant le gestionnaire à d'autres autorités publiques (par exemple CPOM sanitaire) ayant un impact sur la réalisation du présent contrat.

Fait en 3 exemplaires originaux
A Châteauroux, le 06 FEV. 2025

Pour le Département de l'Indre **Le Président du Conseil Départemental de l'Indre** Marc FLEURET	**Pour l'Agence Régionale de Santé,** **La Directrice générale de l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire** Clara DE BORT

Pour l'organisme gestionnaire / l'établissement,
La directrice générale du Centre Hospitalier de Châteauroux-Le Blanc

Evelyne POUPET

CENTRE HOSPITALIER DE CHATEAUROUX

ANNEXE 1

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ars Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire

EHPAD

INDRE LE DÉPARTEMENT

Fiche Individuelle ESMS

Finess : 360004600

D A P F Q

EHPAD du site du Blanc

Etablissement Public

CH DE CHATEAUROUX LE BLANC (360000053)

Etb.Pub. Administr.

5 rue Pierre Milon 36300 LE BLANC

Téléphone : 02 54 28 28 07 Email : lb.sec.direction@ch-chateauroux.fr

Sources de financement	Assurance maladieCD	Date d'ouverture	01/01/1901
Nomenclature comptable applicable	M21	Date d'autorisation	03/01/2017
Modalités de tarification/Option tarifaire	tarif global / GMPs avec PUI	Autorisation spécifique	Unité Spécifique AlzheimerPASA
CPOM en cours	OUI	Date de délivrance de l'autorisation liée à l'activité principale	04/01/17
Date d'entrée en vigueur du CPOM	01/01/19	Date d'ouverture de la structure	01/03/95
Date d'échéance du CPOM	31/12/2023	Plateforme d'accompagnement et de répit des aidants	NON
Partenaires signataires du CPOM	ARSCDDGCS	Groupe homogène	EHPAD de 100 à 199 places
Etablissement mono-site	NON	Date des derniers gros travaux du bâtiment principal	15/06/2006
Etablissement mono-bâtiment	NON	Superficie des locaux en m2	10 001
Nature du droit	MIXTE	Superficie des terrains en m2	33 000
Contraintes architecturales	Aucune	Nombre total de places d'hébergement installées au 31.12	145
Nombre de chambres individuelles / total	123 / 134		
Chambres doubles / supérieures à deux lits	11 / 0		

Taux de Remplissage du Tableau de bord	Taux occupation	Nombre de CDD de remplacement	Taux de rotation du personnel	Taux Absentéisme du personnel	Taux de CAF	Taux endettement	Taux d'utilisation de la dotation soins	Taux de vétusté des constructions	Taux de vétusté des équipements	Fonds de roulement en jours de charges courantes	Projet établissement
100%	88,63%	72	4,8%	13,0%	-2,0%	20,0%	103%	73%	90%	0	30/11/2022

FINESS	SITE	CATEGORIE	RAISON SOCIALE	ADRESSE		CAPACITE INSTALLEE			153
360004600	P	EHPAD	EHPAD ST LAZARE	36018	LE BLANC	Acc Personnes Agées	Héberg Comp Inter	P A dépendantes	35
360003271	S	EHPAD	EHPAD LA CUBISSOLE	36018	LE BLANC	Acc temporaire PA	Héberg Comp Inter	Alzheimer, mal appar	2
360003271	S	EHPAD	EHPAD LA CUBISSOLE	36018	LE BLANC	Acc Personnes Agées	Héberg Comp Inter	Alzheimer, mal appar	30
360003271	S	EHPAD	EHPAD LA CUBISSOLE	36018	LE BLANC	Acc Personnes Agées	Héberg Comp Inter	P.A dépendantes	50
360003271	S	EHPAD	EHPAD LA CUBISSOLE	36018	LE BLANC	Acc Personnes Agées	Accueil de Jour	Alzheimer, mal appar	6
360003271	S	EHPAD	EHPAD LA CUBISSOLE	36018	LE BLANC	P.A.S.A	Accueil de Jour	Alzheimer, mal appar	0
360007421	S	EHPAD	EHPAD LA RESIDENCE DE L'ANGLIN	36058	CONCREMIERS	Acc Personnes Agées	Héberg Comp Inter	P.A dépendantes	30

ACTIVITES

Taux d'occupation

Type d'hébergement	Nombre de jours d'ouverture	Nombre de Places	2020	2021	2022	2023
Permanent	365	145	93,5%	88,3%	87,6%	90,5%
Temporaire	365	2	36,6%	49,3%	48,2%	51,4%
Ac. de Jour	192	6	34,9%	48,6%	40,2%	50,0%

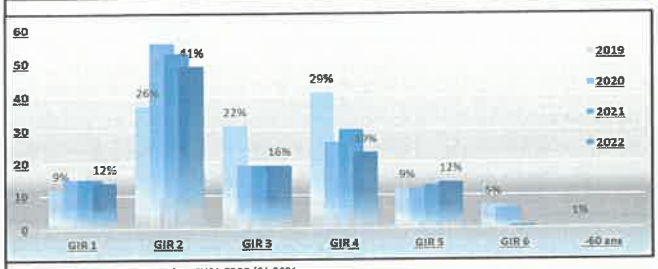
Coupes d'évaluation

	Validé CD/ARS	Date validation	Tendance*
GMP	679	30/05/18	20
PMP	166	06/09/18	0

*GMP et PMP derniers connus déclarés dans le tdb ANAP

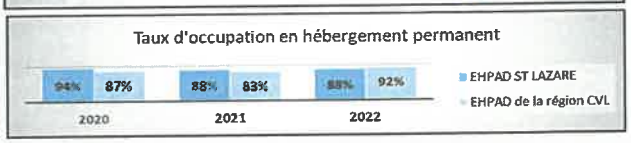
Jours d'absence de moins de 72 heures	12	11	9
Jours d'absence de plus de 72 heures	743	495	545
Jours d'hospitalisation de moins de 72 heures	12	11	9
Jours d'hospitalisation de plus de 72 heures	741	495	516

	2021	2022
Nombre de points GIR au 30 juin	0	0
Nombre de personnes girées au 30 juin	0	0
Valeur départementale du point GIR au 30 juin	0,00	0,00

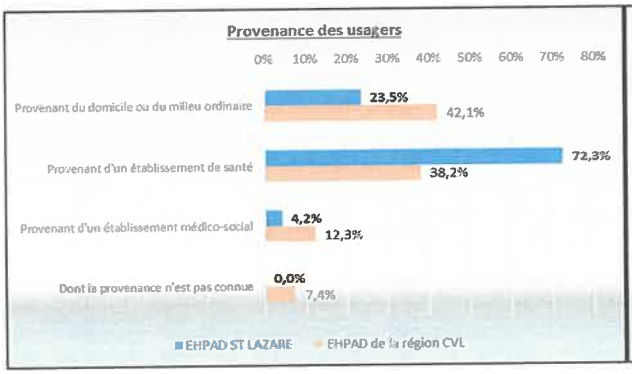


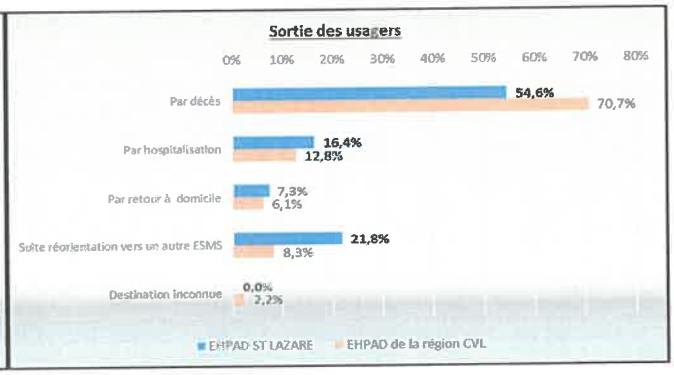
Source : cadres CNSA ERRD/CA 2021

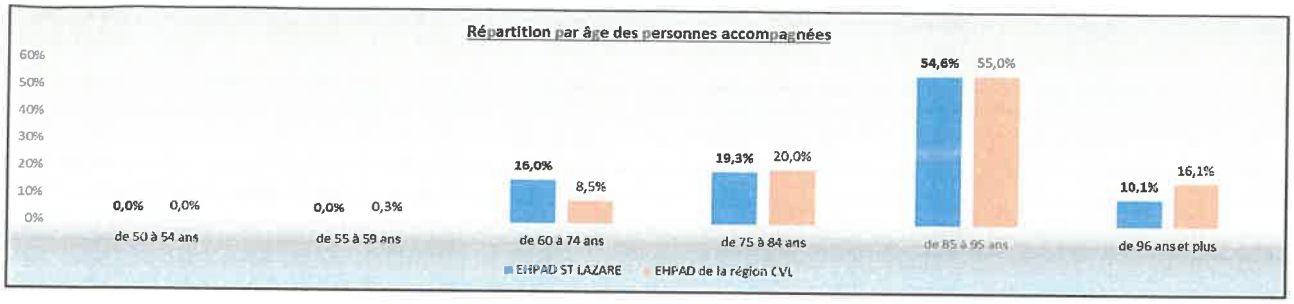


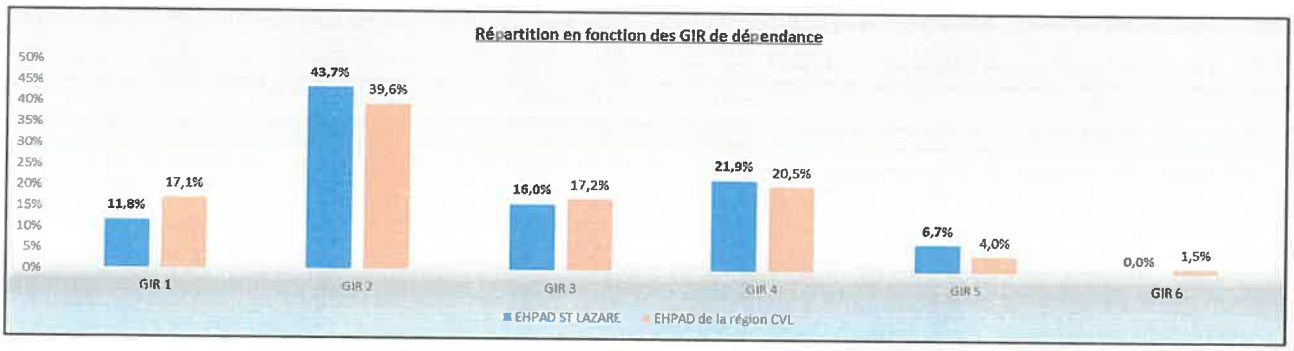


	EHPAD Site du Blanc			Département	Région	National
	2020	2021	2022		2022	
Taux de rotation des lits/places financés (hors accompagnement temporaire) en %			38%	35%	34%	34%
Durée moyenne de séjour en nombre d'années			3,0	2,2	2,4	2,3
Taux de réalisation de l'activité			87%	90,7%	94,6%	97,3%
Taux d'occupation des lits ou places autorisés en accompagnement permanent			89%	90%	92%	96%
Taux d'occupation des lits ou places autorisés en hébergement temporaire			52%	42%	60%	59%
Taux d'occupation des places autorisés en accueil de jour			31%	53%	49%	51%
Nombre moyen de journées d'absence des personnes accompagnées sur la période			16,2	14,57	11,29	10,30
Taux d'admission sur les lits/places			38%	34%	31%	33%
File active des personnes accompagnées sur la période			199	176	167	106
Part des personnes bénéficiant d'une mesure de protection (acc. social ou protection juridique) en %			45%	34%	26%	25%
Taux d'occupation des places habilitées par des personnes bénéficiaires de l'aide sociale en %			24%	19%	20%	24%
Taux de personnes en dérogation ou hors autorisation			0,00%	0,24%	0,30%	0,00%
Taux d'hospitalisation complète (dont hospitalisation à domicile) en %			1,16%	0,91%	0,93%	0,96%









Convention avec des équipes mobiles :	EQUIPE MOBILE DE SOINS PALLIATIFS EQUIPE MOBILE GERIATRIQUE	Partenariat avec un réseau de santé :	OUI
Signature de la convention plan Bleu :	NON CONCERNE	Convention avec une équipe de HAD :	OUI
Coopération inter-établissements :	GCS GHT	Nombre de places habilitées à l'aide sociale départementale à l'hébergement Part des places HAS sur les places d'hébergement permanent	145 100%
Partenariat avec des acteurs de la coordination médico-sociale dispositif d'appui à la coordination des parcours de santé:	OUI	Mission d'appui-ressource sur le territoire	OUI
Modalités d'organisation de l'hébergement temporaire et/ou de l'accueil de jour :	Accueil de jour semaine Accueil de nuit semaine Accueil de jour week-end	Précisez la nature de ces missions d'appui-ressource	Participation à la formation de professionnels (formations qualifiantes) hors participation à des jury d'examens Actions de sensibilisation auprès des professionnels ou tout public

RESSOURCES HUMAINES

ETP Total	ETP Total	Direction /Encadrement	Administration / Gestion	Services généraux	Restauration	Socio-éducatif	Paramédical	Psychologue	ASH	Médical	Autres
2022	97,97	0,93	1,13	2,50	0,00	1,93	58,39	0,70	31,96	0,00	0,40
2021	98,81	1,00	1,80	2,85	0,00	1,08	59,28	0,70	31,70	0,00	0,40
2020	99,39	1,00	1,12	2,85	0,00	1,08	57,37	0,70	34,87	0,00	0,40

DIRECTION - ADMINISTRATION	Nombre d'ETP inscrits à l'EPRD	Nombre d'ETP Réel	Hébergement en ETP en %	Dépendance en ETP en %	Soins en ETP en %	Rémunérations brutes et charges fiscales et sociales Réel Permanent	Rémunérations brutes et charges fiscales et sociales Réel Temporaire	Rémunération annuelle par ETP Permanent	Rémunération annuelle par ETP Temporaire
Directeur	0,00	0,00							
Médecin directeur									
Directeur adjoint, attaché de direction, économe									
Agent administratif et personnel de bureau		0,84	100%	0%	0%		42 962		51 145
Autre personnel de direction ou d'administration	0,29	0,29	100%	0%	0%	10 292		35 489	

CUISINE - SERVICES GENERAUX - Diététicien	Nombre d'ETP inscrits à l'EPRD	Nombre d'ETP Réel	Hébergement en ETP en %	Dépendance en ETP en %	Soins en ETP en %	Rémunérations brutes et charges fiscales et sociales Réel Permanent	Rémunérations brutes et charges fiscales et sociales Réel Temporaire	Rémunération annuelle par ETP Permanent	Rémunération annuelle par ETP Temporaire
Ouvrier professionnel									
Agent de service général									
Diététicien									
Autre personnel de cuisine - services généraux									

Fonctions de blanchissage, nettoyage et service des repas	Nombre d'ETP inscrits à l'EPRD	Nombre d'ETP Réel	Hébergement en ETP en %	Dépendance en ETP en %	Soins en ETP en %	Rémunérations brutes et charges fiscales et sociales Réel Permanent	Rémunérations brutes et charges fiscales et sociales Réel Temporaire	Rémunération annuelle par ETP Permanent	Rémunération annuelle par ETP Temporaire
ASH - agents de service	28,80	31,96	70%	30%	0%	1 500 573		46 952	

		Infirmier	Aide médico-psychologique	Aide soignant	Kinésithérapeute	Psychomotricien	Ergothérapeute	Orthophoniste	Autre Paramédical
2022	55,80	9,37	8,53	36,00	0,00	0,00	0,20	0,00	4,29
2021	59,28	9,66	7,74	35,88	0,00	0,00	0,20	0,00	5,80
2020	57,37	8,32	5,64	41,21	0,00	0,00	0,20	0,00	2,00

AIDES SOIGNANTS, AIDES MEDICO-PEDAGOGIQUES ET ACCOMPAGNANTS EDUCATIFS ET SOCIAUX	Nombre d'ETP inscrits à l'EPRD	Nombre d'ETP Réel	Hébergement en ETP en %	Dépendance en ETP en %	Soins en ETP en %	Rémunérations brutes et charges fiscales et sociales Réel Permanent	Rémunérations brutes et charges fiscales et sociales Réel Temporaire	Rémunération annuelle par ETP Permanent	Rémunération annuelle par ETP Temporaire
Aide-soignant non assistant de soins en gérontologie	43,80	39,76	0%	30%	70%	1 867 096		46 959	
Aide-soignant assistant de soins en gérontologie									
A.M.P.	3,00	7,10	0%	30%	70%	348 101		49 028	
A.E.S.									
Autre personnel									

INFIRMIERS	Nombre d'ETP inscrits à l'EPRD	Nombre d'ETP Réel	Hébergement en ETP en %	Dépendance en ETP en %	Soins en ETP en %	Rémunérations brutes et charges fiscales et sociales Réel Permanent	Rémunérations brutes et charges fiscales et sociales Réel Temporaire	Rémunération annuelle par ETP Permanent	Rémunération annuelle par ETP Temporaire
Infirmier coordonnateur		0,93	0%	0%	100%	189 545		203 812	
Infirmier diplômé d'État	9,20	9,40	0%	0%	99%	678 014		72 129	
Infirmier psychiatrique									
Autre personnel infirmier									

AUTRES AUXILIAIRES MEDICAUX	Nombre d'ETP inscrits à l'EPRD	Nombre d'ETP Réel	Hébergement en ETP en %	Dépendance en ETP en %	Soins en ETP en %	Rémunérations brutes et charges fiscales et sociales Réel Permanent	Rémunérations brutes et charges fiscales et sociales Réel Temporaire	Rémunération annuelle par ETP Permanent	Rémunération annuelle par ETP Temporaire
Masseur-kinésithérapeute									
Ergothérapeute		0,20	0%	0%	100%		8 036		40 180
Pédicure-Podologue									
Psychomotricien, rééduc en psychomotricité									
Intervenant en activité physique adaptée									
Autre personnel paramédical	5,84	5,14	0%	0%	100%	308 471		60 014	

		Socio-	Aide médico-psychologique	Animateur	Moniteur éducateur	Educateur spécialisé	Assistant social	Autre Socio-éducatif
2022	1,93		0,00	1,93	0,00	0,00	0,00	0,00
2021	1,08		0,00	1,08	0,00	0,00	0,00	0,00
2020	1,08		0,00	1,08	0,00	0,00	0,00	0,00

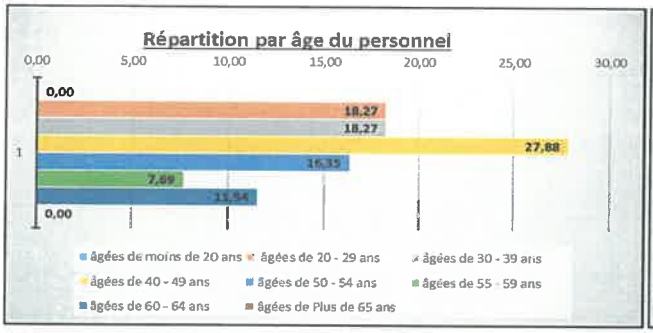
ANIMATION - SERVICE SOCIAL	Nombre d'ETP inscrits à l'EPRD	Nombre d'ETP Réel	Hébergement en ETP en %	Dépendance en ETP en %	Soins en ETP en %	Rémunérations brutes et charges fiscales et sociales Réel Permanent	Rémunérations brutes et charges fiscales et sociales Réel Temporaire	Rémunération annuelle par ETP Permanent	Rémunération annuelle par ETP Temporaire
Animateur social	1,70	1,93	100%	0%	0%	114 147		59 143	
Autre personnel d'animation - service social									

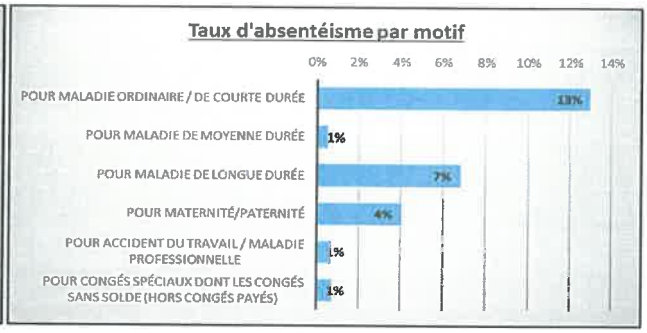
		Médical	Médecin Coordonnateur	Autres Médical
2022	0,00		0,00	0,00
2021	0,00		0,00	0,00
2020	0,00		0,00	0,00
		Minimum règlementaire* :	0,80	*art.D312-156

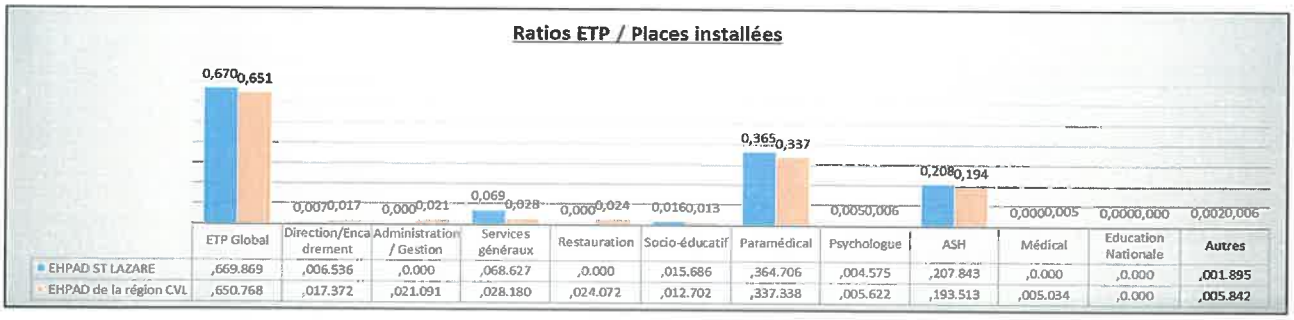
PHARMACIENS - PREPARATEURS EN PHARMACIE	Nombre d'ETP inscrits à l'EPRD	Nombre d'ETP Réel	Hébergement en ETP en %	Dépendance en ETP en %	Soins en ETP en %	Rémunérations brutes et charges fiscales et sociales Réel Permanent	Rémunérations brutes et charges fiscales et sociales Réel Temporaire	Rémunération annuelle par ETP Permanent	Rémunération annuelle par ETP Temporaire
Pharmacien									
Préparateur en pharmacie	0,40	0,40	0%	0%	100%	15 632		39 080	

MEDECIN	Nombre d'ETP inscrits à l'EPRD	Nombre d'ETP Réel	Hébergement en ETP en %	Dépendance en ETP en %	Soins en ETP en %	Rémunérations brutes et charges fiscales et sociales Réel Permanent	Rémunérations brutes et charges fiscales et sociales Réel Temporaire	Rémunération annuelle par ETP Permanent	Rémunération annuelle par ETP Temporaire
Médecin coordonnateur	0,66								
Médecin généraliste									
Gériatre									
Psychiatre									
Autre médecin									

TOTAL	Nombre d'ETP Salariés	Nombre d'ETP Extérieurs	Part des ETP Extérieurs Hébergement	Part des ETP Extérieurs Dépendance	Part des ETP Extérieurs Soins	Rémunérations brutes et charges fiscales et sociales Réel Salariés	Rémunérations brutes et charges fiscales et sociales Réel Extérieurs	Rémunération annuelle par ETP Permanent	Rémunération annuelle par ETP Temporaire
DIRECTION - ADMINISTRATION	1,13					53 254		47 127	
CUISINE - SERVICES GENERAUX - Diététicien									
ANIMATION - SERVICE SOCIAL	1,93					114 147		59 143	
ASH	31,96					1 500 573		46 952	
AIDES SOIGNANTS	46,86	1,39			100%	2 215 197	100 268	47 273	
PSYCHOLOGUES	0,41					15 332		37 396	
INFIRMIERS	10,33	0,18			100%	750 422	93 715	72 645	
AUTRES AUXILIAIRES MEDICAUX	4,93					301 174		61 090	
PHARMACIENS - PREPARATEURS EN PHARMACIE	0,40					15 632		39 080	
MEDECIN									
Total Personnel	97,95					4 965 731	117 137	50 697	



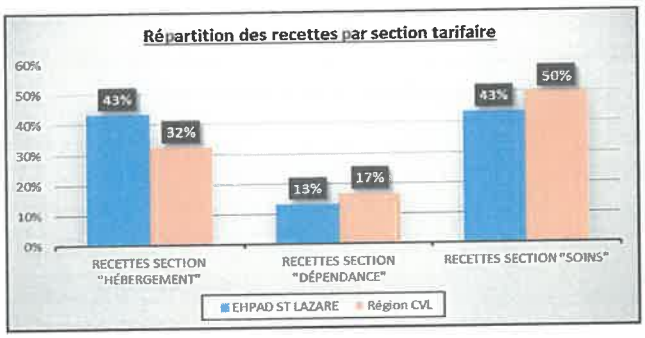


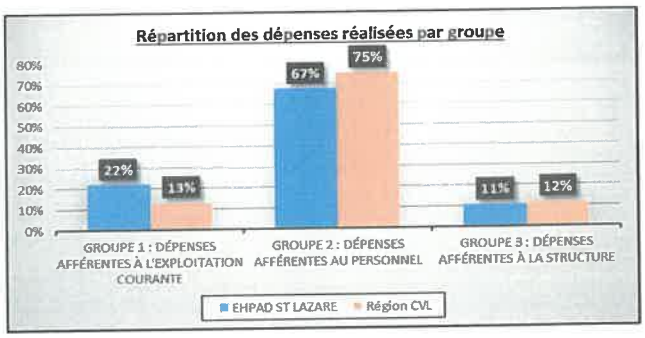


Taux d'ETP (équivalent temps plein) vacants au 31/12 en %	1,42%	ETP vacants concernant la fonction SOINS	1,42%
		ETP vacants de la fonction SOCIO EDUCATIVE	100,00%
Taux de prestations externes en % *(sous-traitance / total dépenses de personnel)*	3,60%	Taux de rotation des personnels sur effectifs réels en % *(taux d'entrée + taux de sortie) / 2*	4,81% (National 15%)
Taux de personnels occupant une fonction de gestion d'équipe ou de "management" en %	0,98%	Taux d'absentéisme (hors formation) en %	13,00%
		Nombre de CDD de remplacement	1
Démarche formalisée de gestion prévisionnelle des métiers et des compétences	OUI	Organisation comprenant un pool de remplacement	OUI

BUDGET & FINANCES

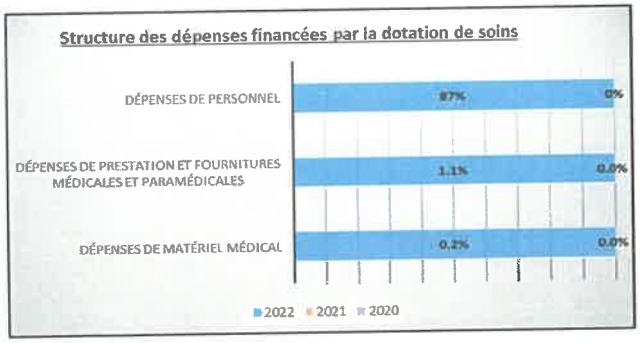
Charges*	2020	2021	2022	2022	2021	2020	Produits*
Groupe 1 : dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 654 547	1 540 063	1 659 516	6 792 660	6 697 184	6 955 965	Groupe I : produits de la tarification
Groupe 2 : dépenses afférentes au personnel	4 340 836	4 590 945	5 084 180	86 141	44 934	56 610	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation
Groupe 3 : dépenses afférentes à la structure	871 788	875 298	796 913	204 177	183 740	156 538	Groupe III : produits financiers, produits exceptionnels et produits non encaissables
Résultat	301 941	-80 447	-457 632				Marge Brute
	4,21%	-1,16%	-6,46%				





Taux d'atteinte des prévisions de recettes	2020	2021	2022	Taux d'atteinte des prévisions de dépenses	2020	2021	2022
			98,70%				105,07%

Taux d'utilisation de la dotation en soins	2020	2021	2022	Etablissement sous CPOM	OUI
			102,65%	Date d'effet	01/01/2019



Ratios financiers	2020	2021	2022	Région
Taux de CAF			-2,0%	3,7%
Taux de vétusté des constructions			73,2%	44,0%
Taux de vétusté des équipements			89,9%	63,3%
Taux d'endettement			20,0%	27,0%
Fonds de roulement en jours de charges courantes			0	187

Périmètre de l'ERRD*	2020	2021	2022	Périmètre de l'ERRD*	2020	2021	2022
Durée de la dette financière en années				Fonds de roulement Net Global (en jours)			
Taux de vétusté des constructions				Trésorerie (en jours)			
Taux de vétusté des installations				Taux de Marge Brute			
Rotation des dettes fournisseurs en jours				Taux de CAF			
Rotation des dettes sociales en jours				Taux de réserve de compensation des déficits (minimum 10%)			

** données ERRD 2022 non vérifiées*

RATIOS D'ANALYSE FINANCIERE*

Thèmes & intitulés (valeurs indicatives)	2021	2022	Mode de calcul
1. Endettement à moyen et long terme			
1.1. Indépendance financière (<50%)			Emprunts (comptes 16 hors c/165, c/1688 et c/169) x 100 Financements stables du FRI (hors amortissements cumulés)
1.2. Apurement de la dette (>2)			Immobilisations nettes amortissables Dettes financières à moyen et long terme
1.3. Durée apparente de la dette			Emprunts (comptes 16 hors c/165, c/1688 et c/169) CAF
2. Patrimoine immobilier			
2.1. Vétusté des immobilisations			
Construction			Solde créditeur des comptes 28 Solde débiteur des comptes 21 et 23 correspondants
Installations techniques, matériel et outillage			
Autres immobilisations corporelles			
3. Equilibres du bilan			
3.1.a. Fonds de roulement en jours d'exploitation			
Fonds de roulement d'investissement (FRI)			
Fonds de roulement d'exploitation (FRE)			FRI ou FRE ou FRNG x 365 j. Total classe 6 (charges décaissables uniquement)
Fonds de roulement net global (FRNG)			
Besoin en fonds de roulement	0	0	BFR x 365 j. Total classe 6 (charges décaissables uniquement)
3.1.b. Besoin en fonds de roulement en jours d'exploitation			
Montant de Trésorerie			Trésorerie x 365 j. Total classe 6 (charges décaissables uniquement)
3.1.c. Trésorerie en jours d'exploitation			
3.2. Réserve de couverture du BFR en jours d'exploitation			Solde des comptes 141 et 10685 x 365 j. Total classe 6 (charges décaissables uniquement)
4. Rotation des postes d'exploitation en jours			
4.1. Stocks (10-20 j.)			[Stocks (solde débiteur classe 3)] x 365 j. Total des consommations (comptes 601 à 603)
4.2. Créances (< 30 j.)			(Solde débiteur comptes 41) x 365 j. Total des produits (comptes 70 et 73)
4.3. Dettes fournisseurs (< 45 j.)			(Solde créditeur comptes 401) x 365 j. Total des charges (comptes 60 à 62)
4.4. Dettes sociales et dettes fiscales			(Solde créditeur comptes 43 et 44) x 365 j. Total des charges (comptes 63 et 645 à 647)
5. Capacité d'autofinancement			
Taux de CAF (5 à 10%)			CAF x100 Total des produits (hors c/775, 777, 7781 et 78)
Réserve de compensation des déficits			
Réserve de compensation des déficits en %			Réserve de compensation des déficits Total classe 6
Fonds dédiés			
Produits constatés d'avance			

*source : Onglet "Ratios financiers" ERRD Complet 2022

BILAN FINANCIER

2021	2022		2021	2022
Biens stables			**Financements stables**	
		Total II — **Total I**		
		Fonds de roulement d'investissement négatif (I-II)		
Actifs stables d'exploitation			**Financements stables d'exploitation**	
0,00	0,00	**Total IV** — **Total III**		
		Fonds de roulement d'exploitation négatif (III-IV)		
		Fonds de roulement net global négatif		
Valeurs d'exploitation			**Dettes d'exploitation**	
		Total VI — **Total V**		
		Besoin en fonds de roulement (VI-V)		
Liquidités			**Financements à court terme**	
		Total VIII — **Total VII**	**0,00**	**0,00**
		Disponibilités — Ligne de trésorerie		
		Trésorerie positive (VIII-VII)		
		TOTAL DES BIENS & FINANCEMENTS (I+III+V+VII)		

RESSOURCES MATERIELLES

Nature du droit d'occupation du ou des bâtiment(s)	MIXTE	Date de construction de l'établissement / dernière grosse rénovation assimilable à une reconstruction	15/06/2006
Respect de la réglementation accessibilité du bâtiment principal	Oui	Date de réalisation du diagnostic accessibilité	
Avis favorable de la commission de sécurité	Oui	Date de passage de la dernière commission de sécurité	03/06/2021
Présence d'un système de rafraîchissement des locaux du bâtiment principal	Espaces collectifs	Présence d'amiante dans le bâtiment principal	Non
Respect de la réglementation énergétique	RT2000	Isolation des menuiseries extérieures de pièces de vies du bâtiment principal	Double ou triple vitrage
Accès à un groupe électrogène	OUI GROUPE DE SECOURS	Plateau technique / Equipement en propre	Salle de soins Pharmacie à usage interne
Organisation des transports	MIXTE		
Nombre de véhicules adaptés au 31/12	1		
Nombre de véhicules (hors adaptés) au 31/12	3	Accessibilité au transport collectif	NON

L'ESMS dispose t-il des éléments socles garantissant le bon fonctionnement de son SI ?

Une feuille de route SI ou un schéma directeur des systèmes d'information (SDSI) a été défini et formalisé	OUI	Vous avez désigné un délégué à la protection des données (DPO)	MUTUALISE AVEC OG ET INTERNALISE
La feuille de route fait l'objet d'un point de situation avec la direction	1 FOIS PAR AN	Actions entreprises pour la mise en conformité avec le Règlement général sur la protection des données (RGPD)	Réalisation d'un registre des activités de traitement Plan d'actions détaillant les actions RGPD à mener Existence d'un document lié au règlement intérieur formalisant les règles d'accès et d'usage du SI
Le SI est un axe identifié dans le cadre du CPOM	OUI	Vous disposez de procédures dégradées en cas de panne informatique	OUI
Vous identifiez clairement un budget pour le SI chaque année	OUI	Vos données de santé sont hébergées à l'externe	NON
Quel est le montant en euro du budget d'exploitation de votre SI ?	6602,91	SI OUI, l'hébergeur est-il certifié Hébergeurs de Données de Santé (HDS) ?	
Quel est le montant en euro du budget d'investissement de votre SI ?	0	Les salariés ont un accès dématérialisé aux procédures / documents de leur établissement ou service	OUI
Vous disposez d'un responsable des Systèmes d'information (RSI) ou Directeur des systèmes d'information (DSI)	OUI, mutualisé et internalisé au sein de l'OG	Votre logiciel identifie-t-il les usagers/résidents au moyen de l'identification Nationale de Santé (INS)	OUI
Vous disposez d'une solution de téléconsultation / téléexpertise	OUI / OUI	Votre logiciel est en capacité de faire le lien avec le DMP	Oui, il fait le lien et je l'utilise en lecture du DMP
Votre politique de sécurité informatique prévoit la mise en oeuvre des actions suivantes	UNE POLITIQUE DE SECURITE DES MOTS DE PASSE A ETE MISE EN OEUVRE	Votre logiciel est-il interopérable avec le ROR / E-parcours / ViaTrajectoire	NON / NON / NON
Des sauvegardes de données sont effectuées régulièrement	AU MOINS 1 FOIS PAR SEMAINE	Votre établissement ou service utilise un service de Messagerie Sécurisée Intégré à l'espace de confiance MS Santé	OUI

Quel est l'usage du SI dans l'ESMS ?

De quel type d'outil disposez-vous pour la gestion comptable, budgétaire et financière ?	Outil bureautique (Word, excel,etc.) Logiciel	Nombre de dossiers administratifs informatisés au 31.12	0
De quel type d'outil disposez-vous pour le pilotage de l'établissement ou du service (tableau de bord transversaux) ?	Outil bureautique (Word, excel,etc.) Logiciel	Nombre de personnes accompagnées dans l'effectif au 31.12	119
Combien de modules sont couverts par votre SI RH actuel ? 1. Piloter la fonction RH 2. Piloter la masse salariale 3. Recrutement et Mobilité 4. Gestion	De 7 à 9 modules = maturité forte	Taux de projets personnalisés d'un usager/résident informatisés	0%
De quel type d'outil disposez vous pour la gestion des stocks et approvisionnements ?	Logiciel	Nombre de projets personnalisés informatisés au 31.12	0
De quel type d'outil disposez vous pour la facturation ?	Logiciel	L'usager/résident ou aidant a un espace dédié dans le SI de l'ESMS	NON
De quel type d'outil disposez vous pour le dossier de l'usager ?	Logiciel	L'usager/résident peut alimenter son dossier informatisé	NON
Taux de dossiers administratifs d'un usager/résident informatisés	0%		

Quelles sont les pratiques de l'ESMS en matière de développement durable ?

Intégration des enjeux du développement durable	Niveau de maturité 4	Superficie en m²			10001		
Qualité de vie au travail (QVT)	Niveau de maturité 2	Consommation d'énergie annuelle en kWh			640000		
Politique de gestion des déchets	Niveau de maturité 3	Consommation d'énergie par m²			63,99		
Politique d'achat	Niveau de maturité 5	Département	Région	National	131	136	101

DEMARCHE QUALITE

Livret d'Accueil	
EN COURS	action PAQSS

Règlement de Fonctionnement	
Oui	02/01/2018

Contrat de séjour	
Oui	01/01/2023

Conseil de la vie sociale	
Oui	08/11/2023

Charte des droits & liberté
OUI

Liste des personnes qualifiées : annexée au livret d'accueil
OUI

Projet d'Etablissement ou de Service	
Oui	30/11/2022

Les critères d'admission sont formalisés dans le projet d'établissement
OUI

Formalisation de la démarche de gestion des risques et de lutte contre la maltraitance	Démarche de certification complémentaire		Certification sur : Fonctions administratives et de Gestion	Certification sur : Fonctions d'accompagnement et / ou de Soins	Certification sur : Fonctions logistiques ou support	
OUI	NON				NON	

Date d'effet du prochain CPOM	Renouvellement d'Autorisation		Prochaine Evaluation HAS
1/1/2025	1/3/2032	1er Trim 2024	

Prestations directes délivrées par l'ESMS : prestations de soins et d'accompagnement

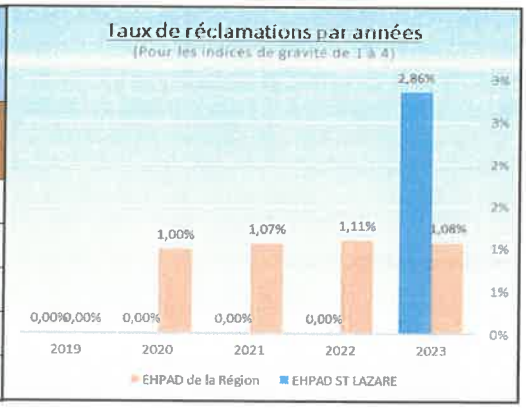
Soins somatiques et psychiques	ESMS a réalisé en N-1 de manière régulière	Accompagnements pour exercer ses rôles sociaux	ESMS n'est pas concerné
Mode de réalisation des soins somatiques et psychiques	En interne à l'ESMS	Mode de réalisation "de l'accompagnement pour exercer ses rôles sociaux"	
Rééducation et réadaptation fonctionnelle	ESMS a réalisé en N-1 de manière exceptionnelle/ponctuelle	Accompagnements pour participer à la vie sociale	ESMS a réalisé en N-1 de manière régulière
Mode de réalisation de la rééducation et réadaptation fonctionnelle	De manière externalisée	Mode de réalisation de l'accompagnement pour participer à la vie sociale	En interne à l'ESMS
Prestations en matière d'autonomie	ESMS a réalisé en N-1 de manière régulière	Accompagnement en matière de ressources et d'autogestion	ESMS n'est pas concerné
Mode de réalisation des prestations en matière d'autonomie	En interne à l'ESMS	Mode de réalisation de l'accompagnement en matière de ressources et d'autogestion	
Accompagnements pour exercer ses droits	ESMS a réalisé en N-1 de manière régulière	Prestations de coordination renforcée pour la cohérence du parcours	ESMS n'est pas concerné
Mode de réalisation de l'accompagnement pour exercer ses droits	En interne à l'ESMS	Mode de réalisation des prestations de coordination renforcée pour la cohérence du parcours	
Accompagnements au logement	ESMS a réalisé en N-1 de manière régulière	Les prestations sont réalisées	De manière diurne et nocturne
Mode de réalisation de l'accompagnement au logement	En interne à l'ESMS		

Prestations indirectes délivrées par l'ESMS: pilotage et fonctions support			
Gestion des ressources humaines	ESMS a réalisé en N-1 de manière régulière	**Mode de réalisation de la gestion des ressources humaines**	De manière mutualisée en interne à l'OG
Gestion administrative, budgétaire, financière et comptable	ESMS a réalisé en N-1 de manière régulière	**Mode de réalisation de la gestion administrative, budgétaire, financière et comptable**	De manière mutualisée en interne à l'OG
Réalisation des achats de la structure	De manière mutualisée en interne à l'OG De manière mutualisée dans le cadre d'une coopération formalisée (convention, GIP, GIE, GCS, GCSMS, GHT...)	**Mode de mutualisation des achats de la structure**	GHT GCS/GCSMS
Information et communication	ESMS a réalisé en N-1 de manière régulière	**Mode de réalisation de la gestion de l'information et de la communication**	En interne à l'ESMS
Qualité et sécurité	ESMS a réalisé en N-1 de manière régulière Evaluation interne réalisée en 2024	**Mode de réalisation de la gestion de la qualité et de la sécurité**	De manière mutualisée dans le cadre d'une coopération formalisée (convention, GIP, GIE, GCS, GCSMS, GHT...) De manière mutualisée en interne à l'OG
Relations avec le territoire	ESMS a réalisé en N-1 de manière régulière	**Mode de réalisation de la gestion des relations avec le territoire**	De manière mutualisée en interne à l'OG
Transports liés à gérer, manager, coopérer	ESMS n'est pas concerné	**Mode de réalisation des transports liés à gérer, manager, coopérer**	
Fournir des repas	ESMS a réalisé en N-1 de manière régulière	**Mode de réalisation de la fourniture des repas**	De manière mutualisée en interne à l'OG
Entretenir le linge	ESMS a réalisé en N-1 de manière régulière	**Mode de réalisation de l'entretien du linge**	De manière externalisée
Transports liés au projet individuel	ESMS a réalisé en N-1 de manière exceptionnelle/ponctuelle	**Mode de réalisation des transports liés au projet individuel**	En interne à l'ESMS
Transports des biens et matériels liés à la restauration et à l'entretien du linge	ESMS a réalisé en N-1 de manière régulière	**Mode de réalisation des transports des biens et matériels liés à la restauration et à l'entretien du linge**	De manière mutualisée en interne à l'OG

Fonction publique / convention collective	Nature du diplôme du directeur
FONCTION PUBLIQUE : Titre IV de la fonction publique hospitalière (y compris les stagiaires, contractuels, vacataires, auxiliaires)	Diplôme Niveau 1 - Corps des DH (Directeurs d'hôpital)

Inspections / Signalements / (Evaluations)

Réclamations						
Années	Nombre de Réclamations	Gravité 0	Gravité 1	Gravité 2	Gravité 3	Gravité 4
2023	1				1	
2022	0					
2021	2			2		
2020	5		1	4	1	
2019	1			1		



Déclarations de l'établissements de 2018 à 2023 : Déclarations d'EIG à l'ARS						
Date de déclaration	EIG associé aux Soins	Lieu de survenue	Acte(s) de violence autres	Parcours/Coopération interprofessionnelle	Vigilances	Autres
07/07/2023	Non	EHPAD site La Cubissole	Maltraitance verbale		Non	
24/08/2023	Non	EHPAD site Saint-Lazare	Tentative de suicide d'une résidente		NOn	
De 2018 à 2022	Pas d'EIG déclarés à l'ARS					

A remplir par l'établissement

Démarche qualité	2023	2022	Commentaires
Existence d'un comité qualité (**Oui** ou **Non**)	Oui	Oui	Commission qualité institutionnelle qui se réunit au moins 3 fois (Cf. règlement intérieur de la Commission qualité : I/MAQGR/0003, version e - 2022)
Nombre de réunions par an	Oui	Oui	Aucune réunion en 2021 : période COVID 4 réunions en 2022
Existence d'un référent qualité (**Oui** ou **Non**)	Oui	Oui	Référent qualité du secteur médico-social intégré à l'équipe U.RIS.QUAL
Formations régulières faites par le référent qualité (**Oui** ou **Non**)	Oui	Oui	Formation des professionnels à l'utilisation du logiciel qualité et risques 2021 : 9 2022 : 0
Existence d'un manuel qualité (**Oui** ou **Non**)	Oui	Oui	Manuel qualité et gestion des risques (M/MAQGR/0001, version f - 2022)
Existence de procédures documentaires (**Oui** ou **Non**)	Oui	Oui	Documents qualité émises en 2020 : Cf. éléments de preuve Projet PASA (I/EHPAD/15001, version a - 2020) Modèle d'affiche chambre du résident (F/EHPAD/15002, version a - 2020) + imprimé N°3147 Echelle d'évaluation Cohen-Mansfield (F/EHPAD/15003, version a - 2020) + imprimé N°3148 Echelle d'évaluation NPIES (F/EHPAD/15004, version a - 2020) + imprimé N°3149 Echelle d'évaluation MMSE (F/EHPAD/15005, version a - 2020) + imprimé N°3150 Fiche d'admission et sortie PASA (F/EHPAD/15006, version a - 2020) + imprimé N°3151 Information à la famille, au médecin traitant du médecin admis au PASA - dépliant (F/EHPAD/15007, version a - 2020) + imprimé N°3152 Relevé des capacités préservées et des activités thérapeutiques à proposer (F/EHPAD/150008, version a - 2020) + imprimé N°3153 Fiche de réévaluation du projet individualisé à 3 mois et à 6 mois (F/EHPAD/15009, version a - 2020) + imprimé 3154 Relevé de la file active de la semaine (F/EHPAD/15010, version a - 2020) + imprimé 3155 Relevé de présence journalier (F/EHPAD/15011, version a - 2020) + imprimé 3156 Documents qualité en vigueur sur les thématiques suivantes : cf. éléments de preuve Accueil nouveau salarié Charte graphique Circuit du médicament PAP
Existence d'un rapport annuel qualité (**Oui** ou **Non**)	Oui	Oui	Bilan d'activité de l'U.RIS.QUAL 2021 Bilan d'activité de l'U.RIS.QUAL 2022
Avis favorable du dernier diagnostic légionnelle (**Oui** ou **Non**)	Oui	Oui	

Admission	2023	2022	Commentaires
Existence d'une procédure d'admission formalisée (**Oui** ou **Non**)	Oui	Oui	
Existence d'une commission d'admission (**Oui** ou **Non**)	Oui	Oui	
Mise en place de l'entretien individuel de recherche de consentement (**Oui** ou **Non**)	Oui	Oui	
Information donnée sur la désignation de la personne de confiance (**Oui** ou **Non**)	Oui	Oui	
Démarche sur le recueil des directives anticipées (**Oui** ou **Non**)	Oui	Oui	

EXPRESSION DES RESIDENTS	2023	2022	Commentaires
Existence d'un Conseil de la Vie Sociale (**Oui** ou **Non**)	Oui	Oui	
Existence d'une autre forme de participation (**Oui** ou **Non**)	Oui	Oui	
Si oui, laquelle			Les résidents peuvent exprimer leur expérience du quotidien lors des accompagnés-traceurs : 23 accompagnés-traceurs ont été réalisés dans le cadre de l'évaluation interne et externe de la qualité de l'EHPAD
Existence d'enquêtes de satisfaction régulières auprès des résidents (**Oui** ou **Non**)	Non	Non	
Existence d'enquêtes de satisfaction régulières auprès des familles (**Oui** ou **Non**)	Non	Non	

Projet d'accompagnement personnalisé	2023	2022	Commentaires
Chaque résident dispose d'un Projet de Vie Individualisé (**Oui** ou **Non**)	Non	Non	
Le résident est-il associé à son élaboration (**Oui** ou **Non**)	Oui	Oui	90%
Les PVI sont-il réévalués au moins une fois par an (**Oui** ou **Non**)	Oui	Oui	

Locaux	2023	2022	Commentaires
Nombre de chambres individuelles	125	125	
Nombre de chambres doubles	11	11	
Superficie minimale et maximale des chambres individuelles			min: - de 16m² et max : 25m²
Superficie minimale et maximale des chambres doubles			min : 25m² et max : 30m²
Nombre de chambres comprenant une salle de bain complète (WC, lavabo, douche)	136	136	
Accès à internet au sein de la structure (**Oui** ou **Non**)	Oui	Oui	

572 Prestations d'hôtellerie	2023	2022	Commentaires

Restauration			
Elaboration des repas sur place (Oui ou Non)	Oui	Oui	
Recours à un prestataire extérieur (Oui ou Non)	Non	Non	
Liaison froide (Oui ou Non)	Oui	Oui	
Liaison chaude (Oui ou Non)	Non	Non	
Menus élaborés par un diététicien (Oui ou Non)	Oui	Oui	
Existence d'une commission des menus (Oui ou Non)	Oui	Oui	
Régime adapté aux pathologies spécifiques sur prescriptions médicales	Oui	Oui	
Proposition systématique d'un plat de substitution	Oui	Oui	
Le personnel de cuisine et/ou des services de restauration est formé à la norme HACCP (Oui ou Non)	Oui	Oui	
Avis favorable du dernier contrôle sanitaire (Oui ou Non)	Oui	Oui	Dossier d'agrément de l'UCPA du CH Le Blanc (entité indépendante) obtenu en 2009
Linge			
Traitement par l'établissement du linge plat (Oui ou Non)	Non	Non	Groupement de coopération de Loches
Traitement par l'établissement du linge des résidents (Oui ou Non)	Non	Non	Bulle de linge
Traitement par l'établissement du linge de toilette des résidents (Oui ou Non)	Non	Non	Bulle de linge
Traitement par l'établissement des tenues du personnel (Oui ou Non)	Non	Non	Groupement de coopération de Loches
Sous-traitance du linge plat (Oui ou Non)	Oui	Oui	
Sous-traitance du linge des résidents (Oui ou Non)	Oui	Oui	
Sous-traitance du linge de toilette des résidents (Oui ou Non)	Oui	Oui	
Sous-traitance des tenues du personnel (Oui ou Non)	Oui	Oui	
Procédure de traitement du linge formalisée (Oui ou Non)	Oui	Oui	
Entretien des locaux			
Externalisation de la prestation d'entretien des locaux communs (Oui ou Non)	Non	Non	
Externalisation de la prestation d'entretien des chambres (Oui ou Non)	Non	Non	
Périodicité du ménage dans les chambres			Quotidien sauf le week-end et jours fériés sauf si besoin, en UP 7j/7
Périodicité du ménage dans les locaux communs			Quotidien sauf le week-end et jours fériés sauf si besoin, en UP 7j/7
Suivi de la traçabilité de l'entretien des chambres (Oui ou Non)	Oui	Oui	
Suivi de la traçabilité de l'entretien des locaux communs (Oui ou Non)	Oui	Oui	

	Exaustivité & qualité des **D**onnées transmises aux autorités
	TDB >98% + ERRD/CA + Annexe activité + Annexe RH
	**A**ctivité à un niveau satisfaisant
	TO > 95%
	Gestion des ressources du **P**ersonnel satisfaisante
	Taux rotation < Moyenne région + Postes vaccants < MR + Accidents < 5%
	Situation **F**inancière satisfaisante
	FRNG > 60j + MB > 6% + Emprunts < 50% + Réserve déficits > 10% des charges
	**Q**ualité de prise en charge
	Taux de réclamations 1-4 < MR + EIG >1 dernière année + EE sans incontournable

Légende

- Données Tableau de Bord Performance
- Données Finess
- Données Internes Tarification
- Données Annexes CNSA
- Données EIG & Réclamations

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ars Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire

INDRE LE DÉPARTEMENT

Délégation départementale de l'Indre

Direction de la Prévention et du Développement Social

Annexe 2

Réponse des établissements et services du CPOM aux besoins territoriaux et leur inscription dans l'offre de santé et d'autonomie sur le territoire

Cette annexe décrit la façon dont les établissements et services couverts par le CPOM répondent aux besoins identifiés par les différents schémas locaux et développent les logiques de parcours permettant de mieux répondre aux besoins de prise en charge des personnes. Elle détaille les projets de transformation d'activité entraînant, dans la durée du CPOM, une modification des arrêtés d'autorisation d'activité (sous réserve de validation).

A remplir par l'établissement comme base de discussion, un recto-verso maximum.

L'établissement s'inscrit dans une logique de parcours et des politiques territoriales en envisageant, dans le cadre de la réglementation de transformation des SSIAD en SAD mixte, de créer un centre de ressources territoriales pour privilégier le maintien à domicile tout en prévenant l'isolement et favorisant la sécurité des personnes âgées du territoire.
Ces objectifs pourront être développés dans le cadre de la loi « Bien Vieillir ».

A le blanc, le 05/03/2024,

Signature de l'établissement

Corinne MARBOT-FAUCONNEAU
La Directrice Adjointe
Chargée du site du Blanc

CENTRE HOSPITALIER DE CHATEAUROUX - LE BLANC

CPOM 01/01/2025 au 31/12/2029
Tableau des objectifs

Année : 2024

360004600	EHPAD ST LAZARE

AXE 1 : EXPRESSION ET PARTICIPATION INDIVIDUELLE ET COLLECTIVE DES RESIDENTS

1.1 Garantir la co-construction des projets personnalisés d'accompagnement avec les résidents et leur famille et leur réévaluation annuelle :
- Participation du résident et, si besoin, de la personne de confiance à au moins une réunion d'échange sur son projet
- Signature du projet par le résident ou sa personne de confiance

	Indicateurs à renseigner	Résultats à atteindre		Indicateurs à renseigner			Observations
	Au moment du diagnostic	Année d'échéance	Valeur chiffrée à renseigner le cas échéant	Annuellement pendant toute la durée du CPOM	A mi-parcours CPOM	La dernière année de CPOM	
Taux de projets personnalisés d'accompagnement ayant fait l'objet d'une réunion d'échange avec le résident et, si besoin sa personne de confiance	80,00%	2029	100%				
Taux de projets personnalisés d'accompagnement signés par le résident ou sa personne de confiance	56,93%	2029	100%				
Taux de projets personnalisés d'accompagnement réévalués chaque année	0,00%	2029	100%				

1.2 Faciliter et renforcer l'accès au numérique

	Indicateurs à renseigner	Résultats à atteindre		Indicateurs à renseigner			Observations
	Au moment du diagnostic	Année d'échéance	Valeur chiffrée à renseigner le cas échéant	Annuellement pendant toute la durée du CPOM	A mi-parcours CPOM	La dernière année de CPOM	
Avez-vous facilité et renforcé l'accès au numérique	Oui			Oui			
Si oui, merci de détailler les mesures mises en œuvre	Réseau refait sur les EHPAD (Cœur de réseau, mise en place de Wifi + wifi patient)						
	Mise en route de la connexion internet via fibre						
	Mise en place d'une solution de redondance reseau sur la Cubissole						

1.3 Veiller à intégrer dans l'évaluation et l'élaboration des projets de vie une vision à moyen et long terme de l'évolution de la personne et de ses choix

	Indicateurs à renseigner	Résultats à atteindre		Indicateurs à renseigner			Observations
	Au moment du diagnostic	Année d'échéance	Valeur chiffrée à renseigner le cas échéant	Annuellement pendant toute la durée du CPOM	A mi-parcours CPOM	La dernière année de CPOM	
Nombre d'actions de sensibilisation des personnes âgées et de leur entourage	5	2029	20	4			
Nombre d'actions de sensibilisation des professionnels sur l'importance d'accompagner les personnes dans l'élaboration de l'évolution de leur accompagnement	5	2029	10	2			

AXE 2 : DECLINAISON DES PLANS ET SCHEMAS D'ORGANISATION EN SANTE SUR LES TERRITOIRES ET APPRECIATION DE L'ACTIVITE DES STRUCTURES DES CPOM ; TRANSFORMATION DES ETABLISSEMENTS ; REGROUPEMENT D'ETABLISSEMENTS ; RENFORCEMENT DE L'EFFICIENCE DE GESTION ; OPERATIONS DE MUTUALISATION DE CERTAINES FONCTIONS, DEMARCHES DE COOPERATIONS ; DEVELOPPEMENT DE LA PERFORMANCE EN MATIERE DE GESTION DE L'IMMOBILIER OU DES ACHATS

2.1 S'engager dans au moins une démarche de regroupement inter-établissements et de mutualisation de moyens (ex : implication dans les CLS, commission médicale unique par secteur en partenariat avec la CPTS, commission d'admission mutualisée par secteur, mutualisation gestion des ressources humaine, qualité, système d''information, organisation en GCSMS

	Indicateurs à renseigner	Résultats à atteindre		Indicateurs à renseigner			Observations
	Au moment du diagnostic	Année d'échéance	Valeur chiffrée à renseigner le cas échéant	Annuellement pendant toute la durée du CPOM	A mi-parcours CPOM	La dernière année de CPOM	
Démarche de regroupement ou de coopération mise en place ?							
Préciser les démarches mises en œuvre	Etablissement faisant parti du centre hospitalier CHATEAUROUX - LE BLANC. Le centre hospitalier de CHATEAUROUX est pilote du GHT						

2.2 Mettre en place des actions pour ouvrir l'établissement aux personnes venant du domicile et les évaluer

Types d'actions mises en place et pour chacune d'entre-elles fréquence des actions, nombre de bénéficiaires, résultats de l'évaluation qualitative (pendant toute la période du CPOM)

	Type d'actions mise en place	Fréquence des actions	Nombre de bénéficiaires	Résultat de l'évaluation qualitative	Observations
Action 1	Journée des aidants	1	21		
Action 2					
Action 3					
Action 4					
Action X*					

** Insérer entre Action 4 et action X autant de lignes que nécessaire*

2.3 Participer aux réunions des coordinations gérontologiques et utiliser les outils de liaison existants sur le territoire

	Indicateurs à renseigner	Résultats à atteindre		Indicateurs à renseigner			Observations
	Au moment du diagnostic	Année d'échéance	Valeur chiffrée à renseigner le cas échéant	Annuellement pendant toute la durée du CPOM	A mi-parcours CPOM	La dernière année de CPOM	
Nombre annuel de participations aux réunions de coordination gérontologique	0	2029	15	3			

AXE 3 : PARTICIPATION A DES DEMARCHES RELATIVES A LA STRUCTURATION DES PARCOURS DE PRISE EN CHARGE DES PERSONNES ; DEVELOPPEMENT DE NOUVELLES PRESTATIONS ; PARTENARIATS AVEC DES ETABLISSEMENTS ET CENTRE DE SANTE, Y COMPRIS CEUX PROPOSANT DES PRESTATIONS D'HOSPITALISATION A DOMICILE, DES ETABLISSEMENTS ET SERVICES SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX, DES PROFESSIONNELS DE SANTE ET DE L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL

3.1 Mettre en place le dossier usager informatisé et garantir la sécurité des échanges par le développement de la cybersécurité

Indicateurs à renseigner	Résultats à atteindre		Indicateurs à renseigner			Observations
Au moment du diagnostic	Année d'échéance	Valeur chiffrée à renseigner le cas échéant	Annuellement pendant toute la durée du CPOM	A mi-parcours CPOM	La dernière année de CPOM	
Taux de résidents disposant d'un dossier usager informatisé (DUI)	100%	2029	100%			
Diagnostic cybersécurité réalisé						
Si oui, mesures mises en œuvre au regard du diagnostic	ORADAD ANSSI					
	SILENE ANSSI					
	Audit messagerie					
	Audit intrusion					
	Exercice cyber					

3.2 S'impliquer avec les acteurs de la filière gériatrique pour améliorer la coordination ville / hôpital / médico-social (prévention des hospitalisations, préparation / programmation des hospitalisations et suite des hospitalisations)

Indicateurs à renseigner	Résultats à atteindre		Indicateurs à renseigner			Observations
Au moment du diagnostic	Année d'échéance	Valeur chiffrée à renseigner le cas échéant	Annuellement pendant toute la durée du CPOM	A mi-parcours CPOM	La dernière année de CPOM	
Nombre de résidents accueillis en sortie d'hospitalisation	50	2029	60%			
Nombre d'hospitalisations sans passage aux urgences	4	2029				non applicable
Nombre d'hospitalisations avec passage aux urgences	35	2029				non applicable
Nombre de téléconsultations	0	2029	10%			

3.3 Organiser des bilans de santé et dépistages systématiques pour les seniors

Indicateurs à renseigner	Résultats à atteindre		Indicateurs à renseigner			Observations
Au moment du diagnostic	Année d'échéance	Valeur chiffrée à renseigner le cas échéant	Annuellement pendant toute la durée du CPOM	A mi-parcours CPOM	La dernière année de CPOM	
Nombre de bilans et/ou de dépistages réalisés	132	2029	100%	100%		Dépistage Dénutrition (albuminémie)

3.4 Améliorer l'accès aux soins en santé mentale des personnes âgées

Indicateurs à renseigner	Résultats à atteindre		Indicateurs à renseigner			Observations
Au moment du diagnostic	Année d'échéance	Valeur chiffrée à renseigner le cas échéant	Annuellement pendant toute la durée du CPOM	A mi-parcours CPOM	La dernière année de CPOM	
Nombre de réunions annuelles d'informationauprès des professionnels sur les possibilités de consultation en santé mentale et d'hospitalisations	0	2029	5	1		
Nombre de consultations spécialisées organisées	4	2029	5	1		nous faisions appel à un médecin psychiatre qui venait faire des CS sur demande et intervention de l'équipe mobile de psychiatrie sur demande

3.5 Développer la mobilisation des dispositifs d'accompagnement à la perte d'autonomie

Indicateurs à renseigner	Résultats à atteindre		Indicateurs à renseigner			Observations
Au moment du diagnostic	Année d'échéance	Valeur chiffrée à renseigner le cas échéant	Annuellement pendant toute la durée du CPOM	A mi-parcours CPOM	La dernière année de CPOM	
Nombre de journées portes ouvertes organisées pour faire connaitre les dispositifs d'hébergement temporaire et/ou d'accueil de jour.	1	2029	5	1		Journée des aidants

- Autres Indicateurs

Indicateurs à renseigner	Résultats à atteindre		Indicateurs à renseigner			Observations
Au moment du diagnostic	Année d'échéance	Valeur chiffrée à renseigner le cas échéant	Annuellement pendant toute la durée du CPOM	A mi-parcours CPOM	La dernière année de CPOM	
Nombre d'ETP de l'EHPAD (AS/IDE/ASH/Autres) affectés aux nuits	15					
dont % de personnels dipômés	40,27%					
Nombre de personnels IDE présents chaque nuit hors astreinte mutualisée	0					
Nombre de personnels AS présents chaque nuit	3					
dont % de personnels dipômés présents la nuit	42,86%					
Nombre ASH faisant fonction d'AS en ETP	15					
Organisation comprenant un pool de remplacement	Oui					
Taux de résidents admis par Via-Trajectoire	98,00%					

AXE 4 : DEVELOPPEMENT DE LA QUALITE DE LA PRISE EN CHARGE DES RESIDENTS ; DEMARCHES FAVORISANT LA BIENTRAITANCE ET DEPLOIEMENT DE DISPOSITIFS DE SIGNALEMENTS PRECOCES EN CAS DE SITUATION DE MALTRAITANCE ; ACCOMPAGNEMENT DE LA FIN DE VIE DANS LE RESPECT DE LA DIGNITE ET DES DROITS DES PERSONNES ET ACCES AUX SOINS PALLIATIFS DES PERSONNES

4.1 Améliorer la prise en charge des résidents atteints de maladies neurodégénératives ou de troubles du comportement, favoriser le maintien et la réhabilitation des fonctions cognitives du résident

Indicateurs à renseigner	Résultats à atteindre		Indicateurs à renseigner			Observations
Au moment du diagnostic	Année d'échéance	Valeur chiffrée à renseigner le cas échéant	Annuellement pendant toute la durée du CPOM	A mi-parcours CPOM	La dernière année de CPOM	
Nombre de formations aux troubles psycho-comportementaux	1	2029	2			Formation Montessori
Nombre de professionnels formés	12	2029	20			
Taux d'occupation du PASA	16,83%	2029	80%			
Nombre d'ASG en ETP	2					

4.2 Améliorer la prévention de la dénutrition et les soins buccodentaires

Indicateurs à renseigner	Résultats à atteindre		Indicateurs à renseigner			Observations
Au moment du diagnostic	Année d'échéance	Valeur chiffrée à renseigner le cas échéant	Annuellement pendant toute la durée du CPOM	A mi-parcours CPOM	La dernière année de CPOM	
DENUTRITION :						
Actions mises en œuvre pour mobiliser les professionnels : identifier un référent nutrition pour porter la thématique, utiliser l'outil MNA Mini Nutritional Assessment, développer des ateliers nutritions			Oui			actions menées par une diététicienne
Présence d'un protocole de prévention et de la prise en charge de la dénutrition	Oui					
Nombre de résidents dénutris	30					
Taux de résidents faisant l'objet d'une surveillance de la courbe de poids	100,00%	2029	100%			
Taux de résidents ayant une structure modifiée des aliments	29,00%					
Faites-vous des enquêtes de satisfaction sur la thématique de la restauration ?	Oui					Commission de Restauration
SOINS BUCCO-DENTAIRES :						
Existence d'une convention pour soins bucco dentaires (cabinets dentaires, établissements de santé...)	Non			Oui	Oui	
% de résidents ayant bénéficié d'un dépistage buccodentaire		2029	20%	20,00%		
Utilisation d'outils de dépistage (ex : Grille d'Eilers ; outil Oral Health Assessment Tool - OHAT-basée sur l'observation clinique bucco-dentaire sans avoir besoin de requérir à un avis de chirurgie dentaire; grille Oral Assesment Guide-OAG-)	Non	2029	80%	Oui		
Si oui, laquelle ?	Selon préconisation					

4.3 Améliorer la prévention et la prise en charge des chutes

Indicateurs à renseigner	Résultats à atteindre		Indicateurs à renseigner			Observations
Au moment du diagnostic	Année d'échéance	Valeur chiffrée à renseigner le cas échéant	Annuellement pendant toute la durée du CPOM	A mi-parcours CPOM	La dernière année de CPOM	
Présence d'un protocole de prévention des chutes (oui ou non)	Oui	2029		Oui		Bilan TINETTI
Nombre de chutes	345	2029	Réduction de 20%			Ces 345 chutes ont été enregistrées pour 87 résidents EHPAD Cubissole = 105 chutes pour 35 résidents Unité Tournesols = 155 chutes pour 26 résidents EHPAD Saint Lazare = 54 chutes pour 17 résidents EHPAD Résidence de l'Anglin = 31 chutes pour 9 résidents
Nombre de chutes mortelles ou entrainant une hospitalisation	0	2029	Réduction de 20%			
Nombre de chuteurs à répétition						voir observations précédentes

4.4 Améliorer la prévention de la iatrogénie médicamenteuse et la diminution de la polymédication et sécuriser le circuit du médicament

Indicateurs à renseigner	Résultats à atteindre		Indicateurs à renseigner			Observations
Au moment du diagnostic	Année d'échéance	Valeur chiffrée à renseigner le cas échéant	Annuellement pendant toute la durée du CPOM	A mi-parcours CPOM	La dernière année de CPOM	
L'auto-diagnostic sur le circuit du médicament est-il réalisé ? (oui ou non)	Oui					
Nombre de résidents ayant eu plus de 2 psychotropes différents par an	48	2029	48			
Nombre de résidents ayant eu plus de 10 lignes de prescription par mois	22	2029	22			

4.5 Améliorer la couverture vaccinale contre la grippe

Indicateurs à renseigner	Résultats à atteindre		Indicateurs à renseigner			Observations
Au moment du diagnostic	Année d'échéance	Valeur chiffrée à renseigner le cas échéant	Annuellement pendant toute la durée du CPOM	A mi-parcours CPOM	La dernière année de CPOM	
% de résidents vaccinés pour la grippe	74,42%	2029	80%			
% de personnel vacciné pour la grippe	10,28%	2029	20%			Campagne vaccinale annuelle et depuis début mars 2024, démarche de sensibilisation à la vaccination en général (affiches, flyers, quizz, résultats diffusés sur Newsletter)

4.6 Accompagner les établissements dans leur évolution pour répondre aux besoins des personnes accueillies

Indicateurs à renseigner	Résultats à atteindre		Indicateurs à renseigner			Observations
Au moment du diagnostic	Année d'échéance	Valeur chiffrée à renseigner le cas échéant	Annuellement pendant toute la durée du CPOM	A mi-parcours CPOM	La dernière année de CPOM	
Nombre d'actions de formation sur la gériatrie et les dégénérescences	1	2029	2			Formation intimité et sexualité des personnes âgées

4.7 Développer des actions de formation et d'information à destination des aidants

Indicateurs à renseigner	Résultats à atteindre		Indicateurs à renseigner			Observations
Au moment du diagnostic	Année d'échéance	Valeur chiffrée à renseigner le cas échéant	Annuellement pendant toute la durée du CPOM	A mi-parcours CPOM	La dernière année de CPOM	
Nombre d'actions d'information, de formation, de soutien à destination spécifique des aidants	1	2029	20	4		Journée des aidants - Cafés familles - journée * accueil de jour

- Autres indicateurs

Indicateurs à renseigner	Résultats à atteindre		Indicateurs à renseigner			Observations
Au moment du diagnostic	Année d'échéance	Valeur chiffrée à renseigner le cas échéant	Annuellement pendant toute la durée du CPOM	A mi-parcours CPOM	La dernière année de CPOM	
% de résidents avec escarres	28,57%	2029	20%			
dont % de resident avec escarres provenant d'un établissement de santé ou du domicile						inconnu
Présence d'un protocole de prévention et de prise en charge des escarres	Oui					

AXE 5 : RESSOURCES HUMAINES ; ACCOMPAGNEMENT DE L'EVOLUTION DES COMPETENCES PROFESSIONNELLES DES PERSONNELS ET APPROPRIATION DES RECOMMANDATIONS DE BONNES PRATIQUES PROFESSIONNELLES ; AMELIORATION DES CONDITIONS D'EMPLOI ET DE TRAVAIL

5.1 Porter au moins deux actions d'amélioration de la qualité de vie au travail dont une portant sur le modèle organisationnel

Indicateurs à renseigner	Résultats à atteindre		Indicateurs à renseigner			Observations
Au moment du diagnostic	Année d'échéance	Valeur chiffrée à renseigner le cas échéant	Annuellement pendant toute la durée du CPOM	A mi-parcours CPOM	La dernière année de CPOM	
			1			

Nombre d'actions mises en œuvre

Indiquer les actions mises en oeuvre

Réflexion sur la suppression des coupures IDE sur l'EHPAD Saint-Lazare et de La Résidence de l'Anglin,
Formalisation des maquettes organisationnelles,
Création d' 1,80 ETP ASH NUIT sur l'unité protégée pour rompre l'isolement de l'agent seul la nuit et meilleure prise en charge des résidents.

5.2 Développer les formations qualifiantes et/ou diplômantes (formations, alternance, validation des acquis de l'expérience)

Nombre de personnels ayant bénéficié d'une formation par type de formation (indicateurs à renseigner annuellement))

	Désignation de la formation	Nombre de bénéficiaires	Qualifiante/ Diplômante	Type
Formation 1	Intimité et sexualité des personnes âgées	2		
Formation 2	AFGSU	1	Qualifainte	
Formation 3	Dépistage et prise en charge de la douleur	2	Qualifainte	
Formation 4	incendie	38		
formation X*				

** Insérer entre Formation 4 et Formation X autant de lignes que nécessaire*

5.3 Participer à la mise en place d'un comité d'éthique partagé entre plusieurs établissements et services (bientraitance, droits et libertés des usagers)

Indicateurs à renseigner	Résultats à atteindre		Indicateurs à renseigner			Observations
Au moment du diagnostic	Année d'échéance	Valeur chiffrée à renseigner le cas échéant	Annuellement pendant toute la durée du CPOM	A mi-parcours CPOM	La dernière année de CPOM	
			Oui			

Comité mis en place, démarches entreprises pour la mise en place du comité, actions éthiques mises en œuvre ?

Indiquer les actions mises en oeuvre

Comité interétablissement mis en place en octobre 2023 (deux réunions ont déjà eu lieu 11/10/2023 et 16/01/2024, la prochaine réunion est programmée en avril 2024). Réflexion en cours sur deux thématiques : consentement et relation avec les usagers.

5.4 Favoriser l'attractivité des métiers du Grand Age

Indicateurs à renseigner	Résultats à atteindre		Indicateurs à renseigner			Observations
Au moment du diagnostic	Année d'échéance	Valeur chiffrée à renseigner le cas échéant	Annuellement pendant toute la durée du CPOM	A mi-parcours CPOM	La dernière année de CPOM	
Oui			Oui			
Oui			Oui			Site internet CHATEAUROUX - LE BLANC - SOFTY - JOB DAITING - SALON DES METIERS

Bilan social et analyse de documents réalisés annuellement

Mise en place d'un portail présentant les offres locales d'emploi

- Autres Indicateurs

Indicateurs à renseigner	Résultats à atteindre		Indicateurs à renseigner			Observations
Au moment du diagnostic	Année d'échéance	Valeur chiffrée à renseigner le cas échéant	Annuellement pendant toute la durée du CPOM	A mi-parcours CPOM	La dernière année de CPOM	
0						

Nombre d'agents formés à la prévention des troubles musculosquelettique ou postures

AXE 6 : PROJETS SPECIFIQUES OU INNOVANTS DONT PROJETS IMMOBILIERS

6.1 Développer des environnements favorables à la santé (qualité de vie, qualité de l'air, matériaux de construction, gestion des déchets, luminosité, accès aux locaux, accès à la nature, respect des réglementations énergétiques)

Types d'actions mises en place et pour chacune prévision d'échéance des actions, résultats de l'évaluation qualitative (indicateurs à renseigner annuellement)

	Type d'actions mise en place	Echéances des actions	Résultat de l'évaluation qualitative	Observations
Action 1	Mise en place d'une cascade et de vannes TA sur la chaufferie			Améliorer le confort des résidents tout en diminuant la consommation de gaz
Action 2	Mise en place du tri des fermentescibles	2025		diminuer le coût de traitement des OM et limiter les volumes enfouis de déchets
Action 3	Projet d'aménagement jardin sensoriel et thérapeutique	2027		
Action 4	CRT	2026		
Action X*				

** Insérer entre Action 4 et action X autant de lignes que nécessaire*

6.2 Poursuivre l'adaptation et la modernisation des établissements existants

Avez-vous des projets prévus dans les 5 prochaines années

Si oui, merci de préciser lesquels

Indicateurs à renseigner	Résultats à atteindre		Indicateurs à renseigner			Observations
Au moment du diagnostic	Année d'échéance	Valeur chiffrée à renseigner le cas échéant	Annuellement pendant toute la durée du CPOM	A mi-parcours CPOM	La dernière année de CPOM	

Projet de relocalisation de la structure Saint-Lazare sur le site de la Cubissole, à partir du moment où les USLD seront transformées en USPC.

ANNEXE 3-B : Points forts et axes d'amélioration

EHPAD du CH Châteauroux – Le Blanc

AXE 1 Expression et participation individuelle et collective des résidents Cet axe peut comprendre les thèmes suivants : outils de la Loi 2002-2, projets personnalisés, projets de soins, projets d'animation, projet d'établissement, directives anticipées, personne de confiance...	
Points forts	**Axes d'amélioration**
Outils de la loi 2002-2 rénovant l'action sociale et médico-sociale La charte de la personne âgée dépendante : La charte de la personne âgée dépendante est affichée au sein de chaque site de l'EHPAD. Le contrat de séjour : Le contrat de séjour a été réactualisé en novembre 2023 (imprimé 2657).	Le livret d'accueil : Action N°3217 du PAQSS : Réaliser le livret d'accueil de l'EHPAD : y intégrer notamment un chapitre sur le Conseil de vie sociale, la possibilité d'avoir la WIFI, l'organisation du droit de vote, les modalités d'accès au dossier patient > Pilote : cadre supérieur de santé du pôle site Le Blanc > Echéance : 31/10/2024 Le contrat de séjour : Action N°3205 du PAQSS : Remettre le livret d'accueil, le règlement de fonctionnement et le contrat de séjour au résident et à sa famille dès l'admission en EHPAD avec le formulaire sur le recueil de la personne de confiance > Pilote : adjoint administratif du pôle d'accueil et d'encaissement de l'EHPAD > Echéance : 31/12/2024 Action N°3206 du PAQSS : Remettre au résident le règlement de fonctionnement et le contrat de séjour à chaque réactualisation > Pilote : adjoint administratif du pôle d'accueil et d'encaissement de l'EHPAD > Echéance : 31/03/2024 Action N°3207 du PAQSS : Elaborer pour l'accueil de jour avec les résidents : un flyer de présentation, un règlement de fonctionnement, un contrat d'accueil, projet d'accompagnement et évaluation de la satisfaction et pour l'hébergement temporaire : un règlement de fonctionnement, un contrat de séjour > cadre de santé de l'accueil de jour > Echéance : 31/12/2024 Action N°3208 du PAQSS : Prévoir un temps de présentation des documents de l'EHPAD pour les résidents (règlement de fonctionnement, contrat de séjour, livret d'accueil...) et intégrer ce temps à la procédure d'accueil du résident de l'admission au projet d'accompagnement

ANNEXE 3-B : Points forts et axes d'amélioration

	personnalisé (intégré à la fiche mission du référent) > Pilotes : cadre de santé de chaque site de l'EHPAD > Echéance : 31/12/2025
Le Conseil de vie sociale : Le Conseil de vie sociale se réunit au moins 3 fois par an. Il est régi par un règlement intérieur (Le compte-rendu est affiché au sein de chaque site de l'EHPAD.)	Le Conseil de vie sociale : Action N°3217 du PAQSS : Réaliser le livret d'accueil de l'EHPAD : y intégrer notamment un chapitre sur le Conseil de vie sociale, la possibilité d'avoir la WIFI, l'organisation du droit de vote, les modalités d'accès au dossier patient > Pilote : cadre supérieur de santé du pôle site Le Blanc > Echéance : 31/10/2024 Action N°3220 du PAQSS : Transmettre aux résidents les principaux éléments du compte-rendu du Conseil de vie sociale > Pilote : cadre de santé en charge de l'animation de l'EHPAD, animatrice > Echéance : 31/12/2023 : action réalisée Action N°3221 du PAQSS : Adresser le compte-rendu du Conseil de vie sociale aux professionnels dans le mois suivant le Conseil de vie sociale par mails aux professionnels > Pilote : cadre administratif du pôle site Le Blanc > Echéance : 30/03/2024 : action réalisée Action N°3222 du PAQSS : Informer les résidents des représentants du Conseil de vie sociale et solliciter de nouveau les résidents pour en faire partie > Pilotes : cadres de santé des sites de l'EHPAD > Echéance : 31/12/2023 Action N°3231 du PAQSS : Faire connaître le lieu d'affichage aux professionnels du compte-rendu du Conseil de vie sociale > Pilotes : cadres de santé des sites de l'EHPAD > Echéance : 31/12/2023 Action N°3233 du PAQSS : Noter dans le règlement de fonctionnement de chaque unité la diffusion et l'emplacement du compte-rendu du Conseil de vie sociale pour les résidents > Pilote : adjoint administratif du pôle d'accueil et d'encaissement de l'EHPAD > Echéance : 31/12/2024 Action N°3235 du PASSS : Diffuser le compte-rendu du Conseil de vie sociale sur le logiciel qualité-risques BlueMedi > Pilote : Spécialiste qualité-risques > Echéance : 31/03/2024

ANNEXE 3-B : Points forts et axes d'amélioration

	Action N°3004 du PAQSS : Réactualiser le règlement intérieur du Conseil de vie sociale en y intégrant des points sur l'éthique, la bientraitance, l'organisation de la vie collective > Pilote : directrice référente du pôle site Le Blanc > Echéance : 30/06/2024 Action N°3005 du PAQSS : Afficher au sein de chaque site d'EHPAD le nom et les modalités de contact du Président ou de la Présidente du Conseil de vie sociale > Pilotes : cadre de santé de chaque site de l'EHPAD > Echéance : 30/06/2024 Action N°3007 du PAQSS : Installer une boîte aux lettres au sein de chaque site de l'EHPAD afin que les résidents et leurs familles puissent poser leurs questions et/ou faire part de leurs observations au Président ou à la Présidente du Conseil de vie sociale > Pilote : responsable des services techniques du pôle site Le Blanc > Echéance : 30/06/2024 Action N°3008 du PAQSS : Communiquer le compte-rendu du Conseil de vie sociale aux résidents lors d'un atelier lecture > Pilote : animatrice > Echéance : 31/12/2024 Action N°3010 du PAQSS : Dresser le bilan d'avancement du plan d'actions d'amélioration relatif à la démarche qualité-gestion des risques lors de chaque Conseil de vie sociale > Pilote : spécialiste qualité-risques > Echéance : 31/12/2024 Action N°3011 du PAQSS : Communiquer lors de chaque Conseil de vie sociale les plaintes et les réclamations relatives à l'EHPAD et au SSIAD et définir des axes d'amélioration > Pilote : directrice référente du pôle site Le Blanc > Echéance : 30/06/2024 Action N°3012 du PAQSS : Présenter lors de chaque Conseil de vie sociale les évènements indésirables relatifs à l'EHPAD et au SSIAD et définir des axes d'amélioration > Pilote : spécialiste qualité-risques > Echéance : 31/12/2024 Action N°3013 du PAQSS : Présenter le plan bleu et ses différentes réactualisations au Conseil de vie sociale > Pilote : directrice référente du pôle site Le Blanc > Echéance : 31/03/2024

ANNEXE 3-B : Points forts et axes d'amélioration

Le règlement de fonctionnement : Le règlement de fonctionnement de l'EHPAD a été réactualisé en novembre 2023 (imprimé N°2658).	Le règlement de fonctionnement : Action N°3205 du PAQSS : Remettre le livret d'accueil, le règlement de fonctionnement et le contrat de séjour au résident et à sa famille dès l'admission en EHPAD avec le formulaire sur le recueil de la personne de confiance > Pilote : adjoint administratif du pôle d'accueil et d'encaissement de l'EHPAD > Echéance : 31/12/2024 Action N°3206 du PAQSS : Remettre au résident le règlement de fonctionnement et le contrat de séjour à chaque réactualisation > Pilote : adjoint administratif du pôle d'accueil et d'encaissement de l'EHPAD > Echéance : 31/03/2024 Action N°3207 du PAQSS : Elaborer pour l'accueil de jour avec les résidents : un flyer de présentation, un règlement de fonctionnement, un contrat d'accueil, projet d'accompagnement et évaluation de la satisfaction et pour l'hébergement temporaire : un règlement de fonctionnement, un contrat de séjour > cadre de santé de l'accueil de jour > Echéance : 31/12/2024 Action N°3208 du PAQSS : Prévoir un temps de présentation des documents de l'EHPAD pour les résidents (règlement de fonctionnement, contrat de séjour, livret d'accueil…) et intégrer ce temps à la procédure d'accueil du résident de l'admission au projet d'accompagnement personnalisé (intégré à la fiche mission du référent) > Pilotes : cadre de santé de chaque site de l'EHPAD > Echéance : 31/12/2025 Action N°3233 du PAQSS : Noter dans le règlement de fonctionnement de chaque unité la diffusion et l'emplacement du compte-rendu du Conseil de vie sociale pour les résidents > Pilote : adjoint administration du pôle d'accueil et d'encaissement de l'EHPAD > Echéance : 31/12/2024
Le projet d'établissement ou de service : Le projet d'établissement en cours est le projet d'établissement du centre hospitalier Châteauroux-Le Blanc 2020-2024. Le projet d'établissement 2023-2027 du secteur médico-social a été élaboré en Novembre 2022.	Le projet d'établissement ou de service : Action N°3190 du PAQSS : Chercher à intégrer des résidents-partenaires et des familles partenaires dans la construction des projets d'unités et dans la mise en place du projet d'établissement > Pilotes : cadre de santé de chaque site de l'EHPAD > Echéance : 31/12/2025

ANNEXE 3-B : Points forts et axes d'amélioration

Le Projet d'Accompagnement Personnalisé : Le livret des habitudes de vie (imprimé N°3461) est le socle du Projet d'Accompagnement Personnalisé (PAP) du résident. Le PAP est formalisé sur l'imprimé N°3687. Les équipes suivent la réalisation et la réactualisation des PAP avec le tableau de bord de suivi des PAP (imprimé N°3683). La formalisation du PAP du résident intègre la procédure « P/EHPAD/15200 : Accueil des nouveaux résidents : de l'admission au PAP ». Le référent du résident a un rôle important dans la rédaction du PAP (I/EHPAD/15400).	Le Projet d'Accompagnement Personnalisé : Action N°3255 du PAQSS : Poursuivre la mise en place des projets d'accompagnement personnalisés des résidents, les réactualiser au moins une fois par an et les remettre aux résident et/ou à leurs aidants : avoir un calendrier de mise à jour des PAP actualisé > Pilote : cadre de santé de chaque site de l'EHPAD > Echéance : 30/06/2024 Action N°3256 du PAQSS : Faire évoluer le PAP pour l'adapter aux risques de fugue (indiquer les restrictions d'aller et venir), de conduites addictives, de chutes, de dénutrition, de malnutrition, de troubles de la déglutition, liés à la sexualité, de harcèlement, d'abus de faiblesse, de radicalisation et/ou prosélytisme et écrire les procédures associées > Pilote : cadre supérieur de santé du pôle site Le Blanc, cadres de santé de chaque site de l'EHPAD > Echéance : 31/12/2026 **Action en attente de validation :** Revoir l'utilisation du logiciel Dx Care pour limiter la production de supports papier en " doublon " (notamment les PAP) et les problématiques liés au réseau
Le projet d'animation : La médiation par l'animation a été introduite au sein de l'EHPAD en unité protégée (P/EHPAD/15600). Une grille d'observation et de déroulé des séances de médiation animale a été mise en place (imprimé N°3685) ainsi qu'une grille d'observation et d'évaluation des séances de médiation animale (Imprimé N°3684). Le projet « Redonner du sens et une fonction, à des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ou apparentées par la zoothérapie » (I/EHPAD/15601) a été mené en 02/2023. Les animations s'appuient sur la charte de l'animation en gérontologie. Une gazette hebdomadaire des EHPAD est réalisée ainsi qu'un planning d'animation. Les menus sont affichés pour la semaine. Les résidents signent des autorisations de droit à l'image et elles sont renouvelées si nécéssaire (imprimés N°3081 et N°3679).	Le projet d'animation : Action N°3234 du PAQSS : Ecrire le projet d'animation 2024-2029 : mener une réflexion sur les activités bien-être pour les résidents GIR 1 + activités pour les résidents en hébergement temporaire (notamment pour les résidents âgés de moins de 70 ans) + information aux familles sur les fêtes saisonnières > Pilotes : cadre de santé de l'EHPAD en charge de l'animation, animatrices > Echéance : 30/06/2024 Action N°3247 du PAQSS : Remettre en place les commissions d'animation avec la participation des résidents > Pilotes : cadre supérieur de santé de chaque pôle, cadre de santé de chaque site de l'EHPAD > Echéance : 31/12/2025 Action N°3248 du PAQSS : Adapter la taille de la police de la gazette de l'animation pour les résidents > Pilotes : animatrices > Echéance : 31/03/2024

ANNEXE 3-B : Points forts et axes d'amélioration

	Action N°3225 du PAQSS : Remettre en place la commission des animations : intégrer les résidents dans le choix des animations du programme des animations > cadre de santé de l'EHPAD en charge de l'animation > Echéance : 30/06/2024 Les directives anticipées : Action N°3287 du PAQSS : Poursuivre la sensibilisation des professionnels aux directives anticipées : regarder les directives anticipées des résidents > Pilotes : cadres de santé de l'EHPAD > Echéance : 31/12/2025 La personne de confiance : Action N°3205 du PAQSS : Remettre le livret d'accueil, le règlement de fonctionnement et le contrat de séjour au résident et à sa famille dès l'admission en EHPAD avec le formulaire sur le recueil de la personne de confiance > Pilote : adjoint administratif du pôle d'accueil et d'encaissement de l'EHPAD > Echéance : 31/12/2024 Action N°3213 du PAQSS : Faire un rappel sur la notion de personne de confiance aux professionnels de l'EHPAD site La Résidence de l'Anglin > Pilote : IDEC La Résidence de l'Anglin > Echéance : 30/06/2024
Le recueil de l'expérience des résidents : 23 accompagnés-traceurs ont été réalisés dans le cadre de l'évaluation interne et externe de la qualité de l'EHPAD afin de recueillir l'expérience des résidents sur les différents volets de leur accompagnement. Les points négatifs évoqués par les résidents ont pu faire l'objet d'axes d'amélioration intégrés au Programme d'Amélioration de la Qualité et de la Sécurité des Soins (PAQSS).	Le recueil de la satisfaction des résidents : Action N°3223 du PAQSS Evaluer la satisfaction des résidents accompagnés ainsi que la satisfaction et l'expérience des résidents accueillis en hébergement temporaire > Pilote : spécialiste qualité-risques > Echéance : 31/12/2025 Action N°3207 du PAQSS : Elaborer pour l'accueil de jour avec les résidents : un flyer de présentation, un règlement de fonctionnement, un contrat d'accueil, projet d'accompagnement et évaluation de la satisfaction et pour l'hébergement temporaire : un règlement de fonctionnement, un contrat de séjour > Pilote : cadres de santé de l'EHPAD > Echéance : 31/12/2024

ANNEXE 3-B : Points forts et axes d'amélioration

Commentaires CD/ARS

Point de vigilance relatif aux outils de la Loi 2002-2 :
Rédiger (livret d'accueil) et/ou mettre à jour les documents de la Loi 2002-2 en fonction de l'évolution de la règlementation et du fonctionnement de l'établissement.
Sensibiliser le personnel à la connaissance des droits de la personne accompagnée.

Point de vigilance relatif au projet d'établissement :
Le projet d'établissement actuel du Centre hospitalier Châteauroux-Le Blanc doit faire l'objet d'un suivi.
Le prochain projet d'établissement devra y associer les résidents et les familles dans le cadre de son élaboration

Points de vigilance relatifs au projet d'accompagnement personnalisé (PAP) :
Le PAP est un outil pour la personnalisation de la prise en charge et un document prioritaire à mettre en place.
Associer le résident dans la mise en place et l'actualisation de son PAP.
Formaliser le suivi des objectifs du projet personnalisé pour chaque résident.
Favoriser les échanges vers les familles et expliquer l'objectif du PAP.
Formaliser un projet de soins et de vie spécifique pour chaque personne.
Actualiser le PAP aussi souvent que nécessaire et à minima 1 fois par an.

Points de vigilance relatifs au projet d'animation :
Associer les résidents à la commission d'animation.
Développer les animations sur l'ensemble des sites

Points de vigilance sur les directives anticipées et la personne de confiance :
Sensibiliser le personnel pour inciter les résidents à formuler des directives anticipées et désigner une personne de confiance

ANNEXE 3-B : Points forts et axes d'amélioration

AXE 2

Déclinaison des plans et schémas d'organisation en santé sur les territoires et appréciation de l'activité des structures des CPOM ; transformation des établissements ; regroupement d'établissements ; renforcement de l'efficience de gestion ; opérations de mutualisation de certaines fonctions, démarches de coopérations ; développement de la performance en matière de gestion de l'immobilier ou des achats

Cet axe peut comprendre les thèmes suivants : efficience de gestion, politique d'achats, gouvernance, gestion de l'immobilier ou des locaux, réponses aux besoins du territoire...

Points forts	Axes d'amélioration
Rattachement des EHPAD à un ETS comprenant à proximité une filière gériatrique et/ ou polyvalente : Médecine (présence d'un médecin gériatre), SMR 20 lits et 10 lits en UCC, consultation gériatrique et bilan gériatrique en ambulatoire un jour par semaine ; SSIAD ; HAD. Rattachement des EHPAD à un ETS comprenant des ressources professionnelles spécialisées et partagées : diététicienne, spécialités médicales, neuropsychologue, APA, ... Filière spécialisée maladie neuro dégénérative : UCC, Accueil de jour, Unité protégée, PASA, plateforme de répit. Politique d'achat d'un GHT. Fonctions support centralisées. Développement de coopérations. Organisation de la journée des aidants.	Réfléchir à l'installation d'un CRT (Centre de ressources territoriales) conventionné avec l'EHPAD après la transformation du SSIAD en SAD mixte en 2025 pour avoir une offre à domicile complète en appui de l'offre sanitaire. Mettre en place la télémédecine avec le service des urgences afin de limiter le besoin de transfert. Mettre en place les astreintes IDE de nuit sur les EHPAD.
Commentaires ARS	**Commentaires CD**
Les EHPAD bénéficient des supports techniques, médicaux, RH, et des partenaires du CH Châteauroux-Le Blanc. Ces atouts permettraient un déploiement d'astreinte IDE de nuit/ télémédecine. Un déploiement de chambre relais pour les sorties d'hospitalisation et/ou défaillances de l'aidant serait à envisager, de par la proximité des urgences. CRT : L'installation d'un Centre de Ressources Territoriales est soumise à l'analyse de dossiers AAP/AAC et selon les secteurs géographiques. Sur un même secteur, s'il y a déjà un CRT, il est conseillé de se rapprocher de celui-ci.	**Point de vigilance sur les partenariats :** Formaliser davantage voire diversifier les coopérations ou mutualisation inter établissements et/ ou services

ANNEXE 3-B : Points forts et axes d'amélioration

Mettre des actions en place pour ouvrir l'établissement aux personnes venant du domicile (dans la même dynamique que la journée des aidants…) Participer aux réunions de coordination de coordination gérontologique.	

ANNEXE 3-B : Points forts et axes d'amélioration

AXE 3

Participation à des démarches relatives à la structuration des parcours de prise en charge des personnes ; développement de nouvelles prestations ; partenariats avec des établissements et centres de santé, y compris ceux proposant des prestations d'hospitalisation à domicile, des établissements et services sociaux et médico-sociaux, des professionnels de santé et de l'accompagnement social

Cet axe peut comprendre les thèmes suivants : ouverture sur l'environnement, contribution des parcours, développement des Systèmes d'Information…

Points forts	Axes d'amélioration
Système d'information commun avec le secteur sanitaire Châteauroux – Le Blanc.	Améliorer l'efficience du volet EHPAD (système d'information). Développer la formation des professionnels à l'outil informatique – privilégier les solutions de portabilité. Développer l'utilisation du DMP et l'information des résidents.
Parcours de prise en charge : L'ETS de santé propose à proximité de l'EHPAD une offre de soins gériatrique.	Formaliser les parcours afin d'améliorer la fluidité et la qualité des parcours pour les personnes âgées porteuses de maladies neuro-dégénératives. Réfléchir à l'installation d'un CRT (Centre de ressources territoriales) conventionné avec l'EHPAD après la transformation du SSIAD en SAD mixte en 2025 pour avoir une offre à domicile complète en appui de l'offre sanitaire déjà existante.
L'établissement support possède une offre de soins à domicile : HAD et SSIAD.	Développer le partenariat avec l'HAD notamment dans le cadre des fins de vie. Mettre en place les astreintes IDE pour assurer la continuité IDE en EHPAD.
Commentaires ARS	**Commentaires CD**
PAP : réactualiser les PAP régulièrement et les intégrer dans le dossier informatisé. Possibilité de déployer des chambres relais HTSH pour assurer les sorties d'hospitalisation sans retour à domicile et/ ou défaillance de l'aidant. Développer des bilans et /ou dépistages : la santé visuelle (AAC actuellement, la santé bucco-dentaire…)	**Points de vigilance relatif aux partenariats :** Continuer les partenariats mis en place et transmettre la liste des partenaires aux autorités de façon régulière. Optimisation de coopération avec l'HAD Présenter les missions HAD aux familles quand nécessaire (selon bilan mi-parcours) Conventionner avec les différents partenaires et actualiser régulièrement ces documents.

ANNEXE 3-B : Points forts et axes d'amélioration

	Point de vigilance relatif au développement des systèmes d'information : Développer les systèmes d'information relatifs à l'EHPAD **Point de vigilance sur l'accueil de jour :** Poursuivre le développement de l'accueil de jour (politique de communication large et régulière, développement des activités thérapeutiques, sensibilisation des professionnels à ce mode d'accueil, organisation des transports adaptés aux besoins de la personne accueillie…) Améliorer la procédure d'admission

ANNEXE 3-B : Points forts et axes d'amélioration

AXE 4

Développement de la qualité de la prise en charge des résidents ; démarches favorisant la bientraitance et déploiement de dispositifs de signalements précoces en cas de situation de maltraitance ; accompagnement de la fin de vie dans le respect de la dignité et des droits des personnes et accès aux soins palliatifs des personnes

Cet axe peut comprendre les thèmes suivants : maîtrise des risques, continuité de l'accompagnement, sécurisation du circuit du médicament, politique de prévention, bientraitance, soins palliatifs et fin de vie...

Points forts	Axes d'amélioration
Maitrise des risques : La gestion des risques est commune à l'ensemble du CH CHATEAUROUX – LE BLANC. Les procédures de signalement et de suivi sont formalisées. Les nouveaux professionnels reçoivent un identifiant pour se connecter à l'application dès leur arrivée. Le CVS est informé des EI et des actions d'amélioration mises en œuvre le cas échéant. Un groupe CREX prise en charge globale se réunit régulièrement.	Poursuivre les formations et les actions de sensibilisation des professionnels à la culture sécurité et aux signalements des EI. Informer les nouveaux professionnels dès leur arrivée de la procédure de déclaration. Informer les professionnels des EI et des actions en place.
Plan bleu formalisé. Le DAMRI est à jour. Equipe opérationnelle d'hygiène à disposition sur l'établissement (médecin + IDE). Des audits sont régulièrement réalisés. Les nouveaux arrivants suivent une formation de 3h à l'hygiène hospitalière quelque sot le métier (formation les 2èmes mercredis du mois).	Former le personnel à la gestion de crise (cf plan bleu). Mettre en place des exercices de simulations.
Continuité de l'accompagnement : Temps de transmissions entre les équipes de nuit, matin et soir ; staff hebdomadaire pluridisciplinaire ; projet d'accompagnement personnalisé en place avec relevé des habitudes de vie avant l'admission ou dès l'admission. Missions des référents de résidents formalisées dans les organisations.	Réflexion à mener avec les équipes sur les horaires journaliers afin d'étaler la présence des professionnels en fin de journée tout en conservant des temps de transmissions entre équipe.
Dossier informatisé résident.	Intégrer un outil informatique performant intégrant les PAP.
Sécurisation du circuit du médicament : EHPAD rattachés à la PUI de l'établissement. Préparation des médicaments robotisée sous la responsabilité de la PUI. MAQ pharmacie formalisée sur l'ensemble du site Le Blanc (sanitaire et médico-social).	Poursuivre les audits sur le circuit du médicament. Formaliser la procédure d'administration des médicaments par délégation (AS). Développer la formation par la pharmacienne des professionnels sur la sécurisation du circuit du médicament (formaliser l'intervention une fois par an).

ANNEXE 3-B : Points forts et axes d'amélioration

Politique de prévention :	Faire des rappels sur la procédure de déclaration des chutes. Rédiger le processus de prévention et la conduite à tenir en cas de risque suicidaire. Réactualiser la procédure de contention et faire l'inventaire du matériel.
Bientraitance : Charte de bientraitance. Groupe bientraitance EHPAD, référents bientraitance nommés, réunions 4 fois par an (pilote psychologue et co-pilote cadre). Charte d'engagement au respect de la dignité et charte de bientraitance signée par tous les nouveaux professionnels et les stagiaires. Procédure de prévention et de déclaration de la maltraitance.	Elaborer un règlement intérieur du groupe bientraitance et y intégrer le questionnaire éthique. Participer au comité éthique institutionnel (CH CHATEAUROUX – LE BLANC). Former les professionnels à l'expérience du vieillissement des personnes âgées.
Projet d'accompagnement personnalisé, process formalisé, staff hebdomadaire formalisé, référents nommés, missions référents formalisées, formation à la bientraitance et applications dans le quotidien, à travers le référent de résident et le PAP (formation 1/mois avec 10 professionnels par session – formation simulation autour de situations – tous métiers confondus – débuté en novembre 2023). Les maquettes organisationnelles intègrent les notions de bientraitance et d'accompagnement.	Poursuivre la formation afin d'atteindre 100% des professionnels formés puis prévoir formation 2 fois par an pour les nouveaux professionnels. Formaliser les modalités du projet d'accompagnement pour l'hébergement temporaire. Développer la pair-aidance en EHPAD et le recueil de l'expérience résident. Mettre en place des activités de bien-être et former les professionnels.
Droit de la personne accompagnée : Charte diffusée et affichée. Recueil du consentement pour l'admission en EHPAD. Recueil du consentement pour les visites des bénévoles. Recueil du consentement pour le droit à l'image.	Mettre en place les livrets d'unité pour chaque unité comme repère. Mettre en place un cahier d'échange entre les familles des résidents, les référents et les résidents : « bulles et journal ». Réactualiser le livret d'accueil des EHPAD. Informer les professionnels des modalités d'accès des résidents à leur dossier. Formaliser le processus d'accès aux clés de la chambre par les résidents qui le souhaitent. Poursuivre la formation/sensibilisation des professionnels aux droits des résidents.
Accompagnement à l'autonomie : Présence d'un APA à 0.4ETP sur l'ensemble des EHPAD. Présence d'un ergothérapeute à 0.2ETP sur le PASA. Activités de motricité réalisées par APA.	Développer les activités motrices pour tous. Augmenter le temps APA et/ou recruter un psychomotricien. Rédiger le projet de l'unité protégée axé sur l'accompagnement par l'approche Montessori.

ANNEXE 3-B : Points forts et axes d'amélioration

Approche Montessori en unité protégée – relevé des capacités et propositions d'activités en lien avec ASG ou AS ou AES. Accompagnement en fin de vie : Une IDE, DU soins palliatifs. Une psychologue en cours de DU soins palliatifs. Equipe mobile soins palliatifs sollicitée si besoin. Prestation hôtelière : Equipe dédiée.	Formaliser l'accompagnement en fin de vie. Améliorer la prestation hôtelière en coordonnant les professionnels de l'équipe dédiée par le recrutement d'un€ maitre(sse) de maison.
Commentaires ARS	**Commentaires CD**
Les formations éthique et bientraitance, sont à prioriser ainsi toutes celles qui concernent **le circuit du médicament et de l'accompagnement de la personne âgée (chute, escarres...)** Valoriser l'accès à la formation et multiplier les formations. (Constat au travers de l'évaluation et seulement1 formation selon le tableau des objectifs) Sensibiliser le personnel à la déclaration des EI/ EIG aux cadres et aux autorités. Le PASA étant sous exploité (TO 16.83%), redynamiser les journées d'activité au sein du PASA. ***Prévention :*** 1.continuer la surveillance à la dénutrition 2.Essayer de développer un partenariat avec un cabinet dentaire ou au sein du CH. (il y a l'existence d'un SAS dentaire. Se rapprocher de la CPTS pays des mille étangs) 3. améliorer la couverture vaccinale « grippe » du personnel	**Points de vigilance relatifs à la bientraitance :** Evaluer la connaissance de la procédure de signalement d'acte de maltraitance par les professionnels. Evaluer les effets des actions de prévention sur la bientraitance et développer l'analyse des pratiques. **Points de vigilance relatifs aux événements indésirables :** Sensibiliser régulièrement le personnel, le résident et sa famille sur les événements indésirables, sur la distinction entre EI et EIG et sur la procédure à appliquer. Développer la culture des événements indésirables au sein de l'établissement. Elaborer une procédure d'analyse et de suivi des plaintes et réclamations **Points de vigilance relatif à la politique de prévention :** Sensibiliser et/ou former les professionnels : - à la prévention et à l'éducation de la santé - aux activités et approches non médicamenteuses - aux questionnements éthiques - au repérage, à la prévention et à la gestion des risques de rupture de parcours de la personne accompagnée

ANNEXE 3-B : Points forts et axes d'amélioration

AXE 5

Ressources humaines ; accompagnement de l'évolution des compétences professionnelles des personnels et appropriation des recommandations de bonnes pratiques professionnelles ; amélioration des conditions d'emploi et de travail

Cet axe peut comprendre les thèmes suivants : amélioration de la qualité de vie au travail, évolution des compétences des professionnels, politique de prévention...

Points forts	Axes d'amélioration
<u>Qualité de vie au travail :</u> Groupe QVT sur l'établissement CHATEAUROUX – LE BLANC. Ratio d'encadrement des professionnels. <u>Evolution des compétences :</u> Recensement annuel des besoins en formation. Bilan annuel des compétences à l'entretien annuel. Livret des formations institutionnelles à disposition des professionnels. Formation ASG proposée pour les professionnels de l'unité protégée, le PASA, et l'accueil de jour ; <u>Politique de prévention :</u> Service de santé au travail : 2 IDE (0.8ETP site du Blanc). Psychologue du travail sur le CH Châteauroux – le Blanc : intervient à la demande des cadres ou de l'IDE santé au travail (collectif ou individuel). Préventeur dans l'équipe « santé au travail ».	Supprimer les coupures IDE sur les EHPAD de l'Anglin et de Saint Lazare (création d'un poste IDE). Réfléchir aux horaires journaliers en lien avec les besoins des résidents. Mettre en place les astreintes de nuit. Formaliser les besoins spécifiques en formation pour les professionnels des EHPAD. Reformer un professionnel à la médiation animale (départ en retraite).
Commentaires ARS	**Commentaires CD**
La réorganisation du temps de travail est propre à chaque EHPAD. La volonté de créer un poste IDE est à moyen constant. Développer des actions QVT et favoriser les formations diplômantes et/ou qualifiantes pour permettre d'être attractif et fidéliser le personnel.	**<u>Points de vigilance relatifs à l'amélioration de la qualité de vie au travail</u> :** Réaliser régulièrement un questionnaire de satisfaction auprès du personnel ; Faire une étude des risques psycho-sociaux et établir un plan d'actions ; Formaliser et évaluer l'appropriation des RBPP par l'ensemble des professionnels ; Mettre en place un livret d'accueil pour le personnel (et en particulier les nouveaux agents et les stagiaires) et le diffuser. Actualiser régulièrement ce document ; Etablir également un livret d'accueil pour les bénévoles. Mettre en place une démarche de prévention des risques professionnels

ANNEXE 3-B : Points forts et axes d'amélioration

AXE 6 Projets spécifiques ou innovants dont projets immobiliers	
Points forts	**Axes d'amélioration**
Promotion de l'approche Montessori comme méthode d'accompagnement en unité protégée – personnels formés – Place des animaux de compagnie en EHPAD : médiation, calinothérapie et motricité – formation d'une ASG « capacité à la médiation animale auprès des personnes âgées » en 2022 et 2023 – Les animaux de compagnies des familles et visiteurs sont acceptés dans les structures. 4 chambres aménagées : nouveau mobilier y compris lit à l'essai avant déploiement EHPAD en lien avec l'hôpital – ressource d'une filière gériatrique : Médecine gériatrique à venir (construction d'un nouveau bâtiment), SSR gériatrique avec unité protégée pour les patients atteints de maladies neuro-évolutives, Bilan gériatrique en ambulatoire, consultations gériatriques. Présence d'un SSIAD et/ou SAAD mixte après transformation	Projet d'unité en cours de formalisation ; projet d'espace de culinothérapeutique et pièce bien être en UP Remplacement ASG formée à la médiation animale à prévoir et avoir un temps dédié à cette activité. Réflexion sur la présence animale dans l'EHPAD à développer. Améliorer l'aménagement des chambres avec des résidents avec du mobilier ayant une connotation soins mois importante tout en préservant le confort. Rénovation des locaux de la cuisine et de la salle de restaurant en EHPAD Cubissole – Réflexion autour du service des petits-déjeuners Développer un projet Snoezelen sur les EHPAD Déménager la structure ST LAZARE dans les locaux de l'USLD, après transformation de l'USLD en USPC (en attente des textes législatifs). Création d'un CRT de 30 places adossées aux EHPAD ; avec utilisation des ressources.
Commentaires ARS	**Commentaires CD**
CRT : L'installation d'un Centre de Ressources Territoriales est soumise à l'analyse de dossiers AAP/AAC et selon les secteurs géographiques.	**Point de vigilance relatif au patrimoine immobilier :** Il est rappelé que tout projet immobilier ainsi que toute création de service doivent faire l'objet d'une présentation préalable et d'une validation et d'une autorisation par les autorités de tarification. Les projets doivent également faire l'objet d'un plan de financement validé.

ANNEXE 4

PGFP

360000053

CENTRE HOSPITALIER DE CHATEAUROUX - LE BLANC

				CPOM 2025 - 2029				
		COMPTE ANTICIPE 2023	PREVISIONS 2024	2025	2026	2027	2028	2029
CHARGES								
Titre 1 - Charges de personnel		**5 548 067,63**	**5 478 217,82**	**5 588 960,00**	**5 698 710,00**	**5 812 690,00**	**5 928 940,00**	**6 047 500,00**
Titre 2 - Charges d'exploitation courante et caractère médical		**686 872,99**	**687 755,00**	**701 000,00**	**715 020,00**	**729 330,00**	**743 910,00**	**758 800,00**
Titre 3 - Charges afférentes à la structure		**1 637 431,84**	**1 626 880,81**	**1 616 323,47**	**1 640 412,65**	**1 658 295,39**	**1 687 188,02**	**1 709 822,98**
66	dont charges financières	23 139,54	15 647,73	8 114,61	1 988,44	1 264,77	991,31	717,85
67 (sauf 675)	dont charges exceptionnelles hors valeur comptable des éléments d'actifs cédés	62 760,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
675	dont valeur comptable des éléments d'actifs cédés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68 (sauf 6811 et 68742)	dont dotations aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6811	dont dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	347 876,73	367 767,69	341 418,85	346 304,21	339 061,12	341 876,71	337 895,11
68742	dont dotations aux provisions pour renouvellement des immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
69	dont impôts sur les bénéfices et assimilés (*)	0,00	0,00					
TOTAL DES CHARGES		**7 870 372,46**	**7 792 853,63**	**7 904 283,47**	**8 054 142,65**	**8 200 315,89**	**8 360 038,02**	**8 516 122,96**
PRODUITS								
Titre 1 - Produits de la tarification		**6 900 851,69**	**7 360 784,53**	**7 544 804,14**	**7 733 424,25**	**7 926 759,85**	**8 124 928,85**	**8 328 052,07**
Titre 2 - Autres produits d'exploitation		**82 286,97**	**80 450,00**	**61 200,00**	**62 420,00**	**63 680,00**	**64 950,00**	**66 250,00**
7087	dont remboursements de frais par le CRPP et les autres les CRPA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titre 3 - Autres produits		**107 865,53**	**82 087,09**	**82 087,09**	**81 990,56**	**80 156,64**	**80 073,27**	**78 489,22**
76	dont produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77 (sauf 775,777)	dont produits exceptionnels	39 622,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	dont produits des cessions d'actifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
777	dont quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	68 043,09	82 087,09	82 087,09	81 990,56	80 156,64	80 073,27	78 489,22
78 (sauf 78742)	dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78742	dont reprises sur les provisions pour renouvellement des immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
79	dont transfert de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60311, 60321, 60322, 60371	dont variation des stocks à caractère médical (crédits)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
603 (sauf 60311, 60321, 60322, 60371)	dont autres variation de stocks (crédits)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
609, 619 et 629	dont rabais, remises et ristournes (crédits)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6419, 6429, 64519, 64529, 64719, 64729, 6489, 6319, 6339	dont remboursements sur rémunérations, charges sociales ou taxes (crédits)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
649	dont atténuation de charges- portabilité compte épargne temps (CET)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES PRODUITS		**7 090 804,19**	**7 503 321,62**	**7 688 091,23**	**7 877 834,81**	**8 070 596,49**	**8 269 952,12**	**8 472 791,29**
RESULTAT		**-779 568,27**	**-289 532,01**	**-216 192,24**	**-176 307,84**	**-129 719,40**	**-90 085,90**	**-43 331,67**
Marge brute du CRP E		**-453 456,98**	**11 796,26**	**51 254,13**	**89 994,25**	**130 449,85**	**172 708,85**	**216 792,07**
Taux de marge brute		**-5,49%**	**0,16%**	**0,67%**	**1,15%**	**1,63%**	**2,11%**	**2,58%**

CD 36_Numéro 8_RADI_Février 2025

Publié du 5 mars au 5 mai 2025

ANNEXE 6

CONVENTION D'HABILITATION A RECEVOIR DES BENEFICIAIRES AU TITRE DE L'AIDE SOCIALE POUR LES ETABLISSEMENTS D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES gérés par le Centre Hospitalier de CHATEAUROUX – LE BLANC

ENTRE :

- Le Département de l'Indre, représenté par Monsieur Marc FLEURET, Président du Conseil départemental, d'une part ;

ET :

- Le Centre Hospitalier de Châteauroux – Le Blanc gérant les EHPAD « La Cubissole », « la Résidence Saint Lazare » et « La Résidence de l'Anglin » situés à Le Blanc et Concremiers dont le siège social est situé 216 avenue de Verdun – BP 585 – 36019 CHATEAUROUX, représenté par Madame Evelyne POUPET en qualité de Directrice du Centre Hospitalier de Châteauroux – Le Blanc, personne habilitée par le Conseil de Surveillance à signer le CPOM et conformément aux dispositions du IV ter A de l'article L. 313-12 du Code de l'Action Sociale et des Familles, d'autre part.

Visas et références juridiques :

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles, et notamment les articles L.313-8, L.342-3-1 et D.342-2 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté conjoint n° 2018-DOMS-PA36-0311 et n° 2018-D-3316 du 20 décembre 2018 portant renouvellement de l'autorisation des EHPAD du Centre Hospitalier Châteauroux-Leblanc à Le Blanc, géré par le Conseil de surveillance du Centre Hospitalier Châteauroux-Le Blanc à Châteauroux, d'une capacité totale de 153 places ; (EHPAD SAINT LAZARE : 35 places ; EHPAD LE VAL D'ANGLIN : 30 places ; EHPAD La Cubissole : 50 places HP, 30 places Alzheimer ou maladies apparentées ; 2 places HT ; 6 places d'accueil).;

Vu le Règlement Départemental d'Aide Sociale de l'Indre (RDAS) ;

Considérant le présent Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens 2025-2029 conclu entre le Centre Hospitalier de Châteauroux – Le Blanc pour les EHPAD situés à Le Blanc et Concremiers, le Département de l'Indre, et l'Agence Régionale de Santé Centre – Val de Loire ;

PREAMBULE :

Par arrêté conjoint n° 2018-DOMS-PA36-0311 et n° 2018-D-3316 du 20 décembre 2018 portant renouvellement de l'autorisation des EHPAD du Centre Hospitalier Châteauroux-Leblanc à Le Blanc, géré par le Conseil de surveillance du Centre Hospitalier Châteauroux-Le Blanc à Châteauroux, d'une capacité totale de 153 places (EHPAD SAINT LAZARE : 35 places ; EHPAD LE VAL

D'ANGLIN : 30 places ; EHPAD La Cubissole : 50 places HP, 30 places Alzheimer ou maladies apparentées ; 2 places HT ; 6 places d'accueil) et valant habilitation à l'aide sociale, le Président du Conseil départemental de l'Indre, en application du Code de l'Action Sociale et des Familles, a habilité l'établissement à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale, pour la totalité de sa capacité, soit 153 lits.

Le CPOM vaut convention d'aide sociale, au sens de l'article L.313-8-1 CASF, entre l'Organisme Gestionnaire et le Conseil départemental. Les conditions et modalités sont précisées dans la présente convention.
Dans la mesure où l'établissement a accueilli en moyenne moins de 50 % de bénéficiaires de l'aide sociale départementale par rapport à sa capacité agréée sur les trois derniers exercices, il est appliqué les dispositions du chapitre II du titre IV du livre III du CASF. Dans ce cadre, la tarification administrée ne vaut que pour les bénéficiaires de l'aide sociale selon les modalités prévues au CPOM et à la présente convention.

IL EST AINSI CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1er : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir la nature et les conditions de mise en œuvre des missions assurées par le Centre Hospitalier de Châteauroux – Le Blanc pour ses EHPAD situés à Le Blanc et Cioncremiers au titre de la prise en charge des bénéficiaires de l'aide sociale.

ARTICLE 2 : CATÉGORIES DE PUBLICS ACCUEILLIS AU TITRE DE L'AIDE SOCIALE

L'établissement s'engage à accueillir toute femme ou homme âgé d'au moins 65 ans ou 60 ans en cas d'inaptitude au travail, dont le maintien à domicile n'est plus possible.

L'établissement peut à titre dérogatoire et après autorisation du Président du Conseil départemental de l'Indre, recevoir des personnes de moins de 60 ans.

ARTICLE 3 : NATURE DES ACTIONS ET PRESTATIONS GARANTIES AUX BENEFICIAIRES DE L'AIDE SOCIALE A L'HEBERGEMENT

Comme pour l'ensemble des résidents, l'établissement doit satisfaire aux normes minimales qualitatives et quantitatives d'équipement et de fonctionnement des établissements assurant l'hébergement des personnes âgées.
Cela porte sur :

- un hébergement à temps complet à titre permanent ou temporaire et fournissant, pour chaque résident, à minima, le socle des prestations prévu à l'annexe 2-3-1 du CASF et décrit à l'article 4 du titre 2 du présent CPOM « tarification à l'hébergement », ainsi que le blanchissage du linge des résidents et son marquage ;
- la proposition et la dispensation de soins médicaux et paramédicaux adaptés ;
- une prise en charge assurée par une équipe pluridisciplinaire comprenant du temps de médecin coordonnateur ;
- la mise en œuvre et le suivi annuel d'un projet d'accompagnement personnalisé pour chaque résident ;
- l'élaboration d'un contrat de séjour pour chaque résident ;

- un environnement architectural adapté et apportant un environnement confortable, rassurant et stimulant, permettant une vie sociale et un accueil des familles. L'établissement doit également disposer d'un système fixe de rafraîchissement de l'air ;
- l'élaboration d'un plan détaillé sur les modalités d'organisation en cas de crise sanitaire ou climatique.

L'établissement garantit également les normes réglementaires de sécurité. Toutes les prescriptions des commissions de sécurité et du service de protection contre l'incendie doivent être strictement observées et doivent être portées à la connaissance du Président du Conseil départemental.

Il doit s'assurer contre tous les risques d'accident pouvant survenir aux personnes âgées qu'il accueille, d'accidents ou dommages qui pourraient être causés par ces personnes et dont l'établissement pourrait être tenu responsable par l'application des articles 1382 et 1384 du Code Civil.

ARTICLE 4 : CONDITIONS D'ADMISSION ET DE RESERVATION DES PLACES DES BENFICIAIRES DE L'AIDE SOCIALE

4.1 – Admission à l'aide sociale

L'admission à l'aide sociale est soumise à des conditions d'attribution notamment de ressources prévues par le CASF et le RDAS de l'Indre.

Le dossier de demande d'admission à l'aide sociale, constitué des pièces justificatives dont la liste est communiquée par le Département, est déposé au centre communal ou intercommunal d'action sociale ou, à défaut, à la mairie du domicile de l'intéressé(e). Dès complétude, il est transmis au Président du Conseil départemental dans le mois suivant son dépôt.

Le dossier d'aide sociale comprend notamment la liste nominative et les adresses des personnes tenues à l'obligation alimentaire, fixée notamment au vu du livret de famille. Ces personnes sont invitées à fixer leur participation éventuelle aux dépenses susceptibles d'être engagées en faveur de leurs ascendants postulant à l'aide sociale.

Après instruction par les services du Département, le Président du Conseil départemental décide de l'admission ou non à l'aide sociale, et en cas d'admission, qui est alors prononcée pour une durée maximale de 5 ans, fixe également la contribution du bénéficiaire de l'aide sociale.

Aucune somme ne peut être prélevée de la contribution du bénéficiaire de l'aide sociale sans l'autorisation du Département.

En cas de refus de l'aide sociale par le Président du Conseil Départemental, les frais avancés par le Département sont récupérés auprès du demandeur.

La décision est notifiée à l'intéressé(e) ou à son représentant légal et le cas échéant aux personnes tenues à l'obligation alimentaire, en avisant ces dernières qu'elles sont tenues conjointement au remboursement de la somme non prise en charge par le Département.

En cas de désaccord sur l'obligation alimentaire, le Président du Conseil départemental peut saisir le juge des Affaires Familiales en lieu et place de la personne âgée pour fixer la contribution alimentaire.

L'établissement peut également exercer un recours auprès du Juge des Affaires Familiales, s'il y a lieu, contre les résidents ou contre leurs obligés alimentaires (art. L.314-12-1 du CASF ou L.6145-11 du Code de la Santé Publique).

La décision d'attribution de l'aide sociale prend effet à compter du jour d'entrée dans l'établissement si la demande a été déposée dans les deux mois (délai pouvant être prolongé de deux mois à titre exceptionnel). A défaut, elle prend effet à compter de la date de dépôt de la demande (article R. 131-2 CASF).

Les décisions en cours de validité peuvent faire l'objet d'une révision lorsque des éléments nouveaux modifient la situation. Constitue notamment un changement de situation le fait pour le bénéficiaire de changer d'établissement. La décision d'aide sociale est alors effective à la date du changement de la situation.

La décision peut être également révisée avec répétition de l'indu, s'il apparaît que l'admission a été prise sur la base de déclarations incomplètes ou erronées.

Dans le cas d'une demande de renouvellement de la prise en charge des frais d'hébergement, la décision prend effet à la date d'expiration de la précédente prise en charge.

4.2. Rappels concernant la pré-admission à l'aide sociale

Pour toutes les personnes qui font une demande de prise en charge à l'aide sociale, l'établissement est tenu d'effectuer la récupération de 90 % des ressources de toute nature, ainsi que de l'allocation logement en totalité, dans l'attente de la décision relative à la prise en charge au titre de l'aide sociale. Le montant minimal des ressources du bénéficiaire laissées mensuellement à sa libre disposition ne peut être inférieur à 1 % du montant annuel des prestations minimales de vieillesse (article R.232-34 du CASF) et/ou à 30 % du montant mensuel de l'allocation adulte handicapé (article D.344-34 et suivants du CASF).

Pendant cette période, il ne peut être réclamé à l'intéressé(e), à sa famille ou à quiconque un paiement complémentaire.

Si une caution est demandée à l'entrée en établissement, celle-ci ne peut excéder le montant du tarif mensuel d'hébergement qui reste effectivement à la charge de la personne hébergée (art. R.314-159 du CASF).

L'aide sociale ne prend en aucun cas en charge les éventuels frais de réservation pour la période précédant l'entrée en établissement (art. R.314-149 CASF).

4.3. Conditions de réservation et de mise à disposition des places pour les bénéficiaires de l'aide sociale

Dans le cadre de sa procédure d'admission, l'établissement doit donner la priorité aux bénéficiaires de l'aide sociale. En tout état de cause, l'établissement ne peut refuser l'admission d'une personne bénéficiaire de l'aide sociale sauf pour raisons médicales.

ARTICLE 5 : MODALITES DE COORDINATION AVEC LES SERVICES SOCIAUX ET SOUTIENS SOCIAUX AUX FINS DE FACILITER L'ADMISSION DES BENEFICIAIRES DE L'AIDE SOCIALE

L'établissement doit mettre en œuvre les partenariats nécessaires ainsi que les actions d'information, la documentation et les procédures coordonnées afin de faciliter l'admission des bénéficiaires à l'aide sociale.

Ce dispositif devra être énoncé dans le règlement de fonctionnement et dans le projet d'établissement. L'organisme gestionnaire tiendra régulièrement informés les services du Département de l'Indre des modifications qui pourront être apportées. Il transmettra également tous les conventionnements conclus dans le cadre de ce dispositif.

ARTICLE 6 : REGLES RELATIVES A LA TARIFICATION DES RESIDENTS PRIS EN CHARGE AU TITRE DE L'AIDE SOCIALE

La prestation d'aide sociale légale permet la prise en charge par le Département des frais d'hébergement de la personne âgée ne pouvant assumer ces coûts avec l'aide de leurs obligés alimentaires.

La participation financière du Département de l'Indre s'adresse uniquement aux bénéficiaires de l'aide sociale dont le domicile de secours est situé dans l'Indre.

6.1. Règles de calcul

Le montant de la prise en charge par le Département est calculé sur la base des tarifs journaliers hébergement et dépendance GIR 5-6 arrêtés par le Président du Conseil départemental.

Les modalités de calcul de la tarification applicable aux bénéficiaires de l'aide sociale sont décrites à l'article 4 du titre 2 du CPOM pour la tarification de l'hébergement et à l'article 2 du titre 2 du CPOM pour la tarification de la dépendance.

6.2. Modalités de facturation des tarifs

Les tarifs sont payés à terme à échoir en application de l'article R.314-186 du CASF.

L'établissement est tenu d'informer le Conseil départemental de toute absence dans un délai maximum de 48 heures.

L'établissement, pour les personnes bénéficiaires de l'aide sociale, facture le jour d'entrée ainsi que chaque jour de présence, sous réserve des dispositions suivantes. Il ne facture pas le jour de sortie. Le jour du décès peut être facturé.

Absences pour hospitalisation : Lorsqu'une personne âgée hébergée est hospitalisée, il est procédé à une diminution du montant du forfait hospitalier sur le prix de journée hébergement de l'établissement au-delà de 72 heures d'absence. Cette minoration est déduite de la participation de l'aide sociale. Ce dispositif s'applique pendant une durée qui ne peut excéder 21 jours consécutifs d'hospitalisation pendant laquelle la place de la personne âgée est conservée par l'établissement. Au terme du délai de 21 jours, aucune facturation ne peut être adressée au Département de l'Indre et la personne âgée retrouve l'intégralité de ses ressources. Le tarif dépendance n'est pas facturé au résident dès son premier jour d'absence pour hospitalisation (article R.314-178 du CASF).

Absences volontaires ou pour vacances : Pour les absences de courtes durées égales ou inférieures à 72 heures (samedis, dimanches, jours fériés, autres), le tarif hébergement est facturé lorsque le lever ou le coucher a lieu dans l'établissement. Toute personne âgée hébergée à titre permanent peut s'absenter temporairement pour des vacances dont la durée ne peut excéder 35 jours au cours d'une année civile. À son retour, la personne âgée retrouve sa place ou son logement dans l'établissement. Pendant son absence, l'établissement peut utiliser la chambre en dépannage. Le tarif dépendance n'est pas facturé au résident dès son premier jour d'absence pour convenances personnelles à condition qu'il ait informé préalablement l'établissement de cette absence dans les délais prévus dans son contrat de séjour (article R.314-178 du CASF).

6.3. Modalités d'encaissement

Pour les établissements accueillant des résidents à titre permanent : le Département encaisse le montant net des ressources du bénéficiaire, et des sommes dues au titre de l'obligation alimentaire, après déduction des charges autorisées et du montant minimum à laisser à disposition du bénéficiaire.

Pour les établissements accueillant des résidents à titre temporaire : le Président du Conseil départemental fixe la part à la charge de l'aide sociale dans la limite du plafond constitué par le tarif hébergement temporaire de l'établissement, multiplié par la durée du séjour dans la limite de 90 jours, renouvelable une fois par période de 12 mois, en tenant compte des ressources de la personne et de celles de ses obligés alimentaires, et de son droit éventuel à l'APA.
Dans le cadre d'un hébergement à titre temporaire, la participation du bénéficiaire et de ses obligés alimentaires est recouvrée directement par l'établissement. La prestation d'aide sociale est payée au bénéficiaire ou à l'établissement sous réserve de l'accord de la personne.

6.4. Modalités de revalorisation des montants

Les tarifs journaliers afférents à l'hébergement et à la dépendance (notamment celui afférent au GIR 5-6) sont fixés et revalorisés selon les modalités prévues dans le CPOM aux articles 4 et 2 du titre 2 et au vu des documents budgétaires et comptables également visés dans ce contrat.

ARTICLE 7 : DUREE, CONCILIATION ET RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

7.1 – Durée de la convention

La convention d'habilitation au titre de l'aide sociale est conclue pour une durée maximale de 5 ans (article L. 342-3-1 du CASF).

7.2 – Renouvellement ou prolongation de la convention

Six mois avant le terme quinquennal, les parties engagent des négociations à l'initiative de l'établissement afin d'arrêter les conditions dans lesquelles la convention peut être renouvelée ou prolongée, en parallèle des négociations pour le renouvellement du Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens.

ARTICLE 8 : RETRAIT DE L'HABILITATION

L'habilitation de l'établissement à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale peut être retirée pour l'un des motifs suivants (article L.313-9 du CASF) : évolution des objectifs et des besoins, méconnaissance d'une disposition substantielle de l'habilitation ou de la convention, disproportion entre le coût de fonctionnement et les services rendus, charge excessive qu'elle représente pour la collectivité publique ou les organismes assurant le financement.

Si l'établissement ne prend les mesures nécessaires pour respecter les dispositions requises comme demandé par le Département, l'habilitation est alors retirée dans un délai de 6 mois pour tous les motifs évoqués, sauf pour celui du non-respect des objectifs et des besoins qui entraîne le retrait de l'habilitation dans un délai d'un an.

L'abrogation de l'arrêté portant habilitation de l'établissement à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale est dûment notifiée à ce dernier et vaut résiliation de la présente convention d'habilitation.

ARTICLE 9 : CONTENTIEUX

Les contestations susceptibles de s'élever entre le Département de l'Indre et l'établissement au sujet de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention sont portées devant le tribunal administratif de Limoges, 2 cours Bugeaud – CS 40410, 87011 LIMOGES Cedex.

Fait en 3 exemplaires
à Châteauroux
le 6 février 2025

La Directrice du Centre Hospitalier de Châteauroux Le Blanc



Madame Evelyne POUPET

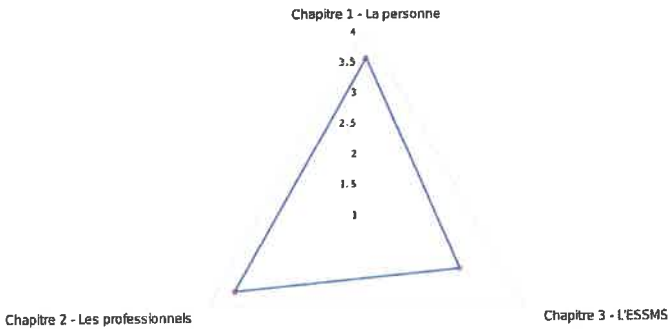
Le Président du Conseil départemental de l'Indre



Monsieur Marc FLEURET

Niveau global atteint par l'ESSMS

Présentation de la synthèse de la cotation des trois chapitres.



Appréciation générale

SAINT LAZARE

L'établissement est intégré dans les locaux du Centre Hospitalier ; les vestiaires sont d'ailleurs communs. Les chambres sont réparties sur deux niveaux d'un aspect plutôt suranné avec un jardin en rez-de-chaussée en cours d'aménagement et une terrasse au 1er étage, accessible mais peu agrémentée. Il n'existe pas de locaux dédiés au bien-être et pas davantage identifiés au temps de pause des personnels dans le cadre d'une QVT. Les affichages et autres indications restent sommaires. Les temps de formation ciblées « Ehpad » sont insuffisants ; demeure une discordance entre les demandes et les propositions de formations. L'utilisation aisée et optimisée de l'outil informatique reste à améliorer. La coordination médicale est assurée par la présence partielle du médecin coordinateur.

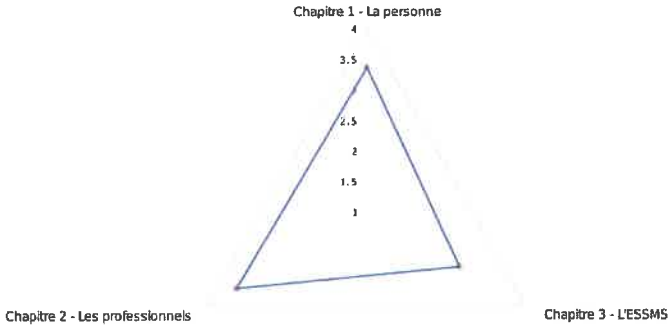
Evolutions apportées à l'appréciation générale

Appréciation générale avant observations de l'ESSMS
Etablissement situé en zone rurale au centre du village entouré de verdure et totalement ouvert sur l'extérieur. Il s'agit d'un lieu paisible, familial favorisé par une capacité à taille tout-à-fait humaine (35 places) et des lieux de vie de type familial. Les équipes sont professionnelles, impliquées et de bonne volonté malgré un encadrement existant mais insuffisamment présent induisant un manque de contrôles au niveau de la qualité des pratiques et de l'appropriation des outils informatiques (PAP – DLU) avec un réseau de connexion très aléatoire ; les professionnels ne disposent pas d'espaces qui leur est propre (repas/repos) ; les affichages sont peu organisés, ciblés, diversifiés et adaptés ; les formations à « thématiques Ehpad » sont irrégulières, manquent de diversités et ne sont pas à l'endroit de tous les personnels concernés. Les temps d'animation sont à la marge (2 jours d'activités/7 jours) et ne peuvent répondre au besoin occupationnel de la personne accompagnée (l'animatrice, au moment de la visite d'évaluation, est seule sur 3 établissements). La coordination médicale est assurée par la présence partielle du médecin coordinateur.

Appréciation générale après observations de l'ESSMS
Etablissement situé en zone rurale au centre du village entouré de verdure et totalement ouvert sur l'extérieur. Il s'agit d'un lieu paisible, familial favorisé par une capacité à taille tout-à-fait humaine (30 places) et des lieux de vie de type familial. Les équipes sont professionnelles, impliquées et de bonne volonté malgré un encadrement existant mais insuffisamment présent induisant un manque de contrôles au niveau de la qualité des pratiques et de l'appropriation des outils informatiques (PAP – DLU) avec un réseau de connexion très aléatoire ; les professionnels ne disposent pas d'espaces qui leur est propre (repas/repos) ; les affichages sont peu organisés, ciblés, diversifiés et adaptés ; les formations à « thématiques Ehpad » sont irrégulières, manquent de diversités et ne sont pas à l'endroit de tous les personnels concernés. Les temps d'animation sont à la marge (2 jours d'activités/7 jours) et ne peuvent répondre au besoin occupationnel de la personne accompagnée (l'animatrice, au moment de la visite d'évaluation, est seule sur 3 établissements). La coordination médicale est assurée par la présence partielle du médecin coordinateur.

Niveau global atteint par l'ESSMS

Présentation de la synthèse de la cotation des trois chapitres.



Appréciation générale

L'établissement est un grand ensemble sur deux niveaux, spacieux et lumineux doté d'un PASA bien équipé, d'une UVP bien organisée, et d'un accueil de jour. Les locaux disposent d'espaces dédiés tant aux familles qu'aux résidents, cependant, les affichages sont insuffisamment proposés, diversifiés, adaptés. L'animation n'est pas optimisée par manque d'effectif mais également par un mix avec l'USLD. Les équipes bénéficient de temps de formation de façon peu récurrente sur les thématiques essentielles (BPP/Bientraitance/Ethique) et pas forcément diversifiés par rapport aux thématiques « Ehpad ». Les espaces « bien-être » n'existent pas ni même ceux dédiés aux pauses des personnels. Le contrôle des pratiques professionnelles n'est pas récurrent. Les deux cadres de santé récemment arrivées prennent leurs marques au niveau de la réorganisation multisite. La coordination médicale est assurée par la présence partielle du médecin coordinateur.

ANNEXE 8

Fiches actions

AXE 1 : Expression et participation individuelle et collective des résidents

Fiche Action N°1 Finaliser les outils de la loi 2002-2 rénovant l'action sociale et médico-sociale	
Référent (personne ou institution) : Direction de l'établissement – Cadre supérieur de santé	
Constat du diagnostic	Des outils primordiaux à l'accompagnement du résident doivent être formalisés et diffusés comme le livret d'accueil, le livret d'unité, et le recueil de la satisfaction et de l'expérience du résident.
Objectif opérationnel (ou spécifique)	Finaliser la maquette des livrets « unité » Rédiger un nouveau livret d'accueil EHPAD Construire les outils permettant le recueil de la satisfaction du résident et de son expérience à différents moments (3 mois après l'admission, puis tous les ans) y compris pour les résidents en hébergement temporaire. Réviser la procédure « accueil des nouveaux résidents de l'admission au projet d'accompagnement personnalisé » pour intégrer les nouveaux éléments ci-dessus.
Description de l'action	1/ Les livrets d'unités : finaliser la maquette – réaliser les photos des équipes - faire valider la maquette par le groupe constituant le groupe de pilotage du secteur médico-social (staff) – présentation aux équipes - présenter le livret au CVS – l'intégrer au système documentaire - le diffuser auprès des résidents présents et auprès des nouveaux résidents (cf procédure « accueil... ») 2/ Le livret d'accueil : rédiger l'ensemble des informations à intégrer dans le livret d'accueil – valider le document auprès de la qualité, auprès du groupe de pilotage su secteur médico-social (staff) – le remettre au service communication pour fabrication de la maquette auprès de la société retenue – relecture et validation de la maquette – présentation au CVS – présentation aux équipes – reprographie – diffusion auprès des résidents. 3/ Recueil de la satisfaction du résident et de son expérience : réfléchir à la construire un/ou des outils de recueil de la satisfaction et de l'expérience – définir les modalités de recueil dans une fiche d'instruction. (service qualité – groupe de pilotage – CVS)
Identification des acteurs à mobiliser	Direction du site, PAE hébergement, , groupe de pilotage secteur médico-social (staff), technicien qualité référent EHPAD, service communication du CH Châteauroux-Le blanc, CVS
Moyens nécessaires	Marché pour la mise en page et la reprographie du livret d'accueil EHPAD Photos des EHPAD pour illustrer le livret d'accueil
Calendrier prévisionnel	Fin 2024 : les livrets d'unités sont diffusés 1er trimestre 2025 : le livret d'accueil EHPAD est diffusé 2ème trimestre 2025 : les outils de recueil de la satisfaction des résidents et des familles sont finalisés- les modalités sont formalisées

ANNEXE 8

	3ème trimestre 2025 : la 1ère enquête de satisfaction est analysée et présentée au CVS
Indicateurs d'évaluation du résultat de l'action	**Indicateurs de mise en œuvre** Les livrets d'unités sont référencés au système documentaire qualité Les livrets d'accueil sont imprimés et diffusés – Ils sont intégrés sur la plateforme via trajectoire « grand âge ». **Indicateurs de résultat (impact)** Les résultats de l'enquête de satisfaction sont affichés et connus des résidents, familles et professionnels.
Points de vigilance **Bonnes pratiques à promouvoir**	Respect des délais

ANNEXE 8

Fiche Action N°2 **Poursuivre la mise en place des projets d'accompagnement personnalisé**	
Référent (personne ou institution) : Cadres de santé et psychologues	
Constat du diagnostic	Le process de mise en œuvre des projets d'accompagnement personnalisé est formalisé. Il est connu par l'ensemble des professionnels. Les référents de résident sont nommés – Les staffs pluridisciplinaires sont formalisés en partie autour du PAP.
Objectif opérationnel (ou spécifique)	Poursuivre la mise en place des projets d'accompagnements personnalisés – suivi de l'indicateur mensuellement Formaliser le process et adapter les outils du projet d'accompagnement personnalisé pour les résidents de l'hébergement temporaire Poursuivre les formations « Bientraitance et Applications dans le quotidien à travers le référent de résident et le PAP (7 sessions depuis novembre 2023 - 65% professionnels formés à ce jour par la psychologue (pilote du groupe bientraitance et référent éthique) – 3 sessions supplémentaires prévues avant fin 2024) Déployer l'outil Dxcare EHPAD
Description de l'action	1 / PAP : atteindre l'objectif d'un PAP par résident avec une révision au moins annuelle – L'ensemble des PAP sont signés du résident et/ou tutelle ou représentant légal, de la direction. L'indicateur est suivi. 2/ PAP et hébergement temporaire : formaliser le process et adapter les outils existant à ce process – recueillir l'expérience et les attentes des résidents connus pour des séjours en hébergement temporaire 3/ Formation : les professionnels sont formés sur une journée. Les sessions de formations sont déterminées à l'avance et connues des cadres de santé/IDEC. 4/ Une réunion pour l'organisation de la mise en place de l'outil DxCare EHPAD est organisé avec le service informatique. Les modalités de déploiement sont définies et les formations sont organisées.
Identification des acteurs à mobiliser	Direction du site, Cadres et IDEC des EHPAD et autres professionnels des EHPAD, Direction du système d'information
Moyens nécessaires	Planification des formations, préparation des livrets de formation Logiciel Dxcare EHPAD Un temps supplémentaire de psychologue serait nécessaire car participation à l'élaboration des PAP (rencontre résident, évaluation, recueil de l'histoire de vie, participation au staff, à la rédaction du PAP, et à la formation des professionnels « bientraitance et applications au quotidien… »
Calendrier prévisionnel	Mensuel : suivi de l'indicateur PAP Annuel : formation « Bientraitance et Applications dans le quotidien à travers le référent de résident et le PAP – 2 à 3 sessions / an à destination des nouveaux arrivants. 1er trimestre 2025 : le logiciel Dxcare EHPAD est fonctionnel, les professionnels ont été formés.

ANNEXE 8

Indicateurs d'évaluation du résultat de l'action	**Indicateurs de mise en œuvre** L'outil informatique Dxcare EHPAD est fonctionnel Suivi du nombre de professionnels formés : bientraitance et Dxcare Un process PAP hébergement temporaire et des outils spécifiques à l'élaboration du PAP sont formalisés et intégrés au système documentaire **Indicateurs de résultat (impact)** Suivi de l'indicateur PAP mensuellement
Points de vigilance Bonnes pratiques à promouvoir	Un PAP par résident révisé au moins chaque année Formation des nouveaux professionnels aux missions des référents et au processus PAP (formation bientraitance et applications en interne) Formation des professionnels à l'utilisation de Dxcare EHPAD

ANNEXE 8

Fiche Action N°3 **Développer les activités de bien-être, de prévention de la perte d'autonomie, du lien social**	
Référent (personne ou institution) : Cadre de santé responsable animation	
Constat du diagnostic	L'animation occupe une place importante au sein du lieu de vie. Elle s'inscrit dans la vie quotidienne de l'EHPAD, puisqu'elle va rythmer la vie des résidents. Elle a pour objectif de favoriser la vie sociale, culturelle et relationnelle. Le projet d'animation 2018/2024 est en cours de réactualisation, il doit intégrer des activités complémentaires nécessaires au résident comme les activités de bien-être, les activités sportives, les activités de médiation animale.
Objectif opérationnel (ou spécifique)	Finaliser la formalisation du nouveau projet d'animation 2025 - 2029 Développer les activités de bien-être et/ou multisensorielle de type Snoezelen Formaliser l'activité du référent sport Poursuivre la mise en œuvre de la médiation animale Poursuivre l'organisation des cafés familles au sein des EHPAD sur de nouveaux thèmes ainsi que l'organisation de la journée des aidants
Description de l'action	1 / Projet animation : finaliser la rédaction – faire valider par le CVS – informer les professionnels 2/ Activités de bien être et/ou multisensorielle : Envisager des pistes d'aménagement de locaux ou à défaut de locaux disponibles – prévoir l'achat de matériel de type chariot snoezelen mobile afin de proposer des séances en chambre – envisager le recrutement d'une socio-esthéticienne – former les professionnels aux méthodes d'apaisement, de toucher et bien être et d'utilisation des chariots snoezelen. 3/ Référent sport : Rédiger les missions du référent sport – développer des partenariats avec des associations sportives – intégrer le volet sport dans les projets d'accompagnement personnalisé 4/ Médiation animale : renouveler la formation d'un professionnel ayant le désir de s'engager dans cette voie – prévoir un temps dédié à cette fonction (0.5 ETP). 5/ Café familles : planifier les cafés familles à l'année (au moins 2 sessions par an) et proposer de nouveaux thèmes
Identification des acteurs à mobiliser	Direction du site, Cadres et IDEC des EHPAD et autres professionnels des EHPAD, Référent sport, Psychologues, service formation
Moyens nécessaires	Aménagement de locaux Recrutement socio-esthéticienne (0.6 ETP) Recrutement psychomotricien ou APA supplémentaire (passer à 1ETP au lieu de 0.4 ETP actuellement). Former un nouveau professionnel à la médiation animale et dédié un temps à cette fonction (0.5 ETP) Un temps supplémentaire de psychologue pourrait être nécessaire afin de développer des projets autour des activités bien être « snoezelen et relaxation », et des séances individuelles (0.20 ETP)

ANNEXE 8

Calendrier prévisionnel	Fin 2024 : Le projet d'animation est formalisé. Il est présenté au CVS puis aux professionnels. Plan de formation à partir de 2026 : intégrer les formations bien être, toucher et apaisement sont proposés aux professionnels, formation médiation animale Année 2026 : matériels et/ou locaux spécifiques aux activités bien-être sont déployés – recrutement socio-esthéticienne – recrutement psychomotricien ou APA. Annuel : organisation de 2 sessions minimum de café -familles et d'une journée des aidants.
Indicateurs d'évaluation du résultat de l'action	**Indicateurs de mise en œuvre** Formalisation et intégration du projet d'animation dans le système documentaire **Indicateurs de résultat (impact)** Recueil de la satisfaction des résidents Commission d'animation (nombre et CR) Café familles (nombre – satisfaction) Recrutement des professionnels (socio-esthéticienne et psychomotricien) Plan de formation
Points de vigilance Bonnes pratiques à promouvoir	Intégrer les activités aux projets d'accompagnement personnalisés

ANNEXE 8

AXE 2 : Déclinaison des plans et schémas d'organisation en santé sur les territoires et appréciation de l'activité des structures des CPOM ; transformation des établissements ; renforcement de l'efficience de gestion ; opérations de mutualisation de certaines fonctions, démarches de coopérations ; développement en matière de gestion de l'immobilier ou des achats

Fiche Action N°4 **Création et déploiement d'un CRT conventionné avec les EHPAD du site Le Blanc**	
Référent (personne ou institution) : Directeur établissement / MEDEC/ Cadre supérieur de santé	
Constat du diagnostic	Les EHPAD du site Le Blanc du Centre Hospitalier Châteauroux – Le Blanc ont une offre complète à savoir : hébergement permanent, hébergement temporaire, accueil de jour et PASA. Ils sont adossés à centre hospitalier comprenant une offre de soins élargie de la filière gériatrique : médecine, SMR et UCC, consultation gériatrique, bilan gériatrique en ambulatoire, SSIAD et HAD. Les ressources professionnelles spécialisés sont partagés comme : diététicienne, spécialités médicales, neuropsychologue, APA, .. La présence d'une filière spécialisée maladie neuro-dégénérative : UCC, accueil de jour, Unité protégée, PASA, plateforme de répit.
Objectif opérationnel (ou spécifique)	S'inscrire dans le projet et répondre à un appel à projet de l'ARS.
Description de l'action	Réfléchir à l'installation d'un CRT conventionné avec l'EHPAD après la transformation du SSIAD en SAD mixte en 2025 pour avoir une offre à domicile complète en appui de l'offre sanitaire existante. Définir le dimensionnement avec l'aide de l'ARS et du Conseil Départemental. Formaliser le projet CRT afin de répondre à un appel à projet.
Identification des acteurs à mobiliser	ARS / Département Direction du site, partenaires Professionnels médicaux et paramédicaux spécialisés
Moyens nécessaires	Validation de la création d'un CRT Nomination d'un porteur de projet.
Calendrier prévisionnel	2026 : validation création d'un CRT
Indicateurs d'évaluation du résultat de l'action	**Indicateurs de mise en œuvre** Décision d'autorisation d'un CRT Projet formalisé **Indicateurs de résultat** Nombre de bénéficiaires

ANNEXE 8

Points de vigilance **Bonnes pratiques à promouvoir**	Nomination d'un responsable projet Formalisation du projet Communication externe

ANNEXE 8

AXE 3: PARTICIPATION A DES DEMARCHES RELATIVES A LA STRUCTURATION DES PARCOURS DE PRISES EN CHARGE DES PERSONNES ; DEVELOPPEMENT DE NOUVELLES PRESTATIONS ; PARTENARIATS AVEC DES ETABLISSEMENTS ET CENTRES DE SANTE, Y COMPRIS CEUX PROPOSANT DES PRESTATIONS D'HOSPITALISATION A DOMICILE, DES ETABLISSEMENTS ET SERVICES SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX, DES PROFESSIONNELS DE SANTE ET DE L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL

Fiche Action N°5 **Déployer le volet EHPAD de Dxcare**	
Référent (personne ou institution): Direction des soins, Direction du système d'information	
Constat du diagnostic	Le logiciel Dxcare sanitaire est déployé depuis 2017 dans les EHPAD. Un nouveau volet spécifique EHPAD existe. Celui-ci doit être mise en place dans les EHPAD
Objectif opérationnel (ou spécifique)	Mise en œuvre de Dxcare EHPAD sur l'ensemble du secteur EHPAD.
Description de l'action	1/ Prévoir une réunion de pilotage avec le service informatique pour organiser la mise en fonction du logiciel Dxcare EHPAD 2/ Planifier la formation des professionnels 3/ Adapter les équipements aux besoins
Identification des acteurs à mobiliser	Professionnels de l'EHPAD, direction du système d'information, cadres et IDEC EHPAD, DALT
Moyens nécessaires	
Calendrier prévisionnel	1er trimestre 2025 : le logiciel Dxcare EHPAD est fonctionnel, les professionnels ont été formés.
Indicateurs d'évaluation du résultat de l'action	**Indicateurs de mise en œuvre** L'outil informatique Dxcare EHPAD est fonctionnel Suivi du nombre de professionnels formés Dxcare **Indicateurs de résultat (impact)** Suivi des EI
Points de vigilance **Bonnes pratiques à promouvoir**	Intégrer les projets d'accompagnement personnalisés dans l'outil informatique

ANNEXE 8

AXE 4: DEVELOPPEMENT DE LA QUALITE DE LA PRISE EN CHARGE DES RESIDENTS ; DEMARCHES FAVORISANT LA BIENTRAITANCE ET DEPLOIEMENT DE DISPOSITIFS DE SIGNALEMENTS PRECOCES EN CAS DE SITUATION DE MALTRAITANCE ; ACCOMPAGNEMENT DE LA FIN DE VIE DANS LE RESPECT DE LA DIGNITE ET DROITS DES PERSONNES ET ACCES AUX SOINS PALLIATIFS DES PERSONNES

Fiche Action N°6 **Accompagner la fin de vie en EHPAD**	
Référent (personne ou institution) : MEDCO / Psychologue	
Constat du diagnostic	Des professionnels sont formés : IDE et psychologue. L'équipe mobile de soins palliatifs est sollicitée régulièrement par le médecin coordonnateur.
Objectif opérationnel (ou spécifique)	Formaliser l'accompagnement de fin de vie en EHPAD
Description de l'action	1/ Formaliser les procédures et les intégrer au système documentaire 2/ Former des référents à l'accompagnement de fin de vie 3/ Encourager le développement des compétences des professionnels 4/ Mettre en place les astreintes IDE
Identification des acteurs à mobiliser	Direction du site, MEDCO, Psychologues, référents, cadres et IDEC, pharmacie, équipe mobile de soins palliatifs
Moyens nécessaires	Création d'un groupe de travail Formation Un temps supplémentaire de psychologue pourrait être nécessaire afin de déployer des formations et sensibilisation ainsi que des temps d'analyse de la pratique (0.20 ETP)
Calendrier prévisionnel	**2025 / 2026 / 2027**
Indicateurs d'évaluation du résultat de l'action	**Indicateurs de mise en œuvre** Les process sont formalisés et intégrer dans le système documentaire **Indicateurs de résultat** Suivi d'indicateur spécifique à l'accompagnement de fin de vie
Points de vigilance **Bonnes pratiques à promouvoir**	Promotion de la bientraitance Recueil des Directives anticipées

ANNEXE 8

AXE 5: RESSOURCES HUMAINES ; ACCOMPAGNEMENT DE L'EVOLUTION DES COMPETENCES PROFESSIONNELLES DES PERSONNELS ET APPROPRIATION DES RECOMMANDATIONS DE BONNES PRATIQUES PROFESSIONNELLES ; AMELIORATION DES CONDITIONS D'EMPLOI ET DE TRAVAIL

Fiche Action N°7 **Améliorer l'attractivité des emplois et métiers du médico-social (en particulier des IDE)**	
Référent (personne ou institution) : Direction des soins / DRH	
Constat du diagnostic	Des horaires en coupures existent sur l' EHPAD de l'ANGLIN et l'EHPAD ST LAZARE. Ces coupures sur une amplitude de 12 h avec un travail effectif de 8 h en semaine et de 10 h les WE et Jours fériés ne rendent pas attractifs le recrutement sur ces postes. De plus, ces horaires engendrent des heures supplémentaires. La coupure se faisant à un horaire où les médecins traitants peuvent venir dans la structure, mais également au moment du staff pluridisciplinaire tous les 15 jours. Les astreintes de nuit IDE ne sont pas en place. Une astreinte de nuit permettrait d'améliorer la continuité de prise en charge lors des accompagnements de fin de vie et en cas d'urgences. Des résidents sont transportés via le 15 aux urgences du site le Blanc hors présence de l'IDE et du médecin coordinateur. La présence d'une astreinte IDE pourrait permettre d'atténuer peut-être ces transferts.
Objectif opérationnel (ou spécifique)	Réinterroger les organisations IDE et la continuité des soins
Description de l'action	1/ Proposer un planning en 12 h avec des missions complémentaires comme la coordination des PAP, L'évaluation de la dépendance, l'accompagnement des médecins traitants lors des visites, la présence au staff, développer les soins supports comme le dépistage des dénutritions, l'accompagnement de fin de vie,...) 2/ Recrutement 1.40 ETP IDE supplémentaire (actuellement 3.70 ETP EHPAD ST LAZARE / EHPAD ANGLIN) 3/ Réfléchir à la mise en place des astreintes de nuit IDE
Identification des acteurs à mobiliser	Direction des soins, DRH, Cadres de santé / IDEC, IDE en poste.
Moyens nécessaires	Révision des maquettes organisationnelles Recrutement
Calendrier prévisionnel	Janvier 2025 – janvier 2026
Indicateurs d'évaluation du résultat de l'action	**Indicateurs de mise en œuvre** Organisation en 12 h Astreinte

ANNEXE 8

Points de vigilance **Bonnes pratiques à promouvoir**	**Indicateurs de résultat** Satisfaction des professionnels Effectif IDE complet Nombre d'appel IDE Astreinte Nombre de transfert résident vers les urgences hors présence médecin coordonnateur et hors présence IDE en journée.

ANNEXE 8

Fiche Action N°8 **Améliorer la prestation hôtelière des résidents**	
Référent (personne ou institution) : Direction de l'établissement	
Constat du diagnostic	Améliorer l''encadrement de l'équipe hôtelière et développer la prestation hôtelière
Objectif opérationnel (ou spécifique)	Recrutement d'une gouvernante et formaliser les process
Description de l'action	1/ Recrutement d'un professionnel d'encadrement de l'équipe hôtelière 2/ Formaliser les procédures hôtelières existantes et développer d'autres prestations.
Identification des acteurs à mobiliser	Direction du site, DRH, CS ingénieur cuisine, diététicienne
Moyens nécessaires	Personnel, formation.
Calendrier prévisionnel	**2026**
Indicateurs d'évaluation du résultat de l'action	**Indicateurs de mise en œuvre** Recrutement réalisé Organisation mise en œuvre Satisfaction des résidents et des personnels mesurée
Points de vigilance **Bonnes pratiques à promouvoir**	Intégration des résidents dans la réflexion des projets autour de la prestation hôtelière

ANNEXE 8

AXE 6: PROJETS SPECIFIQUES OU INNOVANTS DONT PROJETS IMMOBILIERS

Fiche Action N°4 **Création et déploiement d'un CRT conventionné avec les EHPAD du site Le Blanc**	
Référent (personne ou institution) : Directeur établissement / MEDEC/ Cadre supérieur de santé	
Constat du diagnostic	Les EHPAD du site Le Blanc du Centre Hospitalier Châteauroux – Le Blanc ont une offre complète à savoir : hébergement permanent, hébergement temporaire, accueil de jour et PASA. Ils sont adossés à centre hospitalier comprenant une offre de soins élargie de la filière gériatrique : médecine, SMR et UCC, consultation gériatrique, bilan gériatrique en ambulatoire, SSIAD et HAD. Les ressources professionnelles spécialisés sont partagés comme : diététicienne, spécialités médicales, neuropsychologue, APA, .. La présence d'une filière spécialisée maladie neuro-dégénérative : UCC, accueil de jour, Unité protégée, PASA, plateforme de répit.
Objectif opérationnel (ou spécifique)	S'inscrire dans le projet et répondre à un appel à projet de l'ARS.
Description de l'action	Réfléchir à l'installation d'un CRT conventionné avec l'EHPAD après la transformation du SSIAD en SAD mixte en 2025 pour avoir une offre à domicile complète en appui de l'offre sanitaire existante. Définir le dimensionnement avec l'aide de l'ARS et du Conseil Départemental. Formaliser le projet CRT afin de répondre à un appel à projet.
Identification des acteurs à mobiliser	ARS / Département Direction du site, partenaires Professionnels médicaux et paramédicaux spécialisés
Moyens nécessaires	Validation de la création d'un CRT Nomination d'un porteur de projet.
Calendrier prévisionnel	2026 : validation création d'un CRT
Indicateurs d'évaluation du résultat de l'action	**Indicateurs de mise en œuvre** Décision d'autorisation d'un CRT Projet formalisé **Indicateurs de résultat** Nombre de bénéficiaires
Points de vigilance **Bonnes pratiques à promouvoir**	Nomination d'un responsable projet Formalisation du projet Communication externe

ANNEXE 8

Fiche Action 9 **Projet Aménagement « jardin sensoriel et thérapeutique »**	
Référent (personne ou institution) : Animatrice	
Constat du diagnostic	Améliorer la politique de bientraitance en poursuivant le développement des outils de la bientraitance. Profiter d'un lieu extérieur à proximité des chambres des résidents. Y installer différents espaces : détente, repas, jeux, jardinet
Objectif opérationnel (ou spécifique)	Objectif général : Améliorer le cadre de vie des résidents en rendant le lieu attrayant, convivial accessible pour tous. Renouer avec la vie par les interactions entre résidents et nature Créer des interactions famille/résidents/salariés (en sollicitant les familles pour le don de plants, pour l'utilisation du lieu …) Objectifs spécifiques et opérationnels : Rétablir l'estime de soi, en introduisant le vivant et l'autonomie : le jardin établit le lien du geste à la conséquence du geste (arroser pour voir s'épanouir, grandir…) Provoquer le désir d'agir en participant spontanément à la découverte du lieu, aux semis, arrosages, plantations, aux jeux, … Retrouver des émotions par la création d'un espace « comme chez soi » Aptitudes visées : Faire des choix : plantes, fleurs, aménagement … Capacité à sortir seul ou accompagné Les sens : visuel, olfactif, sensoriel, … Communiquer avec les autres puisque lieu collectif pour créer des échanges à travers diverses situations (jardinage, jeux, …)
Description de l'action	Organisation : En amont : Préparation du lieu: nettoyage, réorganisation des bacs existants, plantation des grimpantes et arbustes. Installation des différents espaces détente, repas, jeux … Après le nettoyage : Animations orientées sur le jardinage Jeux extérieurs tous les 15 jours Ateliers cuisine avec les fruits ou à base des plantes récoltées Ateliers dégustation, goûters, dans l'espace « repas » du lieu
Identification des acteurs à mobiliser	L'animatrice et des bénévoles Les cadres et le personnel de l'EHPAD Les familles

ANNEXE 8

Moyens nécessaires	Matériel et agencement de l'environnement.
Calendrier prévisionnel	2025 - 2027
Indicateurs d'évaluation du résultat de l'action	**Indicateurs de mise en œuvre** Le matériel et l'environnement sont prêts **Indicateurs de résultat** Satisfaction des résidents

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ars Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire

INDRE LE DÉPARTEMENT

CONTRAT PLURIANNUEL D'OBJECTIFS ET DE MOYENS
de l'EHPAD « Le Castel » situé 5, rue des Gardes à SAINTE SEVERE-SUR-INDRE (36160)
N° FINESS EJ : 36 000 049 1
2025 – 2029

Entre,

D'une part, les autorités suivantes ayant délivré le (s) autorisation (s) d'activités couvertes par le CPOM :

Le Département de l'Indre,
Dénommé le Département

Adresse : Place de la Victoire et des Alliés – CS20639
Code postal : 36020
Commune : CHATEAUROUX Cedex

représenté par Monsieur Marc FLEURET, Président du Conseil départemental de l'Indre,

L'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire,
Dénommée l'ARS

Adresse : Cité Coligny, 131 rue du Faubourg Bannier
Code postal : 45 044
Commune : ORLEANS CEDEX

représentée par, Madame Clara DE BORT, Directrice générale de l'ARS Centre-Val de Loire

Et d'autre part,

L'association « Le Castel »
Dénommé l'Organisme gestionnaire
pour l'activité EHPAD

Adresse : 5, rue des Gardes
Code postal : 36160
Commune : SAINTE SEVERE-SUR-INDRE

représenté par Monsieur François DAUGERON, en qualité de Président de l'association « Le Castel » qui gère l'EHPAD « Le Castel », personne habilitée par le Conseil d'Administration à signer le CPOM conformément aux dispositions du IV ter A de l'article L.313-12 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

SOMMAIRE

Visas et références juridiques 1
TITRE 1 : L'OBJET DU CONTRAT 2
Article 1 : L'identification du gestionnaire et périmètre du contrat 3
1. Présentation de l'organisme gestionnaire 3
2. Périmètre du CPOM et présentation des établissements et services couverts par le CPOM 5
3. Partenariat (s) existant (s) et formalisé (s) du gestionnaire avec d'autres gestionnaires d'établissements ou services 6
4. Habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale 6
Article 2 : Les objectifs fixés au CPOM 6
1. Le diagnostic partagé 6
2. Les engagements des co-contractants 6
Article 4 : Moyens dédiés à la réalisation du CPOM 8
1. Les modalités de détermination des dotations des établissements et services du CPOM 8
2. Les modalités d'affectation des résultats pour les établissements et services du CPOM 14
3. Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) 14
4. Plan global de financement pluriannuel (PGFP) 15
TITRE 2 : LA MISE EN ŒUVRE DU CONTRAT 16
Article 5 : Le suivi et l'évaluation du contrat 16
1. Le comité de suivi 16
2. Les dialogues de gestion 17
3. Les contrôles de l'Agence Régionale de Santé et du Département 17
Article 6 : Le traitement des litiges 17
Article 7 : La révision du contrat 18
Article 8 : La date d'entrée en vigueur du CPOM et la durée du CPOM 18
Article 9 : Le renouvellement du contrat 18
Article 10 : Personnes de moins de 60 ans 18
Article 11 : Résiliation ou dénonciation du contrat 18
Article 12 : Cession d'autorisation, fusion, absorption 18
TITRE 3 : LA LISTE DES ANNEXES AU CPOM 19

Visas et références juridiques

Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L312-1, L. 313-11, L. 313-12 et L.313-12-2 ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2024-317 du 8 avril 2024 portant mesures pour bâtir la société du bien vieillir et de l'autonomie ;

Vu le décret du 7 juin 2023 portant nomination de Madame Clara DE BORT en qualité de Directrice Générale de l'ARS Centre-Val de Loire à compter du 12 juin 2023 ;

VU la décision n° 2024-DG-DS-0002 en date du 2 août 2024 portant délégation de signature à Monsieur Bertrand MOULIN, en tant que directeur général adjoint, à l'effet de signer tous actes et décisions relatifs à l'exercice des missions de la directrice générale de l'ARS Centre-Val de Loire telles que fixées à l'article L.1432-2 du code de la santé publique ;

Vu la délibération n° CD_2021 0701_001 relative à l'élection du Président du Conseil départemental de l'Indre ;

Vu l'arrêté du 3 mars 2017 fixant le contenu du cahier des charges du contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens prévu au IV ter de l'article L. 313-12 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu l'arrêté conjoint de l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire et du Conseil départemental de l'Indre en date du 24/05/2024, portant révision de la programmation des CPOM des établissements et services médico-sociaux de l'ARS Centre-Val de Loire et du Conseil départemental de l'Indre ;

Vu l'arrêté 2023-DSTRAT-015 portant adoption du projet régional de santé de la région Centre-Val de Loire en date du 26 octobre 2023 ;

Vu le schéma gérontologique départemental 2022-2028 de l'Indre adopté le 16 janvier 2023 ;

Vu l'arrêté conjoint n° 2018-DOMS-PA36-0300 et n° 2018-D-2889 du 18 octobre 2018 portant renouvellement de l'autorisation, modification de la répartition des places de l'EHPAD « Le Castel », sis 5, rue des Gardes 36160 SAINTE SEVERE-SUR-INDRE, géré par l'Association « Le Castel » et autorisation de création d'un Pôle d'Activité et de Soins Adaptés (PASA) de 14 places, sans extension de capacité ;

Vu l'arrêté conjoint n° 2024-DOMS-PA36-0159 et n° 2024-D-2817 du 25 novembre 2024 portant autorisation de transformation de 5 places d'hébergement temporaire en 5 places d'hébergement permanent pour personnes âgées dépendantes au sein de l'EHPAD Le Castel à SAINTE-SEVERE-SUR-INDRE, géré par l'Association Le Castel ;

Vu le CPOM 2020-2024 signé le 9 février 2021 entre le Président du Conseil départemental, le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire et le représentant de l'établissement ;

Vu la délibération du Conseil d'Administration de l'organisme gestionnaire de l'établissement l'EHPAD « Le Castel » en date du 20/06/2024 autorisant la signature du contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens.

Préambule

Le décret n° 2016-1815 du 21 décembre 2016 modifiant les dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles prévoit l'obligation réglementaire de signature d'un contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens pour les établissements et services mentionnés au 6° du même I lorsqu'ils relèvent de la compétence exclusive du Directeur général de l'Agence régionale de santé ou conjointe avec le Président du Conseil départemental.

Le CPOM, support du dialogue entre les parties signataires, doit permettre de mieux répondre aux enjeux d'accompagnement des usagers en introduisant une logique décloisonnée d'activités multiples et complémentaires, de parcours et de partenariats renforcés, qui sont les conditions de l'amélioration de la qualité de la prise en charge et d'un accès à la santé et à l'autonomie facilité.

Le CPOM est un outil à la disposition tant du gestionnaire que des autorités de tarification pour structurer l'offre médico-sociale sur le territoire départemental afin de mieux répondre aux besoins identifiés et priorisés dans le cadre des différents schémas élaborés.

Le CPOM est par ailleurs source de simplification administrative, pour l'aide sociale départementale, dans la mesure où il devient le document unique de contractualisation pour le gestionnaire.

Levier de performance pour les établissements et services médico-sociaux, le CPOM est un outil de déclinaison opérationnelle des objectifs du programme régional de santé, des schémas régional et départemental, d'amélioration continue de la qualité en référence aux recommandations de bonnes pratiques édictées par l'Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ANESM) et par la Haute autorité de santé (HAS), ainsi que le vecteur de promotion des démarches accomplies en matière d'efficience des organisations. Le CPOM s'appuie sur les projets stratégiques de l'organisme gestionnaire, dans la limite des objectifs et priorités des différents schémas.

Le CPOM permet également de fixer des objectifs en termes de transformation de l'offre de prestations des établissements et d'amélioration de l'efficience de la dépense.

Ayant préalablement réalisé un diagnostic objectif et documenté de la situation de l'établissement couvert par le contrat en s'appuyant notamment sur les résultats de la dernière évaluation externe, les parties signataires ont identifié les points forts et les axes d'amélioration de l'établissement (annexe 1).

Lorsqu'un ou plusieurs établissements et services couverts par le présent contrat sont rattachés à un établissement de santé signataire d'un CPOM prévu à l'article L. 6114-1 du Code de santé publique, celui-ci est mentionné dans le présent contrat et les parties signataires veillent à l'articulation et à la cohérence des engagements pris dans chacun des contrats, tout particulièrement en matière de parcours d'accompagnement et de partenariat.

Le CPOM ainsi élaboré dans un cadre de co-construction s'inscrit dans ces préalables et répond aux attentes et objectifs des parties signataires.

Il a été conclu ce qui suit :

TITRE 1 : L'OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat a pour objet de donner un cadre aux relations partenariales entre l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire, le Conseil départemental de l'Indre et l'Association « Le Castel » pour son activité EHPAD.

Il définit les objectifs et engagements du gestionnaire et les moyens qui lui seront alloués pendant la durée du contrat par l'ARS et le Conseil départemental.

Le CPOM doit permettre la déclinaison des objectifs des orientations du Projet Régional de Santé de l'ARS Centre-Val de Loire et du Schéma Départemental du Conseil départemental.

Les objectifs du CPOM sont regroupés selon 6 axes

- Axe 1 : Expression et participation individuelle et collective des résidents

- Axe 2 : Déclinaison des plans et schémas d'organisation en santé sur les territoires et appréciation de l'activité des structures des CPOM ; transformation des établissements ; regroupement d'établissements ; renforcement de l'efficience de gestion ; opérations de mutualisation de certaines fonctions, démarches de coopérations ; développement de la performance en matière de gestion de l'immobilier ou des achats ;

- Axe 3 : Participation à des démarches relatives à la structuration des parcours de prise en charge des personnes ; développement de nouvelles prestations ; partenariats avec des établissements et centres de santé, y compris ceux proposant des prestations d'hospitalisation à domicile, des établissements et services sociaux et médico-sociaux, des professionnels de santé et de l'accompagnement social ;

- Axe 4 : Développement de la qualité de la prise en charge des résidents ; démarches favorisant la bientraitance et déploiement de dispositifs de signalements précoces en cas de situation de maltraitance ; accompagnement de la fin de vie dans le respect de la dignité et des droits des personnes et accès aux soins palliatifs des personnes ;

- Axe 5 : ressources humaines ; accompagnement de l'évolution des compétences professionnelles des personnels et appropriation des recommandations de bonnes pratiques professionnelles ; amélioration des conditions d'emploi et de travail :

- Axe 6 : Projets spécifiques ou innovants dont projets immobiliers

Article 1 : L'identification du gestionnaire et périmètre du contrat

1. Présentation de l'organisme gestionnaire

Nom du gestionnaire (entité juridique)	**Association Le Castel**
N° FINESS entité juridique	3600000491
Président/Directeur	Président : François DAUGERON Directeur : Frédéric AUSSIETTE
Adresse	5 rue des Gardes 36160 SAINTE-SEVERE-SUR-INDRE
Téléphone	02 54 30 52 77
E-mail	contact@ehpad-castel.fr
Statut juridique	Association loi 1901, établissement privé à but non lucratif

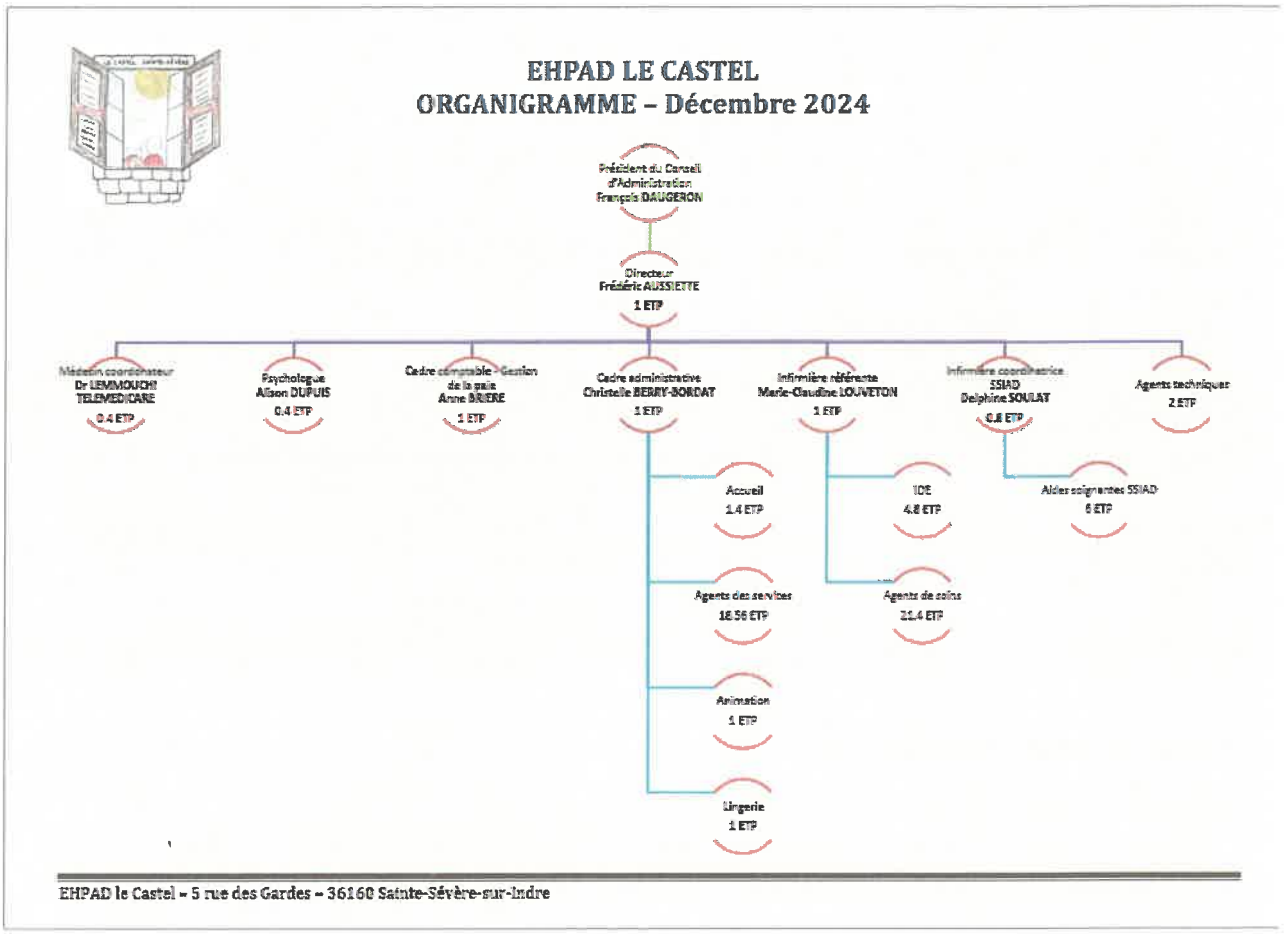
Politique développée par le gestionnaire :

La politique développée par l'établissement s'appuie sur le respect :
- des axes fondamentaux définis dans les lois 2002-2, 2015-1776 et le décret du 28 avril 2022,
- les recommandations de bonnes pratiques de la Haute Autorité de Santé (HAS),
- le programme régional de santé,
- le schéma gérontologique en cours du département de l'Indre 2023-2028.

Cela se traduit concrètement par :
- la généralisation du projet personnel d'accompagnement co construit avec le résident,
- la poursuite du développement de la qualité de prise en charge des résidents (bientraitance, accompagnement à la fin de vie,
- l'ancrage de la démarque qualité suite à l'évaluation de 2024,
- la mise en place d'un programme de qualité de vie au travail,
- la poursuite du programme de formation afin d'accompagner les agents dans leur développement professionnel,
- la redéfinition des organisations de travail afin de répondre aux objectifs supra,
- Le renforcement des coopérations et mutualisations, notamment inter EHPAD associatifs, dans le but de fiabiliser et sécuriser les organisations,
- la généralisation du numérique au cœur de l'EHPAD.

Modalités d'organisation de l'entité juridique : L'association le Castel est une association de type loi 1901, gérée par un conseil d'administration. L'association est composée d'un EHPAD et d'un SSIAD.
Le Directeur est désigné par le conseil d'administration. Il assure la gestion de l'établissement dans les dimensions : humaine, médico-sociale, technique, administrative et financière.
Il est garant de la qualité de la prise en charge, du bien-être et de la sécurité des résidents. Il est également garant du bon fonctionnement de l'EHPAD, dans le respect des bonnes pratiques et du cadre réglementaire.

Organigramme de l'entité juridique (organigramme fonctionnel et comprenant les ETP) :



Les différentes activités de l'entité juridique :

Secteur d'intervention	Département	Catégorie et Nom de l'établissement ou service	Date de 1ère autorisation et date de renouvellement	Capacité autorisée	Capacité installée
Grand Age	36	EHPAD le Castel	1ere date 12 janvier 1982 Renouvellement 03 janvier 2017	87	
	36	SSIAD le Castel	1ere date 14 mars 1989 Renouvellement 20 mars 2018	32	
Handicap					
Protection de l'enfance					
Inclusion sociale					
Secteur sanitaire					
Publics spécifiques					
Autre activité non soumise à autorisation					

Le cas échéant, l'organisation du siège : non concerné

Désignation le cas échéant de l'établissement ou du service ou de la personne morale signataire dudit contrat pour percevoir la dotation globalisée commune :

ESMS ou personne morale signataire destiné à percevoir la dotation Globalisée Commune PA	Monsieur François DAUGERON - Président
Caisse pivot de rattachement	MSA BERRY TOURAINE

2. Périmètre du CPOM et présentation des établissements et services couverts par le CPOM

Nom de l'établissement	EHPAD Le Castel
N° FINESS (ET)	36002141
Directeur	**Frédéric AUSSIETTE**
Adresse	5 rue des Gardes 36160 Sainte-Sévère-sur-Indre
Téléphone	02 54 30 52 77
Fax	
E-mail	contact@ehpad-castel.fr
Statut juridique	Association loi 1901, établissement privé à but non lucratif
Statut majoritaire du personnel/Convention collective du personnel appliqué	Convention collective nationale des établissements privés d'hospitalisation, de soins, de cure et de garde à but non lucratif du 31 octobre 1951
Option tarifaire choisie (section soins)	Partielle
Projet (s) de restructuration ou de transformation de l'offre prévu (s) [susceptibles d'entraîner en cours de contrat des modifications dans la nature et le nombre des autorisations concernées par le CPOM, en particulier s'il s'agit d'opérations de transformation exonérées d'appel à projet sous couvert de la signature d'un CPOM]	Projet de réhabilitation de l'EHPAD afin d'améliorer la qualité de vie des résidents, les conditions de travail des agents et l'efficacité énergétique du bâtiment. Parallèlement, l'établissement souhaite faire reconnaitre une UHR d'une capacité de 12 places. L'association envisage un projet de réhabilitation/extension ou reconstruction de l'EHPAD afin d'améliorer la qualité de vie des résidents, les conditions de travail des agents et l'efficacité énergétique du bâtiment. Ce projet permettra également d'améliorer l'accessibilité du bâtiment et d'atteindre les exigences réglementaires actuelles.

Capacités totales de l'établissement EHPAD Le Castel			
Activités :	**Capacité autorisée**	**Capacité installée**	**Dont habilité à l'aide sociale**
Hébergement permanent (HP)	84	84	84
- Dont unité sécurisée	31	31*	31
Hébergement temporaire (HT) médicalisé	3	3	3
Hébergement temporaire (HT) non médicalisé			
Pôle d'activités et de soins adaptés (PASA)	*14*	*14*	*14*
Unité d'hébergement renforcée (UHR)			
Services de soins infirmiers à domicile (SSIAD)	32	32	32
Equipe spécialisée Alzheimer (ESA)			
Autres, à préciser			
TOTAL	119	119	119

3. Partenariat (s) existant (s) et formalisé (s) du gestionnaire avec d'autres gestionnaires d'établissements ou services

- Charte de coopération des EHPAD privés associatifs de l'Indre
- C.H. CHATEAUROUX
- Opticiens
- EADSP
- EMG
- Equipe territoriale d'hygiène MS
- Kinés
- Ergothérapeutes
- Laboratoire
- Médecins libéraux
- Pharmacie

4. Habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale

L'établissement EHPAD Le Castel à Sainte Sévère-sur-Indre est habilité à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale.
L'annexe 6 précise les conditions de cette habilitation et en particulier les modalités de versement de la participation financière départementale aux établissements pour la couverture des frais des bénéficiaires de l'aide sociale départementale.
(Articles L. 342-3-1 et L. 313-8-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles)

Article 2 : Les objectifs fixés au CPOM

1. Le diagnostic partagé

Le CPOM établit les objectifs concertés entre les différentes parties au contrat sur la base du diagnostic partagé (cf. Annexe 1).

Ce diagnostic partagé a été élaboré au cours de l'année 2024 à l'aide des évaluations interne et externe, de l'évaluation du précédent CPOM, de rapports d'inspection, d'audit et du projet d'établissement, en s'appuyant notamment sur les axes fondamentaux inscrits dans les lois du 2 janvier 2002, 11 février 2005 et du 28 décembre 2015, les recommandations de bonnes pratiques de l'agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services médico-sociaux (ANESM) et de la Haute Autorité de Santé (HAS) et sur les priorités définies dans le Programme régional de santé ainsi que dans le schéma gérontologique départemental.

Il a permis de mettre en évidence les points forts, les axes d'amélioration et les objectifs à inscrire au contrat.

2. Les engagements des co-contractants

Les parties s'engagent sur les objectifs suivants :

Axes	Objectifs retenus
Axe 1 **Expression et participation individuelle et collective des résidents**	**1.1** Garantir la co construction des projets personnalisés d'accompagnement avec les résidents et leurs familles et leur réévaluation annuelle : - Participation du résident et si besoin de la personne de confiance à au moins une réunion d'échange sur son projet - Signature du projet par le résident ou sa personne de confiance
	1.2 Faciliter et renforcer l'accès au numérique
	1.3 Veiller à intégrer dans l'évaluation et l'élaboration des projets de vie une vision à moyen et long terme de l'évolution de la personne et de ses choix

Axe 2 **Déclinaison des plans et schémas d'organisation en santé sur les territoires et appréciation de l'activité des structures des CPOM ; transformation des établissements ; regroupement d'établissements ; renforcement de l'efficience de gestion ; opérations de mutualisation de certaines fonctions, démarches de coopérations ; développement de la performance en matière de gestion de l'immobilier ou des achats**	**2.1** S'engager et formaliser dans au moins une démarche de regroupement inter-établissements et de mutualisation de moyens (ex : implication dans les CLS, commission médicale unique par secteur en partenariat avec la CPTS, commission d'admission mutualisée par secteur, mutualisation gestion des ressources humaine, qualité, système d"information, organisation en GCSMS
	2.2 Mettre en place des actions pour ouvrir l'établissement aux personnes venant du domicile et les évaluer
	2.3 Participer aux réunions des coordinations gérontologiques et utiliser les outils de liaison existants sur le territoire
Axe 3 **Participation à des démarches relatives à la structuration des parcours de prise en charge des personnes ; développement de nouvelles prestations ; partenariats avec des établissements et centres de santé, y compris ceux proposant des prestations d'hospitalisation à domicile, des établissements et services sociaux et médico-sociaux, des professionnels de santé et de l'accompagnement social**	**3.1** Mettre en place le dossier usager informatisé et garantir la sécurité des échanges par le développement de la cyber sécurité
	3.2 S'impliquer avec les acteurs de la filière gériatrique pour améliorer la coordination ville / hôpital / médico-social (prévention des hospitalisations, préparation /programmation des hospitalisations et suite des hospitalisations)
	3.3 Organiser des bilans de santé et dépistages systématiques pour les seniors
	3.4 Améliorer l'accès aux soins en santé mentale des personnes âgées et conventionner avec un service de psychiatrie
	3.5 Développer la mobilisation des dispositifs d'accompagnement à la perte d'autonomie

Axes	Objectifs retenus
Axe 4 **Développement de la qualité de la prise en charge des résidents ; démarches favorisant la bientraitance et déploiement de dispositifs de signalements précoces en cas de situation de maltraitance ; accompagnement de la fin de vie dans le respect de la dignité et des droits des personnes et accès aux soins palliatifs des personnes**	**4.1** Améliorer la prise en charge des résidents atteints de maladies neurodégénératives ou de troubles du comportement, favoriser le maintien et la réhabilitation des fonctions cognitives du résident
	4.2 Améliorer la prévention de la dénutrition et les soins buccodentaires
	4.3 Améliorer la prévention et la prise en charge des chutes
	4.4 Améliorer la prévention de la iatrogénie médicamenteuse et la diminution de la polymédication et sécuriser le circuit du médicament
	4.5 Améliorer la couverture vaccinale contre la grippe
	4.6 Accompagner les établissements dans leur évolution pour répondre aux besoins des personnes accueillies
	4.7 Développer des actions de formation et d'information à destination des aidants
Axe 5 **Ressources humaines ; accompagnement de l'évolution des compétences professionnelles des**	**5.1** Porter au moins deux actions d'amélioration de la qualité de vie au travail dont une portant sur le modèle organisationnel

personnels et appropriation des recommandations de bonnes pratiques professionnelles ; amélioration des conditions d'emploi et de travail	**5.2** Développer les formations qualifiantes et/ou diplômantes (formations, alternance, validation des acquis de l'expérience)
	5.3 Participer à la mise en place d'un comité d'éthique partagé entre plusieurs établissements et services (bientraitance, droits et libertés des usagers)
	5.4 Favoriser l'attractivité des métiers du Grand Age
Axe 6 **Projets spécifiques ou innovants dont projets immobiliers**	**6.1** Développer des environnements favorables à la santé (qualité de vie, qualité de l'air, matériaux de construction, gestion des déchets, luminosité, accès aux locaux, accès à la nature, respect des réglementations énergétiques)
	6.2 Poursuivre l'adaptation et la modernisation des établissements existants

Les indicateurs devront être actualisés pour permettre le suivi des objectifs selon la fréquence indiquée dans le tableau de suivi des objectifs (cf annexe 3). Pour ce faire, ils feront partie intégrante du rapport d'activités annuel et seront transmis en même temps que l'état réalisé des recettes et des dépenses (ERRD).

Article 4 : Moyens dédiés à la réalisation du CPOM

En préalable, il est rappelé que les moyens dédiés du contrat s'inscrivent dans un calendrier budgétaire défini comme suit par le CASF :

- ✓ **Au plus tard le 31 octobre** de l'année qui précède l'exercice concerné, transmission aux autorités de tarification compétentes de l'annexe activité (cadre normalisé) via un dépôt sur la plateforme de la CNSA et éventuellement sur la plateforme du Département. Chaque autorité de tarification peut transmettre des observations sur ces prévisions dans un délai de 60 jours. Pour les établissements publics autonomes, transmission à l'ARS des délibérations liées au budget prévisionnel pour contrôle de légalité ;
- ✓ Notification des produits de tarification par les autorités de tarification ;
- ✓ **30 jours après la notification des ressources la plus tardive et au plus tard le 30 juin de l'année n,** transmission aux autorités de tarification du cadre normalisé de l'EPRD complet et ses annexes via un dépôt sur la plateforme EPRD de la CNSA ;

Dans un délai de 30 jours à compter de la date de dépôt sur la plateforme import EPRD, validation/rejet du cadre normalisé de l'EPRD complet et ses annexes par les autorités de tarification.

1. Les modalités de détermination des dotations des établissements et services du CPOM

1.1- Le GMPS :

L'évaluation de la perte d'autonomie des personnes hébergées dans l'établissement (Gir Moyen Pondéré : GMP) et l'évaluation de leurs besoins en soins (Pathos Moyen Pondéré : PMP) servent de base de calcul pour les forfaits dépendance et soins. Elles sont réalisées de façon simultanée par l'établissement, sous la responsabilité du médecin coordonnateur. Elles sont basées sur la plus récente des évaluations et, au plus tard, le 30 juin de l'année qui précède la conclusion du présent contrat, ainsi qu'au cours de la troisième année (articles R. 314-170 et suivants du CASF).

N° FINESS ET	Catégorie et nom de l'EHPAD	PMP	Validé le	GMP	Validé le
360002141	EHPAD LE CASTEL	213	12/04/2019	691	01/04/2019

17.

1.2- La dotation globale de soins :

Elle est d'un montant total de 1 622 164,76 € au 01/01/2024 avant actualisation. Elle comprend le cas échéant :

– Pour les EHPAD, conformément aux articles L. 314-2, R. 314-159 et suivants du CASF, le **forfait global de soins** pour l'hébergement permanent. Ce forfait peut également inclure des **financements complémentaires** relatifs notamment à des modalités d'accueil particulières (AJ, HT, PASA, PFR, UHR, etc.), ***des financements complémentaires reconductibles autres (Ségur, prime grand âge…) et*** **des financements complémentaires non reconductibles, attribués dans le cadre du CPOM pour la réalisation d'objectifs.**

Cette dotation sera actualisée chaque année en fonction des orientations budgétaires arrêtées dans le rapport d'orientation budgétaire établi annuellement par l'ARS.

Conformément à la réglementation en vigueur, la dotation de l'établissement pour l'hébergement permanent est déterminée par l'équation tarifaire :
[(PMP x 2,59) + GMP] x capacité installée HP x valeur du point

Tarif (partiel sans PUI)	
Avant actualisation :	1 622 164,76 €
- Dotation soins HP	1 076 935,10 €
- Financements complémentaires reconductibles (mesures SEGUR, prime grand âge…	382 512,75 €
- Financements complémentaires liés aux modalités d'accueil :	
o Financement complémentaire HT	92 551,24 €
o Financement complémentaire AJ	
o Financement complémentaire PASA	70 165,67 €
o Financement complémentaire UHR	
o Financement complémentaire PFR	

Financements complémentaires non reconductibles (article R314-163 II du CASF)

Financements complémentaires (art. R314-163 II CASF)	Objet	Montant
1° Des actions mises en œuvre dans le cadre de la prévention et de la gestion des situations sanitaires exceptionnelles	NEANT	
2° Du développement des parcours de santé et d'autonomie coordonnés et des modes d'exercice dont l'objectif est de mettre en œuvre des pratiques, des organisations ou des coopérations entre les structures médico-sociales, les structures sociales, les établissements et centres de santé ou les professionnels de santé, en particulier grâce aux systèmes d'information de santé	NEANT	
3° Des actions visant à améliorer la qualité et la sécurité des soins et des prises en charge des résidents notamment par le développement de la qualification des professionnels, particulièrement lorsque la complexité et l'urgence des situations le nécessitent	NEANT	
4° Des actions de prévention	NEANT	
5° Des opérations de modernisation, d'adaptation et de restructuration des établissements, y compris la compensation de frais financiers dans les conditions prévues à l'article D.314-205	NEANT	
6° Des actions spécifiques liées à la prise en charge des patients en situation de précarité ou de handicaps	NEANT	
7° Les prestations relatives aux modalités d'accueil expérimentales relevant du 12° du I de l'article L.312-1, ainsi que celles relatives aux structures autorisées dans le cadre d'appels à projet à caractère innovant	NEANT	
8° Des mesures prises pour renforcer l'attractivité de l'exercice des professions	NEANT	
TOTAL		

1.3- Le forfait global relatif à la dépendance

La part du forfait global relatif à la dépendance ne peut couvrir que les charges suivantes :

- ✓ Les fournitures pour l'incontinence ;
- ✓ Les fournitures hôtelières, les produits d'entretien, les prestations de blanchissage et de nettoyage à l'extérieur, concurremment avec les produits relatifs à l'hébergement,
- ✓ Les charges relatives à l'emploi de personnels affectés aux fonctions de blanchissage, nettoyage et service des repas, concurremment avec les produits relatifs à l'hébergement ;
- ✓ Les charges de personnel afférentes aux aides-soignants et aux aides médico-psychologiques ainsi qu'aux accompagnateurs éducatifs et sociaux, dans les conditions prévues au présent article et qui exercent effectivement les fonctions attachées à ces professions, concurremment avec les produits relatifs aux soins,
- ✓ Les charges nettes relatives à l'emploi de psychologues ;
- ✓ Les amortissements et dépréciations du matériel et du mobilier permettant la prise en charge de la dépendance et la prévention de son aggravation.

Modalités de calcul du forfait global relatif à la dépendance (articles R.314-172 et suivants du CASF)

Le Forfait Global Dépendance (FGD) de l'hébergement permanent (HP), correspond à l'équation tarifaire suivante :

$$\mathbf{FGD} = \left[\frac{niveaudepertedeautonomie}{nombredepersonneshébergées} \text{ x capacité autorisée x point GIR départemental}\right] + \text{financements complémentaires}$$

La répartition des résidents par niveau de GIR et la valorisation en points (1 040 points pour un GIR 1 ou 2, 660 points pour un GIR 3 ou 4 et 280 points pour un GIR 5 ou 6) permet de déterminer le **niveau de perte d'autonomie** de l'établissement.

La **valeur du point GIR départemental** est calculée en divisant le total des forfaits globaux dépendance de l'année N-1 de l'ensemble de tous les établissements du département par le total des points de la dernière évaluation du niveau de perte d'autonomie de ces établissements.
Le résultat de cette équation constitue le **niveau de ressource cible**, appelé forfait global dépendance cible.

Le résultat de cette équation est ensuite modulé en fonction de l'activité réalisée au regard de la **capacité de places autorisées et financées**. Toutefois, la décision d'appliquer la modulation au forfait dépendance revient au Département, autorité de tarification compétente.

Des modifications du forfait global relatif à la dépendance peuvent être envisagées pour tout projet nouveau en adéquation avec les orientations du schéma départemental gérontologique, dans le périmètre de l'autorisation, et sous réserve d'une validation et d'une autorisation préalable. Ce type de modification fait l'objet d'un avenant au CPOM.

Calcul des tarifs journaliers dépendance

Les tarifs journaliers afférents à la dépendance sont calculés de la manière suivante :

$$\text{tarif GIR 1-2} = \frac{\text{Forfait global dépendance}}{\text{nb de points GIR de l'étab.* X 365 (nb de jours d'ouverture)}} \text{ x 1 040}$$

$$\text{tarif GIR 3-4} = \frac{\text{Forfait global dépendance}}{\text{nb de points GIR de l'étab.* X 365 (nb de jours d'ouverture)}} \text{ x 660}$$

$$\text{tarif GIR 5-6} = \frac{\text{Forfait global dépendance}}{\text{nb de points GIR de l'étab.* X 365 (nb de jours d'ouverture)}} \text{ x 280}$$

* nb de points GIR de l'établissement résultant du classement de ses résidents

Financement du forfait global dépendance

Le Département de l'Indre finance le forfait global dépendance, déduction faite de :
- ✓ la participation des résidents bénéficiaires de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) de l'Indre au titre du tarif journalier GIR 5 et 6 ;
- ✓ la participation des résidents bénéficiaires de l'APA au titre des ressources, recouvrée par l'établissement d'accueil ;
- ✓ la participation des résidents de l'Indre non bénéficiaires de l'APA ;
- ✓ la participation des résidents qui ont conservé leur domicile de secours dans un autre département ;
- ✓ la participation acquittée par les résidents de moins de soixante ans.

A noter que pendant la période d'hospitalisation avec hébergement d'un résident ou pendant la période d'absence pour convenances personnelles d'un résident, - à condition qu'il ait informé préalablement l'établissement de cette absence dans les délais prévus dans son contrat de séjour-, sa participation au tarif afférent à la dépendance à sa charge ne lui est pas facturée.

Pour calculer la part du financement du Département de l'Indre, l'établissement doit fournir, dans l'annexe 4 « activité », la répartition prévisionnelle des résidents par GIR et le nombre de résidents dont le domicile de secours n'est pas dans l'Indre. Ce **document doit être rempli de façon sincère**. Le Département vérifiera la véracité de ces données sur la base des notifications des bénéficiaires de l'APA.

Le gestionnaire de l'établissement se doit d'être vigilant d'une part sur le maintien de son activité et d'autre part sur les droits à l'APA de ses résidents.

1.4- La tarification de l'hébergement

Cadre général

L'EHPAD est habilité à l'aide sociale départementale. La tarification de l'hébergement permanent relève donc exclusivement de la compétence du Président du Conseil départemental de l'Indre pour les seuls résidents bénéficiaires de l'aide sociale (article L. 314-2 I-3e du CASF).

Dans le cadre de l'habilitation totale, une part de la capacité est tarifée hors tarification à l'aide sociale pour les résidents non bénéficiaires de l'aide sociale, dans la mesure où l'établissement a accueilli en moyenne moins de 50 % de bénéficiaires de l'aide sociale départementale par rapport à sa capacité agréée sur les trois derniers exercices (article L.342-3-1 du CASF et suivants et D.342-1 et suivants du CASF), en application des modalités prévues au CPOM et à la convention d'aide sociale (annexe 6).
L'établissement peut ainsi choisir de retenir pour l'ensemble des résidents le tarif arrêté par le Président du Conseil départemental pour les bénéficiaires de l'aide sociale ou d'établir un tarif spécifique pour les résidents à titre payant sur délibération du Conseil d'administration. Dans ce cas, il devra appliquer les dispositions indiquées ci-dessous.

Pour les résidents bénéficiaires de l'aide sociale, le Département prend en charge le coût journalier d'hébergement comprenant :
- ✓ le ou les tarif(s) journalier(s) afférent(s) à l'hébergement correspondant au **socle de prestations** (annexe 2-3-1 du CASF), à savoir :
  - les charges d'exploitation à caractère hôtelier et d'administration générale ;
  - les fournitures hôtelières, les produits d'entretien, les prestations de blanchissage, et de nettoyage à l'extérieur concurremment avec les produits relatifs à la dépendance ;
  - les charges relatives à l'emploi de personnels affectés aux fonctions de blanchissage, nettoyage et service des repas, concurremment avec les produits relatifs à la dépendance ;
  - les charges relatives à l'emploi de personnels assurant l'accueil, l'animation de la vie sociale, l'entretien, la restauration et l'administration générale ;
  - les amortissements des biens meubles et immeubles autres que le matériel médical ;
  - les charges financières ;
  - éventuellement les dotations aux provisions et les charges exceptionnelles ;
- ✓ le tarif journalier afférent à la dépendance en GIR 5-6 (ticket modérateur).

Pour **les résidents non bénéficiaires de l'aide sociale** (à titre payant), le prix des prestations de l'hébergement relève de la compétence de l'Organisme gestionnaire de l'établissement (article L. 342-1 et suivants du CASF).

Types de prestations d'hébergement

Les prestations offertes doivent prévoir dans tous les cas un "socle de prestations" comprenant des prestations d'administration générale, d'accueil hôtelier, de restauration, de blanchissage du linge hôtelier et d'animation de la vie sociale (annexe 2-3-1 du CASF) ;

Elles peuvent prévoir en supplément du « socle des prestations », d'autres prestations d'hébergement librement acceptées et acquittées par les résidents non bénéficiaires de l'aide sociale.

Modalités de fixation du ou des tarif(s) pour les bénéficiaires de l'aide sociale départementale

Le Département arrête chaque année un taux directeur prévu à l'arrêté du 3 mars 2017 fixant le contenu du cahier des charges du CPOM prévu au IV ter de l'article L.313-12 du CASF. Ce taux ne constitue ni un droit, ni un maximum mais un indicateur. Il s'applique, selon les dispositions des articles L. 313-8 et R 314-40 CASF, sur les dépenses hors charges financières et dotations aux amortissements.

Le Département reste attaché au **principe d'une concertation annuelle**. Afin de préparer la rencontre annuelle entre le Département et l'Organisme gestionnaire, ce dernier devra fournir, au plus tard, pour le 31 octobre les documents suivants :

- ✓ Un rapport détaillé et justifié laissant apparaître ses besoins, ses problématiques et l'état de ses demandes ;
- ✓ Une étude financière d'impact et des surcoûts ;
- ✓ Des documents justificatifs.

Cette rencontre permettra de débattre, selon les orientations du Département :

- ✓ Des modalités de fonctionnement de l'établissement ;
- ✓ Des impacts financiers sur la tarification dans le cadre du CPOM ;
- ✓ De l'évolution de la réalisation du Projet Pluriannuel d'Investissement (PPI) ;
- ✓ Du projet d'établissement.

A l'issue de cette démarche, le Département pourra soit :

- ✓ appliquer le taux directeur ainsi que la prise en compte des charges financières et des dotations aux amortissements;
- ✓ prendre en compte, en totalité ou partiellement, les demandes spécifiques exprimées et ainsi amender l'évolution du tarif hébergement retenu en année N – 1. Le tarif ainsi établi pour l'année N est arrêté par le Président du Conseil départemental tandis que le tarif libre, si l'établissement décide d'appliquer cette procédure, est fixé par délibération du Conseil d'administration de l'établissement.

Le **tarif journalier moyen afférent à l'hébergement pour les bénéficiaires de l'aide sociale âgés de soixante ans et plus**[1], est calculé de la manière suivante :

$$\text{Montants des charges et recettes prévisionnelles de la section hébergement arrêtés par groupes par le département} = \frac{\text{hébergement arrêtés par groupes par le département}}{\text{activité prévisionnelle de l'exercice}}$$

Ce tarif journalier moyen afférent à l'hébergement peut être modulé par l'Organisme gestionnaire (article R. 314-182 du CASF) afin de tenir compte notamment :

- ✓ du nombre de lits par chambre ;
- ✓ des chambres pour couple dont l'un des membres n'est pas dépendant ;
- ✓ de la localisation et du confort de la chambre ;
- ✓ de l'accueil temporaire ;
- ✓ de l'accueil de jour ;
- ✓ des coûts liés à la prise en charge des personnes sous protection.

1 Le tarif appliqué aux résidents âgés de moins de 60 ans est précisé à l'article 5.

Modalités de fixation des prix pour les résidents à titre payant et leur variation

(article L.342-3-1 du CASF, en application de l'article 24 de la loi n° 2024-317 du 8 avril 2024 portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir et de l'autonomie) :

Les EHPAD habilités totalement ou partiellement peuvent opter, après en avoir informé le Conseil départemental, pour les dispositions suivantes :

- Le Président du Conseil départemental fixe le tarif opposable aux bénéficiaires de l'aide sociale
- Le tarif fixé par l'établissement et opposable aux résidents payants ne peut être supérieur à celui fixé par le Président du Conseil départemental pour les bénéficiaires de l'aide sociale d'un taux fixé par décret. Le RDAS peut cependant fixer un taux moins élevé afin de maintenir une offre d'hébergement accessible.
- Les établissements appliquant cette facturation, transmettront au Président du Conseil départemental avant le 31 mars de chaque année, un état des demandes reçues et des admissions prononcées au cours de l'exercice précédent ainsi qu'un état du nombre de bénéficiaires de l'aide sociale accueillis. Une convention d'aide sociale conclue pour une durée maximale de cinq ans entre le représentant de l'établissement et le Président du Conseil départemental peuvent fixer à l'établissement des objectifs en matière d'admission de bénéficiaires de l'aide sociale.
- Les tarifs afférents à l'hébergement appliqués aux résidents ne bénéficiant pas de l'aide sociale départementale sont revalorisés chaque année dans la limite du pourcentage prévu à l'article L. 342-3 (pourcentage fixé au 1er janvier de chaque année par arrêté des ministres chargés des personnes âgées et de l'économie), sous réserve que l'écart entre ces tarifs et les tarifs applicables aux personnes bénéficiaires de l'aide sociale départementale n'excède pas le taux fixé annuellement par décret.

Tarification des personnes âgées de moins de 60 ans

Le prix de journée de l'hébergement des résidents de moins de soixante ans est équivalent (article R.314-188 du CASF) :

- ✓ au tarif moyen journalier afférent à l'hébergement ;
- ✓ auquel est ajouté la part de forfait global relatif à la dépendance obtenu en divisant ce dernier par le nombre de jours d'ouverture, multiplié par la capacité de places autorisées et financées de l'établissement.

Ce tarif est affecté aux charges d'hébergement, sur la base du tarif journalier moyen à l'hébergement, et pour le solde, à la couverture des charges de dépendance.

Le prix de journée de l'hébergement des résidents de moins de soixante ans est arrêté par le Président du Conseil départemental pour les résidents bénéficiaires de l'aide sociale.

Pour les résidents non bénéficiaires de l'aide sociale (ou si le principe de libre tarification est appliqué), le Conseil d'administration de l'établissement fixe par délibération le tarif moyen journalier afférent à l'hébergement.

Pour l'ensemble des résidents, la part de forfait global relatif à la dépendance est arrêtée par le Président du Conseil départemental.
L'évolution du tarif moyen journalier afférent à l'hébergement est basée sur celle de la tarification de l'hébergement. Quant à celle du forfait relatif à la dépendance, elle relève des dispositions citées précédemment (article 2 du titre 2).

1.5- La modulation des moyens

Conformément à l'article R314-160 du CASF, la part du forfait global relatif au soin résultant de l'équation tarifaire est modulée en fonction de l'activité réalisée au regard de la capacité de places autorisées et financées d'hébergement permanent de l'établissement.

Conformément aux dispositions de l'article R314-161 du CASF les financements complémentaires pour AJ/HT sont modulés selon l'activité attendue.

2. Les modalités d'affectation des résultats pour les établissements et services du CPOM

Le CPOM fixe les modalités d'affectation des résultats en lien avec ses objectifs. La libre affectation des résultats par le gestionnaire est le principe pour l'EHPAD « Le Castel » à sainte Sévère-sur-Indre sous réserve du respect des engagements pris dans le CPOM, des équilibres budgétaires, des projets d'investissement et des modalités suivantes :

Conformément à l'article R. 314-234 CASF, les résultats excédentaires sont à affecter en priorité :

1. à l'apurement des déficits antérieurs de ce compte de résultat ;
2. à un compte de report à nouveau ;
3. au financement de mesures d'investissement ;
4. à un compte de réserve de compensation des déficits ;
5. à un compte de réserve de trésorerie, dans la limite de la couverture du besoin en fonds de roulement, tel que défini au III de l'article R.314-48 du CASF ;
6. à un compte d'excédent affecté à la compensation des charges d'amortissement des équipements, agencements et installations de mise aux normes de sécurité.

En conséquence, la couverture des déficits qui reste de la responsabilité de l'organisme gestionnaire, est couverte en priorité :

1. par le compte de report à nouveau excédentaire de ce compte de résultat ;
2. puis, le cas échéant, par la reprise de la réserve de compensation de ce compte de résultat ;
3. pour le surplus éventuel, affectée à un compte de report à nouveau déficitaire de ce compte de résultat.

Toutefois, il est rappelé que conformément aux articles L. 313-14-2 et R. 314-236 du CASF, l'ARS et le Département pourront demander la récupération de certains montants dès lors qu'ils constatent :

- ✓ des dépenses sans rapport ou manifestement hors de proportion avec le service rendu ou avec les coûts des ESMS fournissant des prestations comparables en termes de qualité de prise en charge ou d'accompagnement ;
- ✓ des recettes non comptabilisées.

Cette récupération viendra en déduction de la tarification de l'exercice au cours duquel le montant à récupérer est constaté, ou de l'exercice qui suit.

Par ailleurs, lors de l'étude des projets pluriannuels d'investissement, il sera tenu compte des anticipations réalisées ou non par l'organisme gestionnaire sur les affectations de résultat.

La transmission des documents de l'ERRD mentionnés aux article R. 314-232 et R. 314-233 du CASF, devra être faite au plus tard le 30 avril de l'année n+1.

En cas d'absence de transmission des documents mentionnés à l'article R. 314-232, dans les délais fixés au III du même article, l'autorité de tarification fixe d'office le montant et l'affectation du ou des résultats.

3. Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI)

Le plan pluriannuel d'investissement a pour objectif de retracer les grands équilibres financiers des investissements d'un établissement sur cinq ans et s'impose lorsqu'un établissement doit faire face à des projets d'investissement et/ou de restructuration.
Son objectif est de s'assurer que les choix faits dans le cadre des programmes garantiront le maintien ou l'amélioration des grands équilibres de la structure financière de l'ESMS.

Le programme d'investissement, le plan de financement pluriannuel ainsi que les emprunts dont la durée est supérieure à 1 an doivent être approuvés par l'autorité de tarification (art. L.314-7 du CASF, art. R314-20 du CASF).
Les modifications des programmes d'investissement, de leurs plans de financement ou des emprunts doivent être approuvées par l'autorité de tarification lorsqu'elles sont susceptibles d'entraîner une augmentation des charges de la section d'exploitation.

L'approbation des PPI des EHPAD relève de la compétence du Conseil départemental.

Le plan pluriannuel d'investissement doit faire l'objet d'une présentation distincte des propositions budgétaires et présenté selon le cadre réglementaire.

L'ensemble des investissements de l'EHPAD « Le Castel » prévus pendant la période effective du CPOM ont fait l'objet d'un Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) par ESMS expressément validé par les autorités de tarification compétentes.

Etablis sur une durée de 5 ans et par établissements et services, ces PPI intègrent les mesures de renouvellement ordinaire des biens amortissables qui trouvent leur autofinancement par les mécanismes comptables et financiers habituels (section d'investissement/dotation aux amortissements).
Toutefois, en cas de nouveaux investissements, un PPI est à déposer auprès des autorités de tarification. Ces dernières disposent d'un délai de 60 jours pour faire connaître leur opposition (approbation tacite au-delà de ce délai).

En sus de ce renouvellement ordinaire, des investissements, des projets supplémentaires d'investissement (liées souvent à la sécurité/mise aux normes/réhabilitation lourde des locaux) sont également inclus dans les PPI.

Tout surcoût issu des PPI pesant sur le budget d'exploitation devra être financé dans les limites de la Dotation Globalisée.

L'association « Le Castel » pour son activité EHPAD devra prioriser entre les différents plans pluriannuels de financement et d'investissement ; la consolidation de ces derniers devant être globalement équilibrée.

Tout recours à l'emprunt de l'association « Le Castel » pour ce motif devra faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable au Département de l'Indre.

Hormis les PPI validés, aucun autre investissement ne pourra être engagé sans accord expresse du Département de l'Indre et le cas échéant, entraînera une révision des PPI concernés. L'accord du Département de l'Indre fera l'objet d'un avenant au contrat.

L'EHPAD « Le Castel » à Sainte Sévère-sur-Indre n'a pas fourni à la date de signature du CPOM un PPI complet (tel qu'énoncé au présent article et selon les dispositions de l'arrêté NOR: SOCA0324061A du 22 octobre 2003) ; par conséquent, les autorités de tarification n'ont validé aucun Plan Pluriannuel d'Investissements dans le cadre de ce CPOM. Le PPI et les modalités de financement définitivement approuvés par les autorités de tarification feront donc l'objet d'un avenant au CPOM.

4. Plan global de financement pluriannuel (PGFP)

Le Plan global de Financement Pluriannuel (PGFP), d'une durée de 5 ans, est présenté en annexe 4.

Les orientations majeures de ce PGFP sont les suivantes :

Les investissements envisagés au cours du prochain CPOM sont :
- Les mesures de renouvellement ordinaire des biens amortissables,
- Le projet de réhabilitation et/ou de reconstruction de l'EHPAD afin d'améliorer la qualité de vie des résidents, les conditions de travail des agents et l'efficacité énergétique du bâtiment,
- Les travaux de renouvellement du process de blanchisserie.

Le projet de réhabilitation extension, sur la base d'une étude de programmation réalisée en 2022, était basé sur une restructuration/extension pour un coût 2022 de 13 179 705 € TDC.
Le délai prévisionnel est de 24 mois d'études et de conception puis 64 mois de travaux.
Pour les travaux de renouvellement du process de blanchisserie, process dédié quasi exclusivement au traitement du linge de résident. Ces travaux nécessiteront au préalable le traitement par confinement du plafond amianté et la dépose d'une goulotte afin de rétablir le degré coupe-feu du plancher et in fine d'améliorer la démarche RABC ;
L'estimation est la suivante :
- Travaux : 31 813.45 € TTC
- Process : 60 000.00 € TTC

Il est mis à jour chaque année dans le cadre de l'EPRD et en cas de modification des PPI, ou lorsque les prévisions relatives aux recettes et aux dépenses sont substantiellement modifiées.

Il est et reste conforme à tous les engagements financiers contractualisés par ailleurs (PPI validés, autorisations, convergence en EHPAD, Plan de Retour à l'Equilibre…).

TITRE 2 : LA MISE EN ŒUVRE DU CONTRAT

Article 5 : Le suivi et l'évaluation du contrat

1. Le comité de suivi

1.1- La composition du comité de suivi

Un comité de suivi du contrat est instauré dès la conclusion du contrat. Sa composition figure dans le contrat et précise la qualité des représentants de chaque entité :
- représentant(s) du Département de l'Indre ;
- représentant(s) de l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire ;
- représentant(s) de l'organisme gestionnaire et/ou de l'établissement ;

Le comité de suivi est chargé de s'assurer de la bonne exécution du contrat.

1.2- Documents à produire en cours de contrat

Le comité de suivi s'appuie sur les documents et comptes rendus produits par le gestionnaire dans le cadre de ses obligations légales et réglementaires :
- documents budgétaires et comptables ;
- suivi des objectifs du présent contrat ;
- données du tableau de bord de la performance ;
- bilan des actions mises en œuvre dans le cadre des suivis d'inspections réalisés dans les ESMS intégrés au présent contrat ;

L'évaluation de la qualité du ou des établissements concernés par le CPOM sera à transmettre conformément à la réglementation en vigueur (décret n° 2021-1476 du 12 novembre 2021 relatif au rythme des évaluations de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux) et à l'arrêté de programmation pluriannuelle.

Le rapport annuel d'étape

Le rapport annuel d'étape établi par l'établissement doit être transmis au plus tard au 30 avril de chaque année, dans le cadre de l'ERRD, qui comporte :

- ✓ Le cadre normalisé de l'ERRD complet et ses annexes ;
- ✓ Un compte d'emploi établi pour chaque compte de résultat, qui comprend :
  - Une annexe relative à l'activité réalisée, dont le modèle est fixé par arrêté interministériel, et qui différencie, le cas échéant, les charges couvertes par les différents financeurs ;
  - Le tableau des effectifs et des rémunérations, qui inclut les charges sociales et fiscales ;
  - Le tableau de détermination et d'affectation du ou des résultats ;
  - Le Plan Pluriannuel d'Investissement actualisé.
- ✓ Un rapport financier et d'activité qui comprend :
  - L'exécution budgétaire de l'exercice considéré ;
  - L'activité et le fonctionnement des établissements et services, au regard notamment des objectifs du présent contrat ;
  - L'affectation des résultats ;

Il est accompagné des documents supplémentaires suivants :

- ✓ L'annexe 3 du CPOM (tableau des objectifs fixés assortis des indicateurs) ;
- ✓ Le tableau de suivi des provisions et des réserves par établissement ;
- ✓ Le tableau de suivi des crédits non reconductibles de la section soins par établissement et service.

L'ARS et le Département se réservent le droit de réaliser toute vérification permettant de s'assurer de la conformité du rapport annuel.

2. Les dialogues de gestion

Afin de réaliser ce dialogue de gestion, une réunion est organisée entre les représentants de l'établissement EHPAD « Le Castel », du Département de l'Indre et de l'Agence Régionale de Santé du Centre-Val de Loire.

Le comité de suivi se réunit au moins à deux reprises au cours du contrat :

- **au cours de la troisième année**, pour un point à mi-parcours : le comité examine la trajectoire de réalisation des objectifs fixés, sur la base du bilan d'étape proposé par le gestionnaire qui intègre des éléments permettant d'apprécier la qualité de l'accompagnement ; il constate les résultats obtenus et les efforts engagés ; il signale les difficultés ou les retards pris et arrête des mesures correctrices. Il peut convenir de réajuster les objectifs et moyens initiaux lorsque les circonstances le justifient ; dans ce cas, un avenant au CPOM est conclu entre les parties signataires ; Un compte rendu partagé doit être rédigé pour permettre d'apprécier ce point d'étape.

- **au cours de la cinquième année du contrat**, pour un bilan final et la préparation du nouveau contrat : le comité examine les résultats obtenus par le gestionnaire sur la base d'un bilan proposé par celui-ci. Compte tenu de ce bilan final, le comité de suivi établit des propositions de priorités et d'objectifs pour le CPOM prenant la suite du contrat arrivant à échéance. Ce bilan alimentera le diagnostic pour le renouvellement du CPOM.

Un dialogue de gestion supplémentaire au cours de la quatrième année d'exécution du contrat peut être organisé si besoin :

En cas de difficultés lors du dialogue de gestion se tenant la troisième année ou afin d'anticiper la prorogation ou le renouvellement du contrat, le conseil départemental ou l'ARS peuvent ajouter un dialogue de gestion supplémentaire au cours de la quatrième année d'exécution du contrat pour prise en compte des circonstances imprévisibles ou exceptionnelles.

En dehors des dialogues de gestion, il est de la responsabilité de chaque partie signataire de saisir le comité de suivi lorsque des circonstances (notamment des difficultés financières) ou faits nouveaux font peser un risque fort sur les conditions d'exécution du contrat, tant du point de vue des objectifs que des moyens.

La partie signataire concernée saisit les autres parties de manière circonstanciée, par lettre recommandée avec accusé de réception, ou tout autre moyen permettant d'attester que la saisine a bien été portée à la connaissance des destinataires. A compter de la dernière date de réception attestée, les membres du comité de suivi disposent de deux mois pour convenir, par tout moyen approprié (réunion, échange de courriers, etc.) des suites à donner à la saisine.

3. Les contrôles de l'Agence Régionale de Santé et du Département

L'ARS du Centre-Val de Loire et le Département de l'Indre pourront procéder, à tout moment, dans le cadre de leurs prérogatives, au contrôle sur pièces et sur place de l'utilisation des financements attribués au titre du contrat et de la qualité de la prise en charge des usagers.

L'établissement EHPAD « Le Castel » s'engage à faciliter, le contrôle par les autorités d'autorisation et de tarification de la réalisation des objectifs, en particulier par l'accès à toutes pièces justificatives, et de la bonne application de la réglementation en vigueur.

Article 6 : Le traitement des litiges

Les parties s'engagent à chercher toute solution amiable en cas de désaccord sur l'exécution ou l'interprétation du présent contrat. A défaut d'accord amiable, le différend pourra être porté devant la juridiction compétente (Tribunal Administratif de Limoges, 2 cours Bugeaud – CS 40410 - 87011 LIMOGES Cedex).

.

Article 7 : La révision du contrat

Les parties signataires peuvent convenir d'une révision du CPOM, compte tenu des conclusions du comité de suivi à l'issue des dialogues de gestion ou des saisines exceptionnelles. Cette révision prend la forme d'un avenant au CPOM. Cet avenant ne peut avoir pour effet de modifier la durée initialement prévue du CPOM.

Dans le cadre du partenariat qui le lie au Département et à l'ARS, l'EHPAD s'engage à les informer de toute modification qui interviendrait après la signature du présent accord (augmentation ou baisse des demandes au titre de l'aide sociale notamment ainsi que les changements de coordonnées).

Des avenants au présent contrat pourront être conclus par accord entre les parties signataires. Ils prendront en compte les modifications substantielles par des ajustements qui s'avéreraient nécessaires relatifs soit aux objectifs définis, soit aux moyens mis en œuvre, soit à l'évolution de la réglementation.

Article 8 : La date d'entrée en vigueur du CPOM et la durée du CPOM

Le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens est conclu pour une durée de 5 ans à compter du 1er janvier 2025.

Article 9 : Le renouvellement du contrat

Ce contrat n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

Six mois avant le terme quinquennal, les parties engageront des négociations à l'initiative de l'établissement cocontractant afin d'arrêter les conditions dans lesquelles le contrat peut être renouvelé.

Article 10 : Personnes de moins de 60 ans

Du fait de son statut d'EHPAD, l'établissement n'a pas vocation à recevoir des personnes de moins de 60 ans. Ce n'est qu'à titre exceptionnel eu égard à des pathologies particulières, qu'une dérogation préalable à toute admission, pourra être accordée par décision administrative du Conseil départemental de l'Indre après validation médicale du service médical de la Direction de l'autonomie.

Article 11 : Résiliation ou dénonciation du contrat

Le présent contrat pourra être résilié :

- de plein droit selon l'évolution législative ou réglementaire
- de plein droit en cas de suspension ou retrait de l'autorisation administrative
- de plein droit en cas de fermeture définitive de l'établissement (cessation d'activité)
- avant son terme en cas de non-respect des engagements par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception adressée aux signataires du contrat, ladite résiliation ne prendra effet qu'à l'échéance d'un délai de six mois à compter de la réception de la lettre recommandée.

Article 12 : Cession d'autorisation, fusion, absorption

L'autorisation a été accordée à l'association « Le Castel » pour son activité EHPAD.

Toute modification de gestionnaire fera l'objet d'une demande de cession d'autorisation auprès des autorités compétentes.

En cas de cession de son activité, et sous réserve de la validation par les autorités de tarification, le cessionnaire reprendra l'intégralité des engagements souscrits dans le contrat et ses avenants successifs. Le contrat continuera alors de plein droit.

TITRE 3 : LA LISTE DES ANNEXES AU CPOM

Des annexes sont jointes au contrat et sont opposables aux parties signataires comme le corps du contrat.

1. Les annexes suivantes sont obligatoires et communes à tous les CPOM. Elles sont produites spécifiquement pour le CPOM

Annexe 1 – Le diagnostic partagé.
Cette annexe explique les modalités de réalisation du diagnostic partagé (documents consultés, participation des personnels…) et ses principaux enseignements. Elle permet d'apprécier la situation du gestionnaire et des établissements et services parties du contrat avant la conclusion du CPOM. Elle sert de base à la définition de l'ensemble des objectifs du CPOM.

Annexe 2 - La réponse des établissements et services du CPOM aux besoins territoriaux et leur inscription dans l'offre de santé et d'autonomie sur le territoire.
Cette annexe décrit la façon dont les établissements et services couverts par le CPOM répondent aux besoins identifiés par les différents schémas locaux et développent les logiques de parcours permettant de mieux répondre aux besoins de prise en charge des personnes. Elle détaille les projets de transformation d'activité entraînant, dans la durée du CPOM, une modification des arrêtés d'autorisation d'activité.

Annexe 3 – Tableau des objectifs fixés assortis des indicateurs
Les indicateurs devront être actualisés annuellement pour permettre le suivi des objectifs. Pour ce faire, ils feront partie intégrante du rapport d'activités annuel et seront transmis en même temps que l'état réalisé des recettes et des dépenses (ERRD).

Annexe 4 - Le plan global de financement pluriannuel (PGFP)

Annexe 5 – Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI)

Cette annexe précise les principaux investissements prévus à la date de signature du CPOM pour les cinq années suivantes. A la signature du CPOM, le PPI de l'EHPAD « Le Castel » à Sainte Sévère-sur-Indre n'a pas été fourni

2. L'annexe suivante est obligatoire pour ceux des établissements concernés. Elle est produite spécifiquement pour le CPOM

Annexe 6 - L'habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale.

3. Sont obligatoirement annexés au contrat des documents permettant d'éclairer la situation du gestionnaire, des établissements et services. Elles ne sont pas produites spécifiquement pour le CPOM.

Annexe 7 – L'abrégé et la synthèse du dernier rapport d'évaluation externe.

Annexe 8 - Le cas échéant, les éléments de contrats ou conventions liant le gestionnaire à d'autres autorités publiques (par exemple CPOM sanitaire) ayant un impact sur la réalisation du présent contrat.

Fait en trois exemplaires originaux
A Orléans **, le** 06 FEV. 2025

Pour le Département de l'Indre **Le Président du Conseil Départemental de l'Indre** Marc FLEURET	**Pour l'Agence Régionale de Santé,** **La Directrice générale de l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire** Clara DE BORT
Pour l'association « Le Castel », **Le Président,** François DAUGERON	

ANNEXE N°1

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ars Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire

EHPAD

INDRE LE DÉPARTEMENT

Fiche Individuelle ESMS

Finess : 360002141

D A P E Q

EHPAD LE CASTEL

Org.Privé non Lucr.

ASSOCIATION LE CASTEL (360000491)

Association

5 R DES GARDES 36160 SAINTE SEVERE SUR INDRE

Téléphone : 02 54 30 52 77 Email : association.castel@wanadoo.fr

Sources de financement	Assurance maladieCD	Date d'ouverture	03/11/1968
Nomenclature comptable applicable	M22 bis	Date d'autorisation	03/01/2017
Modalités de tarification/Option tarifaire	tarif partiel / GMPs sans PUI	Autorisation spécifique	PASA
CPOM en cours	OUI	Date de délivrance de l'autorisation liée à l'activité principale	24/05/73
Date d'entrée en vigueur du CPOM	01/01/20	Date d'ouverture de la structure	03/11/68
Date d'échéance du CPOM	31/12/2024	Plateforme d'accompagnement et de répit des aidants	NON
Partenaires signataires du CPOM	ARSCD	Groupe homogène	EHPAD de 60 à 99 places
Etablissement mono-site	OUI	Date des derniers gros travaux du bâtiment principal	04/11/1998
Etablissement mono-bâtiment	OUI	Superficie des locaux en m2	3 904
Nature du droit	PROPRIETAIRE	Superficie des terrains en m2	7 434
Contraintes architecturales	Dans un périmètre préservé des Bâtiments de France	Nombre total de places d'hébergement installées au 31.12	79
Nombre de chambres individuelles / total	84 / 88		
Chambres doubles / supérieures à deux lits	4 / 0		

Taux de Remplissage du Tableau de bord	Taux occupation	Nombre de CDD de remplacement	Taux de rotation du personnel	Taux Absentéisme du personnel	Taux de CAF	Taux endettement	Taux d'utilisation de la dotation soins	Taux de vétusté des constructions	Taux de vétusté des équipements	Fonds de roulement en jours de charges courantes	Projet établissement
100%	89,37%	48	12,1%	11,4%	12,2%	0,0%	88%	77%	77%	566	12/02/2015

FINESS	SITE	CATEGORIE	RAISON SOCIALE	ADRESSE		CAPACITE INSTALLEE			87
360002141	P	EHPAD	EHPAD LE CASTEL	36208	SAINTE SEVERE SUR INDRE	Acc temporaire PA	Héberg Comp Inter.	P.A. dépendantes	8
360002141	P	EHPAD	EHPAD LE CASTEL	36208	SAINTE SEVERE SUR INDRE	Acc. Personnes Âgées	Héberg. Comp. Inter	Alzheimer, mal appar	31
360002141	P	EHPAD	EHPAD LE CASTEL	36208	SAINTE SEVERE SUR INDRE	Acc. Personnes Âgées	Héberg. Comp. Inter.	P.A. dépendantes	48
360002141	P	EHPAD	EHPAD LE CASTEL	36208	SAINTE SEVERE SUR INDRE	P.A.S.A.	Accueil de Jour	Alzheimer, mal appar	0

ACTIVITES

Taux d'occupation

Type d'hébergement	Nombre de jours d'ouverture	Nombre de Places	2020	2021	2022	2023
Permanent	365	79	98,8%	97,4%	98,1%	98,7%
Temporaire	365	8	65,0%	92,2%	80,9%	80,0%
Ac. de Jour						

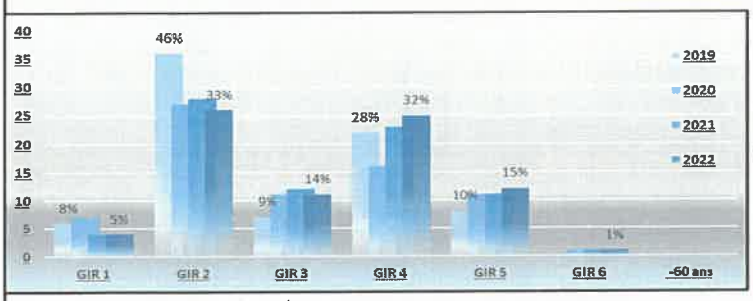
Coupes d'évaluation

	Validé CD/ARS	Date validation	Tendance*
GMP	691	01/04/19	0
PMP	213	12/04/19	0

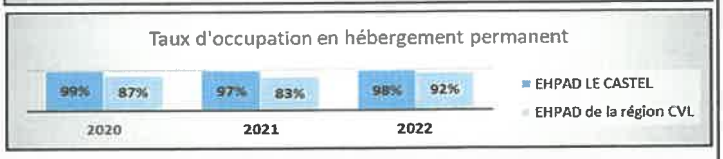
*GMP et PMP derniers connus déclarés dans le tdb ANAP

		2021	2022
Jours d'absence de moins de 72 heures		7	15
Jours d'absence de plus de 72 heures		122	104
Jours d'hospitalisation de moins de 72 heures	12	6	8
Jours d'hospitalisation de plus de 72 heures		122	104

	2021	2022
Nombre de points GIR au 30 juin	69 240	69 240
Nombre de personnes girées au 30 juin	79	79
Valeur départementale du point GIR au 30 juin	7,23	0,00



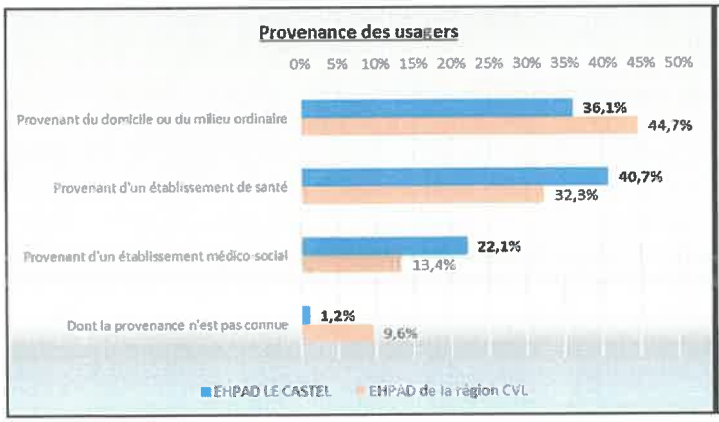


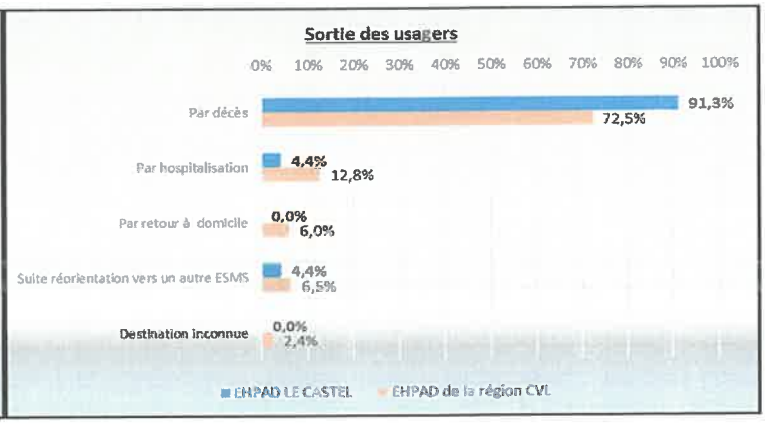


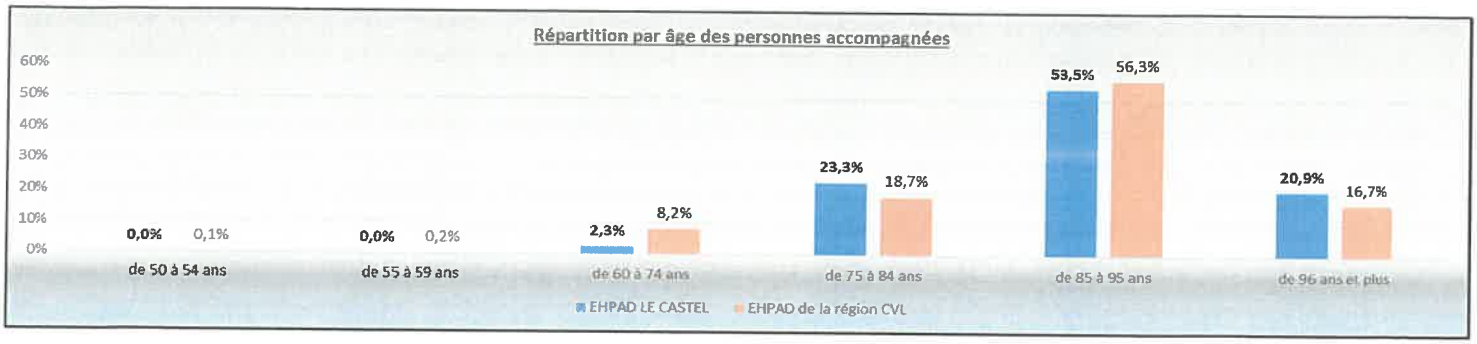
Source : cadres CNSA ERRD/CA 2021

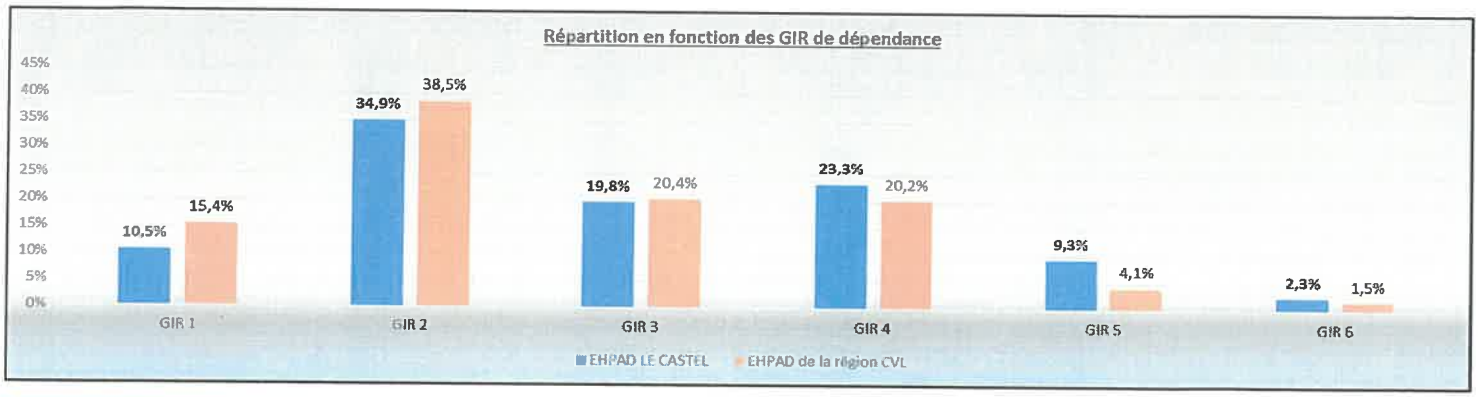
EHPAD LE CASTEL			Département	Région	National
2020	2021	2022	2022		
22%	23%	28%	34%	38%	34%
3,3	5,1	3,7	2,3	2,2	2,3
		97%	94,0%	95,6%	97,3%
	89%	89%	93%	94%	96%
65%	92%	81%	66%	55%	59%
			29%	32%	51%
	7,6	6,1	9,93	10,38	10,30
15%	28%	28%	36%	37%	33%
97	102	109	99	109	106
31%	28%	26%	28%	24%	25%
21%	18%	14%	22%	27%	24%
0,00%	0,00%	0,00%	0,48%	0,24%	0,00%
0,64%	0,46%	0,39%	0,86%	0,89%	0,96%

Taux de rotation des lits/places financés (hors accompagnement temporaire) en %
Durée moyenne de séjour en nombre d'années
Taux de réalisation de l'activité
Taux d'occupation des lits ou places autorisés en accompagnement permanent
Taux d'occupation des lits ou places autorisés en hébergement temporaire
Taux d'occupation des places autorisés en accueil de jour
Nombre moyen de journées d'absence des personnes accompagnées sur la période
Taux d'admission sur les lits/places
File active des personnes accompagnées sur la période
Part des personnes bénéficiant d'une mesure de protection (acc. social ou protection juridique) en %
Taux d'occupation des places habilitées par des personnes bénéficiaires de l'aide sociale en %
Taux de personnes en dérogation ou hors autorisation
Taux d'hospitalisation complète (dont hospitalisation à domicile) en %









Convention avec des équipes mobiles :	EQUIPE MOBILE DE SOINS PALLIATIFS EQUIPE MOBILE GERIATRIQUE	Partenariat avec un réseau de santé :	OUI
Signature de la convention plan Bleu :	OUI	Convention avec une équipe de HAD :	OUI
Coopération inter-établissements :	CONVENTION	Nombre de places habilitées à l'aide sociale départementale à l'hébergement Part des places HASsur les places d'hébergement permanent	87 110%
Partenariat avec des acteurs de la coordination médico-sociale dispositif d'appui à la coordination des parcours de santé:	NON	Mission d'appui-ressource sur le territoire	NON
Modalités d'organisation de l'hébergement temporaire et/ou de l'accueil de jour :	Accueil de jour semaine Accueil de nuit semaine Accueil de jour week-end	Précisez la nature de ces missions d'appui-ressource	

RESSOURCES HUMAINES

ETP Total	ETP Total	Direction /Encadrement	Administration / Gestion	Services généraux	Restauration	Socio-éducatif	Paramédical	Psychologue	ASH	Médical	Autres
2022	51,50	2,88	2,08	1,96	0,00	0,97	23,96	0,40	19,25	0,00	0,00
2021	48,42		1,96	1,95	0,00	1,00	24,93	0,40	18,18	0,00	0,00
2020	55,18	3,00	2,10	2,00	0,00	1,00	26,93	0,40	19,75	0,00	0,00

DIRECTION - ADMINISTRATION	Nombre d'ETP inscrits à l'EPRD	Nombre d'ETP Réel	Hébergement en ETP en %	Dépendance en ETP en %	Soins en ETP en %	Rémunérations brutes et charges fiscales et sociales Réel Permanent	Rémunérations brutes et charges fiscales et sociales Réel Temporaire	Rémunération annuelle par ETP Permanent	Rémunération annuelle par ETP Temporaire
Directeur	1,00	1,00	100%	0%	0%	140 873		140 873	
Médecin directeur									
Directeur adjoint, attaché de direction, économe									
Agent administratif et personnel de bureau	2,90	2,96	100%	0%	0%	152 648		51 570	
Autre personnel de direction ou d'administration									

CUISINE - SERVICES GENERAUX - Diététicien	Nombre d'ETP inscrits à l'EPRD	Nombre d'ETP Réel	Hébergement en ETP en %	Dépendance en ETP en %	Soins en ETP en %	Rémunérations brutes et charges fiscales et sociales Réel Permanent	Rémunérations brutes et charges fiscales et sociales Réel Temporaire	Rémunération annuelle par ETP Permanent	Rémunération annuelle par ETP Temporaire
Ouvrier professionnel	2,00	1,96	100%	0%	0%	74 042		37 776	
Agent de service général									
Diététicien									
Autre personnel de cuisine - services généraux									

Fonctions de blanchissage, nettoyage et service des repas	Nombre d'ETP inscrits à l'EPRD	Nombre d'ETP Réel	Hébergement en ETP en %	Dépendance en ETP en %	Soins en ETP en %	Rémunérations brutes et charges fiscales et sociales Réel Permanent	Rémunérations brutes et charges fiscales et sociales Réel Temporaire	Rémunération annuelle par ETP Permanent	Rémunération annuelle par ETP Temporaire
ASH - agents de service	18,24	19,26	70%	30%	0%	551 076	240 587	40 942	41 480

	Paramédical	Infirmier	Aide médico-psychologique	Aide soignant	Kinésithérapeute	Psychomotricien	Ergothérapeute	Orthophoniste	Autre Paramédical
2022	23,96	4,15	2,84	16,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2021	24,93	4,38	2,60	8,61	0,00	0,00	0,00	0,00	9,34
2020	26,93	5,80	3,00	9,50	0,00	0,00	0,00	0,00	8,63

AIDES SOIGNANTS, AIDES MEDICO-PEDAGOGIQUES ET ACCOMPAGNANTS EDUCATIFS ET SOCIAUX	Nombre d'ETP inscrits à l'EPRD	Nombre d'ETP Réel	Hébergement en ETP en %	Dépendance en ETP en %	Soins en ETP en %	Rémunérations brutes et charges fiscales et sociales Réel Permanent	Rémunérations brutes et charges fiscales et sociales Réel Temporaire	Rémunération annuelle par ETP Permanent	Rémunération annuelle par ETP Temporaire
Aide-soignant non assistant de soins en gérontologie	23,10	16,97	0%	28%	71%	501 923	393 654	47 385	61 733
Aide-soignant assistant de soins en gérontologie									
A.M.P.		2,84	0%	30%	70%	119 138	34 995	42 894	608 613
A.E.S.							1 064		
Autre personnel							2 710		

INFIRMIERS	Nombre d'ETP inscrits à l'EPRD	Nombre d'ETP Réel	Hébergement en ETP en %	Dépendance en ETP en %	Soins en ETP en %	Rémunérations brutes et charges fiscales et sociales Réel Permanent	Rémunérations brutes et charges fiscales et sociales Réel Temporaire	Rémunération annuelle par ETP Permanent	Rémunération annuelle par ETP Temporaire
Infirmier coordonnateur		1,00	0%	0%	0%	94 322		94 322	
Infirmier diplômé d'État	5,80	4,15	0%	0%	0%	250 300	103 413	61 198	1 723 550
Infirmier psychiatrique									
Autre personnel infirmier									

AUTRES AUXILIAIRES MEDICAUX	Nombre d'ETP inscrits à l'EPRD	Nombre d'ETP Réel	Hébergement en ETP en %	Dépendance en ETP en %	Soins en ETP en %	Rémunérations brutes et charges fiscales et sociales Réel Permanent	Rémunérations brutes et charges fiscales et sociales Réel Temporaire	Rémunération annuelle par ETP Permanent	Rémunération annuelle par ETP Temporaire
Masseur-kinésithérapeute									
Ergothérapeute	0,10								
Pédicure-Podologue									
Psychomotricien, rééduc. en psychomotricité									
Intervenant en activité physique adaptée									
Autre personnel paramédical									

	Socio-éducatif	Aide médico-psychologique	Animateur	Moniteur éducateur	Educateur spécialisé	Assistant social	Autre Socio-éducatif
2022	0,97	0,00	0,97	0,00	0,00	0,00	0,00
2021	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2020	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00

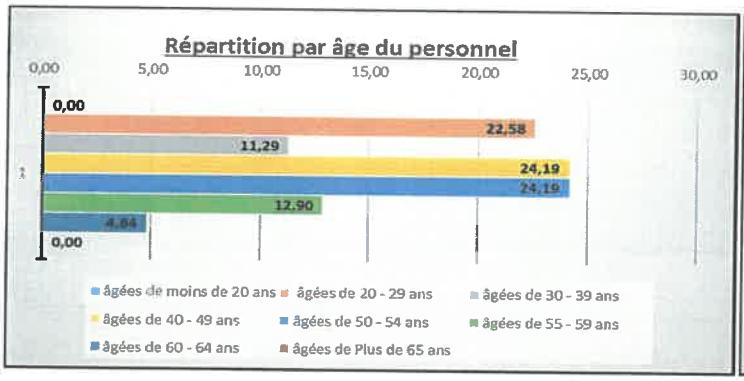
ANIMATION - SERVICE SOCIAL	Nombre d'ETP inscrits à l'EPRD	Nombre d'ETP Réel	Hébergement en ETP en %	Dépendance en ETP en %	Soins en ETP en %	Rémunérations brutes et charges fiscales et sociales Réel Permanent	Rémunérations brutes et charges fiscales et sociales Réel Temporaire	Rémunération annuelle par ETP Permanent	Rémunération annuelle par ETP Temporaire
Animateur social	1,00	0,97	100%	0%	0%	40 764		42 025	
Autre personnel d'animation - service social									

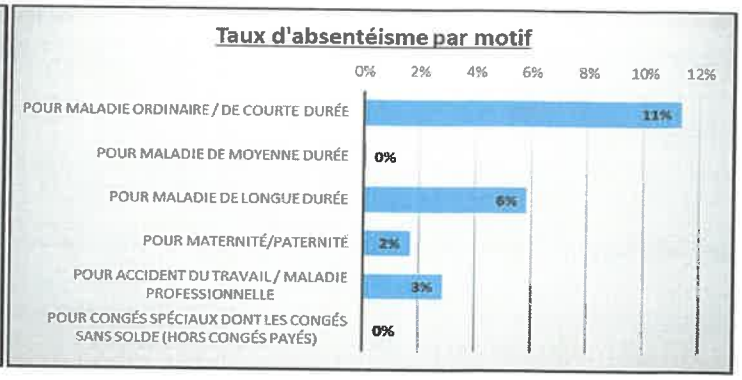
	Médical	Médecin Coordonnateur	Autres Médical
2022	0,00	0,00	0,00
2021	0,00		
2020	0,00	0,00	0,00
	Minimum règlementaire* :	0,60	*art.D312-156

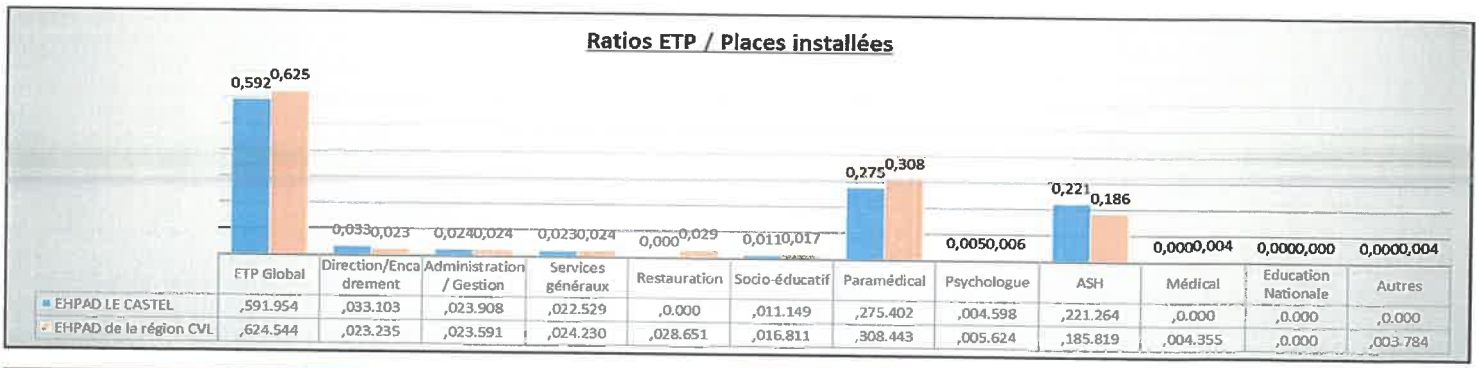
PHARMACIENS - PREPARATEURS EN PHARMACIE	Nombre d'ETP inscrits à l'EPRD	Nombre d'ETP Réel	Hébergement en ETP en %	Dépendance en ETP en %	Soins en ETP en %	Rémunérations brutes et charges fiscales et sociales Réel Permanent	Rémunérations brutes et charges fiscales et sociales Réel Temporaire	Rémunération annuelle par ETP Permanent	Rémunération annuelle par ETP Temporaire
Pharmacien									
Préparateur en pharmacie									

MEDECIN	Nombre d'ETP inscrits à l'EPRD	Nombre d'ETP Réel	Hébergement en ETP en %	Dépendance en ETP en %	Soins en ETP en %	Rémunérations brutes et charges fiscales et sociales Réel Permanent	Rémunérations brutes et charges fiscales et sociales Réel Temporaire	Rémunération annuelle par ETP Permanent	Rémunération annuelle par ETP Temporaire
Médecin coordonnateur	0,50								
Médecin généraliste									
Gériatre									
Psychiatre									
Autre médecin									

TOTAL	Nombre d'ETP Salariés	Nombre d'ETP Extérieurs	Part des ETP Extérieurs Hébergement	Part des ETP Extérieurs Dépendance	Part des ETP Extérieurs Soins	Rémunérations brutes et charges fiscales et sociales Réel Salariés	Rémunérations brutes et charges fiscales et sociales Réel Extérieurs	Rémunération annuelle par ETP Permanent	Rémunération annuelle par ETP Temporaire
DIRECTION - ADMINISTRATION	3,96					293 521		74 121	
CUISINE - SERVICES GENERAUX - Diététicien	1,96					74 042		37 776	
ANIMATION - SERVICE SOCIAL	0,97					40 764		42 025	
ASH	19,26					791 663		41 104	
AIDES SOIGNANTS	19,80					868 307	185 176	43 845	
PSYCHOLOGUES	0,40					28 253		70 633	
INFIRMIERS	5,15					347 763	100 273	67 527	
AUTRES AUXILIAIRES MEDICAUX									
PHARMACIENS - PREPARATEURS EN PHARMACIE									
MEDECIN									
Total Personnel	51,50					2 444 312	285 449	47 459	







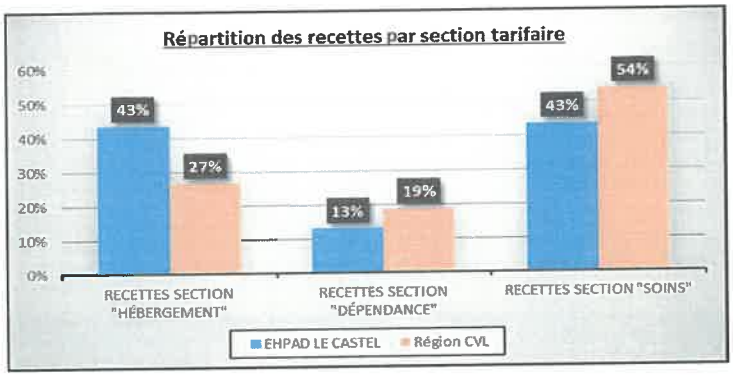
	ETP Global	Direction/Encadrement	Administration / Gestion	Services généraux	Restauration	Socio-éducatif	Paramédical	Psychologue	ASH	Médical	Education Nationale	Autres
EHPAD LE CASTEL	,591.954	,033.103	,023.908	,022.529	,0.000	,011.149	,275.402	,004.598	,221.264	,0.000	,0.000	,0.000
EHPAD de la région CVL	,624.544	,023.235	,023.591	,024.230	,028.651	,016.811	,308.443	,005.624	,185.819	,004.355	,0.000	,003.784

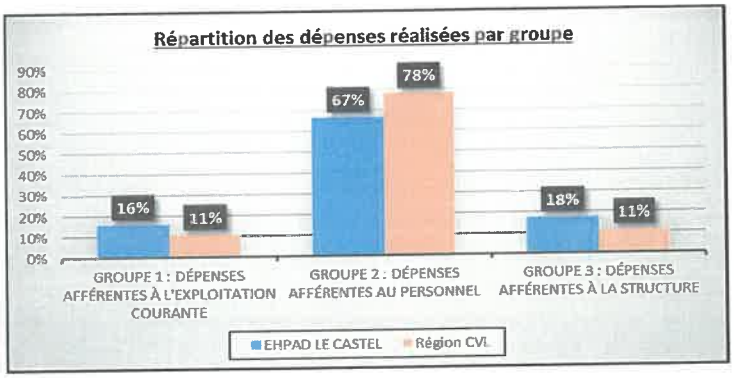
Taux d'ETP (équivalent temps plein) vacants au 31/12 en %	9,21%	ETP vacants concernant la fonction SOINS	6,41%
		ETP vacants de la fonction SOCIO EDUCATIVE	2,80%
Taux de prestations externes en % *(sous-traitance / total dépenses de personnel)*	11,75%	Taux de rotation des personnels sur effectifs réels en % *(taux d'entrée + taux de sortie) / 2*	12,1% (National 15%)
Taux de personnels occupant une fonction de gestion d'équipe ou de "management" en %	5,59%	Taux d'absentéisme (hors formation) en %	11,38%
		Nombre de CDD de remplacement	0
Démarche formalisée de gestion prévisionnelle des métiers et des compétences	OUI	Organisation comprenant un pool de remplacement	OUI

BUDGET & FINANCES

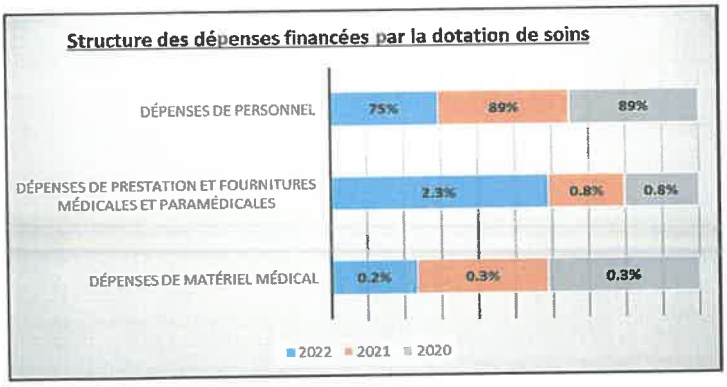
Charges*	2020	2021	2022	2022	2021	2020	Produits*
Groupe 1 : dépenses afférentes à l'exploitation courante	610 642	623 477	665 587	4 066 693	3 825 749	3 449 737	Groupe I : produits de la tarification
Groupe 2 : dépenses afférentes au personnel	2 156 403	2 503 730	2 798 053	91 218	69 190	55 257	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation
Groupe 3 : dépenses afférentes à la structure	471 149	459 861	736 139	268 790	134 392	141 570	Groupe III : produits financiers, produits exceptionnels et produits non encaissables
Résultat	408 370	442 264	226 922	507 858	573 187	527 085	**Marge Brute**
	11,20%	**10,98%**	**5,13%**	**12,21%**	**14,72%**	**15,04%**	

** données ERRD 2022 non vérifiées*





Taux d'atteinte des prévisions de recettes	2020	2021	2022	Taux d'atteinte des prévisions de dépenses	2020	2021	2022
	101,38%	99,16%	119,33%		100,14%	100,23%	114,13%
Taux d'utilisation de la dotation en soins	**2020**	**2021**	**2022**	**Etablissement sous CPOM**		OUI	
	79,36%	73,94%	88,45%	Date d'effet		01/01/2020	



Ratios financiers	2020	2021	2022	Région
Taux de CAF	15,3%	15,7%	12,2%	3,0%
Taux de vétusté des constructions	72,2%	74,8%	77,4%	46,4%
Taux de vétusté des équipements	72,0%	74,6%	76,8%	56,5%
Taux d'endettement	0,0%	0,0%	0,0%	32,2%
Fonds de roulement en jours de charges courantes	569	539	556	150

Périmètre de l'ERRD*	2020	2021	2022	Périmètre de l'ERRD*	2020	2021	2022
Durée de la dette financière en années				Fonds de roulement Net Global (en jours)	818	793	788
Taux de vétusté des constructions	72%	75%	77%	Trésorerie (en jours)	845	807	828
Taux de vétusté des installations	70%	71%	71%	Taux de Marge Brute	14,8%	13,3%	12,9%
Rotation des dettes fournisseurs en jours	37	32	34	Taux de CAF	16,7%	16,0%	14,7%
Rotation des dettes sociales en jours	200	169	178	Taux de réserve de compensation des déficits (minimum 10%)	6,9%	9,1%	7,7%

** données ERRD 2022 non vérifiées*

RATIOS D'ANALYSE FINANCIERE*

Thèmes & intitulés (valeurs indicatives)	2021	2022	Mode de calcul
1. Endettement à moyen et long terme			
1.1. Indépendance financière (<50%)			Emprunts (comptes 16 hors c/165, c/1688 et c/169) x 100 / Financements stables du FRI (hors amortissements cumulés)
1.2. Apurement de la dette (>2)			Immobilisations nettes amortissables / Dettes financières à moyen et long terme
1.3. Durée apparente de la dette			Emprunts (comptes 16 hors c/165, c/1688 et c/169) / CAF
2. Patrimoine immobilier			
2.1. Vétusté des immobilisations			
Construction	75%	77%	Solde créditeur des comptes 28 / Solde débiteur des comptes 21 et 23 correspondants
Installations techniques, matériel et outillage	71%	71%	
Autres immobilisations corporelles	75%	79%	
3. Equilibres du bilan			
3.1.a. Fonds de roulement en jours d'exploitation			
Fonds de roulement d'investissement (FRI)	104	147	
Fonds de roulement d'exploitation (FRE)	689	641	FRI ou FRE ou FRNG x 365 j. / Total classe 6 (charges décaissables uniquement)
Fonds de roulement net global (FRNG)	8 134 874	8 763 789	
	793	788	
Besoin en fonds de roulement	148 813	442 003	BFR x 365 j. / Total classe 6 (charges décaissables uniquement)
3.1.b. Besoin en fonds de roulement en jours d'exploitation	-15	-40	
Montant de Trésorerie	8 283 688	9 205 793	Trésorerie x 365 j. / Total classe 6 (charges décaissables uniquement)
3.1.c. Trésorerie en jours d'exploitation	807	828	
3.2. Réserve de couverture du BFR en jours d'exploitation	3	3	Solde des comptes 141 et 10685 x 365 j. / Total classe 6 (charges décaissables uniquement)
4. Rotation des postes d'exploitation en jours			
4.1. Stocks (10-20 j.)	53	58	[Stocks (solde débiteur classe 3)] x 365 j. / Total des consommations (comptes 601 à 603)
4.2. Créances (< 30 j.)			(Solde débiteur comptes 41) x 365 j. / Total des produits (comptes 70 et 73)
4.3. Dettes fournisseurs (< 45 j.)	32	34	(Solde créditeur comptes 401) x 365 j. / Total des charges (comptes 60 à 62)
4.4. Dettes sociales et dettes fiscales	169	178	(Solde créditeur comptes 43 et 44) x 365 j. / Total des charges (comptes 63 et 645 à 647)
5. Capacité d'autofinancement			
Taux de CAF (5 à 10%)	16,02%	14,70%	CAF x100 / Total des produits (hors c/775, 777, 7781 et 78)
Réserve de compensation des déficits	399 041	375 584	Réserve de compensation des déficits / Total classe 6
Réserve de compensation des déficits en %	9,14%	7,68%	
Fonds dédiés	3 711 665	3 951 443	
Produits constatés d'avance			

*source : Onglet "Ratios financiers" ERRD Complet 2022

BILAN FINANCIER

2021	2022		2021	2022
Biens stables			**Financements stables**	
4 214 169,72	4 289 484,84	Total II — Total I	5 281 768,76	5 921 510,56
0,00	0,00	Fonds de roulement d'investissement positif (i-ii)	1 067 599,04	1 632 025,72
Actifs stables d'exploitation			**Financements stables d'exploitation**	
0,00	0,00	Total IV — Total III	7 067 275,44	7 131 763,42
0,00	0,00	Fonds de roulement d'exploitation positif (III-IV)	7 067 275,44	7 131 763,42
0,00	0,00	Fonds de roulement net global positif	8 134 874,48	8 763 789,14
Valeurs d'exploitation			**Dettes d'exploitation**	
360 590,62	114 336,31	Total VI — Total V	509 403,84	556 339,72
0,00	0,00	Excédent de financement d'exploitation (VI-V)	148 813,22	442 003,41
Liquidités			**Financements à court terme**	
8 283 687,70	9 205 792,55	Total VIII — Total VII	0,00	0,00
8 283 687,70	9 205 792,55	Disponibilités — Ligne de trésorerie		
8 283 687,70	9 205 792,55	Trésorerie positive (VIII-VII)	0,00	0,00
12 858 448,04	13 609 613,70	TOTAL DES BIENS & FINANCEMENTS (I+III+V+VII)	12 858 448,04	13 609 613,70

RESSOURCES MATERIELLES

Nature du droit d'occupation du ou des bâtiment(s)	PROPRIETAIRE	Date de construction de l'établissement / dernière grosse rénovation assimilable à une reconstruction	04/11/1998
Respect de la réglementation accessibilité du bâtiment principal	Oui	Date de réalisation du diagnostic accessibilité	
Avis favorable de la commission de sécurité	Oui	Date de passage de la dernière commission de sécurité	14/10/2021
Présence d'un système de rafraîchissement des locaux du bâtiment principal	Espaces collectifs	Présence d'amiante dans le bâtiment principal	Oui
Respect de la réglementation énergétique	Avant 2000	Isolation des menuiseries extérieures de pièces de vies du bâtiment principal	Double ou triple vitrage
Accès à un groupe électrogène	OUI GROUPE DE SECOURS	Plateau technique / Equipement en propre	Salle de soins
Organisation des transports	EN EXTERNE		
Nombre de véhicules adaptés au 31/12			
Nombre de véhicules (hors adaptés) au 31/12	0	Accessibilité au transport collectif	NON

L'ESMS dispose t-il des éléments socles garantissant le bon fonctionnement de son SI ?			
Une feuille de route SI ou un schéma directeur des systèmes d'information (SDSI) a été défini et formalisé	NON	Vous avez désigné un délégué à la protection des données (DPO)	EXTERNALISE
La feuille de route fait l'objet d'un point de situation avec la direction	PAS DE REUNION	Actions entreprises pour la mise en conformité avec le Règlement général sur la protection des données (RGPD)	Procédure exercice des droits
Le SI est un axe identifié dans le cadre du CPOM	OUI	Vous disposez de procédures dégradées en cas de panne informatique	NON
Vous identifiez clairement un budget pour le SI chaque année	NON	Vos données de santé sont hébergées à l'externe	OUI
Quel est le montant en euro du budget d'exploitation de votre SI ?		SI OUI, l'hébergeur est-il certifié Hébergeurs de Données de Santé (HDS) ?	OUI
Quel est le montant en euro du budget d'investissement de votre SI ?		Les salariés ont un accès dématérialisé aux procédures / documents de leur établissement ou service	OUI
Vous disposez d'un responsable des Systèmes d'Information (RSI) ou Directeur des systèmes d'Information (DSI)	NON	Votre logiciel identifie-t-il les usagers/résidents au moyen de l'identification Nationale de Santé (INS)	NON
Vous disposez d'une solution de téléconsultation / téléexpertise	NON / NON	Votre logiciel est en capacité de faire le lien avec le DMP	Oui, il fait le lien et je l'utilise en lecture du DMP
Votre politique de sécurité informatique prévoit la mise en oeuvre des actions suivantes	UN ACCES AU SYSTEME D'INFORMATION DE L'ETABLISSEMENT EST-IL SYSTEMATIQUEMENT NOMINATIF ?	Votre logiciel est-il interopérable avec le ROR / E-parcours / ViaTrajectoire	NON / NON / NON
Des sauvegardes de données sont effectuées régulièrement	AU MOINS 1 FOIS PAR SEMAINE	Votre établissement ou service utilise un service de Messagerie Sécurisée intégré à l'espace de confiance MS Santé	NON

Quel est l'usage du SI dans l'ESMS ?			
De quel type d'outil disposez-vous pour la gestion comptable, budgétaire et financière ?	Outil bureautique (Word, excel,etc.) Logiciel	Nombre de dossiers administratifs informatisés au 31.12	86
De quel type d'outil disposez-vous pour le pilotage de l'établissement ou du service (tableau de bord transversaux) ?	Outil bureautique (Word, excel,etc.)	Nombre de personnes accompagnées dans l'effectif au 31.12	86
Combien de modules sont couverts par votre SI RH actuel ? 1. Piloter la fonction RH 2. Piloter la masse salariale 3. Recrutement et Mobilité 4. Gestion	De 1 à 3 module(s) = maturité faible	Taux de projets personnalisés d'un usager/résident informatisés	7%
De quel type d'outil disposez vous pour la gestion des stocks et approvisionnements ?	Non informatisé	Nombre de projets personnalisés informatisés au 31.12	6
De quel type d'outil disposez vous pour la facturation ?	Logiciel	L'usager/résident ou aidant a un espace dédié dans le SI de l'ESMS	NON
De quel type d'outil disposez vous pour le dossier de l'usager ?	Logiciel	L'usager/résident peut alimenter son dossier informatisé	NON
Taux de dossiers administratifs d'un usager/résident informatisés	100%		

Quelles sont les pratiques de l'ESMS en matière de développement durable ?								
Intégration des enjeux du développement durable	Niveau de maturité 2	Superficie en m²			3904		
Qualité de vie au travail (QVT)	Niveau de maturité 2	Consommation d'énergie annuelle en kWh			814434,4		
Politique de gestion des déchets	Niveau de maturité 1	Consommation d'énergie par m²			208,62		
Politique d'achat	Niveau de maturité 2	Département	Région	National	123	123	101

DEMARCHE QUALITE

Livret d'Accueil	
Oui	27/05/2019

Règlement de Fonctionnement	
Oui	20/09/2018

Contrat de séjour	
Oui	23/02/2017

Conseil de la vie sociale	
Oui	20/09/2022

Charte des droits & liberté
OUI

Liste des personnes qualifiées : annexée au livret d'accueil
OUI

Projet d'Etablissement ou de Service	
Oui	12/02/2015

Les critères d'admission sont formalisés dans le projet d'établissement
OUI

Formalisation de la démarche de gestion des risques et de lutte contre la maltraitance	Démarche de certification complémentaire		Certification sur : Fonctions administratives et de Gestion	Certification sur : Fonctions d'accompagnement et / ou de Soins	Certification sur : Fonctions logistiques ou support	
OUI	NON				OUI	

Date d'effet du prochain CPOM	Renouvellement d'Autorisation	Prochaine Evaluation HAS
1/1/2025	1/3/2032	1er Trim 2024

Prestations directes délivrées par l'ESMS : prestations de soins et d'accompagnement

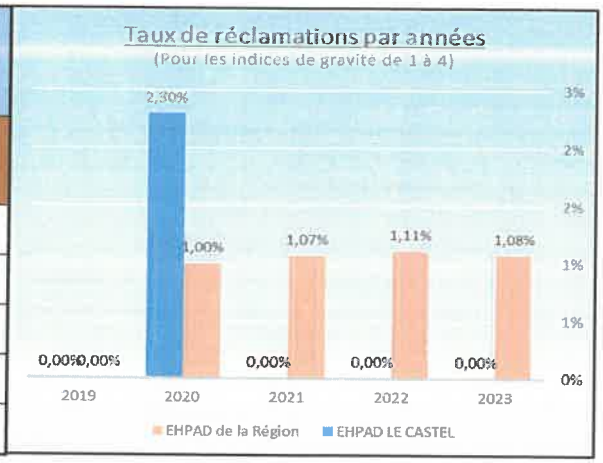
Soins somatiques et psychiques	ESMS a réalisé en N-1 de manière régulière	**Accompagnements pour exercer ses rôles sociaux**	ESMS a réalisé en N-1 de manière exceptionnelle/ponctuelle
Mode de réalisation des soins somatiques et psychiques	En interne à l'ESMS	**Mode de réalisation "de l'accompagnement pour exercer ses rôles sociaux"**	En interne à l'ESMS
Rééducation et réadaptation fonctionnelle	ESMS a réalisé en N-1 de manière régulière	**Accompagnements pour participer à la vie sociale**	ESMS a réalisé en N-1 de manière régulière
Mode de réalisation de la rééducation et réadaptation fonctionnelle	De manière externalisée	**Mode de réalisation de l'accompagnement pour participer à la vie sociale**	En interne à l'ESMS
Prestations en matière d'autonomie	ESMS a réalisé en N-1 de manière régulière	**Accompagnement en matière de ressources et d'autogestion**	ESMS a réalisé en N-1 de manière régulière
Mode de réalisation des prestations en matière d'autonomie	En interne à l'ESMS	**Mode de réalisation de l'accompagnement en matière de ressources et d'autogestion**	En interne à l'ESMS
Accompagnements pour exercer ses droits	ESMS a réalisé en N-1 de manière régulière	**Prestations de coordination renforcée pour la cohérence du parcours**	ESMS n'est pas concerné
Mode de réalisation de l'accompagnement pour exercer ses droits	En interne à l'ESMS	**Mode de réalisation des prestations de coordination renforcée pour la cohérence du parcours**	
Accompagnements au logement	ESMS n'est pas concerné	**Les prestations sont réalisées**	De manière diurne et nocturne
Mode de réalisation de l'accompagnement au logement			

Prestations indirectes délivrées par l'ESMS: pilotage et fonctions support			
Gestion des ressources humaines	ESMS a réalisé en N-1 de manière régulière	**Mode de réalisation de la gestion des ressources humaines**	En interne à l'ESMS
Gestion administrative, budgétaire, financière et comptable	ESMS a réalisé en N-1 de manière régulière	**Mode de réalisation de la gestion administrative, budgétaire, financière et comptable**	En interne à l'ESMS
Réalisation des achats de la structure	En interne à l'ESMS	**Mode de mutualisation des achats de la structure**	
Information et communication	ESMS a réalisé en N-1 de manière régulière	**Mode de réalisation de la gestion de l'information et de la communication**	En interne à l'ESMS
Qualité et sécurité	ESMS a réalisé en N-1 de manière régulière	**Mode de réalisation de la gestion de la qualité et de la sécurité**	En interne à l'ESMS De manière externalisée
Relations avec le territoire	ESMS a réalisé en N-1 de manière régulière	**Mode de réalisation de la gestion des relations avec le territoire**	En interne à l'ESMS
Transports liés à gérer, manager, coopérer	ESMS a réalisé en N-1 de manière régulière	**Mode de réalisation des transports liés à gérer, manager, coopérer**	En interne à l'ESMS
Fournir des repas	ESMS a réalisé en N-1 de manière régulière	**Mode de réalisation de la fourniture des repas**	De manière externalisée
Entretenir le linge	ESMS a réalisé en N-1 de manière régulière	**Mode de réalisation de l'entretien du linge**	En interne à l'ESMS De manière externalisée
Transports liés au projet individuel	ESMS a réalisé en N-1 de manière exceptionnelle/ponctuelle	**Mode de réalisation des transports liés au projet individuel**	En interne à l'ESMS
Transports des biens et matériels liés à la restauration et à l'entretien du linge	ESMS a réalisé en N-1 de manière régulière	**Mode de réalisation des transports des biens et matériels liés à la restauration et à l'entretien du linge**	De manière externalisée

Fonction publique / convention collective	Nature du diplôme du directeur
CONVENTIONS COLLECTIVES - CCN de 1951	Diplôme Niveau 1 - CAFDES (certificat d'aptitude aux fonctions de directeur d'établissement ou service d'intervention sociale) ou Master 2

Inspections / Signalements / (Evaluations)

Réclamations						
Années	Nombre de Réclamations	Gravité 0	Gravité 1	Gravité 2	Gravité 3	Gravité 4
2023						
2022						
2021						
2020	2		1	1		
2019						



Déclarations de l'établissements de 2018 à 2023						
Date de déclaration	EIG associé aux Soins	Lieu de survenue	Acte(s) de violence autres	Parcours/Coopération interprofessionnelle	Vigilances	Autres

Aucune déclaration de l'établissement

A remplir par l'établissement

Démarche qualité	N-1	N-2	Commentaires
Existence d'un comité qualité (**Oui** ou **Non**)	Oui	Non	Mise en place dernier trimestre 2023
Nombre de réunions par an			
Existence d'un référent qualité (**Oui** ou **Non**)	Oui	Non	Directeur
Formations régulières faites par le référent qualité (**Oui** ou **Non**)	Oui	Non	
Existence d'un manuel qualité (**Oui** ou **Non**)	Non	Non	
Existence de procédures documentaires (**Oui** ou **Non**)	Oui	Oui	
Existence d'un rapport annuel qualité (**Oui** ou **Non**)	Non	Non	
Avis favorable du dernier diagnostic légionnelle (**Oui** ou **Non**)	Oui		

Admission	N-1	N-2	Commentaires
Existence d'une procédure d'admission formalisée (**Oui** ou **Non**)	Oui	Oui	
Existence d'une commission d'admission (**Oui** ou **Non**)	Oui	Non	
Mise en place de l'entretien individuel de recherche de consentement (**Oui** ou **Non**)	Oui	Oui	
Information donnée sur la désignation de la personne de confiance (**Oui** ou **Non**)	Oui	Oui	
Démarche sur le recueil des directives anticipées (**Oui** ou **Non**)	Oui	Oui	

EXPRESSION DES RESIDENTS	N-1	N-2	Commentaires
Existence d'un Conseil de la Vie Sociale (**Oui** ou **Non**)	Oui	Oui	
Existence d'une autre forme de participation (**Oui** ou **Non**)	Non	Non	
Si oui, laquelle			
Existence d'enquêtes de satisfaction régulières auprès des résidents (**Oui** ou **Non**)	Non	Non	
Existence d'enquêtes de satisfaction régulières auprès des familles (**Oui** ou **Non**)	Non	Non	

Projet d'accompagnement personnalisé	N-1	N-2	Commentaires
Chaque résident dispose d'un Projet de Vie Individualisé (**Oui** ou **Non**)	Oui	**Oui**	
Le résident est-il associé à son élaboration (**Oui** ou **Non**)	Non	**Non**	
Les PVI sont-il réévalués au moins une fois par an (**Oui** ou **Non**)	Oui	**Oui**	

Locaux	N-1	N-2	Commentaires
Nombre de chambres individuelles	83	83	
Nombre de chambres doubles	2	2	
Superficie minimale et maximale des chambres individuelles	17,5-25	17,5-25	
Superficie minimale et maximale des chambres doubles	36	36	
Nombre de chambres comprenant une salle de bain complète (WC, lavabo, douche)	85	85	
Accès à internet au sein de la structure (**Oui** ou **Non**)	Oui	Oui	Locaux de soins et administratif

Prestations d'hôtellerie	N-1	N-2	Commentaires
Restauration			
Elaboration des repas sur place (Oui ou Non)	Oui	Oui	
Recours à un prestataire extérieur (Oui ou Non)	Oui	Oui	
Liaison froide (Oui ou Non)	Non	Non	
Liaison chaude (Oui ou Non)	Oui	Oui	
Menus élaborés par un diététicien (Oui ou Non)	Oui	Oui	
Existence d'une commission des menus (Oui ou Non)	Oui	Oui	
Régime adapté aux pathologies spécifiques sur prescriptions médicales	Oui	Oui	
Proposition systématique d'un plat de substitution	Oui	Oui	
Le personnel de cuisine et/ou des services de restauration est formé à la norme HACCP (Oui ou Non)	Oui	Oui	
Avis favorable du dernier contrôle sanitaire (Oui ou Non)	Oui	Oui	
Linge			
Traitement par l'établissement du linge plat (Oui ou Non)	Non	Non	
Traitement par l'établissement du linge des résidents (Oui ou Non)	Oui	Oui	
Traitement par l'établissement du linge de toilette des résidents (Oui ou Non)	Non	Non	
Traitement par l'établissement des tenues du personnel (Oui ou Non)	Non	Non	
Sous-traitance du linge plat (Oui ou Non)	Oui	Oui	
Sous-traitance du linge des résidents (Oui ou Non)	Non	Non	
Sous-traitance du linge de toilette des résidents (Oui ou Non)	Oui	Oui	
Sous-traitance des tenues du personnel (Oui ou Non)	Oui	Oui	
Procédure de traitement du linge formalisée (Oui ou Non)	Non	Non	

Entretien des locaux			
Externalisation de la prestation d'entretien des locaux communs (Oui ou Non)	Non	Non	
Externalisation de la prestation d'entretien des chambres (Oui ou Non)	Non	Non	
Périodicité du ménage dans les chambres	Quotidienne	Quotidienne	
Périodicité du ménage dans les locaux communs	Quotidienne	Quotidienne	
Suivi de la traçabilité de l'entretien des chambres (Oui ou Non)	Oui	Oui	
Suivi de la traçabilité de l'entretien des locaux communs (Oui ou Non)	Oui	Oui	

★★★★★	Exaustivité & qualité des **D**onnées transmises aux autorités
	TDB >98% + ERRD/CA + Annexe activité + Annexe RH
★★★★★	**A**ctivité à un niveau satisfaisant
	TO > 95%
★★★★★	Gestion des ressources du **P**ersonnel satisfaisante
	Taux rotation < Moyenne région + Postes vaccants < MR + Accidents < 5%
★★★★★	Situation **F**inancière satisfaisante
	FRNG > 60j + MB > 6% + Emprunts < 50% + Réserve déficits > 10% des charges
★★★★★	**Q**ualité de prise en charge
	Taux de réclamations 1-4 < MR + EIG >1 dernière année + EE sans incontournable

Légende

- Données Tableau de Bord Performance
- Données Finess
- Données Internes Tarification
- Données Annexes CNSA
- Données EIG & Réclamations

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ars Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire

INDRE LE DÉPARTEMENT

Délégation départementale de l'Indre

Direction de la Prévention et du Développement Social

Annexe 2

Réponse des établissements et services du CPOM aux besoins territoriaux et leur inscription dans l'offre de santé et d'autonomie sur le territoire

L'EHPAD le Castel, pour la durée du prochain CPOM, inscrit sa réponse en la conciliation des objectifs régionaux (PRS) et départementaux (schéma gérontologique), et des spécificités géographique et démographique de son territoire.

Cela conduit à investiguer les sujets suivants pour apporter une réponse positive à ces objectifs :

La prise en charge des résidents

L'ensemble des actions prévues dans ce document contribuera à améliorer la prise en charge des résidents en s'appuyant sur les projets personnalisés dont la mise en place a débuté en 2024 avec échéance en 2025.

Pérennisation des partenariats

Des conventions ont été signées avec les partenaires du territoire. Il convient de valider ces partenariats, en explorer de nouveaux et de réactualiser ou formaliser les conventions.

L'objectif est de permettre un accès aux soins et à la prévention plus aisé et de renforcer le non recours systématique à l'hospitalisation.

La communication de l'offre

Avec la transformation de 5 places d'hébergement temporaire en permanent, l'offre est désormais en adéquation avec les besoins du territoire. Néanmoins, le manque de visibilité des possibilités d'hébergement temporaire doit conduire à un renforcement de la communication (élus, professions médicales et paramédicales libérales, services d'aides à domicile, CPTS, etc.).

L'attractivité des métiers

Deux volets doivent permettre de maintenir et renforcer l'attractivité des professionnels :

L'accompagnement à la professionnalisation des métiers

A l'instar du programme de formation Aide-Soignant mis en place, il est prévu de poursuivre cet accompagnement pour tous les métiers de l'EHPAD en s'appuyant sur les possibilités offertes (promotion professionnelle, apprentissage, formations de courtes durées inter ou intra, etc.).

L'organisation du travail

L'organisation actuelle ne garantit pas une optimisation et une rationalisation des ressources. Il n'existe pas d'organisation « posée », de trames et de roulements de travail. Ce fait génère insatisfactions et mécontentements, fatigue voire usure professionnelle avec des risques TMS et psychosociaux induits.

ARS du Centre-Val de Loire
Délégation départementale de l'Indre
Cité administrative - Bâtiment C
CS 30587 - Boulevard George Sand
36019 Châteauroux Cedex

Conseil Départemental de l'Indre
Direction de la Prévention
Et du Développement Social
Maison Départementale de la Solidarité
Centre Colbert – 4, rue Eugène Rolland
B.P. 601
36020 CHATEAUROUX Cedex

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

ars Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire

INDRE LE DÉPARTEMENT

Délégation départementale de l'Indre

Direction de la Prévention et du Développement Social

Ce volet est un axe prioritaire en termes de délai. Il contribuera à atteindre un niveau de qualité de vie au travail propice à la fidélisation des agents du Castel avec impact attendu également sur la qualité de la prise en charge des résidents.

La démarche qualité et gestion des risques

L'évaluation réalisée en octobre 2024 ainsi que la mission d'inspection sur pièces réalisée en 2023 ont mises en évidence une fragilité certaine de l'établissement sur ce sujet. Sans remettre en cause la qualité globale de la prise en charge, la mise en place de la démarche devra permettre :

- Aux professionnels de l'établissement de s'interroger régulièrement sur leurs pratiques professionnelles et de les évaluer,
- D'améliorer et permettre à tous la remontée des évènements indésirables, des plaintes et des réclamations, puis leur traitement,
- De réactualiser les plans d'urgences et de continuité d'activité ainsi que le DUERP,
- De sécuriser les outils et données numériques en s'appuyant notamment sur le programme ESMS numérique dans lequel l'établissement est engagé.

Une collaboration des EHPAD associatifs de l'Indre

Une charte signée en 2023 témoigne de la volonté de 5 EHPAD associatifs de travailler ensemble.

Ces collaborations sont à définir et leurs modalités à mettre en place. Cela pourra s'orienter sur la mutualisation de fonctions supports, de démarches communes (qualité et gestion des risques par exemple), d'un programme de formation commun, etc.

Un accompagnement extérieur est en place.

Une adaptation architecturale

Un volet architectural est envisagé. Il doit permettre de réaliser les objectifs fixés dans le cadre de ce CPOM mais également répondre aux exigences à venir :

- Répondre au vieillissement et à la dépendance des résidents accueillis qui a changé grâce aux programmes de maintien à domicile,
- Répondre aux exigences énergétiques (décret tertiaire par exemple) et environnementales, de développement durable,
- Améliorer globalement la qualité de vie et les conditions de travail.

A SAINTE-SEVERE, le 02 décembre 2024,

Frédéric AUSSIETTE
Directeur EHPAD le Castel

ARS du Centre-Val de Loire
Délégation départementale de l'Indre
Cité administrative - Bâtiment C
CS 30587 - Boulevard George Sand
36019 Châteauroux Cedex

Conseil Départemental de l'Indre
Direction de la Prévention
Et du Développement Social
Maison Départementale de la Solidarité
Centre Colbert – 4, rue Eugène Rolland
B.P. 601
36020 CHATEAUROUX Cedex

CPOM 01/01/2025 au 31/12/2029

ANNEXE N° 3 a

Année : 2024	360002141	EHPAD LE CASTEL

AXE 1 : EXPRESSION ET PARTICIPATION INDIVIDUELLE ET COLLECTIVE DES RESIDENTS

1.1 Garantir la co-construction des projets personnalisés d'accompagnement avec les résidents et leur famille et leur réévaluation annuelle :
- Participation du résident et, si besoin, de la personne de confiance à au moins une réunion d'échange sur son projet
- Signature du projet par le résident ou sa personne de confiance

Indicateurs à renseigner	Résultats à atteindre		Indicateurs à renseigner			Observations
Au moment du diagnostic	Année d'échéance	Valeur chiffrée à renseigner le cas échéant	Annuellement pendant toute la durée du CPOM	A mi-parcours CPOM	La dernière année de CPOM	
Taux de projets personnalisés d'accompagnement ayant fait l'objet d'une réunion d'échange avec le résident et, si besoin sa personne de confiance : 100,00%		100%				Les projet personnalisés sont réalisés mais sans échange
Taux de projets personnalisés d'accompagnement signés par le résident ou sa personne de confiance : 41,90%		100%				
Taux de projets personnalisés d'accompagnement réévalués chaque année : 34,00%		100%				

1.2 Faciliter et renforcer l'accès au numérique

Indicateurs à renseigner	Résultats à atteindre		Indicateurs à renseigner			Observations
Au moment du diagnostic	Année d'échéance	Valeur chiffrée à renseigner le cas échéant	Annuellement pendant toute la durée du CPOM	A mi-parcours CPOM	La dernière année de CPOM	
Avez-vous facilité et renforcé l'accès au numérique : Oui						
Si oui, merci de détailler les mesures mises en œuvre : Accès NETSOINS pour l'ensemble des secteurs de soins avec tablette pour les IDE						
Inscription au programme ESMS Numérique						
Déploiement du Wifi sur l'ensemble de l'établissement en cours						
Mise à niveau du DUI (porgramme SONS)						

1.3 Veiller à intégrer dans l'évaluation et l'élaboration des projets de vie une vision à moyen et long terme de l'évolution de la personne et de ses choix

Indicateurs à renseigner	Résultats à atteindre		Indicateurs à renseigner			Observations
Au moment du diagnostic	Année d'échéance	Valeur chiffrée à renseigner le cas échéant	Annuellement pendant toute la durée du CPOM	A mi-parcours CPOM	La dernière année de CPOM	
Nombre d'actions de sensibilisation des personnes âgées et de leur entourage : 0						
Nombre d'actions de sensibilisation des professionnels sur l'importance d'accompagner les personnes dans l'élaboration de l'évolution de leur accompagnement : 3						

AXE 2 : DECLINAISON DES PLANS ET SCHEMAS D'ORGANISATION EN SANTE SUR LES TERRITOIRES ET APPRECIATION DE L'ACTIVITE DES STRUCTURES DES CPOM ; TRANSFORMATION DES ETABLISSEMENTS ; REGROUPEMENT D'ETABLISSEMENTS ; RENFORCEMENT DE L'EFFICIENCE DE GESTION ; OPERATIONS DE MUTUALISATION DE CERTAINES FONCTIONS, DEMARCHES DE COOPERATIONS ; DEVELOPPEMENT DE LA PERFORMANCE EN MATIERE DE GESTION DE L'IMMOBILIER OU DES ACHATS

2.1 S'engager dans au moins une démarche de regroupement inter-établissements et de mutualisation de moyens (ex : implication dans les CLS, commission médicale unique par secteur en partenariat avec la CPTS, commission d'admission mutualisée par secteur, mutualisation gestion des ressources humaine, qualité, système d''information, organisation en GCSMS

Indicateurs à renseigner	Résultats à atteindre		Indicateurs à renseigner			Observations
	Au moment du diagnostic	Année d'échéance	Valeur chiffrée à renseigner le cas échéant	Annuellement pendant toute la durée du CPOM	A mi-parcours CPOM	La dernière année de CPOM	
Démarche de regroupement ou de coopération mise en place ?							
Préciser les démarches mises en œuvre	Charte EHPAD associatifs de l'Indre						

2.2 Mettre en place des actions pour ouvrir l'établissement aux personnes venant du domicile et les évaluer

Types d'actions mises en place et pour chacune d'entre-elles fréquence des actions, nombre de bénéficiaires, résultats de l'évaluation qualitative (pendant toute la période du CPOM)

	Type d'actions mise en place	Fréquence des actions	Nombre de bénéficiaires	Résultat de l'évaluation qualitative	Observations
Action 1	Animation	16	5	Positif	Bénéficiaires du SSIAD
Action 2					
Action 3					
Action 4					
Action X*					

** Insérer entre Action 4 et action X autant de lignes que nécessaire*

2.3 Participer aux réunions des coordinations gérontologiques et utiliser les outils de liaison existants sur le territoire

Indicateurs à renseigner	Résultats à atteindre		Indicateurs à renseigner			Observations
	Au moment du diagnostic	Année d'échéance	Valeur chiffrée à renseigner le cas échéant	Annuellement pendant toute la durée du CPOM	A mi-parcours CPOM	La dernière année de CPOM	
Nombre annuel de participations aux réunions de coordination gérontologique	0						

AXE 3 : PARTICIPATION A DES DEMARCHES RELATIVES A LA STRUCTURATION DES PARCOURS DE PRISE EN CHARGE DES PERSONNES ; DEVELOPPEMENT DE NOUVELLES PRESTATIONS ; PARTENARIATS AVEC DES ETABLISSEMENTS ET CENTRE DE SANTE, Y COMPRIS CEUX PROPOSANT DES PRESTATIONS D'HOSPITALISATION A DOMICILE, DES ETABLISSEMENTS ET SERVICES SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX, DES PROFESSIONNELS DE SANTE ET DE L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL

3.1 Mettre en place le dossier usager informatisé et garantir la sécurité des échanges par le développement de la cybersécurité

Indicateurs à renseigner	Résultats à atteindre		Indicateurs à renseigner			Observations
Au moment du diagnostic	Année d'échéance	Valeur chiffrée à renseigner le cas échéant	Annuellement pendant toute la durée du CPOM	A mi-parcours CPOM	La dernière année de CPOM	
Taux de résidents disposant d'un dossier usager informatisé (DUI)						
100%		100%				
Diagnostic cybersécurité réalisé						
Si oui, mesures mises en œuvre au regard du diagnostic						

3.2 S'impliquer avec les acteurs de la filière gériatrique pour améliorer la coordination ville / hôpital / médico-social (prévention des hospitalisations, préparation / programmation des hospitalisations et suite des hospitalisations)

Indicateurs à renseigner	Résultats à atteindre		Indicateurs à renseigner			Observations
Au moment du diagnostic	Année d'échéance	Valeur chiffrée à renseigner le cas échéant	Annuellement pendant toute la durée du CPOM	A mi-parcours CPOM	La dernière année de CPOM	
Nombre de résidents accueillis en sortie d'hospitalisation						
31						
Nombre d'hospitalisations sans passage aux urgences						
4						
Nombre d'hospitalisations avec passage aux urgences						
12						
Nombre de téléconsultations						
0						

3.3 Organiser des bilans de santé et dépistages systématiques pour les seniors

Indicateurs à renseigner	Résultats à atteindre		Indicateurs à renseigner			Observations
Au moment du diagnostic	Année d'échéance	Valeur chiffrée à renseigner le cas échéant	Annuellement pendant toute la durée du CPOM	A mi-parcours CPOM	La dernière année de CPOM	
Nombre de bilans et/ou de dépistages réalisés						
3						Dépistage optique. Doit-on co

3.4 Améliorer l'accès aux soins en santé mentale des personnes âgées

Indicateurs à renseigner	Résultats à atteindre		Indicateurs à renseigner			Observations
Au moment du diagnostic	Année d'échéance	Valeur chiffrée à renseigner le cas échéant	Annuellement pendant toute la durée du CPOM	A mi-parcours CPOM	La dernière année de CPOM	
Nombre de réunions annuelles d'informationauprès des professionnels sur les possibilités de consultation en santé mentale et d'hospitalisations						
0						
Nombre de consultations spécialisées organisées						
35						EMPPA

3.5 Développer la mobilisation des dispositifs d'accompagnement à la perte d'autonomie

Indicateurs à renseigner	Résultats à atteindre		Indicateurs à renseigner			Observations
Au moment du diagnostic	Année d'échéance	Valeur chiffrée à renseigner le cas échéant	Annuellement pendant toute la durée du CPOM	A mi-parcours CPOM	La dernière année de CPOM	
Nombre de journées portes ouvertes organisées pour faire connaitre les dispositifs d'hébergement temporaire et/ou d'accueil de jour						
0						

- Autres indicateurs

Indicateurs à renseigner	Résultats à atteindre		Indicateurs à renseigner			Observations
Au moment du diagnostic	Année d'échéance	Valeur chiffrée à renseigner le cas échéant	Annuellement pendant toute la durée du CPOM	A mi-parcours CPOM	La dernière année de CPOM	
Nombre d'ETP de l'EHPAD (AS/IDE/ASH/Autres) affectés aux nuits						
4,70						
dont % de personnels dipômés						
50%						
Nombre de personnels IDE présents chaque nuit hors astreinte mutualisée						
0						
Nombre de personnels AS présents chaque nuit						
1						
dont % de personnels dipômés presents la nuit						
100%						
Nombre ASH faisant fonction d'AS en ETP						
8						
Organisation comprenant un pool de remplacement						
Non						
Taux de résidents admis par Via-Trajectoire						
0,00%						Non évalué

AXE 4 : DEVELOPPEMENT DE LA QUALITE DE LA PRISE EN CHARGE DES RESIDENTS ; DEMARCHES FAVORISANT LA BIENTRAITANCE ET DEPLOIEMENT DE DISPOSITIFS DE SIGNALEMENTS PRECOCES EN CAS DE SITUATION DE MALTRAITANCE ; ACCOMPAGNEMENT DE LA FIN DE VIE DANS LE RESPECT DE LA DIGNITE ET DES DROITS DES PERSONNES ET ACCES AUX SOINS PALLIATIFS DES PERSONNES

4.1 Améliorer la prise en charge des résidents atteints de maladies neurodégénératives ou de troubles du comportement, favoriser le maintien et la réhabilitation des fonctions cognitives du résident

Indicateurs à renseigner	Résultats à atteindre		Indicateurs à renseigner			Observations
Au moment du diagnostic	Année d'échéance	Valeur chiffrée à renseigner le cas échéant	Annuellement pendant toute la durée du CPOM	A mi-parcours CPOM	La dernière année de CPOM	
Nombre de formations aux troubles psycho-comportementaux : 0						
Nombre de professionnels formés						
Taux d'occupation du PASA : 24,60%						
Nombre d'ASG en ETP : 6						

4.2 Améliorer la prévention de la dénutrition et les soins buccodentaires

Indicateurs à renseigner	Résultats à atteindre		Indicateurs à renseigner			Observations
Au moment du diagnostic	Année d'échéance	Valeur chiffrée à renseigner le cas échéant	Annuellement pendant toute la durée du CPOM	A mi-parcours CPOM	La dernière année de CPOM	
DENUTRITION :						
Actions mises en œuvre pour mobiliser les professionnels : identifier un référent nutrition pour porter la thématique, utiliser l'outil MNA Mini Nutritional Assessment, développer des ateliers nutritions						
Présence d'un protocole de prévention et de la prise en charge de la dénutrition : Oui						
Nombre de résidents dénutris : 18						
Taux de résidents faisant l'objet d'une surveillance de la courbe de poids : 100,00%						
Taux de résidents ayant une structure modifiée des aliments. : 56,00%						
Faites-vous des enquêtes de satisfaction sur la thématique de la restauration ? : Oui						
SOINS BUCCO-DENTAIRES :						
Existence d'une convention pour soins bucco dentaires (cabinets dentaires, établissements de santé...) : Non						
% de résidents ayant bénéficié d'un dépistage buccodentaire : Non						
Utilisation d'outils de dépistage (ex : Grille d'Eilers , outil Oral Health Assessment Tool -OHAT- basée sur l'observation clinique bucco-dentaire sans avoir besoin de requérir à un avis de chirurgie dentaire; grille Oral Assesment Guide-OAG-) : Non						
Si oui, laquelle ?						

4.3 Améliorer la prévention et la prise en charge des chutes

Indicateurs à renseigner	Résultats à atteindre		Indicateurs à renseigner			Observations
Au moment du diagnostic	Année d'échéance	Valeur chiffrée à renseigner le cas échéant	Annuellement pendant toute la durée du CPOM	A mi-parcours CPOM	La dernière année de CPOM	
Présence d'un protocole de prévention des chutes (oui ou non) : Oui						
Nombre de chutes : 312						
Nombre de chutes mortelles ou entraînant une hospitalisation : 4	2024	Réduction de 20%				
Nombre de chuteurs à répétition : 8						

4.4 Améliorer la prévention de la iatrogénie médicamenteuse et la diminution de la polymédication et sécuriser le circuit du médicament

Indicateurs à renseigner	Résultats à atteindre		Indicateurs à renseigner			Observations
Au moment du diagnostic	Année d'échéance	Valeur chiffrée à renseigner le cas échéant	Annuellement pendant toute la durée du CPOM	A mi-parcours CPOM	La dernière année de CPOM	
L'auto-diagnostic sur le circuit du médicament est-il réalisé ? (oui ou non) : Non						
Nombre de résidents ayant eu plus de 2 psychotropes différents par an : 44						
Nombre de résidents ayant eu plus de 10 lignes de prescription par mois : 23						

4.5 Améliorer la couverture vaccinale contre la grippe

Indicateurs à renseigner	Résultats à atteindre		Indicateurs à renseigner			Observations
Au moment du diagnostic	Année d'échéance	Valeur chiffrée à renseigner le cas échéant	Annuellement pendant toute la durée du CPOM	A mi-parcours CPOM	La dernière année de CPOM	
% de résidents vaccinés pour la grippe : 90,00%						
% de personnel vacciné pour la grippe : 15,00%						

4.6 Accompagner les établissements dans leur évolution pour répondre aux besoins des personnes accueillies

Indicateurs à renseigner	Résultats à atteindre		Indicateurs à renseigner			Observations
Au moment du diagnostic	Année d'échéance	Valeur chiffrée à renseigner le cas échéant	Annuellement pendant toute la durée du CPOM	A mi-parcours CPOM	La dernière année de CPOM	
Nombre d'actions de formation sur la gériatrie et les dégénérescences : 0						

4.7 Développer des actions de formation et d'information à destination des aidants

	Indicateurs à renseigner	Résultats à atteindre		Indicateurs à renseigner			Observations
	Au moment du diagnostic	Année d'échéance	Valeur chiffrée à renseigner le cas échéant	Annuellement pendant toute la durée du CPOM	A mi-parcours CPOM	La dernière année de CPOM	
Nombre d'actions d'information, de formation, de soutien à destination spécifique des aidants	0						

- Autres Indicateurs

	Indicateurs à renseigner	Résultats à atteindre		Indicateurs à renseigner			Observations
	Au moment du diagnostic	Année d'échéance	Valeur chiffrée à renseigner le cas échéant	Annuellement pendant toute la durée du CPOM	A mi-parcours CPOM	La dernière année de CPOM	
% de résidents avec escarres	4,60%						
dont % de résidents avec escarres provenant d'un établissement de santé ou du domicile	2,3						
Présence d'un protocole de prévention et de prise en charge des escarres	Oui						

AXE 5 : RESSOURCES HUMAINES ; ACCOMPAGNEMENT DE L'EVOLUTION DES COMPETENCES PROFESSIONNELLES DES PERSONNELS ET APPROPRIATION DES RECOMMANDATIONS DE BONNES PRATIQUES PROFESSIONNELLES ; AMELIORATION DES CONDITIONS D'EMPLOI ET DE TRAVAIL

5.1 Porter au moins deux actions d'amélioration de la qualité de vie au travail dont une portant sur le modèle organisationnel

Indicateurs à renseigner	Résultats à atteindre		Indicateurs à renseigner			Observations
Au moment du diagnostic	Année d'échéance	Valeur chiffrée à renseigner le cas échéant	Annuellement pendant toute la durée du CPOM	A mi-parcours CPOM	La dernière année de CPOM	
Nombre d'actions mises en œuvre						
Indiquer les actions mises en oeuvre	Communication ouverte entre la direction et les agents de l'établissement Espaces de travail ergonomiques : intervention d'une ergothérapeute					

5.2 Développer les formations qualifiantes et/ou diplômantes (formations, alternance, validation des acquis de l'expérience)

Nombre de personnels ayant bénéficié d'une formation par type de formation (indicateurs à renseigner annuellement))

	Désignation de la formation	Nombre de bénéficiaires	Qualifiante/ Diplômante	Type
Formation 1	Aide-soignant	1	Diplômante	Autres types
Formation 2				
Formation 3				
Formation 4				
formation X*				

** Insérer entre Formation 4 et Formation X autant de lignes que nécessaire*

5.3 Participer à la mise en place d'un comité d'éthique partagé entre plusieurs établissements et services (bientraitance, droits et libertés des usagers)

Indicateurs à renseigner	Résultats à atteindre		Indicateurs à renseigner			Observations
Au moment du diagnostic	Année d'échéance	Valeur chiffrée à renseigner le cas échéant	Annuellement pendant toute la durée du CPOM	A mi-parcours CPOM	La dernière année de CPOM	
Comité mis en place, démarches entreprises pour la mise en place du comité, actions éthiques mises en œuvre ?						
Indiquer les actions mises en oeuvre	Aucune					

5.4 Favoriser l'attractivité des métiers du Grand Age

Indicateurs à renseigner	Résultats à atteindre		Indicateurs à renseigner			Observations
Au moment du diagnostic	Année d'échéance	Valeur chiffrée à renseigner le cas échéant	Annuellement pendant toute la durée du CPOM	A mi-parcours CPOM	La dernière année de CPOM	
Bilan social et analyse de documents réalisés annuellement	Non					Associatif ?
Mise en place d'un portail présentant les offres locales d'emploi	Non					Linkedin est accepté ?

- Autres Indicateurs

Indicateurs à renseigner	Résultats à atteindre		Indicateurs à renseigner			Observations
Au moment du diagnostic	Année d'échéance	Valeur chiffrée à renseigner le cas échéant	Annuellement pendant toute la durée du CPOM	A mi-parcours CPOM	La dernière année de CPOM	
Nombre d'agents formés à la prévention des troubles musculosquelettique ou postures	0					En 2023

AXE 6 : PROJETS SPECIFIQUES OU INNOVANTS DONT PROJETS IMMOBILIERS

6.1 Développer des environnements favorables à la santé (qualité de vie, qualité de l'air, matériaux de construction, gestion des déchets, luminosité, accès aux locaux, accès à la nature, respect des réglementations énergétiques)

Types d'actions mises en place et pour chacune prévision d'échéance des actions, résultats de l'évaluation qualitative (indicateurs à renseigner annuellement)

	Type d'actions mise en place	Echéances des actions	Résultat de l'évaluation qualitative	Observations
Action 1				
Action 2				
Action 3				
Action 4				
Action X*				

** Insérer entre Action 4 et action X autant de lignes que nécessaire*

6.2 Poursuivre l'adaptation et la modernisation des établissements existants

Indicateurs à renseigner	Résultats à atteindre		Indicateurs à renseigner			Observations
Au moment du diagnostic	Année d'échéance	Valeur chiffrée à renseigner le cas échéant	Annuellement pendant toute la durée du CPOM	A mi-parcours CPOM	La dernière année de CPOM	
Oui						

Avez-vous des projets prévus dans les 5 prochaines années

Si oui, merci de préciser lesquels

Adapter l'architecture à l'évolution de la personne agée, à la qualité de vie au travail et aux enjeux environnementaux

Annexe n° 3 b

EHPAD « Le Castel » à Sainte Sévère-sur-Indre

AXE 1 **Expression et participation individuelle et collective des résidents** **Cet axe peut comprendre les thèmes suivants : outils de la Loi 2002-2, projets personnalisés, projets de soins, projets d'animation, projet d'établissement, directives anticipées, personne de confiance…**	
Points forts	**Axes d'amélioration**
CVS Le Conseil de la vie sociale a été renouvelé début 2023. Une 1ère réunion a eu lieu en décembre 2023. Les réunions régulières sont planifiées sur le 2024. Chaque réunion fait l'objet d'une réunion préalable avec l'animatrice qui mobilise les résidents volontaires afin de déterminer les points à aborder. Cette réunion fait l'objet d'un compte rendu qui est ensuite abordé (anonymisé) lors de la réunion du CVS. Par ailleurs, un espace de rencontre est organisé par les représentantes des familles et la présidente du CVS chaque dernier mercredi du mois afin de recueillir également l'expression des résidents ainsi que de leurs proches. Une boite au lettre mail CVS est également en place. **Projets personnalisés** Le recrutement d'une psychologue en décembre 2023 a permis de relancer les projets personnalisés. La première étape a constitué à la refonte des documents de recueils et à la désignation des référents (IDE et AS). La démarche est effective depuis avril 2024 et les 1ers projets sont en cours d'élaboration. **Outils de la loi 2002-2** Le livret d'accueil et le règlement de fonctionnement ont été mis à jour en décembre 2023. La recherche systématique du consentement du résident pour son entrée dans l'institution est effectuée et respecté. La personne de confiance et les directives anticipées sont recherchées dès l'entrée.	**Outils de la loi 2002-2** La validation du projet d'établissement 2022-2026 n'a pas été faite. Le DIPC doit être réalisé. Les personnes entrées en institution et ayant développé ensuite des altérations de leur capacité cognitive ne font pas l'objet de mesures systématiques de protection.

Des entretiens psychologues sont réalisés à la demande du résident ou lorsque l'équipe soignante identifie un besoin. Un projet d'animation collectif annuel est réalisé et présenté aux diverses instances.	

Commentaires ARS / CD

Point de vigilance relatif aux outils de la Loi 2002-2 :
Mettre à jour les documents de la Loi 2002-2 en fonction de l'évolution de la règlementation et du fonctionnement de l'établissement.

Point de vigilance relatif au projet d'établissement :
Le projet d'établissement doit être validé par les instances de l'établissement (CVS et Conseil d'administration) avant sa mise en œuvre.

Points de vigilance relatifs au projet d'accompagnement personnalisé (PAP) :
Le PAP est un outil pour la personnalisation de la prise en charge et un document prioritaire à mettre en place.
Formaliser le suivi des objectifs du projet personnalisé pour chaque résident.
Favoriser les échanges vers les familles et expliquer l'objectif du PAP.
Formaliser un projet de soins et de vie spécifique pour chaque personne.
Actualiser le PAP aussi souvent que nécessaire et à minima 1 fois par an.

Points de vigilance relatifs aux protocoles :
Actualiser le suivi de l'outil interne des protocoles de gestion.

AXE 2

Déclinaison des plans et schémas d'organisation en santé sur les territoires et appréciation de l'activité des structures des CPOM ; transformation des établissements ; regroupement d'établissements ; renforcement de l'efficience de gestion ; opérations de mutualisation de certaines fonctions, démarches de coopérations ; développement de la performance en matière de gestion de l'immobilier ou des achats

Cet axe peut comprendre les thèmes suivants : efficience de gestion, politique d'achats, gouvernance, gestion de l'immobilier ou des locaux, réponses aux besoins du territoire...

Points forts	Axes d'amélioration
Coopération établissements associatifs Une charte a été signée par les établissements associatifs de l'Indre afin d'explorer des pistes de coopération. Un accompagnement a été accordé afin d'accompagner les établissements dans cette réflexion. **Performance achats** L'établissement s'inscrit dans les démarches d'achats groupés (centrales). Une mise en concurrence est systématique ainsi qu'une politique d'achats en coût complets et incluant la notion d'achats durables. **CDEI** L'EHPAD participe aux travaux et réunions de la CDEI	**Coopérations** Développer les coopérations et réflexions avec les autres EHPAD sur le versant soins (ex : échange de bonne pratiques, rencontres, etc.)

Commentaires ARS- CD

Point de vigilance relatif aux partenariats :
Continuer les partenariats mis en place et transmettre la liste des partenaires aux autorités de façon régulière.
Optimisation de coopération avec l'HAD
Présenter les missions HAD aux familles quand nécessaire (selon bilan mi-parcours)
Présenter aux IDE des possibilités de recours à l'HAD

Point de vigilance en matière de gestion :
Mettre en place une politique de gestion des investissements.

Autres : Projet GCSMS de coopération de moyens pour les fonction supports en cours d'étude.

AXE 3

Participation à des démarches relatives à la structuration des parcours de prise en charge des personnes ; développement de nouvelles prestations ; partenariats avec des établissements et centres de santé, y compris ceux proposant des prestations d'hospitalisation à domicile, des établissements et services sociaux et médico-sociaux, des professionnels de santé et de l'accompagnement social

Cet axe peut comprendre les thèmes suivants : ouverture sur l'environnement, contribution des parcours, développement des Systèmes d'Information...

Points forts	Axes d'amélioration
Convention en place avec l'HAD **Conventions avec :** CH CHATEAUROUX Opticiens EADSP EMG Equipe territoriale d'hygiène MS Kinés Ergo Laboratoire Médecins libéraux Pharmacie **Télé coordination** Mise en place d'une solution de télé coordination en l'absence de médecin coordonnateur **ESMS numérique** Grappe en cours de constitution	*Nécessité de remise à jour des conventions* *Recrutement d'un médecin coordonnateur*

Commentaires ARS - CD

<u>Point de vigilance relatif à l'ouverture sur l'environnement</u> :
Continuer les partenariats actuels et chercher à s'ouvrir vers d'autres partenaires (et en particulier vers les SAD).
Mettre en place une convention avec l'UHR du CDGI et une avec l'UHR du CH de La Châtre et celui du CH d'Issoudun.
Conventionner avec les différents partenaires et actualiser régulièrement ces documents.

AXE 4

Développement de la qualité de la prise en charge des résidents ; démarches favorisant la bientraitance et déploiement de dispositifs de signalements précoces en cas de situation de maltraitance ; accompagnement de la fin de vie dans le respect de la dignité et des droits des personnes et accès aux soins palliatifs des personnes

Cet axe peut comprendre les thèmes suivants : maîtrise des risques, continuité de l'accompagnement, sécurisation du circuit du médicament, politique de prévention, bientraitance, soins palliatifs et fin de vie...

Points forts	Axes d'amélioration
Formation bientraitance Référents soins 28 agents ont suivi une formation en 2022 et 2023 + CA/CVS **Partenariat avec les opticiens** **Fin de vie** Convention EADSP + formation annuelle de 2 agents **Gestion des risques** - DAMRI - Plan bleu en cours **Convention pharmacie**	Circuit du médicament à revoir sur à la mise en place de télé coordination et la signature de la convention avec la pharmacie Mise en place d'action prévention des chutes (kiné/PAPA)

Commentaires ARS	Commentaires CD
Points de vigilance relatifs au circuit du médicament : S'assurer du suivi des médicaments. Assurer la mise en place des actions correctives nécessaires suite à l'audit du circuit du médicament via la télécoordination. Veiller à la vérification des piluliers selon la règle des 5B (bon médicament, au bon dosage, par la bonne voie, au bon moment, au bon résident).	

Commentaires ARS / CD

Points de vigilance relatifs à la bientraitance :
Evaluer la connaissance de la procédure de signalement d'acte de maltraitance par les professionnels.
Evaluer les effets des actions de prévention sur la bientraitance et développer l'analyse des pratiques.

Points de vigilance relatifs aux événements indésirables :
Sensibiliser régulièrement le personnel, le résident et sa famille sur les événements indésirables, sur la distinction entre EI et EIG et sur la procédure à appliquer.
Développer la culture des événements indésirables au sein de l'établissement.

AXE 5
Ressources humaines ; accompagnement de l'évolution des compétences professionnelles des personnels et appropriation des recommandations de bonnes pratiques professionnelles ; amélioration des conditions d'emploi et de travail

Cet axe peut comprendre les thèmes suivants : amélioration de la qualité de vie au travail, évolution des compétences des professionnels, politique de prévention...

Points forts	Axes d'amélioration
Etude de poste ergothérapeute Prise en compte des souhaits des agents pour l'aménagement des plannings	Mise en place entretiens pro en 2025 Révision des organisations avec harmonisation des horaires Immobilier est contraint et ne favorise pas notamment la qualité du travail administratif Développement du télétravail

Commentaires ARS- CD

Points de vigilance relatifs à l'amélioration de la qualité de vie au travail :
Réaliser régulièrement un questionnaire de satisfaction auprès du personnel ;
Faire une étude des risques psycho-sociaux et établir un plan d'actions ;
Formaliser et évaluer l'appropriation des RBPP par l'ensemble des professionnels ;
Etablir un livret d'accueil pour les bénévoles.
Développer le tutorat ainsi que la démarche de l'apprentissage.

AXE 6 Projets spécifiques ou innovants dont projets immobiliers	
Points forts	**Axes d'amélioration**
Extensions relativement récentes répondant aux enjeux actuels d'accueil des résidents et de développement durable). Implantation au cœur du village	La partie la plus ancienne de l'établissement ne répond pas aux enjeux actuels : - Accueil des résidents (chambre de surface réduite), - Qualité de vie au travail (manque de locaux annexes, de bureaux), - Développement durable (utilisation d'énergies fossiles, faible isolation). - Manque d'espaces extérieurs.

Commentaires ARS- CD

Point de vigilance relatif à la création de service et au patrimoine immobilier :
Il est rappelé que tout projet immobilier ainsi que toute création de service doivent faire l'objet d'une présentation préalable, d'une validation et d'une autorisation par les autorités de tarification.
Les projets doivent également faire l'objet d'un plan de financement validé.

ANNEXE 4

Plan global de financement pluriannuel (PGFP)

677

CRP consolidés		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
	Produits								
	Groupe I : Produits de la tarification	4 122 630,42 €	4 816 163,68 €	4 629 242,29 €	4 632 111,94 €	4 634 983,85 €	4 637 858,04 €	4 640 734,49 €	4 643 613,21 €
	Dont aides ponctuelles par dotations non reconductibles	*0,00 €*	*0,00 €*	*0,00 €*	*0,00 €*	*0,00 €*	*0,00 €*	*0,00 €*	*0,00 €*
	Groupe II : Autres produits d'exploitation	148 979,18 €	94 243,24 €	94 243,24 €	94 243,24 €	94 243,24 €	94 243,24 €	94 243,24 €	94 243,24 €
	(*) Dont produits du compte 70	*42 932,88 €*							
	Groupe III : Produits financiers, exceptionnels et non encaissables	682 089,49 €	85 005,54 €	68 775,00 €	68 775,00 €	68 775,00 €	68 775,00 €	68 775,00 €	68 775,00 €
	Total des produits (1)	4 953 699,07 €	4 795 412,46 €	4 792 260,53 €	4 795 130,18 €	4 798 002,09 €	4 800 876,28 €	4 803 752,73 €	4 806 631,45 €
	Dont produits (hors c/775, 777, 7781 et 79)	*4 386 433,95 €*	*4 785 030,25 €*	*4 723 485,53 €*	*4 726 355,18 €*	*4 729 227,09 €*	*4 732 101,28 €*	*4 734 977,73 €*	*4 737 856,45 €*
	Charges								
	Groupe I : Charges afférentes à l'exploitation courante	812 067,53 €	807 744,13 €	809 744,13 €	811 744,13 €	813 744,13 €	815 744,13 €	817 744,13 €	819 744,13 €
	(*) Dont achats stockés et variation des stocks	*66 272,33 €*							
	Groupe II : Charges afférentes au personnel	3 430 179,25 €	3 234 186,14 €	3 296 169,44 €	3 359 362,14 €	3 423 788,12 €	3 489 471,74 €	3 556 437,85 €	3 624 711,78 €
	Groupe III : Charges afférentes à la structure	457 149,62 €	525 559,21 €	420 770,92 €	411 108,23 €	402 293,42 €	393 967,92 €	378 557,98 €	352 056,70 €
	(*) Dont charges non décaissables	*224 004,44 €*							
	Dont charges des comptes 61 et 62 du groupe 3	*201 228,60 €*	*221 352,20 €*	*214 000,00 €*	*214 000,00 €*	*214 000,00 €*	*214 000,00 €*	*214 000,00 €*	*214 000,00 €*
	Dont charges des comptes 63 à 65 du Groupe 3 des dépenses	*19 201,08 €*	*22 395,91 €*	*22 550,00 €*	*22 550,00 €*	*22 550,00 €*	*22 550,00 €*	*22 550,00 €*	*22 550,00 €*
	Total des charges (2)	4 699 396,40 €	4 567 489,48 €	4 526 684,49 €	4 582 214,50 €	4 639 825,66 €	4 699 183,79 €	4 752 739,96 €	4 796 512,61 €
	(*) Dont charges des comptes 60 à 62	*1 206 888,53 €*	*1 187 812,33 €*	*1 244 443,43 €*	*1 309 636,13 €*	*1 376 062,10 €*	*1 443 745,73 €*	*1 512 711,83 €*	*1 582 985,76 €*
	(*) Dont charges des comptes 63 et 645 à 647	*1 056 756,19 €*	*1 003 357,23 €*						
	Résultat prévisionnel (1) - (2)	**254 302,67 €**	**227 922,98 €**	**265 576,04 €**	**212 915,68 €**	**158 176,43 €**	**101 692,49 €**	**51 012,77 €**	**10 118,84 €**

CAF		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
	(FRE) Résultat prévisionnel	254 302,67 €	227 922,98 €	265 576,04 €	212 915,68 €	158 176,43 €	101 692,49 €	51 012,77 €	10 118,84 €
	Flux internes (charges) (+)	224 004,44 €	208 388,32 €	184 220,92 €	174 558,23 €	165 743,42 €	157 417,92 €	142 007,98 €	115 506,70 €
	(FRI) Valeur comptable des éléments d'actif cédés	11 136,50 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	(FRI) Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	161 017,62 €	154 852,72 €	90 520,92 €	80 858,23 €	72 043,42 €	63 717,92 €	48 307,98 €	21 806,70 €
	(FRI) Dotations aux provisions réglementées impactant le FRI	1 829,50 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	(FRI) Autres dotations aux amortissements, provisions et dépréciations impactant le FRI (dont c/68748)	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	(FRI) Reports en fonds dédiés à l'investissement sur concours publics des entités gestionnaires d'ESSMS (c/68921) - ESSMS privés	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	(FRE) Autres dotations aux amortissements, provisions et dépréciations	3 951,34 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	(FRE) Reports en fonds dédiés (sauf c/68921) - ESSMS privés	48 269,48 €	51 535,60 €	93 700,00 €	93 700,00 €	93 700,00 €	93 700,00 €	93 700,00 €	93 700,00 €
	Flux internes (produits) (-)	567 265,12 €	10 382,21 €	68 775,00 €	68 775,00 €	68 775,00 €	68 775,00 €	68 775,00 €	68 775,00 €
	(FRI) Reprises sur provisions réglementées impactant le FRI	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	(FRI) Reprises sur amortissements, autres provisions et dépréciations impactant le FRI (dont c/78748)	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	(FRI) Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	44 654,72 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	(FRI) Quote-part d'éléments du fonds associatif virée au compte de résultat	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	(FRI) Produits des cessions d'éléments d'actif	12 766,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	(FRI) Utilisation des fonds dédiés à l'investissement sur concours publics des entités gestionnaires d'ESSMS (c/78921) - ESSMS privés	322 610,38 €	10 382,21 €	68 775,00 €	68 775,00 €	68 775,00 €	68 775,00 €	68 775,00 €	68 775,00 €
	(FRE) Reprises sur autres provisions et dépréciations	22 048,85 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	(FRE) Utilisation de fonds dédiés et de fonds reportés (sauf c/78921) - ESSMS privés	165 185,17 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Capacité (+) / Insuffisance (-) d'autofinancement prévisionnelle	**-88 958,01 €**	**423 929,09 €**	**381 021,96 €**	**318 698,91 €**	**255 144,85 €**	**190 335,41 €**	**124 245,75 €**	**56 850,54 €**
	Dont part affectant le fonds de roulement d'investissement FRI = (3)	-206 247,48 €	144 470,51 €	21 745,92 €	12 083,23 €	3 268,42 €	-5 057,08 €	-20 467,02 €	-46 968,30 €
	Dont part affectant le fonds de roulement d'exploitation FRE = (4)	117 289,47 €	279 458,58 €	359 276,04 €	306 615,68 €	251 876,43 €	195 392,49 €	144 712,77 €	103 818,84 €

(*) : Les lignes précédées d'un astérisque, qui servent à collecter des données intermédiaires nécessaires au calcul d'indicateurs pour l'année N-1 uniquement, peuvent être masquées.

FRI		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
	Augmentation des financements stables d'investissement de la période = (5)	71 068,94 €	145 110,51 €	21 745,92 €	12 083,23 €	3 268,42 €	-5 057,08 €	-20 467,02 €	-46 968,30 €
	CAF ou IAF (signe -) prévisionnelle affectée au FRI = (3)	-206 247,48 €	144 470,51 €	21 745,92 €	12 083,23 €	3 268,42 €	-5 057,08 €	-20 467,02 €	-46 968,30 €
	Réserves et excédents affectés à l'investissement (ESSMS pub. : 10682 / ESSMS priv. : 106852)	228 922,23 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Affectation des résultats à la réserve de compensation des charges d'amortissement (ESSMS pub. : 10687/ ESSMS priv. : 106857)	36 988,19 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Apports, dotations, réserves, fonds propres (sauf 106 Réserves)	640,00 €	640,00 €						
	Subventions d'investissement (comptes 13)	0,00 €	0,00 €						
	Emprunts et dettes assimilées (comptes 16) à plus d'un an	0,00 €	0,00 €						
	Produits des cessions d'éléments d'actif	12 766,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Comptes de liaison investissement (établissements privés)	0,00 €	0,00 €						
	Autres								
	Diminution des financements stables d'investissement de la période =(6)	85 731,74 €	75 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Fonds propres et réserves (ESSMS privés) – Réduction - (sauf compte 106)	0,00 €	0,00 €						
	Remboursements des emprunts antérieurs à plus d'un an (part capital)								
	Remboursements des emprunts prévus au plan à plus d'un an (part capital)								
	Acquisition d'immobilisations	85 731,74 €	75 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Immobilisations incorporelles	0,00 €	0,00 €						
	Terrains	0,00 €	0,00 €						
	Agencements de terrains	0,00 €	0,00 €						
	Constructions	0,00 €	0,00 €						
	Installations techniques matériel et outillage	85 716,74 €	75 000,00 €						
	Autres immobilisations corporelles	0,00 €	0,00 €						
	Immobilisations en cours	0,00 €	0,00 €						
	Immobilisations financières	15,00 €	0,00 €						
	Reprise sur les réserves de compensation des charges d'amortissement	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Charges à répartir sur plusieurs exercices (augmentation)	0,00 €	0,00 €						

	Autres								
	Comptes de liaison investissement (établissements privés)	0,00 €	0,00 €						
	Variations du FRI (5) - (6) = (7)	*-14 662,80 €*	*70 110,51 €*	*21 745,92 €*	*12 083,23 €*	*3 268,42 €*	*-5 057,08 €*	*-20 467,02 €*	*-46 968,30 €*
	FRI initial (8)	1 632 025,72 €	1 617 362,92 €	1 687 473,43 €	1 709 219,35 €	1 721 302,58 €	1 724 571,00 €	1 719 513,92 €	1 699 046,90 €
	FRI cumulé de fin de période = (7) + (8) = (9)	**1 617 362,92 €**	**1 687 473,43 €**	**1 709 219,35 €**	**1 721 302,58 €**	**1 724 571,00 €**	**1 719 513,92 €**	**1 699 046,90 €**	**1 652 078,60 €**
	Augmentation des financements stables d'exploitation de la période = (10)	120 428,47 €	279 458,58 €	359 276,04 €	306 615,68 €	251 876,43 €	195 392,49 €	144 712,77 €	103 818,84 €
	CAF ou IAF (signe -) prévisionnels affectée au FRE =(4)	117 289,47 €	279 458,58 €	359 276,04 €	306 615,68 €	251 876,43 €	195 392,49 €	144 712,77 €	103 818,84 €
	Reprise sur les réserves de compensation des charges d'amortissement	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Comptes de liaison trésorerie (stable) (établissements privés)	0,00 €							
	Autres	3 139,00 €							
F	**Diminution des financements stables d'exploitation de la période = (11)**	263 910,42 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
R	Reprise à l'investissement des réserves de couverture du BFR								
	Affectation des résultats à l'investissement	226 922,23 €							
E	Affectation des résultats à la réserve de compensation des charges d'amortissement (ESSMS pub. 10687 / ESSMS priv. 106857)	36 988,19 €							
	Comptes de liaison trésorerie (stable) (établissements privés)	0,00 €							
	Autres								
	Variations du FRE (10) - (11) = (12)	*-143 481,95 €*	*279 458,58 €*	*359 276,04 €*	*306 615,68 €*	*251 876,43 €*	*195 392,49 €*	*144 712,77 €*	*103 818,84 €*
	FRE initial (13)	7 131 763,42 €	6 988 281,47 €	7 267 740,05 €	7 627 016,09 €	7 933 631,76 €	8 185 508,19 €	8 380 900,68 €	8 525 613,45 €
	FRE cumulé de fin de période = (12) + (13) = (14)	6 988 281,47 €	7 267 740,05 €	7 627 016,09 €	7 933 631,76 €	8 185 508,19 €	8 380 900,68 €	8 525 613,45 €	8 629 432,29 €

F	**Apport ou prélèvement sur le fonds de roulement net global = (7) + (12) = (15)**	**-158 144,75 €**	**349 569,09 €**	**381 021,96 €**	**318 698,91 €**	**255 144,85 €**	**190 335,41 €**	**124 245,75 €**	**56 850,54 €**
R	FRNG initial = (16)	8 763 789,14 €	8 605 644,39 €	8 955 213,48 €	9 336 235,44 €	9 654 934,35 €	9 910 079,19 €	10 100 414,60 €	10 224 660,35 €
N	**Fonds de Roulement Net Global (FRNG) de fin de période = (15) + (16) = (17)**	**8 605 644,39 €**	**8 955 213,48 €**	**9 336 235,44 €**	**9 654 934,35 €**	**9 910 079,19 €**	**10 100 414,60 €**	**10 224 660,35 €**	**10 281 510,89 €**

		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
	Augmentation du besoin en fonds de roulement de la période = (18)	#REF!	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Augmentation des stocks	1 053,16 €							
	Augmentation des créances (effet volume ou prix)	#REF!							
	Diminution des dettes fournisseurs (effet volume ou prix)	0,00 €							
B	Autres augmentations du BFR	0,00 €							
	Diminution du besoin en fonds de roulement de la période = (19)	#REF!	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
F	Diminution des stocks	0,00 €							
	Diminution des créances (effet volume ou prix)	#REF!							
R	Augmentation des dettes fournisseurs	13 989,45 €							
	Autres diminutions du BFR	151 938,93 €							
	Variations du BFR = (18) - (19) = (20)	*#REF!*	*0,00 €*	*0,00 €*	*0,00 €*	*0,00 €*	*0,00 €*	*0,00 €*	*0,00 €*
	BFR initial (21)	-442 003,41 €	#REF!	#REF!	#REF!	#REF!	#REF!	#REF!	#REF!
	BFR cumulé fin de période = (20) + (21) = (22)	#REF!	#REF!	#REF!	#REF!	#REF!	#REF!	#REF!	#REF!
	Variations de la trésorerie sur la période = (7) + (12) - (20) = (23)	*#REF!*	*349 569,09 €*	*381 021,96 €*	*318 698,91 €*	*255 144,85 €*	*190 335,41 €*	*124 245,75 €*	*56 850,54 €*
	Trésorerie initiale = (24)	9 205 792,55 €	#REF!	#REF!	#REF!	#REF!	#REF!	#REF!	#REF!
T	**Trésorerie de fin de période = (23) + (24) = (25)**	#REF!	#REF!	#REF!	#REF!	#REF!	#REF!	#REF!	#REF!
	Variations des financements à court terme = (26)	#REF!							
	Liquidités de fin de période = Liquidités de début de période + (23) + (26)	#REF!	#REF!	#REF!	#REF!	#REF!	#REF!	#REF!	#REF!

Contrôle cohérence avec l'onglet "Bilan Financier" :

FRNG (montant inscrit en D96 du PGFP) :	OK
Trésorerie (montant inscrit en cellule D114 du PGFP):	#REF!

Données complémentaires nécessaires au calcul des ratios

Montant cumulé des emprunts en fin d'année (compte 16 hors compte 1688) à plus d'un an		0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Montant des comptes 165 (ESSMS publics) et 169								
Montant des remboursements de cautions sur l'année (compte 165) (ESSMS publics)								
Montant cumulé des financements stables du FRI en fin d'année (hors amortissements)	2 821 708,14 €	2 811 965,93 €	2 743 190,93 €	2 674 415,93 €	2 605 640,93 €	2 536 865,93 €	2 468 090,93 €	2 399 315,93 €
Montant cumulé de l'actif immobilisé brut en fin d'année (1)	4 359 793,80 €	4 434 793,80 €	4 434 793,80 €	4 434 793,80 €	4 434 793,80 €	4 434 793,80 €	4 434 793,80 €	4 434 793,80 €
Mesures correctives le cas échéant (sorties d'immobilisations, etc.)								
Montant cumulé de l'actif immobilisé brut en fin d'année pris en compte pour le calcul du taux de vétusté	4 359 793,80 €	4 434 793,80 €	4 434 793,80 €	4 434 793,80 €	4 434 793,80 €	4 434 793,80 €	4 434 793,80 €	4 434 793,80 €
Montant cumulé des amortissements en fin d'année (1)	3 456 641,11 €	3 611 493,83 €	3 702 014,75 €	3 782 872,98 €	3 854 916,40 €	3 918 634,32 €	3 968 942,30 €	3 988 749,00 €
Mesures correctives le cas échéant								
Montant cumulé des amortissements en fin d'année pris en compte pour le calcul du taux de vétusté	3 456 641,11 €	3 611 493,83 €	3 702 014,75 €	3 782 872,98 €	3 854 916,40 €	3 918 634,32 €	3 968 942,30 €	3 988 749,00 €

	Taux d'endettement (< 50%)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	Durée apparente de la dette (< 10 ans)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	CAF / Remboursement annuel du capital des emprunts (>1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RATIOS	*Trésorerie en jours*	#REF!	#REF!	#REF!	#REF!	#REF!	#REF!	#REF!	#REF!
	Taux de CAF en % des produits (hors c/775, 777, 7781 et 78)	-2,03%	6,86%	8,07%	6,74%	5,40%	4,02%	2,62%	1,20%
	Taux de vétusté global des immobilisations (1)	79,28%	81,44%	83,48%	85,30%	86,92%	88,36%	89,45%	89,94%
	Marge brute d'exploitation	-191 066,88 €	424 728,54 €	381 021,96 €	318 698,91 €	255 144,85 €	190 335,41 €	124 245,75 €	56 850,54 €
	Taux de marge brute d'exploitation en % des produits courants	-4,47%	9,02%	8,07%	6,74%	5,40%	4,02%	2,62%	1,20%

(1) : Le taux de vétusté pour l'année N-1 est calculé à partir des données du tableau "FDR". Pour les années qui suivent, les acquisitions nouvelles et les dotations aux amortissements sont intégrées automatiquement à partir des données "CAF" et "FRI" ci-dessus. Si nécessaire, ces données doivent être corrigées (notamment en cas de sorties d'immobilisations).

Annexe n°6

CONVENTION D'HABILITATION A RECEVOIR DES BENEFICIAIRES AU TITRE DE L'AIDE SOCIALE POUR L'ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES « LE CASTEL » à SAINTE SEVERE-SUR-INDRE

ENTRE :

- Le Département de l'Indre, représenté par Monsieur Marc FLEURET, Président du Conseil départemental, d'une part,

ET :

- L'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) « Le Castel » dont le siège social est situé 5, rue des Gardes – 36160 SAINTE SEVERE-SUR-INDRE, représenté par son Directeur en exercice, Monsieur Frédéric AUSSIETTE, d'autre part.

Visas et références juridiques :

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles, et notamment les articles L.313-8, L.342-3-1 et D.342-2 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté conjoint n° 2018-DOMS-PA36-0300 et n°2018-D-2889 du 18 octobre 2018 portant renouvellement de l'autorisation, modification de la répartition des places de l'EHPAD « Le Castel », sis 5 rue des Gardes, 36160 SAINTE SEVERE-SUR-INDRE, géré par l'Association « Le Castel » et autorisation de création d'un Pôle d'Activité et de Soins Adaptés (PASA) de 14 places, sans extension de capacité ;

Vu l'arrêté conjoint n° 2024-DOMS-PA36-0159 et n° 2024-D-2817 du 25 novembre 2024 portant autorisation de transformation de 5 places d'hébergement temporaire en 5 places d'hébergement permanent pour personnes âgées dépendantes au sein de l'EHPAD Le Castel à SAINTE-SEVERE-SUR-INDRE, géré par l'Association Le Castel ;

Vu le Règlement Départemental d'Aide Sociale de l'Indre (RDAS) ;

Considérant le présent Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens 2025-2029 conclu entre l'organisme gestionnaire de l'EHPAD « Le Castel » à Sainte Sévère-sur-Indre, le Département de l'Indre, et l'Agence Régionale de Santé Centre – Val de Loire ;

PREAMBULE :

Par arrêté d'autorisation conjoint n° 2024-DOMS-PA36-0159 et n° 2024-D-2817 du 25 novembre 2024 portant autorisation de transformation de 5 places d'hébergement temporaire en 5 places d'hébergement permanent pour personnes âgées dépendantes au sein de l'EHPAD Le Castel à SAINTE-SEVERE-SUR-INDRE, géré par l'Association Le Castel, le Président du Conseil départemental de l'Indre, en application du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF), a habilité l'établissement à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale, pour la totalité de sa capacité, soit 84 lits d'hébergement permanent et 3 lits d'hébergement temporaire.

Dans le cadre de cette habilitation totale, une part de la capacité est tarifée hors tarification à l'aide sociale pour les résidents non bénéficiaires de l'aide sociale, dans la mesure où l'établissement a accueilli en moyenne moins de 50 % de bénéficiaires de l'aide sociale départementale par rapport à sa capacité agréée sur les trois derniers exercices (article L.342-3-1 du CASF et suivants et D.342-1 et suivants du CASF).

Le CPOM vaut convention d'aide sociale, au sens de l'article L.313-8-1 CASF, entre l'Organisme Gestionnaire et le Conseil départemental. Les conditions et modalités sont précisées dans la présente convention.

IL EST AINSI CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1er : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir la nature et les conditions de mise en œuvre des missions assurées par l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes « Le Castel » à Sainte Sévère-sur-Indre au titre de la prise en charge des bénéficiaires de l'aide sociale.

ARTICLE 2 : CATÉGORIES DE PUBLICS ACCUEILLIS AU TITRE DE L'AIDE SOCIALE

L'établissement s'engage à accueillir toute femme ou homme âgé d'au moins 65 ans ou 60 ans en cas d'inaptitude au travail, dont le maintien à domicile n'est plus possible.

L'établissement peut à titre dérogatoire et après autorisation du Président du Conseil départemental de l'Indre, recevoir des personnes de moins de 60 ans.

ARTICLE 3 : NATURE DES ACTIONS ET PRESTATIONS GARANTIES AUX BENEFICIAIRES DE L'AIDE SOCIALE A L'HEBERGEMENT

Comme pour l'ensemble des résidents, l'établissement doit satisfaire aux normes minimales qualitatives et quantitatives d'équipement et de fonctionnement des établissements assurant l'hébergement des personnes âgées.
Cela porte sur :

- un hébergement à temps complet à titre permanent ou temporaire et fournissant, pour chaque résident, à minima, le socle des prestations prévu à l'annexe 2-3-1 du CASF et décrit à l'article 4 du titre 2 du présent CPOM « tarification à l'hébergement », ainsi que le blanchissage du linge des résidents ;
- la proposition et la dispensation de soins médicaux et paramédicaux adaptés ;
- une prise en charge assurée par une équipe pluridisciplinaire comprenant du temps de médecin coordonnateur ;
- la mise en œuvre et le suivi annuel d'un projet d'accompagnement personnalisé pour chaque résident ;
- l'élaboration d'un contrat de séjour pour chaque résident ;
- un environnement architectural adapté et apportant un environnement confortable, rassurant et stimulant, permettant une vie sociale et un accueil des familles. L'établissement doit également disposer d'un système fixe de rafraîchissement de l'air ;
- l'élaboration d'un plan détaillé sur les modalités d'organisation en cas de crise sanitaire ou climatique.

L'établissement garantit également les normes réglementaires de sécurité. Toutes les prescriptions des commissions de sécurité et du service de protection contre l'incendie doivent être strictement observées et doivent être portées à la connaissance du Président du Conseil départemental.

Il doit s'assurer contre tous les risques d'accident pouvant survenir aux personnes âgées qu'il accueille, d'accidents ou dommages qui pourraient être causés par ces personnes et dont l'établissement pourrait être tenu responsable par l'application des articles 1382 et 1384 du Code Civil.

ARTICLE 4 : CONDITIONS D'ADMISSION ET DE RESERVATION DES PLACES DES BENFICIAIRES DE L'AIDE SOCIALE

4.1 – Admission à l'aide sociale

L'admission à l'aide sociale est soumise à des conditions d'attribution notamment de ressources prévues par le CASF et le RDAS de l'Indre.

Le dossier de demande d'admission à l'aide sociale, constitué des pièces justificatives dont la liste est communiquée par le Département, est déposé au centre communal ou intercommunal d'action sociale ou, à défaut, à la mairie du domicile de l'intéressé(e). Dès complétude, il est transmis au Président du Conseil départemental dans le mois suivant son dépôt.

Le dossier d'aide sociale comprend notamment la liste nominative et les adresses des personnes tenues à l'obligation alimentaire, fixée notamment au vu du livret de famille. Ces personnes sont invitées à fixer leur participation éventuelle aux dépenses susceptibles d'être engagées en faveur de leurs ascendants postulant à l'aide sociale.

Après instruction par les services du Département, le Président du Conseil départemental décide de l'admission ou non à l'aide sociale, et en cas d'admission, qui est alors prononcée pour une durée maximale de 5 ans, fixe également la contribution du bénéficiaire de l'aide sociale.

Aucune somme ne peut être prélevée de la contribution du bénéficiaire de l'aide sociale sans l'autorisation du Département.

En cas de refus de l'aide sociale par le Président du Conseil Départemental, les frais avancés par le Département sont récupérés auprès du demandeur.

La décision est notifiée à l'intéressé(e) ou à son représentant légal et le cas échéant aux personnes tenues à l'obligation alimentaire, en avisant ces dernières qu'elles sont tenues conjointement au remboursement de la somme non prise en charge par le Département.

En cas de désaccord sur l'obligation alimentaire, le Président du Conseil départemental peut saisir le juge des Affaires Familiales en lieu et place de la personne âgée pour fixer la contribution alimentaire.

L'établissement peut également exercer un recours auprès du Juge des Affaires Familiales, s'il y a lieu, contre les résidents ou contre leurs obligés alimentaires (art. L.314-12-1 du CASF ou L.6145-11 du Code de la Santé Publique).

La décision d'attribution de l'aide sociale prend effet à compter du jour d'entrée dans l'établissement si la demande a été déposée dans les deux mois (délai pouvant être prolongé de deux mois à titre exceptionnel). A défaut, elle prend effet à compter de la date de dépôt de la demande (article R. 131-2 CASF).

Les décisions en cours de validité peuvent faire l'objet d'une révision lorsque des éléments nouveaux modifient la situation. Constitue notamment un changement de situation le fait pour le bénéficiaire de changer d'établissement. La décision d'aide sociale est alors effective à la date du changement de la situation.

La décision peut être également révisée avec répétition de l'indu, s'il apparaît que l'admission a été prise sur la base de déclarations incomplètes ou erronées.

Dans le cas d'une demande de renouvellement de la prise en charge des frais d'hébergement, la décision prend effet à la date d'expiration de la précédente prise en charge.

4.2. Rappels concernant la pré-admission à l'aide sociale

Pour toutes les personnes qui font une demande de prise en charge à l'aide sociale, l'établissement est tenu d'effectuer la récupération de 90 % des ressources de toute nature, ainsi que de l'allocation logement en totalité, dans l'attente de la décision relative à la prise en charge au titre de l'aide sociale. Le montant minimal des ressources du bénéficiaire laissées mensuellement à sa libre disposition ne peut être inférieur à 1 % du montant annuel des prestations minimales de vieillesse (article R.232-34 du CASF) et/ou à 30 % du montant mensuel de l'allocation adulte handicapé (article D.344-34 et suivants du CASF).

Pendant cette période, il ne peut être réclamé à l'intéressé(e), à sa famille ou à quiconque un paiement complémentaire.

Si une caution est demandée à l'entrée en établissement, celle-ci ne peut excéder le montant du tarif mensuel d'hébergement qui reste effectivement à la charge de la personne hébergée (art. R.314-159 du CASF).

L'aide sociale ne prend en aucun cas en charge les éventuels frais de réservation pour la période précédant l'entrée en établissement (art. R.314-149 CASF).

4.3. Conditions de réservation et de mise à disposition des places pour les bénéficiaires de l'aide sociale

Dans le cadre de sa procédure d'admission, l'établissement doit donner la priorité aux bénéficiaires de l'aide sociale. En tout état de cause, l'établissement ne peut refuser l'admission d'une personne bénéficiaire de l'aide sociale sauf pour raisons médicales.

ARTICLE 5 : MODALITES DE COORDINATION AVEC LES SERVICES SOCIAUX ET SOUTIENS SOCIAUX AUX FINS DE FACILITER L'ADMISSION DES BENEFICIAIRES DE L'AIDE SOCIALE

L'établissement doit mettre en œuvre les partenariats nécessaires ainsi que les actions d'information, la documentation et les procédures coordonnées afin de faciliter l'admission des bénéficiaires à l'aide sociale. Ce dispositif devra être énoncé dans le règlement de fonctionnement et dans le projet d'établissement. L'organisme gestionnaire tiendra régulièrement informés les services du Département de l'Indre des modifications qui pourront être apportées. Il transmettra également tous les conventionnements conclus dans le cadre de ce dispositif.

ARTICLE 6 : REGLES RELATIVES A LA TARIFICATION DES RESIDENTS PRIS EN CHARGE AU TITRE DE L'AIDE SOCIALE

La prestation d'aide sociale légale permet la prise en charge par le Département des frais d'hébergement de la personne âgée ne pouvant assumer ces coûts avec l'aide de leurs obligés alimentaires.

La participation financière du Département de l'Indre s'adresse uniquement aux bénéficiaires de l'aide sociale dont le domicile de secours est situé dans l'Indre.

6.1. Règles de calcul

Le montant de la prise en charge par le Département est calculé sur la base des tarifs journaliers hébergement et dépendance GIR 5-6 arrêtés par le Président du Conseil départemental.

Les modalités de calcul de la tarification applicable aux bénéficiaires de l'aide sociale sont décrites à l'article 4 du titre 2 du CPOM pour la tarification de l'hébergement et à l'article 2 du titre 2 du CPOM pour la tarification de la dépendance.

6.2. Modalités de facturation des tarifs

Les tarifs sont payés à terme à échoir en application de l'article R.314-186 du CASF.

L'établissement est tenu d'informer le Conseil départemental de toute absence dans un délai maximum de 48 heures.

L'établissement, pour les personnes bénéficiaires de l'aide sociale, facture le jour d'entrée ainsi que chaque jour de présence, sous réserve des dispositions suivantes. Il ne facture pas le jour de sortie. Le jour du décès peut être facturé.

Absences pour hospitalisation : Lorsqu'une personne âgée hébergée est hospitalisée, il est procédé à une diminution du montant du forfait hospitalier sur le prix de journée hébergement de l'établissement au-delà de 72 heures d'absence. Cette minoration est déduite de la participation de l'aide sociale. Ce dispositif s'applique pendant une durée qui ne peut excéder 21 jours consécutifs d'hospitalisation pendant laquelle la place de la personne âgée est conservée par l'établissement. Au terme du délai de 21 jours, aucune facturation ne peut être adressée au Département de l'Indre et la personne âgée retrouve l'intégralité de ses ressources. Le tarif dépendance n'est pas facturé au résident dès son premier jour d'absence pour hospitalisation (article R.314-178 du CASF).

Absences volontaires ou pour vacances : Pour les absences de courtes durées égales ou inférieures à 72 heures (samedis, dimanches, jours fériés, autres), le tarif hébergement est facturé lorsque le lever ou le coucher a lieu dans l'établissement. Toute personne âgée hébergée à titre permanent peut s'absenter temporairement pour des vacances dont la durée ne peut excéder 35 jours au cours d'une année civile. À son retour, la personne âgée retrouve sa place ou son logement dans l'établissement. Pendant son absence, l'établissement peut utiliser la chambre en dépannage. Le tarif dépendance n'est pas facturé au résident dès son premier jour d'absence pour convenances personnelles à condition qu'il ait informé préalablement l'établissement de cette absence dans les délais prévus dans son contrat de séjour (article R.314-178 du CASF).

6.3. Modalités d'encaissement

Pour les établissements accueillant des résidents à titre permanent : le Département encaisse le montant net des ressources du bénéficiaire, et des sommes dues au titre de l'obligation alimentaire, après déduction des charges autorisées et du montant minimum à laisser à disposition du bénéficiaire.

Pour les établissements accueillant des résidents à titre temporaire : le Président du Conseil départemental fixe la part à la charge de l'aide sociale dans la limite du plafond constitué par le tarif hébergement temporaire de l'établissement, multiplié par la durée du séjour dans la limite de 90 jours, renouvelable une fois par période de 12 mois, en tenant compte des ressources de la personne et de celles de ses obligés alimentaires, et de son droit éventuel à l'APA.
Dans le cadre d'un hébergement à titre temporaire, la participation du bénéficiaire et de ses obligés alimentaires est recouvrée directement par l'établissement. La prestation d'aide sociale est payée au bénéficiaire ou à l'établissement sous réserve de l'accord de la personne.

6.4. Modalités de revalorisation des montants

Les tarifs journaliers afférents à l'hébergement et à la dépendance (notamment celui afférent au GIR 5-6) sont fixés et revalorisés selon les modalités prévues dans le CPOM aux articles 4 et 2 du titre 2 et au vu des documents budgétaires et comptables également visés dans ce contrat.

ARTICLE 7 : DUREE, CONCILIATION ET RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

7.1 – Durée de la convention

La convention d'habilitation au titre de l'aide sociale est conclue pour une durée maximale de 5 ans (article L. 342-3-1 du CASF).

7.2 – Renouvellement ou prolongation de la convention

Six mois avant le terme quinquennal, les parties engagent des négociations à l'initiative de l'établissement afin d'arrêter les conditions dans lesquelles la convention peut être renouvelée ou prolongée, en parallèle des négociations pour le renouvellement du Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens.

ARTICLE 8 : RETRAIT DE L'HABILITATION

L'habilitation de l'établissement à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale peut être retirée pour l'un des motifs suivants (article L.313-9 du CASF) : évolution des objectifs et des besoins, méconnaissance d'une disposition substantielle de l'habilitation ou de la convention, disproportion entre le coût de fonctionnement et les services rendus, charge excessive qu'elle représente pour la collectivité publique ou les organismes assurant le financement.

Si l'établissement ne prend les mesures nécessaires pour respecter les dispositions requises comme demandé par le Département, l'habilitation est alors retirée dans un délai de 6 mois pour tous les motifs évoqués, sauf pour celui du non-respect des objectifs et des besoins qui entraîne le retrait de l'habilitation dans un délai d'un an.

L'abrogation de l'arrêté portant habilitation de l'établissement à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale est dûment notifiée à ce dernier et vaut résiliation de la présente convention d'habilitation.

ARTICLE 9 : CONTENTIEUX

Les contestations susceptibles de s'élever entre le Département de l'Indre et l'établissement au sujet de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention sont portées devant le tribunal administratif de Limoges, 2 cours Bugeaud – CS 40410, 87011 LIMOGES Cédex.

Fait à
le 26.12.2024

Le représentant de l'organisme gestionnaire

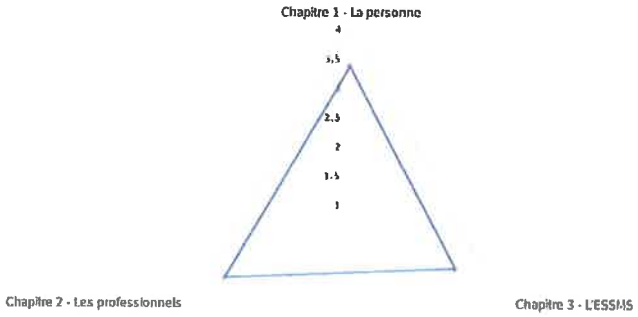
Monsieur Frédéric AUSSIETTE

Le Président du Conseil départemental de l'Indre

Monsieur Marc FLEURET

Niveau global atteint par l'ESSMS

Présentation de la synthèse de la cotation des trois chapitres.



Appréciation générale

L'accueil réservé par les professionnels de l'EHPAD Le Castel a permis la réalisation de l'évaluation dans de très bonnes conditions. Les échanges avec la gouvernance, les professionnels et les personnes accompagnées se sont réalisés dans le respect, la bienveillance et l'authenticité. Tous les éléments nécessaires tels que la mise à disposition des locaux et des documents ont facilité la mise en œuvre des différentes méthodes d'évaluation.

L'EHPAD Le Castel est un établissement accueillant et pensé pour répondre au mieux aux besoins des personnes accompagnées avec des espaces collectifs et privatifs qui offrent une belle diversité d'ambiances. Il s'agit d'un lieu de vie soigné, entretenu et bien investi par ses occupants.

Les cotations marquent un décalage entre pratiques et procédures : là où les pratiques d'accompagnement sont bien en place, la formalisation est peu présente et inversement.

Un manque de formalisation des stratégies et des politiques relatives à plusieurs thématiques (RH, éthique, maltraitance, gestion des risques médicamenteux et infectieux) est relevé bien qu'une véritable démarche soit incarnée sur le terrain par l'ensemble des acteurs. La gouvernance a conscience de ce manque de formalisation. La démarche qualité est obsolète, en cours de réflexion pour une mise à jour. Les outils ne sont pas encore mis en forme par la gouvernance. Il ne s'agit pas encore d'une préoccupation des professionnels à ce jour.

L'implication et l'engagement de tous les professionnels permettent de proposer un accompagnement bienveillant et vigilant. La qualité de la communication entre les parties prenantes : direction, professionnels, personnes accompagnées, entourage révèle un véritable esprit d'équipe.

L'accompagnement au quotidien cherche à replacer la personne dans une appropriation de ses choix et de son parcours, ce que les résidents rencontrés viennent confirmer. Une très grande attention à la qualité des réponses apportées à chaque situation individuelle est repérée sans que cela soit articulé à une démarche de réflexion institutionnelle plus large. La culture de la traçabilité est bien installée dans les pratiques professionnelles avec des transmissions quotidiennes soignées.

L'absence d'actualisation des PAP a été identifiée au sein de l'EHPAD le Castel, des actions correctives sont initiées, mais leurs récences ne permettent pas de vérifier leurs fonctionnalités. De plus, les PAP n'envisagent pas suffisamment une approche des risques (fugue, addictions, sexualité, abus de faiblesse, radicalisation) ni la prise en compte des attentes de l'entourage. Les situations individuelles sont accompagnées au gré des besoins, mais le repérage n'est pas formellement organisé. La rédaction du PAP reste unilatérale, l'association du résident n'est pas encore démontrée.

L'accompagnement à la fin de vie - dans toutes ses dimensions - respectueux des volontés du résident et/ou de son entourage fait l'objet d'une grande attention.

Enfin, la flexibilité permanente de l'EHPAD le Castel pour être au plus près des habitudes de vie et souhaits des personnes accompagnées est à saluer. Elle témoigne d'un accompagnement favorable à la dignité des résidents porté par l'équipe au complet.

ANNEXE 8

Fiches actions

AXE 1 : Expression et participation individuelle et collective des résidents

Fiche Action N°1 **Finaliser les outils de la loi 2002-2 rénovant l'action sociale et médico-sociale**	
Référent (personne ou institution) : Direction de l'établissement – Cadre supérieur de santé	
Constat du diagnostic	Des outils primordiaux à l'accompagnement du résident doivent être formalisés et diffusés comme le livret d'accueil, le livret d'unité, et le recueil de la satisfaction et de l'expérience du résident.
Objectif opérationnel (ou spécifique)	Finaliser la maquette des livrets « unité » Rédiger un nouveau livret d'accueil EHPAD Construire les outils permettant le recueil de la satisfaction du résident et de son expérience à différents moments (3 mois après l'admission, puis tous les ans) y compris pour les résidents en hébergement temporaire. Réviser la procédure « accueil des nouveaux résidents de l'admission au projet d'accompagnement personnalisé » pour intégrer les nouveaux éléments ci-dessus.
Description de l'action	1/ Les livrets d'unités : finaliser la maquette – réaliser les photos des équipes - faire valider la maquette par le groupe constituant le groupe de pilotage du secteur médico-social (staff) – présentation aux équipes - présenter le livret au CVS – l'intégrer au système documentaire - le diffuser auprès des résidents présents et auprès des nouveaux résidents (cf procédure « accueil... ») 2/ Le livret d'accueil : rédiger l'ensemble des informations à intégrer dans le livret d'accueil – valider le document auprès de la qualité, auprès du groupe de pilotage su secteur médico-social (staff) – le remettre au service communication pour fabrication de la maquette auprès de la société retenue – relecture et validation de la maquette – présentation au CVS – présentation aux équipes – reprographie – diffusion auprès des résidents. 3/ Recueil de la satisfaction du résident et de son expérience : réfléchir à la construire un/ou des outils de recueil de la satisfaction et de l'expérience – définir les modalités de recueil dans une fiche d'instruction. (service qualité – groupe de pilotage – CVS)
Identification des acteurs à mobiliser	Direction du site, PAE hébergement, , groupe de pilotage secteur médico-social (staff), technicien qualité référent EHPAD, service communication du CH Châteauroux-Le blanc, CVS
Moyens nécessaires	Marché pour la mise en page et la reprographie du livret d'accueil EHPAD Photos des EHPAD pour illustrer le livret d'accueil
Calendrier prévisionnel	Fin 2024 : les livrets d'unités sont diffusés 1er trimestre 2025 : le livret d'accueil EHPAD est diffusé 2ème trimestre 2025 : les outils de recueil de la satisfaction des résidents et des familles sont finalisés- les modalités sont formalisées

ANNEXE 8

	3ème trimestre 2025 : la 1ère enquête de satisfaction est analysée et présentée au CVS
Indicateurs d'évaluation du résultat de l'action	**Indicateurs de mise en œuvre** Les livrets d'unités sont référencés au système documentaire qualité Les livrets d'accueil sont imprimés et diffusés – Ils sont intégrés sur la plateforme via trajectoire « grand âge ». **Indicateurs de résultat (impact)** Les résultats de l'enquête de satisfaction sont affichés et connus des résidents, familles et professionnels.
Points de vigilance **Bonnes pratiques à promouvoir**	Respect des délais

ANNEXE 8

Fiche Action N°2 **Poursuivre la mise en place des projets d'accompagnement personnalisé**	
Référent (personne ou institution) : Cadres de santé et psychologues	
Constat du diagnostic	Le process de mise en œuvre des projets d'accompagnement personnalisé est formalisé. Il est connu par l'ensemble des professionnels. Les référents de résident sont nommés – Les staffs pluridisciplinaires sont formalisés en partie autour du PAP.
Objectif opérationnel (ou spécifique)	Poursuivre la mise en place des projets d'accompagnements personnalisés – suivi de l'indicateur mensuellement Formaliser le process et adapter les outils du projet d'accompagnement personnalisé pour les résidents de l'hébergement temporaire Poursuivre les formations « Bientraitance et Applications dans le quotidien à travers le référent de résident et le PAP (7 sessions depuis novembre 2023 - 65% professionnels formés à ce jour par la psychologue (pilote du groupe bientraitance et référent éthique) – 3 sessions supplémentaires prévues avant fin 2024) Déployer l'outil Dxcare EHPAD
Description de l'action	1 / PAP : atteindre l'objectif d'un PAP par résident avec une révision au moins annuelle – L'ensemble des PAP sont signés du résident et/ou tutelle ou représentant légal, de la direction. L'indicateur est suivi. 2/ PAP et hébergement temporaire : formaliser le process et adapter les outils existant à ce process – recueillir l'expérience et les attentes des résidents connus pour des séjours en hébergement temporaire 3/ Formation : les professionnels sont formés sur une journée. Les sessions de formations sont déterminées à l'avance et connues des cadres de santé/IDEC. 4/ Une réunion pour l'organisation de la mise en place de l'outil DxCare EHPAD est organisé avec le service informatique. Les modalités de déploiement sont définies et les formations sont organisées.
Identification des acteurs à mobiliser	Direction du site, Cadres et IDEC des EHPAD et autres professionnels des EHPAD, Direction du système d'information
Moyens nécessaires	Planification des formations, préparation des livrets de formation Logiciel Dxcare EHPAD Un temps supplémentaire de psychologue serait nécessaire car participation à l'élaboration des PAP (rencontre résident, évaluation, recueil de l'histoire de vie, participation au staff, à la rédaction du PAP, et à la formation des professionnels « bientraitance et applications au quotidien… »
Calendrier prévisionnel	Mensuel : suivi de l'indicateur PAP Annuel : formation « Bientraitance et Applications dans le quotidien à travers le référent de résident et le PAP – 2 à 3 sessions / an à destination des nouveaux arrivants. 1er trimestre 2025 : le logiciel Dxcare EHPAD est fonctionnel, les professionnels ont été formés.

ANNEXE 8

Indicateurs d'évaluation du résultat de l'action	**Indicateurs de mise en œuvre** L'outil informatique Dxcare EHPAD est fonctionnel Suivi du nombre de professionnels formés : bientraitance et Dxcare Un process PAP hébergement temporaire et des outils spécifiques à l'élaboration du PAP sont formalisés et intégrés au système documentaire **Indicateurs de résultat (impact)** Suivi de l'indicateur PAP mensuellement
Points de vigilance Bonnes pratiques à promouvoir	Un PAP par résident révisé au moins chaque année Formation des nouveaux professionnels aux missions des référents et au processus PAP (formation bientraitance et applications en interne) Formation des professionnels à l'utilisation de Dxcare EHPAD

ANNEXE 8

Fiche Action N°3 **Développer les activités de bien-être, de prévention de la perte d'autonomie, du lien social**	
Référent (personne ou institution) : Cadre de santé responsable animation	
Constat du diagnostic	L'animation occupe une place importante au sein du lieu de vie. Elle s'inscrit dans la vie quotidienne de l'EHPAD, puisqu'elle va rythmer la vie des résidents. Elle a pour objectif de favoriser la vie sociale, culturelle et relationnelle. Le projet d'animation 2018/2024 est en cours de réactualisation, il doit intégrer des activités complémentaires nécessaires au résident comme les activités de bien-être, les activités sportives, les activités de médiation animale.
Objectif opérationnel (ou spécifique)	Finaliser la formalisation du nouveau projet d'animation 2025 - 2029 Développer les activités de bien-être et/ou multisensorielle de type Snoezelen Formaliser l'activité du référent sport Poursuivre la mise en œuvre de la médiation animale Poursuivre l'organisation des cafés familles au sein des EHPAD sur de nouveaux thèmes ainsi que l'organisation de la journée des aidants
Description de l'action	1 / Projet animation : finaliser la rédaction – faire valider par le CVS – informer les professionnels 2/ Activités de bien être et/ou multisensorielle : Envisager des pistes d'aménagement de locaux ou à défaut de locaux disponibles – prévoir l'achat de matériel de type chariot snoezelen mobile afin de proposer des séances en chambre – envisager le recrutement d'une socio-esthéticienne – former les professionnels aux méthodes d'apaisement, de toucher et bien être et d'utilisation des chariots snoezelen. 3/ Référent sport : Rédiger les missions du référent sport – développer des partenariats avec des associations sportives – intégrer le volet sport dans les projets d'accompagnement personnalisé 4/ Médiation animale : renouveler la formation d'un professionnel ayant le désir de s'engager dans cette voie – prévoir un temps dédié à cette fonction (0.5 ETP). 5/ Café familles : planifier les cafés familles à l'année (au moins 2 sessions par an) et proposer de nouveaux thèmes
Identification des acteurs à mobiliser	Direction du site, Cadres et IDEC des EHPAD et autres professionnels des EHPAD, Référent sport, Psychologues, service formation
Moyens nécessaires	Aménagement de locaux Recrutement socio-esthéticienne (0.6 ETP) Recrutement psychomotricien ou APA supplémentaire (passer à 1ETP au lieu de 0.4 ETP actuellement). Former un nouveau professionnel à la médiation animale et dédié un temps à cette fonction (0.5 ETP) Un temps supplémentaire de psychologue pourrait être nécessaire afin de développer des projets autour des activités bien être « snoezelen et relaxation », et des séances individuelles (0.20 ETP)

ANNEXE 8

Calendrier prévisionnel	Fin 2024 : Le projet d'animation est formalisé. Il est présenté au CVS puis aux professionnels. Plan de formation à partir de 2026 : intégrer les formations bien être, toucher et apaisement sont proposés aux professionnels, formation médiation animale Année 2026 : matériels et/ou locaux spécifiques aux activités bien-être sont déployés – recrutement socio-esthéticienne – recrutement psychomotricien ou APA. Annuel : organisation de 2 sessions minimum de café -familles et d'une journée des aidants.
Indicateurs d'évaluation du résultat de l'action	**Indicateurs de mise en œuvre** Formalisation et intégration du projet d'animation dans le système documentaire **Indicateurs de résultat (impact)** Recueil de la satisfaction des résidents Commission d'animation (nombre et CR) Café familles (nombre – satisfaction) Recrutement des professionnels (socio-esthéticienne et psychomotricien) Plan de formation
Points de vigilance Bonnes pratiques à promouvoir	Intégrer les activités aux projets d'accompagnement personnalisés

ANNEXE 8

AXE 2 : Déclinaison des plans et schémas d'organisation en santé sur les territoires et appréciation de l'activité des structures des CPOM ; transformation des établissements ; renforcement de l'efficience de gestion ; opérations de mutualisation de certaines fonctions, démarches de coopérations ; développement en matière de gestion de l'immobilier ou des achats

Fiche Action N°4 **Création et déploiement d'un CRT conventionné avec les EHPAD du site Le Blanc**	
Référent (personne ou institution) : Directeur établissement / MEDEC/ Cadre supérieur de santé	
Constat du diagnostic	Les EHPAD du site Le Blanc du Centre Hospitalier Châteauroux – Le Blanc ont une offre complète à savoir : hébergement permanent, hébergement temporaire, accueil de jour et PASA. Ils sont adossés à centre hospitalier comprenant une offre de soins élargie de la filière gériatrique : médecine, SMR et UCC, consultation gériatrique, bilan gériatrique en ambulatoire, SSIAD et HAD. Les ressources professionnelles spécialisés sont partagés comme : diététicienne, spécialités médicales, neuropsychologue, APA, .. La présence d'une filière spécialisée maladie neuro-dégénérative : UCC, accueil de jour, Unité protégée, PASA, plateforme de répit.
Objectif opérationnel (ou spécifique)	S'inscrire dans le projet et répondre à un appel à projet de l'ARS.
Description de l'action	Réfléchir à l'installation d'un CRT conventionné avec l'EHPAD après la transformation du SSIAD en SAD mixte en 2025 pour avoir une offre à domicile complète en appui de l'offre sanitaire existante. Définir le dimensionnement avec l'aide de l'ARS et du Conseil Départemental. Formaliser le projet CRT afin de répondre à un appel à projet.
Identification des acteurs à mobiliser	ARS / Département Direction du site, partenaires Professionnels médicaux et paramédicaux spécialisés
Moyens nécessaires	Validation de la création d'un CRT Nomination d'un porteur de projet.
Calendrier prévisionnel	2026 : validation création d'un CRT
Indicateurs d'évaluation du résultat de l'action	**Indicateurs de mise en œuvre** Décision d'autorisation d'un CRT Projet formalisé **Indicateurs de résultat** Nombre de bénéficiaires

ANNEXE 8

Points de vigilance **Bonnes pratiques à promouvoir**	Nomination d'un responsable projet Formalisation du projet Communication externe

ANNEXE 8

AXE 3: PARTICIPATION A DES DEMARCHES RELATIVES A LA STRUCTURATION DES PARCOURS DE PRISES EN CHARGE DES PERSONNES ; DEVELOPPEMENT DE NOUVELLES PRESTATIONS ; PARTENARIATS AVEC DES ETABLISSEMENTS ET CENTRES DE SANTE, Y COMPRIS CEUX PROPOSANT DES PRESTATIONS D'HOSPITALISATION A DOMICILE, DES ETABLISSEMENTS ET SERVICES SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX, DES PROFESSIONNELS DE SANTE ET DE L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL

Fiche Action N°5 **Déployer le volet EHPAD de Dxcare**	
Référent (personne ou institution): Direction des soins, Direction du système d'information	
Constat du diagnostic	Le logiciel Dxcare sanitaire est déployé depuis 2017 dans les EHPAD. Un nouveau volet spécifique EHPAD existe. Celui-ci doit être mise en place dans les EHPAD
Objectif opérationnel (ou spécifique)	Mise en œuvre de Dxcare EHPAD sur l'ensemble du secteur EHPAD.
Description de l'action	1/ Prévoir une réunion de pilotage avec le service informatique pour organiser la mise en fonction du logiciel Dxcare EHPAD 2/ Planifier la formation des professionnels 3/ Adapter les équipements aux besoins
Identification des acteurs à mobiliser	Professionnels de l'EHPAD, direction du système d'information, cadres et IDEC EHPAD, DALT
Moyens nécessaires	
Calendrier prévisionnel	1er trimestre 2025 : le logiciel Dxcare EHPAD est fonctionnel, les professionnels ont été formés.
Indicateurs d'évaluation du résultat de l'action	**Indicateurs de mise en œuvre** L'outil informatique Dxcare EHPAD est fonctionnel Suivi du nombre de professionnels formés Dxcare **Indicateurs de résultat (impact)** Suivi des EI
Points de vigilance **Bonnes pratiques à promouvoir**	Intégrer les projets d'accompagnement personnalisés dans l'outil informatique

ANNEXE 8

AXE 4: DEVELOPPEMENT DE LA QUALITE DE LA PRISE EN CHARGE DES RESIDENTS ; DEMARCHES FAVORISANT LA BIENTRAITANCE ET DEPLOIEMENT DE DISPOSITIFS DE SIGNALEMENTS PRECOCES EN CAS DE SITUATION DE MALTRAITANCE ; ACCOMPAGNEMENT DE LA FIN DE VIE DANS LE RESPECT DE LA DIGNITE ET DROITS DES PERSONNES ET ACCES AUX SOINS PALLIATIFS DES PERSONNES

Fiche Action N°6 **Accompagner la fin de vie en EHPAD**	
Référent (personne ou institution) : MEDCO / Psychologue	
Constat du diagnostic	Des professionnels sont formés : IDE et psychologue. L'équipe mobile de soins palliatifs est sollicitée régulièrement par le médecin coordonnateur.
Objectif opérationnel (ou spécifique)	Formaliser l'accompagnement de fin de vie en EHPAD
Description de l'action	1/ Formaliser les procédures et les intégrer au système documentaire 2/ Former des référents à l'accompagnement de fin de vie 3/ Encourager le développement des compétences des professionnels 4/ Mettre en place les astreintes IDE
Identification des acteurs à mobiliser	Direction du site, MEDCO, Psychologues, référents, cadres et IDEC, pharmacie, équipe mobile de soins palliatifs
Moyens nécessaires	Création d'un groupe de travail Formation Un temps supplémentaire de psychologue pourrait être nécessaire afin de déployer des formations et sensibilisation ainsi que des temps d'analyse de la pratique (0.20 ETP)
Calendrier prévisionnel	**2025 / 2026 / 2027**
Indicateurs d'évaluation du résultat de l'action	**Indicateurs de mise en œuvre** Les process sont formalisés et intégrer dans le système documentaire **Indicateurs de résultat** Suivi d'indicateur spécifique à l'accompagnement de fin de vie
Points de vigilance **Bonnes pratiques à promouvoir**	Promotion de la bientraitance Recueil des Directives anticipées

ANNEXE 8

AXE 5: RESSOURCES HUMAINES ; ACCOMPAGNEMENT DE L'EVOLUTION DES COMPETENCES PROFESSIONNELLES DES PERSONNELS ET APPROPRIATION DES RECOMMANDATIONS DE BONNES PRATIQUES PROFESSIONNELLES ; AMELIORATION DES CONDITIONS D'EMPLOI ET DE TRAVAIL

Fiche Action N°7 **Améliorer l'attractivité des emplois et métiers du médico-social (en particulier des IDE)**	
Référent (personne ou institution) : Direction des soins / DRH	
Constat du diagnostic	Des horaires en coupures existent sur l' EHPAD de l'ANGLIN et l'EHPAD ST LAZARE. Ces coupures sur une amplitude de 12 h avec un travail effectif de 8 h en semaine et de 10 h les WE et Jours fériés ne rendent pas attractifs le recrutement sur ces postes. De plus, ces horaires engendrent des heures supplémentaires. La coupure se faisant à un horaire où les médecins traitants peuvent venir dans la structure, mais également au moment du staff pluridisciplinaire tous les 15 jours. Les astreintes de nuit IDE ne sont pas en place. Une astreinte de nuit permettrait d'améliorer la continuité de prise en charge lors des accompagnements de fin de vie et en cas d'urgences. Des résidents sont transportés via le 15 aux urgences du site le Blanc hors présence de l'IDE et du médecin coordinateur. La présence d'une astreinte IDE pourrait permettre d'atténuer peut-être ces transferts.
Objectif opérationnel (ou spécifique)	Réinterroger les organisations IDE et la continuité des soins
Description de l'action	1/ Proposer un planning en 12 h avec des missions complémentaires comme la coordination des PAP, L'évaluation de la dépendance, l'accompagnement des médecins traitants lors des visites, la présence au staff, développer les soins supports comme le dépistage des dénutritions, l'accompagnement de fin de vie,...) 2/ Recrutement 1.40 ETP IDE supplémentaire (actuellement 3.70 ETP EHPAD ST LAZARE / EHPAD ANGLIN) 3/ Réfléchir à la mise en place des astreintes de nuit IDE
Identification des acteurs à mobiliser	Direction des soins, DRH, Cadres de santé / IDEC, IDE en poste.
Moyens nécessaires	Révision des maquettes organisationnelles Recrutement
Calendrier prévisionnel	Janvier 2025 – janvier 2026
Indicateurs d'évaluation du résultat de l'action	**<u>Indicateurs de mise en œuvre</u>** Organisation en 12 h Astreinte

ANNEXE 8

Points de vigilance **Bonnes pratiques à promouvoir**	**Indicateurs de résultat** Satisfaction des professionnels Effectif IDE complet Nombre d'appel IDE Astreinte Nombre de transfert résident vers les urgences hors présence médecin coordonnateur et hors présence IDE en journée.

ANNEXE 8

Fiche Action N°8 **Améliorer la prestation hôtelière des résidents**	
Référent (personne ou institution) : Direction de l'établissement	
Constat du diagnostic	Améliorer l''encadrement de l'équipe hôtelière et développer la prestation hôtelière
Objectif opérationnel (ou spécifique)	Recrutement d'une gouvernante et formaliser les process
Description de l'action	1/ Recrutement d'un professionnel d'encadrement de l'équipe hôtelière 2/ Formaliser les procédures hôtelières existantes et développer d'autres prestations.
Identification des acteurs à mobiliser	Direction du site, DRH, CS ingénieur cuisine, diététicienne
Moyens nécessaires	Personnel, formation.
Calendrier prévisionnel	**2026**
Indicateurs d'évaluation du résultat de l'action	**Indicateurs de mise en œuvre** Recrutement réalisé Organisation mise en œuvre Satisfaction des résidents et des personnels mesurée
Points de vigilance **Bonnes pratiques à promouvoir**	Intégration des résidents dans la réflexion des projets autour de la prestation hôtelière

ANNEXE 8

AXE 6: PROJETS SPECIFIQUES OU INNOVANTS DONT PROJETS IMMOBILIERS

Fiche Action N°4 **Création et déploiement d'un CRT conventionné avec les EHPAD du site Le Blanc**	
Référent (personne ou institution) : Directeur établissement / MEDEC/ Cadre supérieur de santé	
Constat du diagnostic	Les EHPAD du site Le Blanc du Centre Hospitalier Châteauroux – Le Blanc ont une offre complète à savoir : hébergement permanent, hébergement temporaire, accueil de jour et PASA. Ils sont adossés à centre hospitalier comprenant une offre de soins élargie de la filière gériatrique : médecine, SMR et UCC, consultation gériatrique, bilan gériatrique en ambulatoire, SSIAD et HAD. Les ressources professionnelles spécialisés sont partagés comme : diététicienne, spécialités médicales, neuropsychologue, APA, .. La présence d'une filière spécialisée maladie neuro-dégénérative : UCC, accueil de jour, Unité protégée, PASA, plateforme de répit.
Objectif opérationnel (ou spécifique)	S'inscrire dans le projet et répondre à un appel à projet de l'ARS.
Description de l'action	Réfléchir à l'installation d'un CRT conventionné avec l'EHPAD après la transformation du SSIAD en SAD mixte en 2025 pour avoir une offre à domicile complète en appui de l'offre sanitaire existante. Définir le dimensionnement avec l'aide de l'ARS et du Conseil Départemental. Formaliser le projet CRT afin de répondre à un appel à projet.
Identification des acteurs à mobiliser	ARS / Département Direction du site, partenaires Professionnels médicaux et paramédicaux spécialisés
Moyens nécessaires	Validation de la création d'un CRT Nomination d'un porteur de projet.
Calendrier prévisionnel	2026 : validation création d'un CRT
Indicateurs d'évaluation du résultat de l'action	**Indicateurs de mise en œuvre** Décision d'autorisation d'un CRT Projet formalisé **Indicateurs de résultat** Nombre de bénéficiaires
Points de vigilance **Bonnes pratiques à promouvoir**	Nomination d'un responsable projet Formalisation du projet Communication externe

ANNEXE 8

Fiche Action 9 **Projet Aménagement « jardin sensoriel et thérapeutique »**	
Référent (personne ou institution) : Animatrice	
Constat du diagnostic	Améliorer la politique de bientraitance en poursuivant le développement des outils de la bientraitance. Profiter d'un lieu extérieur à proximité des chambres des résidents. Y installer différents espaces : détente, repas, jeux, jardinet
Objectif opérationnel (ou spécifique)	Objectif général : Améliorer le cadre de vie des résidents en rendant le lieu attrayant, convivial accessible pour tous. Renouer avec la vie par les interactions entre résidents et nature Créer des interactions famille/résidents/salariés (en sollicitant les familles pour le don de plants, pour l'utilisation du lieu ...) Objectifs spécifiques et opérationnels : Rétablir l'estime de soi, en introduisant le vivant et l'autonomie : le jardin établit le lien du geste à la conséquence du geste (arroser pour voir s'épanouir, grandir...) Provoquer le désir d'agir en participant spontanément à la découverte du lieu, aux semis, arrosages, plantations, aux jeux, ... Retrouver des émotions par la création d'un espace « comme chez soi » Aptitudes visées : Faire des choix : plantes, fleurs, aménagement ... Capacité à sortir seul ou accompagné Les sens : visuel, olfactif, sensoriel, ... Communiquer avec les autres puisque lieu collectif pour créer des échanges à travers diverses situations (jardinage, jeux, ...)
Description de l'action	Organisation : En amont : Préparation du lieu: nettoyage, réorganisation des bacs existants, plantation des grimpantes et arbustes. Installation des différents espaces détente, repas, jeux ... Après le nettoyage : Animations orientées sur le jardinage Jeux extérieurs tous les 15 jours Ateliers cuisine avec les fruits ou à base des plantes récoltées Ateliers dégustation, goûters, dans l'espace « repas » du lieu
Identification des acteurs à mobiliser	L'animatrice et des bénévoles Les cadres et le personnel de l'EHPAD Les familles

ANNEXE 8

Moyens nécessaires	Matériel et agencement de l'environnement.
Calendrier prévisionnel	2025 - 2027
Indicateurs d'évaluation du résultat de l'action	**Indicateurs de mise en œuvre** Le matériel et l'environnement sont prêts **Indicateurs de résultat** Satisfaction des résidents